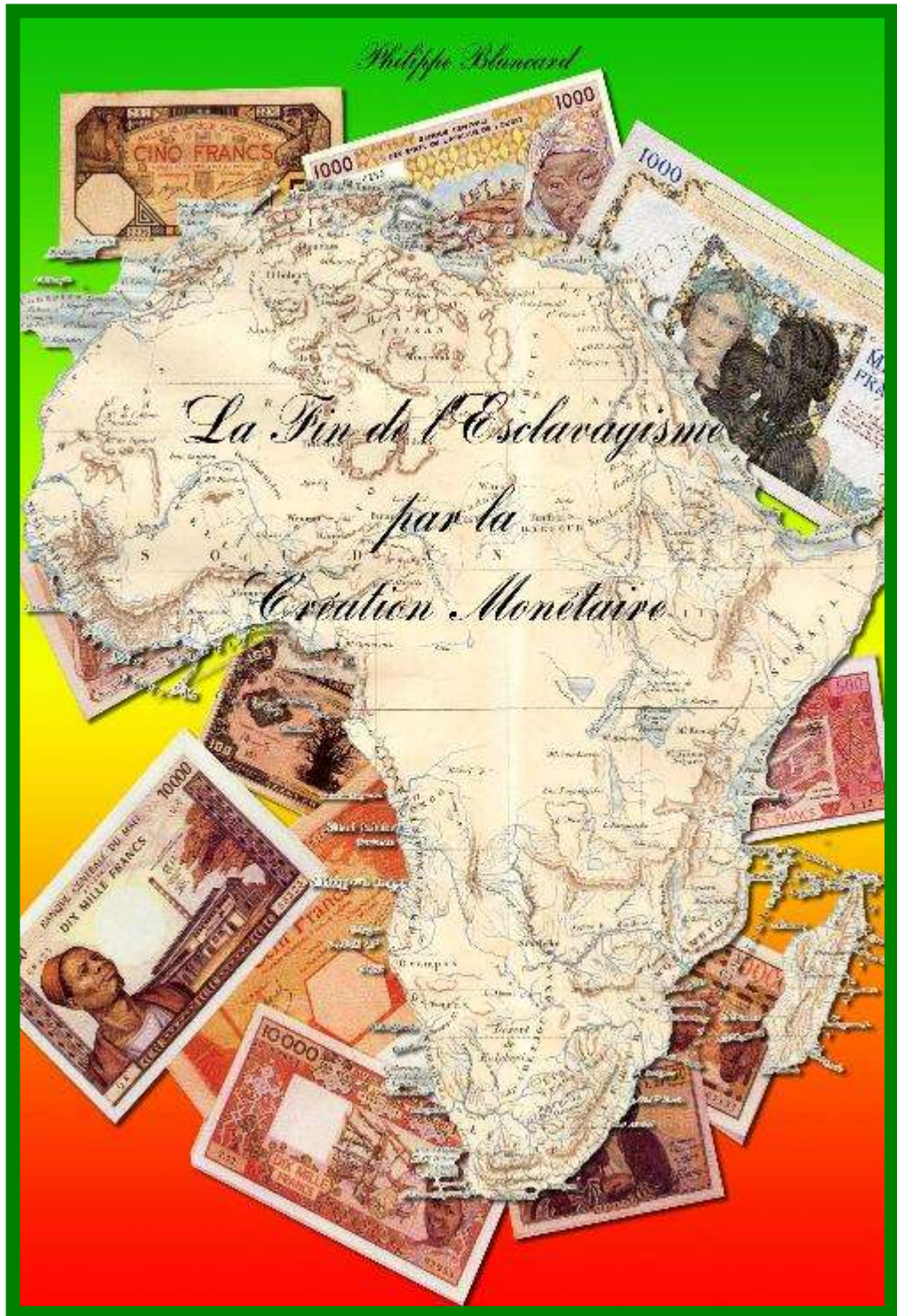


TOME IV



Avertissement de l'Auteur. Lorsque les Etats colonisés eurent leur indépendance et les Peuples la reconnaissance de leur citoyenneté cette indépendance a été toujours limitée au pouvoir exécutif législatif et judiciaire **mais jamais aux pouvoirs économique, financier et monétaire** qui sont toujours restés en les mains des anciens colonisateurs et des Bailleurs de fonds internationaux.

De plus les Colons qui ont commis des crimes contre l'humanité, des crimes contre la paix et des crimes de guerres civile ou internationale ne seront à jamais condamnés par les Etats, ni par les instances religieuses, dont-ils revendiquaient leur appartenance.

L'AFRIQUE AUSTRALE



**LA FRANC-MAÇONNERIE : LA FACE CACHEE DE NELSON MANDELA
CES TRAITRES QUI ONT VENDU L'AFRIQUE : LE CAS NELSON MANDELA.**

Voici une lettre écrite par un Sud-africain qui, je crois, va mettre à l'eau toutes les convictions que vous pensiez avoir sur l'Histoire de l'Afrique.

Cette lettre est aussi ma version des faits que j'ai pu constater à travers ma carrière dans le secteur Banque en Afrique.

Je l'ai dit une fois, sur cette tribune, que Nelson Mandela était un traître pour l'Afrique, vous avez refusé de me croire. Eh bien, voici la lettre ouverte parue dans un journal Sud-africain qui le démontre bien. Comme je le dis souvent sur cette page : « si vous voulez connaître l'Afrique véritable, il faut vous débarrasser au préalable de toutes les connaissances antérieures que vous avez de ce continent », car l'Afrique véritable est un terrible secret que les mêmes gens qui nous oppriment ne veulent pas que nous sachions. Mais malheureusement pour eux, j'ai juré de dénicher tous ces petits secrets et de les exposer à la lumière de mes frères kamites.

A la fin de l'article, je vous expliquerai en détail pourquoi j'ai choisi cette photo pour illustrer mon article. Je vous le promets ; il est un peu long, mais soyez forts et patients, il faut souffrir pour s'instruire. Et en plus, je suis sûr que vous sortirez de là, mieux instruits que beaucoup de nos frères Africains qui préfèrent rester dans l'illusion de vérité que la caverne dans laquelle ils vivent au quotidien veut bien leur montrer.



NELSON MANDELA, FRANC-MAÇON DE L'ORDRE DES CHEVALIERS DE MALTE

Lettre ouverte d'un sud-africain noir à Nelson Mandela. Cher Ancien Président Nelson Mandela,

J'avais seulement 5 ans quand vous avez été libéré de prison. Je viens d'un milieu pauvre, comme tous les enfants noirs d'Afrique du Sud du temps de l'Apartheid et j'ai été élevé par ma grand-mère. En 1.994, l'Afrique du Sud a eu ses premières élections démocratiques, je me souviens que tout le monde, y compris ma grand-mère, était ravi à l'idée de pouvoir voter pour vous et pour le gouvernement de l'ANC. Malheureusement, ma grand-mère est décédée avant d'avoir pu voter en début d'Avril en 1.994.

J'ai cru comprendre que vous aviez des rencontres secrètes entre 1.985-1.990 avec P. W. Botha, ancien président de 84-89, pour avoir un règlement négocié. Ceci nous a été révélé plus tard par le président de l'ANC, Oliver Reginald Tambo, se référant à vos réunions avec le régime colonial-apartheid dans les années 1.980, années cruciales. Il avait déclaré : « Les prisonniers ne peuvent pas négocier leur liberté ».

Tambo semblait perturbé sur le fait que des hauts Cadres du parti, y compris vous, auraient pu avoir compromis l'organisation. En 1.990, avant que vous ne sortiez de prison vous aviez assuré vos partisans que la nationalisation des mines, des banques et des minéraux étaient vos objectifs premiers. Cette croyance avait formé la doctrine de base de l'ANC et avait même été inscrite dans un document connu sous le nom « Freedom Charter » La Charte de la Liberté.

« La richesse nationale de notre pays, le patrimoine et l'héritage des Sud-Africains, seront rendus au peuple : Les richesses minérales du sous-sol, les banques et les industries qui ont un monopole doivent être transférées à la propriété du peuple dans son ensemble et en entier. Toutes les autres industries et commerces doivent être contrôlés par le gouvernement afin d'aider au bien-être du peuple ». Disait « La Charte ».

Or il est apparu plus tard que vous et d'autres Dirigeants de l'ANC vous étiez affairés à réinterpréter avec créativité l'un des engagements les plus forts contenus dans cette Charte, à savoir « une nationalisation des industries qui conforterait le monopole des capitaines d'industries blancs ».

LA NATURE DE LA TRAHISON

Lorsque vous négociez avec le Nationaliste De Klerk, ancien président, 1.984-89, avec l'intention d'obtenir un compromis qui garantit le maintien du pouvoir Blanc en Afrique du Sud et surtout le maintien des profits tirés des masses noires exploitées, et qui laisse le pouvoir entre les mains des capitalistes blancs dans un avenir prévisible. Comme il le disait fermement : « Je n'ai pas l'intention de négocier quoi que soit qui me fera quitter le pouvoir ». Bien au contraire, les négociations ont eu pour but d'empêcher la victoire des masses noires. De Klerk avait tendu un piège pour les noirs et nous avons été pris dans ce piège grâce à vous, M. Nelson Mandela. Vous le saviez bien que toute « négociation » faite avec le Diable doit, par défaut, nous conduire en enfer ! A vrai dire, vous vous êtes fait rouler dans la farine par les nationalistes et Nous avec.

ECHEC DU TRANSFERT DU POUVOIR LORS DES NEGOCIATIONS

Les négociations ont porté sur deux aspects : l'un politique, l'autre économique. Quand vous négociez avec les nationalistes, et à partir du moment où vous avez choisi de séparer le pouvoir politique et économique, là était votre plus grande erreur et c'est de là que la trahison du peuple noir est partie. Le transfert de propriété des richesses et des terres est au cœur d'un transfert de pouvoir. Raison pour laquelle il a été clairement stipulé dans la charte de la liberté. Mais vous, Mr. Nelson Mandela, vous avez choisi de l'ignorer.

Lors de vos négociations toute intelligentsia sud-africaine avait l'œil rivé sur les tractations d'ordre politiques et négligeait l'aspect économique. Vous craigniez le fait que si les négociations politiques échouaient, il y aurait des manifestations de masse. Les gens n'étaient pas intéressés par les négociations économiques et lorsque les négociateurs économiques rendaient des comptes au peuple, les gens pensaient que c'était trop technique, du coup personne ne s'y intéressait par manque d'éducation. Mais vous, m. l'ancien président, vous étiez plus instruit que le peuple. Vous auriez dû le savoir que ces deux aspects du pouvoir étaient intimement liés. C'est là que nous avons raté à jamais l'occasion d'obtenir notre liberté totale et vous l'avez vendue aux nationalistes.

Ici, Nationalistes, réfère au fait que le parti Blanc au pouvoir, Afrikaner National Party, ne voulait pas un éclatement de l'Afrique du Sud, même bien qu'ils pratiquassent ouvertement une ségrégation raciale. Comme quoi, on voit qu'un parti politique peut s'appeler « Nationaliste », mais en fait il ne vise qu'à la destruction de la Nation qu'il prétend pourtant défendre.

ECHEC DES NEGOCIATIONS ECONOMIQUE ET NATIONALISATION DE LA BANQUE CENTRALE NATIONALE DE L'AFRIQUE DU SUD.

Mr. l'Ancien Président, votre mandat obtenu par le peuple était de vous assurer que les valeurs de la Charte soient mises en œuvre, y compris la nationalisation des actifs du pays. Mais au lieu de nationaliser les mines vous vous réunissiez régulièrement avec **Harry Oppenheimer**, ancien Président de la géante compagnie minière anglo-américaine et **De Beers**, la 1^{ère} compagnie Sud-africaine productrice de diamants au monde, or ces deux compagnies étaient les symboles économiques même du régime de l'Apartheid.

Peu de temps après l'élection de 1.994, vous avez même présenté le programme économique de l'ANC à Oppenheimer pour approbation et fait plusieurs révisions clés pour répondre à ses préoccupations, ainsi qu'à celles des autres grands industriels du pays. Honte à vous pour la vente de minéraux et des terres aux Impérialistes. Les résultats de ces réunions étaient que vous pourriez garder le pouvoir politique, mais l'or et les diamants de l'Afrique du Sud resteraient dans les mains des personnes qui la contrôlaient auparavant. Avez-vous oublié ce que la Charte de la Liberté disait ? Je vous le rappelle : « La richesse nationale de notre pays, le patrimoine et l'héritage des Sud-Africains, sera rendu au peuple : Les richesses minérales du sous-sol, les banques et les industries qui ont un monopole doivent être transférées à la propriété du peuple dans son ensemble et en entier. Toutes les autres industries et commerces doivent être contrôlés par le gouvernement afin d'aider au bien-être du peuple. »

Un des aspects les plus révélateurs de la transition économique a été la propriété de la Banque Centrale

d'Afrique du Sud. Sans aucun doute l'institution la plus puissante du pays. Son sort nous a été expliqué par un homme d'affaire de Durban, Vishnu Padayachee, à qui vous aviez demandé de rédiger un document pour votre équipe de négociation sur les avantages et les inconvénients d'avoir une Banque Centrale autonome, gérée en totale autonomie par votre gouvernement.

Padayachee ne pouvait pas croire ce qu'il entendait : « Quelle question ?!!! Mais bien sûr que nous devons prendre contrôle de cette Banque ». Lui et son équipe ont rédigé et présenté le document avec des recommandations claires de ne pas autoriser la Banque Centrale à rester une institution autonome. Mais plus tard, il a révélé, que votre équipe de négociation : « N'avait pas le choix de faire une concession sur cette revendication pourtant centrale ».

M. Nelson Mandela, à l'époque, la Banque Centrale était une propriété privée appartenant aux Blancs et aujourd'hui elle compte quelque 650 actionnaires qui sont à 99% Blancs. Pourquoi avez-vous laissé cette Banque Centrale aux mains des mêmes Blancs impérialistes qui profitaient de l'Apartheid dans notre pays ?

Au cours des négociations que vous avez accepté et qui non seulement stipulait que la Banque Centrale devait être gérée comme une entité autonome au sein de l'Etat sud-africain, avec son indépendance inscrite dans la constitution Sud-africaine, mais en plus, elle serait dirigée par le même homme qui la dirigeait sous l'Apartheid : Chris Stals. Une autre figure de proue de l'Apartheid, le Ministre des Finances Derek Keyes, a également conservé son poste dans la nouvelle administration. M. Nelson Mandela comment avez-vous permis aux mêmes personnes qui nous ont opprimés d'être en charge de la Banque Centrale du pays ?

Padayachee a déploré qu'avec la perte de la Banque Centrale, « tout serait perdu en termes de transformations économiques ». C'est bien vrai : Tout a été perdu lorsque vous avez vendu la Banque Centrale, réserve de notre pays !!! L'un des engagements de la Charte était aussi la redistribution des terres, ce qui est devenu impossible à réaliser à cause d'une autre clause que vous avez inscrite dans la Constitution et qui protège la propriété privée.

ECHEC DU MYTHE DE LA NATION ARC-EN-CIEL !

Vous avez prêché ce mythe de la Nation arc-en-ciel au monde entier, or il n'existe pas ; seulement dans votre tête. Réconciliation n'a signifié rien d'autre que « les Noirs doivent pardonner aux Blancs ce qu'ils leur ont fait pendant plus de 300 ans de dépossession, d'humiliation et de souffrance ». Je ressens une douleur indescriptible à chaque fois qu'un Sud-africain Blanc – à la boutique, dans un bar, à la Radio ou sur des forums en ligne – dit que : « Nous devons oublier le passé et nous tourner vers l'avenir. » C'est comme nous dire à nous, Noirs, que nous devons « oublier notre douleur et nos souffrances ». Et surtout venant de gens qui ont bénéficié de ce système raciste et ségrégationniste ! Nous avons subi des injures et des abus racistes et nos agresseurs sont aujourd'hui parmi nous. Et vous voulez que tout aille bien ?!!

Vous et Desmond Tutu, un autre chantre de ce foutu mythe de la nation arc-en-ciel, avez passé sous silence notre douleur et notre peine – au grand soulagement des Blancs. Ces mêmes Blancs qui ne parviennent pas à reconnaître leur tort : notre douleur et notre souffrance – et surtout leur rôle en tant que principaux bénéficiaires de ce système. Vous étiez trop préoccupé à ne pas semer le trouble dans la mesure où les Blancs auraient été les principales victimes de représailles. C'est l'unique raison pour laquelle vous faites l'objet d'un véritable culte de la personnalité dans la communauté blanche, plutôt que dans la communauté noire, votre propre communauté.

Résultat des courses, les Blancs de ce pays croient que vous êtes la seule personne noire honorable tandis que le reste des Noirs, nous autres sommes des corrompus, des criminels, des violeurs, des ivrognes et des bouffons incultes. Eh oui !!! Voilà comment les Sud-africains ont été..., sans préservatif et sans vaseline, par ces gens et surtout, par la faute de quelqu'un qu'on prenait comme l'un des nôtres.

L'article 94 de la Constitution Sud-Africaine qui garantit un « environnement LIBRE et JUSTE » pour tous les sud-Africains est encore un de vos mythes de la Nation arc-en-ciel : Les Noirs ne sont pas libres (sauf si vous décrivez la liberté comme étant la capacité d'être en mesure de voter et le fait de ne pas avoir à transporter une carte d'identité 24h/24 comme au temps de l'Apartheid). Nous ne sommes pas libres et il existe très peu de justice en Afrique du Sud ! Tout cela, grâce à vous. Monsieur Nelson Mandela.

L'ETAT ACTUEL DE L'AFRIQUE DU SUD

Etes-vous conscient que les Noirs restent sans terre, sous-alimentés, sans abris, sous-employés et mal représentés dans les postes de cadres supérieurs ? L'état de santé et d'éducation pour les noirs reste tel qu'il était, si ce n'est pire que durant l'Apartheid. Vestiges de l'Apartheid et des structures économiques coloniales, la propriété et le contrôle restent intacts malgré l'acquisition du pouvoir politique dont vous rêviez tant. Etes-vous conscient que la liberté politique sans émancipation économique est vide de sens ?

La crise de l'emploi est également définie selon des critères raciaux en raison du fait que, dans le troisième trimestre de 2.010, 29,80% des Noirs étaient officiellement au chômage, contre 22,30% de métis, 8,60% d'Asiatiques et seulement 5,10% de blancs. Environ 12 millions de personnes vivent avec moins de 0,25\$ par jour (!!!), tandis que 16 millions de Sud-africains reçoivent des allocations sociales sur une population totale du pays de 50,59 millions.

En termes de répartition raciale du revenu par habitant, le niveau de revenu des Noirs et des personnes de couleurs (métis, indiens, chinois) en 2.008 n'était que de 13% et 22% du revenu par habitant des Blancs, comparativement à 10,9% et 19,3% en 1.993. L'écart de revenu pour les Indiens a diminué, le revenu par habitant indien en 2008 étant à 60% de celui des Blancs contre 42% en 1.993.

Il faut savoir que sous l'Apartheid, les Blancs avaient établi une société de caste en Afrique du Sud, comme en Inde où ils étaient aussi aux affaires. Elle se composait comme suit : les Blancs étaient au sommet de la pyramide des êtres humains, suivi des chinois qui étaient les plus blancs après eux, venaient ensuite des Indiens qui étaient moins noirs que les noirs, et enfin venait les Noirs à la fin de la pyramide. Mais comble des combles, il y avait des individus en dessous de ces noirs : Les Noirs non Sud-africains, les noirs des autres colonies Britanniques – Zimbabwe, Namibie, Nigeria, Ghana, etc. – qui avaient été emmenés de force en Afrique du Sud pour construire le chemin de fer et toutes les infrastructures du pays.

Et avec ça, il y a certaines personnes qui vous diront que la colonisation et autres ségrégations raciales qui ont eu lieu dans l'Histoire étaient des accidents de parcours ??? Ce n'était pas des accidents, c'était des systèmes de pensée bien planifiés et bien étudiés. Ils avaient des gens qui travaillaient afin de perfectionner le système et le rendre optimal. Les Blancs ne nous ont pas fait du mal par accident, c'était un acte conscient et bien pensé.

En tout cas, terminons la lecture de cette lettre, désolé je sais que c'est très long, mais je suis sûr que vous sortirez d'ici plus instruits que la grande majorité de nos frères. Il faut souffrir pour s'instruire n'est-ce pas ? Ça fait près de 6.h de temps que je suis en train de traduire et d'écrire ce texte en même temps, alors imaginez à quel point j'ai souffert ; je souffre en ce moment pour sortir ce texte central pour notre culture Kamite.

En 1.995, la médiane des dépenses par habitant parmi les Noirs était de 333 rands par mois par rapport à celui des Blancs qui était de 3.443 rands par mois (1.000 fois plus !!!). En 2.008, les dépenses médianes par habitant pour les Africains étaient de 454 rands par mois contre 5.668 rands par mois pour les Blancs. (1.000 R = 66,08 €).

L'économie n'a pas réussi à créer des emplois au rythme nécessaire pour réduire le chômage extrêmement élevé, et le système éducatif n'a pas réussi à faire en sorte que les dépenses publiques égalisées sur la scolarisation se traduisent par une amélioration de l'éducation des enfants noirs pauvres.

REFLEXIONS FINALES

Monsieur Nelson Mandela, la démocratie n'a pas apporté ce qui était promis, vous en tant qu'ancien président de l'ANC et du pays êtes le premier responsable de cette diversion. M. l'Ancien président qu'avez-vous fait des Noirs ? Si ce n'est de poser la dernière brique de notre trahison suprême en vendant notre lutte afin de réaliser votre rêve de victoire politique. Votre rêve qui est devenu le pire cauchemar des Noirs dans notre pays.

Vous nous avez vendus en tant que nation noire pour un « Prix Nobel de la Paix » et c'est la raison pour laquelle il y a ce manque, parlant de prestation de services et ce manque de prestation de service tout court => en droit, ça s'appelle « Faux, usage de faux et tromperie ».

Votre Constitution tant saluée comme la meilleure du monde, vu qu'elle fut l'une des dernières écrites sur la planète en 1.990 ne favorise que les Blancs alors qu'elle opprime les Noirs. Merci pour rien M. Nelson Mandela. Merci d'avoir transformé les négociations de Kempton Park en une solution à huis-clos pour sauver le capital Blanc et le pouvoir de quelques-uns, et qui a conduit à une telle démocratie dans laquelle la souffrance de la majorité noire devrait se poursuivre. J'ai un problème avec les gens qui donne un « statut messianique à Madiba » comme un Jésus noir quand nous savons tous que vous avez profondément trahi la nation noire.

Quand j'ai commencé cette lettre, je vous ai parlé de ma grand-mère qui est décédée avant d'avoir pu voter pour vous. Eh bien, je suis content qu'elle n'ait jamais voté pour vous, comme elle aurait voté pour un traître.

Ce que vous avez fait est d'avoir continué le travail que le gouvernement de l'Apartheid avait commencé en laissant et creusant les trous de la pauvreté et de l'oppression profonde.

Avant de quitter cette terre, je voudrais que vous preniez vos responsabilités et présentiez des excuses pour vos actes et ce que vous avez fait aux noirs. Vous avez vendu notre terre aux impérialistes, si vous ne parvenez pas à vous excuser avant de mourir, cela signifie simplement que vous êtes un complice pour eux.

Lorsqu'enfin vous finirez par mourir, je vous souhaite de rencontrer des gens comme le Dr Verwoerd Hendrink et P. W. Botha et surtout, je vous souhaite d'avoir du bon temps avec eux et de rire de la façon dont les Noirs continuent de souffrir. Je n'ai que haine pour ce que vous nous avez fait.

Lettre écrite depuis un des trous de l'Enfer sombre et profond, dans lequel vous avez laissé vos semblables Noirs.

Cordialement,
Un Sud-africain noir

NB. Juste un détail que je n'avais pas précisé. Pour faire simple la richesse en Afrique du Sud est distribuée de cette façon : La minorité Blanche, 8% de la population possède 80% des richesses de ce pays et le reste, les Noirs 79%, les Colorés 8%, les Indiens et Asiatiques 2.5% doivent se partager les 20% restants. Si vous ne connaissiez pas bien l'Afrique du Sud, voici à quoi elle ressemble. Les Noirs ont conquis le pouvoir politique, mais le pouvoir économique reste aux mains des Blancs.

La liste des personnalités appartenant à cet ordre. Vous trouverez les noms de Thabo Mbeki, Georges Bush, Bill Clinton, Valéry Giscard d'Estaing, Tony Blair, Berlusconi, etc. :

Méfiez-vous aussi de ce Martin Luther King et de ce Ghandi que tous les médias occidentaux nous présentent comme les libérateurs de leurs peuples respectifs. Eux aussi, il y a une histoire secrète derrière eux. Je vous le démontrerai prochainement... promis, juré ! En ce qui concerne Ghandi c'était le Groupe TATA qui le finançait.

LA FRANCE ETAIT LE MEILLEUR SOUTIEN DE L'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD.

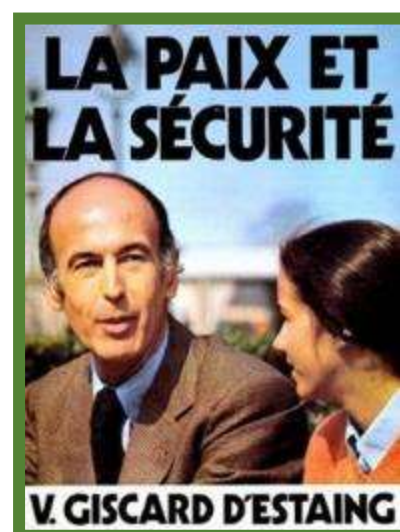
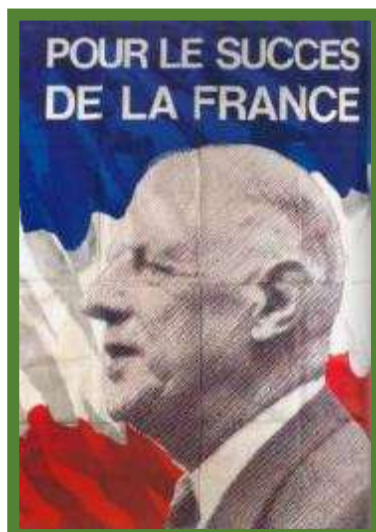
La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps d'apartheid. Eh oui. G. Pompidou rompra avec cette politique.

LE TOURNANT DE L'ONU DE 1.963.

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1.963, par deux actes. Le premier est la résolution no 181 du 7 août 1.963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud. Le second est la résolution no 1.899, de l'Assemblée générale du 13 novembre 1.963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud.

C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire. Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisaient partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, et ignore le crime. Giscard, élu en 1.974, accepte avec enthousiasme l'Apartheid, cet héritage raciste condamné par l'ONU.



Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1.000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins. Les contreparties ont été doubles. D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant.... Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives... une blague éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle l'Afrique du Sud était le 3° client pour l'armement..... Bloch Lainé/Dassault et la SNECMA se sont gavés. **Avec G. Pompidou, il y aura un coup de frein à cette politique.**

L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1.975, à la lecture de la balance des paiements publiée par la B D F, nous relevons que : « La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Par ailleurs, non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée aussi bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales dont l'ONU, contre l'abolition de l'Apartheid. ?...Giscard accélère... Giscard, élu en 1.974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier..., et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1.976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en août 1.977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta... Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi- terroristes, mi-communistes... **L'une des bases était le groupe parlementaire d'amitiés France-Afrique du Sud, présidé par le gaulliste/barbouze R. Schmitlein, et dont le président d'honneur était Paul Raynaud.**

La Présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1.974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au Journal officiel du 10 août 1.974 : « Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1.970 sur la gestion municipale et les libertés communales ».

En novembre 1.964, après avoir violemment critiqué un décret accordant l'immunité juridique aux conseillers militaires américains et un emprunt de 200 millions de dollars pour l'achat de matériel militaire, Khomeini est arrêté de nouveau et contraint à l'exil, par Oveyssi, d'abord en Turquie, puis à Nadjaf et Kerbala en Irak pendant 14 ans. Son activisme pro-chiite indispose le pouvoir irakien et, **en 1.978, il part pour la France, avec l'accord de VGE avec un visa de touriste, et s'installe à Neauphle-le-Château sans demander l'asile politique, considérant que Paris est idéal pour médiatiser ses opinions politiques. Il y mystifie par son charisme des intellectuels comme Jean-Paul Sartre et/ou Michel Foucault.** Selon Alexandre de Marenches (chef du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, ancien nom de la DGSE), le Shah d'Iran aurait refusé l'expulsion de Khomeini au motif qu'il serait préférable qu'il soit en France plutôt qu'en Syrie ou en Libye. Certains indiquent également que le Président français Valéry Giscard d'Estaing aurait envoyé Michel Poniatowski auprès du Shah pour lui proposer d'éliminer Khomeini.

En 1.974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1.976, il nommait Médecin Secrétaire d'Etat au tourisme.

Le maire de Nice, Jacques Médecin, décide de jumeler sa ville en 1974 avec Le Cap, capitale d'Afrique du sud où sévit un régime d'apartheid depuis 1948. A cette époque, l'Afrique du sud est mise à l'écart par toutes les démocraties du monde qui refusent et protestent contre ce régime de ségrégation raciale. La décision de ce jumelage semble complètement déplacée et aberrante pour un bon nombre d'habitants. Une journée de célébration pour ce jumelage est organisée par la municipalité. En réaction contre ce jumelage honteux, Ernest Pignon-Ernest colle ses œuvres sur le parcours où sont prévues les manifestations officielles (de la mairie au stade) pendant la nuit qui précède les célébrations.



LA CELLULE DEPUIS LAQUELLE NELSON MANDELA ANALYSAIT LA POLITIQUE DE LA FRANCE.



UNE LAISSEE POUR COMPTE.

L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud en forme longue la République d'Afrique du Sud, est un pays situé à l'extrémité australe du continent africain. Sa capitale administrative est Pretoria. Il est frontalier au nord avec la Namibie, le Botswana et le Zimbabwe, et au nord-est avec le Mozambique et le Swaziland. Le Lesotho est pour sa part un État enclavé dans le territoire sud-africain.

L'Afrique du Sud compte 54 millions d'habitants à la moitié de l'année 2014 répartis en 80,2 % de Noirs, 8,8 % de métis, 8,4 % de Blancs et 2,5 % d'asiatiques, sous-continent Indien. Nation aux phénotypes très variés, l'Afrique du Sud est ainsi en Afrique le pays présentant la plus grande portion de populations dites « colorées », blanches et indiennes. L'Afrique du Sud est souvent appelée « nation arc-en-ciel », notion inventée par l'archevêque Desmond Tutu pour désigner la diversité de la nation sud-africaine et qui a remplacé le concept de société plurale employé précédemment par les théoriciens de l'apartheid, 1.948-1.991.

L'égalité des revenus entre les différents groupes de populations n'a pas progressé depuis la fin de l'apartheid et l'Afrique du Sud connaît un taux d'inégalité parmi les plus élevés au monde. Toutefois, l'Afrique du Sud est une puissance de référence pour le continent africain⁴ avec l'une des économies les plus développées du continent et des infrastructures modernes couvrant tout le pays. C'est la deuxième puissance économique d'Afrique derrière le Nigeria. Le pays se caractérise aussi par une importante population de souche européenne, Afrikaners, Anglo-sud-africains et par d'importantes richesses minières, or, diamant, charbon, etc., qui en ont fait un allié indispensable des pays occidentaux durant la guerre froide. L'Afrique du Sud est aussi la première puissance politique et militaire en Afrique. La dénomination « République d'Afrique du Sud » a succédé à celle de « Union d'Afrique du Sud » le 31 mai 1.961 lorsque le pays a cessé d'être une monarchie pour devenir une république.

Géographie de l'Afrique du Sud, Villes d'Afrique du Sud.
Toponymie en Afrique du Sud.



Montagne de la Table et le Waterfront du Cap.



Montagnes du Drakensberg dans le Natal.

Les frontières terrestres sud-africaines atteignent 4.750 km de long, Botswana : 1.840 km ;

Lesotho : 909 km ; Namibie : 855 km ; Mozambique : 491 km ; Swaziland : 430 km ; Zimbabwe : 225 km.

Climats Région du Cap : climat méditerranéen

Sud-est, région de Durban : climat subtropical humide

Côte atlantique : climat désertique

Plateaux du nord : climat tropical

Espaces montagneux. Dans la partie Sud du pays se trouvent les Monts du Drakensberg, qui s'étendent du Kwazulu-Natal jusqu'à la province du Cap, Ceinture plissée du Cap, soit sur environ 1.000 km.

L'altitude moyenne est de 3 000 m, le point culminant de ce relief étant le Thabana Ntlenyana, au Lesotho, à 3.482 m.

C'est toujours dans ce massif que se trouve le plus haut sommet d'Afrique du Sud, le Mafadi à 3.450 m.

Ce massif du Drakensberg est plutôt ancien avec des sommets arrondis, c'est une zone verdoyante et lieu de vie du peuple San. C'est également dans ce massif que le fleuve Orange prend sa source.

Au Nord du pays, se trouve une ancienne zone volcanique, Pilanesberg. C'est une zone relativement escarpée sur laquelle se trouvent des cratères. La faune y est très riche : mammifères, cervidés, etc.

On y trouve également une flore typique, tels les adansonia, teck, ébène, hibiscus, etc.

Enfin l'altitude suffisamment élevée pour cette latitude permet la pratique du ski lors de l'hiver austral. Il n'est pas rare, comme lors du mois de juin 2007, de voir tomber de la neige en quantité (30 cm) en une journée. Cependant, elle reste généralement cantonnée aux plus hauts sommets du Drakensberg pendant l'hiver, et même si la température est assez basse pour l'empêcher de fondre, la faiblesse des précipitations limite l'enneigement. La neige tombe une fois tous les 10 ans sur Johannesburg, mais presque jamais à Pretoria, pourtant distante de 60 kilomètres, mais à une altitude plus faible.

Les plaines se situent principalement dans le Nord-Ouest et dans l'État libre d'Orange, qui sont les greniers céréaliers de l'Afrique du Sud, grâce à la production de blé, de maïs, de coton et de par l'élevage de moutons.

Les sous-sols y sont également très riches en or, en diamants, en uranium et en charbon et particulièrement dans les villes de Kimberley et Bloemfontein.

Mais le nord-ouest du pays est aussi occupé par le désert du Kalahari qui s'étend également sur le Botswana et la Namibie, et qui a une superficie de près de 1 million de km². Caractérisé par ses dunes de sables rouges, c'est un désert semi-aride comportant de nombreuses zones de savanes et quelques arbres tels les acacias à épines et baobabs. On y observe de nombreuses migrations animales.

L'AFRIQUE DU SUD COMPTE 2.898 KM DE COTES.

Le long de la façade de l'Atlantique, le littoral est plutôt régulier et les côtes mesurent 2 798 kilomètres. Dans le Namaqualand on observe une explosion florale pendant un mois où plus de 4 000 espèces végétales fleurissent en même temps, lys, aloès, protea, etc. entre mi-août et mi-septembre. Cette zone est très touristique. La zone du cap de Bonne-Espérance est principalement rocheuse et des colonies de manchots y sont installées. On trouve également l'île aux Phoques, Robben island qui accueille des phoques venant principalement de l'Antarctique.



Namaqualand dans le Cap-Occidental.



Péninsule du Cap.

Plus à l'est, le littoral est une alternance de côtes rocheuses et plages de sable fin. Certaines zones de baignades sont délimitées par les filets anti-requins, très nombreux le long de certaines côtes sud-africaines. Les principales stations balnéaires sont à l'est du pays comme, East London, Jeffreys Bay, Port Elizabeth, ou encore Durban. On trouve également des zones maritimes protégées dans le cadre de Parcs Nationaux comme la réserve Phinda située sur terre et au large, où l'on peut pratiquer la plongée sous-marine. L'Afrique du Sud possède grâce à sa grande variété de paysages une faune et une flore très diversifiées. Les déserts, savanes arides, savanes humides, forêts, fynbos, montagnes et côtes offrent de nombreuses niches écologiques pour les nombreuses espèces animales et végétales. Des populations très importantes de mammifères marins vivent aux abords des côtes,

notamment atlantiques, parmi lesquelles des baleines, des dauphins, des globicéphales et de très importantes colonies de pinnipèdes. L'Afrique du Sud fait partie des 17 pays méga divers, pays dont la biodiversité est la plus importante de la planète. Il existe trois capitales officielles : administrative à Pretoria, législative au Cap, judiciaire à Bloemfontein. Johannesburg, ville la plus riche du pays et siège de la Bourse, est généralement considérée comme sa capitale économique. En avril 1994, les 4 provinces et les 10 bantoustans qui constituaient géographiquement et politiquement l'Afrique du Sud ont été dissous pour former 9 nouvelles provinces intégrées :



Carte d'Afrique du Sud avec les nouvelles frontières provinciales, 2005

- 1 Cap occidental (Western Cape) : Sud-Ouest de l'ancienne province du Cap ainsi que les deux îles de l'archipel du Prince-Édouard
- 2 Cap du Nord (Northern Cape) : Nord de l'ancienne province du Cap.
- 3 Cap oriental (Eastern Cape) : Bantoustans indépendants du Transkei, du Ciskei et Sud-Est de l'ancienne province du Cap,
- 4 KwaZulu-Natal : Natal et Zoulouland
- 6 Nord-Ouest (North West) : ancien Transvaal-Ouest, nord de la province du Cap et bantoustan du Bophuthatswana
- 7 Gauteng : ancien Pretoria-Witwatersrand-Vereeniging au centre du Transvaal
- 8 Mpumalanga : ancienne région du Transvaal-Est
- 9 Limpopo (province) : région du Transvaal-Nord, appelée province du Nord entre 1.995 et 2.002

Chacune de ces provinces est divisée en municipalités métropolitaines et en districts municipaux. Ces derniers sont à leur tour consultés les de municipalités locales. L'ensemble des municipalités, locales ou métropolitaines, est divisé en circonscription électorales appelées wards en Afrique du Sud.

Les huit plus grandes agglomérations sud-africaines sont organisées municipalités métropolitaines qui exercent l'intégralité du Pouvoir municipal, contrairement aux autres territoires dans lesquels le pouvoir est partagé entre les districts et les municipalités locales. Les municipalités métropolitaines sont dirigées par un Conseil municipal, dont les Conseillers sont directement élus lors d'un scrutin proportionnel par liste.

Les huit municipalités métropolitaines sont : Buffalo City (East London), Le Cap, Ekurhuleni (East Rand), E Thekwini (Durban), Johannesburg, Mangaung (Bloemfontein), Nelson Mandela Bay (Port Elizabeth), et Tshwane, Pretoria.

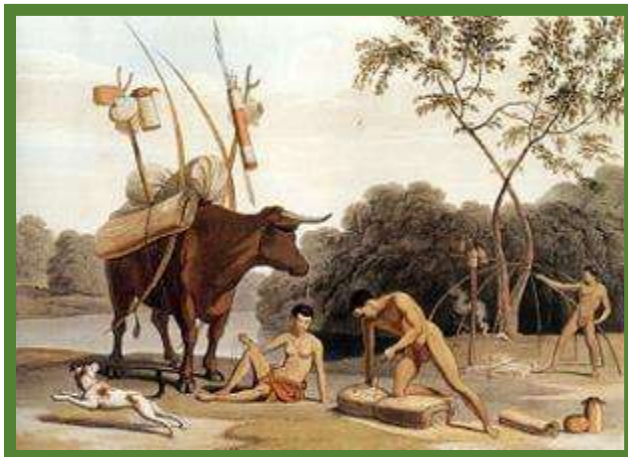
En dehors des municipalités métropolitaines, le reste du pays est divisé en 44 districts municipaux à leur tour consultés les de municipalités locales. Les districts ont la charge de nombreuses missions dont le développement économique, l'entretien des routes et les transports publics. Les Conseillers municipaux des districts sont élus au scrutin proportionnel par liste pour 40 % d'entre eux, les 60 % restants étant nommés au sein des conseils des municipalités locales.

Les districts municipaux sont divisés en 226 Municipalités locales. Généralement, elles englobent une ou plusieurs villes ainsi que les villages et les zones rurales aux alentours. Les Municipalités locales exercent le

pouvoir local en complément des attributions des districts. Les conseillers sont élus pour moitié au scrutin proportionnel par liste, l'autre moitié étant élue au scrutin uninominal dans les wards, circonscriptions électorales.



HISTOIRE CHRONOLOGIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD.



Tribus Khoikhoi.



Arrivée de Jan van Riebeeck dans la baie de la Table



L'arrivée au Cap des navires



Les Voortrekkers en 1.909.

Compagnie néerlandaise des Indes orientales en 1.762, regroupant les Khoïkhoï et les Bochimans, sont les premiers habitants connus de l'Afrique du Sud (4.000 av. J.-C.). Les premiers peuples de langues bantoues émigrent du delta du Niger vers l'an 500 de notre ère et atteignent l'actuelle province du KwaZulu-Natal. C'est au X^e siècle que des tribus bantoues (xhosas) s'installent dans la région de la Fish River (Transkei).

En 1.488 débute l'histoire européenne de l'Afrique du Sud quand le navigateur portugais Bartolomeu Dias atteint le cap des Tempêtes (cap de Bonne-Espérance), suivi en 1.497 par le navigateur portugais Vasco de Gama qui longe la côte du Natal. L'implantation définitive d'européens en Afrique du Sud date de 1.652 avec l'établissement, pour le compte de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, d'une station de ravitaillement au Cap dirigée par le Néerlandais Jan van Riebeeck.

En 1.657, plusieurs salariés de la compagnie sont autorisés à s'établir définitivement au Cap alors que des esclaves sont déportés de Batavia et de Madagascar pour pallier le manque de main d'œuvre sur place. En 1.688, deux cents huguenots français rejoignent les 800 administrés du comptoir commercial et fondent Franschoek. En 1.691, la colonie du Cap est mise en place.

Ce n'est qu'en 1.770 que sont relatés les premiers contacts entre les bantous et les boers, les fermiers libres d'origine franco-néerlandaise à la hauteur de la Great Fish River, à 900 km à l'est de la cité mère. Les relations sont rapidement conflictuelles et en 1.779 débute la première des neuf guerres cafres de 1.779 à 1.878.

En 1.806, les Néerlandais cèdent définitivement la place aux Britanniques qui deviennent la nouvelle puissance coloniale.

De 1.818- 1.825, lors du M'Fecane, le Roi des Zoulous, Shaka, étend son empire sur l'est de l'Afrique du Sud au prix d'une conquête sanglante sur les autres peuples tribaux. En les Boers quittent la colonie du Cap pour les territoires intérieurs de l'Afrique du Sud afin d'échapper à administration britannique. C'est le Grand Trek, parsemé de tragédies et de batailles (bataille de Blood River contre les Zoulous en 1.838). Deux républiques boers indépendantes sont finalement fondées et reconnues par la Grande-Bretagne : la république sud-africaine du Transvaal (1.852) et l'État libre d'Orange (1.854).

En 1.866, la colonie du Cap étend également son territoire et annexe la cafrerie britannique alors que les premiers diamants sont découverts à Kimberley, puis des gisements d'or dans le Witwatersrand au Transvaal.



Bataille d'Isandhlwana en 1.879.



Enfant boer interné.

Lizzie van Zyl, enfant boer internée dans un camp de concentration britannique durant la deuxième Guerre des Boers. En 1.879, durant la Guerre anglo-zouloue, les Britanniques subissent une défaite historique lors de la bataille d'Isandhlwana avant de finalement s'imposer au Zoulouland.

Après l'annexion d'autres territoires tribaux, une des plus grandes spéculations de l'histoire boursière provoque la crise boursière des mines d'or sud-africaines de 1.895, au moment du Raid Jameson perpétré par les britanniques, en vue du percement de mines jusqu'à 4 kilomètres sous terre.

Motivée en partie par ces mines d'or, la deuxième Guerre des Boers (1.899-1.902) et l'annexion du Transvaal et de l'État libre d'Orange consacre la domination britannique sur la majeure partie de l'Afrique australe, au prix de l'internement et de la mort de milliers de civils boers dans des camps de concentration.

Le 31 mai 1.910, huit ans après la fin de la Seconde Guerre des Boers et après quatre ans de négociations, le South Africa Act accorde l'indépendance nominale, en créant l'Union d'Afrique du Sud. Le pays est fondé à partir du regroupement des colonies du Cap, du Natal, du Transvaal et de l'Orange. Le South Africa Act établit une démocratie parlementaire sur le modèle de Westminster avec un régime de type monarchie constitutionnelle et un parlement souverain. Les modalités d'octroi du droit de vote diffèrent cependant entre les quatre nouvelles provinces, si le corps électoral est essentiellement blanc, les provinces du Natal et du Cap accordent sous condition censitaire le droit de vote aux personnes de couleur dites « civilisées ». Le général boer Louis Botha devient le premier chef du gouvernement sud-africain. En 1.912, un parti politique bantou, le Congrès national africain, est fondé à Bloemfontein, revendiquant une plus grande participation des populations noires aux affaires du pays. L'année suivante, le Native land act est adopté. Basé sur le système des réserves établi à l'époque coloniale et dans les républiques boers, il divise

le territoire sud-africain entre les terres indigènes, 7 % puis 13 % du territoire, et les terres destinées aux Blancs et aux administrations publiques, 87 % du territoire.

En 1.915, engagées dans la Première Guerre mondiale, les troupes sud-africaines subissent de lourdes pertes dans la Somme. En Afrique, elles prennent le contrôle du Sud-Ouest africain allemand, la future Namibie qui leur est octroyé sous mandat par la Société des Nations en 1.920.

En 1.918, le Broederbond, une société secrète est fondée avec pour objectif la promotion politique, sociale et économique des Afrikaners, la dénomination devenue usuelle des Boers.

La révolte ouvrière des Afrikaners du Witwatersrand en 1.922, durement réprimée, permet aux nationalistes blancs de s'unifier et de remporter les élections générales de 1.924 sous la direction de James Barry Hertzog. En 1.934, face à la crise économique, Hertzog s'unit néanmoins aux libéraux de Jan Smuts pour former un gouvernement d'union nationale.

A la même époque, des anthropologues et des linguistes de l'université de Stellenbosch comme Werner Max Eiselen forment un nouveau concept social et politique qui donnera naissance à l'idéologie de l'apartheid : rejetant l'idée de société unique sud-africaine, ils proposent de séparer géographiquement, politiquement et économiquement les noirs et les blancs d'Afrique du Sud ainsi que les différentes ethnies entre elles, afin de maintenir et renforcer leurs identités ethniques et linguistiques et de lutter contre les effets qu'ils estiment acculturant de l'urbanisation et du travail migrant sur les structures traditionnelles africaines. En 1.936, la franchise électorale des populations noires au Cap est supprimée. En 1.939, le pays, sous la direction de Smuts, s'engage au côté des alliés dans la Seconde Guerre mondiale. En 1.945, Smuts participe à la rédaction du préambule de l'Organisation des Nation unies.



Le premier gouvernement nationaliste afrikaner en 1.948. Au premier rang : JG Strijdom, Nicolaas Havenga, DF Malan Premier ministre, E.G. Jansen, Charles Swart. Au second rang : A.J. Stals, P.O. Sauer, Eric Louw, S.P. le Roux, Theophilus Dönges, F.C. Erasmus et Ben Schoeman.

En 1.948, le Parti national remporte les élections générales. Le nouveau Premier ministre, Daniel François Malan, met en place la politique d'apartheid, renforcée en 1.956 par la suppression de la franchise du droit de vote des Coloureds, gouvernement Strijdom. En 1.958, Hendrik Verwoerd devient Premier ministre.

En 1.960, le massacre de Sharpeville puis l'interdiction de l'ANC et des mouvements nationalistes africains mènent à la condamnation de la politique d'apartheid par les Nations unies et par la Communauté internationale, sauf celle de la France.

Le 31 mai 1.961, le pays devient une république à la suite d'un référendum où les électeurs votent majoritairement pour la fin de la monarchie. La République d'Afrique du Sud est alors proclamée, et le dernier gouverneur général du pays, Charles Swart, devient ainsi le premier président d'État. Le pays se retire également du Commonwealth. L'ANC débute alors la lutte armée dans l'Umkhonto we Sizwe.

En 1.963, Nelson Mandela, l'un des chefs d'Umkhonto we Sizwe est condamné à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés. En 1.966, Hendrik Verwoerd, Premier ministre d'Afrique du Sud et grand architecte de l'apartheid, est assassiné.

En 1.976, les émeutes dans le township de Soweto contre l'enseignement obligatoire en afrikaans conduisent le gouvernement à déclarer l'état d'urgence alors que le Bantoustan du Transkei est déclaré indépendant dans le cadre de la politique d'apartheid.

En 1.984, pour sortir du blocage politique, le régime politique est présidentialisé et un parlement tri caméral, ouvert aux Indiens et aux métis, est inauguré. Néanmoins, l'état d'urgence est de nouveau proclamé en 1.986 alors que des sanctions économiques et politiques internationales isolent le pays en dépit de l'abrogation de lois symboliques de l'apartheid comme le passeport intérieur. Seul l'État d'Israël continue d'avoir des relations discrètes et collabore avec le pouvoir au point de vue militaire et sécuritaire, échanges de technologies, contrats de licences de fabrication d'armement, échanges techniques en matière de sécurité intérieure et savoir-faire d'espionnage.

EN 1.990, LE NOUVEAU PRESIDENT SUD-AFRICAIN, FREDERIK DE KLERK, LEGALISE L'ANC, LE PARTI COMMUNISTE SUD-AFRICAIN ET TOUS LES MOUVEMENTS NOIRS. NELSON MANDELA EST LIBERE.

AUPARAVANT IL A ETE L'UN DES CHEFS DU CLAN RACISTE ENVERS LES SUD AFRICAINS COMME EN EUROPE HITLER ET LES NAZIS POUR L'ELIMINATION DES PEUPLES MINORITAIRES. IL DECEDERA EN OCTOBRE 2.018.



FREDERIK DE KLERK ET NELSON MANDELA. **

En juin 1.991, le gouvernement abolit les dernières lois de l'apartheid et entame un processus de transition constitutionnelle. Celles-ci aboutissent le 27 avril 1.994 aux premières élections multiraciales de l'histoire du pays, remportées par l'ANC. Nelson Mandela devient le premier président noir du pays. Par la même occasion, le pays réintègre le Commonwealth. En 1.995, une Commission vérité et réconciliation est mise en place, puis l'année suivante, le 10 décembre 1.996 est adoptée une nouvelle constitution sud-africaine. ** Vous remarquerez le visage fermé, les yeux baissés et la poignée de mains molles de Nelson Mandela.

De 1.999 à 2.008, le pays est présidé par Thabo Mbeki. Est ainsi apparue aux côtés de la bourgeoisie blanche une bourgeoisie noire ; ni l'ANC, ni le Parti communiste, ni le syndicat COSATU n'ont remis en cause l'ordre économique et social. Au contraire, les privatisations se sont multipliées. L'Afrique du Sud est un des pays les plus inégalitaires du monde, ainsi que l'atteste son Coefficient de Gini. A la suite des difficultés économiques et sociales apparues lors du second mandat de Thabo Mbeki, caractérisées en 2.008 par une grave pénurie d'électricité en Afrique du Sud et la dégradation des infrastructures, son parti l'ANC lui retire son mandat le 21 septembre 2.008. Thabo Mbeki remet sa démission au Parlement qui élit alors Kgalema Motlanthe pour terminer son mandat jusqu'aux élections de 2.009. Après les élections générales du 22 avril 2.009, remportées par l'ANC, Jacob Zuma, ancien vice-président de 1.999 à 2.005, devient le nouveau président de la République.

Il prête serment le 9 mai 2.009 et forme un gouvernement plus ouvert aux partis politiques minoritaires, dont le parti communiste mais aussi, pour la première fois depuis 1.994, le front de la liberté (droite afrikaner). Le massacre de Marikana en 2.012, où la police tire sur des salariés grévistes faisant des dizaines de morts, entache la gouvernance de l'ANC au sein de son électorat mais lors des élections générales de 2.014, Jacob Zuma est réélu pour un second mandat, l'ANC restant nettement en tête dans l'électorat bien qu'en recul face à l'Alliance démocratique et aux Economic Freedom Fighters de Julius Malema.



SIÈGE DU GOUVERNEMENT A PRETORIA.



LE PARLEMENT SUD-AFRICAIN AU CAP.

ORGANISATION DES POUVOIRS POLITIQUE ET D'ADMINISTRATION.

Le régime est parlementaire, mais les fonctions de chef du gouvernement et de chef de l'État se confondent sous le titre de président de la République d'Afrique du Sud. Ce dernier est élu par le parlement.

Le parlement d'Afrique du Sud est composé de deux chambres : une chambre basse, l'assemblée nationale et une chambre haute, le conseil national des provinces (en anglais : National Council of Provinces, NCoP). Les 400 membres de l'assemblée nationale sont élus par scrutin proportionnel de liste. Le NCoP, qui a remplacé le Sénat en 1.997, est composé de 90 membres représentant les neuf provinces.

Chaque province est dotée d'une législature provinciale monocamérale, et d'un conseil exécutif présidé par un premier ministre (premier en anglais et en afrikaans). Les provinces sont moins autonomes que celles, par exemple, du Canada ou que les États aux États-Unis. Il s'agit alors d'un système fédéral modéré. L'État compte 11 langues officielles qui, en pratique, sont traitées différemment, l'afrikaans perdant du terrain devant l'anglais favorisé par l'ANC.

TENDANCES POLITIQUES, PARTIS ET ELECTIONS

Depuis la fin de l'apartheid, l'ANC n'a cessé d'augmenter sa domination politique. Cependant, l'opposition reste vivace bien que diminuée, et on estime ordinairement que l'Afrique du Sud est l'État le plus démocratique d'Afrique. Sa Constitution est par exemple l'une des plus généreuses du monde du point de vue des droits de l'Homme.

Le gouvernement doit résoudre le problème des violences qui touchent les campagnes du pays : la réforme agraire impose la redistribution des terres aux Noirs et les fermiers afrikaans doivent souvent vendre leurs exploitations au gouvernement, ce qui suscite des résistances. Ces fermiers, au nombre de 35.000 environ, sont parfois attaqués par des bandes organisées et certains s'inscrivent à des stages commandos pour pallier le manque d'aide du gouvernement. Plusieurs partis d'extrême droite continuent de recruter au sein d'une frange de cette population qui se sent délaissée.

Depuis le 22 avril 2.009, et la victoire de l'ANC aux élections générales de 2.009 Jacob Zuma a été élu président par 277 voix pour, 47 voix pour le candidat du COPE et 67 abstentions, celles de l'Alliance démocratique. Cependant, depuis les élections de 2.009, l'opposition a effectué une remontée. En effet la DA a augmenté son score de 30 % (+4,5 points) passant de 12,3 à 16,7 et a également remporté la province du Cap-Occidental sans compter le score du COPE (7,5 %). Le 6 mai 2.009, Helen Zille s'est fait élire premier ministre du Cap-Occidental avec 24 voix pour, contre 14 voix pour l'ANC.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE.

En 2.011, 93 % de l'électricité de l'Afrique du Sud provient du charbon. C'est l'un des pays les plus dépendant de ce combustible ; le port de Richards Bay a le premier terminal portuaire exportateur de charbon au monde.

Le pays dispose de la seule centrale nucléaire du continent africain, à Koeberg, entrée en service en 1.982. Pour assurer son développement et sa croissance économique, le pays doit cependant continuer à investir dans le secteur énergétique, notamment nucléaire mais aussi thermique pour assurer ses besoins immédiats par la construction d'une centrale à charbon à Medupi.



Les 6 drapeaux historiques de l'Afrique du Sud à l'exception de ceux des républiques boers.

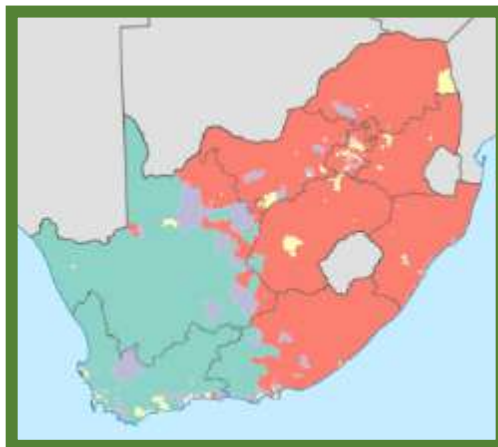
DRAPEAU DE L'AFRIQUE DU SUD.

Le drapeau de l'Afrique du Sud a été adopté le 15 mars 1994 et est officiellement l'emblème du pays depuis le 27 avril.



Son prédécesseur était contesté pour son symbolisme exclusivement lié à l'histoire afrikaner et britannique du pays. Les six couleurs symbolisent à la fois les diverses tendances politiques du pays, les couleurs prédominantes des anciens drapeaux utilisés par l'Afrique du Sud au cours de son histoire ainsi que ses ressources naturelles.

DEMOGRAPHIE DE L'AFRIQUE DU SUD.



Répartition raciale en Afrique du Sud.

Noirs Bantous
Blancs
Métis
Indiens ou Asiatiques
Pas de dominant

La population sud-africaine compte près de 54 millions d'habitants en 2014. Elle est inégalement répartie : la plupart des habitants résident à l'est du pays. Le Gauteng est la région la plus peuplée suivie par le KwaZulu-Natal. L'aridité explique en partie les faibles densités du Nord-Ouest. Selon le recensement de 2010, 79,2 % des Sud-Africains sont noirs, 9,4 % sont blancs, 8,8 % sont coloureds (métis) et 2,6 % des sud-africains sont indo-asiatiques.

La population noire se répartit en différentes ethnies dont les plus importantes sont les Zoulous et les Xhosas. Concentrée à l'Est du pays, elle est cependant minoritaire dans les deux provinces du Cap-Occidental et du Cap-Nord. Parmi la population blanche du pays, la plus ancienne, les Afrikaners représentent une proportion de 60 % des Blancs du pays. Les ancêtres de ces Afrikaners étaient originaires des Pays-Bas ou d'Europe du Nord. Une partie non négligeable étaient également des huguenots français qui s'installèrent dans la colonie du Cap durant les guerres de religion en France, ces derniers font cependant partie de la communauté Afrikaner, on estime d'ailleurs que 25 % des noms de familles afrikaners sont d'origine français. Les autres blancs, 40%, sont surtout d'origine britannique, portugaise et allemande.

Selon un rapport de la SAIRR, Institut sud-africain des relations raciales), environ 900.000 blancs, soit 1/6 de la population, ont quitté le pays depuis 1994. Ces départs massifs, surtout de jeunes Sud-Africains diplômés, ont été dénoncés par l'opposition qui a attaqué l'ANC sur ces trop nombreux départs. Cependant, on constate depuis un nouveau phénomène, la « révolution du retour au foyer ». Ainsi, alors que les coupures de courant, le taux de criminalité élevé et les incertitudes politiques décourageaient les Sud-Africains blancs, qui émigraient précipitamment, les exilés, dans leurs nouveaux pays, ont connu pour certains des problèmes financiers lors de la crise mondiale qui les ont poussés à revenir, malgré la peur de la criminalité et de la discrimination positive, en Afrique du Sud. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles, Charles Luyckx, le directeur exécutif d'Elliott International qui détient près de 30 % des parts de marché du déménagement affirme alors que l'on comptait quatre départs pour un retour en 2008, le ratio se rapproche en 2009 d'un pour un.

L'Apartheid a doté l'Afrique du Sud d'un système de santé de renommée mondiale mais circonscrit aux zones géographiques blanches. Depuis la fin de l'Apartheid, la situation s'est détériorée en raison d'un plan de départ de fonctionnaires et médecins blancs lancé par le gouvernement et du développement de la corruption. L'espérance de vie a chuté de 62 ans en 1990 à 51 ans en 2005, avant de remonter à 60 ans en 2011.

Le pays a le taux d'incidence du VIH le plus élevé au monde, avec 5,6 millions de citoyens, plus de 10 % de la population porteurs du virus

En 2012, selon l'UNICEF, 17,9% de la population adulte vit avec le VIH

Espérance de vie des hommes : 56,5 ans

Espérance de vie des femmes : 60,2 ans

Taux de croissance annuel de la pop. : 1,07 % Selon les chiffres des statistiques sud-africaines

Taux de natalité : 23,8 ‰

Taux de mortalité : 16,77 ‰ et 11 ‰

Taux de mortalité infantile : 45,70 ‰

Taux de fécondité : 2,38 enfants/femme



Langues en Afrique du Sud.

Répartition des langues officielles dominantes par région :

Zoulou Afrikaans Xhosa Anglais Setswana Ndebele Sesotho sa Leboa language
Sesotho Swati Tshivenda Xitsonga

PAS DE LANGAGE DOMINANT

Il n'y a pas de langue maternelle majoritairement dominante en Afrique du Sud. Depuis, 1.996 onze langues anglais, afrikaans, zoulou, xhosa, zwazi, ndebele, sesotho, sepedi, setswana, xitsonga, tshivenda sont reconnues par la Constitution sud-africaine contre deux langues auparavant, l'anglais et l'afrikaans. Selon l'article 6 de la constitution sud-africaine de 1.996, l'État et les provinces doivent aussi faire la promotion des langues parlées par les diverses communautés vivant dans le pays : allemand, grec, gujarâti, hindi, portugais, tamoul, télougou, ourdou, arabe, hébreu, sanskrit ans les faits, le zoulou est la langue maternelle la plus pratiquée dans les foyers sud-africains, environ le quart des habitants.

En troisième place arrive l'afrikaans avec 14 % de locuteurs maternels. Mais comme elle est employée en seconde langue par plus de 30 % des citoyens sud-africains, elle est indirectement la deuxième langue la plus parlée du pays. Cependant elle souffre de la concurrence de l'anglais, qui paraît plus utile et reste la langue des affaires et de la communication D'une manière générale, l'anglais progresse dans tous les milieux et particulièrement chez les jeunes éduqués, dont beaucoup exige de suivre un enseignement supérieur dans cette langue, et fait ainsi figure de langue véhiculaire. Si l'anglais est la première des secondes langues et que 85 % de la population du pays la parle, dont plus de 90 % chez les blancs, ou en a des notions, elle n'est réellement la langue maternelle que d'un peu moins de 5 millions des citoyens de l'Afrique du Sud. Elle reste incomprise qu'en de rares zones rurales ou bien chez les personnes âgées et les membres de tribus locales isolées.

En Afrique du Sud environ 80 % de la population suit la religion chrétienne. La plupart des chrétiens sont des protestants. Il y a un certain nombre d'Églises chrétiennes sud-africaines et presque 85 % des personnes sont des membres de l'Église. Il y a aussi environ 1,5 % de musulmans, souvent des Indiens ou originaires d'Indonésie, 1 % d'hindous et 0,2 % de juifs. Le pays compte aussi de petites communautés bouddhistes, des zoroastriens et des baha'is, et diverses sectes. Les trois quarts des Sud-Africains se déclarent chrétiens, 15 % sans religion.

CULTURE DE L'AFRIQUE DU SUD.LITTERATURE SUD-AFRICAINE.

Fêtes et jours fériés

Dates	Nom français	Nom local
1^{er} janvier	Jour de l'An	New Year's Day
21 mars	Fête des droits de l'homme	Human Rights Day
	Vendredi Saint	Good Friday
	Lundi de Pâques	Easter Monday
27 avril	Jour de la Liberté Fête nationale	Freedom Day/Vryheid dag
1^{er} mai	Fête du Travail	Labour Day
16 juin	Fête de la jeunesse	Youth Day
9 août	Fête nationale des femmes	National Women's Day
24 septembre	Fête du patrimoine	Heritage Day
4 octobre	Fête nationale	
16 décembre	Fête de la réconciliation ancien jour du vœu	Reconciliation Day Day of the Vow / Geloftedag / Dingaansdag
25 décembre	Noël	Christmas Day
26 décembre	Fête de Bienveillance	Day of Goodwill

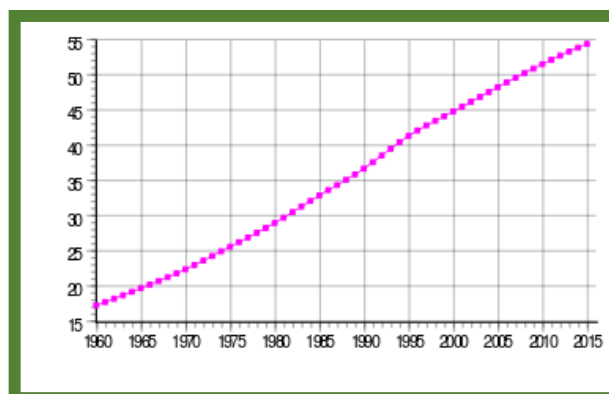


. Sud-Africaines et enfant sud-africain, grimés aux couleurs nationales, célébrant au Cap l'attribution de la coupe du monde de football de 2.010.

Dans le domaine sportif, l'Afrique du Sud est surtout connue pour son équipe de rugby à 15, majoritairement joué par les classes aisées et blanches, qu'ont représentée des joueurs tels que François Pienaar, Frik du Preez, Joost van der Westhuizen, André Venter, Os du Randt, Percy Montgomery, etc.....Tendai Mtawarira et Bryan Habana sont actuellement classés parmi les meilleurs joueurs du monde. En 6 participations, l'Afrique du Sud remporte 2 fois la Coupe du monde : le 24 juin 1.995 à Johannesburg Ellis Park : Afrique du Sud 15-12 Nouvelle-Zélande après prolongation et le 20 octobre 2.007 à Saint-Denis Stade de France : Afrique du Sud 15-6 Angleterre. Le rugby à 13, interdit pendant l'Apartheid car surtout joué par les noirs, peine à s'implanter malgré un fort succès auprès des couches sociales petites et moyennes.

En 2.010, l'Afrique du Sud organise la coupe du monde de football, devenant ainsi le premier pays du continent africain à accueillir cette compétition. L'Afrique du Sud possède de bons joueurs évoluant en Europe. Les vuvuzelas, sortes de trompettes africaines émettant un bruit de ruches d'abeille, sont le socle d'une véritable culture du football. Le pays fut champion d'Afrique de football 1.996 à Johannesburg FNB Stadium. L'Afrique du Sud a organisé la coupe du monde de cricket en 2.003. L'Afrique du Sud compte notamment Jody Scheckter qui fut champion du monde de Formule 1 en 1.979 sur Ferrari et son fils Tomas qui fait une carrière en IRL. L'Afrique du Sud organise aussi plusieurs épreuves du championnat du monde de surf. L'Afrique du Sud compte notamment Cameron van der Burgh qui possède les records du monde au 50 mètres brasse grand bassin et au 50 mètres brasse petit bassin 25.25 100 mètres brasse. L'Afrique du Sud est aussi bien représentée au golf. Les golfeurs sud-africains les plus connus sont Bobby Locke, Gary Player et Ernie Els. De nombreuses compétitions internationales se déroulent en Afrique du Sud.

**PROBLEMES SOCIAUX.
PAUVRETE, CHOMAGE ET MOUVEMENTS MIGRATOIRES.**



Évolution de la démographie entre 1.961 et 2.004
Population en milliers d'habitants.



Les Scouts de la région du Mpumalanga coordonnent les projets des travaux de l'Aktion Tagwerk au travers de l'action « Ta journée pour l'Afrique ».

Selon l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement l'Afrique du Sud a reculé de 35 places dans leur classement entre 1.990 et 2.005, constatant l'appauvrissement général de la population. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté a doublé en dix ans, passant de 1,9 à 4,2 millions, soit 8,8 % de la population. Près de 40 % des villes en Afrique du Sud sont composées de townships et cette différence entre les riches et les pauvres est très visible ainsi que très présente, elle est à l'origine de beaucoup de tension entre les deux classes sociales. Plus de 43 % de la population vit avec moins de 3.000 rands, 260 euros, par an. Le chômage a un taux officiel de 23,2 % selon l'OIT, mais les syndicats l'estiment proche de 40 %.

En 2.013, le revenu de la tranche la plus pauvre de la population (40% des Sud-africains), est inférieur de moitié à celui qu'il était sous le régime de l'apartheid.

En 2.006, le pays détient la 121^e place au classement mondial. Cette régression serait principalement due à la mise en place récente d'études fiables et plus représentatives, comprenant les données relatives aux anciens Bantoustans mais serait surtout due aux ravages causés par la pandémie du SIDA. Une partie de la minorité blanche effrayée par la hausse de la criminalité, 3.037 fermiers blancs ont été massacrés entre la fin de l'apartheid et février 2009, par la discrimination positive, par la pandémie du Sida, et par les événements survenus au Zimbabwe à l'encontre des fermiers blancs, émigre massivement en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Ainsi, près d'un million de Sud-Africains blancs auraient quitté le pays depuis 1.994.

De nombreux émigrés d'Afrique du Sud affirment que la criminalité est un facteur majeur qui explique leur décision de quitter le pays. On assisterait cependant à un retour de beaucoup de Blancs confrontés à la crise mondiale, et qui retrouvent au pays natal des conditions de vie plus enviables. De nombreux Africains immigreront en Afrique du Sud pour gagner plus d'argent que dans leurs pays d'origine, mais le sida et la criminalité en font partir certains au bout de quelques années. En mai 2.008, Johannesburg et d'autres villes du pays connaissent de violentes émeutes anti-immigrés qui font environ 50 morts, 25.000 sans-abris et provoquent l'exode de plusieurs milliers d'immigrés clandestins. Ces épisodes de xénophobie relativement fréquents se reproduisent fin mars 2.015 dans un contexte d'immigration importante et de chômage massif.

Le jeudi 16 août 2.012, trente-quatre mineurs ont été tués et soixante-dix-huit blessés dans des affrontements entre grévistes et policiers à la mine de platine Lonmin de Marikana, au nord de Johannesburg, selon un bilan officiel de la police nationale. Les mineurs, qui vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante, touchent environ 4 000 rands par mois 400 euros. « Nous sommes exploités, ni le gouvernement ni les syndicats ne sont venus à notre aide », a déclaré l'un d'eux. « Les sociétés minières font de l'argent grâce à notre travail et on ne nous paye presque rien. Nous ne pouvons pas nous offrir une vie décente. Nous vivons comme des animaux à cause des salaires de misère ».

**CRIMINALITE EN AFRIQUE DU SUD.
VIOLENCE SEXUELLE EN AFRIQUE DU SUD.**

A la suite de l'augmentation des cambriolages au début des années 1.990, les Sud-Africains ont commencé à se barricader chez eux, élevant des clôtures et des murs pour se protéger de la rue, puis de leurs voisins. Devant la hardiesse des cambrioleurs, les plus aisés d'entre eux ont installé des détecteurs de mouvement et des alarmes dans leurs maisons puis des grilles électrifiées à 9.000 volts et des barrières à infrarouges. Les malfaiteurs s'en sont alors pris à leurs victimes devant chez elles, leur mettant un pistolet sur la tempe pour les forcer à ouvrir leur maison et à désamorcer

le système d'alarme. Les habitants aisés de Johannesburg se sont retranchés dans des quartiers aux allures de forteresses, murés et sécurisés, uniquement accessibles par un portail surveillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Si dans ces quartiers la criminalité a chuté, parfois de 70 %, les municipalités ont souvent cependant interdit de se barricader de la sorte, afin notamment d'éviter le repli des riches entre eux.

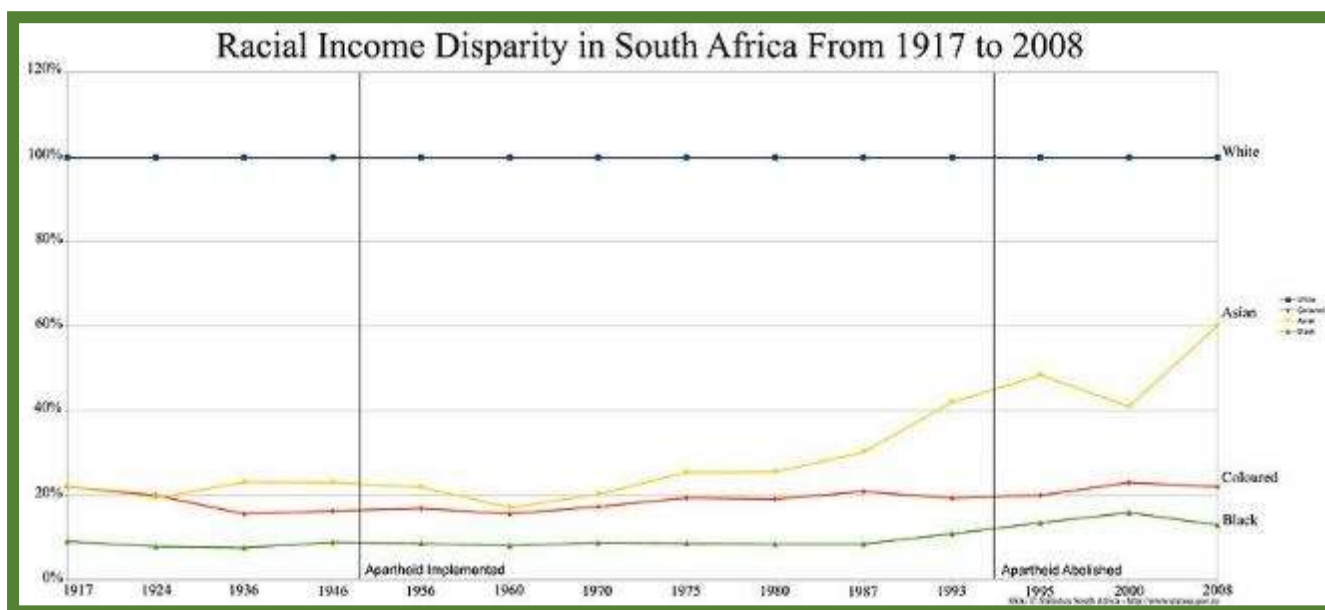
D'après le journal Le Monde du 28 décembre 2004, l'Afrique du Sud bat des records en matière de criminalité : on y compte environ 25.000 meurtres par an, 30.000 tentatives de meurtre, plus de 50.000 viols et environ 300.000 cambriolages. Le taux de violence sexuelle en Afrique du Sud était, en 2000, le plus élevé au monde. En 2009, on estimait qu'un Sud-Africain sur quatre avait commis un viol, qu'un enfant était violé toutes les trois minutes. En 2013, les statistiques avançaient que « 40% des Sud-Africaines seront violées dans leur vie ».

En 2005, l'Afrique du Sud a compté quelque 19.000 personnes assassinées, 55.000 personnes violées et 120.000 hold-up selon les chiffres cités par le Sunday Times. Pour les années 2007 et 2008, les statistiques ont encore recensé quelque 240.000 cambriolages chez les particuliers, pas moins de 60 000 vols dans les magasins, les usines et les bureaux, près de 140.000 cas de dégradation lourde de matériel, ainsi que 18.487 assassinats et 18.795 tentatives de meurtre. Les violences se concentrent au Cap, à Durban, mais aussi à Johannesburg et à Pretoria. Les fermiers sont aussi fréquemment victimes d'attaques. Ainsi, presque tous les habitants d'Afrique du Sud ont une fois dans leur vie fait l'expérience directe de la criminalité.

L'État sud-africain dispose pourtant de 200.000 policiers et de 60.000 militaires pour rétablir l'ordre et la sécurité mais les agents de police sont généralement mal formés et mal payés. La police fait elle-même surveiller certains commissariats par des sociétés privées. Ces dernières, qui emploient 420.000 agents de sécurité privés, sont à ce jour chargées de la protection d'un million et demi d'entreprises et de foyers sud-africains. En septembre 2011, les chiffres officiels de la criminalité indiquent à nouveau une forte baisse dans presque tous les types de crimes, 15.940 meurtres - pour comparaison 662 au Royaume-Uni -, tentatives de meurtres cambriolages, violences) confirmant la nette tendance des années précédentes. Le nombre de meurtres qui avait atteint-il y a quelques années des records mondiaux, est retombé à des valeurs semblables aux années précédant la fin de l'apartheid en 1994. Seuls les explosions des distributeurs de billets, ou encore les crimes liés à la consommation de drogue ou d'alcool dont la répression a été renforcée, ont augmenté.

Ces chiffres sont toutefois à relativiser car les taux et les modalités de déclarations de crimes sont plus performants en Afrique du Sud que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Si en 2013, le taux d'assassinats était encore de 31.8/100.000, c'est déjà 2 fois moins qu'en 1994. C'est moins qu'en Côte d'Ivoire, 56.9/100.000 qui arrive juste derrière la Jamaïque et le Honduras au niveau mondial. C'est aussi moins qu'en Zambie, 38 pour 100.000 habitants, en Ouganda, 36,3, au Malawi, 36 et au Lesotho, 35,2.

ÉCONOMIE.



REVENU PERSONNEL PAR HABITANT ANNUEL, PAR GROUPE RACIAUX EN AFRIQUE DU SUD PAR RAPPORT AUX NIVEAUX DU GROUPE RACIAL BLANC.



JOHANNESBURG



PROPRIETE VITICOLE SUD AFRICAINE




Longtemps première puissance économique du continent, le produit intérieur brut de l'Afrique du Sud est, depuis 2014, classé derrière celui du Nigeria à la suite d'un changement de calcul statistique bien que ce pays demeure largement derrière l'Afrique du Sud pour ce qui est du développement ou du PIB par habitant.

Pays capitaliste favorable à l'économie de marché, l'Afrique du Sud a opté pour un libéralisme économique tempéré par une forte implication de l'État afin de réguler l'économie, de modifier la répartition inégalitaire des richesses et d'assurer une meilleure protection des catégories sociales historiquement et économiquement les plus défavorisés. L'Afrique du Sud représente un quart du PIB africain avec un taux de croissance moyen de 5 % par an. Son réseau de transports, ses installations énergétiques, avec la seule centrale nucléaire du continent à Koeberg en ont fait un pays quasi développé. Le pays bénéficie d'un sous-sol gorgé de matières premières comme l'or, dont il est l'un des principaux producteurs mondiaux, du platine et des métaux précieux. En outre, les multinationales sud-africaines sont prospères et compétitives sur les marchés internationaux. Ainsi, sur les 100 plus grandes entreprises africaines, 61 sont sud-africaines.

ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE DU SUD, EN 2.003.

PIB	595,7 milliards de dollars US - PPA.
PIB par habitant	11 500 dollars US - PPA .
Taux de croissance	2 %.
Taux de croissance de la production industrielle	6,2 %.
Part dans les importations mondiales	0,62 %.
Part dans les exportations mondiales	0,48 %.
Dépenses militaires	1,3 % du PIB.
Exportations d'armes	39 millions de dollars.
Dépenses d'éducation	5,4 % du PIB.
Consommation électrique	4 884 kWh par habitant.
Émissions de CO2	9,19 tonnes par habitant.

CLASSEMENT DES PRINCIPALES PUISSANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE
EN 2013, LES TROIS PLUS GRANDES ECONOMIES AFRICAINES SONT :

Rang	État	PIB
1	 Nigeria	510 milliards de dollars US.
2	 Afrique du Sud	370 milliards de dollars US.
3	 Algérie	360 milliards de dollars US.

LA DISCRIMINATION POSITIVE.



PANNEAU D'APARTHEID.

Depuis 1.994, les autorités sud-africaines ont mis en œuvre une politique d'affirmative action ou affirmative aksie, discrimination positive, visant à promouvoir une meilleure représentation de la majorité noire dans

les différents secteurs du pays, administration, services publics et parapublics, sociétés nationalisées et privée. Ainsi, dans de nombreux secteurs, des Blancs ont été invités à faire valoir leurs droits à la retraite ou à accepter des licenciements, moyennant une indemnité de départ. Un des résultats fut l'appauvrissement d'une partie de cette minorité blanche, 10 % de ses membres vivent aujourd'hui avec 1.000 euros par an.

Ce programme a cependant contribué au développement d'une classe moyenne noire. Les black diamonds, qui gagnent plus de 6 000 rands par mois, 520 euros représentent environ 10 % de la population noire mais ceux-ci sont en général très endettés et souffrent de l'augmentation régulière des taux d'intérêt. Il est également reproché à cette politique de discrimination positive de ne favoriser qu'une toute petite partie de la population des noirs, ceux qui sont diplômés, vivant dans des centres urbains.

Par ailleurs, une étude rendue publique en 2006, et portant sur la période 1995-2005, montre que les blancs qualifiés émigrent en masse : en dix ans, 16,1 % des Sud-Africains blancs auraient quitté le pays. À la suite des critiques des partis d'opposition, le gouvernement sud-africain redéfinit sa politique de discrimination positive en cherchant à favoriser le retour au pays de ces trop nombreux et trop qualifiés expatriés. C'est la vice-présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka qui est chargée de mettre cette réforme en œuvre en promouvant des salaires incitatifs à ceux qui reviendraient au pays.

En juillet 2008, l'écrivain sud-africain André Brink s'en prend à la mise en œuvre de la politique de discrimination positive constatant que l'application de celle-ci a atteint des extrêmes ridicules qui ont conduit à l'exil bon nombre des personnes les plus qualifiées et les plus habiles du pays, tandis que le gouvernement et ses officines remplacent avec constance la compétence réelle par la médiocrité et l'infériorité.

En août 2008, des membres de la nouvelle direction de l'ANC, mise en place par Jacob Zuma, reconnaissaient, auprès des entrepreneurs et des représentants de la minorité blanche, les errements pratiqués dans le domaine de la discrimination positive et promettaient d'infléchir la politique du prochain gouvernement qui succéderait à celui de Thabo Mbeki. Ainsi, Mathews Phosa en, trésorier général de l'ANC, reconnaissait le déficit de compétences dans des secteurs comme la gestion financière, les technologies de l'information, la gestion du système judiciaire et des questions sécuritaires, causé par la pratique de la discrimination positive. Il indiquait par ailleurs que le « personnel Blanc qualifié serait bien accueilli par la prochaine administration » en 2009.

LA REFORME AGRAIRE.



TERRES AGRICOLES EN AFRIQUE DU SUD

En 1994, 87 % des terres arables d'Afrique du Sud appartenaient à des fermiers blancs. L'objectif de la réforme agraire alors mise en place est de redistribuer 30 % des terres aux populations noires d'ici 2014. Selon le procédé mis en place, l'État sud-africain rachète les propriétés au prix du marché pour les redistribuer selon le

principe du volontariat. Les deux tiers des 79.000 réclamations, enregistrées avant la date butoir fixé au 31 décembre 1.998, sont satisfaites mais il s'agit majoritairement de terres en zones urbaines et non dans les régions agricoles. L'objectif de 30 % est par la suite repoussé à 2.025. La loi prévoit que les descendants des fermiers noirs, dépossédés par la force ou injustement indemnisés dans le cadre des lois adoptées depuis 1.913, peuvent demander la restitution de leurs terres. En juillet 2005, la majorité des 4 000 participants au « Sommet sur la terre », a recommandé des expropriations alors que la vice-présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka demandait d'importer des experts du Zimbabwe.

A la mi-2.011, sur 24,6 millions d'hectares, près de 2 millions d'hectares (8 %) ont été transférés à 1,2 million de noirs alors que 60 000 blancs possèdent et gèrent 80 % des surfaces cultivables. Selon d'autres estimations, la part des transferts ne serait pas supérieure à 5 %. Ce faible pourcentage s'explique par la volonté de l'État sud-africain d'éviter un effondrement de la production comme au Zimbabwe voisin au début des années 2.000, parce que de nouveaux acquéreurs, incapables de maintenir des rendements équivalents, ont eux-mêmes revendu leurs terres, et surtout parce que le gouvernement devrait déboursé jusqu'à 5 milliards d'euros pour dédommager les propriétaires pour atteindre les 30 % escomptés. Le gouvernement ne veut pas que cette redistribution affecte la rentabilité économique de ces terres, l'Afrique du Sud est un pays émergent où l'agriculture ne représente cependant que 3 % du PIB. Dans la province du Limpopo, 90 % des terres agricoles font l'objet de réclamations mais les restitutions effectuées ont majoritairement tourné au désastre, marqué par une sous-exploitation de ces terres laissées en déshérence, faute d'encadrement technique et financier.

L'Université de Pretoria estime ainsi que dans 44 % des cas, la production a significativement baissé quand elle n'a pas tout simplement cessé dans 24 % des cas. Le 31 août 2.011, sous la pression politique de Julius Malema, le jeune chef de la ligue de jeunesse de l'ANC, le ministre de la Réforme agraire présente un nouveau projet de redistribution des terres dont l'objectif est de restreindre la propriété foncière privée, de restreindre l'achat de terres par des étrangers mais aussi de transférer des terres appartenant aux Blancs à des agriculteurs noirs.

REQUISITION D'ACTIFS D'ENTREPRISES PAR LE POUVOIR POLITIQUE.

Depuis 1.994, pratiquement tous les grands groupes miniers et les banques ont cédé entre 10 et 26 % de leur capital à des noirs, indiens et métis. Dans un premier temps, une petite élite noire, issue des leaders de l'ANC, s'est reconvertie avec succès dans les affaires en bénéficiant de grosses cessions de capital d'entreprises. Le plus riche d'entre eux est Patrice Motsepe qui est devenu le 2^e Noir le plus riche au monde avec 3,3 milliards de dollars derrière le Nigérian Aliko Dangote avec 13,3 milliards de dollars selon le magazine Forbes en 2.011.

Depuis 2.000, des objectifs précis ont été négociés dans certains secteurs, mines, banques, distribution du pétrole, etc..... Ainsi, selon la charte minière de 2.002, toutes les compagnies doivent céder 26 % de leur capital d'ici à 2.014. Les Noirs devront représenter 40 % des cadres en 2.009. Les compagnies qui ne respecteront pas ces conditions pourront perdre leurs droits d'exploitation.

Un arsenal législatif est d'ailleurs en cours d'adoption. Des objectifs précis seront fixés notamment en matière de cession de capitaux et de promotion interne des Noirs dans les entreprises. Toutes les entreprises y compris les PME devront remplir un bulletin de note (ceux qui auront les meilleures notes auront plus de chance de remporter les marchés publics). Les multinationales sont cependant exemptées.

LES FLUCTUATIONS DU RAND ET L'INFLATION.

En 2.007, la monnaie nationale, le rand, s'était nettement dépréciée par rapport à l'euro et au dollar. En 2.010-2.011 par contre, elle s'est renchérie significativement. En 2.012, le rand montre sa résistance face à l'euro.

Si en 1.970, un rand valait un dollar, la monnaie sud-africaine n'a cessé de se déprécier depuis les années 1.980. En février 2.008, l'euro valait plus de 11 rands alors que le dollar valait 7,50 rands, soit une perte de 12 % de sa valeur depuis le début de la même année. En 2011, l'euro ne vaut plus que 9,90 rands et le dollar vaut 7,10 rands, ce qui semble confirmer la valeur refuge que le rand peut constituer face aux turbulences rencontrées en Europe et aux États-Unis. Depuis lors, en 2.011, les taux ont sensiblement baissé, passant de 15 % en 2.007 à moins de 9 % en 2.011.

En 2.007, l'inflation qui avait été jusque-là maîtrisée, atteint 8,6 % alors que la hausse des prix dépasse les 6 %, obligeant la Banque centrale sud-africaine à augmenter à quatre reprises ses taux d'intérêt. En 2.011, l'inflation retombe à 4 %.



UNIVERSITE DE PRETORIA.

A la suite de l'arrivée au pouvoir en août 1989 du Président Frédéric de Klerk et à la libération, après vingt-sept années d'emprisonnement, le 11 février 1990, de Nelson Mandela, chef de file de la lutte contre l'apartheid, les dernières lois piliers de l'apartheid (notamment le group Areas Act et le Population Registration Act) sont abolies en juin 1991. Les négociations constitutionnelles (CODESA) menées entre le gouvernement, le congrès national africain, le parti national et les principaux partis politiques sud-africains aboutissent à l'élaboration d'une constitution intérimaire, aux premières élections parlementaires non raciales au suffrage universel le 27 avril 1994 et à l'élection de Nelson Mandela comme premier président noir d'Afrique du Sud le 10 mai 1994. Pour avoir pacifiquement mis fin à la politique d'apartheid et entamé des négociations politiques, Nelson Mandela et Frederik de Klerk reçoivent conjointement le Prix Nobel de la paix en 1993.



NELSON MANDELA ET FREDERIK DE KLERK

LE 2 FEVRIER 1990, LE PRESIDENT DE KLERK ANNONCE LA LEVEE DE L'INTERDICTION DE L'ANC ET DE PLUSIEURS AUTRES ORGANISATIONS ANTI-APARTHEID, AINSI QUE LA LIBERATION PROCHAINE ET SANS CONDITION DE NELSON MANDELA. CE DERNIER EST LIBERE LE 11 FEVRIER 1990 APRES 27 ANS, 6 MOIS ET 6 JOURS D'EMPRISONNEMENT.

FACE A L'IMPERIALISME BRITANNIQUE.

Articles détaillés : Boers, Afrikaners, République sud-africaine du Transvaal, Première Guerre des Boers, Seconde Guerre des Boers et Union d'Afrique du Sud.



**L'ARMEE DES BOERS COMPOSEE DE COMMANDOS
RASSEMBLANT PARFOIS TROIS GENERATIONS DE FERMIERS.**



INDIENS ARRIVANT EN AFRIQUE DU SUD.



**Généraux Louis Botha et Jan Smuts en 1.917, pour désigner trois députés blancs chargés de défendre leurs intérêts au parlement. Trois candidats indépendants furent élus parmi lesquels Margaret Ballinger.
Enfin, en 1.942, les grèves des travailleurs noirs sont interdites.**



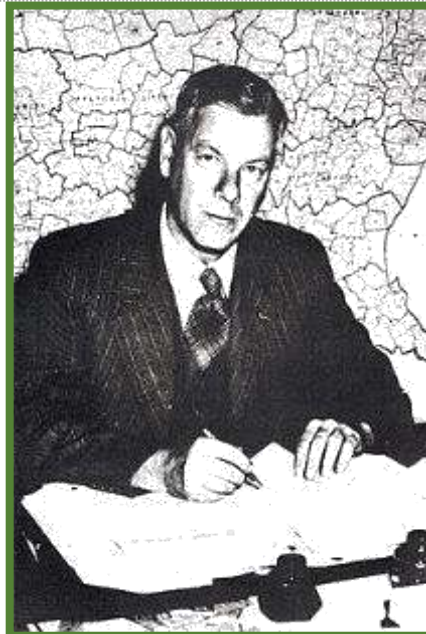
ENTREE SEGREGUEE POUR LES NON EUROPEENS DANS LE BATIMENT DES POSTES A PRETORIA.

LES RESISTANCES A LA DOMINATION BLANCHE.



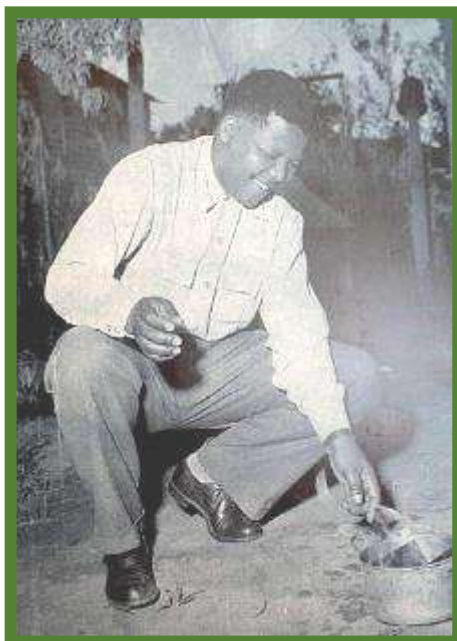
**MARCHE DE PROTESTATION ORGANISEE PAR GANDHI EN 1.913 TRANSVAAL.
LA RESISTANCE A LA SEGREGATION INSTITUTIONNALISEE ET AUX DISCRIMINATIONS
QUOTIDIENNES S'ORGANISE : LE VOLK.**

Application du Grand Apartheid



**Hendrik Verwoerd, Ministre des affaires indigènes (1.950-1.958), puis
Premier ministre d'Afrique du Sud (1.958-1.966) et théoricien de l'apartheid, soit le Docteur Gobbels local.**

**ÉVOLUTION ET RESISTANCES—MASSACRE DE SHARPEVILLE,
ÉMEUTES DE SOWETO ET LUTTE CONTRE L'APARTHEID.**



UN GESTE DE RESISTANCE A L'APARTHEID CONSISTE A BRULER SON LAISSEZ-PASSER, PASSEPORT INTERIEUR QUE TOUT NOIR-D'APARTHEID QUI ARGUMENTE SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE SUR LA BASE DE SA MISSION DE DEFENSE DES VALEURS OCCIDENTALES EN AFRIQUE ET CONDAMNE L'APARTHEID EN 1.986.

**LE RENFORCEMENT DES RESISTANCES ET
MISE EN ŒUVRE DES CONDAMNATIONS INTERNATIONALES**



BUS SUR LE BOYCOTT DE L'APARTHEID.



MANIFESTANTS ANTI-APARTHEID DANS LES ANNEES 1980.

L’Affirmative Action, la discrimination positive a permis l’accès de nombreux Noirs dans l’économie, la classe moyenne et aisée, on ne pense plus son identité en fonction de sa couleur de peau.



**Chronologie de l’Afrique du Sud sous l’apartheid. Histoire de l’Afrique du Sud de 1948 à 1994.
Panneau bilingue anglais/afrikaans formalisant la ségrégation raciale au profit
de la population blanche dans le cadre de la politique d’apartheid**



Banc réservé aux non blancs au Cap.



Femmes blanches opposées à l’apartheid.

--Manifestation de Black Sash, une organisation non violente de femmes blanches opposées à l’apartheid.



BOYCOTT DES ORANGES OUTSPAN EN 1973.

--EN 1974, EXCLUSION DU REPRESENTANT SUD-AFRICAIN DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES,

MAIS ADOPTION D'UNE NOUVELLE CONSTITUTION ET CONFIRMATION DES HYMNES ET DES EMBLEMES NATIONAUX.





LES OUBLIES D'INDOCHINE DU CAMP DE SAINTE-LIVRADE.



Cinquante ans après la chute de Dien Bien Phu, des Français rapatriés d'Indochine vivent toujours dans des baraquements. Une route défoncée. Des dizaines de baraquements délabrés, alignés les uns à côtés des autres, marqués d'une lettre ou d'un numéro, et surmontés d'un toit de tôle. A quelques kilomètres du cœur de Sainte-Livrade, un village d'un peu plus de 6.000 âmes, posé sur les berges du Lot, une simple pancarte indique l'entrée du « Centre d'accueil des Français d'Indochine », le CAFI. (Texte de Solenn de Royer).

C'est là, dans cet ancien camp militaire, que sont arrivés en avril 1.956, 1.160 réfugiés, dont 740 enfants, rapatriés d'Indochine. Après les accords de Genève de 1954 et le retrait de la France du Sud-Vietnam, l'Etat français a pris en charge ces couples mixtes ou ces veuves de Français, soldats ou fonctionnaires, qui fuyaient la guerre et le communisme. L'Etat les a hébergés « provisoirement » -selon les mots employés en 1.956 par les Autorités - dans ce camp de transit. Puis les a oubliés. Cela fait cinquante ans qu'ils attendent, cinquante ans qu'ils vivent là.

Nous sommes restés toutes ces années sans comprendre, sans rien dire dit Jacqueline Le Crenn. Agée de 91 ans, cette vieille femme eurasienne vit dans le même baraquement depuis qu'elle a quitté le Tonkin de son enfance, il y a près d'un demi-siècle. Son appartement comprend une entrée-cuisine, une chambre-salon, et une pièce transformée en pagode, où elle voue son culte au Boudha. « Je me suis habituée au camp et à cette vie, poursuit-elle. Je veux mourir ici. »

Jacqueline fait partie des 48 « Ayants-droits » encore en vie, sur les quelque 200 personnes hébergés au CAFI. La plupart des enfants de rapatriés ont quitté le camp. Mais les plus fragiles sont restés : les veuves, qui n'ont jamais eu les moyens de s'installer ailleurs ; les enfants qui n'ont pas trouvé de travail ; les malades et les handicapés. « La guerre est venue et nous avons tout perdu. »

Selon l'association « Mémoire d'Indochine », une quinzaine de personnes handicapées vivent au CAFI, dans des conditions très précaires. Des silhouettes mal assurées hantent en effet le centre des rapatriés. Comme cet homme au teint sombre et aux yeux bridés, claudiquant le long des baraquements. Ou ce quadragénaire aux cheveux longs, qui erre dans le camp en parlant tout seul. Certains enfants du centre ont fait des crises d'adolescence difficiles, explique le président de Mémoire d'Indochine, Georges Moll. Ils ont été conduits à l'hôpital psychiatrique, et en sont ressortis dans un état catastrophique.

Jacqueline Le Crenn vit seule depuis le départ de ses six enfants. La mère de cette femme au physique sec était Vietnamiennne et son père, mort à la guerre de 1.914-18, Français. « Nous sommes pupilles de la nation », dit fièrement Jacqueline. La vieille femme voûtée, assise à côté d'un poêle à gaz, raconte sa vie d'avant, la « vie heureuse ». La construction d'une maison au Tonkin, où son mari et elle avait projeté de s'installer, l'achat de rizières pour leurs vieux jours. Et puis la guerre est venue et nous avons tout perdu.

Après la chute de Dien Bien Phu, en 1.954, la famille Le Crenn, comme la plupart des rapatriés d'Indochine, ont dû quitter le nord pour le sud du Vietnam. Ils ont ensuite attendu à Saigon, dans des camps, avant de prendre le bateau pour Marseille et d'être hébergés dans plusieurs centres de transit en France.

Sainte-Livrade est l'un des deux seuls camps qui subsistent aujourd'hui, avec celui de Noyant, dans l'Allier. « C'était un déchirement, raconte encore Jacqueline. La traversée a duré un mois. Je me disais que ce n'était plus la vie. Les autres étaient sur le pont. Moi j'étais au fond du bateau et je pleurais. »

En arrivant au camp de Sainte-Livrade, alors entouré de barbelés, le fils de Jacqueline a demandé : « Maman, c'est ici la France ? » Le plus dur, c'était le froid, précise Jacqueline. Ensuite, il a fallu tenir, tout reconstruire, trouver de quoi vivre ». Beaucoup de rapatriés ont été embauchés dans les usines d'agro-alimentaire de la région, ou bien ils travaillaient dans les champs de haricots.

Claudine Cazes, 11^{ème} de 16 enfants - et première à être née dans le CAFI, en 1.957 -, se souvient des heures d'équeutage ». « Des sacs de haricots arrivaient au camp le matin et devaient être prêts pour le soir, raconte cette aide-soignante de 47 ans, qui a quitté le camp en 1.977. Tout le monde s'y mettait. Sa mère, Vuong, âgée de 81 ans, vit toujours au CAFI. Son père, Paul, est mort l'année dernière. Français d'origine franco-chinoise, il avait fait de prestigieuses études en Indochine, et travaillait dans les forces de sécurité. Mais en arrivant en métropole, Paul Cazes n'a pas pu intégrer la police française, et a dû travailler à l'usine.

**« L'ETAT FRANÇAIS SAIT CE QU'IL NOUS DOIT.
MOI, JAMAIS JE NE LUI RECLAMERAI RIEN. »**

Logé dans un autre baraquement du camp, Emile Lejeune, 84 ans, dit ne pas avoir de « nostalgie ». Pour sa mère et lui, le rapatriement de 1.956 fut un soulagement. Militaire du corps expéditionnaire français en extrême orient (CEFEO), ce fils d'un magistrat français et d'une princesse vietnamienne a été fait prisonnier par le Vietminh en 1946, et est resté sept ans en captivité. « Là-bas, la vie et la mort étaient sur le même plan, témoigne Emile. Beaucoup de mes camarades sont morts de dysenterie, du palu, ou de malnutrition. Le pire, c'était le lavage de cerveau. On nous affaiblissait pour nous inculquer le communisme. » Sur près de 40.000 prisonniers du CEFEO, moins de 10.000 ont survécu aux camps du Vietminh.

Chez Emile, une photo de jonque, voguant dans la baie d'Halong, des statues de Bouddha, et plusieurs couvre-chefs : le traditionnel chapeau conique des vietnamiens, un chapeau colonial usé et un képi de soldat français. Son vieux képi entre les mains, le vieil homme aux yeux bridés dit qu'il n'a « pas de haine en lui ». « Mais je suis attristé, ajoute-t-il. Parce que la France en laquelle nous croyions ne nous a pas accueillis. Nous n'avons jamais été considérés comme des Français, mais comme des étrangers. Parqués, surveillés, puis abandonnés. Emile, lui, demande juste « un peu de reconnaissance ». Au nom de « ces dames du CAFI, trop humbles pour réclamer ». Au nom de ces « épouses ou mamans de combattants, pour certains morts au champ d'honneur, morts pour la France. »

D'abord rattachés au ministère des affaires étrangères, les rapatriés du CAFI ont ensuite été administrés par huit ministères successifs. Les directeurs du camp étaient des anciens administrateurs des colonies. « Ils reproduisaient avec nous leurs mauvaises habitudes de là-bas, se souvient Jacqueline Le Crenn. Ils nous traitaient comme des moins que rien. Nous devons respecter un couvre-feu et l'électricité était rationnée. »

Au début des années 1.980, la commune de Sainte-Livrade a racheté les sept hectares de terrain à l'Etat pour 300.000 francs, avec le projet de réhabiliter le centre. Mais ces bâtiments, construits avant-guerre pour abriter provisoirement des militaires, n'ont jamais été rénovés. Longtemps, il n'y a eu ni eau chaude, ni salle d'eau, et des WC communs. « Pas d'isolation, pas d'étanchéité, sans parler des problèmes d'amiante, et des réseaux d'électricité hors normes », énumère la première adjointe au maire, Marthe Geoffroy.

En 1.999, la municipalité, aidée de l'Etat, a engagé un programme de réhabilitation d'urgence pour les logements ne bénéficiant pas du confort sanitaire minimal. Des travaux à « but humanitaire » dans l'attente d'une solution pour l'ensemble du CAFI. Mais depuis, rien. Le maire (UMP), Gérard Zuttion, se dit bien « un peu choqué » par cette « sorte d'abandon ». Mais il dit aussi que la commune n'a pas les moyens « d'assumer seule les déficiences de l'Etat vis-à-vis de cette population ». Le maire évoque des « projets de réhabilitation sérieux pour les prochains mois ». Puis il se ravise, parle plutôt « d'années ». « A cause de la lenteur de l'administration. »

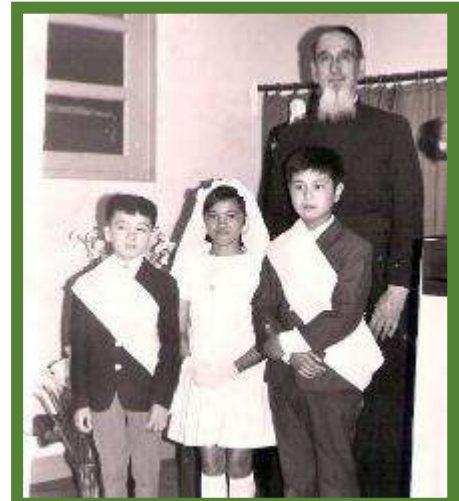
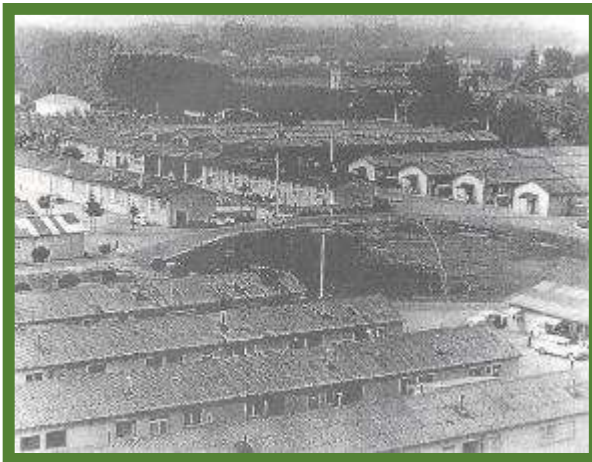
« C'est trop tard, tranche Claudine. Tout ce que nous voulons, au nom de nos parents, c'est la reconnaissance. » Sa mère, Vuong, écoute sa fille sans rien dire, s'affaire dans la cuisine puis s'assoit dans un grand fauteuil d'osier. Au crépuscule de sa vie, cette femme jadis ravissante, des cheveux blancs tirés dans un chignon impeccable, n'attend plus rien. Tous les matins, elle apporte une tasse de café sur l'autel où repose une photo de son

mari, disparu l'année dernière. Elle dépose d'autres offrandes et brûle un bâton d'encens.

Avant de mourir, l'homme de sa vie répétait à ses seize enfants : « Ma seule richesse, c'est vous. L'Etat français sait ce qu'il nous doit. Moi, jamais je ne lui réclamerai rien. Nous vivons dans le camp des oubliés. ». **Une association défend en vain les Rapatriés d'Indochine.**

L'Association « Mémoire d'Indochine » se bat depuis 2002 pour que les familles des rapatriés d'Indochine soient reconnues et traitées de la même manière que les harkis d'Algérie. Elle demande qu'une allocation de reconnaissance de 30.000 € soit versée à chaque famille, ainsi qu'une amélioration du montant des retraites des veuves par enfant élevé. Depuis que l'État a cédé le Cafi de Sainte-Livrade à la commune, il continue de verser une allocation – 60.000 F soit 9.147 € en 2001. Depuis cette année-là, la Mairie de Sainte Livrade ne reçoit plus aucune subvention, sauf un montant « dérisoire » aux yeux de l'Association, pour l'entretien du camp, au prorata du nombre des « Ayants droit ».

Est-ce le Camp d'Auschwitz ? Bien sûr que non ? Il s'agit tout simplement du camp du Lieu-dit « Le Moulin du Lot » à Sainte Livrade, les chambres à gaz et les fours crématoires en moins.



Ces rapatriés d'Indochine étaient administrés par des fonctionnaires issus des colonies formés à des tâches qui relevaient plus de l'enfermement administratif que de l'humanitaire. Dans les premières années, une discipline, inspirée des règlements militaires, était instituée : lieux clôturés gardés par des barrières, circulation soumise à autorisation, instauration d'un couvre-feu, cérémonies au drapeau.

Une église catholique est installée près de la pagode. Le père Viry, ancien missionnaire en Indochine, fut le premier prêtre à y officier. Il célébrait les messes et tenait d'une main de fer ses paroissiens. Il faisait pression sur tous les parents, même bouddhistes, pour qu'ils envoient leurs enfants à l'église.

Beaucoup d'enfants connaissaient la vie dure de leurs parents. Pendant les vacances d'été, ils accompagnaient leurs mères ou grand-mères dans les travaux des champs ou bien ramenaient chez eux des sacs de haricots à équeuter, pour gagner de quoi s'habiller et acheter des livres et des cahiers à la rentrée des classes.

D'Oradour sur Glane à Sainte Livrade sur Lot soit à 260 kms de distance, dans ce premier lieu, la France expose les atrocités de la barbarie allemande nazie, dans le second, la même France occulte les atrocités et les crimes contre l'humanité de l'Armée française en Indochine, par seulement quelques officiers et sous-officiers, qui se sont rendus coupables, avec la complicité active des Ministres des 3 et 4^{ème} Républiques, mais aussi des Députés, Sénateurs, et des Princes de l'Eglise, de leurs crimes contre l'humanité, qu'ils n'ont jamais dénoncés. En revanche, la qualité de l'accueil humaniste des Harchis indochinois depuis 1.954 dans ce village a été remarquable, comme j'ai pu le constater à la suite de mon entretien avec Mr Bernard Lafay, Maire de ce village du Bourbonnais.

MALRAUX ET LA COLONISATION



En 1.931, la situation est devenue explosive du fait du fait de la crise économique mondiale. De véritables émeutes éclatèrent et furent rapidement réprimées.

Le Ministre des Colonies de l'époque, Paul Reynaud décida de visiter ce pays. Il rencontrera les Officiels et sera confronté la réalité des violences et des répressions coloniales dans les plantations : les famines, les conditions de travail, les humiliations, les tortures, le travail des enfants et l'organisation des réseaux de péripatéticiennes.

A la suite de mes visites à Sainte Livrade et à Noyant sur Allier, aux camps des réfugiés indochinois, pour leur témoigner tout ma sympathie et mon horreur pour les maltraitances que leurs familles ont subies durant la période coloniale, par certains fonctionnaires de l'Etat français et des familles coloniales impliquées dans les plantations d'hévéas, les rizières, mines de charbon etc....

En Juillet 2.017 je suis reçu par le Maire de Ste Livrade qui manifestement n'avait pas envie de m'écouter sur les crimes contre l'humanité commis en Indochine à l'époque coloniale alors que sa commune abrite un camp de Réfugiés indochinois victimes de ces crimes. En revanche le Maire de Noyant sur Allier, sera très touché par ma démarche.

Je ne peux que recommander la lecture des ouvrages d'Eric Panthou, Tran Tu Binh, A. Viollis, et A. Malraux consacrés à ces crimes parfaitement comparables à ceux des SS dans les camps d'extermination nazis en Allemagne, et Pologne. Mais à cette différence que, les Auteurs français de ces crimes ne seront jamais condamnés ni par les tribunaux français ni par les Autorités religieuses principalement l'Eglise catholique dont les Représentants en France se sont toujours tus sur ces crimes comme ceux de la famille Michelin, catholique engagé, et bien d'autres, ainsi ceux du Cnpf qui deviendra le Medef, et les Responsables des organisations humanitaires, de l'époque à nos jours.

ANDREE VIOLLIS.

Andrée Viollis, née Françoise-Caroline Claudius Jacquet de La Verryère le 9 décembre 1.870 aux Mées, morte le 10 août 1.950 à Paris, est journaliste et écrivain français. Figure marquante du journalisme d'information et du grand reportage, militante antifasciste et féministe, elle a été plusieurs fois primée et s'est vue attribuer la Légion d'honneur. De nationalité française, elle est née au sein d'une famille bourgeoise cultivée. Après l'obtention de son baccalauréat, elle poursuit des études supérieures en France et en Angleterre et obtient une licence ès-lettres. Elle s'oriente vers le journalisme et fait ses débuts au sein du journal féministe La Fronde de Marguerite Durand où elle découvre le journalisme d'investigation et d'idée. Elle se marie avec Gustave Téry, normalien, agrégé et professeur de philosophie avec qui elle a deux enfants dont Simone Téry. Elle divorce, puis épouse en 1.905 avec Henri d'Ardenne de Tizac, 17 mai 1.877-17 décembre 1.932, auteur de romans sous le pseudonyme de Jean Viollis, avec qui elle aura deux autres enfants. Avec lui, elle s'investit dans un journalisme littéraire où elle déploie ses talents de critique, chroniqueuse, feuilletoniste et conteuse.

Le 18 avril 1.925, Bardez arrive au village de Krang Laev. Il convoque les habitants qu'il retient en otages dans le bâtiment communal jusqu'à ce que les taxes soient payées. Une délégation de femmes se rend près de Bardez. Il les renvoie et leur parle rudement. Les villageois exaspérés envahissent le bâtiment. Bardez, son secrétaire et le milicien qui l'accompagne sont battus à mort par la foule.

Dès le 23 avril, une ordonnance royale décrète la commune de Krang Laev comme « bestiale » (direchan). Dix-huit personnes sont jugées en décembre 1.925. Le procès devient celui des abus du pouvoir colonial. Les près de 900 morts de la route du Bogor et les dépenses somptuaires du Protectorat y sont évoqués. Une condamnation à mort et cinq emprisonnements à vie sont prononcés.

Depuis Saïgon, André Malraux, suit l'affaire. Dans son journal L'Indochine enchaînée, il dénonce la version officielle qui veut réduire la révolte paysanne à du simple banditisme. Il y pointe les irrégularités de la procédure et les manipulations de la Justice. A partir des années 1.940, les nationalistes cambodgiens donneront une importance démesurée à ce qui a constitué l'unique assassinat d'un officiel de haut rang français dans l'exercice de ses fonctions au Cambodge.

André Malraux, pour l'état civil Georges André Malraux né le 3 novembre 1.901 dans le 18^e Arrond. de Paris et mort le 23 novembre 1.976 à Créteil, Val-de-Marne, est un écrivain, aventurier, homme politique et intellectuel français. Essentiellement autodidacte et tenté par l'aventure, André Malraux gagne l'Indochine où il participe à un journal anticolonialiste et est emprisonné en 1.923-1.924 pour trafic d'antiquités khmères. Revenu en France, il transpose cette aventure dans son roman La Voie royale publié en 1.930 et gagne la célébrité dans la francophonie avec la parution en 1.933 de La Condition humaine, un roman d'aventure et d'engagement qui s'inspire des soubresauts révolutionnaires de la Chine et obtient le prix Goncourt.

Militant antifasciste, André Malraux combat en 1.936-1.937 aux côtés des Républicains espagnols. Son engagement le conduit à écrire son roman L'Espoir, publié en décembre 1.937, et à en tourner une adaptation filmée Espoir, sierra de Teruel en 1.938. Il rejoint la Résistance en mars 1.944 et participe aux combats lors de la Libération de la France. Après la guerre, il s'attache à la personne du général de Gaulle, joue un rôle politique au RPF, et devient, après le retour au pouvoir du général de Gaulle, ministre d'État, ministre de la Culture, et « numéro deux du gouvernement » de 1.959 à 1.969.

Il écrit alors de nombreux ouvrages sur l'art comme Le Musée imaginaire ou Les Voix du silence, 1.951, et prononce des oraisons funèbres mémorables comme lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon le 19 décembre 1.964. En 1.996, pour le 20^e anniversaire de sa mort survenue le 23 novembre 1.976. Ses cendres seront transférées au Panthéon.

André Malraux naît le 3 novembre 1.901 au 53 rue Damrémont à Paris dans une famille dunkerquoise, il est le fils aîné de Fernand Georges Malraux, 1.875-1.930, employé de commerce, qui dirige à Paris l'agence d'une banque américaine, et de Berthe Félicie Lamy, 1.877-1.932, originaire de la région parisienne. Il a un frère cadet, Raymond-Fernand, 1.902-1.903, mort à trois mois. En 1.905, les parents de Malraux se séparent. Son père aura d'un second mariage deux autres fils : Roland Malraux, 1.912-1.945, et Claude Malraux, 1.920-1.944.

Il passe ainsi son enfance avec sa mère, sa grand-mère Adrienne et sa tante maternelle, Marie, qui tiennent une épicerie au n° 16 rue de la Gare à Bondy ; de cette enfance il ne gardera pas de bons souvenirs. Il a 8 ans lorsque son grand-père paternel, Émile-Alphonse dit Alphonse, né le 14 juillet 1.832, armateur à Dunkerque, meurt en « vieux viking » en 1.909, mais il a déjà perdu presque toute sa fortune en mer ; contrairement à ce qu'André laissa souvent entendre, il semble qu'il ne s'agisse pas d'un suicide. Dès l'enfance, Malraux est atteint de la maladie de Gilles de la Tourette (tics), dont il souffrit toute sa vie.

En 1.915, il entre à l'école supérieure de la rue Turbigo à Paris, le futur lycée Turgot, période durant laquelle il fréquente déjà assidûment les bouquinistes, les salles de cinéma, de théâtre, d'expositions, de concerts, etc. Ainsi commence sa passion pour la littérature contemporaine.

En 1.918, élève au lycée Condorcet à Paris, il abandonne ses études secondaires et n'obtint jamais son baccalauréat, ce qui ne l'a pas éloigné de la littérature pour autant. Il cultive déjà trois admirations profondes, parmi beaucoup d'autres : Victor Hugo, Michelet et Michel-Ange.

Il travaille en 1.919 pour le libraire-éditeur René-Louis Doyon, qui fait le commerce des livres rares ; c'est ainsi qu'il fait la connaissance de Max Jacob, amateur d'occultisme. Le personnage sera le sujet de son premier article. Il fréquente les milieux artistiques de la capitale, étudie partout les œuvres d'art anciennes et modernes, et suit très librement des cours au musée Guimet et à l'École du Louvre. René-Louis Doyon fonde en 1.920 sa revue, La Connaissance, et ouvre ses colonnes à Malraux, qui publie ses premiers textes dès 1.920 : Petits essais de théorie littéraire, comptes rendus critiques et premières proses. Les œuvres de cette époque appartiennent au genre farfelu

— c'est Malraux qui ressuscite le terme — proses poétiques influencées par l'expressionnisme allemand et la poésie cubiste d'Apollinaire ou de Max Jacob. C'est aussi l'époque où il joue au Père Ubu et lit Alfred Jarry. Il s'en souviendra après 1.948, en adhérant au Collège de 'Pataphysique. Il entame également une collaboration à la revue Action dans laquelle il publie des articles sur Lautréamont et André Salmon, éditant aussi des textes peu connus du poète Jules Laforgue. Il n'a que dix-huit ans lorsqu'il publie son premier livre, Lunes en papier, dédié à Max Jacob.

Il devient directeur littéraire chez Simon Kra, en 1.920. Il côtoie notamment Jean Cocteau, Paul Morand, Raymond Radiguet, Pierre Reverdy, André Salmon, André Suarès, Derain, Léger et Vlaminck. Il livre des articles pour la revue Action, de Florent Fiels. Simon Kra, libraire, lui confie la direction artistique des Éditions du Sagittaire. Il y publie Le Livret de l'imagier de Rémy de Gourmont, Carnet intime de Laurent Tailhade, des textes de Baudelaire présentés comme inédits alors qu'ils ne le sont pas et des extraits de Sade donnés comme des ouvrages complets. Il peut maintenant voler de ses propres ailes et s'installe à Paris, rue Rachel à Montmartre en 1.919, puis dans une chambre au Lutetia, au n° 45 boulevard Raspail en 1.920. Il fait la connaissance de sa future épouse, Clara Goldschmidt, au cours d'un dîner organisé par Florent Fiels. Ils séjournent ensemble en Italie, à Florence et Venise et rentrent d'urgence, n'ayant plus d'argent. Le couple se marie le 21 octobre 1.921 et part en voyage de noces à Prague, puis à Vienne et passe les fêtes de fin d'année à Magdebourg, ville d'origine de la famille de Clara. Début 1.922, le couple va à Berlin, puis en Tunisie et en Sicile. Malraux compte gérer l'argent et les actions de son épouse. « Je ne vais tout de même pas travailler » dit-il à Clara. En 1.936, lorsque leur couple sera délité, il lui lancera « Je ne vous ai épousée que pour votre argent ». Le divorce d'André et de Clara sera prononcé le 9 juillet 1.947 ; moins d'un an plus tard, le 13 mars 1.948, il épousera Marie-Madeleine Lioux, concertiste de piano et veuve du demi-frère de l'écrivain, Roland Malraux, mort en déportation.

A cette époque, il est présenté à Charles Maurras, dont il partagera quelque temps le nationalisme et l'aversion pour l'anarchie, et dont il préface élogieusement le livre Mademoiselle Monk. Il exprime son envie de le rencontrer. Max Jacob le présente au marchand de tableaux Daniel-Henry Kahnweiler, (1.884-1.979) qui l'engage comme éditeur à la galerie Simon. En 1.922, il réussit à faire ajourner son service militaire, alléguant ses tics et, selon Olivier Todd, quelques maux imaginaires. Malraux sera réformé en 1.929, ce qui ne l'empêchera pas ensuite d'accepter cent fois de risquer sa vie en connaissance de cause dans les combats de la guerre civile espagnole et dans ceux de la Résistance. En 1.923, de mauvais placements de la fortune de son épouse, dans des valeurs mexicaines qui s'effondrent, ruinent le couple.

L'INDOCHINE.

Poussé par son goût de l'aventure et son amour de l'art, et peut-être pour se refaire, Malraux décide de partir avec son épouse et son ami d'enfance Louis Chevasson en Indochine pour y voler des statues et les revendre, après s'être renseigné sur les prix et les débouchés auprès de Paul Cassirer et Daniel-Henry Kahnweiler et avoir pris contact avant son départ avec de riches collectionneurs américains et allemands qui pourraient être intéressés par un « lot de statues khmères ». Pour obtenir une mission archéologique gratuite, il prétend faussement qu'il suit des cours à l'École des langues orientales, fait miroiter la promesse d'un don financier important à l'École française d'Extrême-Orient (EFEO), s'engage à laisser la direction des fouilles à cette école et à ne prétendre à aucun droit de propriété personnelle sur les œuvres d'art découvertes, devant uniquement faire des moulages de statues pour le musée Guimet. La mission lui est accordée par une commission du ministère des Colonies en septembre 1.923. Il part de Marseille pour Hanoï où il rencontre Léonard Aroussea, directeur par intérim de l'EFEO, qui émet des réserves, la région des fouilles étant insoumise, puis s'établit à Siem Reap à proximité du complexe archéologique d'Angkor le 13 novembre 1.923.

TEMPLE BOUDISTE A NOYANT SUR ALLIER, DANS LE BOURBONNAIS. PAGODE « PHAT VUONG TU » CONSTRuite EN 1.983 EN L'HOMMAGE A BOUDDA.





TEMPLE DE BANTEAY SREI, CAMBODGE.



ANDRE MALRAUX.

A la mi-décembre, Malraux et ses compagnons arrachent à la scie, au temple de Banteay Srei, une tonne de pierres sculptées et quatre grands morceaux de bas-reliefs qu'ils emballent et emportent pour les revendre à un collectionneur. Arrivés à Phnom-Penh, le 23 décembre 1.923, ils sont arrêtés et assignés à résidence à l'hôtel Manolis dont ils ne pourront plus payer la note au bout de quatre mois. André Malraux est condamné, le 21 juillet 1.924, à trois ans de prison ferme, et son ami Louis à un an et demi Clara Malraux, qui est censée n'avoir fait que suivre son mari, n'a pas été inculpée.

Elle repart pour Paris en juillet 1.924 et mobilise en faveur de son mari les intellectuels de l'époque comme Marcel Arland, Charles Du Bos, Louis Aragon, André Breton, François Mauriac, André Gide, Jean Paulhan et Max Jacob, qui signent une pétition réclamant un statut privilégié pour « ceux qui contribuent à augmenter le patrimoine intellectuel de notre pays [sic] ». En appel, le 28 octobre 1.924, la peine de Malraux est réduite à un an et huit mois avec sursis, sans interdiction de séjour, celle de son ami à huit mois, également avec sursis.

Cette affaire lui vaut quelques ennemis dont le rédacteur en chef du journal.

L'Impartial de Saïgon, M. Henry Chavigny de Lachevrotière, avec qui il engagea une vive polémique dans la presse et surtout le gouverneur de la Cochinchine, Cognacq. De retour en France, Malraux se pourvoit en cassation dans l'espoir d'obtenir la restitution des bas-reliefs L'arrêt d'appel sera annulé par la Cour de cassation en 1.925 et un nouvel arrêt sera rendu le 11 mai 1.926. Cette affaire connaît un épilogue inattendu : alors qu'il était promis à la destruction, le temple de Banteay Srei, bénéficiant de la médiatisation du procès, est classé et restauré par l'École française d'Extrême-Orient.

LA CRITIQUE DU COLONIALISME.

Malraux rentre en France en novembre 1.924 sur le paquebot Chantilly avec son ami Chevasson. Il demeure quelque temps à Paris au n° 39 boulevard Edgar-Quinet. C'est là qu'il fait ses débuts à la NRF et rencontre Pablo Picasso. Il décide cependant de regagner l'Indochine, dans l'intention d'y combattre les injustices du système colonial avec l'avocat progressiste Paul Monin, qui a déjà commencé ce combat sur place. Pour financer leur voyage, André et Clara Malraux vendent des tableaux, parmi lesquels de faux Picasso et de faux Derain. Ils bénéficient aussi d'une aide financière de Fernand Malraux. Ils s'embarquent pour Saïgon en troisième classe en février 1.925. Pour conserver à son arrivée en Cochinchine toute la dignité qui convient à quelqu'un venu en découdre avec les plus hauts personnages d'Indochine, Malraux débarque avec Clara à Singapour, rejoint Bangkok par le train et s'embarque à nouveau — mais cette fois, en première classe — pour Saïgon.

En juillet 1.925, Malraux et Monin fondent L'Indochine, journal qui dénonce le système colonial et les injustices dont sont victimes les **Annamites**. Un jeune métis, journaliste de talent, **Eugène Dejean de la Bâtie**, accepte d'en être le gérant. Malgré les obstacles, le journal connaît une large diffusion, mais disparaît bientôt en raison d'une série de pressions de l'administration coloniale, pour renaître avec des moyens de fortune, en novembre, sous le titre de L'Indochine enchaînée. Ce journal suivra, entre autres, l'affaire de l'**assassinat du résident Bardez**, un collecteur d'impôts battu à mort par une foule au Cambodge, symbole des abus du système colonial. Se reporter page précédente.

Malraux se brouille avec Monin qui tente de l'entraîner en Chine pour participer à la révolution chinoise. Le témoignage de Paul Morand, qui a rencontré Malraux le 3 novembre 1.925 à Saïgon et non à Hong-Kong comme on l'a longtemps cru, a entretenu la légende selon laquelle Malraux avait été un acteur de la révolution chinoise en tant que chargé de la propagande du Guomindang sous Borodine. Si Malraux ne s'est jamais engagé concrètement dans la révolution chinoise, son ami Paul Monin a pris, lui, tous les risques et, sans devenir le « lieutenant » de Borodine, a réellement effectué de courtes missions pour le Guomindang, ou Kuomintang : il est le parti politique fondé en 1.911 par Sun Yat-sen. Il régit la Chine sous Tchang Kaï-chek à partir de 1.928 jusqu'en 1.949, lorsque les communistes ont pris le pouvoir et par la suite a été le parti au pouvoir officiel de Taiwan.

Dès l'automne 1.925, Malraux songe avant tout à sa carrière littéraire. Il sait L'Indochine enchaînée condamnée à brève échéance. Au début de 1.926, il revient en France avec Clara. L'Indochine s'éloigne de ses préoccupations, mais il ne l'oublie cependant pas totalement puisqu'en 1.931, il signe dans la revue Europe la pétition contre la brutalité de la répression des troubles en Annam-Tonkin. En fait, sur la question de l'Indochine, Malraux était plus modéré que Monin. En 1.935, encore, dans la préface d'un livre d'Andrée Viollis, il reconnaîtra « les nécessités d'une colonisation », tout en distinguant entre ces nécessités de la colonisation et « les sottises qui se réclament d'elle ».

En 1.926, le couple emménage au n°122 boulevard Murat à Paris. Malraux se remet à l'édition des livres de luxe et devient le directeur des éditions À la sphère qui publient des œuvres de François Mauriac, Albert Samain, André Gide et Jean Giraudoux, ainsi que Pascal Pia, qui s'adonne avec un certain succès aux faux littéraires avec *Années de Bruxelles*, présenté comme le journal intime de Baudelaire. En août 1.926, il publie *La Tentation de l'Occident*, chez Grasset, dialogue épistolaire entre un Français et un Chinois. 1.927, il est alité pendant un trimestre entier à la suite d'une crise de rhumatisme articulaire aigu. Il entre au comité de lecture des Éditions Gallimard et la même année, y devient directeur artistique, chargé des éditions et des expositions d'art. Dans les salons de la maison Gallimard, il organise des expositions d'art extrême-oriental et d'art contemporain. Il publie *Écrit pour un ours en peluche* dans la revue 600, *Le Voyage aux îles Fortunées* dans la revue Commerce, et un important essai, d'une jeunesse européenne.

En 1.928, il publie chez Grasset *Les Conquérants*, roman qui met en scène, dans la Chine de 1.925, des affrontements entre nationalistes du Kuomintang et communistes. Ce roman connaît alors un grand succès. Chez Gallimard, il publie *Royaume farfelu*. À cette époque, Malraux affirme avoir joué un rôle important au Kuomintang comme vice-commissaire à la propagande. Durant toute cette période, il effectue de très nombreux voyages, en Europe centrale et orientale, visitant aussi l'Afrique du Nord, le Proche-Orient, l'Arabie et la Perse. En 1.930, tout en continuant d'écrire, il visite le Japon, les Indes et revient par les États Unis. La même année, il publie *La Voie royale*, roman d'aventures largement inspiré par son expédition archéologique au Cambodge. Il édite *Calligrammes* de Guillaume Apollinaire. Le 20 décembre 1.930, son père se suicide.

Au début de 1.931, la Galerie de La Nouvelle Revue française, nouvellement créée par Gaston Gallimard, organise une exposition des œuvres d'art gothico-bouddhique que Malraux a rapportées d'Orient, où il a voyagé deux fois avec Clara, en 1.929 et en 1.930. Malraux prétend que les œuvres exposées proviennent du Pamir et qu'il les y a trouvées lui-même. Il se montre avare d'explications face aux universitaires et aux journalistes.

Gaston Poulain, chroniqueur à Comœdia, publie une interview de Malraux qui incite au scepticisme sur l'authenticité des objets exposés. La galerie de la NRF, dont Malraux est actionnaire, a pour objet le commerce des objets d'art et les opérations immobilières, mobilières et financières. Une grande partie de son stock, où sont représentés l'art gothico-bouddhique, l'art gréco-bouddhique, l'art indo-hellénistique ainsi que l'art des nomades de l'Asie centrale, est alimentée par les voyages de Malraux et Clara en Asie qui se poursuivront en 1.931 : Ispahan, Afghanistan, Inde, Birmanie, Malaisie, Singapour, Hong Kong, Chine et Japon.

Malraux fait sortir les objets d'art de leur pays d'origine en contournant la douane, le cas échéant en corrompant le douanier. Pour écouler les pièces, la galerie utilise un procédé qui, à l'époque, n'est pas illégal : on place en salle de ventes une petite quantité d'objets dont on possède de nombreux analogues, on fait monter le prix des objets mis en vente et on les achète au prix élevé qu'ils ont atteint, ce prix servant ensuite d'argument pour surévaluer toutes les pièces semblables.

Le commerce d'œuvres d'art semble avoir mis Malraux très à l'aise financièrement. Le 22 mars 1.932, la mère de Malraux meurt. Il rencontre Josette Clotis, et s'installe avec Clara au no 44 rue du Bac (Paris 7^e), où il écrit *La Condition humaine*, roman inspiré du massacre de Shanghai de 1.927. L'œuvre connaît un immense succès et elle est couronnée par le prix Goncourt en décembre 1.933. Florence Malraux, fille d'André et de Clara, naît le 28 mars 1.933.

LE MILITANT ANTIFASCISTE.

Dès 1.933, au moment où Adolf Hitler prend le pouvoir, il milite contre le fascisme et le nazisme. Il prononce un discours lors de la première réunion de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (A.E.A.R.), présidée par André Gide. Il participera à plusieurs activités de cette association, sans savoir qu'elle est noyauté par des agents de Moscou, notamment Willi Münzenberg: nombre d'intellectuels français se rapprochent alors du Parti communiste dans une commune opposition au fascisme germanique. Au mois d'août, il rencontre Trotski à Saint-Palais-sur-Mer. Il a avec Louise de Vilmorin une courte liaison, qu'il rompt quand il apprend que sa maîtresse accorde simultanément ses faveurs au journaliste allemand Friedrich Siegburg.

En janvier 1.934, il se rend en Allemagne avec André Gide, tous deux envoyés par le Parti communiste français pour remettre une pétition réclamant la libération de Dimitrov, accusé de complicité dans l'incendie du Reichstag[69], mais les deux écrivains ne sont reçus ni par Hitler, ni par Goebbels.

En mars, Malraux se lance dans une nouvelle aventure : il va avec le capitaine Édouard Corniglion-Molinier reconnaître en avion le site de Marib, au Yémen, capitale légendaire du royaume de Saba, celui de la Reine de Saba. Malraux ne se laisse pas dissuader par l'archéologue historien Henri Munier, qui lui explique que la reine de Saba n'a aucune consistance historique. Le 7 mars, survolant les environs de Sanaa (Yémen), les deux explorateurs aperçoivent « une plage de galets colossaux » et pensent que c'est la ville de la reine de Saba. Corniglion-Molinier télégraphie en ce sens à L'Intransigeant. Au retour, ils sont invités et reçus à Addis-Abeba par l'empereur Haïlé Sélassié 1^{er}, qui prétend descendre de Salomon et de la reine de Saba. Malraux et Corniglion-Molinier auraient survolé une oasis, quelques ruines et des groupes de maisons habitées : Asahil Rymen, Kharib et Duraib.

En mars 1.934, Malraux adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, qui vient d'être créé et il participe à la fondation de la Ligue mondiale contre l'antisémitisme. Il fréquente le journaliste et écrivain Ilya Ehrenbourg, agent d'influence soviétique chargé de gagner des sympathisants parmi les intellectuels parisiens. De juin à septembre, André et Clara Malraux sont en URSS avec Ehrenbourg et sa femme. Malraux donne des entretiens à la Pravda et rencontre Boris Pasternak. Il semble n'avoir vu Staline que de loin, lors d'un défilé sportif, même s'il évoqua plus tard « le Staline que j'ai connu ». En août, il assiste au Congrès des écrivains soviétiques, où Gorki l'étonne par son adhésion caricaturale aux doctrines officielles en matière de littérature. Malraux prononce un discours : L'art est une conquête, où il rend hommage à l'émancipation du prolétariat en U.R.S.S. mais exprime la crainte que les principes du réalisme socialiste n'étouffent la démocratie.

En mai 1.935, il publie chez Gallimard *Le Temps du mépris*, nouvelle inspirée de récits que lui ont faits Manès Sperber, Bernard Groethuysen et Willi Bredel, un communiste allemand que les Allemands ont libéré après un an de camp. Il écrit la préface du livre de la journaliste Andrée Viollis, *Indochine S.O.S.*, et commence sa *Psychologie de l'Art*.

En juin 1.935, il est, avec Gide, le participant français le plus en vue du Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, au Palais de la Mutualité à Paris. Dans l'esprit de son organisateur discret, Willi Münzenberg, ce congrès doit être une manifestation à la gloire de l'U.R.S.S., mais certains écrivains parviennent à protester contre l'emprisonnement des opposants à Staline. Selon des rapports des écrivains Victor Kine et Johannes Becher au Comité central du Parti communiste d'U.R.S.S., Malraux aurait aidé efficacement les Soviétiques à limiter l'action des protestataires.

En mars 1.936, il refait un court séjour en URSS. Il s'entretient avec Eisenstein, qu'il a déjà rencontré à Paris en 1.932, et qui envisage de travailler à une adaptation cinématographique de *La Condition humaine*. Malraux et Eisenstein font quelques projets, mais Eisenstein finit par renoncer, car *La Condition humaine* lui semble trop antistalinienne. Malraux a également une rencontre assez décevante avec Gorki, qui mourra peu après. Il participe de nouveau au Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, qui se tient à Londres, et y prononce une allocution.

Quand la guerre civile éclate en Espagne, le 18 juillet 1.936, Pierre Cot, ministre français de l'Air, et son chef de cabinet Jean Moulin se mettent en liaison avec Malraux et lui demandent d'aller se renseigner sur place. Le 22 juillet 1.936, Malraux s'envole sur un avion ministériel français à destination de Madrid. Revenu à Paris le 28, il projette d'aller se battre en Espagne au service de ses idées progressistes mais aussi dans l'espoir, selon les termes d'Olivier Todd, d'« échapper à une Clara hystérique ». Il recrute des pilotes, dans le cadre d'une organisation discrète par laquelle les ministères français vendent indirectement au gouvernement espagnol des avions destinés officiellement à l'armée de l'air française. Promettant des avions et des pilotes, Malraux est bien accueilli par les républicains espagnols, et le ministère espagnol de l'Aviation l'homologue au grade de lieutenant-colonel. Il monte de toutes pièces l'escadrille internationale *España* avec une vingtaine de Potez 540 et en prend le commandement comme colonel jusqu'en 1.937. Bien que n'ayant jamais manié une arme ni piloté un avion, il participe à soixante-cinq missions aériennes, et prend part, en août, aux combats contre les troupes franquistes en particulier à Tolède,

Madrid, Guadalajara et Teruel. Il est deux fois blessé. Il laisse le rôle de chef opérationnel à Abel Guidez, qui lui a été proposé par le cabinet de Pierre Cot. Il participe au bombardement à Medellin, lors de la campagne du Tage. Le 1^{er} septembre 1936, son escadrille inflige des dégâts au champ d'aviation clandestin franquiste d'. En février 1937, il participe à une mission sur Malaga.

Bien que Malraux ne pilote pas et tire mal, ses hommes prisent son courage et sont impressionnés par son savoir, même s'ils ne comprennent pas toujours ses propos. En revanche, les appréciations de ses supérieurs militaires dont on a connaissance ne lui sont pas favorables. Antonio Camacho Benitez, chef de l'aviation gouvernementale, écrit dans un rapport : « Après l'attitude et l'action de monsieur Malraux, il conviendrait de prendre trois mesures : le réduire à la discipline, l'exclure ou le fusiller ».

D'après les mémoires d'Ignacio Hidalgo de Cisneros, qui, à la fin de la guerre civile, était général en chef de l'aviation républicaine, Malraux se déconsidéra en prétendant s'ériger en chef d'escadrille sans comprendre qu'il aurait fallu pour cela être aviateur, surtout en temps de guerre ; à trois ou quatre exceptions près, les aviateurs de Malraux n'étaient pas des antifascistes mais de simples mercenaires, attirés par une solde très élevée ; Malraux, étant ignorant de l'aviation, s'en remettait à eux mais ils ne firent rien d'utile et, au contraire, créèrent des difficultés ; Hidalgo de Cisneros essaya à plusieurs reprises de les licencier, « mais le gouvernement s'y opposait, alléguant la mauvaise impression que produirait en France l'expulsion d'Espagne, pour inutilité et indécatesse, des aviateurs qu'une fausse propagande avait convertis en héroïques défenseurs de la liberté ».

Malraux quitte l'Espagne en 1937. Il part le 24 février 1937, faire aux États-Unis et au Canada une tournée de conférences destinées à récolter des fonds en faveur des républicains espagnols. Dans sa propagande, il lui arrive de se livrer à des inventions, comme de prétendre que des membres en faveur de l'Espagne républicaine, Malraux évite, malgré les procès de Moscou, qui inquiètent alors partout les progressistes, de se montrer trop critique envers les communistes et l'U.R.S.S., qu'il considère comme seuls capables de faire régner la discipline nécessaire au salut de la république. Cette attitude diplomatique de Malraux envers les staliniens, qui n'a pas empêché le communiste André Marty de proposer sa liquidation en février 1937, l'entraîne dans une aigre polémique de presse avec Trotski.

En juillet 1937, il participe à un congrès d'écrivains organisé par le gouvernement espagnol. Dans la revue *Verve*, il publie d'abord le premier texte de la *Psychologie de l'Art*, puis *Psychologie des Renaissances* et *De la représentation en Orient et en Occident*. Il séjourne avec Josette Clotis dans les Pyrénées, où, s'inspirant de ses combats en Espagne, il écrit le roman *L'Espoir*, qui est publié en décembre 1937. Le roman fait l'objet de lectures et de discussions passionnées. Malraux passe l'hiver 1937-1938 à Paris, résidant à l'hôtel Madison au no 143 boulevard Saint-Germain ; Josette Clotis demeure à deux pas, à l'hôtel Royal-Condé. Malraux se détache de plus en plus de son épouse, qui, elle, s'accroche et refuse le divorce.

En 1938, avec Édouard Corniglion-Molinier, il réalise le film *Espoir*, sierra de Teruel, dont le tournage débute le 4 août à Barcelone, au prix de nombreuses difficultés, et se poursuit à Tarragone et dans la sierra de Montserrat. En janvier 1939, l'équipe du film doit évacuer Barcelone tombée aux mains des nationalistes et part terminer le film à Joinville et Villefranche-de-Rouergue. Le film est projeté quelques fois en privé de juin à août. En septembre, sa sortie en salle est interdite à la suite d'une demande faite à Édouard Daladier par Philippe Pétain, Ambassadeur auprès de Franco.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

A la déclaration de guerre, Malraux, qui avait été ajourné en 1922 et réformé en 1929, s'engage à Provins ; il est accepté comme simple soldat de deuxième classe dans les chars d'assaut, et incorporé le 14 avril 1940 comme dragon au 41^e dépôt de cavalerie motorisée, près de Provins, où il reste jusqu'au 14 mai 1940. Il reçoit une instruction d'élève sous-officier et espère devenir « tanker » mais les événements ne lui en laissent pas le temps. Il décrira ainsi sa guerre : « Nos chars de Provins étaient hors d'état de nous porter hors du polygone d'entraînement. En mai, nous avons fait mouvement à pied, avec des antichars. Nous avons un peu tiraillé. J'ai été très légèrement blessé le 15 juin. Et le 16, nous étions faits prisonniers comme des fantassins, à mi-distance à peu près de Provins et de Sens, où on nous dirigea... ».

Il semble qu'en fait, Malraux n'avait pas été blessé, mais que ses pieds étaient endoloris par des souliers trop étroits, ce pour quoi il fut soigné par des infirmiers de la Wehrmacht au camp de prisonniers de Sens Volontaire pour aider aux moissons, il est affecté à une ferme de Collemiers. Fin septembre, son demi-frère Roland l'avertit que, selon les radios neutres suisse et suédoise, les Allemands recherchent certains écrivains, notamment Malraux, pour les libérer. Vu ses engagements politiques, Malraux estime avoir peu de chances d'être libéré et, avec l'aide de Roland qui lui fournit vêtements, chaussures et argent, il s'évade de la ferme, déguisé en charpentier, en compagnie du poète Jean Grosjean, de Jean Beuret et de l'abbé Magnet, le futur aumônier du Vercors, mort dans le maquis des Glières, qui lui offre l'hospitalité chez lui, dans la Drôme, en zone libre.

Cette évasion est facilitée par la discipline très souple que les officiers allemands appliquaient aux prisonniers de guerre français. Le même jour Josette Clotis a mis au monde leur premier fils, nommé Pierre en hommage à Pierre Drieu la Rochelle, mais qu'on appellera Gauthier, 1.940-1.961. Malraux, encore marié, ne peut reconnaître l'enfant. Pour que celui-ci porte le nom de Malraux, son frère Roland le reconnaît et croit qu'il a été écarté en raison de sa participation à la guerre d'Espagne.

Après son évasion, Malraux écrit à de Gaulle pour lui proposer de combattre dans l'aviation française libre ; mais le résistant chargé de transmettre ce courrier est arrêté par la police et avale la lettre : ne recevant aucune réponse, Malraux refuse de s'engager dans les rangs de la Résistance intérieure malgré les pressions de Marcel-François Astier, Claude Bourdet, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Il croit que les Anglais finiront par être vainqueurs, mais les résistants français, qui manquent d'argent, d'armes et de matériel, lui font l'effet de « jouer au petit soldat ».

En janvier 1.941, il s'installe avec Josette Clotis à Roquebrune-Cap-Martin, villa La Souco où il restera jusqu'à l'automne 1.942, avec un séjour à la mi-1941 à la villa Les Camélias à Cap d'Ail. Il reprend contact avec des écrivains installés sur la Côte d'Azur : André Gide et Roger Martin du Gard entre autres. Il s'abstiendra toujours de publier dans La Nouvelle Revue française contrôlée par Drieu la Rochelle, devenu collaborateur de l'occupant, mais garde de bons rapports personnels avec cet écrivain. En septembre, il fait un séjour dans l'Allier, puis il s'installe dans le Cantal, où Josette Clotis viendra le rejoindre avec leur fils.

En 1.943, il s'installe avec elle à Saint-Chamant, en Corrèze. Son second fils, Vincent, 1.943-1.961, naît le 11 mars 1.943 et c'est Drieu la Rochelle qui en est le parrain, à la demande de Malraux. Peu à peu, la Résistance, qui possède maintenant des armes et de l'argent, semble plus sérieuse à Malraux. Début septembre, il a ses premiers contacts avec elle, en l'occurrence avec Harry Peulevé, chef du réseau britannique Author du SOE. Il aide au recrutement de son demi-frère Roland dans le réseau. A l'automne 1.943, toutefois, des efforts de Pierre Kaan et de Serge Raveland pour faire entrer Malraux dans la Résistance active restent sans résultats.

Début 1.944, Roland lui fait rencontrer George Hiller, Chef du réseau Footman, autre réseau du SOE. Fin mars 1.944, ses deux demi-frères, Roland et Claude, agents du SOE, ayant été arrêtés par les Allemands André passe à la Résistance : il quitte discrètement Saint-Chamant et gagne la vallée de la Dordogne, au château de Castelnaud près de Limeuil, puis au château de la Vitrolle. Il se fait appeler « colonel Berger ». George Hiller le met en rapport avec les groupes Vény du Lot. Grâce à Jacques Poirier et à George Hiller, il circule dans plusieurs départements (Corrèze, Lot, Dordogne et Tarn), y rencontre des chefs de la Résistance, et leur fait part de sa « mission », en ayant assez d'habileté pour laisser croire à chacun des groupes se réclamant d'une des hiérarchies en présence qu'il appartient à une autre. Il parle volontiers de son « PC interallié ». Il n'est en fait qu'un membre du réseau Nestor-DIGGER du SOE, commandé par Jacques Poirier (alias « Jack ») et implanté en Dordogne. Durant tout son engagement dans le Sud-Ouest, son rôle sera en fait celui d'un témoin et d'un compagnon prestigieux, très peu celui d'un acteur et encore moins celui d'un commandant d'unité. Jacques Poirier, contrairement à beaucoup d'autres chefs de la Résistance, admirait Malraux, mais le trouvait plus utile par ce qu'il disait que par ce qu'il faisait.

Le « Colonel Berger » est arrêté par les Allemands, le Kampfgruppe Wilde, de la 11^e Panzer Division de la Wehrmacht, et non la division 2^e Panzer Division SS Das Reich comme Malraux l'écrit dans ses Antimémoires à Gramat le 22 juillet 1.944, lors de la fusillade de la voiture de George Hiller. Il subit des interrogatoires au cours desquels il aurait été l'objet d'un simulacre d'exécution, puis, au terme de divers transferts, est incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse. Il se retrouve libre quand les Allemands quittent la ville, le 19 août.

Un peu auparavant, le 26 juillet 1.944, l'attaque d'un wagon de la Banque de France dans la gare de Neuvic avait mis des masses financières immenses dans les mains des résistants. Des sommes importantes sont comptabilisées comme ayant été versées pour la libération de Malraux, ce qui, comme l'a noté Guy Penaud, pose un problème, puisque Malraux n'a été libéré qu'après le départ des troupes allemandes. Dans les premiers jours qui suivent sa libération, Malraux dit à une de ses proches : « Si vous avez des embêtements financiers..., n'hésitez pas. Momentanément, je suis riche. »

La Brigade Alsace-Lorraine, 1.944-1.945. Le « Colonel Berger » sur le front d'Alsace, fin 1.944. Fin août 1.944 il rencontre Ernest Hemingway. Les deux écrivains auraient échangé des propos peu amènes, si on en croit Hemingway, qui raconta d'ailleurs la scène à plusieurs reprises en y embellissant chaque fois son propre rôle. Malraux, qui prétend faussement disposer d'un stock de munitions et savoir que les Britanniques vont parachuter 10.000 hommes en Dordogne, trouve des officiers pour avaliser sa propre nomination au grade de colonel et à la tête de la Brigade Alsace-Lorraine, nouvellement créée, qui réunit d'anciens maquisards alsaciens et lorrains réfugiés dans le sud-ouest. Le 17 septembre, il rencontre le général de Lattre de Tassigny à Dijon, à l'hôtel de la Cloche.

A la tête de la brigade, Malraux participe dans les Vosges et en Alsace à la campagne de la première armée française, notamment à la prise de Dannemarie et de Colmar, ainsi qu'à la défense de Strasbourg. A l'aise

dans la stratégie mondiale, il l'est moins sur le terrain militaire, où il délègue toute compétence à ses adjoints, le lieutenant-colonel Pierre-Élie Jacquot et le commandant Brandstetter. Le 12 novembre, Josette Clotis, mère des deux fils de Malraux, meurt accidentellement. Le 15 mars 1945, la brigade est dissoute. Après la Libération, Malraux se fait octroyer diverses distinctions britannique et française, compagnon du Distinguished Service Border, compagnon de la Libération, croix de la Libération, médaille de la Résistance, croix de guerre) en grossissant ses états de service à la Résistance. Il prétend par exemple avoir pris le maquis dès 1940, alors que, comme vu plus haut, il ne l'a fait qu'en 1.944.

BOULOGNE-BILLANCOURT, VILLA COURREGES, 19 BIS AVENUE ROBERT-SCHUMAN.

Il s'installe avec Madeleine Malraux, pianiste renommée et veuve de son demi-frère Roland mort sur le Cap Arcona, et avec son neveu Alain Malraux, fils de Madeleine et de Roland, au deuxième et troisième étages du no 19 bis avenue Robert-Schuman à Boulogne-sur-Seine, une villa construite par Jean-Léon Courrèges, le père du futur couturier. Clara et leur fille Florence s'installent au no 17 rue Berthollet à Paris.

Raymond Aron rapporte, dans ses Mémoires que, Malraux avait changées de façon stupéfiante en 1.944 sur la question du communisme, auquel il voue désormais une hostilité presque haineuse. Dès 1.945, il s'attache à la personne du général de Gaulle, dans le gouvernement duquel il est ministre de l'Information, de novembre 1.945 à janvier 1.946. Il prend Raymond Aron pour chef de cabinet. Il suit de Gaulle dans l'aventure du RPF, où il exerce les fonctions d'organisateur de la propagande de 1.947 à 1.953. En 1.953, de Gaulle, après avoir constaté la déliquescence électorale du RPF, décide de le mettre en veilleuse et Malraux cesse d'y être actif.

Pendant la traversée du désert de de Gaulle, 1.953-1.958, Malraux se tient à l'écart de la politique. En 1948, il épouse Madeleine Malraux et adopte le fils de celle-ci, son neveu Alain en 1.961, après la mort de ses propres fils, Gauthier et Vincent. Avec Madeleine Malraux, il voyage en Grèce, en Égypte et en Iran. Il collabore à la réalisation de l'ouvrage Malraux par lui-même de Gaëtan Picon et part l'été à Lucerne avec sa nouvelle épouse. En janvier 1.954, les époux Malraux sont invités à New York pour l'inauguration des nouvelles galeries du Metropolitan Museum of Art. Ils passent leurs vacances en Italie, où ils visitent la Toscane et l'Ombrie. L'année suivante, ils vont en Égypte. En 1.956, ils voyagent avec Alain Malraux, à Rome et en Sicile. Avec d'autres écrivains, Sartre, Martin du Gard, Mauriac, Malraux adresse une lettre contre la torture en Algérie au président de la République René Coty en avril 1.958.

MINISTRE DE L'INFORMATION.

Le 1^{er} juin 1.958, Charles de Gaulle, revenu au pouvoir, nomme Malraux ministre délégué à la présidence du Conseil et le charge de l'Information. Cette mission s'ajoutent, en juillet 1.958 l'expansion et le rayonnement de la Culture française. Dans une note non datée, Malraux explique à l'intention de son successeur au ministère de l'Information que ce ministère, tel qu'il l'a organisé, est un appareil destiné à lutter par la radio contre les journaux « ennemis » ; à cette fin, il est nécessaire qu'une « épuration politique » écarte de la radio tous les techniciens communistes et tous les journalistes qui se sont montrés hostiles à de Gaulle en mai-juin 1.958.

Le 27 novembre 1.958, venant de Perse, Malraux arrive à La Nouvelle-Dehli. Son intention est de faire en Inde une « good will visit » ou visite de courtoisie, destinée à nouer entre la France et l'Inde des liens culturels propres à faciliter l'action diplomatique ou politique. Il est reçu par Nehru, qu'il interroge sur la spiritualité indienne mais qui répond qu'il doit, par priorité, s'occuper des problèmes matériels.

A l'été 1.958, il reconnaît l'usage de la torture en Algérie et affirme que le président va y mettre un terme. Le général de Gaulle, alors président du Conseil dans la IV^e République, demande à Georges Pompidou, son proche conseiller à Maignon, de le remplacer par Jacques Soustelle et de lui trouver « autre chose ». Embarrassé par la situation, Georges Pompidou affirme devant Malraux que le général a choisi de lui confier un ministère de la Culture, en remplacement du secrétariat d'État des Beaux-arts, car il serait le « seul capable de donner le ton et la grandeur qui s'imposent » pour donner « au génie français du panache, du rayonnement ». Le général de Gaulle accepte cette idée d'un Ministère des Affaires culturelles, c'est ainsi qu'il a été dit que ce ministère a été créé spécialement pour Malraux, qui prend ses fonctions le 8 janvier 1.959.

LE PREMIER MINISTRE D'ÉTAT CHARGE DES AFFAIRES CULTURELLES, 1.959-1.962.

Le 28 mai 1.959, à l'occasion d'un spectacle son et lumière sur l'Acropole, il prononce un discours rendant hommage à Athènes. En août et septembre, il voyage en Amérique du Sud : Argentine, Brésil, Chili, Pérou, Uruguay. Le but de ce voyage est surtout de défendre la politique de la France en Algérie, politique dite d'autodétermination pour l'Algérie. En octobre, Malraux assiste avec le général de Gaulle à la première de Tête d'or, de Paul Claudel, spectacle créé par la compagnie Madeleine Renaud - Jean-Louis Barrault à l'Odéon.

Ministre, il mêle politique de prestige et œuvre sociale. Sans être un gaulliste de gauche déclaré, il ne renie nullement son passé de gauche, évoquant la bataille de Fleurus et l'épopée des soldats de l'An II, « ces ombres

immenses qui firent danser l'Europe au son de la liberté » : par contraste avec un si grand héritage, il reproche à François Mitterrand le 15 décembre 1.965 de n'avoir « même pas été en Espagne ». Renouant avec l'esprit du Front populaire, il fait de la culture une affaire administrée par l'État. S'il n'est pas à l'origine des Maisons des jeunes et de la culture, issues de la République des Jeunes, créée à la Libération, il est bien, en revanche, le créateur des Maisons de la Culture, organisations gérées par le ministère du même nom le 4 août 1.962. Il rattache également, le 3 février 1.959, le Centre national de la cinématographie au ministère de la Culture.

André Malraux accepte pour son amie Jacqueline Kennedy de convoier La Joconde à la National Gallery of Art à Washington. Elle parle de lui comme de « l'homme le plus fascinant avec qui, elle n'ait jamais parlé ».

En 1.960, il prononce à Fort-Lamy et à Brazzaville, un discours à l'occasion de l'Indépendance des Colonies d'Afrique noire, affirmant : « L'ère coloniale est aujourd'hui révolue ». Au ministère des Affaires étrangères, on voit Malraux d'un assez mauvais œil. On estime qu'il empiète sur le domaine des Affaires étrangères et on craint que, dans ses voyages à l'étranger, il ne fasse des promesses qui, pour motifs financiers ou autres, se révéleraient irréalisables. Par exemple, lors d'un voyage au Mexique en 1.960, il explique aux autorités que « la pluie artificielle est maintenant un procédé tout à fait au point » et que, contrairement à ce qui serait sûrement le cas des États-Unis, la France serait prête à mettre gratuitement cette technique en œuvre au Mexique. Au quai d'Orsay, on note que la machine à faire la pluie n'existe pas et que le Mexique ne manque d'ailleurs pas de pluies. De Gaulle semble avoir laissé les mains libres à Malraux pour faire de belles promesses, tout en comptant sur les fonctionnaires pour refuser les dépenses excessives.

Le 8 mars 1.960, Malraux prononce à Paris un discours pour la sauvegarde des monuments de Nubie, en réponse à l'appel de l'UNESCO. En septembre 1.960, il se fâche avec sa fille Florence parce qu'elle a signé le Manifeste des 121, favorable à l'insoumission des jeunes appelés pour l'Algérie. Cette brouille durera jusqu'en 1.968. Le 23 mai 1.961, ses deux fils meurent dans un accident de la route. Ce troisième et double deuil marque une rupture définitive avec le bonheur que la vie de famille lui a apporté pendant dix-sept ans dans sa résidence du parc des Princes.

Le 7 février 1.962, alors qu'il est absent de son domicile de Boulogne-Billancourt, il y est la cible d'un attentat de l'OAS. Delphine Renard, huit ans, la fille des propriétaires qui habitent le rez-de-chaussée, est grièvement défigurée. Il quitte les lieux pour s'installer jusqu'en 1.969 au pavillon de La Lanterne à Versailles, mis à sa disposition par le gouvernement et protégé par la gendarmerie.

MINISTRE DE LA CULTURE DURANT L'ERE POMPIDOU 1.962-1.969.

En mai 1.962, il est reçu par John Kennedy. Il crée le 4 août 1.962 l'Inventaire général du patrimoine culturel et le PSMV : Plan de sauvegarde et de mise en valeur. En 1.963, il décide de faire fermer la grotte de Lascaux ouverte au public depuis 1.949, la trop grande fréquentation provoquant des modifications climatiques qui engendrent des dégradations sur les parois, algues vertes, puis formation de calcite (blanche). En 1.964, il inaugure la Maison de la Culture de Bourges en compagnie du général de Gaulle. Le 19 décembre 1.964, en présence du général de Gaulle, il prononce un de ses discours les plus célèbres : l'oraison funèbre de Jean Moulin, dont les cendres sont transférées au Panthéon de Paris.

En 1.965, Malraux inquiète ceux qui le connaissent. Souvent sous l'effet de l'alcool, alternant selon Olivier Todd, mégalomanie et dépression, il est parfois épuisé, titubant et bredouillant en présence de ses collaborateurs, ce qui amène de Gaulle à conseiller un repos sous forme de voyage. Le 22 juin 1.965, Malraux embarque sur Le Cambodge en compagnie d'Albert Beuret, pour se rendre en Extrême-Orient. Arrivé en Chine, il est invité officiellement le 17 juillet par les autorités chinoises, qui donnent ainsi suite à une lettre de de Gaulle.

Après un délai dont la longueur incite l'ambassade de France à demander une nouvelle intervention à de Gaulle, Mao Tsé Toung reçoit Malraux le 3 août. Malraux se montre flagorneur, mais Mao ne répond à ses questions que par de brèves banalités et ne marque pas le moindre intérêt pour la France. Au retour, Malraux laissera entendre qu'il a proposé à Pékin une politique relative à la guerre du Viêt Nam, ce que le gouvernement chinois et Alain Peyrefitte démentiront.

Le journal Le Monde notera « le vague » des déclarations de Malraux, « qui contraste avec leur solennité ». Malraux brodera beaucoup sur son entretien avec Mao dans ses Anti-mémoires, 1.967, et renchérit en 1.972. Pendant ce dernier voyage en Orient, Malraux fait une nouvelle visite en Inde. Comme en 1.958, il s'intéresse à la spiritualité de l'Inde et non à son état économique et social. Le 1^{er} septembre 1.965, il prononce une oraison funèbre à l'enterrement de l'architecte Le Corbusier. Ce dernier ayant construit une ville nouvelle en Inde, Malraux a demandé à l'ambassadeur de l'Inde en France d'être présent avec de l'eau du Gange, mais a laissé entendre tacitement que de l'eau du robinet en ferait très bien office.

En mars 1.966, il inaugure la Maison de la Culture d'Amiens et en avril le premier festival mondial des arts nègres à Dakar avec Léopold Senghor, Président du Sénégal, à l'automne, il organise la grande rétrospective de Picasso à Paris aux Grand et Petit Palais. Il crée le 30 septembre 1.966 la Direction des recherches archéologiques sous-marines (DRASM), délocalisée à Marseille et à Annecy, relevant de la Direction du patrimoine, sous-direction de l'archéologie, du ministère de la Culture, qui deviendra le DRASSM : Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines, le 4 janvier 1.966.

Au printemps 1.966, Madeleine et André Malraux, après quelques ruptures et retours, se séparent définitivement sans divorcer. Il écrit ses Antimémoires, qui paraissent en septembre 1.967 et sont très bien accueillis par la critique et le public. Il y trace un portrait de Mao en sublime héros de l'histoire, à travers une version très mythifiée de leur entretien. Il devient ainsi, selon les termes d'Olivier Todd, la caution « de droite » ou « gaullienne » de la « maolâtrie » qui transporte alors bon nombre d'intellectuels français. Il envoie un exemplaire du livre à sa fille Florence, ce qui amène leur réconciliation.

Vers cette époque, il noue une seconde liaison avec Louise de Vilmorin. En 1.968, il modifie très profondément le prix de Rome. En février 1.968, il est attaqué par des cinéastes et des cinéphiles, relayés par François Mitterrand, parce qu'il a voulu retirer la direction administrative de la cinémathèque française, tout en lui laissant la direction artistique, à Henri Langlois, dont la gestion fait l'objet de rapports très défavorables. C'est l'affaire Langlois, qui se terminera par une marche arrière de Malraux. En février 1.969, il participe aux côtés du président nigérien Hamani Diori à la première conférence de Niamey, qui aboutira un an plus tard, lors de la deuxième conférence de Niamey du 16 au 20 mars 1.970, à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'actuelle Organisation internationale de la francophonie.

En 1.969, le général de Gaulle abandonne le pouvoir et Malraux, qui ne tenait son poste de ministre que de de Gaulle, quitte la politique. A aucun moment il n'aura cessé d'être fidèle au général, même pendant les événements de Mai 68, véritable « crise de civilisation », selon lui, qui l'inquiète par le « nihilisme » des étudiants. Ainsi l'a-t-on vu en tête de la manifestation de ceux qui réclamaient la restauration de l'ordre à l'Arc de Triomphe le 30 mai 1.968. Cet ordre, Malraux n'a cessé de l'identifier à la personne et à l'œuvre du général de Gaulle. Il sera d'ailleurs une des rares personnes que ce dernier consentira à recevoir jusqu'à sa mort en 1.970.

Louise de Vilmorin, avec qui il s'est installé au château de Vilmorin à Verrières-le-Buisson, meurt le 26 décembre 1.969. Il continuera à habiter au château en compagnie de la nièce de Louise : Sophie de Vilmorin (1.931-2.009), sa dernière compagne, qui s'occupera de lui jusqu'à sa mort.

En 1.970, il préface les Poèmes de Louise de Vilmorin et rédige Les Chênes qu'on abat, à la suite du décès du général de Gaulle. En 1.971, il devient le premier président de l'Institut Charles-de-Gaulle. Renouant avec les engagements de sa jeunesse, il prend parti pour l'indépendance du Bangladesh en 1.971. Peut-être pris au piège de propos qu'il a tenus sur l'inutilité d'un appui purement verbal, Malraux, âgé de 70 ans, annonce son intention d'aller se battre dans l'armée indienne, qui soutient les indépendantistes. Indira Gandhi, qu'il rencontre à l'ambassade de l'Inde en France, lui fait comprendre qu'on apprécie son appui moral mais que sa présence physique dans l'armée indienne n'est pas vraiment nécessaire .

En février 1.972, Richard Nixon, qui compte se rendre en Chine, invite Malraux à Washington. Nixon croit en effet que Malraux a « connu Mao Tsé-toung et Zhou Enlai en Chine en 1.930 » et qu'il « a gardé avec eux des contacts intermittents au cours des années ». Les conseillers de Nixon ont des avis divergents sur la prestation de Malraux. Leonard Garment trouve Malraux « fascinant parce qu'il a une histoire fascinante ». John Scali, lui, déclare ne pas être impressionné par les « rêveries » de Malraux, embrouillées, contradictoires, truffées d'oublis ou d'illogismes ; Malraux est pour Scali « un vieil homme prétentieux tissant des idées obsolètes dans un cadre spécial pour le monde tel qu'il aurait voulu qu'il soit ».

Henri Kissinger, dans ses souvenirs publiés en 1.979, déplorera que les connaissances de Malraux sur la Chine fussent très en retard et ses prédictions à court terme « outrageusement fausses », mais reconnaîtra que son intuition lui permettait de voir parfois clair à long terme, comme sur l'inévitable rapprochement entre la Chine et les États-Unis. Les neuf émissions télévisées de La Légende du siècle, réalisées par Françoise Verny et Claude Santelli et diffusées à partir d'avril 1.972 rendent Malraux familier au grand public. En novembre 1.972, à l'initiative de son médecin-neuropsychiatre Louis Bertagna qui le traite depuis 1966, Malraux est hospitalisé à la Salpêtrière pour alcoolisme et dépression nerveuse.

De ce séjour à l'hôpital, qui dure vingt-neuf jours, il tirera le livre Lazare. Il témoigne, en octobre 1.973, en faveur de Jean Kay, qui passe en justice pour le détournement du vol 711 et part avec Sophie de Vilmorin au Bangladesh. Le Français Jean Kay, qui tenta de détourner un avion civil pakistanais à Orly en 1.971 pour obtenir la livraison de 20 tonnes de médicaments au Bangladesh, est décédé le 23 décembre à l'âge de 69 ans, a annoncé sa

famille dans un avis publié samedi dans Le Figaro. Jean Kay est mort à Loze dans le Tarn-et-Garonne et une cérémonie a été organisée le 26 décembre au crématorium de Montauban, selon cet avis de décès :

-Né en Algérie d'un père soldat et lui-même militaire, il avait quitté les rangs de l'armée pour rejoindre l'Organisation de l'armée secrète, OAS, qui militait pour le maintien de l'Algérie française. Plus tard, on le retrouvera dans les rangs des phalanges libanaises et des mercenaires au Yémen, au Biafra et en Angola.

Mais Jean Kay est surtout connu pour avoir tenté de détourner le 3 décembre 1971 à Orly un Boeing de la compagnie Pakistan Airlines en partance pour Karachi. Il exigeait que l'appareil chargeât 20 tonnes de médicaments pour la population du Bangladesh. Maîtrisé par la police, il fut libéré après huit mois de détention provisoire et sera ensuite condamné à cinq ans de prison avec sursis pour ces faits.

En 1976, il faisait à nouveau parler de lui en détournant huit millions de francs de la firme Dassault pour, disait-il, aider ses amis chrétiens du Liban. Dassault pardonnait et Jean Kay effectuait de fréquents voyages en Extrême Orient sous des noms divers. En 1982 à New Delhi, il rencontrait une riche américaine, Fiona Field. Ils s'installaient en 1984 à Calcutta où ils organisaient des cantines populaires pour les pauvres et les sans-abris. Expulsé, le couple vivra plusieurs années en mer avant de s'établir en Espagne, puis dans la région de Toulouse.

André Malraux lors de l'élection présidentielle de 1974, soutient le gaulliste Jacques Chaban-Delmas contre François Mitterrand et contre Valéry Giscard d'Estaing. Son apparition dans une émission télévisée où il est censé appuyer Chaban-Delmas se révèle désastreuse. Il dit que la télévision diffuse des informations erronées ce qui fait perdre à Chaban-Delmas les voix des électeurs gaullistes.

Lors de cette campagne, il déclare en outre que : « Politiquement, l'unité de l'Europe est une utopie. Il faudrait un ennemi commun pour l'unité politique de l'Europe, mais le seul ennemi commun qui pourrait exister serait l'Islam. »

Dans cette même année 1974, il présente au Japon une exposition de La Joconde.

En janvier 1975, il inaugure le Centre culturel André Malraux à Verrières-le-Buisson, y prononce un discours sur le livre de poche et son avenir. Il prononce en mai à la cathédrale de Chartres, un discours pour le 30^e anniversaire de la Libération des camps de concentration. Fin décembre 1975, avec Sophie de Vilmorin, il fait à titre privé un voyage à Haïti, où il s'intéresse aux peintres spontanistes de l'école de Saint-Soleil. Il assiste à une cérémonie vaudou, mais s'en va très vite.

En novembre 1976, il est hospitalisé à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, officiellement pour une congestion pulmonaire, mais en réalité pour un cancer de la peau. Il meurt à l'hôpital le 23 novembre 1976. Il est inhumé le lendemain au cimetière de Verrières-le-Buisson et non pas dans le parc du château de Vilmorin, comme il l'aurait souhaité, aux côtés de Louise de Vilmorin. Un hommage national lui est rendu le 27 dans la Cour carrée du palais du Louvre.

Malraux fut un mythomane. Il a ainsi rédigé lui-même son dossier militaire, s'attribuant des blessures fictives. Il a prétendu être entré dans la Résistance dès 1940, ce qui est faux, comme l'ont relevé Olivier Todd et d'autres auteurs avant lui, Guy Penaud, René Coustellier. Dans plusieurs textes, d'ailleurs, Malraux se plaît à relativiser la valeur de la véracité. Par exemple, à propos du faux en bibliophilie, qu'il pratiqua, il fait dire à un personnage en qui il semble bien mettre de lui : « La mystification est éminemment créatrice. » Dans La Voie royale, l'auteur dit en son propre nom : « Tout aventurier est né d'un mythomane. » Olivier Todd estime essentielle à la compréhension de Malraux une idée exprimée dans La Condition humaine : « Ce n'était ni vrai ni faux, c'était vécu. » Pendant la Seconde Guerre mondiale, Malraux aurait dit : « Je fabule, mais le monde commence à ressembler à mes fables. »

Malraux ne s'est jamais cru lié par un dogme et, à travers ses mutations, il est resté fidèle à son besoin de dépassement, en excluant tout recours aux utopies consolatrices, mais en devenant de plus en plus dépendant aux stupéfiants. Agnostique, il a mis dans l'art — et notamment dans l'idée d'un « musée imaginaire » qui arracherait les œuvres d'art à leurs fonctions traditionnelles pour les repenser dans leurs relations et leurs métamorphoses — la seule grandeur à la portée de l'homme et ses seules chances d'éternité. C'est pourquoi fraternité et humanisme sont au cœur de sa vie et de son œuvre :

« L'humanisme, ce n'est pas dire : "Ce que j'ai fait, aucun animal ne l'aurait fait", c'est dire : "Nous avons refusé ce que voulait en nous la bête, et nous voulons retrouver l'homme partout où nous avons trouvé ce qui l'écrase". »

En 1958, Malraux a pris en charge le premier ministère des Affaires culturelles, qui regroupait les arts et les lettres, l'architecture, les archives et le cinéma. Il donne une impulsion nouvelle à la restauration et à la protection des monuments et des sites : restauration du château de Versailles, ou encore campagne de ravalement des grands

monuments de Paris et des quartiers anciens, Loi Malraux du 4 août 1.962. Il crée l'Inventaire général des richesses artistiques de la France, stimule l'activité théâtrale et poursuit la décentralisation avec les centres dramatiques de province et la réforme du Conservatoire ; il multiplie les expositions et les points d'exposition ; il étend aux écrivains la sécurité sociale. Il entreprend, sans en voir la réalisation, la réforme de l'enseignement de l'architecture et de la musique. On lui doit la création de la Caisse Nationale des Lettres en janvier 1.946, et celle du Centre National d'Art Contemporain en 1.967. La politique culturelle de Malraux favorise surtout les arts qui ont le plus d'effet sur les masses : arts vivants, musées, cinéma (il crée le label Art et Essai), musique... Marcel Landowski, Conseiller de Malraux fut le Directeur du Conservatoire de musique de Boulogne sur Seine de l'Auteur, lui-même violoniste, et lauréat de celui-ci et du Conservatoire de Versailles.

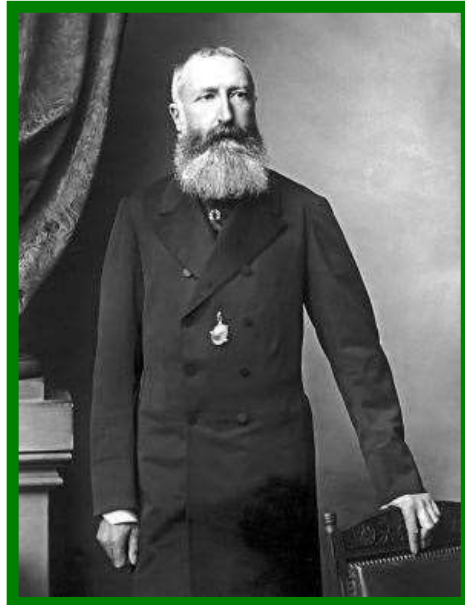
La culture de Malraux en matière d'art et sa fraternité à l'égard de plusieurs artistes de premier plan (Matisse, Braque, Picasso, Giacometti) distinguent particulièrement l'œuvre du ministre : commandes du plafond de l'Odéon à André Masson en 1.963, du plafond de l'Opéra de Paris à Marc Chagall en 1.962, envoi de la Joconde de Vinci aux États-Unis en 1.963 ; Malraux n'a de cesse de faire rayonner la culture française dans le monde. On lui doit notamment le système d'avance sur recettes, mis en place par un décret de juin 1.959, qui reste de nos jours un moteur important de la création cinématographique en France. À la même période, il fondait la Biennale de Paris, manifestation d'art dont le but était la valorisation de la jeune créativité française et internationale et le renforcement de la présence artistique française dans le monde. L'administration étatique de l'art inaugurée par Malraux, cette volonté de produire du culturel en y mettant les moyens budgétaires, a été jugée par l'historien Marc Fumaroli comme le grand enterrement nihiliste de la culture française.

Selon lui, si l'on compare l'extraordinaire abondance de talents lors de la IIIe République qui n'avait pas de politique culturelle, avec l'ère malraucienne et actuelle, on s'aperçoit que l'après-guerre est pour la France un désert artistique, qu'on s'efforce de dissimuler à coup d'événements culturels. Toutefois, la thèse de Marc Fumaroli est fortement contestée par certains historiens de la politique culturelle comme Philippe Poirrier et Philippe Urfalino, qui soulignent plutôt la modestie de la politique culturelle de la période Malraux, tout en pointant ses singularités : rôle initiateur de l'État, volonté de démocratiser la culture consacrée, élargissement de l'État-providence aux questions culturelles. Le ministère des Affaires culturelles, créé pour conserver Malraux au gouvernement, sera pérennisé après son départ en 1.969.

En raison du départ précipité de de Gaulle en 1.969, Malraux le suivit, en laissant « en plan » le dossier de la fête de la musique que J. Lang reprendra à son compte et pour son compte, cette incitative, en oubliant de citer le nom de son véritable promoteur et dépositaire. **Vue intérieure du Panthéon.**



PIRE QU'HITLER CELA A EXISTE



LEOPOL II # ETHNOGENOCIDEUR #

Léopold I^{er} de Belgique, en néerlandais, Léopold I van België, prince de Saxe-Cobourg et Gotha, duc en Saxe, né prince Léopold Georges Christian Frédéric de Saxe-Cobourg-Saalfeld à Cobourg, en Saxe-Cobourg-Saalfeld, le 16 décembre 1.790 et mort le 10 décembre 1.865 au palais de Laeken (en Belgique), est un prince allemand de la maison de Saxe-Cobourg et Gotha devenu le premier roi des Belges.

Léopold II est né à Bruxelles en 1.835, fils de Léopold de Saxe-Cobourg, premier roi des Belges, Léopold I^{er}, et de Louise d'Orléans, fille du roi des Français Louis-Philippe I^{er}.

La Révolution française de 1.848, qui épargne la Belgique, entraîne l'abdication de Louis-Philippe, qui se réfugie en Angleterre où règne la reine Victoria, cousine germaine du jeune prince Léopold. La Maison de Saxe-Cobourg et celle d'Angleterre sont en effet liées par de nombreux mariages. Le roi Louis-Philippe meurt deux ans plus tard, en 1.850. La fragile reine des Belges, Louise d'Orléans, est très affectée par le décès de son père, ce qui altère davantage sa santé. Elle s'éteint prématurément la même année, à trente-huit ans. Léopold a alors quinze ans.

Avant même de devenir roi, Léopold II parcourt le monde en songeant à des débouchés économiques pour la Belgique. De Grèce, il envoie à Hubert Joseph Walthère Frère, dit Frère-Orban, alors Ministre des Finances, une plaque de marbre, sur laquelle il a fait graver ces mots : « Il faut à la Belgique une colonie ».

Le 22 août 1.853, par-devant le bourgmestre Charles de Brouckère, Léopold II épouse à Bruxelles Marie-Henriette de Habsbourg Lorraine, archiduchesse d'Autriche et princesse palatine de Hongrie. Fraîche, vive, passionnée d'équitation au point de dispenser elle-même des soins aux chevaux, cette cousine de l'empereur François-Joseph I^{er} d'Autriche est la fille de Joseph, archiduc d'Autriche, qui était lui-même le fils de Léopold, empereur romain germanique. D'aucuns ironiseront sur ce « mariage d'un palefrenier et d'une religieuse », la « religieuse » étant le timide et renfermé Léopold II.

Avant même l'accession au trône de Léopold, le couple a déjà trois enfants : Louise, née le 18 février 1.858, Léopold, né le 12 juin 1.859, et Stéphanie, née le 21 mai 1.864.

PRESTATION DE SERMENT DU ROI LEOPOLD II EN 1.865.

Le 10 décembre 1.865, Léopold I^{er}, le premier roi des Belges, meurt. Son fils, qui s'appellera désormais Léopold II, prête le serment constitutionnel le 17 décembre 1.865.

Le 22 janvier 1.869, son unique fils le prince héritier Léopold, qui n'est âgé que de neuf ans, succombe des suites d'une pneumonie. Le 30 juillet 1.872, le couple royal donne naissance à un quatrième enfant mais, à la déception du roi, qui voit s'éteindre tout espoir d'avoir un nouvel héritier direct, il s'agit d'une fille, Clémentine.

Dans une lettre adressée en 1.888 à son frère Philippe, Comte de Flandre, Léopold II entend que, sous son règne, « la patrie doit être forte, prospère, par conséquent posséder des débouchés à elle, belle et calme ».

C'est sous le règne de Léopold II que sont votées d'importantes lois sociales en Belgique : suppression du livret d'ouvrier, droit de former des syndicats, âge d'admission des enfants dans les usines fixé à douze ans, interdiction du travail de nuit aux enfants de moins de seize ans et du travail souterrain pour les femmes de moins de vingt-et-un ans, réparations pour les accidents de travail, repos dominical, etc.

Léopold II s'efforce de rendre la Belgique moins vulnérable : il obtient la construction des fortifications de Liège, Namur et Anvers, et la réforme du service militaire, qu'il signe quelques jours avant sa mort en 1.909. Auparavant, le recrutement de l'armée belge se faisait sur base du volontariat et de tirage au sort avec possibilité de se faire remplacer moyennant une somme d'argent. Ce système est aboli en 1.909 et remplacé par le service d'un fils par famille.

C'est également sous son règne qu'a lieu la première révision de la Constitution. Le suffrage devient universel bien que tempéré par le vote plural, les conditions d'accès au Sénat sont réduites et les élections reposent désormais sur un système proportionnel. Malgré ses demandes répétées, l'idée d'un référendum royal n'est pas retenue.

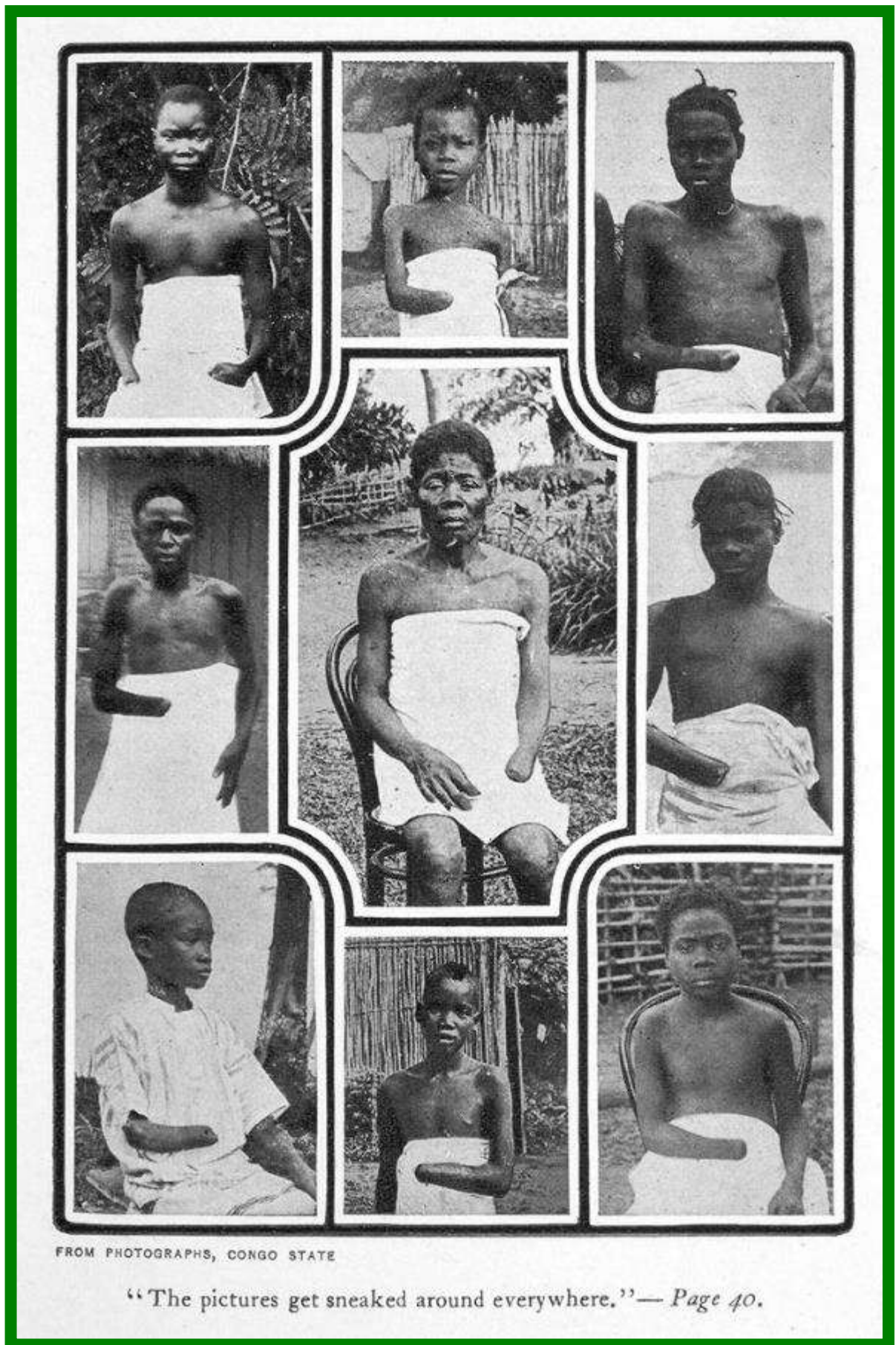
Après le décès de son fils unique Léopold en 1.869 et conformément à l'article 85 de la Constitution qui interdit à ses filles de monter sur le trône, c'est son neveu Albert, fils du comte de Flandre, qui lui succède en 1.909. La Belgique dispose désormais d'une colonie — léguée par Léopold II — qui va lui apporter d'énormes débouchés pendant plusieurs décennies et accroître son prestige sur le plan international.

\$

La maison de Hanovre est une dynastie royale allemande qui a régné sur le duché de Brunswick-Lunebourg, le royaume de Hanovre, le royaume de Grande-Bretagne, puis du Royaume-Uni. Elle succède à la maison Stuart sur le trône britannique en 1.714 et s'y maintient jusqu'à la mort. Elle régnera aussi sur le Saint empire de toutes les Russies, l'Angleterre depuis la reine Victoria à nos jours et bien sur le Kaiser Guillaume II.

La Maison des Habsbourg est une dynastie autrichienne régna sur le Saint Empire romain germanique (1273-1308 ; 1438-1740 ; 1765-1806), sur l'Autriche (1278-1918), sur l'Espagne (1516-1700) et sur la Bohême et la Hongrie (1526-1918).





LE CONGO BELGE DE LEOPOLD II : LES ORIGINES DU MASSACRE.

A la fin du XIX^e siècle, le système colonial établi au Congo par Léopold II, roi de Belgique, atteint un degré de brutalité telle qu'il sera à l'origine d'un des plus grands massacres de l'Histoire. On parle de dix millions de morts, même si l'affaire est très discutée. Malgré la polémique, ce triste chapitre de la colonisation est pourtant encore peu étudié aujourd'hui. Certains universitaires, certains journalistes, congolais, belges, en parlent, mais c'est souvent vite lu et oublié dans les sous-sols des bibliothèques ou dans les bennes à papier. Afin de mieux comprendre les affres de la question congolaise, qui préfigure certains problèmes de la globalisation actuelle, nous nous baserons en grande partie sur les travaux d'un des spécialistes de la colonisation en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles, Elikia M'Bokolo, directeur d'études à l'EHESS.

Le roi Léopold II (1.835-1.909) est célèbre encore aujourd'hui pour sa folie des grandeurs : il n'y a qu'à lister, en Belgique, le nombre de monuments qu'il a laissés à la postérité. Mais surtout, il était un fin stratège en matière de finance. Il considérait déjà, bien avant son accession au trône en 1.865, qu'en plein XIX^e siècle, la Belgique, alors petit état neutre au milieu de l'Europe, manquait d'envergure et qu'il lui « [fallait] une colonie ». Le dauphin, ambitieux et déjà soucieux d'obtenir des débouchés commerciaux pour son pays, espère élargir, grâce à la colonisation, l'étendue de son règne. Il mourra en 1.909, à la tête d'une nation coloniale et aura fait de la Belgique, en moins de trente ans, l'une des premières puissances mondiales. Ce qu'on sait peu, c'est qu'au cours de la même période, Léopold aura accru dans des proportions encore mal connues sa fortune personnelle. Le Parc du Cinquantenaire, à Bruxelles, a été financé en 1.898 par la fortune privée de Léopold, sans que celui-ci ne le déclare ouvertement, car les citoyens belges n'auraient certainement pas apprécié découvrir que leur roi possédait autant d'argent dans sa caisse personnelle.

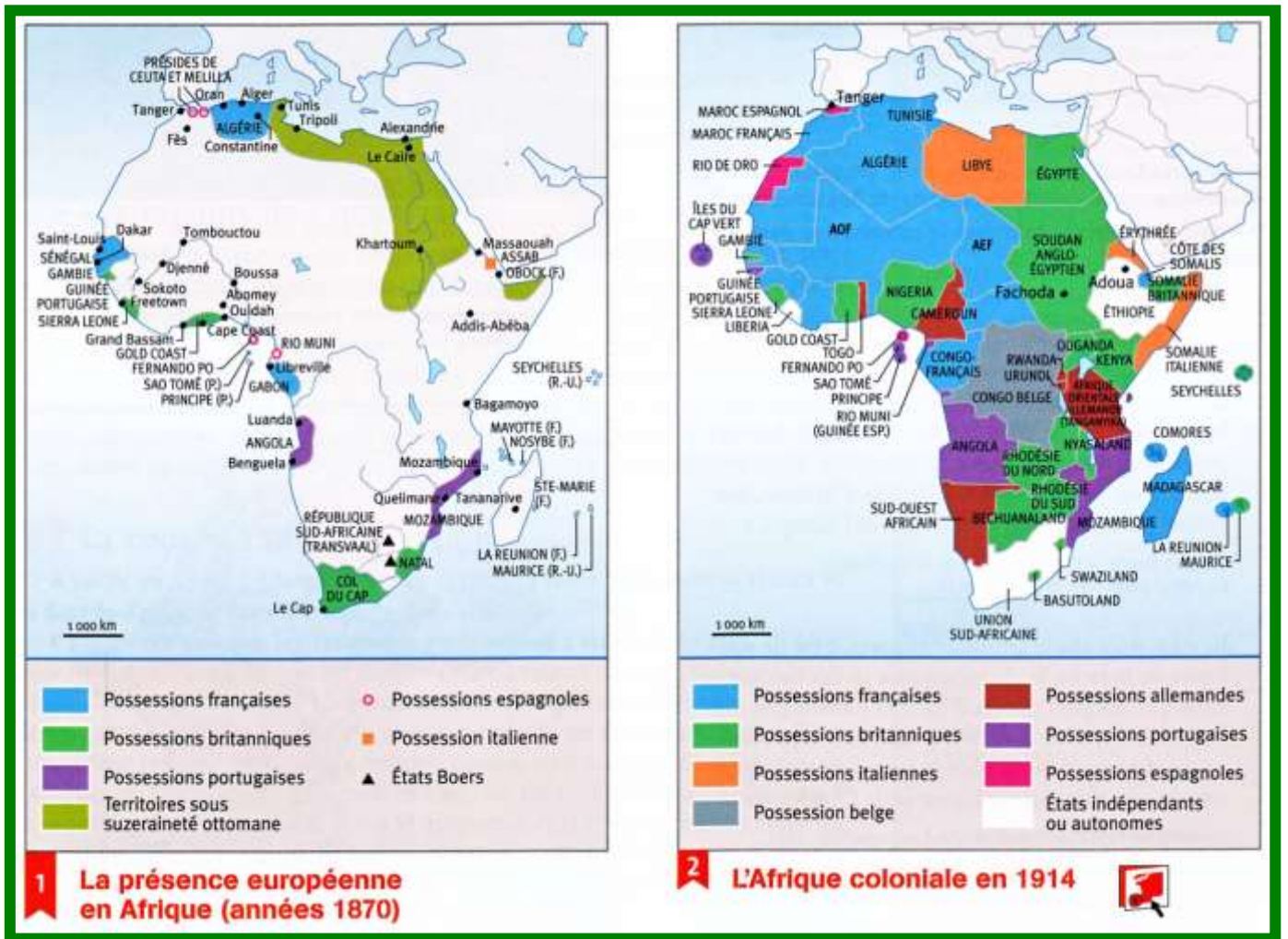
Mais comment tout cela a-t-il eu lieu ? Un roi ne doit-il pas penser au bien de ses sujets ? Comment Léopold s'est-il enrichi personnellement grâce à la colonisation ? Et ces dix millions de morts ? Qu'en est-il ? Quel est le lien entre un tel massacre et les tractations financières du roi ? Comment un idéal aussi beau que celui de « progrès » économique peut-il déboucher sur un tel cimetière ? De telles questions se posent encore aujourd'hui et certaines demeurent toujours sans réponse. La tâche de l'enquêteur est de définir d'abord le cadre précis des connaissances actuelles afin d'établir une problématique adéquate.

Dépasser l'anticolonialisme belge : de l'AIA Association internationale africaine, aux expéditions commerciales.

Entre 1.874 et 1.876, le Bush, au centre du continent africain, est encore pour les Européens, une terre mystérieuse sur laquelle, seuls des aventuriers se rendent. Henry Morton Stanley retrouve David Livingstone, après 236 jours de recherche, dans ce qui s'avère une partie du monde en soi, immense, aux inextricables zones de forêts, de marais et de savane, arrosées par un fleuve Congo labyrinthique. Les régions du cœur de l'Afrique intéressent le roi car elles promettent de grandes richesses ; de plus, elles semblent n' « appartenir » encore à personne. Les puissances coloniales européennes sont trop occupées à administrer leurs propres conquêtes, situées pour la plupart le long des côtes atlantiques ou de l'Océan Indien.

Ce que l'on sait peu, mais qu'Elikia M'Bokolo explique très bien dans son livre « Afrique noire Histoire et civilisation », c'est que la zone du bassin congolais était déjà le lieu de différents partages et rapports de force, internes au vaste réseau des tribus et des royaumes du continent africain. Certains envahisseurs venant du Soudan comme Rabah Fadlallah, ou de Zanzibar comme Tippu Tip, un négrier swahili, s'étaient installés dans la région, l'avaient administrée et organisée. Ainsi certains de ces chefs, à la tête de royaumes parfois plus grands que certains pays d'Europe, des hommes très charismatiques et concernés comme ailleurs par les questions commerciales, s'avéraient souvent en concurrence les uns contre les autres. « S'il faut éviter, de toute évidence, de prendre pour argent comptant les récits coloniaux, étalant avec complaisance les "guerres" tribales et les conflits de toutes sortes, destinés à fonder le mythe de la colonisation salvatrice, il faut aussi récuser les théories, longtemps en vogue dans certains milieux nationalistes africains, d'une Afrique consensuelle, jouissant de ses équilibres harmonieux dans une paix constamment renouvelée. ». La nature humaine est partout la même, et si l'Europe a connu des guerres internes pendant tant de siècles jusqu'aujourd'hui, il n'y a aucune raison pour que l'Afrique ne partage pas aussi sa part du gâteau. Le malheur est que ces tensions allaient naturellement servir les intérêts des colons.





L'État belge, malgré les arguments de Léopold, s'intéressait alors très peu à la question coloniale, ce qui ne sera plus le cas trente ans plus tard, avec l'adhésion générale à la mystique coloniale et à ses intérêts économiques. Mais, en 1.876, les Belges étaient encore très habités d'un anticolonialisme actif « qui puisait sa force dans l'attachement profond du plus grand nombre à la neutralité de la Belgique ». Alors, afin de parlementer la distribution des territoires africains, Léopold s'engage à titre privé dans l'entreprise, et organise une conférence géographique internationale, dans son palais, autour de la question de la colonisation du bassin du Congo. Évidemment, c'est le discours humaniste qui prédomine. Pour le souverain, il s'agit « d'ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'ait point encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent des populations entières ».

La conférence organisée par Léopold aboutit à la fondation de l'Association internationale africaine, AIA, dont le comité central est aussi dirigé par Léopold. Le roi sait bien se placer et tient les rênes des débats, alors même qu'il n'a toujours pas de colonie. Plus tard, en moins de trois ans, il créera encore deux autres regroupements associatifs. L'AIA sera à l'origine de la création du Comité d'études pour le Haut-Congo en 1.878, qui en 1.879 donnera lui-même naissance à l'Association internationale du Congo, AIC. Cette longue suite de fondations d'associations permet à Léopold, toujours sous couvert de vouloir porter les valeurs humanistes au centre de l'Afrique, de trier les gens qui l'entourent, de garder la maîtrise sur les concepts et de, petit à petit, faire passer au premier plan les questions économiques, tout en recalant au second plan les questions philanthropiques.

L'AIC regroupe ainsi les principaux intéressés à la colonisation du Congo : des scientifiques et des hommes d'affaires représentant les intérêts financiers de compagnies britanniques et hollandaises, ainsi que des proches du roi, dont les contacts se dispersent dans toute l'Europe. C'est au nom de l'AIC que Léopold envoie progressivement des expéditions dans les zones les plus reculées du bassin congolais, de sorte que ces régions dénuées de voies de communication praticables soient maîtrisées et, surtout, deviennent exploitables pour le commerce.

HENRY MORTON STANLEY, LE « CASSEUR DE PIERRES » AU SERVICE DU ROI



Le principal obstacle à l'avancée des colons le long du grand fleuve sont les cataractes : des immenses chutes d'eau qui coupent en deux le territoire, délimitant un Congo d'en-bas et un Congo d'en-haut. Le roi donne le commandement des opérations à **Stanley** qui, le premier, avait descendu le fleuve Congo depuis l'Est jusqu'à l'Atlantique. Durant les sept années qui suivent, Léopold subventionne les nombreuses expéditions menées par l'explorateur, visant à créer d'abord un passage entre le bas et le haut Congo, puis à organiser les infrastructures nécessaires au commerce dans tout le bassin centrafricain.

Stanley, le fameux journaliste américain d'origine anglaise, héros des grandes découvertes du XIX^e siècle, est un personnage contrasté et polémique aujourd'hui. Si Léopold ne lui avait pas proposé beaucoup d'argent, il est fort probable qu'il ne se serait jamais mis à son service. Aventurier au fort sens pragmatique, il réussissait en général ce qu'il entreprenait : retrouver Livingstone dans un pays inexploré, être le premier Européen à traverser l'Afrique centrale, même si cela doit coûter la vie à 244 hommes sur 360. Il était aussi un homme peu scrupuleux, agressif avec les autochtones – les Africains l'avaient surnommé *Boula Matari* « le casseur de pierres », et il était également manipulateur. Il sut très bien s'arranger avec Tippu Tip qui lui fit découvrir « l'immense système de navigation du bassin du Congo et [...] les ressources potentielles de la région », en échange, d'un accord commercial basé sur l'exploitation de l'ivoire et des populations locales. De plus, lors des différentes expéditions qu'il a menées pour Léopold, Stanley aura fait signer à des centaines de chefs africains illettrés des traités dans lesquels ils reconnaissent au roi Léopold la pleine propriété de leurs terres, et s'engagent à lui fournir le personnel nécessaire à l'exploitation et au transport de l'ivoire et du caoutchouc.



Les « comptoirs » fondés par Stanley, reliés par des bateaux à vapeur, resteront fameux dans l'imaginaire collectif pour être le décor d'un des grands romans de la littérature anglaise, *Au cœur des ténèbres*, de Joseph Conrad,

un auteur d'origine polonaise, qui décrit dans un style très impressionniste l'état d'esprit malsain des colons dans le Congo de Léopold, les exactions commises sur les populations locales, et les modes d'installation progressive des Européens toujours plus loin dans les terres, à coups de fouet, de manipulations et de tueries incontrôlées. L'auteur décrit, entre autres sévices, le travail de portage, un cas de figure célèbre, considéré comme un progrès sur la prévalente condition d'esclave, et qui causera la mort de nombreux Africains : « Vu aussi à l'occasion un porteur mort à la tâche et couché dans l'herbe haute sur le bas-côté, sa gourde vide et son grand bâton posés à côté de lui ». Conrad lui-même servira pendant six mois, en 1890, comme capitaine de steamer, dans l'État indépendant du Congo. Il en reviendra malade, traumatisé, et ne s'en remettra vraisemblablement jamais.

En 1884, l'Association internationale du Congo, AIC, est une flottille de cinq steamers, navires à vapeur, un réseau de quarante stations couvrant plus de la moitié du Congo actuel, et cinq cents traités de suzeraineté passés avec les autochtones. Le bassin du Congo est désormais navigable et exploitable. Différentes compagnies commencent à s'intéresser au territoire exploré par les adjoints de Léopold. Les nations coloniales se tournent également vers cette région nouvelle, riche de promesses exportatrices et de bricolages divers. Léopold est prêt pour parlementer son partage, ce qui aura lieu dès novembre 1884, lors de la très longue Conférence de Berlin, celle-ci durera en effet quatre mois, jusqu'en février 1885.

Le partage berlinois du « gâteau africain » entre Puissances occidentales.

La Conférence de Berlin est organisée par Bismarck pour l'Allemagne : cette nation nouvelle cherche à défendre ses acquisitions tardives dans le jeu colonial de la fin du XIX^e siècle, tout en détournant la France de l'Alsace-Lorraine, terrain de contestations nombreuses depuis la guerre de 1870. Cette conférence internationale réunit quatorze pays européens, la Russie, les États-Unis d'Amérique, ainsi que l'Empire ottoman. Elle vise à régler pacifiquement les litiges survenus en Afrique, à la suite des conquêtes coloniales. Aucun Africain n'est présent.



Trois litiges principaux concernent presque exclusivement le Congo. Les questions sont : la liberté de commerce dans le bassin du Congo, la liberté de navigation sur les fleuves du Congo et du Niger, les formalités à remplir pour rendre effective l'occupation de cette zone dans la course à sa colonisation. L'Allemagne, ainsi que d'autres pays, souhaiterait voir cette immense zone au centre du continent rester neutre et ouverte au commerce pour tous. Ils craignent que les rivalités intercoloniales se rallument, rivalités qui coûtent cher et troublent le rendement économique des colonies. La France et l'Angleterre surveillent tout cela d'un œil sobrement supérieur. Les deux grandes puissances coloniales considèrent que si ce territoire est accordé au petit roi belge, il sera aisé de le lui subtiliser plus tard. « John Kirk ne désespérait pas que « le projet du Congo put être détourné entre des mains anglaises » (1882). Plus intéressée encore, la France calma son impatience en avril 1884, après que Léopold II lui eut reconnu un « droit de préférence » au cas où le roi propriétaire du Congo en viendrait à vendre ses possessions. ».

La liberté de commerce prévaut sur les questions de conflit, le plus important restant les bénéfices matériels des échanges.

L'Acte final est rédigé à la fin de la conférence. La lutte contre l'esclavage n'occupe que dix lignes dans ce texte qui s'étend dans sa totalité sur plus de quinze pages. Le but principal de cette charte est de garantir la plus grande liberté de commerce afin que tous les pays intéressés puissent retirer de la nouvelle région congolaise les avantages de l'exploitation des ressources. Ainsi les règles commerciales fixées interdisent tout protectionnisme économique. « Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droit d'entrée et de transit. » Le pays qui héritera de cette colonie « ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale ». De plus, aucune taxe ne pourra être perçue sur les marchandises exportées : « Il ne sera établi aucun péage maritime ni fluvial basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires ».

Un article stipule même que le trafic doit demeurer « libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fers, lacs et canaux mentionnés ». La liberté de commerce prévaut sur les questions de conflit, le plus important restant les bénéfices matériels des échanges. Les guerres, elles, sont secondaires, alors même que la limitation des rivalités militaires fut la première raison évoquée à l'ouverture de cette conférence. En définitive, sous prétexte de défendre la liberté et l'égalité du commerce, les signataires de la Conférence de Berlin vouent le Congo à la « jungle » économique et à ses corollaires. Dans la réalité, les concepts d'égalité et de liberté défendus dans les trente-huit articles de l'Acte général ne seront jamais respectés, car Léopold maintiendra sur le Congo un monopole très serré, des taxes et des droits de douanes multiples. Mais ces exigences, semblables à celles que pourrait défendre un État digne de ce nom, ne seront en vérité appliquées que pour assurer la fortune personnelle du roi. En effet, les sommes d'argent seront versées sur le compte privé du roi Léopold, aux dépens des autres États signataires de la Conférence, aux dépens de la Belgique qui aura beaucoup investi pour aider le souverain dans son exploration, et bien entendu aux dépens du peuple colonisé.

VERS L'ÉTAT « INDEPENDANT » DU CONGO.

En ce qui concerne l'attribution de cette colonie à un pays précis, le principe de l'effectivité est établi. Cela signifie que le pays qui sera le plus efficace dans l'entreprise coloniale aura droit et reconnaissance d'annexion de ce territoire par les pays concurrents. Les modalités de cette « effectivité » ne sont pas précisées. Près d'une décennie est passée depuis la première conférence géographique organisée par le roi à Bruxelles. Léopold est le personnage d'envergure internationale qui aura le plus œuvré et investi pour rendre accessible cette partie du globe. Les nations voisines ont suivi avec intérêt les travaux de l'Association internationale du Congo, AIC. Possession octroyée à titre personnel à une tête couronnée, liberté de commerce totale garantie pour toutes les compagnies et tous les états coloniaux, neutralité de l'État quant aux dissensions politiques : tous ces aspects feront du Congo belge un cas à part dans l'histoire de la colonisation.

Accorder ce territoire à une entité neutre ne peut que conforter les colonisateurs dans leurs convoitises respectives. Puisque les modalités d'une occupation léopoldienne permettent de résoudre les trois litiges principaux dont la Conférence se veut la modératrice, la balance finit petit à petit par pencher en faveur du roi. Le commerce de toutes les nations jouissant d'une liberté complète, serait assuré par lui, sans présence réelle de l'État belge sur le territoire, et dans la garantie du libre-échange. Dans un de ces subreptices glissements dont Léopold avait le secret, l'AIC est progressivement reconnue par les pays assemblés comme étant un état souverain « fondé à signer, au même titre que quatorze homologues, l'Acte général de la conférence ».

Quelques mois plus tard, le 29 mai 1.885, un décret transforme l'Association en État indépendant du Congo. L'AIC devient l'EIC. Et au milieu du mois de juillet, Léopold en est déclaré roi. Il ne se rendra jamais au Congo. Il en sera pourtant le souverain pendant vingt-quatre ans, jusqu'en 1.908. Il en sera également le propriétaire privé, l'État belge n'étant d'abord pas intéressé ni concerné par l'aventure. Possession octroyée à titre personnel à une tête couronnée, liberté de commerce totale garantie pour toutes les compagnies et tous les états coloniaux, neutralité de l'État quant aux dissensions politiques : tous ces aspects feront du Congo belge un cas à part dans l'histoire de la colonisation.

Comme le déclare Elikia M'Bokolo dans *Le livre noir du colonialisme*, ces abracadabrants arrangements juridiques, réalisés avec l'accord de toutes les puissances européennes et des Etats-Unis d'Amérique ont donné naissance à un régime de conquête coloniale qui a façonné le colonialisme naissant dans l'ensemble de l'Afrique centrale et dont les effets continuent de se faire sentir dans cette région jusqu'au début du XXI^e siècle.

TRAVAUX FORCÉS, MUTILATIONS, VIOLS.

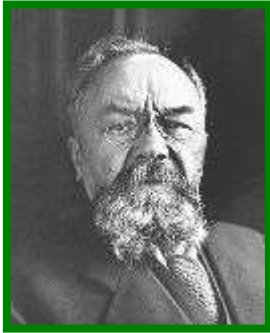
Léopold II, roi des Belges, a compris l'intérêt qu'il y avait à exploiter cette matière nouvelle et pleine de promesses grâce au développement soudain de l'automobile. Il devient propriétaire des terres et des hommes, il ne reste plus qu'à les contraindre par la force. L'horreur commence avec le 19^{ème} siècle finissant. On viole, on incendie les villages en toute impunité et l'on réinvente l'esclavage pour les travailleurs du caoutchouc. Les enfants sont contraints de travailler, ils sont mutilés s'ils ne sont pas assez rapides, tués par tribus entières. L'ensemble des hommes marchent au fouet. Les femmes sont forcées aux rapports sexuels, les bébés jetés dans les fossés. L'Occident laisse faire, elle seule y gagne, car il faut toujours plus de caoutchouc, pour les pneus des automobiles. Cette folie durera vingt ans et l'on estime à 10 millions le nombre de Congolais morts par ce régime de torture. Ce sont des voyageurs et des intellectuels qui alerteront le monde, tels Mark Twain, ou Conan Doyle, qui écrira :

« Beaucoup d'entre nous en Angleterre considèrent le crime qui a été commis sur les terres congolaises par le roi Léopold de Belgique et ses partisans comme le plus grand crime jamais répertorié dans les annales de l'humanité. Je suis personnellement de cet avis ». Quand ces massacres éclatèrent au grand jour, Léopold II fut contraint de céder le Congo, dont il avait fait sa propriété privée à la Belgique, qui lui accorda l'indépendance quelques années après en 1.962. Cela n'empêche pas les rues, les avenues, les ponts « Léopold II », sans doute l'un des plus grands génocidaires de tous les temps, et en l'absence de toute condamnation par les Gouvernements de l'époque et les Institutions comme les Représentants des trois religions monothéistes.

En 1.885, l'esclavage est aboli dans les constitutions européennes depuis quelques années, dont la France en 1.848 mais rétabli par J. Ferry par le Code de l'indigénat en 1.885. -Cf. introduction pages 73/85-, mais un explorateur belge du nom de Stanley, que l'on vénère encore ici ou là comme un « défricheur de civilisations », achète pour quelques poignées de francs des terres à des chefs illettrés qui s'engagent à fournir la main d'œuvre nécessaire à l'exploitation de l'hévéa, l'arbre à caoutchouc.



LA FABRICATION DU PNEUMATIQUE, UN GENOCIDE FRANCAIS ET CRIME CONTRE L'HUMANITE OUBLIE DE 2 MILLIONS D'INDOCHINOIS ET ZAÏROIS.



✶ ANDRE MICHELIN.



FRANCOIS MICHELIN.



EDMOND GISCARD D'ESTAING.

Connaissez-vous cette horrible histoire du pneumatique ? Au 19^{ème} siècle, des millions de Congolais –Zaïrois aujourd'hui- et d'Indochinois ont été massacrés pour exploiter l'hévéa, l'arbre à caoutchouc, par la famille Michelin, d'André à François, et bien autres entreprises coloniales françaises de l'époque comme en Indochine, le consortium des Terres rouges, Edmond Giscard d'Estaing, les Rothschild la Banque Rivaud, celle des aristocrates, etc..... L'Eglise catholique française, par la voie de son Conseil des Evêques, ne reconnaît pas jusqu'à ce jour, les crimes contre l'humanité et génocide commis par les Colons français dans l'Empire colonial, Michelin et bien d'autres Colons seront enterrés en « grandes pompes les mains rouges de sang, et par droits successoraux, sur tous leurs descendants et héritiers ». François Michelin sera enterré sous l'égide bienveillante de l'Evêque de Clermont-Ferrand, de l'Eglise de France et du Vatican. Pourtant l'excommunication existe.... ?

Ils auraient dû être excommuniés de leurs vivants, puis refuser à leurs familles les célébrations d'offices religieux. Cet Evêque célébra la messe et prononcera l'homélie, et avec tous les honneurs, au grand complet, des Corps constitués départementaux d'Auvergne et sans, heureusement, ni citation dans les ordres nationaux et étrangers, ni de Représentants d'Institutions nationales françaises, européennes, et internationales. Ceci est une bien maigre consolation !!!

Mais pour l'Auvergne une honte à perpétuité..... Pour ces crimes, contre l'humanité, connus de tous dans le monde, sauf pour l'Eglise et de la société auvergnate. Fervent chrétien, ce « patron le plus secret de France » a été controversé, y compris par les Autorités françaises pour son paternalisme et sa communication minimale de son entreprise.

Après avoir été, en France, une source de richesses inouïe pour des entreprises, des villes, des régions, le pneumatique est synonyme aujourd'hui de délocalisations, de plans sociaux, de chômage de masse. Michelin, Goodyear, Continental ! Les belles années sont derrière nous, rien ne va plus et ça n'est sans doute pas fini. Mais, par le prodige des grands silences qui font oublier ce dont il ne vaut mieux pas se souvenir, on a occulté largement les débuts du pneumatique. Pourtant son histoire liée à celle du caoutchouc s'est écrite dans le sang. Mais auparavant, cette Entreprise faisait peu le cas sur la condition sociale de ses salariés. En juin 1.936, les ouvriers obtiennent près de 25 % d'augmentation de salaire, suite aux grèves de cette année-là. Au mois de septembre 1.999, l'entreprise annonce simultanément des bénéfices semestriels en hausse et un plan de restructuration entraînant 7.500 suppressions d'emplois qui ouvrira une polémique en France sur les licenciements boursiers, en vue de créer des emplois à l'étranger. Ces deux exemples expliquent bien les méthodes musclées de ce Groupe, auxquels s'ajoutent les conditions de travail dans les usines. Dans les années 1.980 l'espérance de vie des ouvriers était de 68 ans pour un départ en retraite à 65 ans. **Les pages suivantes sont consacrées au travail remarquable réalisé par Eric Panthou sur l'esclavagisme des coolies dans les plantations indochinoises de Michelin, des années 1.925/40, aux côtés des récits d'A.Viollis et A. Malraux.**

LES GISCARD D'ESTAING : DU LOBBY COLONIAL AU LOBBY NUCLEAIRE.

Edmond Giscard, père de VGE, ainsi que plusieurs membres de sa famille, fut autorisé, par un décret en Conseil d'Etat en date du 17 juin 1.922, à relever le nom de sa trisaïeule Lucie-Madeleine d'Estaing de Réquistat du Buisson (1.769-1.844), Comtesse de La Tour Fondue, dernière du nom d'Estaing, afin de s'appeler Giscard d'Estaing. Il joue un rôle de premier plan dans les affaires indochinoises dans les années 1.930, puis après-guerre. Avant 1.939, il est membre de huit conseils d'administration différents dans cette colonie, soit en qualité de « simple administrateur » -Crédit foncier de l'Indochine, Société des papeteries de l'Indochine, Verreries d'Extrême-Orient, Crédit Hypothécaire de l'Indochine-, soit en qualité de président -Société anonyme Chalandage et remorquage, Société Indochinoise des Cultures Tropicales, Sucreries et raffineries de l'Indochine, cotées à la Bourse de Paris.

✶ André Jules Aristide Michelin est un ingénieur et industriel français, Centralien de la promotion 1.877, constructeur de charpentes en fer et fabricant de caoutchouc,

co-fondateur avec son frère Édouard de l'empire du même nom.

Il est Inspecteur des finances, Président des comités de la Chambre de commerce internationale et Président de la Société française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc. Il préside, à partir des années 1.930, la Société financière française et coloniale –SFFC-, qu'il parvient à redresser financièrement. Cette société change de nom en 1.949 et devient SOFO, la toute puissante Société financière pour la France et les pays d'Outre-Mer, qu'il continue à présider. Il démissionne de la présidence de la Société Financière pour la France et l'Outre-mer –SOFO- le 28 juin 1.973. Il décède le 03 08 1.982, il ne pouvait donc pas ignorer, comme la famille VGE, le passé de collaborateur nazi et fasciste et anti-juif de R. Bousquet... !

Le discours d'adieu est prononcé par René Bousquet, membre du Conseil d'Administration, mais aussi Collaborateur nazi notoire, organisateur des rafles du Vel 'Hiv et de Marseille en 1.942/43. Il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil d'Edouard Payen. Il est maire de Chanonat de 1.932 à 1.947. **Sous le régime de Vichy, il est décoré de l'ordre de la Francisque, ainsi qu'Edmond Giscard d'Estaing.** Ce dernier, est aussi regardé avec méfiance par les autorités allemandes. Il a été membre de la société secrète France, Groupe Synarchique, voir les archives des Renseignements généraux de 1.945. Il est inhumé à Saint-Amant-Tallende dans le Puy-de-Dôme, après avoir été décoré de l'ordre de la Légion d'honneur, avec le grade de grand officier.

IL FAUT SAVOIR QUE L'ON N'ACCROCHE PAS LA LEGION D'HONNEUR FRANÇAISE SUR LA FRANCISQUE DU REGIME DE VICHY.

Edmond Giscard d'Estaing ou « la bête du Gévaudan, lieu d'origine de la famille » est un ultralibéralisme. Les États ne doivent pas « emmerder les grosses boites », seulement être là pour favoriser leur développement. Dès la fin des années 1.920 après la première guerre il milite dans le Comité d'Action Économique et Douanière, CAED de Jacques Lacour-Gayet, **pour une Europe du libre-échange.** Dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette association reprend son combat, participe aux premières grandes réunions pour faire l'Europe, congrès de la Haye du 7 au 10 mai 1.948 sous la présidence d'honneur de Churchill, sortes de groupes de pression très appréciés par les multinationales. Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si le fiston Valéry est réputé européen... Il y a plus de liens entre le père et le fils qu'on ne le sait, d'ailleurs Valéry le haut fonctionnaire parisien, a toujours voté à Chanonat chez papa, puis reprendra le château plus tard. L'ultralibéralisme, c'est la théorie qu'on trouve dans les nombreux articles et bouquins d'Edmond Giscard d'Estaing. **L'historienne Annie Lacroix-Riz a retrouvé la preuve de l'appartenance d'Edmond Giscard d'Estaing au milieu de la Synarchie. Ce groupement discret des puissants banquiers et industriels, voulait faire tomber la République avant la guerre de 1.938.** C'est un élitiste, c'est donc aussi un colonialiste, un homme blanc dans ce cas, qui s'occupe, avec tous les pouvoirs, de "l'indigène".

Ce qui a fait la richesse de la famille Edmond Giscard d'Estaing, c'est la SFFC (Société Financière Française et Coloniale) renommée SOFFO (Société Financière pour la France et l'Outre-mer) en juillet 1.949, dont Edmond est le Président, pendant 40 ans ininterrompus de 1.933 à 1.973, la veille de l'élection du fiston, il a alors 79 ans). La SFFC marche en duo avec la Banque de l'Indochine : mélanges complexes interdépendants indéchiffrables des intérêts de la haute finance coloniale. Et le gros des affaires de la SFFC pendant une bonne partie du siècle, c'est l'Indochine. Or si les français sont en Indochine et certains peuvent y faire sur le long terme de confortables bénéfices, les coolies du Nord surpeuplé, pour le caoutchouc et autre anthracite, étain, ne coûtent pas bien cher mais on se méfiait de l'esprit "Viêt", c'est parce qu'ils la tiennent militairement. Et l'armée c'est qui, qui la paye ? le contribuable, merci à lui de la part de la Banque de l'Indochine et de la SFFC/SOFFO, entre autres. Par ailleurs, lorsqu'en 1.954 après Dien Bien Phu les français doivent quitter le Tonkin, ces entreprises coloniales ont été financièrement dédommagées par l'État français "à condition qu'ils soient réinvestis", ce qui sera fait en Afrique et métropole. Merci encore aux contribuables pour l'assurance tous risques gracieusement offerts.

Edmond Giscard d'Estaing est par ailleurs dans de multiples Conseils d'Administration, vraiment dans beaucoup, et autres organisations patronales. **Autre aspect des deux très proches frères René et Edmond Giscard d'Estaing, ils étaient des proches de Philippe Pétain.** Dans le Puy-de-Dôme, les deux frères ont leur château respectif à quelques kilomètres l'un de l'autre, et à Paris, leur appartement/maison du XVIè, de là où le jeune Valéry a fait sa deuxième année de prépa à Louis-Legrand l'année scolaire 1.943-44 étaient à quelques centaines de mètres l'un/l'une de l'autre. Les enfants de René et Edmond Giscard d'Estaing étaient toujours ensemble. La défaite est bien triste mais on se console avec Pétain et la collaboration, et la vie continue. Pendant toute la guerre, Edmond Giscard d'Estaing n'a laissé tomber aucune de ses affaires, aucun de ses postes. En fait, elles marchaient pas mal, ses affaires, l'émission de nouvelles actions, augmentations de capital...etc.... Le Japon, jusqu'au bout, achetait toute la production de l'Indochine vichyste, toute la guerre le régime de Vichy a eu son ambassade à Tokyo, la Banque d'Indochine avait une branche à Tokyo et un compte à "la banque Specie de Yokohama" de Tokyo.

Il préside, à partir des années 1.930, la Société financière française et coloniale –SFFC-, qu'il parvient à redresser financièrement. Cette société change de nom en 1.949 et devient la puissante Société financière pour la France et les pays d'Outre-Mer –SOFO-, qu'il continue à présider. Sous le régime de Vichy, il est décoré de l'ordre de la Francisque. Il a publié une quinzaine d'ouvrages sur l'économie. De même, la Société financière française et

coloniale- SFFC- était actionnaire avant la guerre de Lorraine-Dietrich qui dans sa grosse usine d'Argenteuil réparait des moteurs d'avions pour le 3è Reich. Évidemment c'était impossible de l'empêcher et on constate à la sortie de la guerre que la –SFFC- avec Edmond Giscard d'Estaing comme Président, l'est toujours, actionnaire. Idem pour les assurances Le Phénix, qui devient ensuite AGF, dont Edmond Giscard d'Estaing était aussi le Président. Pearl Harbour ou pas, rafles ou pas, les affaires continuaient. Oh...! Edmond Giscard d'Estaing n'est pas le seul. **La France des affaires presque entière a collaboré économiquement avec le 3è Reich ou l'empire du Soleil levant, ce n'était pas facile de faire autrement. Mais on a le droit aussi de le constater, et il ne faut pas non plus faire croire que c'est le contraire qui s'est passé.**

René Giscard d'Estaing, plus expansif, a été moins discret. Au deuxième anniversaire de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale, chargée de faire appliquer cette « Révolution nationale » de Philippe Pétain, les 29-30 août 1.942 à Gergovie, c'est lui qui fait le premier discours et qui avait écrit le suivant. Grand moment ensuite à Clermont-Ferrand à une dizaine de kilomètres où tout le monde est présent, **Philippe Pétain, Pierre Laval, René Bousquet...** C'était précisément le moment où le régime faisait des rafles dans sa zone libre. Et les derniers des 4.000 enfants d'une rafle précédente, celle du Vel d'Hiv à Paris, un temps, parqués à Beaune-la-Rolande sous la garde des gendarmes-nounous du régime vichyste, ont dû arriver au camps d'Auschwitz la veille de ces célébrations au haut lieu du plateau de Gergovie (aucun n'est revenu). Leurs mamans et papas qu'on leur avait arrachés doivent partir en fumée au même moment.

Il ne faudrait pas croire, Edmond Giscard d'Estaing n'est pas pour autant une sainte-ni-touche. Pendant des décennies après la guerre, il siégeait dans les mêmes sociétés et conseils d'administration que **René Bousquet, le nazi** comme le Crédit foncier de l'Indochine, la Société des papeteries de l'Indochine, les Verreries d'Extrême-Orient, le Crédit Hypothécaire de l'Indochine, soit en qualité de Président de la Société anonyme Chalandage et remorquage, la Société Indochinoise des Cultures Tropicales, les Sucreries et raffineries de l'Indochine, toutes cotées à la Bourse de Paris. Le nazi, René Bousquet, a été aussi embauché comme Secrétaire Général à la Banque de l'Indochine en 1.950, par la famille d'Edouard Alphonse James de Rothschild. Son Guy lui succédera, à la tête de la puissante Banque de l'Indochine, actionnaire de la BAO, Banque d'émission du F.cfa, dont l'auteur en sera un Fondé de pouvoirs et Cadre dirigeant. **En raison de son passé de collaboration avec les régimes fascistes de l'axe Japon inclus, cette banque d'affaires sera contrainte de se retirer du capital de la BAO en 1.965, pour marquer la fin de la période de la seconde guerre mondiale, et de la France pétainiste en Afrique de l'ouest.** A noter que dans sa culture bancaire, cette Banque, la BAO, s'était toujours interdite de financer les fabrications d'armes et leurs commercialisations. Les Collaborateurs qui ont osé passer outre ont été révoqués sur le champs.

Pour sa part, l'Auteur remettra à sa place, en 1.977 F. Michelin devant le SG de la Pce de la Côte d'Ivoire qui souhaitait mettre les Banques à ses genoux. A cette occasion-là, il fût également sèchement rappelé à l'ordre, par les Ministres des Finances et du Plan, et prier de s'en tenir à son rôle de Pdt de Michelin. Puis, ils l'obligent de rester à sa place pour suivre les débats sur le rôle de chacun dans une économie maîtrisée. En 1.993, devant le Commissaire de l'agriculture à Bruxelles, les Leclerc, Mulliez Pdt/d'Auchan-, etc..., pour leurs méthodes de négoce en Afrique, avec rétro-commissions en sous mains, qui spolient les revenus des pays du tiers monde.

Il n'y a pas que René Bousquet, (voir aussi page 818), mais aussi son bras droit patron de la police, n°2 pour la rafle du Vel d'Hiv, Jean Leguay, et quelques autres de la même tendance également. C'est le moment où il faut rapatrier les fonds et les avoirs des succursales indochinoises lors de la guerre d'Indochine, là où la Sté financière pour la France d'Outre Mer – SOFFO - d'Edmond Giscard d'Estaing, ex SFFC Sté financière française coloniale, a tant d'affaires. Les pro nazis, R. Bousquet et J. Leguay, notamment, vont réussir cette métamorphose pour faire de la Banque de l'Indochine la troisième grande banque d'affaires française, devenue l'Indosuez. En plus, tous les transferts de fonds pour le corps expéditionnaire français qui combat le Vietminh, soldes, frais de ravitaillement, etc..., passaient obligatoirement par la Banque de l'Indochine, la banque émettrice de la piastre.

La proximité de la famille de VGE avec R. Bousquet et autres personnalités françaises pro-nazis amèneront, la famille Veil à couper toutes relations avec l'ancien Pdt, en particulier lors de la cérémonie de la panthéonisation de P. et S. Veil.

Valéry - Schneider/Framatome. Valéry se marie en décembre 1.952 avec Anne-Aymone dont la grand-mère paternelle était Marguerite Schneider. Valéry est désormais un cousin des Schneider par alliance, Inspecteur des finances par ailleurs, il va côtoyer dans les réunions de familles déjà, le grand patron Charles Schneider désormais "son oncle", pendant 8 ans, décédé en 1.960. C'est le moment où Charles Schneider crée Framatome avec Westinghouse en 1.958, ainsi que Brevatome avec EDF et le CEA en 1.959. De 1.960 à 1.969 le groupe industriel est dirigé par la tante d'Anne-Aymone, et de Valéry par alliance, Lilian Schneider. La période n'est pas facile mais a lieu un événement d'importance et d'espoir pour le groupe, en 1.961/62 commence la construction du réacteur nucléaire prototype 350 MWé de Chooz : commande à Framatome/Schneider, contrat clé en main par EDF et le belge Electrabel, SENA. Le réacteur démarre en oct 1.966. Quinze mois après son démarrage, on évite la catastrophe nucléaire d'un

cheveu, et l'événement a été gardé très discrètement. En même temps de son côté Valéry a grimpé vite les échelons. De 1.959 à 62, il est Secrétaire d'État au ministère des finances puis, de janv. 1.962 à déc. 1.965, il est le ministre des finances, du Gouvernement de G. Pompidou. Nouvelle réalisation, sur le territoire belge cette fois, encore une signature franco-belge, SEMO SA, 50% EDF, en 1.968 pour un réacteur atomique plus gros, de ~ 900 MWé, à Tihange, à moins de 100 km de Chooz. C'est encore un REP Westinghouse avec la cuve Framatome/Schneider, début des travaux en 1.970. Avec ces réalisations dans la musette, le groupe Framatome /Schneider est dans les starkings blocs, à l'affût..... Valéry est Ministre des finances de juin 1.969 jusqu'à mai 1.974.



Tran Tu Binh, de son vrai nom Pham Van Phu, est né le 5 mai 1.907 dans une famille pauvre de la province d'Ha Nam. Après la récolte qu'il dirige dans la plantation Michelin de Phu-Riêg, il est condamné à cinq ans de travaux forcés à Poulo Condor. C'est là qu'il prend le nom de Tran Tu Binh « **l'homme qui pouvait mourir pour la paix** ». Il devient en 1.936 alors Secrétaire du Parti communiste d'un district, puis de sa province natale. En 1.943, il est arrêté et condamné à 20 ans de prison. Il est alors l'instigateur d'une célèbre invasion dans laquelle furent impliquées plus de cent prisonniers politiques. Il devient en 1.945, un acteur important de la révolution vietnamienne et un proche d'Ho Chi Minh. Nommé général, puis Ambassadeur du nord Viêt Nam en Chine en 1.960, il écrit ses mémoires de coolie dans la plantation Michelin en 1.965, au moment où l'armée américaine s'engage au Viêt Nam.

HOPITAL OU MOUROI ? MICHELIN EN INDOCHINE.



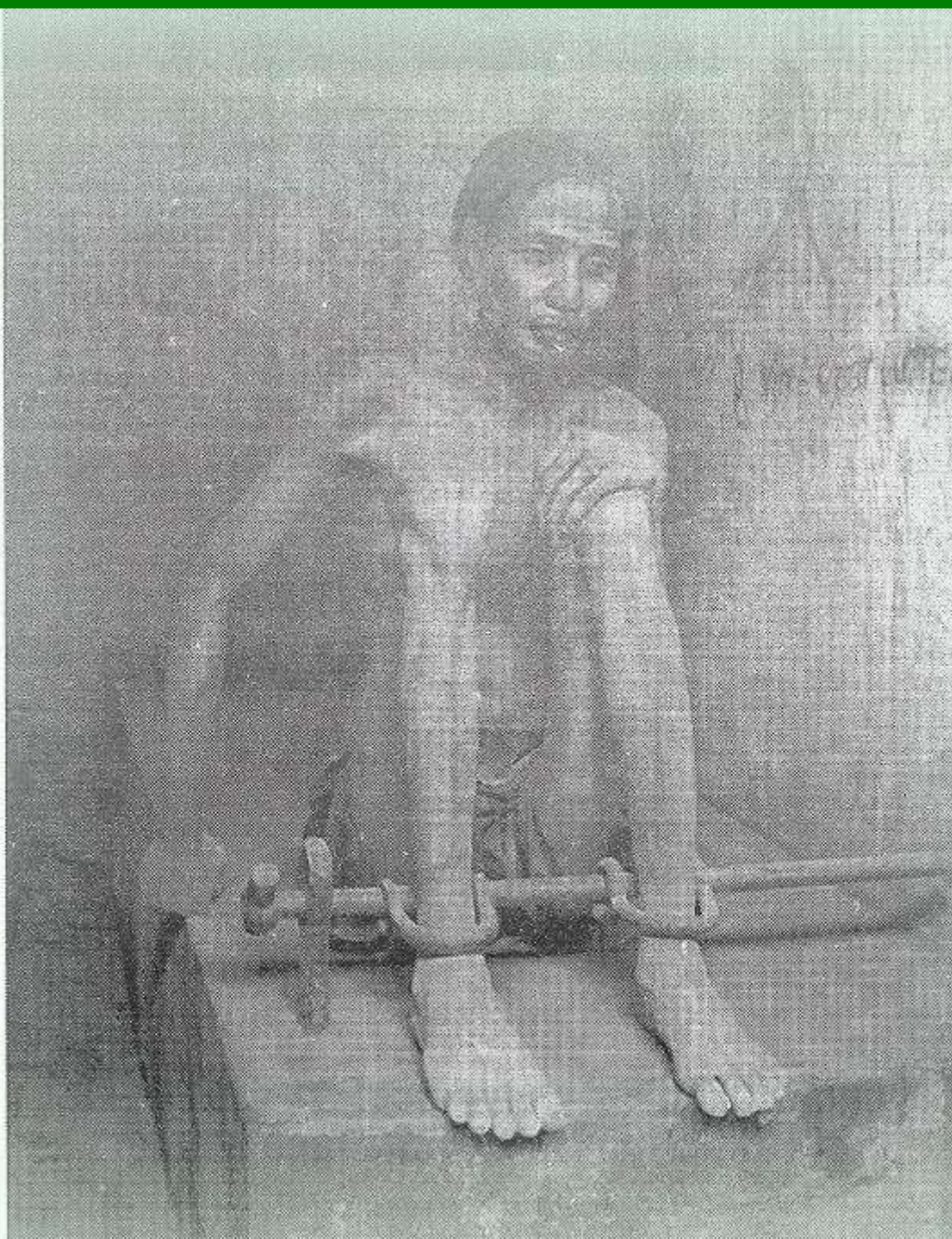


TRAVAIL DES COOLIES.



COOLIES SOUMIS AU SUPPLICE DU CARCAN.





Prisonnier attaché à une barre de justice.

Reconstitution au Musée de l'ancien bagné de Poulo Condor.
Barres utilisées à la plantation Michelin de Phu-Riêng jusqu'en 1930.
(collection privée).

Chapitre 1

Aux origines des plantations Michelin

La question de l'approvisionnement en caoutchouc, produit naturellement par la transformation du latex extrait de l'hévéa, constitue une préoccupation majeure des grandes firmes pneumatiques telles que Michelin, depuis leurs origines. Avant 1900, la Société marqua son intérêt pour constituer sa propre plantation dans les forêts amazoniennes du Brésil. En 1905, André Michelin s'y rend et constate l'échec complet du projet, dû davantage à l'incapacité de la direction mise en place qu'à des raisons techniques ou de main-d'œuvre⁽¹⁾. Cette même année, le docteur Yersin, qui fut à l'origine de l'implantation de l'hévéa au Viêt Nam, parvient à convaincre la Société d'y acheter dorénavant son caoutchouc⁽²⁾. Édouard et André Michelin décident d'investir dans ce pays à partir de 1924, suivant les préconisations de deux cadres envoyés en mission en Asie du sud-est un an plus tôt⁽³⁾. Ils doivent attendre l'automne 1925 pour que soient lancés les travaux de leur pre-

(1) Archives Michelin : Fernand Gillet, *Cent ans d'industrie : histoire anecdotique de Michelin*, Chapitre XXII. Les plantations, p.1. Document dactylographié en plusieurs volumes et rédigé en interne. C'est une source précieuse car l'auteur fut un familier d'André Michelin.

(2) Michraks Aso, *op.cit.*, p.15.

(3) Fernand Gillet, *op.cit.*, p.3.

Aux sources du particularisme des plantations Michelin...

(4) Le plus récent est un historique de la plantation de Dâu-Tiếng depuis ses origines. Hồ Sơn Đài, Trần Phan Chân, Lê Văn Kim... *Lịch sử phát triển công nhân cao su Dâu Tiếng (1917-2010)*. Hồ Chí Minh Ville, NXBC TQB, 2011, p. 31.

(5) *Annuaire du Syndicat des planteurs de caoutchouc de l'Indochine, 1931*, Mulhouse, Braun & Cie, 1931, p. 64.

(6) 1 piastre vaut 12,80 francs pour 1927 et 1928 et 11,46 francs pour 1929 puis 10 francs de l'époque entre 1930 et la guerre.

(7) Alexandre Daroché, *France coloniale et droit de propriété : les concessions en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 2004, 281 p.

(8) Ho Hai Quang, *Le rôle des investissements français dans la création du secteur de production capitaliste au Viêt-Nam méridional*, Thèse Sciences Économiques, Université de Reims, 1982, p. 193-201.

mière concession. Son implantation ne remonte donc pas à 1917 comme la plupart des ouvrages vietnamiens l'indiquent⁽⁴⁾. La confusion vient du fait que Michelin a acquis en 1929 une plantation, Benco, qui avait été mise en valeur par une autre société depuis 1917⁽⁵⁾.

L'attrait du marché indochinois, de sa monnaie refuge, la piastre⁽⁶⁾, et surtout la hausse des cours du caoutchouc (prix de vente dix fois supérieur au prix de revient fin 1925), ont été à l'origine de l'arrivée de ces capitaux. La baisse des coûts du fret et les salaires dérisoires des ouvriers comparés à ceux versés en métropole sont aussi des facteurs décisifs. Nous verrons que l'examen des conditions d'attribution et de mise en œuvre des concessions Michelin permet d'apprécier le poids de la firme auprès des pouvoirs publics et les objectifs ambitieux qu'elle se fixait en ces contrées.

1 – La soif de terres agricoles

Les autorités françaises ont, dès la conquête de l'Indochine, privilégié le développement économique de la région par son secteur agricole. Ceci signifiait l'expropriation des terres présentées avec abus, après la conquête coloniale, comme "abandonnées" ou juridiquement "vacantes et sans maîtres", pour les redistribuer d'abord à de petits colons blancs puis, surtout, à de grandes sociétés capitalistes⁽⁷⁾. Jusqu'en 1913, ces terres sont distribuées gratuitement et sans limites de surface, sous réserve de mise en valeur et du versement d'impôts à taux privilégiés⁽⁸⁾. Michelin

Aux origines des plantations Michelin.

était devenu en métropole l'un des principaux acteurs industriels de l'effort de guerre entre 1914 et 1918 grâce à la fourniture de pneus, mais aussi par sa décision de restructurer ses usines de montage pour fabriquer des avions et de les céder à l'armée à prix coûtant. La Société s'est forgée une image de patriote qui a contribué à sa grande influence auprès des gouvernements qui se sont succédé après-guerre⁽⁹⁾. Ceci facilita l'obtention d'immenses concessions en Indochine à des conditions très favorables comme l'attestent les dossiers des Archives Nationales.

La première concession est celle de Dâu-Tiêng. Elle est acquise auprès d'une société forestière au prix de 10 piastres l'hectare⁽¹⁰⁾. La mise en vente des terrains en avril 1924 soulève les protestations de journaux qui accusent le gouvernement de faire cadeau des Domaines de cette province aux financiers⁽¹¹⁾. Dâu-Tiêng est composée de 8 692 hectares. Elle se situe en zone de "terres grises", dans la province de Thu Dau Mot, à l'est de Saigon. Dâu-Tiêng fait figure de géante. Le mouvement d'expansion des plantations ayant été interrompu à la fin des années vingt, elle reste finalement la plus grande de Cochinchine. Les défrichements débutent lentement en septembre 1925. Après quelques mois, l'échec est patent. Les frères Michelin décident début 1926 d'accorder davantage de moyens à ce projet⁽¹²⁾.

Ces terres grises sont moins humides, donc moins favorables à la croissance de l'hévéa que celles voisines des terres rouges. Mais ces incon-

(9) Annie Moulin-Bouret, Guerre et industrie, Clermont-Ferrand 1912-1922 : la victoire du pneu, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut du Massif Central, 1997, 2 vol, 769 p.

(10) Fernand Gillet, op.cit., p.4

(11) Archives Michelin, Les plantations Michelin au Viêt-Nam : historique de l'achat des concessions en Indochine, étude de M. Boumier.

(12) Fernand Gillet, op.cit., p.5.

(13) *Ibid.*, p.3.

(14) Maurice Bos, "Le développement et l'avenir des plantations de caoutchouc en Indochine", *Revue générale du caoutchouc*, n°125, octobre 1936, p.33.

(15) 1 092 hectares selon Marianne Boucheret. Le chiffre de 5 496 hectares est signalé lors de l'adjudication mais aussi dans plusieurs rapports de l'Inspection du Travail.

(16) *Annuaire du Syndicat des planteurs de caoutchouc de l'Indochine*, 1931, *op.cit.*, p.17.

(17) "Moi" est le terme péjoratif par lequel les Vietnamiens désignent les ethnies non-Viet des hauts plateaux du centre du pays, notamment les Stieng. L'administration utilisait souvent ce terme.

vénients du point de vue agronomique deviennent des atouts si l'on considère le facteur humain. Les défrichements y sont plus aisés donc moins coûteux en main-d'œuvre ; l'humidité relative limite l'intensité du paludisme, cause de nombreux décès en terres rouges ; et le secteur est moins isolé des villes et voies de transport. Michelin aurait opté pour cette concession car, à cette date, il n'y avait pas de surfaces suffisantes disponibles en terres rouges⁽¹³⁾. À l'échelle de la colonie, les plantations de terres grises, qui furent les premières mises en valeur, couvraient 57 000 hectares contre 68 000 en terres rouges en 1935⁽¹⁴⁾.

Michelin voulut ensuite se doter de 40 000 hectares supplémentaires, espérant, à terme, produire ici tout le caoutchouc nécessaire à ses usines en Europe. En raison de la forte concurrence, la Société dut se contenter d'une adjudication, en 1926, portant sur seulement 5 494 hectares, à 10 piastres l'hectare, sur le canton de Thuân-Loï dans la région des terres rouges⁽¹⁵⁾. 1 800 hectares furent plantés⁽¹⁶⁾. Dénommée Thuân-Loï, et plus généralement Phu-Riêng, du nom de la ville proche, cette seconde plantation est le cadre du récit de Tran Tu Binh. Elle relève de la province cochinchinoise de Biên-Hoa.

En 1910, le Gouverneur décida que toutes les terres rouges seraient réservées à la culture du caoutchouc. Dès lors, l'expropriation fut effective pour les communautés proto-indochinoises, désignées sous le terme de "Moi"⁽¹⁷⁾, et vivant sur

Aux origines des plantations Michelin

ces terres. Malgré la résistance de ces populations, des dizaines de milliers d'hectares furent attribués aux grandes sociétés après 1918, dans cette région aux forêts présentées comme vierges et sauvages*. En fait, elles étaient exploitées depuis des générations par ces peuples autochtones habitués à défricher pour cultiver sur des terres brûlées et à faire paître leur bétail sur les surfaces laissées ensuite en jachère. Aussi, va-t-on assister non pas à une mise en valeur des ressources mais à leur exploitation capitaliste.

Ces terres furent obtenues par Michelin en dépit des contestations des colons locaux, et malgré la concurrence des autres gros planteurs qui les convoitaient. Le directeur général des plantations Michelin constate :

« Il est bien évident que nous gênons et gênerons de plus en plus par notre puissance et nos méthodes en Cochinchine les grosses affaires qui ont débuté bien avant notre implantation et qui croient avoir des droits spéciaux dans ce pays et qui feront tout leur possible pour nous gêner et nous fatiguer. Ces grosses affaires organiseront des agences de désertion et des incidents divers aux alentours des plantations et jetteront le discrédit sur le personnel européen de nos dites plantations⁽¹⁸⁾ »

Deux nouvelles demandes de concessions, jouxtant Phu-Riêng sont déposées en 1927, portant à l'origine sur 70 000 hectares. Le domaine convoité de Bu-Rah est connu sous le nom de

* Les archives ont gardé trace de pétitions d'indigènes protestant contre des projets de concessions limitant les espaces exploitables autour de leurs villages. Ceux-ci permirent par exemple de réduire la surface concédée à la Société Mmor, laissant 10 hectares par indigène et suscitant en retour de vives protestations de la Société. Celle-ci entama le défrichement avant même l'autorisation des autorités, détruisant ainsi une partie des surfaces devant revenir aux Indigènes. Bien que la Société obtienne que les villages soient déplacés après une période de deux ans, le directeur d'Ursei fait évacuer immédiatement l'un d'entre eux, au grand dam de l'administration qui ne réagit cependant pas. L'aliénation de leur terre et leur déplacement ont donc été combattus et durement ressentis par ces populations fortement attachées à leur terre. Margaret Stocomb, op.cit., p.35-38 et p.40.

(18) Archives Michelin. Lettre de Guillaume à Monsieur Lenoir : Incidents de Thuân-Loi, 7 octobre 1927.

Aux sources du particularisme des plantations Michelin...

(19) W. S. Kaimowitz, op. cit., p. 78.

(20) ANOM FM/4AFFE-CO 49 : Michelin et Cie à Monsieur le Ministre des Colonies, demande de concession en Indochine, 26 mars 1926.

(21) La mise en valeur d'une plantation en terres rouges est estimée à 600 piastres l'hectare. Cette somme équivaut aux projections de Michelin pour ses 30 000 hectares de Bu-Rah. ANOM FM/4AFFE-CO 49 : Michelin et Cie à Monsieur le Ministre des Colonies, demande de concession en Cochinchine de 70 000 hectares, le 18 août 1927.

(22) Ibidem

(23) Ibid. Le Gouverneur général de l'Indochine à Monsieur le Gouverneur de la Cochinchine, demande d'une concession par MM. Michelin et Cie en Cochinchine, 27 décembre 1927.

(24) Ibid. Le Gouverneur général de l'Indochine à Monsieur le Ministre des Colonies, demande d'une concession de 70 000 hectares formulée par MM. Michelin et Cie, 1^{er} octobre 1927.

(25) L'hebdomadaire L'Ami du Peuple, fondé par Varenne, contenait par exemple une rubrique intitulée « Nos bagyes indoustriels : Les caoutchou-
>>>

la ville la plus proche, Nui-Bara⁽¹⁹⁾. L'entreprise n'envisage l'exploitation que de 15 000 hectares pour chacune de ces quatrième et cinquième demandes et estime le coût de leur mise en valeur à 21,6 millions de piastres répartis sur treize années⁽²⁰⁾. Cette estimation d'un montant considérable de 222 millions de francs de l'époque, prouve la volonté de la firme de devenir un acteur majeur de l'hévéaculture⁽²¹⁾.

Michelin use de toute son influence pour obtenir satisfaction auprès des autorités politiques et administratives. Sa direction intervient directement auprès du Ministre des Colonies à plusieurs reprises. Elle va jusqu'à rédiger le texte d'un télégramme qu'elle demande au Ministre d'envoyer au Gouverneur de Cochinchine pour qu'il revienne sur l'avis défavorable émis à sa demande de concession⁽²²⁾. Alexandre Varenne, au moment même où son mandat de Gouverneur Général d'Indochine prend fin, fait accélérer la procédure⁽²³⁾ et préconise une entorse aux règles d'attribution des concessions, « *justifiée aussi bien par l'importance de la superficie à concéder, que par les références exceptionnelles des demandeurs, des conditions spéciales à leur imposer, et l'intérêt national qui s'attache à faciliter leur entreprise* »⁽²⁴⁾. Figure historique du socialisme du Puy-de-Dôme et directeur de journaux ayant naguère pourfendu le « système Michelin »⁽²⁵⁾, Varenne n'était donc pas opposé à l'attribution de cette concession à l'entreprise clermontoise contrairement à ce qu'affirme un rapport interne à Michelin⁽²⁶⁾.

On prétend au contraire que le sénateur radical du Puy-de-Dôme, Étienne Clémentel, ancien membre du Conseil d'Administration de la Société Bergougnan, s'estima lésé par l'action de Varenne en faveur de Michelin⁽²⁷⁾. Bergougnan était l'autre géant du caoutchouc à Clermont-Ferrand et possédait des actions dans l'hévéa indochinois via la Société des Caoutchoucs de l'Indochine depuis 1910. Cette concurrence aurait amené Clémentel à encourager Pierre Laval pour qu'il se porte acquéreur en 1927 du quotidien radical *Le Moniteur du Puy-de-Dôme*, concurrent de *La Montagne*, le journal dirigé par Varenne⁽²⁸⁾. Bergougnan devint également l'un des principaux actionnaires de l'Indochinoise des Cultures Tropicales, présidée en 1938 par une autre figure locale, Edmond Giscard d'Estaing⁽²⁹⁾.

Malgré le soutien de Varenne, Michelin se heurte à la résistance des fonctionnaires locaux sous la pression des colons. Devant la menace du mandataire de la Compagnie de poursuivre ses efforts en Amazonie plutôt qu'en Indochine, l'Administration accepte finalement de passer outre la réglementation interdisant d'attribuer des lots de plus de 5 000 hectares. Le cahier des charges est modifié afin de prendre en compte la totalité des demandes formulées par l'entreprise⁽³⁰⁾. Michelin a initialement cherché à se soustraire à la procédure d'adjudication, espérant obtenir la concession de gré à gré comme seules les concessions inférieures à 300 hectares peu-

>>>

liers », dans laquelle on n'hésitait pas à comparer les ouvriers Michelin à des esclaves. *L'Ami du Peuple*, 27 novembre 1904.

(26) Archives Michelin : *Les plantations Michelin au Viêt-Nam : historique de l'achat des concessions en Indochine*, étude de M. Bourmier, op. cit.

(27) *Aux Écoutes*, 12 novembre 1927, p. 9

(28) *La presse vénale : pneumatiques*, *L'Argus Indochinois*, p. 1. Pierre Laval acquit *Le Moniteur* et poussa grâce à celui-ci à la rupture des radicaux avec les socialistes lors des élections de 1926.

(29) *Les valeurs du caoutchouc indochinois*, Paris, Banque Française commerciale et financière, 1938, p.15. Père du futur Président de la République, Edmond Giscard d'Estaing était l'un des hommes les plus puissants et les plus riches parmi les financiers ayant des intérêts en Indochine, siégeant avant guerre dans huit conseils d'administrations. Son poids s'accrut en devenant président de la puissante Société financière pour la France et les pays d'Outre-Mer en 1948. Il devint par ailleurs membre du Conseil d'administration de Bergougnan à cette époque.

Aux sources du particularisme des plantations Michelin...

(30) ANOMPMIAFFE-CO49, Ministère des Colonies, direction des affaires économiques, dépêches télégraphiques du 4 août 1928 concernant la demande de concession Michelin en Cochinchine.

(31) *ibid.* : Le Gouverneur de la Cochinchine à Monsieur le Gouverneur général de l'Indochine, demande de concession Michelin et Cie, 12 décembre 1927.

(32) Archives Michelin, Les plantations Michelin au Viêt-Nam : historique de l'achat des concessions en Indochine, *op.cit.*

(33) *ibid.* : En 1942, sur les 900 000 hectares concédés aux colons européens, un tiers n'était pas mis en valeur. À côté de cela, des dizaines de milliers de paysans indigènes restaient sans terre. Pierre Brocheux, Daniel Hémary, *op.cit.*, p.154.

(34) Alain Jemain, Michelin : un siècle de secrets, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 113.

vent en bénéficiaire. Le Gouverneur émet un avis défavorable à cette demande, non pas en premier lieu parce qu'elle enfreint les règles en vigueur, mais parce que les attributions de gré à gré doivent être validées par le Conseil Colonial « où cette demande ne peut que soulever des discussions qu'il est préférable d'éviter pour le bon ordre public ». En fait, il est conscient des réactions négatives que peut susciter l'attribution d'une concession d'une telle taille dans de telles conditions⁽³¹⁾.

Une autre concession apparaît dans les possessions Michelin fin 1928 : celle de Bu Teik. Elle réunissait les concessions obtenues par quatre dirigeants Michelin, pour un total de 7 542 hectares. Ces demandes, faites à titre individuel pour contourner la loi, ont aussi soulevé des protestations dans la presse indochinoise⁽³²⁾.

Finalement, compte tenu d'une conjoncture économique défavorable et des conséquences d'un accord international interdisant l'essor des surfaces plantées, aucune de ces trois nouvelles concessions ne fut exploitée. Elles retournèrent donc au domaine public après quelques années de friche⁽³³⁾. Michelin aurait subi le même échec en Amazonie où les 150 000 hectares obtenus en 1928 restèrent inexploités⁽³⁴⁾.

Une dernière concession est acquise en 1929. Elle est située à Benco, en "terres grises" au nord de Saigon. Elle ne comprend que 150 hectares⁽³⁵⁾. C'est le seul cas où la Société rachète une plan-

tation existante, car il lui faut un domaine déjà en exploitation pour mener rapidement des expériences afin d'améliorer la qualité du caoutchouc. Quand Dâu-Tiêng est entrée en production, le centre d'études y a été transporté et Benco revendue⁽³⁶⁾.

2 – Les raisons de cet engagement en Indochine.

D'une part, Michelin cherche d'une part à limiter sa dépendance à l'égard d'un marché contrôlé par les courtiers anglais, craignant à la fois une hausse des cours et une pénurie de caoutchouc au moment où le marché de l'automobile connaît une croissance exceptionnelle. Il veut d'autre part de se garantir un approvisionnement de qualité pour un produit qui entre à 90% dans le prix d'un pneu. C'est en effet un des enjeux de ces entreprises caoutchoutières en situation de monopole que de contrôler de façon verticale le marché de la production, de la matière première à l'élaboration du produit commercialisé. Dunlop en Malaisie, Goodyear à Sumatra et Firestone au Nigeria font alors de même. À ces motifs, Michelin ajoute une dimension patriotique en pointant l'intérêt pour la métropole de voir ainsi assurée une large partie de ses besoins en caoutchouc.

Au moment où la firme se lance dans ses projets de plantations, en 1924, elle privilégie la Cochinchine à la Malaisie anglaise et à Sumatra néerlandaise car les salaires y sont plus bas, les

(35) Bulletin du Syndicat des Planteurs de Caoutchouc de l'Indochine (désormais B.S.P.C.I. en note) 10 mars 1930, p.57.

(36) Fernand Gillet, *op.cit.*, p.9

Aux sources du particularisme des plantations Michelin...

(37) Pierre Brocheux, Daniel Hémerly, op.cit., p.159-160.

(38) W.S. Kallit, op.cit., p.75

(39) Archives Nationales du Viêt Nam, Centre n°2 (dorénavant ANVC2), Goucoch II A 45/224 (1), Rapport sur l'organisation du travail et conditions d'existence de la main-d'œuvre de la plantation Michelin à Dêuthàng. Administrateur délégué de Honquan, 19 juin 1937. Les informations que nous citons de ce rapport sont issues des notes prises par Sébastien Vernay sur le document original. Notes dont il nous a fourni aimablement la copie.

terres concédées bon marché, les impôts très réduits et la législation du travail quasi inexistante. Grâce à ces conditions favorables, à l'échelle de l'Asie du sud-est, c'est en Indochine que les investissements par hectares plantés sont les plus bas⁽³⁷⁾. La direction Michelin est convaincue que le processus de production du caoutchouc devenant essentiellement industriel, elle peut développer ses méthodes en s'appuyant sur son savoir-faire⁽³⁸⁾. Pour cela, elle place à la tête de ses plantations « *des hommes qui n'auraient pas encore, en arrivant sur place, d'idées préconçues et ne se contenteraient pas de mettre en pratique les méthodes qu'ils auraient déjà appliquées ou vu s'appliquer ailleurs* »⁽³⁹⁾. En agissant ainsi, elle met en place des hommes dénués de la moindre connaissance des conditions de vie de l'Indochine et des mœurs des travailleurs. C'est là une des sources principales des problèmes rencontrés.

En créant ses propres plantations en lieu et place de forêts luxuriantes et éloignées, la Société doit faire venir une main-d'œuvre nombreuse pour défricher ces espaces. En outre, ce n'est qu'à partir de la sixième année après qu'il a été planté, que l'hévéa rapporte de l'argent, fournissant alors ses premières saignées de latex transformé sur place en gomme. Seuls les groupes disposant de moyens financiers puissants, comme Michelin, peuvent se lancer dans de tels investissements sur des milliers d'hectares. C'est la raison pour laquelle ces sociétés, à côté du Syndicat des

Planteurs de Caoutchouc d'Indochine – représentant davantage les intérêts des petits propriétaires – forment des groupes de pression puissants auprès du pouvoir parisien⁽⁴⁰⁾.

Les cinq principales sociétés hévéicoles françaises voient leur capital multiplié par vingt-trois au cours des années 1914-1929. La perspective des bénéfices fabuleux, tels les 120 millions de francs de la Société des Terres Rouges entre 1925 et 1927, est un puissant aimant. On assiste donc entre 1924 et 1930 à un boom de l'hévéa avec plus d'un milliard de francs investis⁽⁴¹⁾. Cette prédominance des immenses plantations sous contrôle de grandes sociétés est l'une des caractéristiques de l'hévéaculture indochinoise⁽⁴²⁾. Alors qu'en Malaisie, où la production est cinq fois supérieure, les populations indigènes détiennent la moitié des surfaces d'hévéas. L'Indochine, en 1937, voit vingt-sept exploitations contrôler 68% des surfaces plantées au début des années trente. On assiste à une hyper-concentration de ce secteur sachant que trois groupes contrôlent la plupart de ces grandes exploitations et produisent 71% du caoutchouc indochinois en 1944. (31 % par le groupe franco-belge Rivaud Hallet, 30 % par celui dirigé par la toute puissante Banque de l'Indochine⁽⁴³⁾ et 11 % par Michelin). Si l'Indochine compte peu au niveau du marché mondial du caoutchouc jusqu'à la Seconde Guerre mondiale⁽⁴⁴⁾, Michelin est un élément qui pèse à l'échelle de l'impérialisme français dans cette région, par sa notoriété d'industriel et l'importance de ses investissements sur place.

(40) Sur le poids de ce lobby. Marianne Bouchet, "Les organisations de planteurs de caoutchouc indochinois et l'État du début du XX^e siècle à la veille de la seconde Guerre mondiale", in Hubert Bonin, Catherine Hodeir & Jean-François Klein (dir.), *L'esprit économique impérial (1830-1970 : Groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'empire)*, Paris, Publications de la Société Française d'histoire d'Outre Mer, 2007, p.715-733.

(41) Marianne Bouchet, "Les plantations d'hévéas...", *op.cit.*, p.157 et tableau 26 des annexes.

(42) Sur l'importance de la formation agronomique et la diffusion des techniques comme facteurs de domination des grands groupes capitalistes sur les petits planteurs, voir Michitake Aso, "Profit or people ? Rubber plantations and everyday technology in rural Indochina", *Modern Asian Studies*, 46-1, 2012, p.19-45.

(43) Pierre Brocheux, Daniel Hémerly, *op.cit.*, p.126.

(44) De 1,1% à 3,5% de cette production entre 1929 et 1937 - à côté de la Malaisie et des Indes néerlandaises qui pèsent

>>>

Aux sources du particularisme des plantations Michelin...

>>>
pour les trois quarts. L'Indochine devient troisième exportateur en 1939, mais avec seulement 6,5% du marché, Marianne Boucheret, *op.cit.*, p.381.

L'hévéaculture au cours des années vingt devient le fer de lance d'une politique coloniale se prétendant œuvre « civilisatrice » de contrées prétendument sauvages et inexploitées jusque-là. Elle s'affirme aussi comme le moteur de l'essor économique de l'Indochine au bénéfice, selon les planteurs, du plus grand nombre. L'analyse des conditions d'emploi de la main-d'œuvre à travers l'exemple de Michelin va contredire cette vision. Auparavant, nous tenterons d'appréhender la réussite économique des plantations de l'entreprise et de décrire les relations tendues qui se sont progressivement développées entre elle et les autres planteurs.

**NOUS SOMMES DANS UN UNIVERS
ORWELLIEN
OÙ LA VERITE C'EST LE MENSONGE
CECI EXPLIQUE QUE LA FRANCE
N'EST PAS UNE DEMOCRATIE**

ANTI-THESE

LA CREATION MONETAIRE DEVELOPPE A SON TOUR L'ESCLAVAGISME.

-Donnez-moi le droit d'émettre et de contrôler l'argent d'une nation et alors peu m'importe qui fait les lois ---et des formules choc pour soutenir que la monnaie serait créée à partir de rien alors qu'en fait elle est la contrepartie d'engagements de débiteurs et que cette création sera donc fictive et infinie.

CETTE CITATION EST DE MAYER AMSCHEL ROTHSCHILD, FRANC MAÇON, AU 19^{ème} SIECLE.
FONDATEUR DE LA DYNASTIE.

Ce droit, il ne l'aura jamais, car dans les démocraties se sont les peuples qui sont souverains, les monnaies nationales sont par nature, celles qui représentent ce droit, à condition qu'il soit exercé par une Institution publique sous le contrôle du Gouvernement du pays concerné et des Elus des Assemblées nationales. Lorsque la BdF était sous le contrôle des 200 familles sous la 3^{ème} République, celle-ci a refusé à plusieurs reprises de faire des avances au Trésor public pour le réarmement de nos armées.....la suite, c'est l'occupation nazi pendant 5 ans.

En 2.017, la richesse de la famille Rothschild est cinq fois plus élevée que celle des 8 plus grands milliardaires du monde combinés soit plus de 3.310 milliards de \$, ou 1,5 fois le PIB français. Un rapport récent D'OXFAM INTERNATIONAL, USA, souligne l'augmentation spectaculaire de l'inégalité des revenus, après avoir noté que la totalité des richesses des 8 principaux milliardaires du monde dépasse la moitié inférieure de la population mondiale, soit environ 3,6 milliards de personnes. Le but de ce rapport est de faire prendre conscience de l'injustice, de la trahison et malhonnête de notre système capitalisme mondial, envers les Nations et leurs populations. XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Cette famille a possédé au 19^{ème} siècle entre autres, la Banque d'affaires du même nom laquelle était propriétaire des Banques d'émission suivantes : Banque de l'Afrique Occidentale pour le Franc CFA, la Banque de l'Indochine pour la Piastre, et la Banque de Madagascar pour le Franc océan indien, etc...puis 20^{ème} a juste titre perdu ce privilège, après financer directement ou non, certaines guerres coloniales françaises contre les indépendances, comme celles de Madagascar, de l'Indochine etc.....

2.018, cette année-là connue une crise des valeurs boursières gérées par Madoff et Dick Fuld, Pdt de Lehman Brothers. Le 15 septembre fut le point de départ avec la faillite de Lehman Brothers, suivi par le 12 décembre, du fonds de pensions de Madoff, de la plus grande crise économique depuis 1.929. **Lorsque les Autorités américaines laissèrent la Banque d'affaires new-yorkaise Lehman Brothers faire faillite, tout vacilla. Ils furent des millions de Contribuables, d'Accédants à la propriété, Salariés, à payer la facture de l'irresponsabilité d'une poignée de financiers, --Madoff--, Dick Fuld Pdt de Lehman Brothers, Goldman Sachs Pdt C. Blankfein,** « sont des immigrants juifs d'Europe centrale ce qui provoqua une vague d'antisémitisme courte mais violente aux USA, mais aussi dans le reste du monde », **Banquiers centraux et Gouvernants, qui, par leurs cupidité et avidité pour les uns, leur laxisme pour les autres, se sont révélés n'être que des apprentis sorciers.** Le mécanisme de fraude de pyramidale » ou « schéma de Ponzi » ; et pour Lehman Brothers les pertes cumulées et les créances douteuses s'élèvent à +/- 2.500 milliards de \$. L'information au public a fait l'objet, de la plus grande entreprise d'enfumage de putois exercée auprès des Citoyens, de la part des journalistes, des médias divers, des économistes en peau de lapin du dimanche matin, et des hommes politiques malhonnêtes. L'ensemble des pertes cumulées au cours de cette crise boursière dans le monde à +/- 10.000 milliards de \$?..au profil de qui ?

Madoff purge 150 ans de prison. Au prononcé de sa condamnation l'un de ses fils s'est suicidé. De façon générale, de nombreux particuliers-épargnants, grandes banques américaines, européennes et asiatiques ont été victimes de ces fraudes. Parmi les particuliers fortunés, on peut notamment citer Steven Spielberg, Elie Wiesel, ou Liliane Bettencourt, BNP-PARIBAS.

Dick Fuld, Pdt de Lehman Brothers. Hautain, arrogant, plein de morgue, mis en cause dans des dizaines de procédures, il n'a jamais été sérieusement inquiété par celles-ci...pourquoi.....

Ainsi, B. Madoff a été en quelque sorte une « victime » collatérale de la faillite de Lehman Brothers,

qui a entraîné une crise de confiance majeure des investisseurs sur toutes les classes d'actifs. Même le fond de B. Madoff, qui offrait pourtant des rendements supérieurs à 10% l'an depuis plusieurs années, a dû faire face à un important mouvement de retraits de fonds de la part des investisseurs. La fraude ne pouvait plus ainsi être masquée.

Les toutes puissances des familles juives vivant en Allemagne aux 19 et 20^{ème} siècles, LES ROTHSCHILD pour l'ultralibéralisme d'un côté, KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS, pour l'économie étatique de l'autre, expliquent la violente montée de l'antisémitisme dans ce pays.

De plus, il va de soi pour l'Auteur, qu'il n'appartient pas, à qui que ce soit, de pouvoir émettre et de contrôler l'argent d'une Nation, sauf la Nation elle-même par sa BC et sous son seul contrôle, ce que fera Napoléon en créant la Banque de France et C. de Gaulle en nationalisant son capital et en nommant son Gouverneur et ses deux Vices Gouverneurs à partir de 1.945. En créant l'euro la France a perdu sa souveraineté.

Avant la création de la BCE à Francfort, Le Gouverneur de la BdF était placé directement sous l'autorité du Premier Ministre. Depuis la création de la BCE, son rôle est réduit à celui d'un simple Directeur national.

Seules les Banques Centrales doivent être origine étatique contrôlées par les Etats. La « zone franc » est l'exemple à suivre, car les états africains dont les propriétaires de ces Institutions elles-mêmes sous le contrôle de la Direction du trésor qui assure la parité fixe avec le €.

Un pays libre et souverain doit battre sa monnaie car c'est elle qui lui garantira son indépendance, les USA et la GB l'ont compris, la France JAMAIS sauf durant la période 1.945 à 1.998 date de création de l'euro. J'ai toujours combattu toute ma vie cette citation car elle renferme toutes les origines criminelles du capitalisme libéral de l'Ecole de Chicago pour le seul enrichissement des familles juives, francs maçonnes et autres grandes familles patriciennes, grâce à nos jours aux concepts de la mondialisation et à l'UE avec sa Zone euro. Un triple rappel ;

A. La traite humaine, l'esclavagisme, les tortures, ainsi que les habitations ouvrières souvent insalubres, que les familles se contentent généralement d'une pièce unique ou règnent la misère, la tuberculose, l'alcoolisme, qui font des ravages.

B. Mohandas Karamchand Gandhi né à Porbandar, Gujarat, le 2 octobre 1.869 et mort assassiné à Delhi le 30 janvier 1.948. Il a été un pionnier et un théoricien du satyagraha, de la résistance à l'oppression par la désobéissance civile de masse, cette théorisation était fondée sur la « non-violence », qui a contribué à conduire l'Inde à l'indépendance. Gandhi a inspiré de nombreux mouvements de libérations et de droits civiques dans le monde et de nombreuses autres personnalités comme Albert Schweitzer, Martin Luther King, Nelson Mandela, concepts insufflés notamment par *Gandhi*, ont depuis toujours fait partie de leur ... politique ... Aujourd'hui, 66 % des profits du *groupe Tata* vont à des fondations, et non pas à des individus. Tata l'écarte des centres de décisions économiques, les mines d'or, de diamants, la BC etc.....

C. Mandela Après vingt-sept années d'emprisonnement dans des conditions souvent très dures, et après avoir refusé d'être libéré pour rester en cohérence avec ses convictions, Mandela est relâché le 11 février 1.990. S'inspirant alors de la pensée Ubuntu dans laquelle il a été élevé, il soutient la réconciliation et la négociation avec le gouvernement du président Frederik de Klerk. En 1.993, il reçoit avec ce dernier le prix Nobel de la paix pour avoir conjointement et pacifiquement mis fin au régime de l'apartheid et jeté les bases d'une nouvelle Afrique du Sud démocratique. Après une transition difficile où de Klerk et lui évitent une guerre civile entre les partisans de l'apartheid, dont les propriétaires des mines d'or et des diamants étaient quasiment des juifs. Klerk écarte Mandela des centres de décisions économiques les mines d'or de diamants, la BC etc....et le laisse légiférer sur le reste.

LA BANQUE DE FRANCE A ETE CREEE EN 1.800 PAR NAPOLEON 1^{ER} PAR LE REGROUPEMENT DE PLUSIEURS BANQUES PRIVEES POUR FINANCER SES GUERRES :

-Napoléon a été le premier actionnaire.

-De 1.800 à 1.936, la banque de France avait le monopole de l'émission des billets. - SI L'ETAT AVAIT BESOIN D'ARGENT, LA BDF PRETAIT DE L'ARGENT SANS INTERET. CEPENDANT, CETTE BANQUE ETANT PRIVEE, LE CARTEL DES ACTIONNAIRES POUVAIT S'OPPOSER AU FINANCEMENT DE TEL OU TEL PROJET DE L'ETAT.

C'était le règne des 200 plus gros actionnaires privés ou celui des 200 familles qui régissait alors la France. Parmi ces 200 familles, on peut citer les marchands de canons, de Wendel, Schneider et le banquier Rothschild.

Après la victoire du front populaire et sous la conduite de Léon Blum, en 1.936, la loi du 24/07/1936 fut promulguée concernant l'intervention de l'Etat dans la gestion de la banque de France. Les 200 familles sont remplacées par les Représentants de l'Etat Français. **Le grand patronat, les banquiers et les sidérurgistes,**

actionnaires de la banque de France se ligèrent et s'opposèrent, de façon occulte aux avancées sociales du front populaire : semaine de 40 heures et congés payés. Ils fondèrent la société secrète dite « la Cagoule » qui pratiqua des assassinats sur des militants syndicaux engagés pour les réformes sociales.

Les Historiens devraient ici préciser le rôle de ces banquiers apatrides en ce qui concerne la fourniture de l'acier et de l'aluminium à l'Allemagne nazie, et voici un autre exemple :

Oréal Schueller Mitterrand. Activité durant l'Occupation.

Ami intime d'Eugène Deloncle, fasciste de la Cagoule en 1.934 avec Eugène Schueller/Oréal mort le 23 08 1.957, met ses moyens personnels et financier à sa disposition lors de la formation du groupe d'extrême droite, le Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), plus connu sous le surnom de La Cagoule. En 1.941, en accord avec les autorités allemandes, il crée le Mouvement social révolutionnaire avec le même Deloncle, dont il est le mécène. Il participe ensuite à la direction du RNP de Marcel Déat.

Après la guerre, et grâce aux témoignages de Pierre de Bénouville, d'André Bettencourt, de François Mitterrand, de Max Brusset, député de Charente, de Jacques Sadoul, alors maire communiste de Sainte-Maxime, et des membres de la Résistance, des réfractaires au STO et de juifs que Schueller aurait aidés??.....pendant l'Occupation. Schueller est relaxé de toute accusation de collaboration et il obtient la croix de guerre et fait chevalier de la Légion d'honneur ??

Activités d'Eugène Deloncle au sein de la Cagoule qui est un groupe d'extrême droite actif dans les années 1.930 en France. Originellement nommé Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale, OSARN par ses fondateurs, puis abrégé OSAR, le groupe est devenu dans la presse Comité secret d'action révolutionnaire, CSAR suite à une faute dans un rapport d'informateur. Il est plus connu sous le surnom la Cagoule, forgé par Maurice Pujo pour exprimer son dédain envers cette organisation. Dirigée par Eugène Deloncle et plusieurs anciens membres de l'Action française, la Cagoule promeut ouvertement une action terroriste, qui lui vaut son surnom. Anticomuniste, antisémite, antirépublicaine, et proche du fascisme, la Cagoule voit plusieurs de ses membres se rallier au gouvernement de Vichy après l'armistice de 1.940. Les sympathies pour la Cagoule de plusieurs hommes d'affaires et hommes politiques français influents ont maintenu l'attention sur le groupe après la Seconde Guerre mondiale. Le fondateur du groupe L'Oréal, Eugène Schueller, et le Président de la République François Mitterrand ont ainsi été liés à la Cagoule à divers degrés.

Antoine Octave Eugène Deloncle est un homme politique français, né à Brest le 20 juin 1.890 et mort à Paris le 7 janvier 1.944, cofondateur de la Cagoule en 1.935. Fils du commandant, Antoine Charles Louis Deloncle qui refusa de quitter la passerelle du paquebot La Bourgogne lors de son naufrage, le 4 juillet 1.898, et fut englouti en mer avec lui, et d'Anna Ange Marie Grossetti.

Il est le neveu de François Deloncle, député des Basses-Alpes et de la Cochinchine, du journaliste Henri Deloncle et de Charles Deloncle, député et sénateur de la Seine. Il est le neveu du général Paul François Grossetti. Il épouse Mercédès Cahier, fille de médecin, dont il a un fils Louis et une fille Claude. Après sa mort, sa femme épouse Jacques Corrèze, activiste cagoulard hébergé par le couple Deloncle. En 1.939, sa nièce Edith Cahier, fille de Paul Cahier, épouse Robert Mitterrand, frère de François Mitterrand. Sa sœur Louise qui épousa l'avocat Laurent-Cely fut la mère de l'écrivain Jacques Laurent, son autre sœur fut mariée un temps au joueur de bridge Pierre Albarran.

Antoine Octave Eugène Deloncle, Polytechnicien, Promotion X 1.910 second, ingénieur du Génie maritime, cadre dirigeant de la société de contrôle technique Bureau Veritas, il combat pendant la Première Guerre mondiale : officier d'artillerie, il est blessé sur le front de Champagne. Il est fait chevalier de la légion d'honneur par arrêté du 7 novembre 1.920. Il adhère d'abord à l'Action française, puis dans un esprit de dissidence vis-à-vis d'elle, fonde en 1.935, avec Jean Filliol, l'Organisation.....on secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN puis CSAR ; l'adjectif nationale fut supprimé plus tard et, mal lu, le « O » fut pris pour un « C ») connue de la police sous le nom de Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR) et surnommé la Cagoule par la presse. Ce surnom est d'ailleurs attribué avec mépris par Maurice Pujo de l'Action française. Ses principaux « faits d'armes » sont :

L'attentat contre la Confédération générale du patronat français et du groupe des industries métallurgiques le 11 septembre 1.937, cette action visant à faire croire à l'opinion publique à un complot communiste menaçant la démocratie ;L'assassinat des frères Sabatino et Carlo Rosselli, deux militants italiens antifascistes réfugiés en France. Meurtres commis à la demande du gouvernement italien, en échange de la fourniture d'armes de guerre et d'un soutien financier. Les Chefs des principaux partis collaborationnistes en 1.941. De gauche à droite : Costantini -Ligue française-, Déat -RNP-, Deloncle -MSR- et Doriot -PPF-.Selon Pierre Péan, à la fin du mois de novembre 1.936, Deloncle rencontre le général Henri Giraud qui lui promet son aide en cas de soulèvement communiste. Deloncle lui assurant que les cagouleurs se rangeraient sous ses ordres. Très satisfait, Giraud « est

évidemment d'accord pour travailler avec les gens de l'OSARN et souhaite la meilleure réussite à l'entreprise de Deloncle et Duseigneur [...] ».



En juillet 1938, l'état-major civil et plusieurs militaires, soit un total de 120 personnes, sont arrêtés par la police. Après l'armistice de juin 1940, Deloncle rejoint l'Amiral François Darlan et reprend contact avec d'anciens cagouleurs. Fin 1940, il crée le Mouvement social révolutionnaire pour la Révolution MSR, soutenant le Maréchal Pétain, puis, par le Rassemblement national populaire, se rapproche de Marcel Déat. Les intrigues entre les deux hommes ont raison de cette alliance et Deloncle est exclu en mai 1942.

En juillet 1938, l'état-major civil et plusieurs militaires, soit un total de 120 personnes, sont arrêtés par la police. Après l'armistice de juin 1940, Deloncle rejoint l'Amiral François Darlan et reprend contact avec d'anciens cagouleurs. Fin 1940, il crée le Mouvement social révolutionnaire pour la Révolution nationale.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre 1941, un attentat est organisé par le Mouvement social révolutionnaire contre la Synagogue des Tournelles. Il collabore aussi avec l'Amiral Wilhelm Canaris, alors chargé du contre-espionnage militaire allemand. Le 7 janvier 1944, Deloncle est assassiné par la Gestapo – par l'intermédiaire d'agents français du SD – en raison de ses relations avec l'Amiral Canaris et d'autres membres de l'Abwehr opposés à Hitler. Son fils Louis, blessé, survit ; après-guerre il dirige la branche espagnole de L'Oréal. Eugène Schueller, ami de l'évêque de Nevers, il convainc François Mitterrand de s'intéresser à la Nièvre afin de reprendre au moins un des mandats, alors entièrement aux mains de la gauche. Avec l'aide du clergé et des notables nivernais, le 10 novembre 1946, Mitterrand est élu député à la tête d'une liste Unité et action républicaine, au programme anticommuniste. Celui-ci abandonne alors ses fonctions aux éditions du Rond-point.

MONSEIGNEUR PATRICE FLYNN, 1932-1963. EVEQUE DE NEVERS.

C'est un prêtre du Diocèse de Paris, d'origine irlandaise, qui s'assoit sur le siège épiscopal de Nevers. Formé au Séminaire des Carmes, il occupe divers postes jusqu'à celui de curé de La Madeleine. Ce poste prestigieux en fera le confesseur de Claudel. Pendant ces 31 ans d'épiscopat, Monseigneur Flynn mène une œuvre remarquable. Il poursuit l'œuvre de son prédécesseur. L'action catholique est une de ses priorités mais pas dans un but humanitaire, il veut sauver les âmes. Le prélat est également défenseur de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Il condamne le capitalisme. La bourgeoisie en fait parfois un évêque de « gauche ». C'est en fait un véritable évêque catholique. Défenseur de la doctrine sociale de l'Eglise, il ne soutient pas pour autant « la démocratie chrétienne ». Pour Monseigneur Flynn, le Religion n'est pas une affaire rivée, « elle est descendue sur la place publique le matin de la Pentecôte ». Ce long épiscopat est marqué par la guerre. Monseigneur Flynn soutient le gouvernement du Maréchal Pétain qui lui semble faire sien, les principes que défend l'Eglise.

Mais Monseigneur Flynn n'approuve pas les dérives collaborationnistes de certains, il refuse de célébrer un service à la mémoire de Philippe Henriot. Les Allemands le mettent sur la liste des futurs déportés, seule la fin de la guerre le lui évite. Malgré cela, il se trouve après la guerre des catholiques de gauche (déjà...) pour réclamer sa démission. Le bon peuple de la Nièvre est plus clairvoyant et soutient son évêque. Monseigneur Flynn n'entretient pas de mauvaises relations avec le nouvel homme fort de la Nièvre, François Mitterrand, qui il est vrai est à l'époque un homme de droite... Dans sa vieillesse, l'évêque voit son diocèse entrer dans la crise démographique, l'exode rural fauche la Nièvre. Monseigneur Flynn demande un coadjuteur en 1960, il se retire en 1963 et mourra 10 ans plus tard. 1960, date capitale pour le diocèse de Nevers, en quelques années, l'œuvre excellente de trois évêques remarquables est détruite.

SCHUELLER, MITTERRAND ET LA NIEVRE.

A la fin de l'année 1945, Eugène Schueller engage François Mitterrand comme président-directeur général des éditions du Rond-point, et directeur du magazine Votre beauté, et André Bettencourt rejoint la direction du groupe L'Oréal. Il emploie également plusieurs anciens collaborateurs et cagouleurs, dont Jacques Corrèze, militant d'extrême-droite, plus connu sous le pseudonyme de « la Bûche », l'un des responsables, dans les années trente, de l'organisation secrète la Cagoule née sous la houlette d'Eugène Deloncle. Jacques Corrèze, décorateur de profession, devient en 1936 le secrétaire et homme de confiance de Deloncle. Il reconnaîtra plus tard s'être occupé du verrouillage des équipes et des dépôts d'armes de la Cagoule. Soupçonné d'avoir participé à différents assassinats,

notamment celui des frères Carlo et Sabatino Rosselli, antifascistes italiens réfugiés en France, il est arrêté en 1.938. Sorti de prison un an plus tard, il combat dans un régiment de chars contre l'armée allemande.

La collaboration. Après l'armistice, en juin 1.940, il rejoint le Mouvement social révolutionnaire (MSR) lancé, avec la bénédiction de Berlin, par Eugène Deloncle et il complota totalement avec activement dans cette organisation anticommuniste depuis la première heure et qui prône la collaboration l'occupant nazi. En 1.941, Jacques Corrèze s'engage dans la Légion des volontaires français, LVF, pour lutter aux côtés des nazis contre l'Union soviétique. Il sera en décembre 1.941 à quelques kilomètres de Moscou. A son retour en France il prend des contacts avec la Résistance, mais reste aux côtés d'Eugène Deloncle. En janvier 1.944, il échappe de justesse à la police allemande qui accuse le Mouvement social révolutionnaire d'avoir noué des relations avec des agents alliés en Espagne. Il est témoin de l'assassinat de Deloncle par la Gestapo le 7 janvier 1.944. Capturé le 30 août 1.944 à 23 heures par les FFI à 5 miles au Nord-Est de Nanteuil le Haudoin, il est interrogé par l'intelligence de la 4^e Division de l'infanterie américaine. Procès et condamnation. Emprisonné à la Libération, Jacques Corrèze est condamné en 1.948 à dix ans de travaux forcés pour intelligence avec l'ennemi. Selon l'accusation, Jacques Corrèze « est le seul à avoir changé d'attitude, le seul à avoir fait marche arrière, à avoir pris des contacts avec la Résistance ». La même année, il est jugé dans le procès de La Cagoule. Devant répondre de plusieurs assassinats, il échappe de nouveau à la condamnation à mort et est condamné à une peine de dix ans, confondue avec la première.

En 1.991 Jacques Corrèze, qui a été récemment mis en cause pour ses activités antijuives pendant l'occupation allemande, a démissionné mardi de ses fonctions de président d'honneur et administrateur de la Société Cosmair, société chargée de commercialiser les produits L'Oréal aux Etats-Unis. Ancien membre de la Cagoule, une organisation armée clandestine d'extrême-droite créée sous le gouvernement de Léon Blum en 1.936, M. Corrèze est depuis plusieurs semaines au centre d'une querelle qui oppose l'ancien PDG de L'Oréal, François Dalle et Jacques Frydman, l'administrateur et vice-président de Paravision International, une filiale de L'Oréal spécialisée dans la création, la production, la diffusion et la commercialisation de films. Qu'en pense le Medef ???.....

Après la victoire sur l'Allemagne nazie, la banque de France fut nationalisée le 02/12/1.945 par le GI de Gaulle. L'Etat Français, propriétaire de la banque de France émet donc la monnaie. De 1.945 à 1.975, Il n'y avait pratiquement pas de chômage et l'Etat Français n'avait aucune dette. Quand l'Etat emprunte à la Banque de France, elle le fait à taux zéro. S'il y avait handicap avec le remboursement, on faisait marcher la planche à billets.

Valéry Giscard d'Estaing, Ministre de l'économie et des finances, l'article 25 de la loi 73-7 interdit à la banque de France de faire crédit à l'Etat. L'Etat doit donc se tourner vers les banques privées et payer des taux d'intérêt. En tant qu'Ancien Collaborateur du groupe de la Banque Rothschild, ni juif ni franc maçon, je tiens à préciser que VGE a profité de l'état de santé très fortement dégradé de G. Pompidou depuis le début de l'année 1.972 pour passer dans son dos cette loi et lui faire porter le chapeau. Manque de chance pour VGE il aurait dû savoir que les relations avec la Banque Rothschild et la famille du même nom, s'étaient dégradées depuis fort longtemps principalement, lorsque G. Pompidou pilota personnellement la loi sur les enfants adultérins leur garantissant les mêmes droits que les enfants légitimes du couple. Il connut à titre personnel cette situation.

Derrière cette loi, il y a aussi un lourd secret d'Etat... ???.....

J'ai noté dans l'un de ses dossiers de CA de la BAO que G. Pompidou Administrateur de référence de la Banque Rothschild, avait indiqué que le Trésor public américain avait une créance sur l'Allemagne nazie de 5 milliards de \$ en 1.933 soit près de 100 Mlds d'€/2.017. Bravo pour le soutien américain à l'Allemagne nazie.

L'Auteur précise que cette Banque Rothschild a un passé très sulfureux en particulier dans l'empire colonial français en Indochine et Moyen Orient et aussi durant la seconde guerre mondiale, et de plus, de 1.950 à 1.978 lorsque son Secrétaire Général était, ni plus ni moins, René Bousquet auteur des rafles de Paris et Marseille, et autres agissements etc..... et qui sera assassiné en 1.993 sur les ordres « de la République. ». En 1.978, cette Banque fusionnera avec la Cie financière de Suez pour devenir l'Indosuez.

Sous l'ère gaullienne, la Banque Rothschild n'avait plus sa place même sur un strapontin au sein de la Banque de l'Afrique Occidentale, BAO, banque d'émission du Franc d'Outre-mer, puis elle sera nationalisée en 1.982 pour faire disparaître à tout jamais cette Institution bancaire qui a déshonoré la profession et sali la France. La BAO était sous le contrôle du CNEP depuis 1.890, après les départs exigés, des premiers actionnaires, peu scrupuleux, majoritaires privés et fondateurs en 1.852, qui avaient confondu leurs intérêts privés avec les caisses sociales de la Banque, par les Censeurs du Trésor puisque la Banque était sous contrat avec le Trésor pour l'émission du franc d'Outre-mer, qui deviendra FCFA en 1.946. A noter que la BAO, durant toute sa vie, de 1.852 à 1.990 n'a jamais fait l'objet d'une note et/ou avertissement de la part des Journalistes avertis comme ceux du Canard enchaîné, Médiapart, etc.....etc.....Cela ne sera pas le cas, des Bnci et Cnep banques impliquées dans la collaboration de l'Allemagne nazie seront fusionnées pour les faire disparaître sous le nom de la BNP, sur décision de M. Debré Ministre des finances

pour des raisons d'origine.... !! Michel Debré est le fils du professeur Robert Debré (1.882-1.978), considéré comme le fondateur de la pédiatrie moderne en France et de Jeanne Debat-Ponsan, agrégée de médecine. Petit-fils du rabbin Simon Debré (1.854-1.939) et du peintre Édouard Debat-Ponsan, il est sans doute le membre le plus éminent de la famille Debré, une famille qui a donné à son pays plusieurs grands hommes, notamment des médecins, ainsi que le peintre Olivier Debré, frère de Michel.

Il faut préciser que lorsque l'on évoque la Banque Rothschild il faut savoir faire la distinction entre la Banque Rothschild de Guy de Rothschild dont le SS est à Paris avant sa nationalisation de 1.982, et la banque des « loosers apatrides » la Cie financière de Rothschild dont le SS est à Genève dont Henri Emmanuelli et E. Macron n'ont été que des simples « scribouillards ». Henri Emmanuelli sera inculpé dans l'affaire Urba, et condamné avec de la prison.

LA DETTE PUBLIQUE.

Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, l'article 25 de la loi 73-7 interdit à la banque de France de faire crédit à l'Etat. L'Etat doit donc se tourner vers les banques privées et payer des taux d'intérêt, grâce à la dette publique française atteint aujourd'hui des sommes astronomiques et les banques privées se grugent sur le dos des Français. Elles obligent l'Etat à s'endetter et à réduire ses dépenses publiques, voir budget de Macron 2.018, qui bien sûr, affecteront en premier la fonction publique la protection sociale et les redistributions sociales. Le but recherché par le gang des banquiers est la privatisation générale. C'est ce qui est arrivé et en premier la privatisation des banques qui avaient été nationalisées.

Avec le gang Giscard/Rothschild/Bousquet/Mitterrand, c'est le début de que l'on appelle la Crise, qui se prolonge jusqu'à nos jours.

Ces banques peuvent donc de nouveau jouer leur rôle de pieuvres et de requins, spéculer près des grandes places financières et en cas de perte, se faire rembourser par les citoyens, ex Crédit Lyonnais en 1.993 avec 30 Milliards € et Natixis 130 Milliards € etc.....

Giscard d'Estaing est né le 02/02/1.926 à Coblenz en Allemagne. Il a été Ministre de l'économie et des finances sous les gouvernements de de Gaulle de Pompidou, puis Président de la République en mai 1.974, suite au décès de Pompidou. L'épouse de Giscard d'Estaing, Anne Aymone Sauvage de Brantès, est la descendante de l'industriel Eugène Schneider, de la dynastie des maîtres de forges du Creusot : un marchand de canons. La famille Schneider est apparentée au maître des forges lorraines DE WENDEL, autre marchand de canons.

Eugène Schneider Homme politique, élu député et maire du Creusot, il est aussi très impliqué dans le Comité des forges. Il publie aussi de nombreuses brochures où il expose ses écrits théoriques sur le capitalisme. Lors de la grande grève de 1.899-1.900, il acquiert une réputation de briseur de grève en pratiquant le lock-out et en étant à l'origine de la création du premier syndicat jaune le 29 octobre 1.899. Cette attitude lui vaut d'être l'objet de critiques nourries de la gauche qui dénonce l'entrepreneur de bombes funèbres. Symbole des 200 familles, Eugène Schneider et sa famille, DE WENDEL, font l'objet de nombreux pamphlets et attaques de la presse.

Pendant les années 1.930, les extrêmes-droites françaises avaient combattu le suffrage universel. On peut citer le programme de la constitution établie par Dom Moreau, président du DRAC stipulant : « Suppression du suffrage universel ; organisation de la nation par profession ; remise en avant des forces de la famille et de l'autorité morale ». Autre exemple davantage significatif, d'après Raoul Husson, « le parlementarisme était l'ennemi politique n°1 », dans l'esprit des fondateurs du Mouvement Synarchique ; « il n'y a [avait] plus d'activité civique pour le citoyen dans l'État Synarchique, en dehors de l'exercice d'une profession reconnue et organisée. » Ce noyau initial de la Synarchie était constitué par le trio, Banque de France, Comité des Forges et Comité des Houillères. Fin novembre 1.943, le projet soumis au C.N.R., rédigé par Pierre Villon en accord avec Jacques Duclos pour le P.C.F. et Benoît Frachon pour la C.G.T. ex-unitaire, soulignait la volonté à la Libération d'assurer « L'établissement de la démocratie la plus large conformément aux décisions d'une Constituante élue au suffrage universel. A la même époque, quelle était la position du Comité des Forges ? L'extrait ci-dessous du livre d'Annie Lacroix-Riz, Les Elites françaises entre 1.940-1.944.

De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine, elle nous donne la réponse : « Le Comité des Forges, très impliqué, secteur automobile en tête, dans la "Centrale industrielle et commerciale", s'efforçait d'attirer contre les rouges depuis le tournant de 1.943 l'armée secrète et les MUR, haut lieu de la résistance anticommuniste si liée à Allen Dulles. Il avait adressé fin 1.943 au "mouvement maquis" l'Armée secrète, via un délégué "ayant pleins pouvoirs pour traiter avec nous" l'A.S, ces propositions, transcrites selon leur texte original : "nous sommes disposés à verser plusieurs dizaines de millions à la cause des maquis, à condition que vous nous accordiez un certain contrôle politique sur votre organisation et notamment que nous puissions compter sur vous pour nos projets de lutte préventive contre le communisme [...]La collaboration politique et économique de 1.940 à 1.944 poursuivit, celle que Louis Renault, au nom du Comité des Forges, alors dirigé par François de Wendel. Aux usines Renault de s'engager dans la voie de la collaboration avec l'industrie.

La démarche des héritiers de Louis Renault visant sa réhabilitation ainsi que la décision de la Cour d'Appel de Limoges en juillet 2.010 me laissent pantois. Louis Renault jouait un rôle important au sein de ce haut patronat français qui misa durant les années 1.930 sur l'extrême droite putschiste et ferait mieux de se faire oublier. Rappel :

La CAGOULE, organisation fasciste française, tente un coup d'état pour renverser la République le 15 novembre 1.937.

Le patronat français, allié de la Cagoule, organisation fasciste et terroriste.

Les 200 familles, le fascisme et la violence dans les années 1.930.

Du 6 au 12 février 1.934, la France ouvrière et républicaine stoppe le fascisme.

Hitler utilisa de 1.933 à 1.939 des camps de concentration ignobles pour éliminer des dizaines de milliers de militants de gauche, syndicalistes et juifs. Cela n'empêcha pas Louis Renault de rencontrer le führer amicalement et longuement en 1.935 puis 1.938 et 1.939.

Face à ceux qui voulaient stopper Hitler assez tôt dans ces années 1.930, Louis Renault prôna l'entente franco-allemande ; pire, pour un industriel spécialisé dans la production de tanks durant la 1^{ère} guerre mondiale, il joua le pacifiste incompetent « les programmes de guerre ne correspondent pas aux possibilités de nos usines ». Cela n'empêcha évidemment pas les usines Renault de se spécialiser dans la réparation des chars nazis durant la guerre. Nous nommons communistes tout ce qui s'échelonne entre l'agitateur de 1.936 et le simple partisan du suffrage universel, de Gaulle et aussi bien Giraud.

L'ennemi est clairement désigné : c'est le peuple français, haï et craint par l'oligarchie. Haï pour sa légitime aspiration à la justice sociale. Craint pour l'arme dont il s'est doté dans son histoire : la souveraineté nationale. Face au peuple donc, l'alliance de « la Brute, le comité des Forges, c'est à dire le capital dans sa version industrielle », du « Truand, Allen Dulles, Patron de l'OSS, future CIA au service de la finance et du complexe militaro-industriel US. encore lui et ses deux frères ».

Il manque « le Bon », celui qui va fournir l'indispensable caution idéologique, celui qui va dire ce qui est bien et ce qui est mal, à savoir l'incontournable partisan de la « construction européenne », Allen Dulles encore lui et ses frères.

Dès février 1.943, Allen Dulles rentre en contact avec Henri Frenay, fondateur du mouvement de résistance Combat, et indéfectible partisan du fédéralisme européen. Il lui propose un marché : de l'argent pour son mouvement en échange d'une copie de tous les renseignements glanés par Combat et envoyés aux services de de Gaulle. Frenay accepte et touche rapidement 1 puis 10 millions de francs. Vive réaction de Jean Moulin qui accuse Frenay d'avoir porté « un coup de poignard dans le dos » de la France libre. Frenay l'envoie chier vertement. C'est l'impasse. Finalement, de Gaulle obtient de Churchill les crédits suffisants pour s'imposer comme chef incontesté de la résistance. Les américains momentanément écartés, le CNR peut être réuni avec les bénéficiaires qu'on sait pour le peuple français. Après-guerre, Frenay ne cessera, avec Jean Monnet et d'autres, d'œuvrer en faveur du fédéralisme européen avec l'appui financier de l'American Committee for United Europe c'est à dire de la CIA.

Le régime de Vichy a dissous la CGPF par la loi du 16 août 1.940 pour mettre en place les comités d'organisation. En décembre 1.945, elle est remplacée par le Conseil national du patronat français (CNPFF), pour représenter l'ensemble des Patrons après la Seconde Guerre mondiale, renommé jusqu'à aujourd'hui le MEDEF. En France, sous la IV^e République, le Conseil de la République était la chambre haute du Parlement. Substitué au Sénat de la III^e par la Constitution du 27 octobre 1.946, il siégea à Paris, au palais du Luxembourg, du 24 décembre 1.946, date d'entrée en vigueur de la Constitution, au 3 juin 1.958. Jusqu'en 1.948, ses membres s'appelaient les conseillers de la République, puis les sénateurs. Son rôle était essentiellement consultatif (avis simple). La Constitution du 4 octobre 1.958 lui substitua l'actuel Sénat.

Valéry Giscard d'Estaing est rattaché à la franc-maçonnerie par la loge élitiste « Alpina » de Suisse. Le gang Giscard / Rothschild est donc celui de la judéo maçonnerie.

La loi de 1.973 a été remplacée et aggravée par celle du traité de Maastricht qui dans son article 104 interdit aux Etats d'emprunter près de leurs banques centrales, d'où l'opposition de Philippe Seguin à ce traité, tout comme Messmer, Gaino, Fauvet ex PDG de la BNP, M.F. Garaud, et bien d'autres.

La banque centrale européenne (BCE) a été mise en place mais elle n'a pas le droit de prêter de l'argent aux Etats. La banque centrale européenne prête aux banques privées au taux de 1%, puis les banques privées prêtent aux Etats à des taux pouvant aller jusqu'à 18% pour la Grèce. Nous avons vraiment affaire à un hold-up des Etats souverains par le gang des banquiers.

CETTE EUROPE DES BANQUIERS APATRIDES, IMPOSE L'AUSTERITE,

LA SOI-DISANT CRISE EST LA SOURCE REELLE DU CHOMAGE.

La politique est gangrenée par la mafia maçonnique qui participe à la dégénérescence de la société. Son récent poison mortel est le mariage pour tous avec comme corollaire : GPA, PMA, c'est-à-dire l'esclavage des femmes et la marchandisation des enfants. Mais la mafia maçonnique est étroitement imbriquée avec les puissances financières qui dirigent le monde. La famille Rothschild est d'origine allemande et juive. Son vrai nom est Bauer. De nombreux Rothschild sont francs-maçons. Mais il y a les mafias juives, E.J. Safra assassiné à Monaco, Pallas/Stern – le fils-assassiné à Genève, Madoff en prison à vie aux USA, puis les scandales financiers de Pierre Moussa avec BPPB en 1.982 pour le transfert en suisse des actifs de cette banque en suisse, sans oublier les fuites de Lehmann Brothers, et plus récemment de Goldman Sachs, etc.....Ce cycle perpétuel est en place depuis le 1^{er} Pdt G. Washington lui-même maçon qui a réduit les populations amérindiennes à vivre dans de vastes réserves pour les faire « crever » de faim.

C'est ainsi que Macron s'est hissé aux plus hauts postes dans la banque Rothschild grâce à la mafia maçonnique et s'est enrichi en servant cette oligarchie judéo maçonnique. Ceci, en effectuant les fusions acquisitions de sociétés. Or, voici que Mr Macron, agent de la banque Rothschild aspire par le levier de son mouvement « En Marche » à être Président de la République lors des prochaines élections en Mai 2.017. Ses dents sont des crocs au service de la Finance. On connaît déjà ses œuvres avec en particulier sa loi Travail, une loi tétatogène, -se dit de formes monstrueuses- laquelle pour lui, n'allait pas encore assez loin, au profit des suceurs de sang, les exploiters patronaux. Une loi portée par El Khomri et passée en force avec le franc maçon Valls avec son 49/3.

Ceci converge avec un autre prétendant au trône, un certain Fillon, valet et premier ministre de Sarkozy pendant 5 ans. Un prétendant à tête de mort, la même que celle des casques SS. En effet, c'est un Monsieur qui veut massacrer le service public en supprimant les fonctionnaires, en privatisant tout pour enrichir l'oligarchie. Mais ce n'est pas suffisant, il faut aussi supprimer la sécurité sociale et la privatiser pour faire se gorger et se vautrer dans des montagnes de fric les assurances privées. Il veut aussi affamer la classe ouvrière et le peuple en allongeant l'âge du départ à la retraite. En effet, une fois que les ouvriers seront morts précocement par la surexploitation au travail, il n'y aura plus de retraites à payer. Ceux qui survivront seront réduits à la misère.

En effet, il n'y a plus de travail. Et passé 50 ans vous êtes reconnu comme trop vieux, pas assez rentable. Les entreprises délocalisent à l'étranger, là où la main d'œuvre est moins chère, grâce à la concurrence sauvage instaurée, prévue par l'oligarchie qui a fondé l'Europe. Et de plus les robots et l'informatique remplacent le travail humain. Déjà le métier de caissière est condamné, pour ne citer qu'un exemple.

Le Catho Fillon est lui aussi à rattacher à la mafia maçonnique car son soutien, Henri de Castries, Directeur des assurances Axa est un ancien Président du groupe Bilderberg, fondé par un philo-nazi, le Prince Bernhard des Pays Bas et le milliardaire américain, David Rockefeller.

Bilderberg, est le nom de cette ville des Pays Bas. Il reste un mouvement occulte de Gouvernement mondial où les membres sont cooptés comme en franc maçonnerie On comprend ainsi pourquoi Fillon veut démanteler la sécurité sociale. C'est pour refiler la manne financière à son copain des assurances privées AXA.

Monsieur Fillon crache son fiel sur la classe ouvrière et ne vaut guère mieux que Macron qui veut infecter le monde de la macronite aigüe. Même dédain de Macron pour les ouvriers qu'il insulte en les traitant d'analphabètes, de fainéants et d'alcooliques et qui estime en plus que les salaires des ouvriers sont trop élevés. En déplacement en Bretagne, Emmanuel Macron s'est fendu d'une remarque sur le kwassa-kwassa, ce canot de pêche utilisé dans l'Archipel des Comores, précisant en blaguant qu'il « pêche peu » mais « amène du Comorien ». De plus il s'en prend aux maternités des femmes africaines, après les sans dents de Hollande franc maçon aussi.

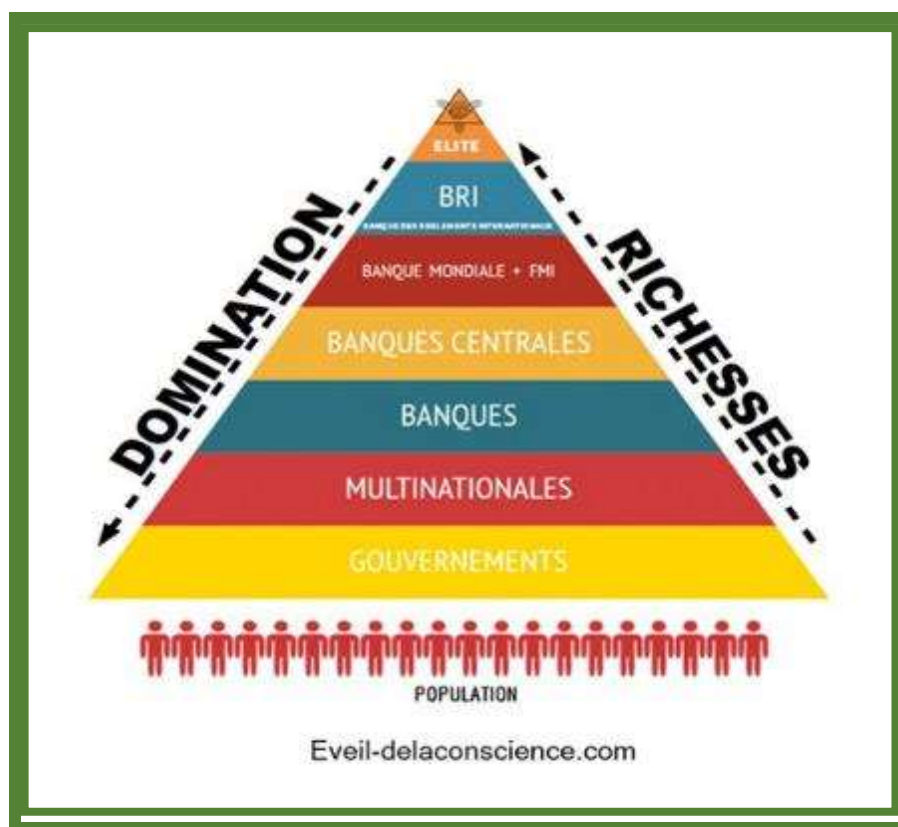
**EMMANUEL MACRON : NOUVEAU MINISTRE DE L'ECONOMIE MAIS AUSSI ANCIEN CADRE
CHEZ ROTHSCHILD, ET FRANC MAÇON BILDERBERG, YOUNG LEADER,
ET ANCIEN ELEVE DES JESUITES**

Tout d'abord, il a étudié chez les Jésuites, encore un, tout comme Valls et de nombreux autres Hauts responsables européens. Devenu millionnaire grâce à un passage par la Banque Rothschild de 2.008 à 2.012. Hollande le nomme alors secrétaire général adjoint de la présidence de la République en Mai 2.012. Il est aussi membre de la promotion 2.012 des « Young Leaders » de la French-American Foundation, lobby euro-atlantiste bien connu dont

Belkacem, Touraine et Hollande font également partie tout comme Henri de Castries, directeur du groupe d'assurances AXA et actuel président du groupe Bilderberg, on y revient.....Il participa à la réunion du Bilderberg en 2014...et le voilà nommé ministre de l'économie. Si la plupart des médias traditionnels soulignent qu'il s'agit d'un Cadre de banque d'affaires, évoquant presque timidement le nom de la puissante institution qui l'avait employé, le Groupe Edmond de Rothschild en Suisse à Genève, aucun ne rapporte ses autres singularités. Il est proche de Jacques Attali, il fut son rapporteur adjoint auprès de Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron, ex-responsable de la commission « mondialisation » à la Fondation Jean-Jaurès. Il est un membre de la French-American Foundation Young Leader cuvée 2012 et un participant de la Conférence ultra-VIP de Bilderberg qui s'est tenue, fin mai début juin, à Copenhague était également présente Fleur Pellerin, nouvelle ministre de la Culture et de la Communication.

Macron est donc en réalité un membre de la mafia maçonnique et mondialiste. Comme Brutus a assassiné son père César, Macron a porté un coup de poignard dans le dos de celui qui l'a fait, c'est à dire Hollande.

19 mai 2017 - Gouvernement Macron : les réseaux occultes sont en marche ! ... Premier ministre une filiation maçonnique, il a été en revanche très appuyé par Ceux qui font le jeu politique, possèdent les banques et les médias les plus influents. ... La France ne peut exister qu'au travers du sentiment patriotique, d'amour.



ALAIN BAUER—ANNE-MARIE ESCOFFIER -- ALAIN VIDALIES --CHRISTOPHE CHANTEPY
 CHRISTIANE TAUBIRA—FRANÇOIS REBSAMEN-- FREDERIC CUVILLIER
 GERARD COLLOMB -- JEAN-MICHEL BAYLET—JEAN-YVES LE DRIAN—JÉRÔME CAHUZAC
 VICTORIN LUREL—VINCENT PEILLON—JEAN-LUC MÉLENCHON
 MANUEL VALLS MICHEL SAPIN—NAJAT VALLAUD-BELKACEM--- FRANÇOIS REBSAMEN—
 JEAN-PIERRE SUEUR- CLAUDE DOMEIZEL—GERARD COLLOMB -- MICHELE ANDRE—
 ROBERT NAVARRO- HENRI EMMANUELLI -- CHRISTIAN BATAILLE –
 OLIVER DU SOPT
 – BRIGITTE BOURGUIGNON – ODILE SAUGUES – PATRICK MENUCCI- PAUL GIACOBBI – JEAN
 LE GARREC – PHILIPPE GUGLIELMI- JEAN-JACQUES QUEYRANNE- PHILIPPE FOUSSIER—
 JEAN GLAVANY- JEAN-MARIE CAMBACERES – JEAN-MICHEL BAYLET- JACK LANG, – DANIEL
 VAILLANT – HARLEM DESIR. etc.....etc...

L'IMMINENTE DESTRUCTION DE LA FRANCE SOUS L'EMPIRE FRANC-MAÇON MATERIALISTE.

« Que vous soyez blanc, jaune ou noir, nos temples vous sont ouverts, à la seule condition toutefois, qu'au-dessus de vos croyances et de vos convictions, que nous admettons et que nous respectons, vous partagiez notre croyance millénaire et traditionnelle en l'existence de la perfection ». Ainsi fut présentée la Franc-maçonnerie par le Grand Maître de la Grande Loge de France en 1.959, il y a un demi-siècle.

Des obédiences qui entendent placer la « perfection » au-dessus de toute conviction, et c'est tout à leur honneur, devaient être des parangons de vertu. Les années ont passé depuis cette déclaration, et plus encore depuis la constitution d'Anderson. Ceux qui se situaient « au-dessus de toutes croyances », les frères de ladite Franc-maçonnerie, ont été tachés par quelques « affaires » ; rien de bien-grave, selon eux, quelques moutons noirs, vite écartés ... Mais ces petites taches s'estompent pour devenir insignifiantes derrière ce fond obscur que l'histoire officielle n'a jamais dévoilé. Peut-être même toutes ces petites magouilles fraternelles eurent-elles intérêt à apparaître de temps à autre, pour détourner l'attention, et pour masquer les abysses qui les génèrent ... Chroniques d'un pouvoir sombre qui détruit la France de longue date... Les 175.000 francs-maçons qui dirigent la France, ou l'architecture administrative selon le compas et l'équerre « Je sais comment on s'élève dans le monde ; en foulant à chaque marche quelque chose de sacré. » Henry de Montherlant.

C'est le chiffre avancé par le mensuel « Capital » S'il n'y a pas 175.000 postes clés, il y a autant de mailles d'un réseau d'influence qui recouvre l'ensemble du système décisionnaire français. Certes les lois se votent selon un principe législatif sur lequel l'emprise maçonnique n'est pas démontrée, mais leurs applications, leurs non applications, leurs contournements, leurs interprétations sont, au même titre que les renvois d'ascenseur propriétaires, aux mains de postes clés occupés majoritairement par des maçons aidés de suppôts, maçons également, qui leur déblaient le terrain, au titre de la réciprocité. Un gros et très influent corps électoral dans les municipales, qui nécessite une maintenance quotidienne.

Selon Capital, les loges ont envahi tous les appareils d'état, ministères et administrations, organismes de haute finance, syndicats, enseignement, multinationales ... Aucune décision importante en France ne se prend sans la divine bénédiction, la pression, ou l'influence d'un bienveillant frère. Les fraternelles, ces associations corporatistes indépendantes des conflits d'obédience, érigées pour la ressource du carnet d'adresse, ou les « club 50 », interdits en théorie par le GODF, mais présents dans 45 villes, servant aux petits soins des carrières de l'élite, remplacent avantageusement, par des passe-droits du sceau du grand architecte, les réseaux sociaux populaires. Comme le « Club 50 de Poitiers, une trentaine de membres parmi les plus influents de la ville, très actif malgré l'interdiction de façade du Grand Orient.

C'est toute une liste multipolaire de réseaux d'influences que la mensuelle avance, segmentée selon les loges. 50.000 initiés au GODF, hôpitaux, enseignement, syndicats, 40.000 initiés à la GLNF, CCI, CGPME, Magistrature, 30.000 à la GLDF, médecins, avocats, pharmaciens, journalistes. A commencer par le glaive et la balance, le ministère le plus sensible, censé donner l'exemple en matière d'indépendance : « 2 fraternelles, 400 membres au dîner du palais à Paris, comprenant des juges, procureurs, avocats, comptent les plus prestigieuses superstars du barreau, sans parler de la chancellerie : Jean-Claude Marin, procureur de la république au TGI, Jean-Claude Magendie, premier président de la cour d'appel, Jean-Louis Nadal, procureur à la cour de cassation. Qui n'a pas entendu parler du procureur Montgolfier, ou du juge d'instruction Jean-Paul Renard, à Nice ? A Nancy, c'est à l'abbaye des prémontrés que se tient le dîner mensuel du club 50 local, le cercle Lothaire, et on y trouvait Philippe Vivier, ancien président du tribunal de commerce ». Que de passe-droits, de fonctions incompatibles et d'équations insolubles, imaginables par la simple théorie, au sein d'un tribunal, quand on sait que les frères ont fait vœux d'entraide.

A Toulouse, ce sont deux anciens présidents de tribunal, Joël Bobin et Joël Fiorenzo, appartenant respectivement au GO et à la GLNF, qui ont été dans l'obligation de démissionner, suite à un scandale judiciaire. Disculpés, ils n'en ont pas moins contribué à renforcer les suspicions sur un malaise persistant : Le tribunal de commerce de Toulouse n'a pas échappé à la suspicion généralisée qui vise depuis maintenant quelques années la justice commerciale. Même si la démission, lundi 27 mars 2.000, de Joël Bobin, président du tribunal de commerce est motivée par une deuxième mise en examen qui n'a aucun rapport direct avec ses fonctions de magistrat consulaire, cet événement accentue le malaise d'une institution dont le fonctionnement est de plus en plus souvent remis en cause.

Dans cette institution, où les juges sont des chefs d'entreprises cooptés par leurs pairs, la vie et la mort des entreprises en redressement ou liquidation judiciaires peuvent résulter parfois d'arrangements à la limite de la légalité. Syndics, avocats d'affaires, juges, mandataires... les circuits opaques de la justice commerciale sont régulièrement dénoncés par les petits commerçants et les entrepreneurs qui ne comprennent pas toujours les décisions qui leur sont imposées et dénoncent le dépeçage de leurs biens. Banques et assurances, qui n'en croquent pas moins, peuvent aussi se vanter d'être aux premières loges, pour faire un jeu de mots malsain : Michel Baroin et Jean-Louis Pétriat, GMF, Charles Mihaud et Michel Sorbier, ex-président du directoire et président de la fédération nationale de

la Caisse d'épargne : « Les mutuelles et les banques coopératives, inventions maçonniques, sont presque des chasses gardées, tout comme le secteur du bâtiment ». Mais la banque championne toute catégorie dans l'essaiage des frères restera sans conteste le crédit agricole. Que les néophytes se reportent à l'étude de Sophie Coignard qui parle « d'état dans l'état ».

Elle détaille la longue guerre qui ravage le Crédit agricole durant des années, entre les maçons et les indépendantistes. En 1.980, les premiers perdent, de justesse, malgré le soutien du nouveau directeur général, Jean-Paul Huchon. La banque verte multiplie, selon l'auteur, les affaires impliquant des maçons au sein du Crédit agricole : celle de la caisse de l'Yonne, toujours pas jugée, alors que plainte a été déposée contre le directeur en 1.993; celle de la Martinique-Guyane, achevée en mai 2.008 par un protocole d'accord alors que son directeur devait 11 millions d'euros à la banque ».

Grandes entreprises sont également des chasses gardées, comme le remarque Challenges : « Les voies de certaines nominations sont parfois impénétrables. Le 11 juin, un communiqué révélait le nom du nouveau directeur général délégué d'Eutelsat Communications, premier opérateur européen de services par satellite : Michel de Rosen, HEC et énarque de 58 ans. Une surprise, car deux semaines plus tôt, c'est un autre nom qui circulait, celui de Christian Pinon, polytechnicien de 54 ans, PDG de Globe Cast, filiale de France Télécom. Pourquoi ce revirement ? « Pour le comprendre, il faut être « initié » ironise, un fin connaisseur du secteur. Michel de Rosen avait la faveur du président d'Eutelsat, Giuliano Berretta, qui n'est pas franc-maçon. Christian Pinon était soutenu par les réseaux maçonniques. Dans la galaxie télécoms espace, les maçons forment une famille : Marcel Roulet, DG, puis PDG de France Télécom, de 1986 à 1991, le grand-père ; Didier Lombard, actuel PDG, le père ; Thierry Breton ex- PDG, le fils ; Michel Combes Vodafone, Jean-Yves Le Gall, Arianespace, Frank Dangeard et Charles Dehelly, tous deux ex-Thomson, les petits-fils. » [...] Un homme d'affaires évoque, lui, les manœuvres récentes de quelques « initiés » pour trouver un poste à Christian Streiff, sans emploi depuis son départ de Peugeot Citroën : « Serge Michel 82 ans, conseiller discret de patrons du CAC 40 a demandé à Henri Proglío, PDG de Veolia Environnement, de donner un coup de main à Streiff. » Bel exemple de solidarité maçonnique.

Hélas, aucun des trois acteurs concernés ne le confirmera. En théorie, selon les grands maîtres des obédiences, fédérations de Loges, unanimes sur cette question, les frères sont tenus de se dévoiler « quand ils le peuvent ». Mais, jusqu'à présent, à l'exception de Patrick Le Lay, l'ancien PDG de TF 1, aucune personnalité du CAC 40 n'a encore osé faire son coming out. Inutile de compter sur les « enfants de la veuve » pour un éventuel outing. Par serment, ils s'interdisent de dévoiler l'appartenance de leurs frères et sœurs.

Les mairies, elles aussi, sont bien fournies en compas et équerres. En 2.009, Jean-Marc Ayrault, député-maire PS de Nantes, a tenté de faire passer une subvention municipale de 400.000 euros aux deux loges locales. Le contentement des frères est, semble-t-il, très recherché. La mairie de Lille, du temps de Maurois comptait environ 50 frères. Depuis Martine Aubry, l'effectif s'est étoffé de nombreuses pointures, comme Alain Cacheux, député et vice-président de la communauté urbaine. Lyon, oppidum maçonnique, ne cache même pas l'influence de ses frères dans les affaires municipales. Gérard Collomb n'a jamais dissimulé son appartenance au Grand-Orient. Mais le sénateur maire de Lyon a préféré se faire initier à Paris. Nombre de ses adjoints fréquentent, eux, les loges lyonnaises et n'en font pas non plus mystère : Thierry Braillard, Jean-Louis Touraine, Jean-Michel Daclin... Dans le précédent mandat, Yvon Deschamps, grand argentier du PS départemental et alors adjoint aux finances, se montrait actif rue Garibaldi, le siège lyonnais du GO. Il se dit même que M. Deschamps a joué un rôle actif lors de l'élection de Gérard Collomb à la tête de la Communauté urbaine en 2.001 en réunissant les frères de certains groupes politiques.

L'exécutif, qui selon Le Monde du 20 octobre 2.009, estime pouvoir décider de tout et tout seul, est un modèle de tour d'ivoire grouillant de frères. Selon Pierre Marion, ancien patron de la DGSE. Le jeune patron du syndicat de policiers Synergie confie aussi son expérience. Je reçois beaucoup de lettres marquées des trois points, ou qui se terminent par « fraternellement », et certains me serrent bizarrement la main lorsqu'ils me disent bonjour. » « Les Commissaires eux-mêmes ne sont pas en reste [...] puisque, selon les estimations, 1 Commissaire sur 4 est franc-maçon. [...] Tout le monde parle de la proportion de francs-maçons chez les Commissaires, plaisante l'un d'entre eux. Mais personne ne s'est jamais interrogé sur ce ratio chez les contrôleurs généraux, le grade supérieur. Là, je pense qu'on tourne à plus de 50 %.

Une affirmation que tente de relativiser un des plus connus d'entre eux, Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient et super conseiller de Nicolas Sarkozy, notamment en matière de sécurité intérieure. En décembre 2.007, il déclare à : Ce gouvernement est le plus a-maçonnique qui soit, puisque nous sommes à zéro franc maçon. Même sous le gouvernement du maréchal Pétain à Vichy, il y en avait. Certes Alain Bauer a parfaitement raison, sauf qu'il omet de préciser qu'il n'y a nul besoin d'être au Gouvernement pour être influent, un simple coup de fil maçonnique suffit, par exemple pour la nomination d'un patron pour être influent, un simple coup de fil maçonnique suffit, par exemple pour la nomination d'un grand patron d'une grande administration française, comme le rappelle Le Point : Jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants ! » Cette réflexion effarée de

Jean-Pierre Raffarin vient d'un épisode vécu lorsqu'il était Premier ministre. Il en garde un très mauvais souvenir. La mobilisation fraternelle l'a en effet empêché, malgré tous ses efforts, de nommer à la tête d'EDF, bastion franc-maçon, l'ancien ministre Francis Mer à la place de François Roussely, qui admet être proche des frères pour les avoir beaucoup fréquentés. Pour le défendre, un déluge de coups de téléphone s'abat sur Matignon. Il y avait tous les jours un appel de Bauer et un autre d'Henri Proglio, patron de Veolia, qui dément très mollement être initié. La bataille dure des semaines. Pour finir, les ligueurs ne sauvent pas Roussely, mais ont la peau de JP. Raffarin en tremble encore.

Quelques membres du gouvernement suffisent d'ailleurs amplement, comme par exemple Guéant, cité par le Point : « Le cabinet du président de la République aussi compte plusieurs personnalités qui ont fréquenté les loges, à commencer par son plus proche collaborateur, le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant ». Quel hasard que ce soit ce même Guéant qui mette tant d'ardeur à vouloir museler la presse par les voies dures, le dépôt de plainte, à défaut d'arguments convaincants : « Médiapart avait cité Guéant comme étant chargé des opérations de surveillance de certains journalistes qui enquêtent sur l'affaire Bettencourt, dans laquelle le nom du ministre du Travail, Eric Woerth, est cité ».

Certes, le gouvernement du président ne peut être taxé d'appartenance aux loges – quelques représentants et beaucoup de pions y suffisent – mais si Nicolas Sarkozy semble entretenir un profil incompatible au parcours maçonnique, il n'en distribue pas moins les largesses nécessaires à la progression des loges. Si la rumeur publique a tendance à clamer qu'il n'est pas franc-maçon, il n'en demeure pas moins que, selon Sophie Coignard, il est totalement immergé dans le milieu maçon. Il épouse la nièce de son mentor en 1.982, le maçon Achille Peretti, milieu avec lequel il entretient d'étroits rapports, et peut signer occasionnellement de 3 points, notamment dans les courriers destinés aux syndicats policiers. Après Ballardur, c'est par le milieu maçonnique, très dense à Neuilly, qu'il entamera sa remontée.

« Pendant sa traversée du désert, après la défaite d'Edouard Ballardur, Nicolas Sarkozy a fréquenté, « comme intervenant extérieur, plusieurs loges de Neuilly, dont La Lumière, celle de l'ancien sénateur Henri Caillavet, « une des figures les plus marquantes du Grand Orient. Certains croient se souvenir de quelques appels du pied du « maire de Neuilly, redevenu avocat, après la répudiation chiraquienne, pour approfondir les relations et aller plus loin « si affinités. Ils assurent ne pas avoir donné suite, car Nicolas Sarkozy, déjà à l'époque, n'avait pas le profil pour « recevoir la lumière. Il n'est pas interdit de voir dans cette évocation une sorte de rêve rétrospectif. Cependant, à « défaut d'avoir expérimenté personnellement le cabinet de réflexion préalable au passage sous le bandeau, Sarkozy « sait appliquer aux frères le traitement « segmenté » qu'il réserve à toutes les « communautés ». Cette vision de la « société, où l'on ne s'adresse pas à l'ensemble des citoyens mais à chacun de ses sous-ensembles, marque très « fortement sa communication avec les maçons. Une course aux échelotes maçonniques sans laquelle aucune « Présidence de la république n'est envisageable : « C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République que les « deux principaux candidats ont autant de francs-maçons dans leur entourage le plus proche ».

DES ARCHIVES BIEN ENCOMBRANTES

Mais les gamelles maçonniques ne datent pas d'hier. On peut remonter loin, très loin, à commencer par Vichy, pour commencer au plus près. C'est un dossier spécial de Science & Avenir qui le révèle : Quand les russes récupérèrent en Allemagne, en 1.945, les archives maçonniques et les dossiers noirs de l'occupation que les allemands avaient saisis en France et rapatriés chez eux, ils distillèrent la restitution pendant des décennies. Les premiers documents furent envoyés au général De Gaulle en 1.966 sous forme de 193 cartons, le reste s'évalait sur les décennies suivantes.

Depuis 1.994, une partie de ces documents sont revenus en France. Mais étrangement, « nous n'avons pas localisé la totalité des fonds publics » s'étonne Sophie Coeuré. Avec l'application du délai de protection de 60 ans, ils devraient pourtant être accessibles à partir de 2.003. Soit 40.000 dossiers appartenant au 2° bureau, les fonds de la sûreté générale du ministère de l'intérieur, qui se trouvent aux archives contemporaines de Fontainebleau, représentent 10.000 cartons, 600.000 dossiers individuels ! 2 millions de noms. Pour être fichés, les français l'étaient ! Cette surabondance d'information révèle les pratiques de l'administration française de l'époque [...] Les archives de la préfecture de police ont été directement restituées à celle-ci, contrairement à la loi de 1.979 sur les devoirs de l'administration envers les archives publiques. Des dossiers de la gendarmerie figuraient parmi les listes d'inventaires, et on n'en trouverait plus trace. Revenus de Russie, ou perdus en route ? La DGSE aurait-elle fait son shopping avant les historiens ?

Le fichage est-il une pratique maçonnique ? Il faut remonter à la création de la laïcité pour mesurer les pratiques maçonniques. Quoi de plus naturel que de se créer du champ libre, de se dégager de l'ennemi héréditaire qu'était le catholicisme romain ? La république va donc servir de paravent, et la sempiternelle devise nationale « Liberté Egalité fraternité » deviendra l'étendard des libérateurs. La laïcité devient le bouillon de culture idéal dans lequel la franc-maçonnerie entend évoluer. Le journal poursuit : En ouvrant les cartons soviétiques, nous avons été surpris par le ton très virulent et lyrique employé par les maçons pour défendre cette valeur, la laïcité républicaine. Citons notamment une lettre d'Anatole France : « Nous combattons enfin notre inique organisation

sociale parce que, jeunes, nous sommes épris de liberté, de vérité, de fraternité, parce que notre société est bâtie sur la servitude, sur le mensonge, sur la haine.

C'est sur ce principe, qui fomentait depuis la fin du XIX^e siècle, qu'Emile Combes, soutenu par Jean Jaurès instaura le délit d'opinion par une circulaire du 20 juin 1902. L'affaire des fiches allait être lancée : les militaires pouvant être de connivence avec les réactionnaires voient leur nom apparaître sur des listes du gouvernement républicain. Les purges et les discriminations combien en affectent l'administration et l'éducation, elles affectent aussi l'armée. Officiellement depuis mai 1904, mais sans doute depuis plus longtemps, le général Louis André, de l'état-major du ministre de la guerre, faisait établir des fiches sur les opinions et la vie privée des officiers [...] Vingt-cinq mille fiches sont ainsi établies par les Francs-maçons du Grand Orient de France, pour le compte du Ministère [...] 6 avril 1904 : « ... Je vous envoie inclus la liste des officiers, capitaines, et lieutenants qui sont inscrits au tableau d'avancement et sur lesquels nous n'avons pas de renseignements. Le Ministre donnant un tour de faveur aux officiers républicains qui sont inscrits au tableau, il y a grand intérêt à ce que nous soyons fixés sur les sentiments politiques de chacun... ». L'histoire ne dit pas combien de soldats ont été inutilement sacrifiés dix ans plus tard, pendant la guerre 14-18, par des officiers incompetents qui tenaient leur grade de leurs amitiés politiques. Le capitaine Mollin, franc-maçon et gendre d'Anatole France avec la bénédiction du Grand Orient, collecteront les informations à destination du Ministère de la guerre.

Si la disparition de certaines archives sensibles venues de Russie, concernant la seconde guerre mondiale, laisse à penser qu'on pourrait retrouver le même type de pratiques de fichage systématique opérées par les francs-maçons, on se heurtera à l'argument généralement développé par ces communautés à avoir souffert de l'exposition au génocide. Victimes de déportations, oui, certainement ils le furent, au titre de résistants, ou pour leur origine juive. Mais la résistance maçonne reste largement discutable. Si, effectivement, les frères étaient soupçonnés par le régime allemand de collusion avec la résistance, voire de soutenir la communauté juive ainsi que la haute finance anglaise, comme le soulignait Céline dans ses 3 pamphlets interdits, il n'en demeure pas moins que bon nombre d'entre-deux cédèrent à la tentation, par conviction ou instinct de survie, d'apporter leur contribution au pouvoir allemand :

Pétain s'entoure de Francs-maçons connus : Camille Chautemps, François Casseigne, Ludovic-Oscar Frossard. Le maire de Vichy est confirmé dans ses fonctions ; il est pourtant Franc-maçon. Les Francs-maçons sont présents dans toute la presse collaborationniste : Emile Perrin, Alexandre Zévaès, Eugène Frot, Emile Périn, François Casseigne, Raymond Froideval, Armand Charpentier à l'Œuvre, Eugène Gerber, Jacques La Brède, René Martel à Paris-Soir, Marcelle Capy à Germinale, Emile Roche, Guy Zucarelli, René Brunet, Jean-Michel Renaitour aux Nouveaux Temps, Jean de la Hire au Matin, Georges Dumoulin, Charles Dhooghe, Paul Perrin à la France Socialiste. Curieusement, la loi du 13 août 1940 interdisant les sociétés secrètes ne cite jamais explicitement les obédiences de la Franc-Maçonnerie. La loi du 10 novembre 1941 prévoyait de purger l'administration, mais elle fut rendue inefficace quelques mois plus tard.

Quand Laval revint au pouvoir, en 1942, il mit à la tête de la commission spéciale un homme à lui, Maurice Reclus. Laval ne lui cacha pas son objectif. Il fallait faire régner dans la commission « un esprit systématiquement libéral, en accordant toutes les dérogations possibles, en essayant de faire rentrer en masse les Maçons éliminés dans l'administration, la magistrature, l'armée, l'université. Dans ce sens-là, allez fort, aussi fort que vous voudrez ; je vous couvre entièrement par des instructions formelles ».

Laval était le protégé d'Otto Abetz, ambassadeur allemand à Paris, qui intervint notamment en 1940 pour le tirer des griffes de son arrestation et le placer sous la protection de la police allemande à Paris. Nul ne saura si c'est par l'influence d'Abetz, membre de la loge Goethe de la GLF, que Laval ordonna la réintégration de la franc-maçonnerie quand il fut nommé chef du gouvernement en 1942. Certes, la franc-maçonnerie a souffert d'une forte propagande à son encontre, en dépit du fait que la seule maçonnerie interdite était celle jugée par le régime nazi trop proche de l'obédience juive, mais le bilan de sa persécution restera très limité, et elle reprend ses fonctions avec Laval : « Des affiches dénoncent l'emprise des francs-maçons sur les républicains, leur collusion avec les Anglo-Saxons, leurs liens avec les juifs [...] Parmi les 64.000 francs-maçons recensés par le Service des sociétés secrètes, 6.000 francs-maçons ont été inquiétés et près de 1.000 ont été déportés, souvent pour engagement dans la Résistance. Environ 500 francs-maçons ont été fusillés ou sont morts en déportation. L'ostracisme du gouvernement à Vichy a eu des effets divers sur lequel pèse encore le silence des 500 victimes » ! Un drame évidemment, mais en proportion cela fait moins de 1% de l'effectif, très largement instrumentalisé par la Franc-Maçonnerie d'aujourd'hui pour cultiver une position victimaire. Si la participation au gouvernement de Vichy de la franc-maçonnerie française est établie, il restera certainement impossible de connaître le niveau de collaboration où elle s'est engagée. Toutefois certaines personnalités maçonniques apportent des éclaircissements très suggestifs :

- Alexandre Zévaès (Alexandre Bourson), auteur de « Jean Jaurès en apôtre du rapprochement franco-allemand », collaborateur au journal « l'œuvre », journal clairement antisémite sous l'occupation, dirigé

par Marcel Déat (fondateur du parti socialiste de France Union Jean Jaurès, puis membre du Rassemblement National Populaire, un des 3 partis officiellement néo-nazis, nommé ministre du Travail et de la solidarité nationale du régime de Vichy en 1.944.

- Georges Dumoulin, secrétaire CGT et de la SFIO, ancêtre du parti socialiste, également dirigeant du Rassemblement National Populaire, puis embauché en 44 par Déat au ministère du Travail et de la solidarité nationale du régime de Vichy

- Jean Luchaire, placé par Abetz, directeur des « Nouveaux temps, journal à grand tirage pro-nazi, avec Guy Zucarelli comme rédacteur en chef, lui aussi maçon d'une société secrète, le Mouvement Synarchique de l'Empire. L'œuvre » martèle son message : les Synarques contrôlent Darlan et sabotent la Révolution nationale. - Eugène Schueller, franc-maçon, membre de la Cagoule et du MSR, Mouvement social **Révolutionnaire, proche du RPN de Déat** *, PDG de l'Oréal Monsavon, qui confia le magazine « Votre Beauté » à un certain **François Mitterrand. Schueller sortira blanchi en dépit de son activisme collaborationniste** en raison de puissants appuis politiques, dont André Bettencourt et François Mitterrand. L'Oréal a ainsi recyclé, plusieurs anciens cagouleurs. Le passé resurgit, celui de Schueller et plus tard, celui de son gendre, André Bettencourt, dont on exhuma en 1.994 des écrits antisémites parus dans La Terre française, l'hebdomadaire de la Propaganda Staffel. * Le Rassemblement national populaire RNP, 1.941-1.944, était un parti d'extrême droite, collaborationniste français fondé par Marcel Déat en février 1.941. Se voulant socialiste et européen, il se destinait à « protéger la race », et à collaborer avec l'Allemagne nazie.

40 ans après Emile Combes, la pratique du fichage n'avait pas disparu dans la franc-maçonnerie : « L'Affaire des Fiches eut aussi des retombées tardives ». Si Pétain demanda ardemment dès août 1.940, bien avant le statut des juifs, la loi sur la dissolution des sociétés secrètes, c'est à dire l'interdiction de la Franc-maçonnerie, c'est parce qu'il avait toujours pensé que son avancement avait été retardé à cause de sa fiche. Cet être mesquin et vindicatif portera toujours une haine inexpugnable à la Franc-maçonnerie et aux francs-maçons dont il supervisa personnellement les persécutions sous le régime collaborationniste de Vichy. La fiche du Colonel Pétain, rédigée par le Capitaine Pasquier alors que le futur Maréchal commandait le 104^{ème} de ligne est ainsi rédigée : Passé à l'école de Guerre. Inconnu, mais des renseignements nouveaux et sérieux le donnent comme professant des idées nationalistes et cléricales ». On ne pouvait voir plus clair que le frère Pasquier. Naturellement, tous les francs-maçons n'étaient pas collaborateurs, loin s'en faut. Le résistant Jean Zay, condamné par le gouvernement de Vichy comme franc-maçon, juif, antihitlérien, finira, en héros de guerre, lâchement abattu en forêt par des conspirateurs à la solde de Laval ... qui avait remis la franc-maçonnerie en place : petits meurtres dans la fraternité ! Mais les différentes destinations que prirent les fragments divergents de la franc-maçonnerie après son éclatement en 1.940 montrent que les obédiences mènent à tout, et que, in fine, la philosophie maçonnique est une espèce de pâte à modeler protéiforme qui s'interprète comme bon semble, au gré humoral de ses pratiquants et selon leurs opportunités.

Une subjectivité si large donnant lieu à des interprétations si extrêmes laisse songeur. La synarchie d'empire, un concept dévoyé 2 millions de noms fichés, selon Sophie Coeuré, c'est une œuvre considérable, qui n'a rien à envier, toute proportion gardée, aux écoutes que Mitterrand avait généralisées. Selon l'historienne Annie Lacroix-Riz, qui s'appuie sur la consultation d'archives récemment publiques, « ... une partie des élites françaises a mis en application le slogan bien connu « plutôt Hitler que le Front populaire » ». On comprend mieux cette collaboration active, ce fichage démesuré, quand on sait que le front populaire devait être évité à tout prix. Mais la maçonnerie d'époque inventa, ou prorogea, une troisième voie : fondée sur un groupe dissident de l'Action Française qui compte dans ses rangs l'ennemi viscéral des maçons, Charles Maurras, se crée une officine plus radicale, la MSE est le bras armé de « La Cagoule :

Leurs buts auraient été de faire échec à la révolution nationale mise en place par Pétain, contrôler l'industrie par le biais de groupes financiers internationaux et protéger les intérêts juifs et anglo-saxons. La note va circuler non seulement à Vichy, mais également à Washington, Londres et Berlin. En juillet, le « Rapport Chavin » présente le complot synarchique comme une tentative du capitalisme international pour assujettir les économies des différents pays à un contrôle unique exercé par certains groupes de la Haute Banque. Selon A.G. Michel, le Pacte synarchiste révolutionnaire pour l'empire français fut rédigé en 1.936. Il est devenu un agenda politique réel à partir de 1.945 à la conférence de Yalta. Ses mots d'ordres seraient ceux qu'ont propagés en France la franc-maçonnerie laïciste et socialiste du Grand Orient de France, tels que l'on peut en faire la synthèse en prenant connaissance des textes publiés lors de leurs convents. Selon le document intitulé « Pacte Synarchique », après la mort de Jean Coutrot, membre du Groupe X-Crise, conclusion fut tirée que le MSE, fondé en 1.922, fut le bras armé de La Cagoule sous Vichy. Ce qui présuppose que l'activisme du MSE, virulent bien avant la guerre, fit traîner la savate au gouvernement français durant cette période, aux fins de précipiter la défaite française. C'est le montage d'un vaste consortium industriel et financier qui était en gestation avec l'Allemagne, principalement dirigé par la banque Worms et le Groupe X-Crise, suivant l'idée sous-jacente qu'Hitler représentait une alternative solide au communisme, croquemitaine

absolu depuis la révolution russe de 1917. L'idée était, selon Ulmann et Azeau, l'instauration en Europe d'un ordre nouveau, un ordre Synarchique qui ne serait pas celui d'Hitler, ni de Mussolini, tombé au rang de faire valoir du Führer, mais l'ordre européen de Von Papen et de Goering, celui de Lord Halifax, de Pierre-Etienne Flandin, de Ciano, de Franco.

L'oligarchie financière craignait par-dessus toute la mise en place du plan Lautenbach par Von Schleicher, juste nommé chancelier, en coordination avec le New Deal de Roosevelt. Une catastrophe en perspective, une relance de l'économie par l'investissement et le crédit, alors que Schacht prévoyait la planche à billets et la conquête militaire : « L'oligarchie financière américaine, anglaise et allemande redoubla alors ses efforts pour obtenir la tête du chancelier [Von Schleicher] [...] Il fallait par conséquent agir rapidement. Une manœuvre organisée par Schacht, impliquant le baron Schröder, Von Papen et le fils du président Von Hindenburg, Oskar, allait finir par convaincre le Président de congédier Von Schleicher et de nommer Hitler à la chancellerie ». Schacht avait organisé le plan Young, après l'échec du plan Dawes en raison de l'alourdissement de la dette allemande, que Lazard Brothers supervisait depuis l'Angleterre, en collaboration avec la J.P. Morgan, destiné à provoquer l'effondrement de l'Allemagne, plan sur le dos duquel s'engraissaient les banquiers.

La Reichsbank, constituée d'intérêts privés, vit sa direction prise par Schacht, jusque peu après la crise de 29, quand l'atmosphère devint chaude, puis après la prise de pouvoir d'Hitler, Schacht placé par Montagu Norman, qui dirigea la Banque d'Angleterre pendant un quart de siècle, Schacht approché depuis le traité de Versailles par un avocat américain de Wall Street, John Foster Dulles, émissaire du CFR Council on Foreign Relations, qui fit l'intermédiaire avec la J.P. Morgan. Voilà comment il suffisait de présenter la synarchie d'empire, notamment aux polytechniciens, et encore aujourd'hui le discours fait mouche : « Comment pourrait-on qualifier cet « État ingénieur à la française » tel qu'il apparaît dans le projet d'X-Crise ? Opposé au libéralisme pur, c'est un État dont l'action dans la sphère économique doit se fonder sur des principes qui se veulent scientifiques, c'est-à-dire tirés des modèles de la physique maîtrisée par les Polytechniciens ; être mue par des valeurs morales humanistes ». Il n'en fallait pas moins à de nombreux analystes pour voir dans le pétainisme le tremplin idéal à imposer la droite capitaliste qui s'était déjà positionnée dans l'Allemagne d'avant-guerre : « Pour de nombreux auteurs, Georges Valois, Charles Dumas, Pierre Hervé, Roger Menneville, plus près de nous, Ulmann et Azeau, et beaucoup d'autres, la synarchie n'est pas un sabotage de l'action de Pétain, au contraire, elle est La City ayant placé son pion Schacht à la tête des finances nazies, elle s'employa à ériger l'opacité de la finance internationale. Le Mécène de Schacht, Montagu Norman, fut l'artisan de la création des banques centrales, et notamment de la BRI, Banque des règlements internationaux, œuvre de la FED américaine, Banque privée elle aussi, et de la Banque d'Angleterre, dans le but de faciliter les transactions financières que la J.P. Morgan avait monté sous le nom du plan Young.

On constatera qu'encore et surtout à ce jour, dans toute son opacité, la BRI reste fédératrice des politiques bancaires elles-mêmes à l'origine des mesures d'austérité, la dernière décision effective étant, Bâle III. Schacht finira par imposer l'austérité populaire drastique qu'il défendait bec et ongle, au profit de la militarisation de l'Allemagne, et la BRI passera à travers Bretton Woods sans encombre, soutenue par les réseaux d'influence qui l'ont créée. Wall Street ne perdit pas une miette de ce chaos européen, après s'être Gavé des montages financiers de la J.P. Morgan qui suivent le traité de Versailles, divers scandales firent surface, comme la présence importante d'Henri Ford dans l'actionnariat d'IG Farben, ce géant de la chimie nazie, tristement célèbre pour sa production de Zyklon B, destiné aux d'extermination. Henry Ford, décoré de la croix d'aigle allemand par le régime nazi, qui avait déjà financé le national-socialisme à l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1932, s'était aussi illustré en finançant l'industrie automobile de Staline.

D'autres figures importantes furent dénoncées dans cette participation au régime nazi via Farben. Paul Walburg, un banquier qui fut artisan actif dans la construction de la FED, également membre du CFR, Walter C. Teagle qui collabora, dans le domaine de la chimie, avec Farben, par l'intermédiaire de la Standard Oil dans des recherches de pointes. I.G. Farben & American I.G. étaient sous le contrôle de la FED, C.E. Mitchell, W. Teagle, P.M. Warburg, de Ford, de la Bank of Manhattan, Rockefeller, et de la Standard Oil. L'oligarchie financière et industrielle avait déjà placé son emprise en Allemagne bien avant la prise de pouvoir d'Hitler, raison pour laquelle, d'ailleurs, elle ne pouvait laisser faire Von Schleicher, et raison pour laquelle elle fit tout pour propulser Hitler au pouvoir.

Le financier Averell Harriman avait créé une filiale en Allemagne en 1922, date de la création du MSE, puis un consortium à New York avec Fritz Thyssen, qui sera financier d'Hitler, l'Union Banking. C'est à la tête du holding Harriman que sera nommé président un certain Prescott Bush, grand père de G.W. Bush. Harriman et Lazard travaillèrent étroitement avec Worms en France, Mines, finances, immobilier, armateur puissant, qui possédait, selon Annie Lacroix-Riz, plus de la moitié de l'industrie française. La banque Worms étant « l'un des paniers où la Synarchie avait déposé quelques-uns de ses fruits mûrs ».

Vichy fut le creuset de l'oligarchie Synarchique, elle fut également le creuset du frère ennemi, le planisme qui, s'il partait de l'idée de se détacher du marxisme, en appelait toutefois à l'économie mixte, matérialisée par une nationalisation des finances et de l'industrie, ce qui n'était pas pour séduire Worms et ses partenaires de Wall

Street et de la City. Cette dissidence du SFIO, partagée par le syndicalisme dur et incarnée par Marcel Déat, sera largement collaborationniste. Sous l'impulsion d'une tentative d'unification des planistes, néo-socialismes, et des « planistes d'ingénieurs », incarnés initialement par le groupe X-Crise des polytechniciens, par le biais du plan du 9 juillet 1.934, ce rassemblement inconciliable cède rapidement de part, le caractère trop corporatiste du groupe X-Crise, jugé trop bourgeois par les ouvriers. L'artisan du plan du 9 juillet, Jean Coutrot, polytechnicien et membre du X-crise, est retrouvé mort en 1.941. Déat crie au loup, il avait déjà dénoncé Darlan, à la tête de Vichy en 41, comme représentant attiré de Worms, il est vrai que Coutrot avait obtenu des appuis de Maud'hui de la banque Worms : « Son suicide provoque un vaste mouvement de dénonciation du « complot Synarchique ». Coutrot est suspecté d'être le Grand maître.

Les Synarques avaient joué en maîtres, en s'associant avec les planistes, ils mettaient dans leur poche les néo-socialismes. Le plan du 9 juillet s'inscrivait dans une réforme constitutionnelle visant à affaiblir le parlement pour instaurer un régime corporatiste. Ce n'est pas pour rien que les polytechniciens étaient les instigateurs du X-Crise, car le pacte Synarchique prévoyait précisément : « 429 — Le rang du capital, dans l'ordre de subordination et dans l'ordre des avantages compatibles avec l'entreprise synarchisée, ne peut être que le quatrième, après le technicien, le travailleur et la république, impériale, nationale, régionale, communale, syndicale et corporative. PSR, Parti socialiste révolutionnaire est un parti politique français

1.898-1.901 de tendance blanquiste. Il est l'un des partis ayant indirectement donné naissance au parti socialiste SFIO en 1.905. Le technicien comme sommet pyramidal, voilà la pierre angulaire du X-Crise, œuvre polytechnique, et les raisons de sa lutte pour imposer l'ordre Synarchique. Le travailleur, qu'ils avaient rallié un temps en fusionnant avec les planistes, était en second, mais en ratissant large, la réforme constitutionnelle devenait possible. Le retour de Laval au pouvoir contraria leur plan quelques temps, mais l'architecte Coutrot était de toute façon mort, et Laval n'était pas synarchiste. Même si Laval s'entoura précipitamment de francs-maçons, l'oligarchie ne lui pardonnera rien en 45, sa collaboration trop étroite avec Hitler et pas assez constructive avec la troisième voie fut sanctionnée sans égards.

Fin 1.942, alors que Stalingrad marque un tournant dans la guerre, de nombreux analystes avaient déjà prévu la défaite d'Hitler. L'organisation des « ratlines », plans d'évacuation des nazis et des Collaborateurs du banquier juif Worms et son Holding furent le terreau des services secrets britanniques en France ; selon Ulmann, le Grand Orient anglais a joué un rôle essentiel dans l'émergence du synarchisme de Vichy, ainsi que la société fabienne installée depuis en France en 2.007 avec la bénédiction de la classe politique française, sous l'appellation, Ecole d'économie de Paris, qui apparaît dans le plan du 9 juillet 1.934, la plus belle concrétisation du mouvement Synarchique durant l'avant-guerre. La Synarchie de Saint-Yves d'Alveydre se retrouve au banc des accusés. Mais après examen approfondi, on a du mal à penser que le pacte Synarchique trouve ses origines dans la synarchie de Saint Yves d'Alveydre, qui dit, dans l'archéomètre : « Il ne s'agit ni de détruire ni de conserver au-dessus des Etats et de leurs chefs un ordre social quelconque puisqu'il n'y en a pas : il faut le créer ».

Hippolyte Worms (1.889-1.952) est un banquier français, fondateur de la banque Worms. Il est le petit-fils du fondateur, prénommé également Hippolyte, de la société Worms spécialisée dans le fret maritime, la logistique et le commerce de gros. Il fonde les Services bancaires en 1.928 qui deviendront la banque Worms.

Hippolyte Worms développe le groupe Worms dans les activités de construction navale dès 1.916, ainsi que dans les activités financières et d'investissement. Il joue un rôle majeur dans le paysage industriel français des années 1.930. La famille Worms contrôle près de 75 % du PIB français.

Malgré ses origines juives, il a été accusé de collaboration. Sous l'occupation, le directeur Général de la Banque Worms est Gabriel Le Roy Ladurie. Bien que dénoncée comme juive, la banque prospère sous l'Occupation.

De 1.938 à 1.944, les avoirs de la banque ont été multipliés par cinq. Cette banque servira d'Agent de liaison à l'espion Doriot de nationalité américaine et cousin du Doriot français pour les services de l'Abver.

A la fin de la seconde guerre mondiale tous les actifs de sa famille seront nationalisés et ou confisqués. Arrêté en 1.944, Hippolyte Worms séjourne quelques mois à Fresnes. Son dossier est classé sans suite. Dans l'après-guerre, les actifs de la famille sont pris en charge par l'Etat, qui les oriente vers le secteur de l'assurance, devenant majoritaire dans deux sociétés bien établies La Préservatrice et La Foncière, dont les réseaux formeront la base pour la fondation ultérieure d'Athéna Assurances (aujourd'hui AGF), créée en 1.989. Il faut former, au-dessus de nos nations, de nos gouvernements, quelle que soit leur forme, un gouvernement général, purement initiatique, émané de nos nations mêmes, consacrant tout ce qui constitue leur vie intérieure ». « Purement initiatique », à entendre au sens théologique du terme.

Saint Yves d'Alveydre, chrétien, profondément croyant, voyait une initiation théologique au sommet pyramidal, alors que le pacte Synarchique y place le technicien, si l'on se réfère au paragraphe 429. Par quel tour de passe-passe la théocratie serait devenue technocratie, si ce n'est par l'intervention du Saint-Esprit maçon anglo-saxon,

si l'hypothèse d'Ulmann & Azeau concernant l'implication du GO britannique est exacte ? Une escroquerie purement sémantique, qui a conservé le mot « Synarchie », mais qui en a totalement dénaturé le contenu trop virulent, les nombreux retournements de veste, ou tentatives, en faveur de la résistance, s'expliquent à partir de 1.942 de cette manière. La nomination massive de francs-maçons en 1.942 en est une conséquence. Les Etats-Unis iront ensuite recycler de nombreux nazis.

La mention des techniciens au sommet pyramidal dans le pacte Synarchique doit être comprise comme une opération de séduction du patronat français opérée par les rédacteurs du pacte, ce pourquoi les polytechniciens du X-Crise ratissaient large et organisait des réunions ouvertes aux non polytechniciens, mais toujours « personnalités techniciennes ». L'expertise, par le biais du corporatisme, était appelée à remplacer le politique, jugé trop incompetent. L'appât est de taille, outre le pouvoir, ce sera le côté humaniste qui prendra les polytechniciens dans le sens du poil, une carotte idéaliste qui mettrait fin à des millénaires d'exploitation de l'homme par l'homme, comme le stipule le paragraphe 418 du pacte Synarchique : » — Une démocratie économique n'est réelle que si elle satisfait synarchiquement aux conditions suivantes : Fonder l'économie sur la satisfaction des besoins de tous et non plus sur la recherche sordide du profit. L'explication du fait que Pétain ait pris le pouvoir au bénéfice d'une classe bourgeoise qui prend sa revanche sur le Front Populaire. Car la Synarchie s'identifie à toute la période d'avant-guerre, et devient le synonyme des efforts de la droite capitaliste pour instaurer un fascisme à la française ». Restait à trouver le bouc émissaire sur le dos duquel on allait installer cette synarchie-là.

LE MARTINISME MIS EN ACCUSATION, PETIT CROCHE-PIED ENTRE ECOLES D'INITIES.

Le martinisme est un courant de pensée ésotérique, rattaché à la mystique judéo-chrétienne.



Le martinisme est un courant de pensée ésotérique, rattaché à la mystique judéo-chrétienne. Ce courant de pensée remonte à Joachim Martinès de Pasqually, fondateur en 1.761, de l'Ordre des Chevaliers Maçons Élus Coëns de l'Univers, puis à son secrétaire, Louis-Claude de Saint-Martin, dit « le philosophe inconnu », célèbre par son livre *Tableau naturel des rapports qui existent entre Dieu, l'homme et l'univers* 1.782. Le mot « martinisme » joue donc habilement sur les noms propres, Martinès, Saint-Martin. Umberto Eco, dans son roman, *Le Pendule de Foucault* relève une énorme confusion entre martinistes qui s'inspiraient de saint Martin et Martinistes, fidèles de ce Martinès de Pasqually.

Synarchie ... Synarchie ... d'empire, ou pas, peu importe. D'une part, il désigne originellement une forme théorique de gouvernement proposée par l'ésotériste français Joseph Alexandre Saint-Yves d'Alveydre, 1.842-1.909, qui écrivit à la fin du XIX^e siècle plusieurs livres exposant la théorie de la Synarchie. Il avait l'espoir de voir la Synarchie se réaliser comme une organisation européenne capable d'empêcher les guerres du XX^e siècle qu'il pressentait et comme organisation intérieure de chaque nation européenne, de la France en particulier. Aucun de ses espoirs ne se réalisa, mais certains estiment que ses théories conservent une validité.

D'autre part, dans son sens courant, le « pacte Synarchique d'Empire » ou « complot Synarchique » désigne un mythe politique procédant d'une invention des mouvements les plus réactionnaires du régime de Vichy en vue de dénoncer leurs adversaires du mouvement technocratique au moment où ceux-ci prenaient l'ascendant au sein du régime. Il fallait un coupable, tout le monde allait se rabattre sur Saint Yves d'Alveydre et ses successeurs !

C'est lui qui avait inventé le mot ! Pourtant Saint Yves était étranger à toute obédience maçonnique, tout mouvement mystique, et son association posthume au martinisme n'était que l'œuvre de Papus qui allait réinventer le mouvement, sur lequel Guénon eut d'ailleurs des mots extrêmement sévères. L'action de Saint Yves, concernant la synarchie, auprès des « souverains » de son époque, qui s'était d'ailleurs soldée par un retentissant échec, était officielle. Comme il le dit lui-même : « Je ne fais ni ne veux faire partie d'aucune société secrète ni d'aucune petite église que ce soit, car j'en crois le temps absolument passé, et la synarchie en elle-même est une œuvre de plein soleil et d'intégralité cyclique ».

Le martinisme n'est pas une doctrine aisément identifiable, et ceux qui se lancèrent à la simplifier ne rencontrèrent que des déconvenues. Le martinisme est plutôt une sorte d'OVNI et correspond plus justement à une nébuleuse inconstante de courants très disparates, voire antagonistes, comme l'annonça le premier schisme dont il souffrit, la scission entre martinésisme et martinisme. Saint-Martin le reconnut lui-même à la fin de sa vie, dans une lettre au Baron de Liebisdorf en 1.796 : « Mr Pasqually avait la clef active de ce que notre cher Boehme expose dans ses théories, mais qu'il ne nous croyait pas en état de porter encore ces hautes vérités ». Le disciple renégat s'était en effet tourné vers la « clef de Boehme » que prétendait détenir Rodolphe de Salzmänn, attaché à la mystique allemande, et en relation avec Eckarthausen et Lavater. Saint-Martin bouda copieusement les loges martinésistes depuis 1.777, loges qui partirent à la dérive dans les décennies qui suivirent la mort de Pasqually pour finir par être absorbées par le Grand Orient en 1.811, qui avait été jusque-là le frère ennemi. Ainsi on peut dire, stricto sensu, que le martinisme n'existe pas : « Saint-Martin ne fonda jamais aucun ordre ; il n'eut jamais cette prétention, et le nom de martinistes désigne simplement ceux qui avaient adopté une manière de voir conforme à la sienne, tendant plutôt à s'affranchir du dogmatisme rituel des loges et à le rejeter comme inutile ».

Le Grand Orient, que l'on a vu très impliqué dans l'émergence du synarchisme de Vichy, pouvait donc naturellement créer ce bouc émissaire naturel, d'une part parce que le martinisme, au sens originel, n'existait pas, et ensuite pour régler ses comptes avec le martinésisme qui avait osé le défier à la fin du XVIII. La propagande de Saint-Martin échoua près des loges de Paris et de Versailles, mais lorsqu'en 1.778, ces loges eurent vu leurs frères de Lyon se tourner définitivement vers le rite templier allemand de la stricte observance, et le grand maître Willermoz prendre la succession du grand maître provincial Pierre d'Aumont, successeur de Jacques Molay, elles songèrent à fusionner avec les loges Philalèthes qui, depuis 1.773, travaillaient d'après les données de Martinès et de Swedenborg, et dans les chapitres secrets desquels n'était admis aucun officier du Grand Orient ».

La manœuvre de mise en accusation était encore plus facile depuis que le concept de Martinisme devint encore plus diffus, au début XX^e, et depuis que celui-ci avait récupéré, par un malheureux concours de circonstances, le concept Synarchique, qui n'est ni présent dans l'œuvre de Pasqually, ni dans celle de Saint-Martin. Willermoz, qui affirma à sa mort, qu'il n'existe plus de Réau-Croix, et que leur transmission s'est interrompue », et qui avait orienté le martinisme dans le rituel très chrétien du RER, ou la Franc-maçonnerie chrétienne y ayant adjoint quelques éléments mineurs des Elus-Coëns, n'était pas pour autant « un héritier de Martinès [...] qui était juif, et qui voulait restaurer le sacerdoce juif dans la maçonnerie intérieure, tout en étant foncièrement opposé au sacerdoce chrétien ».

C'est Papus qui allait étoffer la nébuleuse en créant la composante que le Grand Orient allait, un demi-siècle plus tard, indirectement accuser. Après près d'un siècle de sommeil, l'ordre martiniste renaît de ses Cendres par Papus, en publiant son premier manifeste en 1.889, et rayonne jusqu'en Russie, avant de se disperser à nouveau trente ans plus tard, d'une part, vers une tendance plus maçonnique, avec Jean Bricaud, d'autre part plus papusienne, avec P.A. Chaboseau, et enfin plus Alveydrique, celle qui nous intéresse, créée en 1.920 par Victor Blanchard, et nommée Ordre Martiniste Synarchique, deux ans avant la création du Mouvement Synarchique d'Empire, dont le créateur nous est inconnu. C'est ces deux ans de battement qui allaient tant faire souffrir le martinisme, tant ce terme devenait fourre-tout, et tant il se mariait bien avec l'œuvre de Saint-Yves d'Alveydre que Papus avait arraché des limbes pour promouvoir aux premières loges.

C'est René Guénon qui mettra un terme à la polémique en 1.949, dénonçant l'escroquerie grossière : « La Synarchie, selon ce dernier, Saint-Yves d'Alveydre, n'a assurément rien de commun avec ce qui a fait tant de bruit en ces dernières années et à quoi il semble bien que ses promoteurs aient donné le même nom, tout exprès pour créer certaines confusions, en quoi ils n'ont d'ailleurs que trop bien réussi, car les livres et les articles publiés à ce propos ont répandu dans le public toute sorte d'erreurs grossières sur Saint-Yves et sur son œuvre. Le pauvre Saint Yves, qui déjà n'avait pas trouvé écho en son temps, doit passer son temps à se retourner dans sa tombe ».

Faut-il s'étendre sur les divergences structurelles entre la synarchie de Saint-Yves d'Alveydre et le pacte Synarchique révolutionnaire, qui n'ont de commun que l'appellation ? L'avis de Guénon sur ce point est très significatif.

Dans une revue publiée par lui-même, « La Gnose » en 1.911, où il publiait sous le pseudonyme de Palingénus, on peut lire : « le principe de l'institution des castes, sur laquelle repose toute société établie synarchiquement, est en accord avec les règles organiques et harmoniques de notre univers ».

La caste, au sens antique, est déterminée pour chaque individu, pas pour sa nature propre, mais pour l'ensemble des qualités potentielles qu'il apporte en naissant, et qui passeront en acte dans le cours de son existence terrestre. La dynamique du PSR *, si elle reprend l'idée de caste, passe avec légèreté d'une structure de castes érigées selon des prédispositions naturelles et innées à une structure de castes selon une division corporatiste sociale, selon le paragraphe 146 : « Les professions reconnues et organisées, seuls facteurs d'activité civique populaire, sont distribuées synarchiquement suivant leur principe basique et leur nature pour constituer : — L'Ordre économique, — l'Ordre politique, — l'Ordre culturel, — l'Ordre impérial »

Contrairement au PSR, * « pacte Synarchique révolutionnaire » la synarchie de Saint-Yves d'Alveydre est la loi qui, étant celle de l'organisation normale des Sociétés, est du même coup la loi de l'Histoire et e la toute puissante d'Eglise catholique romaine, est d'essence chrétienne, au sens initiatique, et cette notion lui est si fondamentale qu'il fait de la confession juive une obédience qui, s'il la voit subordonnée au christianisme, reste à ses yeux, essentielle.

C'est ainsi que je leur démontre, aux juifs, appuyé sur l'histoire du monde et de la leur, que la Synarchie, le Gouvernement arbitral, trinitaire, tiré des profondeurs de l'initiation de Moïse et de Jésus, est la promesse même des Israélites, comme la nôtre, et le triomphe même d'Israël par la Chrétienté [...] Je tiens à dire que je n'écris nullement pour ceux auxquels suffit la forme d'enseignement primaire qu'a revêtu le judéo-christianisme, grâce aux talmudistes et aux théologiens chrétiens [...] Mais Moïse comme Jésus nous a légué une promesse d'ordre social dont l'accomplissement prophétique vise nos temps [...] Ce qui importe, c'est que dans l'état social européen, dans cette universelle église laïque, non constituée encore, mais en avance de moralité et d'intellectualité sur ses directions politiques et sacerdotales, Israël, couvert par Jésus-Christ, son souverain pontife et le nôtre, est encore plus chez lui que chez nous, en Europe même, et cela de part, les droits les plus sacrés. Il importe donc au premier chef, que le christianisme s'accomplisse socialement, de haut en bas, par la reconnaissance des trois grands ordres sociaux institués par Moïse, par la synarchie ». Il faudra être maître funambule pour réconcilier cette vision avec la technocratie du Pacte Synarchique Révolutionnaire qui, il faut bien le reconnaître, se situe à des années-lumière.

Le martinisme, quelle que soit la variante à laquelle on se réfère, n'a jamais rien eu à voir, de près ou de loin, avec tout ce panier de crabes de Vichy. Le martinisme fut victime de la malheureuse appellation de Victor Blanchard, l'ordre martiniste Synarchique, qui, comble de tout, fut créé deux ans avant le Mouvement Synarchique Révolutionnaire. Toutes les analyses, qui font remonter la Synarchie, au sens du MSR, Mouvement social révolutionnaire était un parti d'inspiration fasciste, fondé à Paris en 1.940, à Blanchard, Papus, Saint-Martin ou Martinès de Pasqually se sont laissé piéger par la surface sémantique et n'ont probablement pas eu la moindre connaissance des doctrines correspondantes. Cette idée machiavélique, de reprendre le mot Synarchie dans le Pacte Synarchique Révolutionnaire, est plutôt à mettre sur le compte du Grand Orient britannique, qui tirait à l'époque toutes les ficelles par l'intermédiaire de Worms, et bien que cela soit particulièrement difficile à démontrer, l'association coule de source.

RESPONSABILITES MAÇONNIQUES MAJEURES.

Le Pacte Synarchique révolutionnaire, (La synarchie désigne un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est détenu simultanément et collégalement par plusieurs chefs à la fois), associé au projet polytechnicien X-Crise, jeta les principes de la mondialisation, en entendant promouvoir la Société des Nations, créée 3 ans avant le Mouvement Synarchique d'Empire, et en définissant, par le biais des paragraphes 592 et 593, « Les cinq fédérations impériales du monde actuel, déjà formées ou en formation, comme base d'une Société Universelle des Nations ». Les bases de la mondialisation sont posées, et c'est, encore une fois, le Grand Orient que l'on retrouve en coulisses, par l'intermédiaire de Léon Bourgeois, premier président de la Société des Nations, et récompensé par le prix Nobel de la paix, l'année suivante, où l'on voit que l'escroquerie du prix Nobel de la paix, criarde avec Obama, ne date pas d'hier. La société des nations, ébauche de l'ONU, fut soutenue par Elihu Root, lui aussi Prix Nobel de la paix, qui fut, de 1.919 à 1.921 le principal artisan de la fondation du CFR, dénommé aussi Le Council on Foreign Relations a été fondé en 1.921 par la Fondation Rockefeller en grande majorité et la Fondation Carnegie, dont on a vu le rôle actif dans ses collusions avec le régime nazi, John Foster Dulles, secrétaire d'état en 1.953, Paul Walburg, artisan de la Fonds Européen de Développement, Averell Harriman, à l'origine de la dynastie Bush, dont la Union Banking fut fermée seulement en 1.951 en tant qu'organisation nazie, et dont on a vu les protagonistes n'être même pas inquiétés par Nuremberg et plutôt promus à un brillant avenir.

C'est-on imaginé que le X-Crise n'est plus qu'une vieille relique historique ? Qu'on se détrompe, nos amis polytechniciens ont fait en 2.005 de ce prototype une version revue et améliorée, rebaptisée X-Sursaut. Si l'analyse de X-Sursaut semble parfaitement louable – dénoncer l'incompétence de l'état – son objectif n'en demeure pas moins la mise en place d'un système décisionnaire fondé sur une technocratie gérée par les polytechniciens eux-mêmes, et, qui plus est, d'une technocratie foncièrement libérale dont les règles seraient assimilables à la gestion d'une entreprise privée : « On retrouve là quelques éléments caractéristiques de l'approche à X-Crise. La conférence de Yann Duchesne, X77, s'appuie sur son ouvrage, France S.A., paru en 2.002.

L'idée de l'ex-directeur du cabinet de consultants McKinsey consiste à appliquer à la France le regard et les méthodes de management d'un dirigeant d'entreprise. Le diagnostic sur l'état de la France est conforme à celui annoncé par Lévy-Lambert dans la profession de foi d'X-Sursaut [...] « Comme première explication, on peut incriminer des surréglementations sectorielles et une charge financière de l'État étouffante » [...] Pour réagir, il faut engager quatre grands chantiers, selon Duchesne, qui tous tournent autour d'une vision libérale de l'économie. Le premier est une véritable révolution culturelle, selon l'auteur, puisque « L'État doit être géré comme une entreprise privée, ce qui conduit à l'externalisation de nombreuses activités.

L'évaluation des agents publics heurte une culture imprégnée depuis des décennies » [...] ». Cette démente du « tout-capitaliste » ferait bien d'écouter le sage Paul Jorion, qui dit à raison « L'état-providence est ce qui permet de rendre supportable le capitalisme », et qu'elle écoute son superbe historique des révolutions, liées à la divergence des 2 concepts. Certes l'état-providence est d'une telle incompétence qu'il est à refonder, mais de là à mettre le seul profit en maître d'œuvre.

Une « révolution culturelle », Mr Duchesne n'aurait pas pu mieux choisir sa formule, n'est-on pas exactement dans l'esprit de X-Crise, dans la Synarchie d'Empire, colportée précisément par le Mouvement Synarchique Révolutionnaire, qui 70 ans plus tard, tente une nouvelle percée en ayant été soigneusement rebaptisé X-Sursaut, et dépouillé de toute connotation synarchiste ? On n'éveille pas l'attention, on évite soigneusement le mot Synarchie. Sauf qu'à la différence de la collaboration entre les polytechniciens de l'époque et le gouvernement de l'époque, la collaboration actuelle, ou, pour mieux dire, l'asservissement temporaire des polytechniciens aux politiques, caresse l'idée d'une privatisation générale des administrations, selon le modèle américain, privatisation qui matérialiserait ce vieux rêve de Synarchie d'Empire où ils se tailleraient la part du lion.

La vassalisation de notre Président français, Mr Sarkozy, aux Etats-Unis, qui en vénère le modèle, engage d'ailleurs déjà en ce sens. On pourrait dire que le projet de Synarchie actuel est bien plus avancé que son prototype de Vichy. A cet égard, on comprendra mieux la position d'un Attali, farouche partisan du traité de Lisbonne, imposé de manière dictatoriale, traité dont on sait qu'il est la charpente d'une dictature politique bien plus globale ... Préfiguration d'une future société technicienne. Ou la position d'un Jancovici qui nous explique, du haut de sa technicité, tout comme Attali, que nous sommes tous coupables de réchauffer la planète et que le salut du citoyen réside dans l'acquiescement d'une taxe Energie ... Le propos ici n'étant pas de dénigrer le corps des polytechniciens, dont les compétences sont hors de doute, mais de regretter amèrement que tant de capacités soient mises au service d'une politique à orientation dictatoriale, comme le fait Attali, trahi par son admiration de Delors, depuis Mitterrand, et, bien pire, que le dessein dudit corps réside dans la mise en place d'une dictature privatisée, basé sur un terrorisme du rendement.

Les rapprochements entre les polytechniciens et la franc-maçonnerie ne sont un secret pour personne, une tradition qui date de l'empire, et qui commença par Gaspard Monge, fondateur de l'école polytechnique, et initié à la loge, l'Union Parfaite du Corps Royal du Génie. Plus récemment, on trouve par exemple, Christian Pinon, soutenu par les réseaux maçonniques, Guy Worms, ancien collaborateur de Bérégovoy, auteur du fameux « rapport Worms » dénonçant les magouilles de ses frères du Grand Orient, excédé par les pratiques du milieu. Des appartenances au milieu maçon très souvent ignorées d'ailleurs, secret fraternel oblige, et extensibles à l'ensemble des grandes écoles françaises, ces réputés corps d'élite. Une opacité maçonnique qui est telle, notamment au Grand Orient, que les frères eux-mêmes la dénoncent, comme Hughes Forestier, qui publie « frères à abattre », un maçon intègre, on en trouve, ou Worms, qui, en ayant déposé une plainte maçonnique contre le trésorier, se vit infliger une « Suspension à titre conservatoire », Worms, un autre maçon intègre. Le propos n'étant pas ici de faire le procès des systèmes de croyances propres à la maçonnerie, ni de lui reprocher de faire main basse sur les élites françaises, mais de dénoncer sa participation active depuis plusieurs décennies à la faillite de la France tout en s'engraissant démesurément au passage.

Le contre-pouvoir eût été pour elle la moindre des positions à prendre, conformément à la manière même dont se définit la franc-maçonnerie, association essentiellement philosophique et philanthropique, comme un système de morale illustré par des symboles.

Mais plutôt que le contre-pouvoir, c'est, pour le moins, la voie de la complicité active avec les instances gouvernementales que les frères ont choisie, si ce n'est l'acte organisé du dépeçage du patrimoine public français. Moralité maçonnique !.....? L'image et les symboles deviennent burlesques et font franchement rire, car, sans même parler des « affaires », il sera difficile d'expliquer qu'en dirigeant la haute finance, les banques, les compagnies d'assurances, les administrations, les appareils législatifs et judiciaires, la FM ait appuyé, ou, dans le meilleur des cas, laisser passer, sans même alerter quiconque, toutes les étapes qui depuis 40 ans mènent le pays au mur. Comme par exemple, pour faire court et simple, la « loi VGE-Rothschild » du 3 janvier 1.973, qui oblige la Banque de France à s'endetter sur les marchés privés, loi qui est responsable de l'endettement astronomique de la France, le contribuable ne remboursant que les intérêts privés ! Comme la loi du 24 janvier 1.984, votée sous Mitterrand par le franc-maçon, membre de la trilatérale et fondateur du think tank « Notre Europe » Jacques Delors, tant adulé par Attali, Jacques Delors père d'une certaine Martine Aubry membre du groupe « Le Siècle », une mesure de pointe en avance de 15 ans sur l'abrogation du Glass-Steagall américain en 1.999, qui supprima la distinction entre banque de dépôt et banque d'investissement.

Cette mesure, qui permit à n'importe quelle de nos banques d'investir ou jouer au jeu du casino, commença par donner lieu à toute une série de scandales bancaires, comme celui du Crédit Lyonnais pour 47,6 milliards d'€ à lui seul aux frais des Contribuables. Des amuse-gueules, ces petites affaires, un tour de chauffe des années 1.990, en comparaison de ce qui allait venir, les expositions bancaires des filiales en Europe et aux Etats-Unis, des centaines de milliards d'Euros « d'investissements » pyramidaux masqués en CDS et autres actifs toxiques,

planqués dans des changements de norme comptable modifiés à la va-vite pour l'occasion, mais d'une radioactivité croissante même dissimulés sous le tapis ; « investissements » qui pour l'instant coûtent aux français la bagatelle de 40 milliards d'euros de capitalisation et 320 milliards d'€ de garantie, conformément au plan de sauvetage des banques de 2.008, le pire restant à venir, que ce soit pour sauver les PIIGS, en réalité les banques exposées dans ces pays, ou que ce soit les mesures d'austérités en cours et à venir destinées à « rassurer les marchés ». PIIGS = Les cinq pays de l'Union européenne qui ont des économies faibles : le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

Tout ce hold-up organisé, le plus grand de tous les temps, la Franc-Maçonnerie, investie dans tous les postes clés financiers, législatifs, administratifs, ou très proche d'eux, parée des meilleures élites françaises, par appartenance ou par influence, ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas, et ne pourra pas se cacher derrière la naïveté. Même si tous les francs-maçons ne sont pas à mettre dans le même sac, puisque bon nombre d'entre eux s'insurgèrent contre leur propre pratique, et même si des légions de non-maçons participèrent aussi à cette orgie, il s'agit bel et bien d'un complot maçon contre le peuple français, les traces de sa préparation se retrouvant facilement, comme l'indique l'ébauche du précédent paragraphe. Que ce complot ne soit qu'une partie d'une internationale Synarchique plus vaste encore, dont la naissance fut conjointe au CFR, **et qui traîne un triste cursus depuis la seconde guerre mondiale, sans parler d'avant, comme cela a été montré dans les précédents chapitres, n'est pas l'objet de cet article, qui reste dans le cadre de la spécificité française.** L'imminente destruction de la France, sous l'empire franc-maçon matérialiste, est traitée dans les pages suivantes.

Le lecteur commettrait une grave erreur en pensant que le présent exposé est un procès de la Franc-Maçonnerie. Loin de là. Tout être humain a le droit, que dis-je, le devoir, d'accéder à la Connaissance, visible et invisible, par respect pour notre héritage grec, où Aristote professait la métaphysique, et par nécessité de compréhension de notre culture judéo-chrétienne. La source égyptienne est manifeste dans cette racine bicéphale, Moïse, Platon et Pythagore ayant été instruits au pays des pyramides. L'objet de cet article est de dénoncer, non pas la Franc-Maçonnerie traditionnelle et pourvue de ses valeurs humaines originales, mais la Franc-Maçonnerie particulière, représentée par tout un éventail de loges, qui a rompu avec ses principes fondateurs pour avoir créé une immense usine corporatiste à développer des intérêts personnels et matériels, au prix du vol massif et organisé des français, et de l'établissement d'une société totalitaire, dont la construction est déjà très avancée.

Dans le décret du 12 mai no 5.822 de 1.822, encore valable, on voit comme règle du Rite Ecossais en France. La maçonnerie, connue sous la dénomination d'art royal, est une association d'hommes réunis dans la vue de se rendre utiles à leurs semblables considérés individuellement [...] Toute société secrète qui s'occupe de spéculations politiques ou religieuses est, par ce fait, étrangère à l'association maçonnique, et même en opposition avec ses principes. Napoléon Bonaparte lui-même avait pris conscience de ne pas avoir été digne de son titre de maçon. J'ai consumé ma vie en des mouvements continuels qui ne m'ont pas permis de remplir mes devoirs d'initiés à la secte des Egyptiens. Napoléon fut initié au Caire à la « loge Isis », et sa filiation importera en France le rite Memphis. Il avait fini par faire amende honorable.

On comprendra facilement pourquoi, au contraire, les dizaines de milliers de frères actuels, concernés par la mise à sac directe ou indirecte du pays, ne font pas de même : tous accrochés à des intérêts matériels, vénaux, à marcher sur les cadavres, prisonniers d'une fuite en avant qu'ils ont mis eux-mêmes en place, tous n'ont plus de maçonnique que le nom et la parure, dévalorisant au passage, aux yeux profanes qui n'ont plus guère envie de faire le discernement, on les comprend, la rare tradition ayant conservé ses objectifs authentiques, quelle qu'en soit sa forme ou sa dénomination, qu'elle soit franc-maçonne, rosicrucienne, hermétique, alchimique ou agnostique. Au contraire, cette franc-maçonnerie politique et matérialiste, qui participe à son profit à la décomposition de la société, est devenue néfaste tant sur le plan profane que sur le plan sacré. A défaut de finaliser la construction du temple interrompue par l'assassinat d'Hiram par trois mauvais compagnons, ce mythe fondateur de la franc-maçonnerie incriminée, telle que définie dans le présent article, est sur le point de finaliser la construction du plus grand système pyramidal de tous les temps, un ensemble de montages financiers justement nommé bulles, gonflées à partir d'une pompe à vide dans des proportions gargantuesques.

Cette pyramide, qui n'est pas sans rappeler Babel, toujours plus haute aux fins de maintenir les assises matérielles d'une minorité qui entend représenter Dieu, est systématiquement facturée aux citoyens à un rythme où les échéances deviennent exponentielles, rendant la vie quotidienne irrespirable. L'illusion ne pouvant être maintenue plus longtemps, l'ensemble est amené à s'effondrer à brève échéance, apportant, dans le meilleur des cas, son lot de dictatures, comme l'annonce l'exploitation de la fable Al-Qaïda, sur laquelle le silence maçonnique est révélateur, et dans le pire, un chaos qui sera une première pour l'humanité ...

L'HUMANITE, UN CONCEPT BIEN OUBLIE PAR LES FRERES.

7 novembre 1.944 -- Du 3^{ème} Reich à l'Union européenne ?

Le 7 novembre 1.944, l'Allemagne hitlérienne ... Les élites se rencontrent effectivement à l'hôtel Maison Rouge de Strasbourg : ... L'assemblée est présidée et introduite par un général SS en grand uniforme, à ses côtés Martin Bormann ...Secrétaire d'Hitler lequel ignore la tenue de cette réunion. Le compte-rendu détaillé de la réunion plénière appelle depuis : Rapport de Maison Rouge ...

Pour comprendre l'histoire, les théories complotistes sont généralement contradictoires avec le rationalisme. Nous ne devons cependant pas écarter les éléments mineurs qui peuvent contribuer à éclairer certaines évolutions.

Dans ce cadre, un évènement en fin de 2^{ème} guerre mondiale mériterait d'être élucidé : le grand capital allemand et de hauts dignitaires nazis ont-ils préparé l'avenir lors d'une réunion à Strasbourg suivie d'une prise de contact avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ?

Le 7 novembre 1.944, l'Allemagne hitlérienne sait qu'elle a perdu la guerre. Les armées rouges approchent de Berlin sur tous les fronts. Des révolutions sociales portées par des Résistants peuvent exploser. En effet, Strasbourg sera libéré le 23 11 1.944 par le GI Leclerc. Il faut donc sauver le cœur du projet nazi, à savoir les intérêts des grandes entreprises allemandes. Comment ? En persuadant Américains et Britanniques que c'est leur intérêt capitaliste bien compris.

Un rendez-vous de haut niveau, parti nazi, industriels, appareil d'état est organisé dans le plus grand secret, même Hitler n'est pas informé. Cela se passe dans une chambre d'hôtel à Strasbourg. Cette pièce a été passée au peigne fin pour éviter les microphones indiscrets. Des gardes SS veillent aux alentours.

Le journal britannique Daily Mail résume ainsi les participants et la raison de leur présence collective « La délégation des industriels incluait les représentants de Volkswagen, Krupp et Messerschmitt. Les officiels, fonctionnaires, de la Marine et du Ministère d'Armements étaient aussi à la réunion et, avec une prévoyance incroyable, ils décident ensemble que le Quatrième Reich, contrairement à son prédécesseur, serait économique plutôt qu'un empire militaire - et pas seulement allemand. »

Se rencontrent effectivement à l'hôtel Maison Rouge de Strasbourg :

- Des représentants du grand patronat,**
- Plusieurs cadres nazis et officiers supérieurs,**
- Des délégués officiels de la haute administration, ministère de l'armement, de la marine etc.**

L'Assemblée est présidée et introduite par un général SS en grand uniforme gris-vert portant la casquette à visière avec tresse d'argent, l'Obergruppenführer Dr Scheid, un des plus hauts gradés parmi les SS, équivalent de Général de Corps d'Armée. A ses cotés Martin Bormann Secrétaire personnel d'Hitler était présent sans que le Führer le sache. Que dit-il ?

L'industrie allemande doit se rendre compte que la guerre ne peut pas être gagnée. Il faut prendre des mesures pour préparer une relance économique et commerciale après-guerre. Les entrepreneurs doivent donc tisser des contacts et des alliances avec des sociétés étrangères, mais ceci doit être fait de façon individuelle et la plus discrète possible ; ils devront emprunter des sommes substantielles aux pays étrangers après la guerre ; ils pourront particulièrement exploiter les finances des sociétés allemandes qui ont déjà été utilisées comme des fronts pour la pénétration économique à l'étranger comme les associés américains du géant d'acier Krupp aussi bien que Zeiss, Leica et la compagnie maritime de Ligne de Hambourg-Amérique. »

Lorsque la plupart des industriels ont quitté la réunion, une poignée est appelée dans un autre cénacle encore plus restreint, présidé par Dr Bosse du Ministère de l'Armement. Il y avait des secrets à partager seulement avec l'élite de l'élite. Aucune information n'a filtré de cette seconde discussion. Le compte-rendu détaillé de la réunion plénière appelé depuis Rapport de Maison Rouge, est évidemment noté SECRET. Il compte trois pages, aux caractères et lignes très serrées. Il précise les buts communs de ces participants :

- Un objectif à court terme, diriger l'argent des grandes entreprises et banques allemandes vers la Suisse pour pouvoir l'utiliser à nouveau après la guerre.**
- Un projet à plus long terme, maintenir « un empire allemand fort » malgré la défaite militaire.**
- Une transition entre le court et le long terme : configurer un réseau de sociétés écran secrètes.**

A qui ce rapport et ces propositions sont-ils envoyés ?

Ceci dit, le fameux « Rapport de maison rouge » devenu public n'est pas l'original, mais un compte-rendu écrit par un espion français présent à la réunion de Strasbourg en 1.944 et envoyé aux services secrets militaires américains, et à Cordell Hull. J'ai téléphoné à l'hôtel Maison rouge en juin 2.002 et c'est très aimablement que mon correspondant m'a confirmé que cette réunion secrète avait bien eu lieu, et que par la suite l'hôtel a été démoli pour effacer les traces de cet acte de collaboration avec les nazis, puis reconstruit ultérieurement par ses propriétaires, dans un autre quartier de Strasbourg.

Auparavant, Il y a eu certaines controverses sur le rôle de Hull, marié à une juive, dans l'affaire du paquebot allemand SS de St-Louis en 1.939, où les réfugiés juifs se sont vu refuser l'entrée aux États-Unis. Ces Juifs avaient fui l'Europe pour échapper aux Nazis et après s'être vu refuser l'entrée à Cuba et aux États-Unis sont retournés en Europe où la plupart devinrent des victimes de l'Holocauste, après que les Nazis aient envahi l'Europe de l'Ouest dans les années suivantes.

A Cordell Hull, puissant secrétaire d'État américain, l'équivalent de ministre des Affaires étrangères de mars 1.933 à novembre 1.944. L'original est classé par les services secrets militaires US en EW-PA 128 actuellement déclassifié et public plusieurs officiels britanniques sont destinataires de copies. Hull était en quelque sorte la conscience internationaliste de Roosevelt dans les questions économiques, une conscience à laquelle le président ne prêtait pas toujours l'oreille dans l'immédiat mais qui en général avait le mot de la fin ». Cordell Hull est l'un des membres de l'administration Roosevelt ayant le plus poussé le Président à troubler le jeu politique de la France libre, de manière à nuire au leadership du Général de Gaulle, qu'il détestait, comme l'illustre l'épisode du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France libre.

En novembre 1.941, les Américains s'opposent à une action de de Gaulle en direction de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il passe outre et une flottille de la France libre aborde l'archipel le 24 décembre. Furieux, Cordell Hull publie une violente déclaration. « [...] l'action entreprise par trois bâtiments des prétendus Français libres à Saint-Pierre et Miquelon était une action arbitraire, contraire à l'agrément de toutes les parties intéressées. », l'expression « soi-disant » étant jugée choquante. **Il joue un rôle dans l'abandon du plan Morgenthau de désindustrialisation et de démantèlement de l'État allemand à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le réarmement de l'Allemagne pas encore dénazifiée. Ce rapport correspond-il à ce que l'Allemagne nazie, ses Banques et Entreprises industrielles et agricoles voulaient faire en 1.945 ?**

OUI. En créant la zone Euro à partir de la BCE à Francfort, l'Allemagne a voulu contrôler seule l'émission de l'Euro en refusant à trois reprises à la France, que le Siège social soit construit à Lyon, le Gouverneur soit statutairement français, que les services de la BdF assurent les services de l'imprimerie. Ce triple refus est le prolongement de cette réunion de Strasbourg, et blanchir le solde des opérations ODESSA.

L'Allemagne nazie a vraiment exporté des montants massifs de capitaux par des pays neutres par les réseaux ODESSA. Des milieux d'affaires allemands ont vraiment mis en place un réseau de sociétés écran à l'étranger. L'économie allemande s'est vraiment bientôt remise après 1.945. Le Troisième Reich a été battu militairement, mais des banquiers puissants de l'ère nazie, des industriels et des fonctionnaires, réincarnés en démocrates, ont bientôt prospéré dans la nouvelle Allemagne de l'Ouest. Là ils ont travaillé pour une nouvelle cause : l'intégration économique et politique européenne.

Je rappelle que l'intérêt des grandes entreprises allemandes constituait effectivement le cœur du projet nazi et que l'union européenne telle qu'elle a été construite ensuite correspondait également à l'intérêt des grandes entreprises allemandes. Les USA en 1.917 refuse la guerre totale de la France en Allemagne, Foch voulait raser Berlin, Ils feront paix séparée avec l'Allemagne en 1.922 et aideront l'Allemagne à se réarmer, et le Congrès aura auparavant refusé de ratifier le traité de paix de Versailles. Le traité américain Kellogg désarmera la France en 1.928, lors que Staline est à Moscou, Mussolini à Rome, Hitler à Berlin, avec l'aide américaine, via les comptes à numéros en suisse.

CHUTE D'UNE PUISSANCE MONDIALE.

LA FIN DE LA PRESENCE DE LA FRANCE DANS LE MONDE.

De ces deux grands résultats, la création de l'Europe libérée, la reconstitution de son empire colonial, la France peut se déclarer satisfaite. Selon les paroles de Poincaré, elle n'a rien à convoiter dans le monde, elle est affranchie de tout impérialisme en politique coloniale, comme en politique européenne. Elle poursuit sa tâche dans la double voie où l'ont engagée son instinct et sa raison de propagande de justice parmi les peuples civilisés. Elle met en œuvre son expansion de civilisation chez les peuples des pays du tiers-monde. Ses moyens d'action sont toujours les mêmes : le charme, la bonne grâce, la douceur des mœurs, la modération dans la fortune, la souplesse de sa diplomatie que sais-je encore ? Elle respecte les croyances, par égard aux faibles et misérables. Elle a horreur du mensonge, de

l'abus de richesse, en un mot elle cherche la paix, laquelle sera son premier résultat.

En 1.920, sous la pression du Gouvernement des USA celui-ci veut obtenir le désarmement naval de la France. Cette dernière est contrainte de négocier pour maintenir son tonnage de 300.000 tonnes dont 75.000 pour les sous-marins.

Fin 1.919, la Hongrie, en tant que puissance vaincue, est convoquée à Paris pour des négociations de paix. Robert Valery-Radot rend compte ainsi de l'arrivée de la délégation du gouvernement hongrois conduite par le comte Albert Apponyi. On les reçut comme des prisonniers. Ils furent enfermés, sous la garde de policiers avec l'interdiction d'en sortir. Seul, le comte Apponyi, en considération de son grand âge, 74 ans, fut autorisé à faire un petit tour de promenade, escorté d'un inspecteur de la Sûreté. »

La délégation hongroise est confrontée à l'existence préalable du traité de Saint-Germain. Celui-ci a déjà fixé le tracé de la frontière avec l'Autriche à l'est et la Tchécoslovaquie au nord. La Hongrie exige sans succès une révision de celui-ci au nom de ses droits historiques, mais se heurte au principe du « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » affirmé par le président américain Woodrow Wilson et adopté par les vainqueurs au profit des puissances victorieuses, mais non au bénéfice des vaincus ainsi, les germanophones d'Autriche-Hongrie qui souhaitaient s'unir à l'Allemagne en furent empêchés par le traité de Saint-Germain. Toutefois, au nom de ce principe, les États-Unis et la commission Lord acceptèrent, à la demande de la Hongrie, que des plébiscites fussent organisés en 1.921 dans les villes de Sopron, en allemand Oldenburg et de Kassa en slovaque Košice : la première opta pour la Hongrie, la seconde pour la Tchécoslovaquie. La Délégation hongroise contesta le résultat de Kassa en affirmant que « les observateurs américains censés être neutres étaient en fait des Tchèques récemment naturalisés américains, qui ont falsifié la commission d'enquête et déclaré qu'il n'y avait aucun Hongrois à Kassa ». Les clauses du traité et ses conséquences.

Le traité de Trianon s'appuie sur le neuvième des 14 points du président américain Woodrow Wilson, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sauf que, comme dans le cas du traité de Saint-Germain, ce point n'est pas appliqué aux Magyars et Allemands de l'ancienne Autriche-Hongrie, mais seulement aux autres peuples. Les nouvelles frontières de la Hongrie sont tracées par une commission internationale, la commission Lord, présidée par des géographes tels Robert Seton-Watson ou Emmanuel de Martonne, l'historien Ernest Denis où figurent aussi des Italiens, des Serbes, des Tchèques et des Roumains, mais seulement trois Hongrois : Istvan Bethlen, Gyula Varga et Istvan Tisza.

Ces commissions tiennent compte des majorités linguistiques rurales, mais défavorisent la Hongrie en ne tenant pas compte des villes, presque toutes majoritairement hongroises, et en appliquant à son détriment le « principe de viabilité des frontières » ainsi, pour donner accès au Danube à la Tchécoslovaquie, une vaste région à majorité magyare lui est rattachée, avec les villes de Pozsony, Ersekujvar et Komarom, tandis que la frontière hongro-roumaine inclut une importante voie ferrée côté roumain, parce que la campagne alentour est roumaine, alors qu'elle relie quatre villes importantes alors à majorités mixtes, hongroises, souabes, serbes et juives ; Temesvar, Arad, Nagyvarad et Szatmar-Nemeti.

Nous en payerons les conséquences en 1.940 en signant les armistices avec l'Allemagne et l'Italie fascistes. Les Dirigeants de la France mettent fin à la dynamique de sa volonté pour diffuser sa latinité, sa civilisation méditerranéenne et renonce au rôle qui fut le sien, depuis que Jules César a mis les pieds sur la terre de la Gaule. Ils mettent en danger les défenses du territoire, les événements de 1.940 en seront hélas, la parfaite démonstration. Elle perd la stabilité de son franc germinal qui avait fait école et qui était à l'origine en 1.865 de la création de l'Union monétaire latine – Belgique, Suisse, France, Italie, Grèce – et qui pris fin en 1.925 après plus de soixante ans d'existence. Dans le prolongement des conférences de Téhéran et de Yalta, la France devra également s'incliner devant les intransigeances américaines et soviétiques de décoloniser notre Empire, sans aucune préparation pour les pays à gérer leur propre indépendance. Il en sera de même pour les autres empires coloniaux de pays européens, et cela pour mieux servir les intérêts américains et soviétiques, élargir leur zone d'influence idéologique, diplomatique, militaire, maritime et économique. Mais c'est avec l'accord de Munich, signé par la France le 30 septembre 1.938, que débute son chant du cygne, de puissance mondiale, européenne et coloniale.

Elle perd son assise de première référence, pour son enseignement culturel, politique et moral au moment de la montée en puissance de régimes totalitaires en Europe « Russie, Portugal, Espagne, Allemagne, Italie et la Grèce ». Le prestige de la France subit un revers décisif, une immense défaite diplomatique, surtout pour les pays d'Europe centrale, mais aussi en Grèce et en Amérique latine. Son système d'alliance élaboré depuis 1.919 est définitivement caduc. Le Ministre de Bulgarie à Moscou déclare à l'Ambassadeur de France :

« C'était donc vrai que la France a abandonné la Tchécoslovaquie et, avec elle, nous tous, vous et nous, sa politique de toujours, Ce 30 septembre 1.938 sera pour nous une journée de détresse et de deuil ». Les divers gouvernements de la France au lendemain de la fin de la Grande Guerre et jusqu'au 10 juillet 1.940, à la création de l'Etat français sont incapables de donner à la France une politique de redressement économique, financière, sociale et

monétaire. Rappel, le Maréchal Pétain, 85 ans détient de plein droit, ses pouvoirs de l'Assemblée Nationale à la demande du Président A. Lebrun qui l'appelle aux fonctions de Chef du Gouvernement le 16 juin 1.940. Les renversements successifs des gouvernements par le Parlement, un tous les 9 mois en moyenne, ne permettent pas de diriger le pays en lui donnant une image de tenue sérieuse et de rigueur budgétaire, et le poids nécessaire pour influencer les décisions dans les conférences internationales.

En 1.920, sous la pression du Gouvernement des USA celui-ci veut obtenir le désarmement naval de la France. Cette dernière est contrainte de négocier pour maintenir son tonnage de 300.000 tonnes dont 75.000 pour les sous-marins. En 1.928 le 27/08 et toujours sous la contrainte américaine la convention internationale de Kellogg sera signée par A. Briand, pour la honte de notre pays puisqu'il est stipulé à l'article no 1 du pacte que : -Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs, qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des controverses internationales et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations. -De plus le 07 06 1.933 la France de Daladier, l'Angleterre de Ramsay Mac Donald signeront aux cotés des pays, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste le Traité des 4 qui prévoit une concertation régulière en vertu du droit du respect de chaque Etats. Ce traité est approuvé par le Parlement. Cet accord deviendra très vite caduc dès le retrait de l'Allemagne nazie, le 14 10 1.933.

En 1.930, la France, celles des anticléricaux, francs-maçons et de la République des Instituteurs en blouses grises, l'Espagne et le Portugal, refusèrent de ratifier la convention internationale contre le travail forcé de la SDN. Pour un pays, dirigé par une coalition radicale socialiste, et communiste, qui se réclame celui des droits de l'Homme, c'est un comble, une ironie ?

Ce sera démission sur démission, compromission sur compromission, arrogance et suffisance pour mieux cacher l'incompétence des Responsables politiques français, de l'époque, ayant en charge les dossiers diplomatiques, économiques, militaires. A cela s'ajoute, l'érosion de l'Empire colonial alors même que l'exposition de 1.931 le célèbre.

Les mouvements nationalistes s'enracinent malgré les répressions. Les drames se nouent qui éclateront aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Ces mouvements seront souvent encouragés par certaines élites de la République française principalement par le Parti communiste français aux ordres de Moscou. Les Français sont absorbés par leurs querelles et même leurs haines. Ils n'ont pas conscience des bouleversements qui interviennent sur la scène internationale. Traditionnellement plus pacifistes, les partis de gauche, face à la politique agressive du régime hitlérien, vont se diviser avant de décider d'une attitude de fermeté, mais il sera trop tard. Le Parti communiste défend sa position d'antipatriotisme pour ultérieurement donner des leçons de patriotisme.

Dans une Europe qui court vers la catastrophe qu'entraîne la politique hitlérienne, la France est incapable de surmonter ses handicaps. Entre Munich et la crise de Dantzig, elle ne dispose ni du temps ni des moyens militaires pour contrebalancer ses faiblesses politiques et tactiques de l'armée française qui a rejeté les principes de la « guerre des mouvements » largement développés par le Colonel de Gaulle. D'une certaine manière, la débâcle de 1.940, montre que la France de l'entre-deux guerres n'a surmonté ni sa victoire de 1.918, ni son marasme politique et monétaire à partir des années 1.920. Georges Clemenceau a eu ces formules « la France a gagné la guerre mais perdu la paix » et « dans la guerre, comme dans la paix, le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais ». Pourquoi autant d'échecs nationaux et internationaux pour les Gouvernements de la France, en si peu de temps, 1.920-40, alors qu'auparavant, la France avait souvent triomphé et su faire face à d'autres situations encore plus compliquées et meurtrières depuis 20 siècles, guerre de Cent ans – féodalité du royaume – les révolutions de 1.789 et de 1.848.

En premier lieu, nous pensons que nos Dirigeants n'ont pas pris en compte le rôle chaque jour plus important en Europe, que les Etats-Unis veulent imposer, et sous-estiment leurs exigences exprimées au moment de la signature du traité de Versailles. Nos alliés américains, s'ils nous ont aidés de manière significative pour vaincre la coalition allemande, ont toujours refusé, en même temps, l'écrasement militaire de l'Allemagne. Cette très dangereuse position a permis à Hitler de mener dès l'année 1.923 sa propagande pour le relèvement et le réarmement de l'Allemagne, après avoir refusé de régler les dommages de guerre, sans que cela soulève la moindre réprobation américaine.

En 1.922, les USA ont signé un traité de paix séparée avec le Gouvernement allemand. Ce traité a été ratifié par le Congrès américain alors que le traité de paix de Versailles a été rejeté par cette même Institution. Dès lors toute une série d'accords financiers bilatéraux ont été signés entre des Industriels américains et allemands entre autres dans le domaine des équipements militaires. En 1.932, en Suisse les comptes bancaires seront créés, à l'initiative des Investisseurs publics et privés américains pour ne pas se compromettre directement avec le régime nazi de 1.933. En revanche Staline aura le réflexe et la volonté de ne pas répéter cette erreur en 1.944 en laissant aux Américains une seconde occasion de recommencer leur politique de bienveillance vis-à-vis de l'ennemi. Il imposera ce que la France n'a pas su faire en 1.918, c'est-à-dire une occupation militaire et sans faille de 50 ans de l'Allemagne et sa capitale

Berlin comme prévu par le traité d'armistice signé par les Alliés en 1.944.

Mais la bienveillance américaine se renouvellera à nouveau en 1.952, lors du projet de création de la CED, avec la participation de l'Allemagne, alors que cette dernière, à cette date, n'a pas encore totalement « dénazifié » son administration civile et militaire. Une fois de plus la position de la France soutenue depuis le début par René Pleven 27/01/51 et les USA est rejetée par les six Ministres des Affaires étrangères lors de la réunion de Bruxelles du 19 au 22 août 1.954, alors que le protocole d'application est proposé par P. Mendès France. CDE, Communauté de défense européenne, elle comprend le Benelux, l'Italie, la R.F.A., et la France.

En deuxième lieu, ils n'ont pas pris conscience que, les massacres commis par les révolutionnaires bolcheviques, dès novembre 1.917, après l'échec de 1.905, sur les populations opposées au nouveau régime, les mencheviques, les chrétiens orthodoxes, les verts, les Russes blancs, les juifs, les membres de la famille impériale et les Cosaques, allaient entraîner à l'étranger des prises de position très forte, par opposition à ce régime totalitaire. Cette guerre civile dans l'Empire russe coïncide avec la fin de la Grande Guerre. Elle provoque une secousse et la vague révolutionnaire qui vient de l'Est, atteint progressivement tous les pays d'Europe occidentale. En France, le danger potentiel est très réel et la menace communiste y compris dans nos colonies est une réalité quotidienne. Dans notre pays, la violence des propos lors des débats politiques est à son paroxysme, et ils entraînent des violences physiques avec des combats de rues, et dans les entreprises.

Les événements s'enchaînent en cascades. Pour les Français le traumatisme de la faillite du pouvoir politique depuis plusieurs années, est incommensurable et cela d'autant plus que les gouvernements successifs de 1.920 à 40 n'ont pas été capables de dépasser les conflits qui les jetaient les uns contre les autres, ni dominer les événements internationaux. Leur refus d'admettre une nouvelle guerre est un aveuglement qui aura pour conséquence la signature du traité de Munich, des armistices en juin 1.940 et, dans la foulée, la création de l'Etat français le 10/07, le 22/06 avec l'Allemagne, le 24/06 avec l'Italie, avec date d'effet le 25/06. Enfin, cette révolution a atteint et même dépassé les rives de l'Atlantique et de la Méditerranée. Elle a provoqué partout des mouvements contre-révolutionnaires d'une violence proportionnelle à celle de l'impact initial. La lente révolution

Est effective là où la menace révolutionnaire a abouti à une tentative de réalisation comme en Hongrie ?

Une contre-révolution préventive forte dès que les objectifs révolutionnaires sont apparus comme un réel danger principalement en Allemagne, pays d'Engels et de Marx, en Italie, ainsi qu'en Espagne en Grèce et au Portugal. Une contre-révolution potentielle comme en France, lorsque le danger révolutionnaire était lui-même évident. Ainsi en l'espace d'une génération, les Français sont mis en demeure d'accepter le passage de leur pays du statut de nation victorieuse à celui de nation qui n'a plus l'entière maîtrise de son destin et de celui de son empire colonial. Elle refuse la bannière rouge frappée du marteau et de la faucille et celle de la croix gammée. Ce sera le début de la déchirure entre la Nation mère et les territoires coloniaux.

Les guerres de Corée, de l'Indochine, de Madagascar, d'Algérie, du Biafra, du Cameroun sans oublier les autres conflits locaux comme ceux de Suez, de Kolwezi, et du Rwanda, déclencheront dans un climat de haine dans le processus hâtif de la décolonisation. Au plan économique et financier, et malgré la modernisation de son appareil de production, la part de la France dans les échanges internationaux diminue jusqu'à 6 % en 1.929 contre 7,9 % en 1.913 pour les importations et 7,1 % pour les exportations. Le niveau de production de l'Angleterre, de l'Allemagne, des USA a, dès 1.936, dépassé largement celui de 1.928 tandis que la France ne l'atteint de justesse qu'en 1.939. En l'an 2.000 cette part des échanges est tombée à 3%. L'absence de solution au problème des réparations de la guerre, la montée des mouvements qui en Europe, prônent la révision ou l'annulation du Traité de Versailles, et le triomphe des régimes autoritaires accroissent les incertitudes. Dès la prise du pouvoir par Hitler, l'Allemagne nazie se positionne ouvertement en adversaire de la France. Sa puissance ne cesse de croître et, à terme, bouleverse l'équilibre européen.

En France la succession des scandales financiers, Hanau, Oustric, Stavisky, dans lesquels de nombreux hommes politiques sont compromis, contribue largement mais aussi profondément, à la relation que les Français entretiennent avec le pouvoir politique. Les journées de février 1.934, point culminant de la crise qui met en cause la République, ont un parfum de guerre civile. Le parti communiste français en s'opposant avec véhémence à l'occupation de la Ruhr, à la guerre au Maroc, fait figure depuis longtemps de corps étranger et dangereux. Aux ordres de Staline qui veut établir d'excellentes relations avec Hitler en vue de prochaine signature d'un pacte commercial qui sera signé en 1.936, le PCF prend acte de cette position, alors que la même année, Mein Kampf en 1.925 est publié et diffusé en France pour la première fois ?

En 1.935, au plan économique, tandis que le budget de l'armement en Allemagne augmente de 40 %, celui de la France baisse de 20 %. Les équipements industriels français ont une moyenne d'âge de 20 ans dont 18 ans dans l'automobile et 35 dans la métallurgie, 7 ans en Allemagne, 3 ans aux USA. Les déficiences de l'industrie qui,

avec la loi de nationalisation obligent à un état des lieux, laissent apparaître l'ampleur de cette vétusté. Le programme de quatre ans de Daladier est insuffisant et tardif pour réarmer la France et rattraper les retards accumulés face à l'Allemagne.

Avant la signature du Traité de Munich, le Pape Pie XI, adversaire du nazisme condamne et dénonce dès 1.928, la politique raciste, anti-juive, et l'eugénisme d'Hitler qu'il refuse de rencontrer lors de son voyage à Rome en 1.938. En 1.937 il proteste contre suspects d'abaisser la personne humaine : l'Action Française, 1.926, le fascisme, le communisme athée, 1.931, et le nazisme 1.937. Le grand rabbin de France, J. Weil salue celui qui a condamné l'antisémitisme comme inconciliable avec la foi chrétienne.

En revanche, depuis le milieu des années 30, Staline tend à se rapprocher d'Hitler. En 1.934 il a déjà souligné que la nature passée du régime n'entre pas en ligne de compte en se référant aux personnels, David Kandeslaki à Berlin pour engager des négociations qui aboutissent en avril 1.936 à la signature du premier traité commercial. Avec ce processus de rapprochement, Staline donne des gages à son interlocuteur. Il répond positivement à la demande des services diplomatiques du Reich qui réclament des informations sur les citoyens allemands résidant en URSS. Ces derniers sont des antifascistes et des communistes réfugiés en URSS dont un très grand nombre sont d'origine juive. Beaucoup d'entre eux n'ont pu échapper aux grandes purges déclenchées en 1.937 et sont déjà emprisonnés en Allemagne. Cette collaboration entre les services diplomatiques devient très vite une collaboration entre les services de polices politiques. Le NKVD livre les antifascistes à la Gestapo qu'ils soient juifs ou non.

Après le premier accord commercial sovieto-allemand d'avril 1.936, en 1.939 se signera à Moscou le pacte de non-agression pour une durée de dix ans. Les pays baltes échoient à l'URSS, la Pologne sera partagée pour la quatrième fois. La Bessarabie roumaine reviendra au bloc soviétique. Ce pacte sera signé personnellement par Ribbentrop qui sera accueilli au son de l'hymne nazi le Horst Wessel lied, à son arrivée à Moscou. Un second accord commercial est engagé et le 17 mai 1.939, des pourparlers commerciaux germano-soviétiques commencent. Molotov demande des « bases politiques » à un accord. Il remplacera Litvinov commissaire aux Affaires étrangères, d'origine juive connue, qui pourrait constituer un obstacle aux négociations en cours. Avant l'invasion de l'Union soviétique le 22 juin 1.941, la chasse aux communistes n'est pas à l'ordre du jour pour le régime nazi du fait de la signature du Pacte germano-soviétique le 23 août 1.939. Mais en France, le Parti communiste français a approuvé ce pacte germano-soviétique. Il est dès lors considéré comme allié de l'Allemagne suite à la déclaration de guerre en septembre 1.939. Il est mis hors la loi par le gouvernement Daladier et ses militants sont arrêtés.

Le 26 juillet 1.936, cet accord aboutit et stipule que « les divergences idéologiques entre national-socialisme et communisme ne devraient pas constituer un obstacle au rapprochement germano-soviétique ». Ce sera la seconde guerre mondiale commencée en 1.938 par les invasions de l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne, en 1.939, jusqu'à la reddition des nippons en septembre 1.945 après deux bombardements atomiques sur des objectifs civils non protégés militairement et la mort dans le monde de plus de 50 millions de civils et militaires. Devant la montée d'un risque de guerre mondiale avec une coalition « communiste/fascistes allemands et italiens »,

C'est très courageusement que le Pdt Roosevelt proclame la neutralité des USA le 5/9/1.939, Le Patriot Act sera approuvé par le Congrès américain, ce que donne l'avantage à l'Allemagne nazie pour envahir l'Europe. Il faudra que l'Allemagne nazie déclare la guerre aux USA le 11/12/1.941 suivie de l'Italie, pour que ces derniers entrent en guerre contre eux.



LES RACINES NAZIES DE L'UNION EUROPEENNE.



Source : les racines nazies de l'Union européenne de Bruxelles, par Paul Anthony Taylor, Aleksandra Niedzwiecki, Matthias Rath et August Kowalczyk.

L'Union européenne est aujourd'hui considérée comme un standard de démocratie, de libéralisme et de droits de l'Homme. Pourtant, même si tout semble aller pour le mieux sur le plan du libéralisme, peut-être même à l'excès, on peut dire qu'il y a clairement un déficit démocratique. Le processus décisionnel de l'Union européenne est compliqué, et ne prévoit aucun mécanisme forçant les dirigeants de l'UE à rendre des comptes aux États membres. Le Parlement européen, la seule institution démocratique de l'UE, n'a qu'un rôle consultatif et ne constitue donc pas une réelle assemblée législative. En fait, le cauchemar de l'intégration européenne est confié à un cercle très restreint de personnes.

De plus, cet aspect non démocratique du processus d'intégration est inhérent au système qui a été mis en place après la Deuxième guerre mondiale. Juste avant le référendum britannique, les médias anglais ont révélé un fait important au sujet du passé de l'UE mettant en lumière son actuelle politique étrangère : depuis sa création, l'UE a été téléguidée par la CIA pour faire de l'Europe une entité géopolitique tournée contre la Russie.

Mais la CIA n'a pas construit l'UE à partir de rien. Les bases les plus importantes avaient été jetées bien plus tôt par les nazis. D'un point de vue géopolitique, le Troisième Reich, incluant les pays occupés d'Europe et leurs États satellites, a représenté une première version d'Europe unie. De nombreuses réalisations nazies ont été ensuite utilisées par les Américains et ont déterminé le caractère agressivement antinational et rabieusement antirusse de l'UE de nos jours.

Les historiens allemands ont, à plusieurs reprises publié, des documents d'archives nazis contenant des projets d'intégration européenne. La compilation des documents de Gerhardt Haas et Wolfgang Schumann fut révélée à Berlin-Est en 1972 sous le titre Anatomie d'une agression : une nouvelle documentation au sujet des objectifs militaires de l'impérialisme allemand au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Cet ouvrage expose principalement les détails de projets de grande ampleur d'intégration européenne sous la direction des nazis, servant les intérêts du capital financier européen. Ces plans ont été élaborés au sein des ministères de l'Économie et des Affaires étrangères du Reich, et du Groupement industriel du Reich.

Walter Hallstein. C'était un nazi authentique. Est-ce vrai, comment est-ce possible et si, cela est le cas pour quelle raison l'opinion publique l'ignore ? Tout simplement l'information a été censurée par les politiques, les Journalistes, les historiens et Intellectuels de tous bords.

Deux ans après, Adolf Hitler rencontre Benito Mussolini à Rome le 9 mai 1938 afin de créer « une nouvelle Europe » : une dictature européenne qui serait sous leur contrôle. Une équipe de juriste est alors constituée pour concevoir cette « nouvelle Europe » qui a vocation à supprimer les frontières, ligoter les pays dominés et créer un vaste Empire où l'axe Berlin-Rome appliquerait sa politique. Walter Hallstein est donc nommé personnellement par Adolf Hitler comme représentant nazi pendant les négociations d'Etat avec l'Italie fasciste entre le 21 et 25 juin 1938 afin de mettre en place un cadre juridique pour la « Nouvelle Europe ». Walter Hallstein fût officier nazi durant la deuxième guerre mondiale. Lors de la bataille de Cherbourg il est fait prisonnier par les **américains en uniforme nazi**. Libéré à la fin de la guerre, il fait son entrée en politique au sein de la CDU en RFA. En 1951, il devient le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du chancelier Konrad Adenauer. A ce poste il élabore la « doctrine Hallstein » et négocie au nom de la RFA les modalités de la construction européenne en reprenant ses travaux qu'il avait produits en juin 1938 à Rome à la demande d'Hitler. Il co-signe le traité de Rome le 25 mars 1957 avec Adenauer comme le prouve cette photo historique qui marque officiellement le début de la construction européenne.

De 1958 à 1967, il devient le premier président de la commission européenne que l'on appelait la commission Hallstein. En 1965 il présente le plan Hallstein où il préconise de créer une Europe fédérale sans frontière pour libérer le marché et empêcher une bonne fois pour toute une guerre en Europe. Ce projet suscite immédiatement un veto du Général de Gaulle qui pratique la politique de « la chaise vide ». A l'époque toute la presse qui soutenait très largement le projet Hallstein reprochait la position du général De Gaulle d'aller à l'encontre de la paix. Walter Hallstein était perçu comme un des pères fondateurs de la paix en Europe et donc comme quelqu'un d'intouchable. Le général De Gaulle quant à lui était, l'homme de l'enfermement, l'homme des frontières cloisonnées et du siècle dernier... Ainsi toute la rhétorique du IIIème Reich avait été adoptée suite à la reprise du projet de « la nouvelle Europe ». La différence était que la propagande exercée était accompagnée de deux nouveaux concepts de communication importés des USA : le marketing politique et la propagande. Cette nouvelle force de communication était facilitée par la puissance d'influence, développé par l'américain Joseph Nye. La propagande se transforme alors en communication.

W. Hallstein, le nazi est devenu président de la C.E. L'ensemble du processus européen ne peut être compris que si l'on s'intéresse à la vision des concepteurs de ce projet qui s'avaient être tout sauf des démocrates. Parmi les « pères fondateurs » Walter Hallstein est sans doute l'un des principaux concepteurs ou plutôt le concepteur en chef de cette construction européenne. Cet Allemand né en 1901 et mort en 1982 était professeur de droit en Allemagne. Il était également un juriste nazi comme le prouve sa lettre datant du 30 septembre 1935 adressée au représentant du gouvernement nazi de l'université de Rostock. Il a d'ailleurs été nommé doyen de la faculté de droit et d'économie de Rostock par le gouvernement du IIIème Reich comme le prouve la lettre 18 mai 1936 signée par le chancelier de l'université de Rostock et d'un « Heil Hitler ». Walter Hallstein profite donc de l'ascenseur social du IIIème Reich lui permettant d'accéder aux plus hautes fonctions **de l'Allemagne nazie**. Ci-dessous, Konrad Adenauer, Walter Hallstein et Antonio Segni, signant l'union douanière européenne et l'Euratom en 1957 à Rome. Ce dernier tourne volontairement la tête à cet officier général nazi imposé par Adenauer et les Américains.



Hallstein et le Pdt. Charles de Gaulle s'opposèrent fortement, ce qui conduisit Hallstein à la démission.

De Gaulle prit une position très prononcée au sujet de la politique agricole commune et, le 21 octobre 1964, le ministre français de l'information Alain Peyrefitte annonça que la France quitterait la CEE si le marché agricole européen n'était pas mis en œuvre au 15 décembre 1964. Le 1^{er} décembre 1964, le Chancelier Erhard, alors à la tête du gouvernement allemand, annonça que l'Allemagne accepterait les exigences françaises pour un marché commun du blé. Le 15 décembre, le Conseil des ministres établit un prix commun du grain valable à partir du 1^{er} juillet 1967 et demanda à la Commission de soumettre des propositions sur le financement de la politique agricole commune avant le 1^{er} juillet 1965.

Le 5 mai 1992, Philippe Séguin interpelle l'Assemblée nationale sur le caractère anti-démocratique de la construction européenne et du projet du traité de Maastricht. Il y avait chez Philippe Séguin une dimension "juive tunisienne" très forte, même s'il la dissimulait. Mais face à Philippe Séguin il y a : François Mitterrand, le Collaborateur fasciste décoré de la francisque par Pétain qui reste fidèle à ses "Amis collabos". Il est Ministre de l'Intérieur sous Pierre Mendès France, une ordure de plus dans le cas présent. Le futur Président de la République française s'était entouré de hauts fonctionnaires révoqués à la fin de la guerre, et proches de son ami René Bousquet, l'auteur des rafles du Vel'd'Hiv et de Marseille en 1.942 et 1.943, pour compte des nazis. Ne pas oublier qu'il était aussi une très proche relation du père de VGE, Ed. Giscard d'Estaing. Ultérieurement, Mitterrand le fera exécuter par les services secrets.

Au cours de ma carrière bancaire j'ai demandé à la Pce de la Banque à faire jouer « ma clause de conscience » après avoir serré la main sans le savoir à « ce salaud de René Bousquet » et de me décharger de la mission qui avait été confiée. Cela me fût accordé, et de plus la Banque elle-même refusa les crédits qu'il sollicitait, en exprimant son mépris pour ceux qui n'ont pas eu le courage de lui cracher à la figure, ce jour-là, dont les Grands Patrons de la SNCF, d'Alstom, de l'EDF, etc.....

L'ensemble du processus européen ne peut être compris que si l'on s'intéresse à la vision des concepteurs de ce projet qui s'avéraient être tout sauf des démocrates. Parmi les « Pères fondateurs » Walter Hallstein est sans doute l'un des principaux concepteurs ou plutôt le concepteur en chef de cette construction européenne. Cet Allemand né en 1.901 et mort en 1.982 était professeur de droit en Allemagne. Il était également un juriste nazi comme le prouve sa lettre datant du 30 septembre 1.935 adressée au représentant du gouvernement nazi de l'université de Rostock. Il a d'ailleurs été nommé doyen de la faculté de droit et d'économie de Rostock par le gouvernement du IIIème Reich comme le prouve la lettre 18 mai 1.936 signée par le chancelier de l'université de Rostock et d'un « Heil Hitler ». Walter Hallstein profite donc de l'ascenseur social du IIIème Reich lui permettant d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Allemagne nazie. Ce fasciste nazi recevra le Prix Robert Schuman pour l'unité européenne à Bonn en février 1.969.



**La Carte de l'Europe dessinée par les SS.
Le projet de Ribbentrop pour la construction d'une confédération européenne.
Le Ministère des Affaires étrangères du Troisième Reich travaillait également sur un projet d'Europe unie.**

De concert avec les SS, le cabinet de Ribbentrop, Ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich de 1.938 à 1.945, y porta une attention toute particulière après la défaite allemande à Stalingrad 1.943. Suite à cette défaite, il devenait nécessaire de proposer une idée qui galvanise les populations européennes contre la montée en puissance de l'Union soviétique. Le Bureau de la propagande dirigé par Goebbels a diffusé à cette époque un communiqué appelant à travailler activement à la création d'une « nouvelle représentation à l'échelle européenne de la politique étrangère de l'Allemagne ». Le nouveau Comité européen, créé en 1.942 au sein du ministère des Affaires étrangères du Reich, se mit alors activement au travail. Le 21 mars 1.943, Ribbentrop a envoyé à Hitler un mémorandum dans lequel il prenait position en faveur de la création d'une Confédération européenne.

La composition de ce nouveau bloc devait comprendre l'Allemagne, l'Italie, la France, le Danemark, la Norvège, la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, la Serbie, la Grèce et l'Espagne. Un mémorandum daté du 9 septembre 1.943, du ministère des Affaires étrangères allemand, révèle la structure de cette future Confédération européenne. La structure proposée ne diffère pas vraiment de la structure actuelle de l'Union européenne. Les questions économiques devaient être prises en charge par le Conseil économique européen,

De concert avec les SS, le cabinet de Ribbentrop, Ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich de 1.938 à 1.945, y porta une attention toute particulière après la défaite allemande à Stalingrad 1.943. Suite à cette défaite, il devenait nécessaire de proposer une idée qui galvanise les populations européennes contre la montée en puissance de l'Union soviétique. Le Bureau de la propagande dirigé par Goebbels a diffusé à cette époque un communiqué appelant à travailler activement à la création d'une « nouvelle représentation à l'échelle européenne de la politique étrangère de l'Allemagne ». Le nouveau Comité européen, créé en 1.942 au sein du ministère des Affaires étrangères du Reich, se mit alors activement au travail. Le 21 mars 1.943, Ribbentrop a envoyé à Hitler un mémorandum dans lequel il prenait position en faveur de la création d'une Confédération européenne.

La composition de ce nouveau bloc devait comprendre l'Allemagne, l'Italie, la France, le Danemark, la Norvège, la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, la Serbie, la Grèce et l'Espagne. Un mémorandum daté du 9 septembre 1.943, du ministère des Affaires étrangères allemand, révèle la structure de cette future Confédération européenne. La structure proposée ne diffère pas vraiment de la structure actuelle de l'Union européenne. Les questions économiques devaient être prises en charge par le Conseil économique européen, et il était déjà suggéré à l'époque que soient créées une Union monétaire européenne et une Banque centrale européenne. Toutes ces idées furent appliquées plus tard dans l'Union européenne, sous un format plus libéral.

La Communauté économique européenne, et les débuts de l'intégration européenne. L'autre terme de « Communauté économique européenne » a lui aussi été mentionné en détail et utilisé la première fois dans des documents nazis au sujet des différents projets d'intégration de l'espace économique européen tels qu'ils étaient développés par les ministères et bureaux en charge de l'Économie du Reich. Le théoricien principal sur ce sujet était Werner Deitz, le directeur de la Société pour la planification économique européenne et pour l'économie des grands espaces. Les théoriciens économiques nazis prévoyaient d'établir un système uniforme de planification et de gestion pour l'économie européenne qui saperait progressivement la souveraineté économique des États. Dans le même temps, la souveraineté politique des États au sein de ce système devait être remplacée par la souveraineté des peuples qui, dans les faits, devait amener à la destruction de l'indépendance des États-nations traditionnels, comme c'est actuellement le cas dans l'Union européenne.

Les ministères et autres entités en charge de l'économie au sein du Reich ont pensé l'intégration européenne comme un processus au sein duquel toutes les autres nations européennes promouvraient le développement de l'économie allemande. A la même époque, certains économistes allemands ont élaboré une approche différente, et ce malgré le fait qu'ils partageaient la vision officielle de l'intégration européenne. Comme le préconisait le secrétaire d'État du ministère impérial de l'Économie, l'officier SS Gustaw Schlotterer, le processus d'unification européenne sur une base économique dans l'intérêt de l'économie allemande pouvait commencer par un rapprochement des économies nationales. Ce concept devint par la suite la base du processus actuel d'intégration européenne. La Commission Schlotterer a également élaboré des projets pour la création d'une future Banque européenne qui devait être basée à Vienne. Il convient de souligner que l'actuelle Union européenne est née de la Communauté européenne pour le charbon et l'acier CECA. Les mêmes industries allemandes du charbon et de l'acier dans la région de la Ruhr soutenaient le projet Schlotterer, et en 1.951, elles lancèrent même une nouvelle association professionnelle. Schlotterer trouva même, après la période de dénazification, un emploi d'économiste dans l'industrie de l'acier à Düsseldorf, au centre de la région Rhin-Ruhr.

A la lumière de la forte impulsion donnée par les nazis à la création de l'Union européenne, il n'est pas surprenant que des gens comme Walter Hallstein, le premier président de la Commission de la CEE, un des pères fondateurs de l'UE et le père du droit européen dans les années 1.930 et 1.940, ait été un membre de l'Union nationale-socialiste des juristes. De la même manière, il a ouvertement fait usage, après la Seconde Guerre mondiale, des mêmes phrases et des mêmes constructions logiques au sujet du nouveau droit européen qu'il utilisait sous le régime hitlérien lorsqu'il discutait de nouveaux systèmes juridiques des États sous occupation allemande. Bien entendu, des projets d'unification européenne ont existé avant la Seconde Guerre mondiale.

Les nazis n'ont rien inventé de nouveau, mais ce sont leurs efforts d'organisation à grande échelle et leur évangélisme à ce sujet qui ont contribué à transformer le concept d'Europe unie du stade de mythe au stade de projet politique et économique viable. Leurs réalisations ont formé la colonne vertébrale de l'intégration européenne dans sa version libérale, de la même manière que les anciens nazis sont devenus après la guerre les militants du projet européen. Les mêmes grands industriels allemands qui ont amené les nazis au pouvoir, les familles Thyssen et Krupp ont été à l'origine de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la CECA, créée en 1.952 et expirée en 2.002.

A n'en pas douter, l'Europe mérite de devenir un des pôles dans un monde multipolaire. Cependant, l'ADN du processus d'intégration européenne, hérité du projet nazi, peut inquiéter quant au sort des pays européens au sein de cette structure. L'héritage nazi a été absorbé par le projet libéral de l'Union européenne d'aujourd'hui, en grande partie grâce à la base rationaliste commune que ce projet partage avec les Lumières.

Cet héritage commun comprend :

- Une hypercentralisation dans les sphères économique et politique, qui aboutit à un empiètement sur la souveraineté des États membres.
- Un objectif d'élimination de la souveraineté des États en Europe, par la création monétaire de la BCE.
- L'unification de l'Europe au nom d'un principe idéologique unique, nazi ou libéral et la soumission des intérêts nationaux à cette abstraction.
- Une nature fondamentalement non-démocratique des institutions européennes, qui ont des comptes à rendre uniquement aux élites financières et industrielles, et pas aux assemblées des peuples européens.
- L'exploitation des pays faibles de la périphérie européenne, Grèce, Europe de l'Est, par les puissances d'Europe occidentale, principalement l'Allemagne. – Une orientation géopolitique fortement anti-russe.

Charles Maurras, né le 20 avril 1.868 à Martigues et mort le 16 novembre 1.952 à Saint-Symphorien-lès-Tours, est un journaliste, essayiste, homme politique et poète français, académicien, théoricien du nationalisme intégral.

Écrivain provençal appartenant au Félibrige et agnostique dans sa jeunesse, il se rapproche ensuite des catholiques et dirige le journal L'Action française, fer de lance du mouvement Action française, autour de Léon Daudet, Jacques Bainville, et Maurice Pujo. Nationaliste et contre-révolutionnaire, l'Action française prône alors une monarchie héréditaire, antiparlementaire et décentralisée, mais également un antisémitisme d'État et devient le principal mouvement intellectuel et politique d'extrême droite sous la Troisième République.

Son talent littéraire donne à ses ouvrages théoriques une grande influence dans les milieux cultivés et conservateurs de France, et ses qualités de polémiste lui assurent une réelle audience dans d'autres, comme l'Académie française à laquelle il est élu le 9 juin 1.938. Outre Léon Daudet et Jacques Bainville, Maurras compte parmi ses soutiens des intellectuels comme Georges Bernanos, Jacques Maritain, Thierry Maulnier, Philippe Ariès, Raoul Girardet et la droite littéraire de l'après-guerre, Roger Nimier, Jacques Laurent, Michel Déon, Antoine Blondin, en fut proche Avec plus de dix mille articles publiés entre 1.886 et 1.952, il fut le journaliste politique et littéraire le plus prolifique de son siècle

Tout en s'opposant à l'Allemagne, Maurras soutint le régime de Vichy, ce qui lui valut d'être condamné pour intelligence avec l'ennemi à la réclusion criminelle à perpétuité et à la dégradation nationale, le 28 janvier 1.945. De cette dernière condamnation découla son exclusion automatique de l'Académie française qui attendit cependant sa mort pour procéder à son remplacement ainsi que du Félibrige. Son image de théoricien d'un mouvement politique, due aux traditions savantes et à lui-même, a parfois masqué sa complexité originelle, quand il était un littérateur bohème lié aux avant-gardes, ayant une œuvre et des modes d'action très diversifiés. Excommunié par Pie XI, il sera réhabilité par Pie XII.

Charles Maurras a raconté dans ses souvenirs politiques les origines de l'Action Française. Le mouvement rassemble très vite une élite. Entre 1.904 et 1.905 furent fondés les étudiants d'AF, la ligue d'Action Française. En 1.908 la fondation du journal république fait l'objet, de la part de :

LA FEDERATION NATIONALE DES CAMELOTS DU ROI.

Charles Maurras a raconté dans ses souvenirs politiques les origines de l'Action Française. Le mouvement rassemble très vite une élite. Entre 1.904 et 1.905 furent fondés les étudiants d'AF, la ligue d'Action Française. En 1.908 la fondation du journal signifia le passage de la doctrine à l'Action et mit les hommes de l'AF aux prises avec le régime dans une lutte directe. Mais il devenait évident que la plume des écrivains ne suffirait pas à cette lutte, et qu'il faudrait que les hommes paient de leur personne pour répondre par des actes aux mauvaises actions du régime contre la France. Il fallait aussi et surtout préparer le renversement de la République en utilisant, en aidant les circonstances, le jour où elles se présenteraient. Cela supposait une organisation de combat : ce fut celle qui se créa spontanément fin 1908, sous le nom de Camelots du Roi.

Ceux-ci allaient engager la guerre de l'indépendance nationale contre les factions qui avaient mis la main sur l'État Français. A la violence sournoise qui s'exerçait partout, contre l'âme des enfants, contre les catholiques, contre les traditions de notre pays, contre son histoire, contre la sécurité et l'honneur de la France, les Camelots du Roi allaient opposer, comme le dira plus tard Lucien Lacour, « la violence au service de la raison. Cette

violence au service de la raison, fut elle-même raisonnée, employée à fond chaque fois que l'intérêt national l'exigeait, elle ne s'est jamais lancée dans des manifestations inutiles. A chaque action décidée, une limite, scrupuleusement observée, était fixée à cette violence. Malgré la sagesse constante des Camelots, qui étaient économes de leur propre sang comme celui de leurs adversaires, les résultats furent nombreux et brillants. Pour mener une action à la fois aussi énergique, aussi persévérante et aussi nuancée, il fallait un commandement qui sût très clairement ce qu'il voulait, qui le voulût jusqu'au but fixé, sans rester en-deçà et sans se laisser entraîner au-delà. Les chefs des Camelots n'avaient peut-être pas de compétence particulière au départ, mais ils avaient l'esprit libre pour regarder le but et le terrain. Cette force de l'idée qui a conduit les Camelots a fait aussi leur dévouement, leur discipline, leur héroïsme.

L'hiver 1.908-1.909, qui vit la naissance des Camelots du Roi, fut l'explosion soudaine d'une jeunesse nouvelle qui, aux premiers appels de l'Action française, surgit des facultés, des bureaux et des ateliers. Elle promena, partout où le combat était nécessaire, sa joyeuse offensive pour la défense du droit et de l'honneur français. Les manifestations étaient quotidiennes, parfois plus que cela. On manifestait dans la rue, au poste de police, devant le prétoire, dans le panier à salade, au dépôt, jusqu'aux locaux de la santé où retentissait inlassablement le chant des Camelots du Roi. L'Action française, parfois désignée sous l'acronyme AF, est à la fois une école de pensée et un mouvement politique nationaliste et royaliste d'extrême droite qui s'est principalement développé dans la première moitié du XX^e siècle en France.

L'Action Française est fondée en 1.898 par Henri Vaugois et Maurice Pujo dans l'objectif d'effectuer une réforme intellectuelle du nationalisme. Originellement, structurée par un nationalisme républicain antidreyfusard, elle devient rapidement royaliste sous l'influence de Charles Maurras et de sa doctrine du nationalisme intégral, dite également « maurrassisme ». C'est ainsi que l'AF, s'établit sur des positions contre-révolutionnaires, antirépublicaines et anti-individualistes, sur fond de positivisme et de transformisme. A ses débuts, l'AF est connue pour sa dénonciation des « États dans l'État », qui se manifestera notamment par la revendication d'un antisémitisme politique. Après la seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion de Pierre Boutang, connu comme continuateur des idées de Charles Maurras, le mouvement abandonne progressivement son antisémitisme « d'État ». Dès lors, il revendique une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée.

Les structures de l'AF sont diverses et ont beaucoup évolué avec le temps. A ses débuts, il y a une revue qui deviendra par la suite un journal quotidien ; des hommes de main, les Camelots du roi, qui s'organisent en fédération tout comme les étudiants d'AF ; une ligue politique ; une maison d'édition, la Nouvelle Librairie nationale ; une commission de propagande pour le soutien financier ; un cercle de Dames et de Jeunes Filles royalistes ; un Institut d'étude politique qui est l'école de pensée de l'Action française ; un groupe de réflexion, le Cercle Proudhon ; une bibliothèque, une librairie, une salle de sport et même au niveau régional, un théâtre.

Dans les années 1.908-1.914, l'Action française participe largement au « réveil national », dont le but est d'alerter la population et le gouvernement sur la menace allemande. Lorsque la guerre éclate en 1.914, elle participera à l'Union sacrée. 2.640 de ses militants meurent au combat. Cela n'empêchera pas le mouvement de connaître, après-guerre un certain succès et de grandir en influence. En 1.926, la condamnation par le Pape Pie XI stoppera cette dynamique. L'Action française connaîtra encore quelques victoires lors des manifestations du 6 février 1.934, où elle mobilise près de 60.000 personnes devants l'Assemblée nationale provoquant ainsi la démission du gouvernement. La décennie finira dans la douleur pour l'AF avec, en 1.937 le désaveu du prince Henri d'Orléans, comte de Paris et prétendant au trône de France, puis la guerre.

Après la défaite de 1.940, Charles Maurras rallie la Révolution nationale du Maréchal Pétain. Cette décision divise ses disciples : si certains la jugent cohérente avec la doctrine maurrassienne, d'autres se sentent trahis. C'est ainsi qu'on trouve des membres de l'Alliance française à la fois aux côtés du Maréchal Pétain, aux côtés de de Gaulle, dans des mouvements de Résistance non affiliés à Londres et chez les collaborationnistes. Ces derniers seront rejetés par la direction du mouvement qui invoque le slogan : « la France seule ». De son côté, le journal, autour de Maurras dénonce violemment la Résistance intérieure et la France libre avant de cesser de paraître après que l'occupant ai demandé son caviardage. Le mouvement sort déconsidérer de la Seconde Guerre mondiale, suite à la condamnation et à l'emprisonnement pour « intelligence avec l'ennemi » de Maurras et de Pujo. Aussi, le quotidien L'Action française cesse de paraître et l'utilisation de son titre est interdite.

Dès 1.947, l'Action française renaît à travers le journal Aspects de la France auquel Maurras et Pujo transmettent le flambeau en participant à la rédaction. En 1.955, autour du journal, le mouvement politique « Centre de propagande royaliste d'Action française », officiellement appelé Restauration nationale se structure. En 1.998 l'entité officielle Restauration nationale deviendra le Centre royaliste d'Action française, le journal Aspects de la France deviendra L'Action française 2.000 et le mouvement politique reprend ouvertement le nom « Action française ». « L'hebdomadaire d'Action française », est l'organe officiel de la Restauration nationale. Périodique monarchiste d'Action française créé en 1.947 par Georges Calzant pour remplacer le célèbre quotidien l'Action

française interdite de parution pour collaboration en 1.944. Il absorbe les Documents nationaux, revue clandestine animée par des membres de l'AF après la Libération de la France et dirigée par le même Calzant. Après la mort de ce dernier, Aspects de la France fut dirigé par l'ancien commissaire général aux questions juives du régime de Vichy, Xavier Vallat, puis par Pierre Pujo. Son directeur gérant fut d'abord Pierre Ensch, puis Lionel Moreux.

En conclusion le Gl de Gaulle qui voulait faire l'Europe des Nations de l'Atlantique à l'Oural se heurta au refus allemand. Il dû faire, **la politique de la chaise vide pendant 2 ans à Bruxelles** au sujet de la PAC. Le tandem De Gaulle /Adenauer n'a jamais fonctionné, ni avec G. Pompidou sauf dans la tête des journalistes.

En revanche VGE vendra l'économie française aux Américains en acceptant les Accords de la Jamaïque, puis à l'Allemagne des « Papas Choucroute ».

La BCE sera installée à Francfort dans la zone anciennement contrôlée par les USA.

Après la poignée de mains à Montoire, ce sont celles à Berlin.

12 Mai 2.017. Nous savions déjà qu'Emmanuel Macron était « Young Leader » de la French American Foundation puis qu'il a participé à la réunion du club paramaçonnique Bilderberg en 2.014 et à une « tenue blanche fermée » de la secte maçonnique du Grand Orient de France en juin 2.016.

Gioele Magaldi, franc-maçon italien au 30^{ème} degré, et le journaliste juif franc-maçon Serge Moati révèlent qu'Emmanuel Macron est effectivement franc-maçon.

Gioele Magaldi est Grand Maître franc-maçon italien, initié franc-maçon en 1.998 à la loge « Har Tzion / Monte Sion » n °705 obédience de la secte maçonnique du Grand Orient d'Italie, G.O.I, fondateur de la secte maçonnique du Grand Orient Démocratique G.O.D scission de la secte maçonnique du Grand Orient d'Italie, G.O.I, il est spécialisé dans l'étude de l'hermétisme et de la kabbale juive, initié au 30^{ème} degré, chevalier Kadosh, du Rite écossais ancien et accepté REAA, en 2.005, affilié à la secte maçonnique de la Ur-Loge « Thomas Paine » et président du Mouvement Roosevelt. Dans une interview donnée à la radio italienne Colors Radio, Gioele Magaldi révèle l'appartenance maçonnique du nouveau président de la République française, Emmanuel Macron :

« Emmanuel Macron est dans la parfaite continuité de Hollande... Déjà Cadre des Rothschild à Genève, il a été consultant puis ministre du même Hollande. De plus, il est le chouchou du franc-maçon Jacques Attali... Macron en personne se vante de son appartenance maçonnique dans l'Ur-lodge, super loge, « Fraternité verte » où l'a amené Hollande, et dans la super loge « Atlantis Aletheia » ... Son mentor Attali ?

Un raffiné franc-maçon, un intellectuel d'envergure qui a travaillé pour le centre-gauche et a participé à la construction de cette Europe technocratique et oligarchique, ...opération cosmétique qui a porté Macron à l'Élysée. »

MEMBRES DU GOUVERNEMENT MACRON, FRANCS-MAÇONS.

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur,

Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire,

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

François Bayrou, Garde des Sceaux

Sylvie Goulard, ministre des Armées

Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires.

Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé

Françoise Nyssen, ministre de la Culture

Muriel Penicaud, ministre du Travail

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale

Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur

Annick Girardin, ministre de l'Outre-mer

Laura Flessel, ministre des Sports

Élisabeth Borne, ministre déléguée de la Transition écologique chargée des transports

Marielle de Sarnez est ministre déléguée chargée des Questions européennes

Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement, Secrétaire d'État en charge des Relations avec le Parlement

Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité des femmes et des hommes

Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique

LE JOURNALISTE JUIF FRANC-MAÇON SERGE MOATI REVELE AUSSI L'APPARTENANCE MAÇONNIQUE D'EMMANUEL MACRON : « MACRON EST DEvenu PRESIDENT EN MARCHANT VERS LA LUMIERE » ET « MACRON DEVANT LA PYRAMIDE DU LOUVRE : « UN RITE INITIATIQUE, INDISPENSABLE ».

« CE SOIR C'EST L'EUROPE, C'EST LE MONDE QUI NOUS REGARDE. ILS ATTENDENT QUE NOUS DEFENDIONS LES LUMIERES » DIXIT EMMANUEL MACRON

Emmanuel Macron effectue le « salut à l'ordre » maçonnique bras à l'équerre et main sur le cœur.



Emmanuel Macron a fêté sa victoire au son de l'hymne à la joie du célèbre compositeur et franc-maçon Ludwig van Beethoven.

L'appartenance maçonnique d'Emmanuel Macron révélé par Gioele Magaldi, franc-maçon italien au 30 -ème degré et le journaliste juif franc-maçon Serge Moati.

Emmanuel Macron, les bras en équerre devant la pyramide Nous savions déjà qu'il était « Young Leader » de la French American Foundation puis qu'il a participé à la réunion du club Bilderberg.

La France éclatée - « Vive la France ! Vive le roi ! » Un monde sans travail : Yuval Noah Harari propose de remplacer les religions par les jeux de réalité virtuelle.

C'EST CLAIR QUE CE SONT LES FRANC MAÇONS MONDIAUX QUI SONT AUX COMMANDES DE LA MAJORITE DES ETATS DANS LE MONDE -ET CECI AFIN DE CREER UN NOUVEAU MONDE SUR LES RUINES DE L'ANCIEN PAR TOUS LES MOYENS.

GROUPE BILDERBERG

Le sommet du Groupe Bilderberg s'est déroulé à Copenhague (Danemark) du 29 mai au 1^{er} juin 2014. Le Club, fondé en 1954, réunit des personnalités les plus influentes du « monde libre » : banquiers, présidents de multinationales, directeurs de services de renseignements, membres de la direction de l'OTAN, patrons de grands groupes de presse, éditorialistes influents...

Le Groupe Bilderberg est dirigé par le français Henri de Castries. Egalement membre de la Commission trilatérale et du Siècle, il est président du directoire d'AXA. Autre membre français du comité de direction, l'« éditocrate » Nicolas Baverez : membre du Siècle lui aussi, il est avocat associé au cabinet Gibson, Dunn & Crutcher.

Parmi les invités français on retrouve, en tant que personnalité internationale, Christine Lagarde qui dirige le Fonds monétaire international et Benoît Coeuré, polytechnicien, ancien administrateur de l'Insee, et membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE). Nathalie Nougayrède, qui dirige Le Monde, et François Baroin participent également au sommet. François Baroin, député-maire UMP de Troyes, est le représentant de la tendance

la plus anti-fn de l'UMP et ce membre du Siècle est le fils d'un ancien Grand Maître du Grand Orient de France proche de Jacques Chirac. On remarquera la présence de deux membres des équipes gouvernementales : le Cadre de banque d'affaires chez Rothschild et Secrétaire général adjoint de la présidence de la République Emmanuel Macron et le secrétaire d'État au Commerce extérieur Fleur Pellerin (son invitation est sans doute due à l'actualité du TAFTA). Invité également, le PDG de Saint-Gobain, membre du Siècle, Pierre-André de Chalendar. Plus surprenant, on notera la présence de Göle Nilüfer. Cette féministe de nationalité turque, membre du collectif des féministes pour l'égalité, qui milite contre l'exclusion des jeunes filles voilées de l'école, est professeur de sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

**PARMI LES PERSONNALITES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION DU GROUPE
BILDERBERG, SONT PRESENTS :**

Ackermann, Josef (Allemagne). Banquier, ancien directeur de la Deutsche Bank.
Agius, Marcus (Grande-Bretagne). Financier, ancien président de Barclays.
Altman, Roger Charles (États-Unis). Banquier, président de la banque d'investissement Evercore Partners.
Bernabè, Franco (Italie). Banquier, Président de FB Group et directeur général de Telecom Italia.
Brandtzæg, Svein Richard (Norvège). Président de société, président de Norsk Hydro ASA (Aluminium, hydrocarbures).
Cebrián, Juan Luis (Espagne). Président de société, président du Groupe PRISA (groupe de presse).
Clark, William Edmund (Canada). Banquier, Président de Toronto Dominion Bank Group.
Enders, Thomas (Allemagne). Président de société, président d'Airbus Group (aéronautique, spatial).
Federspiel, Ulrik (Danemark). Haut fonctionnaire, Président de Haldor Topsøe A/S (pétrochimie).
Halberstadt, Victor (Pays-Bas). Universitaire, professeur d'économie à l'université de Leiden.
Jacobs, Kenneth M. (États-Unis). Banquier, président de la banque Lazard depuis 2009.
Johnson, James A. (États-Unis). Banquier, président de Johnson Capital Partners.
Kerr, John (Grande-Bretagne). Diplomate, membre du Centre for European Reform, membre de la chambre des Lords et vice-président de Royal Dutch Schell.
Kleinfeld, Klaus (États-Unis). Président de société, président d'Alcoa (Aluminium).
Koç, Mustafa (Turquie). Président de société. Président de Koç Holding A.S. (conglomérat d'entreprises).
Kravis, Henry et son épouse Marie José (États-Unis). Financier, co-président de Kohlberg Kravis Roberts & Co. Son épouse est professeur d'économie, membre de Hudson Institute et directrice du musée d'art contemporaine de New-York (MOMA).
Mundie, Craig J. (Etats-Unis). Responsable de la recherche et de la stratégie chez Microsoft.
Perle, Richard Norman. (États-Unis). Homme politique, membre de l'American Enterprise Institute (think tank) où ce proche de Benjamin Netanyahu est spécialiste du Moyen-Orient et des questions de défense et de sécurité nationale.
Reisman, Heather (Canada). Président de société, président de la chaîne de librairie Indigo Books.
Scholten, Rudolf (Autriche). Financier, membre du comité des directeurs exécutif de l'Oesterreichische Kontrollbank.
Sutherland, Peter (Irlande). Banquier, président de Goldman Sachs International et représentant honoraire pour l'Union européenne du Conseil économique transatlantique (CET).
Thiel, Peter Andreas (États-Unis). Président de société, membre du conseil d'administration de Facebook, fondateur de Pay Pal et président du hedge fund Thiel Capital.
Tsoukalis, Loukas (Grèce). Universitaire, président de la Fondation hellénique pour l'Europe et la politique étrangère (ELIAMEP).
Vasella, Daniel Lucius (Suisse). Médecin, Président de Novartis International (industrie pharmaceutique), membre du Centre Peres pour la paix (fondé par Shimon Peres).
Wallenberg, Jacob (Suède). Banquier, président du conseil d'administration d'Investor AB.
Warsh, Kevin Maxwell (États-Unis). Banquier, anciennement au membre du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, il est visiting fellow and lecturer à la Stanford University. Il est l'époux de Jane Lauder.

SONT EGALEMENT PRESENTS D'ANCIENS MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION :

Davignon, Étienne (Belgique). Homme d'affaires, ancien président du Groupe Bilderberg et président de la Table ronde des industriels européens (ERT), de l'AG et du CA de l'ICHEC Brussels Management School, de la Société générale de Belgique, Union minière du Haut Katanga (UMHK), de la Compagnie maritime belge, de la Compagnie des wagons-lits, Recticel, SN Airholding, Vice-président d'Accor, Arbed, Tractebel, Fortis Belgique, Umicore et Sibeka,
Membre du conseil d'administration d'Anglo American Mining, Gilead Sciences, ICI, Pechiney, Foamex, Kissinger Associates, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Sofina, Recticel, CMB, Cumerio, Brussels Airlines, BIAC, Petrofina, Real Software.

Kissinger, Henry Alfred (États-Unis). Diplomate, ancien secrétaire d'État des États-Unis, aujourd'hui président d'une

société de conseil en relations internationales, Kissinger Associates.
Monti, Mario (Italie). Sénateur à vie, président de l'université Bocconi (Milan).
Wallenberg, Marcus (Suède). Banquier, président du conseil d'administration de Skandinaviska Enskilda Banken

LES INVITES :

Achleitner, Paul Michael (Allemagne), membre du conseil de surveillance de la Deutsche Bank AG.
Alahuhta, Matti (Finlande), vice-président de la confédération des industries finlandaise.
Alexander, Helen (Grande-Bretagne), président d'UBM (multinationale du secteur des médias).
Alexander, Keith Brian (États-Unis), militaire, ancien directeur de la National Security Agency. (NSA).
Apunen, Matti (Finlande), directeur du Finnish Business and Policy Forum EVA.
Asmussen, Jörg (Allemagne), secrétaire d'État aux affaires sociales, est ou a été membre du conseil de surveillance de la Deutsche Postbank AG, de la Deutsche Telekom et de Deutsche Bahn AG.
Bajnai, Gordon (Hongrie), ancien premier ministre, leader de l'opposition à Viktor Orban, président du parti Ensemble 2014.
Balls, Edward Michaels, dit Ed Balls (Grande-Bretagne), Chancelier de l'Échiquier de l'ombre, ancien secrétaire d'État travailliste.
Balsemão, Francisco Pinto (Portugal), ancien premier ministre, propriétaire d'Impresa SGPS (conglomérat médiatique).
Beatrix, Wilhelmina Armgard d'Orange-Nassau (Pays-Bas), ancienne reine des Pays-Bas (1980-2013).
Berggruen, Nicolas (États-Unis), président du Berggruen Institute on Governance (think tank mondialiste).
Besenbacher, Flemming (Danemark), président du Carlsberg Group.
Beurden, Ben van (Pays-Bas), directeur général de la Royal Dutch Shell (compagnie pétrolière).
Bildt, Carl (Suède), ministre des Affaires étrangères. Breedlove, Philip M. (personnalité internationale, États-Unis), militaire, commandant suprême de forces alliées en Europe
Bronner, Oscar (Autriche), patron de presse, éditeur du quotidien Der Standard.
Buskhe, Håkan (Suède), président de Saab AB (automobile)
Çandar, Cengiz (Turquie), chroniqueur aux journaux Al Monitor et Radikal.
Coveney, Simon (Irlande), ministre de l'Agriculture.
Cowper-Coles, Sherard (Grande-Bretagne), diplomate, conseiller de HSBC Holdings.
Donilon, Thomas E. (États-Unis), ancien Conseiller à la Sécurité nationale (2010-2013).
Döpfner, Mathias (Allemagne), PDG d' Axel Springer (plus grand groupe de presse allemand).
Dudley, Robert (Grande-Bretagne), PDG du Groupe BP (pétrole).
Ehrnrooth, Henrik (Finlande), président de Caverion Corporation (Yit, BTP), Otava (édition) et Pöyry (consulting).
Elkann, John (Italie), président de Fiat (automobile).
Feldstein, Martin Stuart (États-Unis), universitaire, professeur d'économie à l'université d'Harvard et président du Bureau national de recherche économique (NBER).
Ferguson, Brian (Canada), président de Cenovus Energy (pétrole).
Flint, Douglas Jardine (Grande-Bretagne) président de HSBC.
García-Margallo, José Manuel (Espagne), ministre des Affaires étrangères.
Gfoeller, Michael (États-Unis), consultant.
Greenberg, Evan (États-Unis), Président de ACE Group (assurances).
Greening, Justine (Grande-Bretagne), secrétaire d'État au développement international.
Hockfield, Susan (États-Unis), président du MIT (Massachusetts Institute of Technology).
Høegh, Leif O (Norvège), président de Høegh Autoliners (compagnie maritime).
Høegh, Westye (Norvège), conseiller de Høegh Autoliners.
Hoffman, Reid (États-Unis), co-fondateur et directeur exécutif de LinkedIn.
Huang, Yiping (Chine), professeur d'économie, à l'école nationale de développement de Pékin.
Jackson, Shirley Ann (États-Unis), président du Rensselaer Polytechnic Institute (centre de recherche dans le domaine de la science et des technologies).
Karp, Alex (États-Unis), président de Palantir Technologies (analyses DATA).
Katz, Bruce (États-Unis), vice-président and Co-Directeur du Metropolitan Policy Program.
Kenney, Jason T. (Canada), ministre de l'Emploi.
Kragh, Steffen (Danemark), président d'Egmont (groupe de médias).
Kudelski, André (Suisse) président de Kudelski Group (multinationale de solutions informatiques et électroniques pour la télévision payante et les accès sécurisés).
Leysen, Thomas (Belgique), président du conseil d'administration de KBC Group (bancassurance).
Li, Cheng (Chine), directeur du John L. Thornton China Center, The Brookings Institution.
Lifvendahl, Tove (Suède), chef du service politique au Svenska Dagbladet (journal quotidien).
Liu, He (Chine), directeur de la commission nationale chargé du Développement et de la Réforme (ancien

commissariat au plan chinois), conseiller du président Xi Jinping.
Macedo, Paulo (Portugal), ministre de la Santé.
Maggioni, Monica (Italie), directeur de Rainews24 et de RAI TV (chaînes de télévision nationales).
Mandelson, Peter (Grande-Bretagne) président de Global Counsel LLP.
McAfee, Andrew (États-Unis), chercheur au Massachusetts Institute of Technology (MIT).
Medeiros, Inês de (Portugal), ancienne actrice aujourd'hui député socialiste.
Micklethwait, John (Grande-Bretagne) rédacteur en chef de The Economist.
Mitsotaki, Alexandra (Grèce) directrice de l'ONG ActionAid Hellas, ancienne élève de l'IEP de Paris, elle est présidente du Centre culturel hellénique de Paris.
Munroe-Blum, Heather (Canada), professeur de Médecine, directrice de McGill University (Montréal)
Murray, Charles A. (États-Unis), membre de l'American Enterprise Institute for Public Policy Research.
Nin Génova, Juan María (Espagne), président de CaixaBank.
Olesen, Søren-Peter (Norvège), professeur, membre du conseil d'administration de la Carlsberg Foundation.
Ollila, Jorma (Finlande), directeur de Royal Dutch Shell et d'Outokumpu (multinationale de la métallurgie).
Oran, Umut (Turquie), membre du Parti républicain du peuple (opposition kémaliste).
Osborne, George (Grande-Bretagne), Chancelier de l'Échiquier.
Petraeus, David (États-Unis), ancien directeur de la CIA.
Poloz, Stephen (Canada), gouverneur de la banque du Canada.
Rasmussen, Anders Fogh, (personnalité internationale, Danemark), secrétaire général de l'OTAN.
Rasmussen, Jørgen Huno (Danemark) président du conseil d'administration de la Lundbeck Foundation.
Reding, Viviane (personnalité internationale, Luxembourg), vice-présidente de la Commission européenne, Commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté.
Reed, Kasim (États-Unis), maire d'Atlanta.
Reiten, Eivind (Norvège), président directeur général du groupe Norsk Hydro (aluminium).
Röttgen, Norbert (Allemagne), président du comité des affaires étrangères au Bundestag.
Rubin, Robert E. (États-Unis), co-président du Council on Foreign Relations (CFR), ancien secrétaire d'État au trésor.
Rumer, Eugene (États-Unis), directeur du Russia and Eurasia Program, Carnegie Endowment for International Peace
Rynning-Tønnesen, Christian (Norvège), président de Statkraft (groupe énergétique).
Samsom, Diederik M. (Pays-Bas), chef du groupe parlementaire socialiste.
Sawers, John (Grande-Bretagne), chef du MI6 (services secrets britanniques).
Scheffer, Paul J. (Danemark), professeur d'études européennes à l'université de Tilburg.
Schippers, Edith (Hollande), ministre de la Santé.
Schmidt, Eric E. (États-Unis), président exécutif du conseil d'administration de Google Inc.
Shih, Clara (États-Unis), fondateur et président de Hearsay Social (Logiciel en tant que service).
Siilasmaa, Risto K. (Finlande), président du conseil d'administration de Nokia Corporation.
Sophie de Grèce (Espagne), Reine consort d'Espagne.
Spence, Andrew Michael (États-Unis), professeur d'économie à l'université de New York.
Stadigh, Kari (Finlande), président de Sampo plc (compagnie financière).
Summers, Lawrence Henry (États-Unis), titulaire de la chaire Charles W. Eliot University à la Harvard University's Kennedy School of Government, ancien secrétaire d'État au Trésor.
Svanberg, Carl-Henric (Suède), président de Volvo AB et de BP plc.
Taftali, A. Ümit (Turquie), membre du conseil d'administration de la Suna and Inan Kiraç Foundation.
Ulltveit-Moe, Jens (Norvège) président-fondateur d'Umoe AS (énergies, bioénergie, groupe de restauration).
Üzümcü, Ahmet (personnalité internationale, Turquie), directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.
Wahlroos, Björn (Finlande), président de Sampo plc (compagnie financière).
Wolf, Martin H. (Grande-Bretagne), journaliste au Financial Times.
Wolfensohn, James D. (États-Unis), président de Wolfensohn and Company, ancien président de la Banque mondiale.
Zalm, Gerrit (Pays-Bas), président du conseil d'administration d'ABN Amro Bank.
Zanias, George (Grèce), président du conseil d'administration de la Banque nationale de Grèce.
Zoellick, Robert B. (États-Unis), ancien président de la Banque mondiale, conseiller aux affaires internationales de la banque Goldman Sachs.

LA FRENCH-AMERICAN FOUNDATION – France.

est une organisation qui se consacre à « renforcer les liens entre la France et les États-Unis ». Fondée en 1976, elle se donne pour objectif d'encourager un dialogue actif entre les deux pays. L'une de ses activités principales est l'organisation de séminaires pour des jeunes dirigeants (Young Leaders) français et américains issus de la politique, de la finance, de la presse « à fort potentiel de leadership et appelés à jouer un rôle important dans leur pays et dans

les relations franco-américaines ». Ces séminaires sont un des instruments du Soft power américain.

La Fondation est présidée par Arnaud de Puyfontaine.

1 Histoire

2 Programme « Young Leaders »

2.1 Processus de sélection

2.2 Personnalités françaises ayant participé au programme « Young Leaders »

3 Prix Washburne pour l'égalité des chances

4 Présidence

5 Notes et références

6 Liens externes

En 1.975, plusieurs personnalités politiques, universitaires et économiques décidèrent de créer un environnement d'échanges et de débats afin d'approfondir la relation entre la France et les États-Unis, et ce notamment dans une situation marquée par une certaine animosité dans les relations franco-américaines, avec le choc pétrolier, la trop grande importance du dollar et des désaccords géopolitiques. La naissance de la French-American Foundation fut officialisée en 1.976 à Washington par les présidents Valéry Giscard d'Estaing et Gerald Ford, lors des célébrations du bicentenaire de la Déclaration d'indépendance américaine.

Le premier programme d'envergure, le programme « Young Leaders », vit le jour cinq ans plus tard, en 1.981.

D'autres programmes suivirent ensuite, avec la création des « Jeunes Espoirs », le « Forum Cyber Security and the Law », l'adaptation en France du « Translation Prize », et, dès 2011, la création d'un rendez-vous mensuel, le French-American Breakfast qui réunit une centaine de personnes autour d'un invité d'honneur venant partager sa vision des relations entre la France et les États-Unis.

PROGRAMME « YOUNG LEADERS ».

Plus de 400 dirigeants issus du monde de la haute fonction publique, de l'entreprise, des médias, de l'armée et de la recherche ont bénéficié du programme Young leaders depuis sa mise en place en 1981. Processus de sélection. Tous les ans, un jury en France et aux États-Unis sélectionne vingt Français et Américains à partir d'une liste de plusieurs centaines de noms de personnes entre 30 et 40 ans vouées à occuper une position de leadership dans leur domaine, et appelées à jouer un rôle important dans la relation entre les deux pays. Les candidats retenus participent ensuite à deux séminaires de cinq jours chacun, répartis sur deux années consécutives – alternativement en France et aux États-Unis – afin d'échanger des réflexions sur des thèmes d'intérêt commun et de tisser des liens forts et durables.

PERSONNALITES FRANÇAISES AYANT PARTICIPE AU PROGRAMME « YOUNG LEADERS »

Côté français, on trouve parmi ceux-ci (date d'admission entre parenthèses).

Henri de Castries (1.994, président du directoire du groupe Axa)

Emmanuel Chaïn (1.999, journaliste)

Jérôme Clément (1.982, président d'ARTE)

Laurent Cohen-Tanugi (1.996, ancien vice-président de Sanofi-Synthelabo)

Annick Cojean (2.000, journaliste au Monde)

Jean-Marie Colombani (1.983, fondateur de Slate et ancien directeur du Monde)

Matthieu Croissandeau (2.002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur) Nicolas Dupont-Aignan (2.001, Président de Debout la France)

Matthias Fekl (2.013, ministre de l'intérieur en 2.017)

Jean-Louis Gergorin (1.994)

Nicolas Gaume (1.999, PDG de Mimesis Republic et président du Syndicat national du jeu vidéo)

Bernard Guetta (1.981, journaliste à France Inter)

François Hollande (1.996, président de la République française)

Stéphane Israël (2.012, directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg puis PDG d'Arianespace)

Erik Izraelewicz (1.994, directeur du Monde)

Jean-Marc Jancovici (2.002, ingénieur consultant pour l'ADEME, vulgarisateur dans les médias des questions énergétiques)

Jean-Noël Jeanneney (1.983, président de la Bibliothèque nationale de France)
Laurent Joffrin (1.994, PDG de Libération)
Alain Juppé (1.981, maire de Bordeaux)
Sylvie Kauffmann (1.998, journaliste au Monde)
Yves de Kerdrel (2.005, éditorialiste au Figaro)
Nathalie Kosciusko-Morizet (2.005, ancien ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement)
Pierre Kosciusko-Morizet (2.009, PDG de PriceMinister)
Marie Lajus (2.006, préfète déléguée pour l'égalité des chances)
Anne Lauvergeon (1.996, ancienne présidente d'AREVA)
Philippe Le Corre (2.005, professeur à Sciences Po et à l'IRIS)
Frédéric Lemoine (2.007, directeur du groupe Wendel, à ce titre administrateur de Saint-Gobain)
François Léotard (1.981, ancien ministre de la Défense)
Bruno Le Roux (1.998, député depuis 1997 et président du groupe socialiste à l'Assemblée de 2012 à 2016, ministre de l'intérieur)
Emmanuel Macron (2.012, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, président de la République française)
Pierre Mariani (1.996, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy de 1.993 à 1.995, puis responsable à BNP Paribas et enfin dirigeant de Dexia)
Alain Mérioux (1.982, fondateur de bioMérieux)
Alain Minc (1.981, conseiller politique, économiste, essayiste et dirigeant d'entreprise)
Arnaud Montebourg (2.000, ancien ministre de l'Économie)
Aquilino Morelle (1.998, ancien conseiller politique au cabinet du président de la République François Hollande)
Pierre Moscovici (1.996, ministre de l'Économie et des Finances)
Philippe Naudet (2.013, commandant du sous-marin nucléaire d'attaque Améthyste (S605))
Olivier Nora (1.995, président des Éditions Fayard)
Christine Ockrent (1.983, journaliste)
Denis Olivennes (1.996, président d'Europe 1)
Valérie Pécresse (2.002, ancienne ministre de l'Éducation nationale)
Fleur Pellerin (2.012)
Édouard Philippe (2.011-2012, premier ministre depuis le 15 mai 2017)
Matthieu Pigasse (2.005, homme d'affaires)
Éric Raoult (1.994, ancien député et ancien ministre)
Alain Richard (1.981, ministre de la Défense tout le long du gouvernement Jospin)
Pierre Richard (1.984, fondateur et président de Dexia de 1987 à 2008)
Pascal Riché (2.000, cofondateur de Rue89)
Guy Sorman (1.982-1.984, essayiste libéral)
Jacques Toubon (1.983, député UMP)
Marisol Touraine (1.998, ministre des Affaires sociales et de la Santé)
Najat Vallaud-Belkacem (2.006, ministre de l'éducation nationale)

COTE AMERICAIN.

Bill Clinton (1.984)
Hillary Clinton (1.983)

PRIX WASHBURNE POUR L'EGALITE DES CHANCES.

En 2.013, pour la seconde édition du prix Washburne, la cérémonie de remise du Prix s'est tenue le 14 mai à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis en France, Charles H. Rivkin, et en présence de Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique, et Young Leader.

2.012. Une médaille à l'effigie d'Elihu Washburne a été remise aux deux lauréats, Worldwide Flight Services et Coca-Cola Entreprises

ARCHETYPE DU PATRONAT FRANÇAIS.

Ernest-Antoine Seillière de Laborde,

Connu sous le nom d'Ernest-Antoine Seillière, né le 20 décembre 1.937 à Neuilly-sur-Seine, est un ancien haut fonctionnaire français et l'un des héritiers de la société d'investissement Wendel. Il a été président de la principale organisation patronale française, le Conseil national du patronat français (CNPF), devenu sous sa présidence le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), de 1.998 à 2.005.

Depuis 2.012, il est mis en examen dans une affaire de fraude fiscale instruite par le parquet national financier. Ernest-Antoine Seillière est connu en France, comme ses père et grand-père le furent avant lui, sous le titre de baron romain, sans toutefois avoir obtenu d'autorisation de port dudit titre en France par décret du président de la République. Une confusion fréquente vient de ce que la famille Seillière comprend deux branches : celle (cadette) des barons d'Empire français (par lettres patentes de l'empereur Napoléon I^{er} du 2 janvier 1.814, confirmés en 1.843), propriétaires de la Banque Seillière-Demachy éteinte en la personne d'Alexandre François (1.849-1.932), 5^e baron Seillière ; et celle (aînée) des barons romains, par bref du pape Léon XIII en date du 17 septembre 1.885, dont Ernest-Antoine Seillière est l'actuel chef et **membre de la Réunion de la noblesse pontificale**. Le nom de Laborde (nom de famille de la bisaïeule d'Ernest-Antoine et mère du 1.803), par l'autorité administrative (décret pris en Conseil d'État), procédure de changement de nom.

Ernest-Antoine Seillière est le fils de Jean Seillière de Laborde et de Renée de Wendel (fille de Maurice de Wendel). Il a notamment pour ancêtre Alexandre de Laborde, député de la Seine et principal opposant à la conquête d'Alger. Il est par sa mère le descendant et l'un des héritiers de François de Wendel. Par sa grand-mère Germaine Demachy, il descend de Cerf Beer et de la famille Ratisbonne. Cerf Beer (en yiddish : נפתלי-יהודעריץ בן דוב-בער Naftali Hertz ben Dov Beer) est un homme politique et un philanthrope juif alsacien du XVIII^e siècle (Medelsheim, 1.726 - Strasbourg, 7 décembre 1.793). Son nom est également orthographié « Berr ». Préposé général de la nation juive d'Alsace, il est à ce titre l'un des grands acteurs de l'émancipation des Juifs de France. Marié à Antoinette Barbey, fille de banquier suisse, il est père de cinq enfants (trois filles et deux fils). Sa fille Noémie a épousé Charles de Yturbe, fils de Philippe de Yturbe, propriétaire du château de Montgraham, et neveu de Jean de Yturbe, propriétaire du célèbre château d'Anet ; ce mariage fut célébré au château d'Ognon, demeure familiale d'Ernest-Antoine Seillière.

Patron de CGIP. Compagnie générale d'industrie et de participations.

Ernest-Antoine Seillière est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1.958), licencié en droit et ancien élève de l'École nationale d'administration (1.964-1.965). En 1974, il décide de prendre une année sabbatique aux États-Unis. Puis, en 1975, il est diplômé de l'université Harvard. A partir de 1.964, il travaille trois ans au Quai d'Orsay dans le même bureau que Lionel Jospin. Puis, il figure entre 1.969 et 1.973 dans les cabinets ministériels de Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Maurice Schumann, Robert Galley.

Il exerce d'abord des fonctions dirigeantes au sein du groupe familial Wendel auquel il appartient. Il préside ainsi la CGIP, holding regroupant la fortune de la famille, rebaptisée Wendel Investissement en 2.003, puis Wendel en 2.007. Il quitte la présidence de Wendel en mars 2.013. A son arrivée chez Wendel en 1.978, le groupe est sur le déclin, les derniers sites sidérurgiques ayant été nationalisés par le gouvernement de Raymond Barre. Il souhaite alors réorienter Wendel vers une transformation en fonds d'investissement à l'anglo-saxonne, alors qu'il ne possède plus que des participations financières diverses. Sous sa direction, le groupe finance les débuts de Capgemini, Afflelou, Valeo ou encore bio-Mérieux. En 2.001, occupé par le MEDEF, il confie la gestion du groupe à Jean-Bernard Lafonta, qui poursuit ce projet en multipliant les LBO (prendre le contrôle d'un groupe en empruntant 80 % du prix conclu puis en se servant des bénéfices pour rembourser le prêt initial). En 2.007, leur projet de prise de contrôle de Saint-Gobain finit par un échec.

AFFAIRE Wendel. Alors président non exécutif de Wendel, Ernest-Antoine Seillière participe en 2.007 à un montage financier baptisé « Sulfur » lui permettant de recevoir 80 millions d'euros d'actions de son groupe, mais qui conduit à sa mise en examen dans le cadre d'une instruction judiciaire pour fraude fiscale en 2.012. Cela faisait suite à des plaintes déposées par sa cousine Sophie Boegner (la première étant classée sans suite et la seconde débouchant sur un non-lieu) qui ont intéressé la brigade financière. Il a également été poursuivi par Christine Dutreil, ex-directrice de sa communication et épouse de Renaud Dutreil, qui lui réclamait 3,9 millions d'euros pour avoir été, selon elle, ruinée dans un plan d'investissement (Christine Dutreil a retiré sa plainte en 2.014). Arnaud Desclèves, ancien directeur juridique du groupe, a aussi déposé plainte contre lui pour délit d'initié.

Christine Dutreil, épouse de l'ancien ministre du Commerce et des PME de Jacques Chirac, va porter plainte contre le groupe Wendel. Ex-directrice de la communication du groupe Wendel, et épouse de Renaud Dutreil,

ancien ministre des PME et du Commerce de Jacques Chirac, porte plainte contre les dirigeants du groupe Wendel, selon des informations recueillies par L'Express. Les époux Dutreil, résidents fiscaux américains, demandent que la société Wendel l'indemnise du préjudice subi, du fait d'une opération financière à laquelle elle a été associée, par le groupe. Une première audience doit se tenir au Tribunal de commerce jeudi 6 décembre. Dans cette affaire, qui remonte à 2.007, un certain nombre de managers, du groupe, dont Christine Dutreil, sont soupçonnés d'avoir utilisé un montage financier ultrasophistiqué pour éviter de payer l'impôt sur un plan d'intéressement portant sur 324 millions d'euros.

Un montage initié par les dirigeants du groupe Wendel de l'époque, Ernest-Antoine Seillière, chef de file de la célèbre dynastie industrielle des Wendel, et le président du directoire de l'époque, Jean-Bernard Lafonta. Christine Dutreil, de son côté, avait perçu environ 8 millions d'euros. Des sommes sur lesquelles le fisc réclame désormais son dû. Christine Dutreil porte plainte aujourd'hui contre Seillière et Lafonta, ainsi que contre Bernard Gautier, membre du directoire. Elle assigne également la banque JP Morgan, qui a structuré le montage. Renaud Dutreil avait quitté la France en 2.008 pour diriger la filiale américaine de LVMH, société qu'il a quittée début octobre pour créer sa société de conseil.

Le 2 novembre 2.015, le parquet national financier requiert le renvoi de Seillière en correctionnelle pour fraude fiscale. Selon les enquêteurs, le programme d'intéressement ayant donné lieu à l'attribution d'environ 300 millions d'euros d'actions à quatorze dirigeants de Wendel aurait eu pour objet de soustraire plusieurs dizaines de millions d'euros à l'impôt. En décembre 2.016, le parquet national financier et les juges d'instruction le renvoient en procès pour fraude fiscale aux côtés de quatorze ex-dirigeants et cadres de Wendel.

PRESIDENT DU MEDEF.

Ernest-Antoine Seillière prend ensuite des responsabilités au sein du monde patronal. Vice-président du CNPF et membre du Conseil exécutif de 1.988 à 1.997, président de la commission économique du CNPF de 1.988 à 1.994, il fut président du MEDEF (anciennement CNPF) de décembre 1.997 au 5 juin 2.005. Ernest-Antoine Seillière prend la succession du CNPF de Jean Gandois en décembre 1.997, après la démission de ce dernier à l'approche de la mise en place des 35 heures par le gouvernement socialiste. C'est sous sa direction que le syndicat patronal, qu'il anime alors avec Denis Kessler, change de nom. Il se retire après sept années de présence, et Laurence Parisot lui succède le 5 juillet 2.005. Il s'oppose notamment à la loi Aubry sur les 35 heures.

De 2.005 à 2.009, Ernest-Antoine Seillière a été président de l'Union des confédérations des industries et des employeurs d'Europe (UNICE) (rebaptisée « Business Europe » en janvier 2.007), la fédération des entreprises européennes, basée à Bruxelles.

Ernest-Antoine Seillière fut membre du comité de direction du **groupe Bilderberg**.

Il est membre du club « Le Siècle ».

Il est commandeur de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du Mérite.

Jacques Chirac Pdt de la République donnera son aval au « Baron » pour sa nomination à la tête du Medef ... ? Puis le **parquet national financier** requiert le renvoi de Seillière en **correctionnelle** pour fraude fiscale. Il faut dire que Chirac lui-même a été condamné à 2 ans de prison avec sursis. En revanche le GI de Gaulle refusera son imprimatur pour la nomination du Baron d'Empain à la Pce du CNPF. Ce sera PAUL HUVELIN (1.966-1.972) qui sera nommé à la place.

Edouard-Jean Empain est un homme d'affaires de la noblesse belge résidant à Paris. Riche héritier âgé de quarante et un ans, il est le président-directeur général du groupe Empain-Schneider (futur Schneider Electric) depuis 1971. Il fait partie des grands patrons de France avec un groupe réunissant près de trois cents sociétés, **cent cinquante mille employés et vingt-deux milliards de francs de chiffre d'affaires**. Le groupe Empain-Schneider détient par exemple les sociétés Framatome (chaudières nucléaires, future Areva NP), Creusot-Loire (métallurgie), Jeumont-Schneider, Cercil, Citra et Spie Batignolles (BTP). A la suite de son enlèvement il démissionnera de tous ses mandats exécutifs pour se retirer. Les ravisseurs réclament quatre-vingts millions de francs (soit environ douze millions d'euros) de rançon à la famille et se montrent très déterminés : le paquet contient un flacon de formol dans lequel se trouve une phalange de l'auriculaire gauche du baron Empain que les ravisseurs ont sectionnée¹. La famille est d'autant plus marquée psychologiquement que la lettre stipule que d'autres morceaux du corps mutilé du baron suivront si la rançon n'est pas payée.

Décidément chez les « Barons » rien ne va plus.

Le Président de la République d'alors, Valéry Giscard d'Estaing, proche du baron Empain... ?

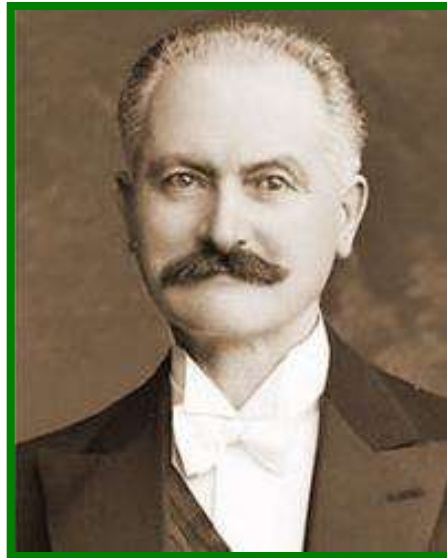
Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui est-tu ?



BATAILLE DE LA SOMME 1.914 18.



NO COMMENT 1.939 45.



Albert Lebrun Président du 10 mai 1.932 au 11 juillet 1.940.

CAPITALISTES JUIFS ET FASCISME EN FRANCE,
Chercheur et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, PAR ROBERT PARIS.
C'est le grand capital qui a fait le choix du fascisme en Allemagne. Il convient de le rappeler.
Nazisme et grand capital.
BOURGEOISIE FRANÇAISE FASCISTE ! ET LA BOURGEOISIE JUIVE FRANÇAISE ?



LAVAL ET HIMMLER.



GENERAL WEYGAND ET HIMMLER



SS ALOIS BRUNNER
CHEF DU CAMP DE DRANCY.



ABRAHAM DRUKER
MEDECIN CHEF DU
CAMP DE DRANCY.
COLLABORATEUR.
PERE DE MICHEL DRUKER.



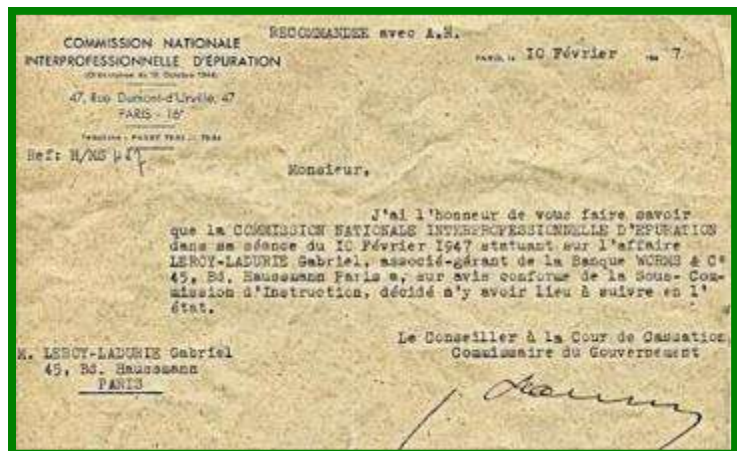
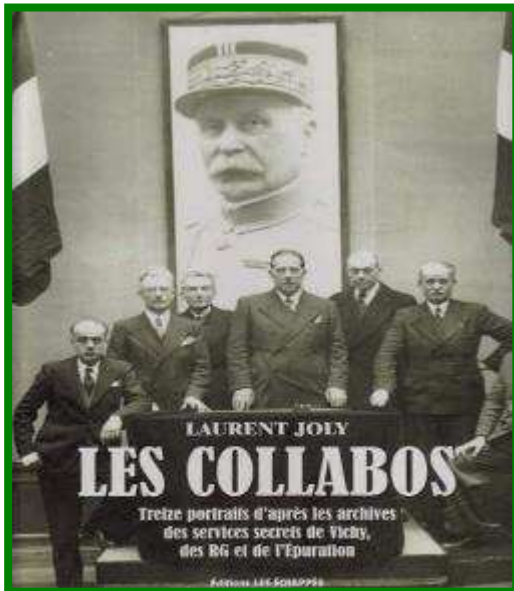
PIERRE PUCHEU.
MINISTRE DE L INTERIEUR DE 1.941/42.
A SON PROCES, IL SERA CONDAMNE A MORT,
ET EXECUTE LE 20 MARS 1.944.
C'ETAIT UN INDUSTRIEL DANS LA SIDERURGIE.



** LOUIS RENAULT .



ANDRE CITROEN A SA MORT EN 1.935.
LA FAMILLE MICHELIN ASSURE LE MANAGEMENT DES USINES
ELLE COLLABORA AVEC LE REGIME NAZI, EN EUROPE
ET LES JAPONAIS EN INDOCHINE POUR
LA FOURNITURE DE PNEUMATIQUES.



PAR LA SUITE, ILS SERONT QUASIMENT TOUS BLANCHIS !!!

** ARRETE POUR COLLABORATION, IL MEURT A LA PRISON DE FRESNES, ASSASSINE.

CAPITALISTES JUIFS ET FASCISME EN FRANCE



Hitler a été financé par la grande bourgeoisie pour monter son parti, recruter ses bandes fascistes et gagner des élections. Fritz Thyssen, Carl Friedrich, von Siemens, Hjalmar Von Schacht, Albert Voegler, Adolph Kirdorf, Alfred Hugenberg et Kurt von Schroeder sont les soutiens les plus connus d'Hitler au sein de la grande bourgeoisie, mais ils sont loin d'être les seuls. **Photo de droite : Hippolyte Worms Banquier français juif et collaborateur.** Sa banque sera nationalisée, après avoir entre 1.938 et 1.944, multiplié par quatre les actifs de sa banque. Puis, il se reconvertit dans les assurances, **la Préservatrice et la Foncière, aujourd'hui les AGF**, après avoir fait quelques mois de la prison..... ?



Hitler et Göring avec Ernst Hanfstaeng, a été le soutien financier d'Hitler



La bourgeoisie allemande a soutenu Hitler qui finance le parti national-socialiste.



Paul-Louis Weiller



Marcel Bloch/Dassault



Messerschmitt équipé de moteurs Gnome/Rhone

Paul-Louis Weiller ; Ingénieur de l'École centrale, diplômé en 1.914. Né à Sélestat d'origine juive alsacienne par son père. Durant les années qui précèdent la guerre, il est à la tête du lobby des motoristes français, qui cherchent à garder le monopole intérieur pour Gnome et Rhône qui détient 60 % du marché français. Il fait échouer les négociations avec les États-Unis pour l'achat de moteurs plus performants. Il avait en effet refusé, dans un premier temps, d'investir dans l'achat de machines-outils, cherchant par-là, à étaler les commandes pour éviter les investissements. Cette décision explique la pénurie des moteurs d'avion constatée début 1.940. Le moteur Gnome et Rhone, 14 R 4/5 qui développera en 1.940 1.320 ch. pour 820 kg, sera produit pendant la guerre pour le compte des allemands pour être monté sur Messerschmitt, ce qui vaudra à la société Gnome et Rhone d'être nationalisée en 1.945, dont l'un des principaux Actionnaires étaient à l'époque français Bloch-Lainé devenu Marcel Dassault, et Paul-Louis Weiller, avait fui la France pour se réfugier en suisse où il y mourra, ceci afin d'éviter une condamnation. **Le pilote, Pierre Clostermann rapporte que le moteur des chasseurs japonais « Zéro » n'était autre qu'un Gnome et Rhône 14N fabriqué sous licence, mais faisant voler une cellule bien plus légère que les chasseurs Bloch 150 à 155.** Marcel Bloch/Dassault est fait, Grand-croix de la Légion d'honneur en 1.989, par F. Mitterrand un autre collaborateur nazi, décoré de la francisque par le Maréchal Pétain.

Tout ceci a été possible, du fait qu'au début de la guerre, Marcel Bloch-Lainé avait été interné au camp de Buchenwald, dont il s'est évadé avec la bienveillance des SS gardiens du camp, à charge pour lui de « renvoyer l'ascenseur », pour la fourniture des moteurs d'avion à l'Allemagne.**Incroyable mais vrai. !!!!**



Hitler et le banquier juif Schacht, franc-maçon meurt en 1.970.



Hitler et Thyssen. (à sa droite)

Un banquier juif croit possible un compromis avec Hitler 1.932-1.938.



Hitler et Alfred Felix Alwyn Krupp von Bohlen und Halbach.

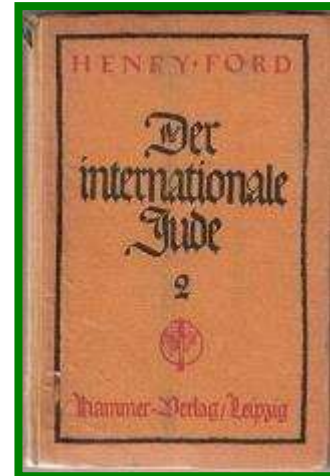
A partir de 1.943, Krupp a massivement recours aux déportés juifs. Au centre Reinhard Heydrich.



Hitler et le patron d'IG Farben.



Hitler et Bush,
grand-père du dernier Président Bush.



Ford qui reçoit d'Hitler la grande croix de l'Aigle allemand.
Avant Hitler dans « Mein Kampf », Ford dénonçait l'« internationale juive » dans un livre diffusé mondialement.



Hitler et Louis Renault



Hitler et Ferdinand Porsche



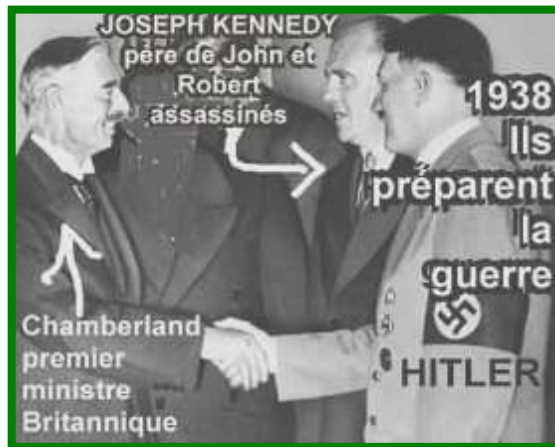
Hitler a été nommé à la tête du gouvernement Chancelier par le chef de l'Etat bourgeois, Hindenburg, élu de manière tout à fait constitutionnelle, avec les voix sociales-démocrates.



Hitler et le haut Etat-Major de l'armée



Ce n'est pas une réunion de nazis mais celle des chefs d'Etat de toutes les puissances européennes qui viennent de cautionner les opérations impérialistes d'Hitler en Europe en signant la « paix de Munich » soi-disant pour éviter la guerre...



Les grands capitalistes du monde, en particulier des USA, sont nombreux à soutenir Hitler...



GL WEYGAND, CHEF DE L ETAT MAJOR DE L'ARMEE FRANCAISE... ???



DANIEL WILDENSTEIN ACHATS DE TABLEAUX DE MAITRES AUX NAZIS REVENDUS AUX USA QUI FONT L'OBJET D'UN REDRESSEMENT FISCAL D'UN MILLIARD EURO EN 2.016

APRES CE CRIME CONTRE L'HUMANITE LES HERITIERS DU MARCHAND D'ART DANIEL WILDENSTEIN ETAIENT POURSUIVIS POUR FRAUDE FISCALE ET BLANCHIMENT. LA COUR D'APPEL DE PARIS A CONFIRME VENDREDI 27 06 2.018, QUE LES FAITS ETAIENT PRESCRITS. LA HONTE !!!!!

HITLER SOUTENU PAR FORD ET GENERAL MOTORS

La société a été fondée en 1.908 par **William** industriel américain d'origine française, pionnier de General Motors en 1.908 et de Chevrolet en 1.911.



Crapo Durant surnommé Billy est un financier l'industrie automobile, fondateur de l'empire industriel



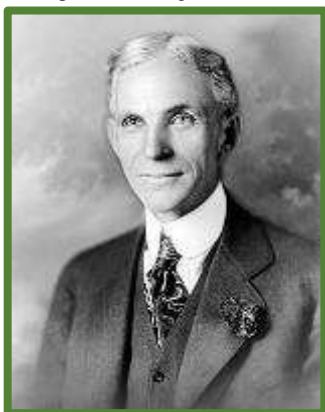
Alfred Sloan, Jr. a été Président de General Motors pendant près de 30 ans de 1.923 à 1.956. COLLABORATEUR AMERICAIN NAZI.



En 1.929 et 1.930, la **Général Motors** fait l'acquisition de la plus grande usine automobile d'Allemagne, celle d'Opel. Sous le régime hitlérien, la production se tourne vers le secteur militaire. Cette nouvelle orientation augmente les bénéfices engendrés par GM. Fin 1.939, la valeur d'Opel dépasse les 86 millions de dollars, soit près du double de l'investissement initial de GM de 45 millions de dollars. A partir de février 1.942, la GM comme ses concurrents Ford et Chrysler ainsi que les autres constructeurs indépendants, reconvertit ses 94 usines pour

l'effort de guerre américain durant la Seconde Guerre mondiale. Elle livre ainsi 854.000 des 2.6653.196 véhicules militaires commandés par le ministère de la Guerre, 48 millions de munitions d'artillerie, 350.000 sous-ensembles de groupes motopropulseurs d'avion, 16.000 chars de combat, etc. Durant cette période, ses usines allemandes d'Opel, acquises en 1.929, sont sous le contrôle du régime nazi, mais seulement en façade. Le gouvernement allemand avait compris qu'une ingérence trop grande risquait de faire baisser la production et ainsi nuire à l'effort de guerre allemand. Durant cette période, GM continua d'enregistrer des bénéfices, en exploitant une main d'œuvre bon marché, qui pouvait effectuer jusqu'à 60 heures par semaine. Elle utilisa une partie de ses bénéfices pour investir en Allemagne, en faisant notamment l'acquisition d'une fonderie à Leipzig en 1.942, fabriquant des blocs moteurs pour Opel. Dans les années 1.980, General Motors collabore avec la dictature militaire au Brésil en lui transmettant des informations sur les activités des militants syndicaux de l'entreprise. Ces informations sont utilisées par la police pour surveiller, harceler et arrêter les syndicalistes afin d'empêcher l'organisation de grèves. **La dérive financière des années 2.000 et la nationalisation de 2.009.** Au début des années 2.000, la dette de GM est trop élevée par rapport à ses capitaux propres, le groupe ayant recouru à l'effet de levier de la sous-capitalisation pour doper sa rentabilité des capitaux propres. Le sauvetage se fera en quatre temps. De 2.005 à 2.008, pour éviter une augmentation de capital, GM recourut d'abord à des désinvestissements massifs, l'État prenant le relais en décembre 2.008 par 15 milliards de dollars de prêts d'urgence. Cette politique se poursuit au premier semestre 2.009, sur fond d'effondrement des ventes, GM cherchant toujours à éviter une augmentation de capital. Mais en juillet 2.009, un tribunal exproprie les actionnaires et les créanciers, au profit d'une nouvelle société, créée de toutes pièces et dotée de 60 milliards de dollars de capitaux propres, quasiment sans dette. Les États américains et canadiens en sont actionnaires dès sa création en août 2.009.

Henry Ford. Suite de la page 1.048. Henry Ford reçut en 1.938 la « **Grand-Croix de l'ordre de l'Aigle allemand** », plus haute décoration nazie pour les étrangers. Cette faveur accordée par les nazis engendre une importante controverse aux États-Unis et finit par un échange de notes



diplomatiques entre le gouvernement allemand et le Département d'État. Cette décoration n'aurait pas fait polémique, comme pour **Thomas J. Watson, président d'IBM, décoré l'année précédente**, si Ford n'avait pas été l'auteur d'écrits antisémites et un grand soutien financier pour Adolf Hitler et le parti nazi. Ford a également eu des relations économiques avec l'Union soviétique, jusqu'à ce que son ami Serguei Dyakanov, accusé de dérive droitiste soit « purgé », jugé et exécuté en janvier 1.938. En avril 1.943, le secrétaire américain au Trésor Henry Morgenthau aurait estimé que la production de la filiale française de Ford était « **au seul profit de l'Allemagne** ». Selon la série Apocalypse, Hitler, dont les sources sont à confirmer, Henry Ford aurait financé dès le début des années 1.930 le parti nazi en laissant des profits en provenance d'Allemagne à ce parti et en versant 50.000 dollars chaque année à l'occasion de l'anniversaire d'Hitler. Alors que Ford clame publiquement qu'il n'aime pas les gouvernements militaristes, **il tire profit de la Seconde Guerre mondiale, en alimentant l'industrie de guerre des deux camps : il produit d'un côté, via ses filiales**

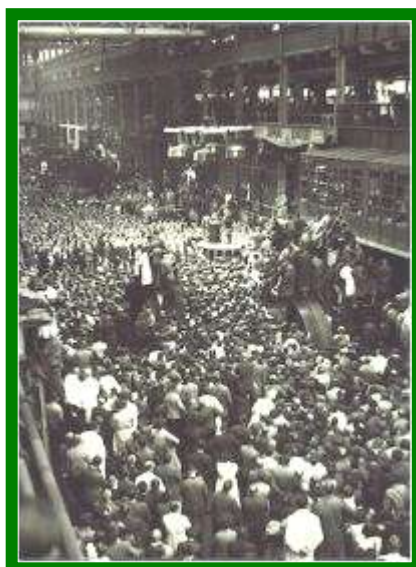


allemandes, des véhicules pour la Wehrmacht, mais aussi de l'autre des véhicules pour l'armée américaine. Il participe à l'effort de guerre allemand comme le faisait Opel, filiale de General Motors. Des succursales de Ford implantées en Allemagne demandent réparation pour les bombardements subis. Un million de dollars est par exemple réclamé aux Américains pour les dégâts provoqués dans l'usine de Cologne. **Ford demande aussi des réparations au gouvernement français 38 millions de francs, soit 7,3 millions d'€. Ils sont versés après le bombardement de son usine de Poissy, à l'ouest de Paris qui fabriquait des armes pour l'armée allemande !..Le Gouvernement paye sans explication..... ??**

TOUTE LA SYMPATHIE DE LA ROYAUTE BRITANNIQUE.



SUR LA PHOTO LE ROI EDOUARD VIII ABDIQUERA EN RAISON DE SES SYMPATHIES NAZIES, ET NON POUR SON MARIAGE AVEC MME WALLIS SIMPSON.



**LE ROYAL BRITISH LEGION VIENT SOUTENIR HITLER
LE 12 NOVEMBRE 1933, HITLER EST INVITE A DONNER UNE CONFERENCE DANS UNE USINE DE SIEMENS. LE PATRON
DE L'ENTREPRISE, CARL FRIEDRICH VON SIEMENS, COMPTE PARMIS LES PRINCIPAUX SOUTIENS AU REGIME NAZI.**



LES CHEFS RELIGIEUX, Y COMPRIS LA PAPAUTE, ONT SOUTENU HITLER.



L'ALLEMAGNE DE L'OUEST REJOINT L'OTAN : LE SS WALTER HALLSTEIN (A GAUCHE) AVEC KONRAD ADENAUER (AU CENTRE) ET L'AMBASSADEUR HERBERT BLANKENHORN (A DROITE) A LA CONFERENCE DE L'OTAN A PARIS EN 1954.



IL EST ARCHETYPE DU NAZISME.

Theodor Eicke (1.892-1.943) était un dirigeant nazi, notamment connu pour avoir été présent lors de l'assassinat d'Ernst Röhm au cours de la nuit des Longs Couteaux. SS-Obergruppenführer, il commandait la 3^e Panzerdivision SS Totenkopf de la Waffen-SS et fut l'un des responsables de la création et de l'organisation des camps de concentration. Theodor Eicke fut tué au cours d'une opération militaire de reconnaissance aérienne au-dessus de l'Ukraine.

Lors de la réunion secrète de Strasbourg le 7 novembre 1.944 pour jeter les bases de la construction européenne -cf. page no 978-, ce sont des nazis allemands de ce grade et plus, qui siègeront sous l'autorité d'**un général SS en grand uniforme, à ses côtés Martin Bormann ...Secrétaire d'Hitler.**

C'est le grand capital, ou le capitalisme Ricardo/Sayiste, qui a fait le choix du fascisme en Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Grèce (Régime des Généraux), dans les années 1.920 à 1.940.

IL CONVIENNAIT DE LE RAPPELER.

En 1.923, le patron sidérurgiste Stinnes disait à l'ambassadeur américain : « Il faut trouver un dictateur qui aurait le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire. Un tel homme doit parler la langue du peuple et être lui-même un civil ; nous avons un tel homme. »

1.927 Rompant avec les prétentions « socialistes » des nazis, Feder, auteur du programme du parti nazi rend hommage à Krupp, Thyssen, etc., « grands créateurs de l'industrie allemande » et il modifie le programme du parti en conséquence.

27 octobre 1.931. Le directeur de la firme Siemens, Carl Friedrich von Siemens, prononce un discours devant des membres importants de la finance américaine pour dissiper les craintes que suscite une éventuelle montée au gouvernement des nazis. Il insiste surtout sur la volonté des nazis d'éradiquer le socialisme en Allemagne. Il déclare : « L'objectif principal du NSDAP est la lutte contre le socialisme et son aboutissement logique, le communisme... C'est un rempart idéologique contre les tendances matérialistes ».

26 janvier 1.932. Fritz Thyssen, le magnat de la sidérurgie, organise une conférence d'Hitler devant plus de 100 grands patrons durant laquelle il assure que son mouvement voit dans la propriété privée le fondement de l'économie allemande et que son but principal est d'éradiquer le marxisme en Allemagne : « Je me charge de la politique, à vous l'économie » leur déclare-t-il.

19 novembre 1.932. Des banquiers, de grands industriels et de grands propriétaires terriens demandent au président Hindenburg de nommer Hitler à la chancellerie.

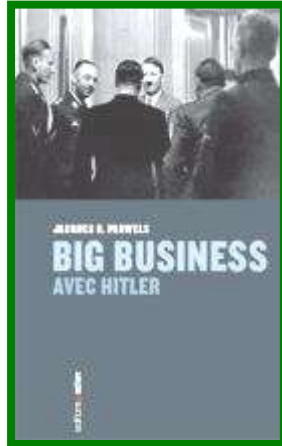
4 janvier 1.933. Rencontre entre le Premier ministre en exercice Franz von Papen et Hitler dans la villa du banquier von Schröder, qui a scellé les arrangements qui ont conduit au 30 janvier 1.933.

20 février 1.933. Hitler reçoit le gratin du grand capital allemand pour rassurer les patrons à propos de sa base, chauffée par des discours démagogiques contre le grand capital.

20 mars 1.933. Création du premier camp de concentration destiné aux prisonniers politiques à Dachau.
15 mai 1.934. Une loi est votée qui limite la liberté de changer d'employeur.

29 juin 1.934. Nuit des longs couteaux. Hitler fait assassiner 1.000 Cadres de ses propres sections d'assaut, essentiellement de l'aile « anticapitaliste » qui avait cru à la démagogie de Hitler et pensait que les nazis prendraient aussi des mesures contre le grand capital.

Février 1.935. Introduction du « livret de travail », qui impose une soumission totale des ouvriers à leur patron.



**C'EST AUSSI LE GRAND CAPITAL QUI A FAIT LE CHOIX DE L'ANTISEMITISME.
LE NAZISME NE S'EST JAMAIS CACHE DE CONSIDERER QUE SA LUTTE CONTRE LES JUIFS
FAISAIT PARTIE DE SA LUTTE CONTRE LE COMMUNISME.**

Il convient de se souvenir que l'Allemagne et l'Europe viennent de sortir d'une période 1.917-1.923, où le communisme prolétarien a représenté un réel danger pour le capitalisme et que la bourgeoisie, qu'elle soit démocratique ou fasciste, a estimé que les Juifs avaient pris une part importante au courant communiste européen comme l'expose ci-dessous le leader bourgeois anglais :

« Il n'y a pas de raison d'exagérer la part jouée dans la création du Bolchevisme et l'apport réel à la Révolution Russe par ces Juifs internationaux et pour la plupart, athées. Elle est certainement très grande ; elle dépasse probablement en importance toutes les autres. La quasi-totalité des personnages dirigeants sont des Juifs y compris Lénine, par sa mère. Plus encore, l'inspiration principale et le pouvoir dirigeant viennent des Dirigeants juifs, comme K. Marx, F. Engels, L. Trotsky, ainsi que dans la troïka soviétique. » Dans la religion hébraïque, c'est la mère qui transmet la judéité aux enfants même si le père est un non juif.

Winston Churchill dans « Sionisme contre Bolchevisme : un combat pour l'âme du peuple juif »

On ne savait pas ? « Plus de 700.000 Juifs polonais ont été exterminés par les Allemands dans l'un des plus grands massacres de tous les temps, comme celui des congolais de 11 millions par les Belges en 1.900/05, les génocides des aborigènes, des 10 millions d'amérindiens du continent nord-américain, les purges staliniennes, et maoïstes etc...».

25 juin 1.942, dans le « Daily Telegraph » de Londres Anne Frank (13 ans), juive d'origine allemande, est cachée dans un appartement secret à Amsterdam, avec sa famille. Elle écrit dans son célèbre Journal à la date du vendredi 9 octobre 1.942 : « Nous n'ignorons pas que ces pauvres gens [les juifs capturés par les nazis] seront massacrés. La radio anglaise parle de chambre à gaz. »

Samuel Zygelbojm, membre du Conseil national polonais de Londres, meurtri par l'indifférence de l'opinion publique, se suicide le 12 mai 1.943 :

« Puisse ma mort être un cri contre l'indifférence avec laquelle le monde regarde la destruction du monde juif et ne fait rien pour l'arrêter ».

On ne savait ce que comptait faire Hitler et pourquoi ?

Adolf Hitler expose en 1.923 dans « Mein Kampf » (Mon combat) le lien qu'il établit entre la destruction de la classe ouvrière en tant que classe, en tant que conscience internationale et révolutionnaire, et l'idéologie raciste, chargée de rétablir une conscience nationale du peuple allemand :

« J'avais entre temps découvert les rapports existants entre cette doctrine destructrice (communisme et socialisme) et le caractère spécifique d'un peuple (le peuple juif) (...) La doctrine juive du marxisme rejette le principe aristocratique observé par la nature. (...) Un jour, la catastrophe fit soudain sa brusque irruption. Des marins arrivèrent en camions automobiles et excitèrent à la révolution ; quelques jeunes Juifs étaient les chefs de ce mouvement (...) La situation était intenable et poussait à la continuation de la révolution (...) et conduisit finalement à la dictature des soviets, pour mieux dire à une souveraineté passagère des Juifs, ce qui avait été originellement le but des promoteurs de la révolution et l'idéal dont ils se berçaient.

Le Juif restera le chef incontesté du mouvement ouvrier tant que n'aura pas été entrepris un gigantesque travail (...) tant que l'Etat ne sera pas débarrassé du Juif et de son travail souterrain. (...) Au point de vue politique, le Juif commence à remplacer l'idée de la démocratie par celle de la dictature du prolétariat. (...) Il faut agir nationalement avec toute la fougue qu'exigent les solutions extrêmes. (...) La nation allemande ne pourra plus s'élever de nouveau, si l'on n'envisage pas résolument la question de la race, et par suite la question juive (...) L'incorporation dans une communauté nationale de la grande masse de notre peuple, qui est aujourd'hui dans le camp de l'internationalisme (...) l'incorporation d'une condition, devenue une classe, dans la communauté populaire (...) Tous les intérêts particuliers aux différentes conditions ou professions ne doivent entraîner en rien une séparation entre les classes. (...)

Le plus gros obstacle au rapprochement du travailleur d'aujourd'hui et de la communauté nationale, ce n'est pas l'action des représentants de ses intérêts corporatifs, mais celle des meneurs qui le travaillent dans le sens de l'internationalisme dans un esprit hostile au peuple et à la patrie. (...) La doctrine marxiste est, en résumé, l'essence même du système philosophique aujourd'hui. (...) Le monde bourgeois est marxiste (...) et ce monde vise délibérément à remettre le pouvoir dans la main des Juifs. Au contraire, la conception raciste fait place à la valeur des différentes races primitives de l'humanité. En principe, elle ne voit dans l'Etat qu'un but qui est le maintien de l'existence des races humaines. (...) Notre peuple allemand n'a malheureusement plus pour base une race homogène. (...) Si, par exemple, un individu d'une race donnée s'unissait au représentant d'une race inférieure, le résultat du croisement serait un abaissement du niveau en soi (...) L'Etat raciste aura à réparer les dommages causés par tout ce que l'on néglige de faire aujourd'hui dans ce domaine. (...)

L'Etat doit déclarer que tout individu notoirement malade ou porteur de tares héréditaires, donc transmissibles à ses rejetons, n'a pas le droit de se reproduire et il doit matériellement lui enlever les moyens. (...) Des commissions de race, constituées spécialement, doivent délivrer un permis de coloniser, en fonction d'une pureté de race définie et dont il faudra donner la preuve. (...) le premier devoir de l'Etat qui est au service du peuple (...) est de conserver les meilleurs éléments de la race (...) Notre première tâche est de détruire l'Etat juif actuel. (...) L'Allemagne est aujourd'hui le prochain objectif important du bolchevisme. Il faut toute la force d'une grande idée, toute la conscience d'une mission à accomplir pour arracher encore une fois notre peuple à l'étreinte de cette hydre, pour arrêter le progrès de la contamination de notre sang (...) Un Etat qui, à une époque de contamination des races, veille jalousement à la conservation des meilleurs éléments de la sienne, doit devenir un jour le maître de la terre. »

Aujourd'hui encore les mensonges et les omissions sont multiples sur la question de l'extermination des Juifs d'Europe. On veut en faire une question séparée des autres buts sociaux et politiques du fascisme, séparée des buts sociaux et politiques de la bourgeoisie allemande ou des bourgeoisies européennes face au prolétariat et aux peuples opprimés, face à la nouvelle menace révolutionnaire qui pouvait naître en Europe de la crise du capitalisme et de la guerre. On nous présente ce génocide comme le produit des sentiments antisémites violents cultivés par les nazis. Elles ont bel et bien considéré que c'était le prix à payer pour se débarrasser du danger révolutionnaire en Europe.

Les Etats « démocratiques » menaient la guerre contre le fascisme ? Encore faux !

Ils étaient seulement en concurrence avec l'impérialisme allemand. Le fascisme contre la classe ouvrière et les peuples, ils étaient pour.

Le texte de « Matière et révolution » qui suit pose la question différemment : quel lien y a-t-il entre le génocide des Juifs et la question de la lutte des classes et de la révolution en Europe.

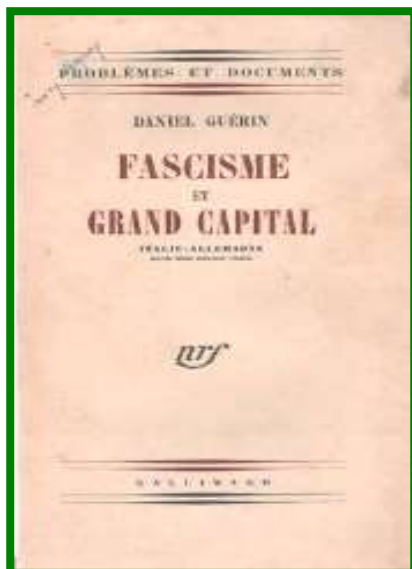
Le massacre des Juifs d'Allemagne et de toute l'Europe (en particulier ceux de Pologne et d'URSS) est bien connu aujourd'hui. Du moins, on croit bien le connaître. Pourtant, ce génocide à grande échelle sans réaction manque toujours d'explication. Suffit-il pour en comprendre le sens de dire qu'Hitler était raciste ? Ou de dire que les populations d'Allemagne, d'Autriche ou de Pologne ont été sensibles au racisme et à l'antisémitisme ? Cela expliquerait éventuellement un grand pogrome. Mais l'extermination qui a eu lieu durant la deuxième guerre mondiale ne ressemble en rien à un simple pogrome. La population, ni spontanément ni de manière manipulée, n'y prend aucune part. L'essentiel des camps de la mort se situent en Pologne où la population allemande, sa fraction qui a soutenu l'antisémitisme, n'a eu nullement accès. L'autre grand massacre a eu lieu en Ukraine. Dans les deux cas, ce sont des

forces spéciales de l'Etat allemand qui ont été chargées de l'exécution. Elle n'a rien à voir avec une démagogie de type raciste puisque cette élimination n'a reçu aucune publicité dans aucun pays. C'est donc les responsables de l'Etat allemand et de la classe dirigeante allemande qui l'ont décidé, avec la complicité des dirigeants politiques et des classes dirigeantes du reste du monde, y compris les Alliés. D'autre part, l'antisémitisme explique-t-il comment toute la planète, y compris les organisations juives du reste du monde, a laissé massacrer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ?

Non, il est certain que la société bienpensante, c'est-à-dire se portant bien, n'a eu aucune envie de savoir et n'a toujours pas envie d'analyser les causes. On peut même dire que tout ce que la société compte de représentants et de porte-paroles des classes dirigeantes ne souhaite pas comprendre. Michael Marrus écrit dans « L'holocauste dans l'histoire » que « Beaucoup de gens, y compris ceux qui sont familiers des questions d'histoire, continuent de penser que le meurtre des Juifs européens n'est pas matière à argumentation historique (...) Une opinion traditionnelle veut que l'Holocauste, en vertu de son importance suprême, se situe pour ainsi dire en dehors de l'histoire. » « L'Holocauste ne se prête pas à un examen historique traditionnel écrit Nora Levin, non seulement à cause de l'ampleur des destructions (l'assassinat de six millions de Juifs), mais parce que les événements qui l'entourent sont à proprement parler incompréhensibles. Personne ne comprend vraiment comment des tueries ont pu se produire à une si grande échelle ni comment on les a laissés se produire. » En appendice à « Si c'est un homme », Primo Levi écrivait : « L'antisémitisme est un phénomène typique d'intolérance. (...) »

La propagande fasciste et nazie avait besoin d'un bouc émissaire sur lequel faire retomber toutes les fautes et toutes les rancœurs, et le phénomène fut porté à son paroxysme par Hitler, dictateur monomaniac. Cependant, je dois admettre que ces explications, qui sont celles communément admises, ne me satisfont pas : elles sont restrictives, sans mesures, sans proportion avec les événements qu'elles sont censées éclairer. (...) Pour expliquer cette folie, cette espèce d'embarde collective, on postule habituellement la combinaison de plusieurs facteurs différents, qui se révèlent insuffisants dès qu'on les considère séparément, et dont le principal serait la personnalité même de Hitler, et les profonds rapports d'interaction qui le liaient au peuple allemand. (...) Mais encore une fois, cela ne me semble pas concluant. On ne peut pas, me semble-t-il, expliquer un phénomène historique en attribuant toute la responsabilité à un seul individu.

Peut-être que ce qui s'est passé ne peut pas être compris, et même ne doit pas être compris (expression soulignée par l'auteur), dans la mesure où comprendre, c'est presque justifier. (...) Cela nous dérouté et nous reconforte en même temps, parce qu'il est peut-être souhaitable que ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont fait ne nous soit plus compréhensible. » Ce refus de comprendre, cette justification de la nécessité de ne pas comprendre, est très impressionnante et reproduit un point de vue qui n'est pas propre à primo Levi, mais qui est général à la société post-guerre mondiale. La classe dirigeante n'a pas spécialement eu envie de savoir. Elle sait trop bien ce qu'une analyse révélerait certainement : le grand mensonge de l'interprétation officielle selon laquelle cette horreur serait inexplicable, ou attribuable à la méchanceté des nazis et à la nature humaine, mauvaise paraît-il. Une violence gratuite en somme ? Peut-on imaginer que ce massacre aussi coûteux en efforts, en moyens, serait gratuit ? Il est impressionnant que l'on se satisfasse d'explications aussi creuses, aussi ineptes, et aussi mensongères, pour un acte d'une ampleur telle qu'il ne risquait pas d'échapper à aucune des classes dirigeantes du monde. Prétendre qu'une telle action, qui a nécessité des grands moyens et une complicité mondiale, n'avait aucun objectif rationnel, c'est injurier le besoin d'explication que l'on ne pourra pas toujours étouffer.



Même si on se contente de dire que les nazis étaient des assassins antisémites, une évidence, cela n'explique pas que toutes les forces étatiques d'Allemagne, puis des pays d'Europe continentale aient prêté leur concours à ce crime de grande échelle sans faire de difficulté. Ni, encore moins, expliquer que les Etats en guerre avec l'Allemagne (les « Alliés »), les USA et l'Angleterre par exemple, aient gardé le silence sur cette extermination. Puis, lorsqu'il n'était plus possible de se taire, se soient bien gardés d'agir. L'existence des camps de la mort a été occultée à l'époque au grand public, en particulier aux victimes, mais les Etats n'en ignoraient rien. Nous avons maintenant des milliers de preuves de cela. Ils ont parfois dénoncé « des violences » contre les Juifs, mais jamais ils n'ont permis aux peuples du monde de savoir qu'il s'agissait d'une opération systématique d'élimination complète. Et cela aussi doit être expliqué. Pourquoi ont-ils ainsi enlevé, un moyen de mettre de leur côté, dans la guerre qui les opposait à l'Allemagne, l'appui de peuples entiers ? Des décennies après, l'interprétation des événements reste occultée. Parce que la révéler, montrerait du même coup sur quelles bases fonctionne toute la société bourgeoise, à quel point sa phase « démocratique » n'est pas si opposée à sa phase « fasciste ». Et à quel point la société capitaliste pourrait encore basculer dans l'horreur, simplement si tel redevenait l'intérêt des classes dirigeantes.

Des années après, il n'est toujours pas question de dévoiler au grand public, y compris aux Juifs, toutes les complicités dont ce massacre de masse a bénéficié au sein de toutes les classes bourgeoises du monde, celles qui détiennent les moyens d'arrêter le massacre ou, au moins, de le dévoiler partout dans le monde. Les images horreur des camps de la mort ont eu ce résultat d'amener chacun à fermer les yeux et à se dire que cela dépasse sa capacité de supporter des images d'horreur. De la part des Alliés, de la part des dirigeants juifs, ne rien révéler sur les objectifs d'extermination des nazis était déjà un crime. Ces révélations auraient évité à la plupart des futures victimes d'attendre leurs assassins sans fuir, d'accepter, sans se révolter, d'être ghettoïsés puis embarqués vers les camps de la mort sans tenter de se soulever. Cela n'a pas évité les soulèvements – ils ont été beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit généralement –, mais cela les a rendus désespérés. L'ignorance des buts des nazis a empêché les Juifs, convaincus qu'il s'agissait de « simples » pogromes, de se défendre.

Le mensonge fondamental, qui a si bien marché auprès des Juifs, était qu'il fallait absolument se laisser faire, laisser les tueurs agir, les laisser tuer 500 ou 5.000 Juifs mais pour sauver les 500 ou les 5.000 autres, sous la justification que la révolte aurait mené les nazis à les tuer tous. Il s'agissait donc de se sacrifier pour l'intérêt d'ensemble de la communauté. Comprendre qu'il s'agissait, dès 1941, d'une opération d'extermination était possible, mais cela ne l'était pas pour les notables et les bourgeois qui dirigeaient la communauté juive ni pour les chefs politiques bourgeois du monde occidental. Parce que la vérité avait des implications révolutionnaires. Si l'Etat veut notre mort, a engagé la lutte à mort, il faut renverser l'Etat, il faut faire la révolution. Et inversement, l'Etat bourgeois n'est fasciste que parce qu'il est engagé dans une lutte à mort : c'est la lutte contre les menaces de la révolution prolétarienne en Europe. Le massacre des Juifs lui est indispensable dans cette optique comme il a été indispensable en Allemagne.

Il faut embrigader la petite bourgeoisie dans le sens raciste pour éviter qu'elle se retourne contre les classes dirigeantes. Il faut donner aux troupes fascistes les moyens d'être craints, d'être respectés et leur donner les moyens d'y gagner un certain enrichissement sur le dos des victimes. Dans ce but, les Juifs sont un bouc émissaire qui convient aux nazis. Mais l'objectif réel est de terroriser les travailleurs, de les encadrer et d'éradiquer les risques révolutionnaires. Sur ce point, les Juifs d'aujourd'hui ignorent toujours la raison pour laquelle le fascisme allemand a massacré les Juifs d'Europe. La crainte de la révolution ne pouvait que les pousser à aller jusqu'au bout. Frapper les Juifs nécessitait de les concentrer. Les concentrer dans des ghettos permettait d'opposer les Juifs aux autres opprimés, mais cela avait aussi comme résultat la concentration de la misère et de la révolte. Il fallait alors transformer les ghettos en camps d'internement terroristes et, finalement, en camp d'extermination. L'objectif fondamental des nazis en Europe, lutter contre la révolution prolétarienne sur le continent, des puissances bourgeoises comme la France, l'Angleterre ou les USA, puissances dites démocratiques, n'avaient rien contre. Lutter contre le communisme était leur perspective aussi. Que les nazis s'en chargent à leur manière ne posait aucun problème aux « démocraties occidentales » et c'est pour cela qu'elles ont fermé les yeux autant que c'était possible, du moment qu'il n'y avait pas de faits publics, en Allemagne ou dans les pays occupés par l'Allemagne, qui auraient dévoilé leur complicité passive.

On a assisté à une véritable conspiration générale, mondiale, du silence, d'autant plus facile que les organisations communautaires juives locales, là où les populations subissaient une violence massive, étaient les premières à chercher à cacher les faits, de peur de provoquer une révolte générale de la population juive. Et effectivement, contrairement à la thèse d'une soumission traditionnelle, les Juifs ont montré qu'ils pouvaient se révolter. On a beaucoup écrit sur le fatalisme des Juifs, sur la passivité soi-disant atavique des victimes. Cette présentation est mensongère.

Des révoltes ont eu lieu, dans les ghettos, dans les camps de concentration et même dans les camps de la mort. Par contre, elles ont quasiment toutes eu lieu quand le massacre avait atteint son terme et que les derniers survivants attendaient la fin. Parce qu'alors, tous les mensonges des nazis, colportés par des dirigeants, étaient trop usés pour continuer à empêcher la lutte. Des Juifs allaient mourir, mais la communauté repartirait grâce aux survivants,

du moment que les Juifs ne tentaient pas d'agir contre les Autorités. La Pologne a été le siège de plusieurs révoltes, notamment celles des ghettos en 1943 et celle de la ville de Varsovie en 1944, mais aussi des révoltes collectives des camps d'internement et aussi des camps de la mort comme Treblinka et Sobibor. Comme l'écrit Nicolas Weill dans *Le Monde* du 19 avril 1983 « A Varsovie, comme dans le reste de l'Europe d'Hitler, les Juifs sont abandonnés à leur sort. Le 27 avril 1943, les révoltés de Varsovie pressent Arthur Zyngielbojm, qui représente à Londres le Bund auprès du gouvernement polonais en exil, de convaincre les Alliés d'exercer des représailles immédiates : « Au nom des millions de Juifs qui sont déjà morts, au nom de ceux qui sont assassinés dans les flammes, au nom des héroïques combattants et en notre nom à tous qui sommes promis à la mort, nous en appelons au monde entier. (...) Les Alliés doivent prendre conscience de la responsabilité historique qui rejaillirait sur eux s'ils restaient sans réaction face à un crime qui n'eut jamais d'équivalent (...) »

Les Alliés restent sourds à ces appels. Pour protester contre l'indifférence des gouvernements et l'apathie des opinions publiques, Arthur Zyngielbojm se suicide le 12 mai. » Jamais ces révoltes n'ont été soutenues par les Alliés, ni rapportées au grand public par les gouvernants alliés, ni par les organisations sionistes des autres pays. Aucune des révoltes de l'Est n'a jamais reçu d'appui et les Alliés se sont même gardés ensuite de valoriser, de populariser, ces actes de bravoure qui rompaient avec la soumission. Ils les ont même cachés le plus qu'ils pouvaient. Ils préféreraient présenter le peuple juif comme fataliste et faire croire qu'il s'était laissé faire sans bouger. En fait, nulle part les classes dirigeantes n'ont jamais eu la moindre sympathie pour les peuples révoltés, y compris s'il s'agit de peuples livrés à une mort certaine comme l'étaient les Juifs. Et les membres juifs ainsi que les organisations juives des classes dirigeantes, dans les pays sous la botte nazie ou dans les pays « alliés » n'avaient pas plus de sympathie pour une lutte pouvant avoir des conséquences révolutionnaires.

Toutes les classes dirigeantes le savent, les intérêts de classe, c'est bien plus important que les soi-disant solidarités ethniques, nationales ou religieuses. Les troupes russes, comme alliées, ont laissé les nazis écraser la révolte de Varsovie avant de prendre la ville. Bilan : la destruction des neuf dixièmes de la capitale avec 200.000 varsoviens morts et cinq cent mille autres emmenés en captivité ou déportés. Bor Kornorowski écrit : « Le 1^{er} août à 17 heures, une grêle de balles s'abattit à partir de certaines fenêtres, sur les Allemands circulant dans les rues. » Henri Michel rapporte : « Commencée dans l'espérance et l'enthousiasme de toute la population, l'insurrection va pourtant s'achever le 3 octobre par la capitulation sans condition des insurgés, après soixante-trois jours de combats acharnés, dans les rues, aux étages des immeubles, des deux côtés de l'autel de la cathédrale, dans les cimetières et dans les égouts (...) Les civils ont élevé des barricades, creusé des tranchées, fabriqué des munitions, réparé des armes, déminé les rues (...) Les Britanniques et les Américains ne veulent rien entreprendre qui puisse déplaire à leur allié soviétique (...) surtout parce que le maintien de l'«étrange alliance» provoquée par Hitler est absolument indispensable pour assurer au monde une paix durable, une fois la guerre finie. (...)

Staline se défie des communistes polonais demeurés en Pologne, suspects de trotskisme et de nationalisme. Il n'accorde sa confiance qu'à ceux qu'il apprit en main à Moscou et qui attendent leur heure à Lublin pour venir installer à Varsovie un régime très proche de celui de l'URSS. » écrit-il dans *Le Monde* du 5 août 1984. L'offensive militaire russe a été sciemment retardée pour laisser les Allemands écraser Varsovie. Pourquoi ? La résistance leur était pourtant a priori favorable au camp russo-américain, mais aucun des « alliés démocratiques » ne va juger que la révolte d'un peuple est sans danger dans cette fin de guerre mondiale. Y compris la révolte du peuple juif. C'est pour cette raison que personne, au sein des classes dirigeantes, y compris de leur fraction d'origine juive, n'a voulu soulever cette question du massacre des Juifs. Car la soulever c'était, qu'on le veuille ou pas, appeler les peuples à la révolution et risquer de refaire en plus grand la révolution de 1.917. Jean-François Steiner écrit ainsi dans « Treblinka, la révolte d'un camp d'extermination » : « Un des grands dirigeants de la grande insurrection de Varsovie constate cette solitude dans un message prophétique : « Le monde se tait (...) Le représentant de dieu au Vatican se tait ; on se tait à Londres et à Washington ; les Juifs en Amérique se taisent. Ce silence est étonnant et épouvantable. »

A tous ceux qui allaient couvrir leur silence et leur passivité en accusant Steiner d'antisémitisme, Simone de Beauvoir répondait en préface de cet ouvrage : « Tant de récits que Steiner avait lus présentaient les millions de Juifs morts dans les camps – parmi lesquels se trouvaient son père et une grande partie de sa famille – comme de pitoyables victimes : n'auraient-ils pas pu refuser ce rôle ? (...) Steiner a décidé de les regarder (les faits) en face (...) Cet ouvrage lui vaudra, j'en fais le pari, d'être taxé d'antisémitisme par ceux dont le silence, la prudence, les dérobades ont jeté le trouble dans les cœurs. (...) La collusion avec les Allemands de notables juifs constituant les Judenraten est un fait connu qui se comprend aisément ; en tout temps, dans tous les pays, à de rares exceptions près, les notables collaborent avec les vainqueurs : affaire de classe. (...) Il paraît aberrant d'avoir pu imputer aux Juifs une résignation fataliste. » Qui a pu avoir intérêt à cette présentation des faits, à cacher pendant toute la guerre l'extermination des Juifs, à masquer les révoltes des ghettos, des camps de concentration et même des camps de la mort ? Pourquoi les organisations, les Etats, y compris la plupart des organisations juives ou sionistes ont-ils masqué ces faits ou n'ont pas cherché à les divulguer dans le monde ? Pourquoi Simone de Beauvoir parle-t-elle à ce propos d'une « affaire de classe » ? Que viennent faire les classes sociales ?

Veut-on encore mêler la question de la lutte des classes à la « solution finale » des nazis ? Tout est fait pour faire croire que l'antisémitisme est une idéologie et une politique qui n'aurait rien à voir avec le fonctionnement de la société, avec l'exploitation capitaliste et avec la lutte des classes. Et pourtant ...

La « solution finale » par les nazis de la question juive en Europe supposait que les Juifs posaient un problème en Europe ? En effet, une telle opération ne pouvait être seulement une lubie criminelle de quelques détraqués. Elle supposait non seulement le travail de l'ensemble de l'appareil d'Etat allemand que décrit parfaitement Raul Hiberger, mais aussi des intérêts de la bourgeoisie européenne à se débarrasser non seulement d'un peuple opprimé mais de tous les motifs qui causaient une révolution menaçante en Europe depuis la première guerre mondiale. Le nazisme ne s'est jamais caché de relier le combat contre les Juifs au combat contre le communisme. Bien des gens ont seulement pris cela pour de la propagande, mais c'est bien autre chose. La réalité de la révolution qui a parcouru l'Europe à la fin de la première guerre mondiale le montre bien. Je cite ainsi les discussions des chefs des quatre grandes puissances victorieuses à la fin de la première guerre mondiale sur la « question juive » et on peut constater qu'eux aussi relient cette question à celle de la révolution communiste en Europe. La passivité des autres puissances et des bourgeoisies occidentales amène à réfléchir aux intérêts de l'ensemble des bourgeoisies dans cet acte criminel. Ces puissances dites démocratiques n'avaient aucun intérêt à empêcher le fascisme allemand de donner un coup de balai en Europe contre le communisme, contre la classe ouvrière et contre les peuples opprimés. On l'avait bien vu lors de la révolution espagnole de 1936 où le fascisme allemand avait pu impunément intervenir militairement sans la moindre velléité des puissances « démocratiques » de l'en empêcher.

Le fascisme allemand, s'étendant à l'Europe, se devait d'expurger le risque révolutionnaire de tout le continent et ce risque comprenait bien entendu la révolution prolétarienne mais aussi la révolte des peuples opprimés. Le fascisme accomplissait ainsi le mouvement inverse de celui qu'avait connu l'Europe, à partir de la révolution russe de 1917, en étendant la révolution non seulement au prolétariat mais aux peuples opprimés. Hitler répondait à Lénine qui unissait prolétaires et peuples opprimés e, écrasant conjointement les deux. Ce n'est pas un hasard si l'extermination massive des Juifs a commencé en Pologne où ils représentaient avec le prolétariat un danger révolutionnaire dans les villes et s'est poursuivie en Russie.

Le premier point qui est occulté est la nature du fascisme : une des politiques possibles de la société capitaliste, lorsqu'elle s'estime menacée par le prolétariat. L'Italie et l'Allemagne ont été des exemples fameux, mais ce ne sont pas les seuls. Le fascisme est bien loin d'être mort avec ces régimes d'avant-guerre. C'est la nécessité pour la classe dirigeante, dans certaines situations sociales et politiques déstabilisées, d'écraser dans le sang toute forme d'organisation ouvrière. L'un des points souvent cachés est le choix de la grande bourgeoisie, des capitalistes, des banquiers, des chefs politiques, religieux et militaires. Tous ceux-là n'ont jamais été fanatisés par l'idéologie nazie. Ils l'ont d'abord choisie par choix de classe : le nazisme leur offrait de sortir d'une situation où la menace du communisme pesait sans cesse.

Les autres bourgeoisies d'Europe préféraient elles aussi le fascisme au communisme, même si le nazisme représentait également le choix de remise en cause du rapport de forces mondial inter-impérialiste qui ne pouvait que mener à la guerre mondiale. Les aspects anti-démocratiques, y compris contre des partis bourgeois, étaient considérés comme des défauts inévitables modérément gênants, que ce soit par la bourgeoisie allemande ou internationale. Il faut se rappeler qu'Hitler a commencé à s'armer quand le prolétariat était menaçant, notamment avec la révolution ouvrière en Espagne et la grève générale en France. Le deuxième point est l'origine de classe de l'hostilité aux Juifs, même si ceux-ci n'étaient pas une classe, n'appartenaient pas spécialement à une classe. Beaucoup ont envie de faire croire que le massacre des Juifs doit tout à Hitler et à l'Allemagne. En fait, l'antisémitisme n'a rien de particulièrement allemand. Il est loin d'être né avec Hitler. Il était à la même époque très développé dans le monde entier, y compris dans les « démocraties » comme la France ou les USA.

L'hostilité aux Juifs a plusieurs origines qui sont très diverses suivant les classes sociales. La petite bourgeoisie y voit une concurrence. La grande bourgeoisie exploite ces sentiments, en détournant ainsi la haine des petits bourgeois contre les financiers, les usuriers et les banquiers, en faisant croire qu'ils seraient tous juifs ! Et que tous les Juifs seraient banquiers ! Voilà qui en dit long sur l'incapacité de la petite bourgeoisie d'avoir des organisations, conceptions, de des idéologies et des perspectives de manière indépendante. Ce sont les petites bourgeoisies décadentes d'Europe qui ont le plus développé l'antisémitisme, comme celle d'Autriche après la chute de l'Empire austro-hongrois. Mais la bourgeoisie européenne a eu ses propres raisons pour détester les Juifs. C'est avec la fin de la grande époque capitaliste avant la première guerre mondiale, avec la montée des menaces révolutionnaires du prolétariat européen, que les Juifs d'Europe de l'Est et de Russie, s'organisant massivement et se tournant vers le mouvement ouvrier et socialiste, ont provoqué la crainte des classes dirigeantes d'Europe.

Remarquons comment les chefs des puissances dites démocratiques de la première guerre mondiale discutent de la « question juive » après que nombre de Juifs aient choisi le bolchevisme en Russie et les partis

communistes en Europe de l'Est, alors que la révolution prolétarienne menaçait la domination capitaliste sur toute l'Europe à la fin de la deuxième guerre mondiale : 30 avril 1.919 Président Wilson : Un des éléments qui troublent la paix du monde est la persécution des Juifs. Vous savez qu'ils sont particulièrement mal traités en Pologne et qu'ils sont privés des droits de citoyen en Roumanie. (...) Rappelez-vous que, quand les Juifs étaient traités en hors la loi en Angleterre, ils agissaient comme des gens hors la loi. Notre désir est de les ramener partout dans la loi commune. (...) 3 mai 1.919. Nos gouvernements, du moins les gouvernements britannique et américain, ont pris, vis-à-vis des Juifs, l'engagement d'établir en Palestine quelque chose qui ressemble à un Etat israélite, et les Arabes y sont très opposés. 17 mai 1.919. Ce n'est pas seulement un sentiment de bienveillance à l'égard des Juifs, mais par l'incertitude du danger que le traitement injuste des Juifs crée dans différentes parties de l'Europe. Le rôle des Juifs dans le mouvement bolcheviste est dû sans aucun doute à l'oppression que leur race a subie pendant si longtemps.

Les persécutions empêchent le sentiment patriotique de naître et provoquent l'esprit de révolte. A moins que nous ne portions remède à la situation des Juifs, elle restera un danger pour le monde. 6 juin 1.919 France, Italie, Grande Bretagne, Etats-Unis, ce n'est pas sur leurs territoires que l'on trouve cet élément juif qui peut devenir un danger pour la paix en Europe, mais en Russie, en Roumanie, en Pologne, partout où les Juifs sont persécutés Lloyd George : Cette difficulté subsistera jusqu'à ce que les Polonais deviennent assez intelligents pour savoir tirer parti de leurs Juifs, comme le font les Allemands. 23 juin 1.919 ▶ Président Wilson : Le plus important est d'apaiser les inquiétudes des Juifs. Je crains toujours de laisser subsister de ce côté un ferment dangereux. »

Extraits de « Les délibérations du Conseil des Quatre », éditions du CNRS.

Ce que craignaient le plus les chefs politiques des classes dirigeantes du monde en cette fin de première guerre mondiale, ce sont les risques révolutionnaires et ils avaient conscience que la situation des Juifs d'Europe augmentait ces risques. La révolution russe avait déjà montré que l'oppression des Juifs, loin de se contenter de mener au fatalisme prétendument traditionnel, pouvait entraîner une fraction notable des Juifs aux côtés de la révolution sociale. Et dans des pays comme la Pologne, le risque était décuplé par le fait que les Juifs, très opprimés, représentaient une fraction importante de la population et encore plus grande de celle des villes, y compris une fraction non négligeable de la classe ouvrière et la majorité des petits artisans, y compris dans des grandes villes comme Varsovie ou Lodz. Loin de vouloir s'attaquer aux racines du mal, à l'oppression des Juifs, aux pogromes dont la cause était la technique des classes dirigeantes visant à noyer le mécontentement dans le pogrome, ces dirigeants des grandes « démocraties » de France, d'Angleterre et des USA avaient d'abord et avant tout besoin des fascismes contre la révolution.

L'Allemagne allait bien le démontrer en 1.918-19 avec la bourgeoisie allemande organisant sur ordre de la social-démocratie l'écrasement dans le sang de la révolution ouvrière par les « corps francs » fascistes. Si la vague révolutionnaire est vaincue, elle l'est en s'appuyant sur des régimes d'Europe de type semi-fasciste comme la dictature antisémite de Pologne du général Pilsudski. La situation qui précède la deuxième guerre mondiale est une nouvelle mobilisation des Juifs opprimés d'Europe, comme elle connaît une nouvelle mobilisation du prolétariat, à nouveau menaçant. Il faut d'abord rappeler qu'en 1.936, les ouvriers et les jeunes Juifs ont été nombreux à être attirés par le courant communiste stalinien. L'accord entre Staline et Hitler en 1.939 pour l'envahissement et le partage de la Pologne devait rompre durement cette attraction. Il n'en subsistait pas moins que les Juifs, soit une importante fraction de la population prolétarienne des villes de Pologne, se radicalisaient à cette époque et représentaient une menace pour la bourgeoisie. La troisième question est l'utilisation du racisme par le nazisme, version allemande du fascisme. Tous les fascismes n'ont pas nécessairement les mêmes démagogues, les mêmes manières de diviser les opprimés par idéologies haineuses et violentes. Par exemple, le fascisme italien, qui l'avait précédé de onze ans, n'utilisait pas du tout ce type de démagogie. Le nationalisme, la religion, l'ethnisme, le racisme offrent de multiples versions différentes.

Mais toutes ces propagandes, le fascisme n'est pas le seul à les utiliser pour diviser les peuples. Tous les impérialismes, y compris dans leur phase « démocratique » dans les métropoles, les emploient des méthodes violentes dans leurs colonies. Des massacres utilisés pour faire face à des révoltes coloniales, c'est une méthode courante, y compris pour les régimes considérés dans la métropole comme « démocratiques ». Toutes les sociétés bourgeoises se réservent la possibilité de déclencher la violence de masse si elles sont menacées par la révolution, que ce soit la contre-révolution, ou la guerre civile, préventive, le détournement démagogique prenant une fraction des opprimés comme boucs émissaires, ou le bain de sang génocidaire. Dans tous ces cas, la classe dirigeante décide de livrer le pays à la barbarie pour sauver le système d'une menace révolutionnaire. Le fascisme est donc bel et bien une réponse à la menace d'une montée révolutionnaire de la lutte des classes. Le nazisme s'est produit dans le pays où le prolétariat était le plus fort, le plus organisé, ayant le plus d'expériences révolutionnaires derrière lui, peu d'années avant, dans toute l'Europe. Pour s'adresser à la petite bourgeoisie, la détourner d'une lutte contre la grande bourgeoisie, les nazis avaient désigné du doigt la « finance juive », afin de faire croire au caractère prétendument révolutionnaire et socialiste du parti national- « socialiste ». Il s'adressait en même temps à la grande bourgeoisie, en affirmant que l'idéologie bolchevique était juive et que les ennemis de l'Allemagne étaient « la juiverie anglo-franco-américaine ».

Mobilisant dans des manifestations et des meetings monstres les petits bourgeois, les déclassés, les chômeurs, le nazisme visait à paralyser le prolétariat, divisé par les politiques des sociaux-démocrates et des staliniens. Quand le prolétariat a été battu, sans combat, en Allemagne, le nazisme qui voulait développer son empire rogné lors de la première guerre mondiale, devait non seulement battre les armées des pays voisins – ce qui n'était pas très difficile pour le capitalisme le plus dynamique d'Europe dès qu'on l'a laissé se réarmer. Il devait pratiquer des contre-révolutions dans tous les pays conquis. C'est pour cela que la campagne antisémite s'est étendue d'Allemagne à toute l'Europe. Dans toute l'Europe, la révolution avait été défaite après la première guerre mondiale, mais la crise reposait les risques qu'un des prolétariats d'Europe, tout particulièrement celui d'Allemagne - relance le mouvement. Le prolétariat allemand a été battu en 1.933. Celui d'Espagne en 1.936. La révolution a été détournée par la gauche et les syndicats en France en 1.936. Ce n'était pas fini. Il fallait écraser physiquement, et surtout moralement les classes ouvrières et les peuples d'Europe. L'extermination des Juifs répondait, comme en Allemagne, à ces divers objectifs : une occasion de piller des millions de gens pour payer un personnel politique engagé à écraser les peuples, une violence contre les plus pauvres justifiée par des « critères raciaux », une division des classes populaires empêchant toute mobilisation ouvrière, une violence impressionnante donnant une impression de force insurmontable des nazis, et des victimes qui étaient pieds et poings liés par leurs propres dirigeants.

Eh bien oui, là encore l'histoire est le produit de la lutte des classes ! Etonnant que les Etats, que les organisations n'aient pas soulevé cette question pendant la guerre et aient attendu la fin de celle-ci pour prétendre « découvrir avec horreur les camps de la mort » ? Non ! Etonnant que les peuples, y compris le peuple juif, aient été menés par leurs classes dirigeantes ? Etonnant que ces dernières n'aient pas voulu remettre en cause leurs intérêts de classe pour l'intérêt d'un peuple, fut-il le « leur » ? Aucun Etat ni aucune classe dirigeante n'a cherché à empêcher la venue au pouvoir du nazisme. Pourquoi auraient-ils sacrifié leurs intérêts de classe pour sauver un peuple, quel qu'il soit. Ils n'avaient pas plus le souhait de sauver le peuple juif, comme le rappelle Raoul Hilberg en donnant de multiples exemples du refus des Etats alliés de se préoccuper du sort du peuple juif, alors qu'ils avaient, eux, tous les détails leur permettant de savoir qu'il s'agissait d'un génocide. Les organisations juives des pays alliés n'ont pas d'avantage réagi, alors que leurs dirigeants étaient aussi au courant. Tout au plus certains ont essayé de sauver des vies en négociant avec les Etats, et d'emmener le plus de personnes possibles en Israël, mais ils n'ont dénoncé le génocide aux yeux du monde. Quoi d'étonnant que les dirigeants juifs, et leur classe dirigeante, ne soient pas, en la matière, l'exception qui confirmerait la règle ?

Ils ont mis d'autant plus d'énergie à « découvrir » les camps d'extermination, une fois que la guerre – et l'extermination – étaient finis qu'ils en avaient mis à nier leur existence ou à ne rien faire pour la faire connaître durant toute la guerre. Rappelons que les efforts de militants juifs des camps pour faire sortir des informations sur leur situation, le succès de cette entreprise même en direction de Varsovie dont les dirigeants avaient alors des contacts avec le monde, datent de ... 1.941 ! Raoul Hilberg, comme nombre d'autres auteurs, rapportent des faits patents qui montrent que les leaders du monde savaient parfaitement ce qui se passait. Que peut-on attendre de leaders bourgeois quand il s'agit de la mort d'un peuple ? Rien ! Et l'essentiel n'est pas de s'en indigner mais d'être conscient que, face au fascisme, il n'y a qu'une seule force qui soit réellement capable de sa battre : la révolution prolétarienne !

Le réformisme – qui consiste à masquer les réalités de lutte des classes opposant des intérêts irréconciliables - ne meurt pas en période de fascisme. Par contre, dans une situation où la lutte des classes doit plus que jamais être portée à son terme, le réformisme est plus que jamais criminel, car il masque l'urgence de la révolution sociale et son caractère vital. Il ne réforme pas les crimes des classes dirigeantes mais sème des illusions mortelles sur elles et empêche les peuples de se battre, et surtout de faire la révolution. Même quand l'alternative devient la révolution ou la barbarie, il existe des courants politiques au sein des masses pour prétendre que tout peut encore se calmer, s'arranger, se terminer dans une entente conciliant l'inconciliable ! C'est là le combat qu'il faut mener pour vaincre le fascisme : la lutte contre le fatalisme des dominants qui est propagé continuellement parmi les dominés. S'il est important de combattre aujourd'hui les mensonges de ceux qui nient l'existence des chambres à gaz et des camps d'extermination, il faut aussi combattre nombre de mensonges propagés y compris parmi les Juifs et qui laissent croire que l'on ne pouvait rien faire pour sauver les Juifs de la mort, que l'on ne savait pas, que les Juifs ne pouvaient pas se révolter contre le fascisme allemand, que la seule solution était de compter sur la lutte militaire des Alliés pour sauver les peuples des nazis, etc...

Aujourd'hui, nombre de documents montrent que tout cela est faux. Les Alliés n'ont jamais fait cette guerre pour sauver les peuples de la destruction, pas plus le peuple juif qu'un autre ! Ils ont fait la guerre pour opposer les intérêts des classes dirigeantes des pays impérialistes les plus puissants du monde. Et aucune bourgeoisie au monde, fut-elle opprimée, n'a jamais eu comme programme d'abattre la cause de cette oppression : le système lui-même. Le cas de l'extermination des Juifs est seulement plus horrible, plus difficile à imaginer parce que nous persistons à raisonner sur le système comme s'il s'agissait d'hommes et non d'une machine à produire de l'exploitation et de l'oppression. Et nous ne concevons pas que des hommes aient pu participer à une horreur pareille. Quand nous l'admettons, c'est pour finalement affirmer que l'homme serait naturellement mauvais ou que les desseins de dieu

sont impénétrables. Il est clair que ceux qui s'en tiennent au point de vue moral ne risquent pas de comprendre comment la logique du système n'interdisait nullement de massacrer un peuple et que le choix du fascisme par la classe dirigeante allemande avait été soutenu par la bourgeoisie mondiale, au nom de la nécessité d'écraser les opprimés d'Allemagne d'abord, du reste de l'Europe de l'Est ensuite. La lutte des classes est bel et bien la clef de l'histoire, y compris de celle des Juifs pendant la deuxième guerre mondiale. La direction politique du peuple Juif des pays de l'Est eux-mêmes ne voulaient surtout pas que leur peuple le comprenne, pas plus que ne le souhaite aucune bourgeoisie au monde. La relative facilité avec laquelle les nazis ont pu assassiner six millions de Juifs, sans compter les Tsiganes ou les homosexuels, impressionne. Les forces de répression qui ont servi à ce massacre sont relativement peu nombreuses. Elles auraient été tout à fait insuffisantes face à une révolte populaire. Mais les nazis ont bénéficié d'une aide tout à fait inattendue : celle des dirigeants de la communauté juive elle-même ! En effet, le plus étonnant dans l'extermination des Juifs par les nazis, c'est la participation active des dirigeants de la communauté juive.

Ceux-ci ne sont pas contents de ne pas organiser de révolte et même de prôner activement l'accommodation aux ordres des autorités nazies, fussent-ils des ordres criminels. Ils ont, sous prétexte que le pire serait de se révolter, que les autorités s'en prendraient encore plus violemment aux Juifs en cas de révolte, écrasé toute velléité d'organisation de la résistance et de la révolte. Leur police a arrêté les révoltés, les résistants, les a dénoncés et livrés aux nazis. Beaucoup reprennent les justifications que se donnaient ces « autorités juives », celui de la sauvegarde des Juifs survivants. Cependant, ces autorités ont été jusqu'à fournir eux-mêmes les partants pour l'Est qui partaient pour la mort. Ils ont couvert, au nom de la nécessité d'éviter à tout prix toute révolte, les mensonges nazis sur la destination des « convois vers l'est », en fait des départs vers les camps d'extermination. Ils ont juré leurs grands dieux que les Juifs qui étaient partis vers l'Est ne faisaient qu'y aller pour participer aux travaux voulus par les nazis, puis que le bruit qui courait sur les chambres à gaz était faux.

Pourtant les dirigeants des Judenrat qui ont permis aux nazis de n'avoir aucune difficulté pour enfermer les Juifs dans les ghettos, pour les fichier, pour les emmener vers les transports et pour les calmer, ces dirigeants n'étaient rien d'autre que les anciens dirigeants de la communauté et pas des chefs juifs nommés par les Allemands ! Or, ces « dirigeants juifs » des Judenrat étaient les premiers à avoir su ou compris que les nazis voulaient exterminer les Juifs. Leur aveuglement a un caractère de classe, au sens où ces notables et ces bourgeois souhaitaient moins que tout la révolte ou la révolution. Ils militaient même contre quand la discussion mettait cette question sur le tapis. Ils affirmaient que plus les nazis étaient violents, plus il fallait se faire doux, obéissant et savoir se rendre utile par le travail. Ils finiraient bien par se calmer. Ils appliquaient ainsi leur ancienne philosophie réformiste, qui s'appuyait sur le fatalisme religieux mais qui n'a rien de proprement juif. Ce sont tous les peuples que les démocrates bourgeois d'Europe ont livré au fascisme par refus de la révolution sociale ! Et d'abord toute la population allemande. Les autres bourgeoisies d'Europe, loin de regretter que l'Allemagne tombe entre les mains des nazis, s'en sont félicités. Car ils comprenaient très bien que l'alternative, à court terme, était fascisme ou révolution.

Lorsque la situation sociale amène face à face le risque révolutionnaire (pour la classe dirigeante) et le risque contre-révolutionnaire (pour les opprimés et la classe ouvrière), toute tentative d'arranger les choses, de réconcilier les combattants, de diminuer les souffrances, de désamorcer la situation a l'effet inverse : elle accroît les souffrances des opprimés, aggrave la violence et rend les choses plus dures et plus violentes. Les Juifs d'Europe l'ont subi de la manière la plus atroce : par l'extermination. Supprimer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants aurait pu être une tâche irréalisable pour les nazis si les victimes étaient prévenues et avaient décidé de ne pas faire le moindre geste pour faciliter les actes du bourreau. C'est exactement le contraire qui s'est produit. L'argument selon lequel les souffrances des Juifs seraient diminuées si les Juifs facilitaient eux-mêmes les recensements, les contrôles, les déplacements, les regroupements et les déportations, cet argument horrible qui a justifié les Judenrat a permis à un nombre restreint de soldats allemands de s'attaquer à un très grand nombre de victimes. C'était la politique diamétralement opposée consistant à rendre la concentration, la déportation et l'extermination le plus difficile possible qui aurait dû être la politique proposée à la communauté juive. Même si rien n'aurait pu être facile dans un tel combat, la solution consistant à se prêter le plus doucement possible au bourreau n'en est certainement pas une.

Refuser tout compromis avec les nazis ne pouvait qu'être une stratégie visant à la renverser, à en appeler aux peuples, à pousser les soldats à se soumettre, en somme une stratégie révolutionnaire. Fût-ce au risque de leur propre vie, les dirigeants bourgeois ne pouvaient préconiser une telle stratégie car ils défendent d'abord et avant tout leur système contre toute menace révolutionnaire. Et bien entendu au risque de la vie de « leur peuple » !

Compte sur des dirigeants bourgeois, fussent-ils Juifs, pour défendre le peuple juif est une illusion mortelle. Comme l'a écrit Simone de Beauvoir, je tiens le pari que certains de ceux qui me liront me traiteront d'antisémite ! C'est plus facile que d'opposer une explication à celle de la lutte des classes et aussi une autre alternative quand les peuples ont affaire à une classe dirigeante prête à aller jusqu'au bout, à tout prix, au prix du sang, afin de conserver le pouvoir face à une menace révolutionnaire. « Le plus grand affrontement qui opposa les Juifs et les Allemands se produisit dans le ghetto de Varsovie. Ce combat armé ne changea rien à l'évolution du processus de destruction. Mais dans l'histoire juive cette bataille est au sens propre une révolution **Raoul Hilberg** dans « La destruction des Juifs

d'Europe ». **Extraits de « Treblinka, la révolte d'un camp d'extermination » de Jean-François Steiner :**

« Dans les territoires occupés par la Wehrmacht, en Pologne, en Ukraine, en Biélorussie, dans les Etats Baltes, vivait une population juive de plusieurs millions d'hommes. En conséquence, le Reichsführer SS Heinrich Himmler donna l'ordre de « traiter » les terres nouvelles conquises par le troisième Reich dans son expansion vers l'Est. L'opération devait se dérouler en deux phases. Premier temps : regroupement des Juifs dans un certain nombre de ghettos ainsi créés. Deuxième temps : liquidation progressive des ghettos ainsi créés. (...) Les « techniciens » de la solution finale arrivèrent à Vilna dans les fourgons de la Wehrmacht. Sans perdre un instant, ils s'attaquèrent au premier point du programme : la mise au ghetto. Mais pour qu'elle se fasse sans désordre, ils imaginèrent d'obtenir le concours des Juifs eux-mêmes et, pour cela, procédèrent à une mise en condition psychologique. (...) Pour eux (les techniciens), le pogrom ne représentait pas une fin en soi mais un moyen de donner aux Juifs l'envie de se réfugier derrière les murs d'un ghetto. (...) La première mesure fut la création d'unités spéciales pogromistes. On leur donna le nom ronflant : Iptiagas (les élus), et on en vêtit les membres d'uniformes martiaux. (...) le premier pogrome eut lieu le lendemain dans un faubourg de la ville, à Chmipichok.

L'espoir revenait à pas lents lorsque le 17 juillet 1941 éclata le pogrom général. (...) Lorsque les « techniciens » leur ordonnèrent de nommer un Judenrat (Conseil juif), beaucoup crurent que la vie allait reprendre son cours, que les pogroms n'avaient été que des concessions faites par les occupants aux Lituanais. Quand le Judenrat reçut l'ordre d'enregistrer tous les Juifs ceux-ci se présentèrent sans difficulté. (...) Les pogroms restaient le dernier élément qui empêchait la vie de reprendre un cours à peu près normal. Alors, quand le bruit de la création d'un ghetto commença à courir, beaucoup pensèrent : « A l'intérieur du ghetto, nous serons pauvres et à l'étroit, mais on nous laissera en paix, il n'y aura plus d'enlèvements. » La mise en condition avait duré deux mois. Elle s'était déroulée sans u mouvement de révolte, sans une violence inutile. Les « techniciens » préparèrent l'« opération ghetto » avec soin. (...) En marche vers le ghetto, on allait scinder la colonne en deux à un certain carrefour. Une des branches irait vers le ghetto dont les Juifs ignoraient encore l'emplacement, et l'autre... Cet inconnu prit un nom le 2 septembre (...): Ponar.

C'était le nom d'un lieu-dit en bordure de la forêt, à sept kilomètres de Vilna. (...) Quelques jours après son installation dans le ghetto, le Dr Dvorjetski fut réveillé un matin par des grattements furtifs (...) ► Docteur, c'est moi, Pessia Aranovitch, je me suis évadée de Ponar (...) Ponar n'est pas un camp de travail ! On y tue tous les Juifs ► Tous les Juifs ! Voyons, ce n'est pas possible. Pourquoi tuerait-on tous les Juifs ► (...) Je ne vis pas la forêt arriver. Soudain des cris, des coups, des barbelés, et une odeur terrible. (...) Par cinq, les hommes s'avançaient, ils marchaient cinquante mètres, s'arrêtaient et se baissaient. On entendait une salve et on les voyait disparaître. (...) Je me laissais tomber en avant en me disant : « ça y est, je suis morte » et j'ai perdu connaissance. (...) ► Calme-toi Pessia, tu as de la fièvre et tu as fait un cauchemar. (...) On dirait que c'est une balle qui a fait cela. Quelque chose grouille au fonde de la plaie. (...) ce sont des fourmis rouges de la forêt ! (...) les nouvelles vont vite dans le ghetto. D'ici ce soir, tout le monde sera au courant. (...) L'idée que la révélation du massacre des Juifs à Ponar pourrait déclencher une émeute venait seulement de lui apparaître. (...) Sur la place du Judenrat, il rencontra un avocat avec qui, il avait été au lycée.

Pourquoi créer une atmosphère de panique ? lui dit l'avocat. Nous sommes là pour rassurer les gens, les encourager ► Mais comment les encourager alors qu'on les massacre ? ► Qui t'a dit cela ? Une fille à moitié folle. On ne peut tout de même pas déclencher une insurrection qui risquerait de nous coûter la vie à tous, pour de bon, à cause du cauchemar d'une femme. Tant que nous n'avons pas de certitude, il ne faut rien faire ! (...) L'avocat, qui était membre du Judenrat, avait opté pour l'ordre. C'était un bon Juif et un homme honnête, mais il pensait que cette histoire risquait de créer des troubles. Il était décidé à l'étouffer. Il pensait bien que des Juifs étaient tués, mais pas aussi systématiquement que le lui avait raconté son ancien camarade de classe. Cette fille était folle, ou bien elle cherchait à créer une panique dans le ghetto, mais on ne pouvait ajouter foi à son histoire.

Le docteur revit Pessia un long moment après ce jour. Elle travaillait dans un atelier de couture du ghetto. (...) Elle n'avait plus jamais osé raconter son aventure. C'était, comme l'écrivait le Dr Dvorjetski dans son bouleversant journal, « La victoire du ghetto » : « un témoin que l'on avait récusé. »

Les « techniciens » étaient d'autant plus satisfaits que Vilna était un ghetto pilote, un ghetto expérimental. Trente mille Juifs avaient déjà été tués et rien n'en avait transpiré. Le calme le plus absolu régnait dans la ville. (...) Une partie de la population du ghetto travaillait dans des entreprises allemandes. On lui remit des certificats de travail en disant qu'il suffirait de les présenter au cours des rafles. Le ghetto se divisa en deux camps : ceux qui avaient un certificat et qui s'endormaient dans le sentiment de sécurité qu'ils en tiraient, et ceux qui n'en avaient pas et qui se sentaient vulnérables, isolés, abandonnés. Les rafles reprirent, frappant les « sans-certificats ». (...) Mais bientôt les privilégiés furent à leur tour divisés. Les certificats devinrent de deux sortes : avec ou sans photo. (...) Les « techniciens » en distribuèrent un bon nombre et effectuèrent une petite rafle sur les « sans-photo ». (...) C'est alors que le Judenrat annonça qu'il allait procéder à la distribution de certificats jaunes valables pour toute la

famille. Gagné, pensèrent les Juifs. (...) Trois mille certificats furent distribués pour les vingt-trois mille survivants du ghetto. Les Juifs étaient de nouveau divisés en « privilégiés » et en « parias ». Les parias supportèrent les premières rafles. Puis une nouvelle sorte de certificat fut créée : des certificats « roses » familiaux. (...) Quand les certificats familiaux étaient apparus, le problème s'était posé de savoir s'il fallait enregistrer ses parents et les désigner ainsi comme bouche inutiles. (...) Le suprême art des « techniciens » était d'avoir donné la possibilité à chacun de tricher. Pour l'inscription de la famille, aucun état civil n'était demandé, et les célibataires, les veufs et les orphelins pouvaient faire enregistrer leur mère comme leur femme. Mais les autres devaient faire un terrible choix qui, de toute façon, les briserait (...) : qui préférez-vous, demandez les « techniciens » de Vilna, votre maman ou votre femme ?

La mise en condition s'achevait en apothéose et les techniciens s'apprétaient à la mise à mort, lorsqu'ils apprirent qu'un mouvement de résistance « était né dans le ghetto. Deux jeunes filles avaient été arrêtées (...) On avait découvert sur elles un message adressé à l'Organisation Unie des Partisans. Elles étaient mortes sous la torture sans rien révéler de plus. Le ghetto était devenu une poudrière et les « techniciens » cessèrent immédiatement toute rafle. Le moindre incident pouvait déclencher une révolte qui risquait de gagner tous les autres ghettos de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine et de Biélorussie.

Cette nuit-là, de groupes furtifs s'étaient glissés par les égouts en dehors du ghetto pour rejoindre Mordechaï Tenebaum qui rassemblait dans la forêt le premier noyau de ce qui allait devenir l'Organisation Unie des Partisans. Aucun des participants n'avait plus de vingt ans. Ils étaient tous membres des Jeunesses sionistes. (...) la réunion fut brève. Mordechaï Tenebaum leur posa une question : « Que signifie le sionisme s'il n'y a plus de Juifs ? ». (...) Quelques semaines plus tard se tint, dans un couvent de Bénédictins des environs de Vilna, une réunion du mouvement Hashomer Hatzair. (...) Vous avez tous entendu parler de Pessia Aranovitch, cette jeune fille qui s'est enfuie de Ponar. Depuis nous avons eu d'autres témoignages. Nous ne pouvons plus nous boucher les yeux et croire que ceux qui sont déportés sont encore en vie. La vérité est qu'ils ont été emmenés à Ponar, c'est-à-dire à la mort. (...) L'extermination de quelques milliers de Juifs n'est que le prélude à l'extermination de millions. C'est-à-dire à notre complète annihilation. (...) La leçon de Vilna ne s'applique pas qu'à Vilna. (...) Notre première réponse doit être : il n'y a pas d'issue dans la fuite.

Abba Kovner dit : « Il ne nous reste plus qu'à nous préparer à combattre avant de mourir. Yaskov fut le premier capable de répondre : « Toute notre vie est tournée vers le pays d'Israël, ce n'est qu'un accident si nous sommes encore dans l'exil. Le judaïsme européen subit en ce moment une catastrophe, mais le jour où nous sommes entrés dans le mouvement, nous avons rompu avec lui. (...) Je ne suis pas lâche mais je demande : avons-nous le droit de sacrifier le pays d'Israël pour un vain combat ici ? » L'idée de la résistance armée était née. (...) la première réunion publique eut lieu dans la nuit du 31 décembre 1941. (...) Abba Kovner : « (...) Des 60.000 Juifs de la Jérusalem de Lituanie, il n'en reste plus que 20.000. Où sont les centaines d'hommes que l'on vient encore de déporter ? (...) Ils ont été emmenés à Ponar et Ponar, c'est la mort... Il n'y a qu'un moyen de répondre au boucher : la révolte. Ne laissons plus un Juif sortir du ghetto, rendons coup pour coup, défendons du moins notre honneur puisque nos vies ne nous appartiennent déjà plus. » Parallèlement à ce travail de propagande, des contacts avaient été pris avec toutes les autres organisations (...).

Le 23 janvier, se tint, dans un grenier du 6 de la rue Rudnitzki, la première assemblée générale de la résistance. (...) Finalement, un ouvrier qui allait devenir le commandant de l'Etat-major de l'Organisation Unie des Partisans, Itzak Wittenberg, proposa de rester dans le ghetto jusqu'à la liquidation pour y mener un ultime combat, puis de fuir en entraînant le maximum de « civils » par des itinéraires préparés à l'avance. (...) L'organisation purement militaire du mouvement de résistance fut mise sur pied quelques jours plus tard. Elle se composait d'un état-major de cinq membres. Le plus âgé, Itzhak Wittenberg, avait vingt-trois ans. Cette histoire de résistance posait aux « techniciens » un problème nouveau. (...) et les amenait à reconsidérer toute leur stratégie basée sur la « bonne volonté » des victimes. (...) Vu sous cet angle, le problème n'était pas de détruire le noyau de résistance mais de désamorcer son pouvoir sur la masse. Pour cela, il fallait amener cette masse à rejeter ses « mauvais bergers » ; l'idéal étant qu'elle les livre elle-même. (...) Le lendemain, dès l'aube, les policiers parcoururent la ville appelant la population à se réunir sur la place du Judenrat. (...) Jacob Genn (qui avait été nommé par les « techniciens » allemands le chef du ghetto de Vilna puis de tous les ghettos) commença par un historique du ghetto. Il rappela les rafles terribles, les parents disparus, la peur qui régnait alors, puis le calme que connaissait le ghetto depuis quelques mois. Il dit : « Ce calme, aujourd'hui, est menacé.

Menacé à cause d'un homme. (...) J'ai convoqué cet homme hier, et je lui ai demandé de se livrer pour sauver le ghetto. Il a refusé. » (...) A midi, l'adjoint de Genns fit annoncer que les Allemands avaient fait appeler des chars et de l'aviation. (...) Une voix se détacha : « Juifs de tous les immeubles, si dans une heure Wittenberg n'est pas livré, le ghetto sera détruit. » (...) Wittenberg dit : « Nous n'avons même pas le droit de mourir en nous défendant. » et se rendit. (...) Le Dr Dvorjetski devait noter : « la vie du ghetto reprit son cours normal, mais, à partir de ce jour, on n'osa plus se regarder dans les yeux. » Quelques temps plus tard, le ghetto était liquidé. » « Le ghetto de Varsovie

était une formidable concentration de 600.000 Juifs. Son extermination demandait la création d'installations à sa mesure. (...)

La première chambre à gaz était née. La route allait être encore longue jusqu'aux chambres à gaz ultra-modernes d'Auschwitz fonctionnant au Cyclon B, mais la voie était tracée. (...) Il y avait avant-guerre, sur la ligne Siedlec-Malkinia, non loin du grand axe ferroviaire Varsovie-Bialystok, une petite station oubliée, au nom étrange et beau : Treblinka. (...) Quand, au printemps 1.942, il fut question de créer un grand camp d'extermination pour les Juifs de Varsovie, les « techniciens » se souvinrent de cette petite station perdue au milieu de la lande. (...) Dans l'esprit de ses promoteurs, Treblinka, ainsi d'ailleurs que les cinq autres camps d'extermination, Auschwitz, Maidanek, Sobibor, Belzec et Chelmino, avait une double vocation : extermination et récupération. Extermination des Juifs et récupération de leurs vêtements, argent, valeurs et objets divers dont ils avaient pu se munir. (...) Pour que le camp fonctionne tout seul, il fallait, tout comme à Vilna, l'organiser en auto administration. Il fallait que les Juifs eux-mêmes deviennent les responsables tant du rendement que de la discipline.

L'organigramme de Treblinka prévoyait un Commandant juif, deux kapos-chefs (un par camp), plus un kapo assisté de deux contremaîtres par kommando. (L'ingénieur Galewski fut nommé commandant juif de Treblinka malgré sa réticence.) Le premier signe de renaissance d'une vie sociale apparut à Treblinka. (...) Leur première affirmation de liberté avait été le suicide. (...) La deuxième reconquête avait été la première manifestation de solidarité dans la mort. Que peut-on faire ? demanda Choken dès que Berliner eut fini de lui expliquer ce qu'était Treblinka. (...) Il faut essayer de fuir, lui répondit Berliner. (...) Vous avez raison dit l'homme qui venait de s'approcher (Galewski). Je crois que nous devons essayer de faire quelque chose. (...) Le Comité de Résistance de Treblinka était né. (...) Les trois hommes prirent l'habitude de se réunir chaque soir. (...) Ils décidèrent que Choken et Berliner, s'ils réussissaient leur évasion, iraient dans les ghettos avertir les juifs de ce qu'était Treblinka. Galewski : « Là est l'extraordinaire puissance du système nazi. Comme certaines araignées, il endort ses victimes avant de les tuer ; Cela peut sembler compliqué mais c'était le seul moyen. Imaginez que les SS soient arrivés en proclamant qu'ils allaient nous tuer tous, en le jurant, et en commençant à le prouver.

Cela ne fait aucun doute que les deux millions et demi de Juifs polonais se seraient révoltés. Ils l'auraient fait, le dos au mur, avec le courage du désespoir. Ce ne sont pas quelques milliers d'hommes qu'il aurait fallu alors mais la Wehrmacht tout entière, et encore n'est-il pas sûr qu'elle aurait obéi. Alors que là, regardez, non seulement les Juifs se laissent tuer sans un geste de révolte, mais ils aident encore leurs bourreaux dans leur œuvre d'extermination. » Un plan sommaire fut élaboré. Des groupes de combat seraient recrutés parmi des prisonniers sûrs et sachant tenir une arme. Ils attaqueraient les allemands et les Ukrainiens, détruiraient les installations du camp et organiseraient l'évasion collective de tous les prisonniers. Choken avait atteint Varsovie dans les premiers jours du mois de janvier. Là, on l'avait écouté, avec indifférence souvent et hostilité parfois, mais on l'avait laissé parler. (...) Il était sur le point de se faire emmener à Treblinka pour y retrouver Galewski lorsqu'un soir trois jeunes gens l'avaient abordé et poussé sous la voûte d'une porte cochère. (...) Il venait d'entrer en contact avec l'organisation de résistance juive de Varsovie qui, depuis quelques temps, tenait le ghetto et qui allait, trois mois plus tard, mener un combat aussi farouche que désespéré. (...)

Il existe un témoignage bouleversant de ce que ressentirent les combattants des ghettos à la veille du combat final. C'est la dernière lettre de Mordechaï Tenebaum : « Quelqu'un connaîtra-t-il un jour l'histoire de notre lutte héroïque ? (...) Combien y a-t-il eu de combats semblables que nous ne connaissons pas, que nous ne connaissons jamais ? » Le premier assaut commença avant le jour. C'était le 19 janvier. Les gardes ukrainiens, lettons, biélorussiens marchaient en tête, puis venait la police polonaise et enfin les unités spéciales de la SS. Ils avançaient sans crainte, occupant le milieu de la chaussée. Le Commandant juif les laissa pénétrer dans le dispositif de défense avant de déclencher le feu. La fusillade éclata de partout à la fois (...) De toutes les maisons retentit un formidable hurra. La contre-attaque commença au début de l'après-midi. Le bunker de Choken résista pendant trois heures (...) il fut investi au lance-flammes. (...) Alors, du fond de la détresse qui assaillit Choken monta une idée : arriver jusqu'à Treblinka pour lui dire que le combat était possible et que la victoire ne pouvait venir que du fond de l'abîme. (...) Aidé par un autre déporté, Choken avait réussi à se traîner (...) jusqu'au convoi pour Treblinka. (...) La voix de Choken faiblissait de plus en plus et Galewski était obligé de se pencher sur lui pour entendre ce qu'il disait : « Il n'y a pas de vengeance possible et la haine est stérile. Ce n'est pas mourir dans un combat désespéré qu'il faut, ce n'est pas tuer des Allemands qui importe. Ce qu'il faut, c'est une victoire et des témoins pour la raconter, des témoins, Schlomo, des témoins de la victoire des Juifs sur les SS. » (...) Galewski : « N'oublions pas que cette révolte ne doit pas être le fait d'une poignée mais de la masse. Djiélo ne comprenait pas cette dimension collective du mouvement.

Indéniablement, Djiélo était le chef militaire de la révolte (...) du groupe d'hommes qui l'organisait, l'encadrait, mais les véritables acteurs étaient la masse anonyme des prisonniers. La révolte, comme l'extermination, était un phénomène collectif. Un peuple tout entier, dont chaque individu avait peu de chances de survivre mais était sûr aussi qu'un « élu » au moins serait sauf et raconterait et, donc, que la mission serait remplie. C'était le vendredi 30. Lalka (un responsable du camp) venait de prendre une permission. (...) Le lendemain, le comité de résistance lançait « La date sera le lundi 2 août 1943, nous confirmerons le matin par les moyens convenus. Le cri de ralliement

sera : « Révolution ! A Berlin ! » (...) le groupe d'intervention du Comité dispose de cinq fusils, d'un revolver et d'une grenade, la grenade qui doit donner le signal. (...) la grenade roule, s'arrête et explose. La révolte a commencé.

Tous les membres du Comité et la plupart de ceux qui jouèrent un rôle dans le soulèvement du camp périrent au cours de la révolte. Sur le millier de prisonniers qui se trouvaient alors dans le camp, six cents environ parvinrent à s'évader et à gagner les forêts voisines sans être repris. Sur ces six cents évadés, il ne restait un an plus tard, à l'arrivée de l'Armée Rouge que quarante survivants. Les autres avaient été tués

Ces quarante survivants vivent encore aujourd'hui, dispersés dans le monde entier. (...)

Schalom Kohn réussit à s'enfuir avec huit autres camarades.. (...) Ils rencontrèrent un groupe de partisans polonais d'extrême gauche (...) et se joignirent à eux. (...) Octobre 1.946 : un fils est né. Les Kohn décidèrent de partir pour la Palestine. (...) Un bateau doit appareiller pour la Palestine. C'est un vieux rafiot qui ne tient plus que par la peinture. Il s'appelle Exodus. L'appareillage se fait de nuit pour tromper la surveillance des Anglais qui essayent par tous les moyens d'empêcher les Juifs de gagner la Palestine. (...) A Haïfa, les Anglais les font réembarquer (...) sur un bateau pour ... Hambourg ! Ils sont internés quelques jours dans un camp entouré de barbelés. De là on les amène à Munich dans un autre camp (...) Schalom s'enfuit de nouveau avec sa femme et son fils. Ils atteignent Marseille en mai 1.948 pour apprendre que l'Etat d'Israël vient d'être créé. (...) ils sautent dans le premier bateau et arrivent à Haïfa (...) Kohn croit que son périple est terminé mais, en bas de la passerelle, un groupe de jeunes soldats de la Haganah crie : « Les femmes à droite, les hommes à gauche ! » Il croit rêver, se demande s'il doit rire ou pleurer. (...) Il touche un uniforme et un fusil. (...) Le soir tombe sur le Neguev. Le camion s'arrête au bord d'une tranchée. Tout le monde descend. Un officier s'approche : « Nous attendons une attaque pour cette nuit.

Extraits d'après « Histoire du peuple juif au XXe siècle » de Simon Epstein : « Les Alliés et le génocide »

« Le monde extérieur sait-il quel est le sort des Juifs en Europe occupée ? Tente-t-il d'intervenir ? Ces deux questions appellent une réponse positive pour la première, négative pour la seconde.

Les Alliés sont vite informés « Les faits sont connus, dans les deux premières années de la guerre. Agences de presse, gouvernements en exil et mouvements de résistance diffusent de nombreuses informations sur les persécutions systématiques et brutales dont souffrent les Juifs européens. Les organisations juives qui exigent une dénonciation claire des exactions se voient opposer deux objections. L'une fait valoir que mentionner spécifiquement les Juifs conduirait à les distinguer du reste des nations, ce qui est inacceptable. L'autre laisse entendre que prendre position reviendrait à donner raison à la propagande allemande, laquelle affirme que les Anglais font la guerre pour les Juifs. Les protestations seront donc rédigées en style général. Elles réproouvent les atrocités mais oublient d'en désigner les victimes. Les informations relatives à la « solution finale », c'est-à-dire à la mise en œuvre d'un programme d'extermination absolue, passent mal dans les premiers mois de 1.942. D'abord, le projet nazi est secret et se dissimule sous des couvertures diverses. Ensuite, les sources (juives, neutres ou même allemandes) doivent être vérifiées, tant les événements retracés et les plans dévoilés paraissent inconcevables. Journalistes, fonctionnaires et gouvernants des pays occidentaux connaissent le précédent des « propagandes d'atrocités » de la Première Guerre mondiale. Ils sont donc enclins au scepticisme et aux précautions. Ils soupçonnent les Juifs - ceux qui transmettent l'information, ceux qui la répercutent, et ceux qui exigent une intervention - d'exagération délibérée ou de catastrophisme injustifié. Les premiers textes décrivant, au moins partiellement, le mécanisme, sont le rapport du Bund polonais, au printemps 1.942 ; le célèbre câblogramme de Gerhart Riegner, représentant du Congrès juif mondial à Genève, en été ; et les missives de Richard Lichtheim (1885-1963), délégué de l'Agence juive en Suisse. Il faudra attendre la fin de l'année 1.942 pour que la multiplication des confirmations mette fin aux derniers doutes. Les puissances alliées adoptent le 17 décembre 1.942 une déclaration commune qui dénonce le massacre des Juifs. La chambre des Communes observe une minute de silence en hommage aux victimes

LE REFUS D'ACCUEILLIR LES JUIFS PERSECUTES

Le gouvernement britannique s'oppose toutefois à l'immigration en Palestine de 4.500 Juifs bulgares, en majorité enfants : un tel transfert serait contraire à la règle qui interdit d'admettre en territoire britannique les ressortissants d'un pays ennemi. Toute tentative de faciliter l'accueil des réfugiés se heurte à un refus poli mais ferme. Certains officiels expriment la crainte que les nazis renoncent à exterminer les Juifs et entreprennent au contraire de les expulser. Les puissances alliées auraient alors à affronter un flux de réfugiés dont elles ne sauraient que faire. Les réticences, dans la pratique, portent même sur les petits groupes d'enfants que l'Agence juive s'efforce d'évacuer hors d'Europe.

Convoquée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la conférence des Bermudes s'ouvre le 19 avril 1.943, jour du déclenchement de la révolte du ghetto de Varsovie. Elle a pour but d'harmoniser les politiques alliées et de débattre de la question des réfugiés. Les diverses délégations expriment à nouveau, comme elles le firent à Evian

en juillet 1.938, leur compassion sincère. Elles n'adoptent en revanche aucune mesure concrète ni aucun plan opérationnel pour venir en aide aux Juifs massacrés. Elles n'assouplissent pas, ne fût-ce qu'à la marge, leurs restrictions à l'immigration. Elles ne donnent satisfaction à aucune des requêtes juives. Membre du Conseil polonais en exil, le dirigeant Samuel Zygelbojm se suicide à Londres le 12 mai 1.943. Il explique son geste par l'indifférence du monde libre à l'égard des Juifs massacrés. Il espère, vainement, éveiller les consciences.

DES PLANS DE SAUVETAGE QUI NE SERONT PAS APPLIQUES.

Les plans d'action proposés par les organisations juives mettent en œuvre plusieurs principes : menacer les Allemands de représailles immédiates ou différées, après la défaite ; influencer sur les pays satellites du Reich pour les dissuader de collaborer à l'élimination des Juifs ; inciter les Etats neutres, à offrir protection et accueil aux réfugiés ; enfin et surtout, dégager des voies de fuite qui permettraient aux Juifs de quitter les zones menacées. Les pays ouvrant leurs portes se verraient garantir que l'asile ne sera que temporaire, et que les réfugiés repartiront après la guerre. Aux plans d'ensemble s'ajoutent de multiples projets spécifiques, tel celui des 20.000 enfants juifs que la Suède se déclare disposée à accueillir, ou celui des 70.000 Juifs de Transnistrie (survivants des massacres de 1.941 et 1.942) qu'Antonescu est désireux d'épargner. Ces plans se heurtent à l'inertie ou au sabotage des bureaucraties alliées. Rares sont ceux qui aboutiront.

Les fonctionnaires du Département d'Etat américain s'emploient par diverses méthodes (rétention d'information, manœuvres dilatoires, formalisme légal) à empêcher toute intervention. Henry Morgenthau (1.891-1.967), secrétaire au Trésor, les dénoncera le 18 janvier 1.944 dans un rapport à Roosevelt, lequel créera une institution spéciale chargée de la question, le War Refugee Board. Churchill tancerait le Foreign Office à plusieurs reprises. La responsabilité est cependant politique et globale, et non seulement administrative et localisée. Les deux pays ne sont pas prêts à assumer les éventuelles conséquences migratoires d'un plan de sauvetage. Les Britanniques, fidèles au Livre blanc de 1.939 et redoutant l'hostilité arabe, veulent éviter un afflux de réfugiés vers la Palestine. Les Etats-Unis ne sont pas disposés à assouplir leurs règles d'immigration. L'argument le plus généralement avancé est que les Juifs seront sauvés, comme toutes les populations européennes, par la victoire militaire, et que rien ne peut être fait entre-temps. La question juive ne constitue aux yeux des Alliés qu'un problème négligeable et mineur. Ils n'entendent pas lui consacrer leurs efforts diplomatiques ni lui allouer leurs ressources humaines ou logistiques.

Les deux empires alignent des millions de combattants sur tous les fronts mais sont frappés d'apathie en matière juive. La Suisse renforce ses contrôles frontaliers en 1.943 et expulse les réfugiés juifs illégaux. Dernier îlot neutre en Europe allemande, elle n'accueille les fugitifs qu'en nombre restreint. Le pape Pie XII se contente, pour l'essentiel, de déclarations affligées déplorant la dureté des temps et les malheurs de la guerre. La Croix-Rouge reste fidèle au principe de non-intervention dans les affaires intérieures des pays belligérants. Elle limite son activité aux prisonniers de guerre et se désintéresse des camps de concentration. Elle ignore les Juifs, en dépit des demandes pressantes qui lui sont adressées. Les Juifs américains protestent timidement

Les reproches, pendant et après la guerre, ne visent pas que les Alliés et les neutres. Ils portent aussi, au sein du peuple juif, sur les dirigeants des communautés juives du monde libre, et tout particulièrement sur la communauté juive des Etats-Unis. Celle-ci, il est vrai, organise de vastes manifestations de protestation contre les massacres. Des dizaines de milliers de personnes participent ainsi au grand rassemblement de New York, le 1^{er} mars 1.943. Des appels sont publiés dans la presse. Des délégations sont reçues par Roosevelt. Mais les Juifs américains redoutent une remontée de l'antisémitisme dans leur propre pays et craignent d'alimenter la propagande ennemie qui fulmine contre la « guerre juive ». Ils préfèrent éviter l'affrontement avec leur gouvernement et avec leurs concitoyens non juifs. »

Le dirigeant juif slovaque Rabi Weissmandel écrivait aux dirigeants sionistes en juillet 1.944 : « Pourquoi n'avez-vous rien fait jusqu'à présent ? Qui est coupable de cette négligence effroyable ? N'êtes-vous pas coupables, vous nos frères juifs, vous qui avez la plus grande richesse du monde : la liberté ? (...) Voici le programme d'Auschwitz d'aujourd'hui jusqu'à la fin : 12.000 juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards, nourrissons, malades ou en bonne santé - doivent être gazés chaque jour. Et vous, nos frères de Palestine, de tous les pays de liberté et vous ministres de tous les royaumes, comment pouvez-vous rester silencieux face à cet immense meurtre ? » cité dans Schoemman « réflexions sur le sionisme par un juif dissident »

Extraits de « La destruction des Juifs d'Europe » de Raoul Hilberg : « Flairant le péril, la victime désignée le combattait en présentant elle-même des propositions conciliatoires avant que la menace ne se fût concrétisée (...) certaines entreprises juives décidèrent d'elles-mêmes de restreindre la proportion des Juifs dans leur personnel. (...) Quelques années plus tard, sous l'occupation nazie, les Conseils juifs firent beaucoup d'efforts pour essayer d'aller au-devant des exigences et des ordres. (...) ce fut dans cet esprit que le Conseil juif de Varsovie envisagea de procéder lui-même à la confiscation des biens juifs convoités par les Allemands, et que ce même Conseil organisa la réquisition de la main d'œuvre juive de manière à en exempter les Juifs aisés, moyennant une compensation

financière qui permettait de secourir les familles des plus pauvres, mobilisés sans salaire au service des différentes agences allemandes. (...) Il est des moments où l'imminence d'une catastrophe conduit les victimes, sauf exceptions, à penser que toute réaction de leur part ne fera qu'aggraver leurs souffrances ou rapprocher l'instant des mortels tourments. Il peut s'ensuivre une situation de paralysie.

(...) Entre deux opérations de tueries, les Juifs de Galicie attendaient la mort dans un état de nervosité désespérée. En 1.941, en 1.942, quand commença en Europe la grande annihilation, les Juifs du reste du monde se montrèrent eux aussi impuissants à réagir devant l'anéantissement des communautés juives dans de grandes villes, voire à l'échelle de pays entiers. (...) Jusqu'à ce 10 novembre 1.938, (date d'émeutes antisémites organisées ouvertement par les SA) une grande partie du peuple américain était restée indifférente (...) : « des hommes comme Dewey, Hoover, Hearst et bien d'autres se sont montrés jusqu'ici comparativement réservés et ont même dans une certaine mesure manifesté leur sympathie pour l'Allemagne (...) » rapportait l'ambassadeur allemand à Washington Dieckhoff au ministère des affaires étrangères. (...) En réalité, les pogroms de novembre 1.938 furent la dernière occasion laissée à la violence antijuive de se déchaîner dans les rues allemandes. (...) Face à toutes ces violences, comment les Juifs réagirent-ils ? (...) Au long des années qui précédèrent l'accession d'Hitler au pouvoir, les Juifs s'étaient rigoureusement abstenus de l'attaquer verbalement ; ils s'étaient refusés à manifester dans la rue aux côtés des sociaux-démocrates, comme aux côtés des communistes.

En 1.933, les organisations juives s'empressèrent (...) de condamner les manifestations qui avaient lieu à l'étranger, ainsi que la « propagande d'atrocités ». L'Union nationale des anciens combattants juifs s'en prit avec violence aux émigrés qui avaient « abandonné » leurs frères juifs et maintenant, « bien à l'abri dans leurs refuges, décochaient des flèches » au grand préjudice de l'Allemagne et des Juifs allemands. L'Association centrale des citoyens allemands de confession judaïque, principale organisation des Juifs assimilationnistes, déclara avec indignation : « Nul ne peut nous contester notre patrie allemande (...) En combattant jusqu'à la victoire, nous menons un combat allemand et non égoïstement juif. » Le décret du 14 novembre 1.935 ordonna le renvoi avant le 31 décembre de tous les fonctionnaires juifs encore en place (...) Le décret du 13 novembre 1938, signé de Göring, ordonna aux entreprises allemandes de renvoyer tous leurs administrateurs juifs avant le 31 décembre. (...) le 12 novembre 1.938, tous les commerces de détail juifs reçurent l'ordre de fermer avant le 31 décembre. (...) Le 3 décembre 1.938 (...) le décret stipulait que (...) l'on pourrait ordonner aux propriétaires (juifs) des entreprises industrielles de les vendre ou de liquider dans un délai précis. (...) Le décret stipulait ensuite qu'un Juif pouvait recevoir un ordre de vendre ses terres, forêts et tous ses biens immobiliers.

Ayant déjà dû abandonner leurs postes, leurs biens et leur argent, les Juifs s'abandonnèrent eux-mêmes à l'unique espoir d'être maintenant laissés en paix, à condition de travailler dur et de ne se mêler que de leurs affaires. (...) A partir de ce moment, ce furent les gains de leur travail que la bureaucratie arracha aux Juifs. (...) Au début de 1.940, le ministère du travail avait rédigé son projet de réglementation des salaires des Juifs. Il était prévu de leur retirer les congés payés, les allocations familiales avec leurs suppléments, les aides à la maternité et au mariage, les secours au décès (...) Le principe affirmé par le décret du 3 octobre 1.941 (...) stipulait que (...) les Juifs devraient accepter toute affectation que leur assignerait le ministère du travail. (...) L'étranglement économique de la communauté juive ne s'arrêta pas aux réductions de salaires et aux augmentations d'impôts. (...) Le 1^{er} décembre 1.939 (...) au rationnement, les Juifs reçurent moins de viande et de beurre, et pas du tout de cacao ou de riz.

Le troisième stade du processus de destruction fut celui de la concentration de la communauté juive. En Allemagne, la concentration comporta deux aspects complémentaires : l'entassement des Juifs dans les grandes villes et la séparation des Juifs de la population allemande. (...)

Le processus de ghettoïsation fut délibérément planifié, mesure après mesure. (...) Ainsi, plus de la moitié des Juifs étaient installés à Vienne ou à Berlin. (...) Cinq étapes marquèrent le processus : rupture imposée des relations de sociabilité entre Juifs et Allemands, limitations de résidence, réglementation des déplacements, mesures d'identifications spécifiques, enfin institution de procédures administratives distinctes. (...) Un décret du 30 avril 1.939 signé Hitler (...) stipulait qu'un propriétaire allemand était en droit d'expulser un locataire juif (...) Le rassemblement des Juifs dans les Judenhäuser pouvait désormais commencer (...) Dans les grandes villes, les administrations créèrent des services spéciaux de « déplacement des Juifs ». (...) Puis, le 1^{er} septembre 1.941, un décret fondamental interdit aux Juifs de franchir les limites de leur commune de résidence sans autorisation écrite de la police du lieu (...) Le ghetto commençait à prendre forme. (...) Daté du 1^{er} septembre 1941, le texte ordonnait que les Juifs âgés de plus de six ans ne pourraient paraître en public qu'en portant l'étoile juive. (...)

Pendant ce temps, la Police de sécurité étendait le principe du marquage aux logements. En 1.942, elle requit aux Juifs de coller sur leurs portes une étoile dessinée en noir sur un papier blanc. La dernière pièce de ce mécanisme que nous avons nommé processus de ghettoïsation fut l'appareil administratif juif qui mit la population juive à la discrétion des Allemands. Pour bien comprendre comment se produisit la destruction finale, il est essentiel

de savoir comment se forma cette bureaucratie juive. Or c'étaient les Juifs eux-mêmes qui l'avaient créée. (...) Au printemps 1.933 apparut une organisation juive centrale, encore rudimentaire.

Dans les années suivantes, elle allait, en plusieurs étapes, se transformer en un appareil administratif juif, doté de fonctions de plus en plus importantes. (...) Le 28 août 1.933, une réunion tenue à la synagogue d'Essen élaborait un plan d'action. Les participants élurent un comité exécutif (...) Hirsch rédigea un projet de déclaration qui (...) affirmait : « avec l'accord de tous les Landesverbände juifs d'Allemagne et de toutes les grandes organisations de Juifs allemands, nous avons assumé le commandement de la représentation nationale des Juifs allemands. » (...) Le 27 juillet 1.938, les dirigeants juifs décrétèrent que toute personne de confession juvaise vivant dans les limites de l'Ancien Reich serait obligatoirement membre de la Reichsverband. (...) D'après le décret du 4 juillet 1.939 (...) la Police de sécurité recevait le pouvoir d'imposer à la Reichsverband des responsabilités supplémentaires, et par là de transformer l'appareil administratif juif en instrument de destruction de la communauté juive. (...) La Reichsvereinigung allait devenir un rouage essentiel du mécanisme allemand de la déportation. Il faut bien noter que le passage s'accomplit sans changement de personnel ni de dénomination.

Ce n'est pas les Allemands qui avaient créé la Reichsvereinigung, ni en avaient désigné les chefs. Le rabbin Léo Baeck, le docteur Otto Hirsch, le directeur Heinrich Sthl, comme les autres, étaient vraiment des dirigeants juifs. C'est parce qu'ils étaient représentatifs que, malgré leur participation au processus de destruction, ils conservèrent jusqu'au bout leur statut et leur prestige personnel au sein de la communauté ; c'est parce qu'ils continuèrent d'accomplir leurs tâches avec la même conscience qu'ils furent aussi efficaces au service de leurs aînés allemands qu'ils l'avaient été du temps où ils se dévouaient pour le bien du peuple juif. Ils s'engagèrent dans l'attitude de soumission en commençant par rendre à l'Office central de sécurité du Reich des décès, naissances et autres données démographiques et par informer la population des règlements allemands (...) Ils concentrèrent les Juifs dans les logements des immeubles désignés. Et ils finirent par se charger des préparatifs de la déportation en étudiant les plans d'ensemble, en établissant les cartes et les listes, en fournissant locaux d'approvisionnement et personnel. Ainsi, la Reichsvereinigung et ses homologues de Vienne et de Prague servirent-elles de modèle au type d'institution dit « Conseil juif » qui allait faire son apparition en Pologne et dans d'autres territoires occupés, et dont les activités devaient mener au pire désastre.

Le système permit aux Allemands d'économiser leurs ressources en homme et en argent, tout en renforçant leur emprise sur leurs victimes. Dès l'instant qu'ils contrôlaient la direction juive, ils étaient en mesure de contrôler la communauté tout entière. (...) Au moment où la bureaucratie allemande arrivait au stade des mesures décisives, la communauté juive était réduite à l'obéissance à tous ordres et règlements. Quand, en septembre 1939, l'armée allemande entra en Pologne, le processus administratif de destruction en était déjà arrivé au stade de la concentration. (...) En réalité, la Pologne devint dès son occupation un terrain d'expérimentation où la machine de destruction eut tôt fait de rattraper et de surpasser les accomplissements de la bureaucratie berlinoise. (...) Les Juifs polonais représentaient un dixième de la population – 3,3 millions de personnes sur 33 millions. (...) Varsovie en comptait à elle seule 400.000, c'est-à-dire presque autant que l'Allemagne d'avant 1.933 (...) Les déraciner et les isoler constituait une opération d'ampleur toute différente et qui appela des solutions tout aussi différentes. (...) La bureaucratie ressuscita en Pologne le ghetto médiéval entièrement coupé du reste du monde. (...) Le 19 septembre 1.939, Heydrich, le chef de la Police de sécurité, s'entretint avec le Quartier maître général Wagner, représentant le Haut commandement (...) Décision fut prise d'éliminer les Juifs des régions majoritairement germanophones, de les chasser de toutes les campagnes polonaises et de les concentrer dans des ghettos situés dans les grandes villes. (...) dans la deuxième partie, Heydrich ordonnait d'instituer dans chaque communauté juive un « Conseil des anciens » dit aussi Judenrat, composé de personnalités influentes et de rabbins. Ces conseils seraient pleinement responsables de la parfaite exécution de toutes les instructions.

La ghettoisation était une affaire de trop grande envergure pour les quelques unités équivalentes à des bataillons (...) Au cours de la première phase, on devait transférer 600.000 Juifs (...) puis rassembler deux millions de personnes dans des quartiers clos, dans des ghettos. L'armée avait exigé qu'on attendit pour entreprendre le « nettoyage » la transmission des pouvoirs aux autorités civiles (juives) L'aspect le plus important de la concentration, avant l'établissement des ghettos, fut l'instauration des Conseils juifs (Judenräte). (...) En Pologne comme à l'intérieur du Reich, les Judenräte se composèrent pour l'essentiel de notabilités juives d'avant-guerre (...) Mais les Judenräte ainsi installés se retrouvèrent dans un contexte bien différent de celui d'autrefois. (...) Ils allaient devoir assumer une fonction radicalement différente qui consisterait à transmettre à la population juive les ordres et les règlements allemands, à utiliser une police juive pour exécuter la volonté allemande, à livrer à l'ennemi allemand des biens des Juifs, le travail des Juifs, les vies des Juifs. (...) les ghettos apparurent tout d'abord dans les territoires incorporés, durant l'hiver 1.939-40 et le premier grand à Lodz en avril 1.940. Au cours du printemps, le mouvement gagna peu à peu le Gouvernement général, om le ghetto de Varsovie fut créé en octobre 1.940. (...) La première grande opération, qui servit d'expérience pour toutes les suivantes, fut l'établissement du ghetto de Lodz. (...) Uebelhoer, président de la région écrivait dans son ordre : « La création du ghetto n'est évidemment qu'une mesure transitoire. Il

m'appartiendra de décider à quel moment et par quels moyens le ghetto, et du même coup la ville de Lodz, seront nettoyés des Juifs. » (...) A la fin de l'année 1.941, presque tous les Juifs des territoires incorporés et du Gouvernement général se trouvaient dans les ghettos. (...) La ghettoïsation modifia fondamentalement la nature et les fonctions des Conseils juifs. (...) Dans le ghetto, le président du Judenrat se trouvait de facto constituer avec ses adjoints une véritable administration municipale (...) la police posa un problème spécifique. Le service d'ordre du ghetto de Varsovie constituait la plus importante force de police juive de toute la Pologne occupée ; ses effectifs s'élevaient à un moment à 2.000 hommes. Le 26 octobre 1.939, l'administration du Gouvernement général institua le principe général du travail forcé. (...) Un décret du 2 décembre 1.939 autorisa tous les Judenräte du territoire à organiser les détachements de travail forcé. (...) Les camps de travail furent créés en vue d'employer les Juifs en plus grande masse et à des réalisations de tout autre envergure. (...) dans les premiers temps, on n'utilisa toute cette main d'œuvre que sur les chantiers de fossés antichars, d'aménagement hydraulique, de voies ferrées ou autres. Par la suite, des entreprises industrielles vinrent installer des ateliers dans certains camps ; corrélativement on créa d'autres camps à proximité des grandes usines. (...) Travaillant sept jours sur sept de l'aube au crépuscule, les Juifs s'effondraient physiquement. (...) L'armée devint progressivement le principal demandeur.

Ainsi, les ghettos devinrent-ils une partie intégrante de l'économie de guerre. (...) L'autre courbe ascendante était celle de la mortalité. La famine ne cessant de s'aggraver, la lutte pour la vie commença à tourner à la sauvagerie. (...) Le ghetto de Lodz (...) dont la population cumulée s'éleva à environ 200.000 habitants eut plus de 45.000 morts. A Varsovie, quelques 470.000 personnes vécurent dans le ghetto (...), on en enterra 83.000. La nouvelle étape signifiait forcément que les Juifs cesseraient d'exister dans l'Europe nazie. Le vocabulaire officiel allemand dénomma le passage à ce dernier stade « solution finale de la question juive ». (...)

L'anéantissement se réalisa en deux grands ensembles d'opérations. Le premier commença dès l'invasion de l'Union soviétique, le 22 juin 1.941. De petits unités des SS et de la Police s'avancèrent en territoire occupé, avec mission de tuer sur place toute la population juive. Il ne s'écoula que peu de temps entre la mise en route de ces massacres itinérants et le lancement de la deuxième grande opération qui aboutit à transporter les Juifs d'Europe centrale, occidentale et sud orientale dans les camps munis d'installation de gazage. (...) C'est en août 1.941 que la tuerie prit un caractère massif. (...) l'accord avec la police roumaine fonctionna parfaitement. L'Einsatzgruppe et la police roumaine massacraient de concert des milliers de Juifs. Ce n'était encore rien à côté du bain de sang qui allait suivre à l'automne. Odessa, où vivait la plus importante communauté juive d'Union soviétique, fut prise par la 4^e armée roumaine le 16 octobre 1.941 après un long siège. (...) Communistes et Juifs, (...) On a avancé une estimation de 25 à 30.000 morts. Dans son ensemble, la population slave ne fut guère tentée de participer à des actes d'une si extrême sauvagerie. (...) Au bout du compte, les Einsatzgruppen avaient quelques milliers d'hommes, et les Juifs étaient plusieurs millions. Puisqu'ils n'étaient pas préparés à se battre contre les Allemands, on est en droit de se demander pourquoi ils ne cherchèrent pas leur salut dans la fuite. (...) les Juifs étaient d'autant moins vigilants que la presse et la radio soviétiques avaient tu ce qui se passait au-delà des frontières (traité germano-soviétique oblige). (...)

Ils n'avaient pas compris qu'il y avait péril à demeurer. (...) les opérations étaient organisées de telle sorte que la population s'en aperçut à peine. Même les Juifs survivants gardaient l'impression que les victimes avaient simplement été transférées ailleurs. (Dans la zone d'Ukraine, de Galicie, dans les territoires de l'est...), des Judenräte étaient organisés partout. (...) Chaque ghetto avait son service d'ordre, armé de matraques en caoutchouc et de gourdins. Les municipalités étaient autorisées à saisir et à administrer les biens juifs. Les juifs de sexe masculin entre quinze et soixante ans étaient astreints au travail forcé. Les maires et les conseils juifs étaient déclarés responsables du recrutement. (...) Dans les ghettos, toutes les lignes téléphoniques étaient coupées, les relations postales avec l'extérieur supprimées dans les deux sens.

(...) Mais les ghettos eux-mêmes commençaient à poser des problèmes, car ils devenaient des foyers de résistance. Contre les juifs des forêts l'offensive commença au début de 1.942. Pendant les mois de février et mars, Jeckeln, chef de SS et de la police au nord, mena contre les partisans des opérations qui préfiguraient celles qu'allait un peu plus tard organiser von dem Bach. (...) Les Allemands y fusillèrent 1.274 « suspects » et massacrèrent 8.350 Juifs. (...) Il est possible de conclure que ces actions contre les Juifs des forêts se soldèrent par de grands succès, même si plusieurs milliers y échappèrent et purent survivre jusqu'au retour de l'armée soviétique.

Dans les ghettos, les tentatives faites par les Juifs pour organiser un mouvement échouèrent presque entièrement. A Riga et dans une moindre mesure à Kaunas, les policiers juifs voulurent s'entraîner au maniement des armes à feu ; mais dans les deux cas les Allemands les capturèrent avant qu'ils aient tiré une seule cartouche. Dans le ghetto de Vilnius, où la plupart des Juifs avaient été fusillés en 1.941, une Organisation unie des partisans se forma en janvier 1.942. Sa direction comprenait des communistes, des sionistes révisionnistes nationalistes, et des membres des autres mouvements sionistes Hashomer Hatzair et Hanoar Hazoni ; cet amalgame politique peu coutumier confia le commandement au communiste Yitzhak Wittenberg. Ces partisans juifs se fixèrent pour mission de livrer ouvertement bataille le jour où le ghetto de Vilnius serait menacé d'anéantissement total. (...) En juillet 1.943, les Allemands

capturèrent les dirigeants communistes polonais et lithuaniens, et découvrirent que Wittenberg était communiste. La police allemande exigea qu'il se livrât, sous menace implicite de représailles massives. (...) Wittenberg voulait combattre sur le champ ; au contraire, les partisans refusaient de croire que l'heure eût sonné pour le ghetto (...) Wittenberg sortit du ghetto pour aller à la mort. (...) Le ghetto de Vilnius disparut au cours des mois d'août et septembre 1.943. (...) Abraham Sutzkever, réfléchissant à ces événements après la guerre, concluait : « Nous devons aujourd'hui reconnaître l'erreur de la décision d'état-major qui obligea Wittenberg à s'offrir en sacrifice pour le salut de vingt mille Juifs. Nous aurions dû nous mobiliser et nous battre. »

Les déportations depuis l'ancien Reich. Près de 73.000 Juifs vivaient à Berlin au début d'octobre 1941. (...) Les principales figures de la Reichsvereinigung étaient Léo Baeck, président du Vorstand, et Paul Epstein, principal adjoint pour les affaires courantes. A l'échelon de la communauté, le président était Moritz Henschel, et le spécialiste de la migration PhlippKozower (...) Bien que la Gestapo de Berlin tienne de plus en plus à préserver le secret des opérations, elle avertissait invariablement les responsables juifs des dates des prochains convois. C'est ainsi que le 29 juillet 1942, Stübbs et Prüfer informèrent Kozower que trois convois partiraient pour Theresienstadt les 17 août, 14 septembre et 5 octobre, et que deux convois « vers l'est » étaient prévus pour les 15 et 31 août. La Gestapo mit les dirigeants juifs dans le secret parce qu'elle comptait toujours sur leur concours pour effectuer le travail préparatoire. (...) Ils avaient besoin des auxiliaires juifs aux points de rassemblement pour réceptionner et encadrer les victimes jusqu'au moment du départ. (...) Les Juifs étaient également chargés du ravitaillement des convois qui partirent de Berlin comme de ceux qui traversaient la capitale. (...) La direction juive fournissait non seulement le personnel, les centres de regroupement et les approvisionnements, mais elle participait à la tâche, beaucoup plus délicate, de remplir les quotas fixés pour les déportations. (...) A la fin 1942, (...) les Ordener (service d'ordre juif), munis de brassards rouges, escortèrent la Gestapo dans la ville, de maison en maison. (...) Au moins 250.000 Juifs furent déportés (...) dont la moitié venant de l'ancien Reich (...) Les Juifs déportés vers l'Ostland furent fusillés à Kaunas, Riga et Minsk. Ceux qui furent dirigés vers les territoires occupés de Pologne périrent dans les camps de la mort de Kulmhof, Auschwitz, Belzec, Sobibor, Treblinka et Lublin (Maïdanek). (...)

L'EXTERMINATION

Après que Hitler eut assuré le Gouverneur général Frank en mars 1.941 que son gouvernement général serait le premier territoire à être débarrassé de ses Juifs. (...) Frank déclarait au chef de la division de la santé, le Dr Walbaum, que le Ghetto de Varsovie serait le premier endroit du gouvernement général à être nettoyé de ses Juifs. (...) Kulmhof fut le premier centre de mise à mort à entrer en activité. (...) Bien qu'un demi-million de Juifs au moins eussent péri dans les ghettos, il en restait environ 2.200.000 dans la zone de déportation (...) Il fallait des renforts, on les obtint. En juillet 1.942, les 23^e et 272^e bataillons lettons furent importés de Riga pour la grande rafle du ghetto de Varsovie, et en 1.943 un bataillon d'instruction ukrainien fut déployé dans la bataille du ghetto de Varsovie. Les unités de la Waffen-SS étaient obligées de prêter main-forte (...) La police juive elle-même fut fréquemment mise à contribution. Le service d'ordre juif de Varsovie se fit particulièrement remarquer lors des déportations de l'été 1.942. Si le secret des opérations était difficile à préserver dans la zone germano-tchèque, il posait deux fois plus de problèmes en Pologne. Le territoire du Reich-Protectorat n'avait pas de camp de la mort et les transports partaient pour la plupart en direction de l'est.

La Pologne, en revanche, abritait les six centres de mise à mort et les transports polonais effectuaient dans toutes les directions de courts trajets ne dépassant pas 300 kilomètres. Beaucoup de regards étaient fixés sur ces convois et les suivaient jusqu'à leur destination. Le chef adjoint de l'Armée de l'Intérieur – la Résistance clandestine polonaise dirigée depuis Londres -, le général Tadeusz Bor-Komorowski, rapporte qu'au printemps 1942, il détenait des informations complètes sur le centre de mise à mort de Kmhof (Chelmno), dans le Warthegau. (...) En juillet 1.942, l'Armée de l'Intérieur réunit des rapports émanant des cheminots et selon lesquels plusieurs centaines de milliers de Juifs avaient disparu à Treblinka sans laisser de trace. L'information filtrant des camps était parfois très précise. Dans le district de Lublin, elle parvint au président du conseil du ghetto de Zamosc, Miecyslaw Garfinkel.

Au début du printemps 1.942, il apprit que les Juifs de Lublin étaient acheminés dans des trains surpeuplés jusqu'à Belzec et que les wagons repartaient à vide après chaque trajet pour aller chercher un nouveau lot de victimes. On lui demanda de recueillir d'autres faits : il contacta les communautés juives voisines de Tomaszow et de Belzec, et on lui laissa entendre que 10.000 à 20.000 Juifs étaient débarqués chaque jour dans un enclos solidement gardé, situé sur une voie de garage spéciale et entouré par des barbelés. Les Juifs étaient tués là d'une « manière étrange ». Mieczyslaw Garfinkel, un avocat, n'ajouta pas foi à ces rapports. Quelques jours plus tard, deux ou trois étrangers juifs, qui s'étaient enfuis de Belzec, lui parlèrent de gazage dans les blocs. Mais il ne croyait toujours pas ce qu'il entendait. (...) Ce que l'Armée de l'Intérieur avait découvert en enquêtant, et Garfinkel presque involontairement, l'homme de la rue le soupçonnait, mais sans avoir beaucoup de preuves. La population fut prompte à tirer des conclusions et elle les diffusa sous la forme de rumeurs dans presque tout le territoire de la Pologne occupée. A la fin de l'été 1.942, presque tous les habitants de ce pays, à l'extérieur comme à l'intérieur des ghettos, avaient une

vague idée de ce qui se passait. (...) Comment réagissaient les Juifs face à une mort certaine ?

Le judaïsme se préparait-il à la résistance armée ? Dans le Gouvernement général, les services de la propagande nazis observaient minutieusement les réactions de la population. (...) Les dirigeants juifs des ghettos polonais conduisaient le mouvement de soumission, les chefs des ghettos étant les instruments de leur reddition. Sans cesse ils livraient des Juifs pour sauver les autres Juifs. L'administration du ghetto « stabilisait » la situation puis scindait en deux parties égales ce qui restait de la communauté. Et ainsi de suite. Moses Merin, président du Conseil central des « anciens » pour la Haute-Silésie orientale, régissait ce processus de réduction. La veille des premières déportations, Merin prit sa première décision : « Je ne craindrai pas, déclara-t-il, de sacrifier 50.000 membres de notre communauté pour sauver les 50.000 autres. » Pendant l'été 1.942, ces « autres » furent alignés pour un passage en revue massif, et la moitié envoyés à Auschwitz. (...) Toutefois, dans une opération d'une telle ampleur, on ne pouvait déporter tout le monde sans accroc. A mesure que le cercle des survivants s'amenuisait, la conscience de la mort s'imposait et le poids psychologique représenté par l'obéissance aux ordres d' « évacuation » allemands devint de plus en plus insupportable.

Vers la fin des opérations, un nombre croissant de Juifs hésitaient à sortir de chez eux, tandis que d'autres s'échappaient des ghettos ou sautaient des trains pour se réfugier dans les bois. Dans le ghetto de Varsovie, quelques survivants se regroupèrent pour opposer une ultime résistance aux Allemands. En Galicie, les massacres alternèrent avec les déportations, en particulier pendant les Transportsperren du début de l'été 1942, et en décembre-Les Alliés sont vite informés

« Les faits sont connus, dans les deux premières années de la guerre. Agences de presse, gouvernements en exil et mouvements de résistance diffusent de nombreuses informations sur les persécutions systématiques et brutales dont souffrent les Juifs européens. Les organisations juives qui exigent une dénonciation claire des exactions se voient opposer deux objections. L'une fait valoir que mentionner spécifiquement les Juifs conduirait à les distinguer du reste des nations, ce qui est inacceptable. L'autre laisse entendre que prendre position reviendrait à donner raison à la propagande allemande, laquelle affirme que les Anglais font la guerre pour les Juifs. Les protestations seront donc rédigées en style général. Elles réprouvent les atrocités mais oublient d'en désigner les victimes.

Les informations relatives à la « solution finale », c'est-à-dire à la mise en œuvre d'un programme d'extermination absolue, passent mal dans les premiers mois de 1.942. D'abord, le projet nazi est secret et se dissimule sous des couvertures diverses. Ensuite, les sources (juives, neutres ou même allemandes) doivent être vérifiées, tant les événements retracés et les plans dévoilés paraissent inconcevables. Journalistes, fonctionnaires et gouvernants des pays occidentaux connaissent le précédent des « propagandes d'atrocités » de la Première Guerre mondiale. Ils sont donc enclins au scepticisme et aux précautions. Ils soupçonnent les Juifs - ceux qui transmettent l'information, ceux qui la répercutent, et ceux qui exigent une intervention - d'exagération délibérée ou de catastrophisme injustifié. Les premiers textes décrivant, au moins partiellement, le mécanisme, sont le rapport du Bund polonais, au printemps 1.942 ; le célèbre câblogramme de Gerhart Riegner, représentant du Congrès juif mondial à Genève, en été ; et les missives de Richard Lichtheim (1.885-1.963), délégué de l'Agence juive en Suisse. Il faudra attendre la fin de l'année 1.942 pour que la multiplication des confirmations mette fin aux derniers doutes. Les puissances alliées adoptent le 17 décembre 1.942 une déclaration commune qui dénonce le massacre des Juifs.

LA CHAMBRE DES COMMUNES OBSERVE UNE MINUTE DE SILENCE EN HOMMAGE AUX VICTIMES.

Le refus d'accueillir les Juifs persécutés. Le gouvernement britannique s'oppose toutefois à l'immigration en Palestine de 4.500 Juifs bulgares, en majorité enfants : un tel transfert serait contraire à la règle qui interdit d'admettre en territoire britannique les ressortissants d'un pays ennemi. Toute tentative de faciliter l'accueil des réfugiés se heurte à un refus poli mais ferme. Certains officiels expriment la crainte que les nazis renoncent à exterminer les Juifs et entreprennent au contraire de les expulser. Les puissances alliées auraient alors à affronter un flux de réfugiés dont elles ne sauraient que faire. Les réticences, dans la pratique, portent même sur les petits groupes d'enfants que l'Agence juive s'efforce d'évacuer hors d'Europe. Convoquée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, la conférence des Bermudes s'ouvre le 19 avril 1.943, jour du déclenchement de la révolte du ghetto de Varsovie. Elle a pour but d'harmoniser les politiques alliées et de débattre de la question des réfugiés. Les diverses délégations expriment à nouveau, comme elles le firent à Evian en juillet 1.938, leur compassion sincère. Elles n'adoptent en revanche aucune mesure concrète ni aucun plan opérationnel, ni en aide aux Juifs massacrés. Elles n'assouplissent pas, ne fût-ce qu'à la marge, leurs restrictions à l'immigration. Elles ne donnent aucune satisfaction à des requêtes juives. Membre du Conseil polonais en exil, le Dirigeant bundiste Samuel Zygelbojm se suicide à Londres le 12 mai 1.943. Il explique son geste par l'indifférence du monde libre à l'égard des Juifs massacrés. Il espère, vainement, éveiller les consciences.

Des plans de sauvetage qui ne seront pas appliqués. Les plans d'action proposés par les organisations juives mettent en œuvre plusieurs principes : menacer les Allemands de représailles immédiates ou différées, après la

défaite ; influencer sur les pays satellites du Reich pour les dissuader de collaborer à l'élimination des Juifs ; inciter les Etats neutres, à offrir protection et accueil aux réfugiés ; enfin et surtout, dégager des voies de fuite qui permettraient aux Juifs de quitter les zones menacées. Les pays ouvrant leurs portes se verraient garantir que l'asile ne sera que temporaire, et que les réfugiés repartiront après la guerre. Aux plans d'ensemble s'ajoutent de multiples projets spécifiques, tel celui des 20 000 enfants juifs que la Suède se déclare disposée à accueillir, ou celui des 70.000 Juifs de Transnistrie (survivants des massacres de 1.941 et 1942) qu'Antonescu est désireux d'épargner. Ces plans se heurtent à l'inertie ou au sabotage des bureaucraties alliées. Rares sont ceux qui aboutiront.

Les fonctionnaires du Département d'Etat américain s'emploient par diverses méthodes (rétention d'information, manœuvres dilatoires, formalisme légal) à empêcher toute intervention. Henry Morgenthau (1.891-1.967), secrétaire au Trésor, les dénoncera le 18 janvier 1.944 dans un rapport à Roosevelt, lequel créera une institution spéciale chargée de la question, le War Refugee Board. Churchill tancera le Foreign Office à plusieurs reprises.

La responsabilité est cependant politique et globale, et non seulement administrative et localisée. Les deux pays ne sont pas prêts à assumer les éventuelles conséquences migratoires d'un plan de sauvetage. Les Britanniques, fidèles au Livre blanc de 1.939 et redoutant l'hostilité arabe, veulent éviter un afflux de réfugiés vers la Palestine. Les Etats-Unis ne sont pas disposés à assouplir leurs règles d'immigration. L'argument le plus généralement avancé est que les Juifs seront sauvés, comme toutes les populations européennes, par la victoire militaire, et que rien ne peut être fait entre-temps. La question juive ne constitue aux yeux des Alliés qu'un problème négligeable et mineur. Ils n'entendent pas lui consacrer leurs efforts diplomatiques ni lui allouer leurs ressources humaines ou logistiques. Les deux empires alignent des millions de combattants sur tous les fronts mais sont frappés d'apathie en matière juive. La Suisse renforce ses contrôles frontaliers en 1.943 et expulse les réfugiés juifs illégaux. Dernier îlot neutre en Europe allemande, elle n'accueille les fugitifs qu'en nombre restreint. Le pape Pie XII se contente, pour l'essentiel, de déclarations affligées déplorant la dureté des temps et les malheurs de la guerre. La Croix-Rouge reste fidèle au principe de non-intervention dans les affaires intérieures des pays belligérants. Elle limite son activité aux prisonniers de guerre et se désintéresse des camps de concentration. Elle ignore les Juifs, en dépit des demandes pressantes qui lui sont adressées. Les Juifs américains protestent timidement.

Les reproches, pendant et après la guerre, ne visent pas que les Alliés et les neutres. Ils portent aussi, au sein du peuple juif, sur les dirigeants des communautés juives du monde libre, et tout particulièrement sur la communauté juive des Etats-Unis. Celle-ci, il est vrai, organise de vastes manifestations de protestation contre les massacres. Des dizaines de milliers de personnes participent ainsi au grand rassemblement de New York, le 1^{er} mars 1.943. Des appels sont publiés dans la presse. Des délégations sont reçues par Roosevelt. Mais les Juifs américains redoutent une remontée de l'antisémitisme dans leur propre pays et craignent d'alimenter la propagande ennemie qui fulmine contre la « guerre juive ». Ils préfèrent éviter l'affrontement avec leur gouvernement et avec leurs concitoyens non juifs. »

Le dirigeant juif slovaque Rabi Weissmandel écrivait aux dirigeants sionistes en juillet 1.944 « Pourquoi n'avez-vous rien fait jusqu'à présent » ? Qui est coupable de cette négligence effroyable ? N'êtes-vous pas coupables, vous nos frères juifs, vous qui avez la plus grande richesse du monde : la liberté ? (...) Voici le programme d'Auschwitz d'aujourd'hui jusqu'à la fin : 12.000 juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards, nourrissons, malades ou en bonne santé - doivent être gazés chaque jour. Et vous, nos frères de Palestine, de tous les pays de liberté et vous Ministres de tous les royaumes, comment pouvez-vous rester silencieux face à cet immense meurtre ? » cité dans Schoemman « réflexions sur le sionisme par un juif dissident »

Extraits de « La destruction des Juifs d'Europe » de Raoul Hilberg : « Flairant le péril, la victime désignée le combattait en présentant elle-même des propositions conciliatoires avant que la menace ne se fût concrétisée (...) certaines entreprises juives décidèrent d'elles-mêmes de restreindre la proportion des Juifs dans leur personnel. (...) Quelques années plus tard, sous l'occupation nazie, les Conseils juifs firent beaucoup d'efforts pour essayer d'aller au-devant des exigences et des ordres. (...) ce fut dans cet esprit que le Conseil juif de Varsovie envisagea de procéder lui-même à la confiscation des biens juifs convoités par les Allemands, et que ce même Conseil organisa la réquisition de la main d'œuvre juive de manière à exempter les Juifs aisés, moyennant une compensation financière qui permettait de secourir les familles des plus pauvres, mobilisés sans salaire au service des différentes agences allemandes. (...) Il est des moments où l'imminence d'une catastrophe conduit les victimes, sauf exceptions, à penser que toute réaction de leur part ne fera qu'aggraver leurs souffrances ou rapprocher l'instant des mortels tourments. Il peut s'ensuivre une situation de paralysie. (...) Entre deux opérations de tueries, les Juifs de Galicie attendaient la mort dans un état de nervosité désespérée.

En 1.941, en 1.942, quand commença en Europe la grande annihilation, les Juifs du reste du monde se montrèrent eux aussi impuissants à réagir devant l'anéantissement des communautés juives dans de grandes villes, voire à l'échelle de pays entiers. (...) Jusqu'à ce 10 novembre 1.938, (date d'émeutes antisémites organisées ouvertement par les SA) une grande partie du peuple américain était restée indifférente (...) : « des hommes comme

Dewey, Hoover, Hearst et bien d'autres se sont montrés jusqu'ici comparativement réservés et ont même dans une certaine mesure manifesté leur sympathie pour l'Allemagne (...) » rapportait l'ambassadeur allemand à Washington Dieckhoff au ministère des affaires étrangères. (...) En réalité, les pogroms de novembre 1938 furent la dernière occasion laissée à la violence antijuive de se déchaîner dans les rues allemandes. (...) Face à toutes ces violences, comment les Juifs réagirent-ils ? (...) Au long des années qui précédèrent l'accession d'Hitler au pouvoir, les Juifs s'étaient rigoureusement abstenus de l'attaquer verbalement ; ils s'étaient refusés à manifester dans la rue aux côtés des sociaux-démocrates, comme aux côtés des communistes.

En 1933, les organisations juives s'empressèrent (...) de condamner les manifestations qui avaient lieu à l'étranger, ainsi que la « propagande d'atrocités ». L'Union nationale des anciens combattants juifs s'en prit avec violence aux émigrés qui avaient « abandonné » leurs frères juifs et maintenant, « bien à l'abri dans leurs refuges, décochaient des flèches » au grand préjudice de l'Allemagne et des Juifs allemands. L'Association centrale des citoyens allemands de confession judaïque, principale organisation des Juifs assimilationnistes, déclara avec indignation : « Nul ne peut nous contester notre patrie allemande (...) En combattant jusqu'à la victoire, nous menons un combat allemand et non égoïstement juif. » Le décret du 14 novembre 1935 ordonna le renvoi avant le 31 décembre de tous les fonctionnaires juifs encore en place (...) Le décret du 13 novembre 1938, signé de Göring, ordonna aux entreprises allemandes de renvoyer tous leurs administrateurs juifs avant le 31 décembre. (...) le 12 novembre 1938, tous les commerces de détail juifs reçurent l'ordre de fermer avant le 31 décembre. (...) Le 3 décembre 1938 (...) le décret stipulait que (...) l'on pourrait ordonner aux propriétaires (juifs) des entreprises industrielles de les vendre ou de liquider dans un délai précis. (...) Le décret stipulait ensuite qu'un Juif pouvait recevoir un ordre de vendre ses terres, forêts et tous ses biens immobiliers.

Ayant déjà dû abandonner leurs postes, leurs biens et leur argent, les Juifs s'abandonnèrent eux-mêmes à l'unique espoir d'être maintenant laissés en paix, à condition de travailler dur et de ne se mêler que de leurs affaires. (...) A partir de ce moment, ce furent les gains de leur travail que la bureaucratie arracha aux Juifs. (...) Au début de 1940, le ministère du travail avait rédigé son projet de réglementation des salaires des Juifs. Il était prévu de leur retirer les congés payés, les allocations familiales avec leurs suppléments, les aides à la maternité et au mariage, les secours au décès (...) Le principe affirmé par le décret du 3 octobre 1941 (...) stipulait que (...) les Juifs devaient accepter toute affectation que leur assignerait le ministère du travail. (...) L'étranglement économique de la communauté juive ne s'arrêta pas aux réductions de salaires et aux augmentations d'impôts. (...) Le 1^{er} décembre 1939 (...) au rationnement, les Juifs reçurent moins de viande et de beurre, pas du tout de cacao ou de riz. Le troisième stade du processus de destruction fut celui de la concentration de la communauté juive. En Allemagne, la concentration comporta deux aspects complémentaires : l'entassement des Juifs dans les grandes villes et la séparation des Juifs de la population allemande. (...) Le processus de ghettoïsation fut délibérément planifié, mesure après mesure. (...)

Ainsi, plus de la moitié des Juifs étaient installés à Vienne ou à Berlin. (...) Cinq étapes marquèrent le processus : rupture imposée des relations de sociabilité entre Juifs et Allemands, limitations de résidence, réglementation des déplacements, mesures d'identifications spécifiques, enfin institution de procédures administratives distinctes. (...) Un décret du 30 avril 1939 signé Hitler (...) stipulait qu'un propriétaire allemand était en droit d'expulser un locataire juif (...) Le rassemblement des Juifs dans les Judenhäuser pouvait désormais commencer (...) Dans les grandes villes, les administrations créèrent des services spéciaux de « déplacement des Juifs ». (...) Puis, le 1^{er} septembre 1941, un décret fondamental interdit aux Juifs de franchir les limites de leur commune de résidence sans autorisation écrite de la police du lieu (...) Le ghetto commençait à prendre forme. (...) Daté du 1^{er} septembre 1941, le texte ordonnait que les Juifs âgés de plus de six ans ne pourraient paraître en public qu'en portant l'étoile juive. (...) Pendant ce temps, la Police de sécurité étendait le principe du marquage aux logements. En 1942, elle requit aux Juifs de coller sur leurs portes une étoile dessinée en noir sur un papier blanc.

La dernière pièce de ce mécanisme que nous avons nommé processus de ghettoïsation fut l'appareil administratif juif qui mit la population juive à la discrétion des Allemands. Pour bien comprendre comment se produisit la destruction finale, il est essentiel de savoir comment se forma cette bureaucratie juive.

Or c'étaient les Juifs eux-mêmes qui l'avaient créée. (...) Au printemps 1933 apparut une organisation juive centrale, encore rudimentaire. Dans les années suivantes, elle allait, en plusieurs étapes, se transformer en un appareil administratif juif, doté de fonctions de plus en plus importantes. (...) Le 28 août 1933, une réunion tenue à la synagogue d'Essen élaborait un plan d'action. Les participants élurent un comité exécutif (...) Hirsch rédigea un projet de déclaration qui (...) affirmait : « avec l'accord de tous les Landesverbände juifs d'Allemagne et de toutes les grandes organisations de Juifs allemands, nous avons assumé le commandement de la représentation nationale des Juifs allemands. »

Le 27 juillet 1938, les dirigeants juifs décrétèrent que toute personne de confession judaïque vivant dans les limites de l'Ancien Reich serait obligatoirement membre de la Reichsverband. (...) D'après le décret du 4 juillet 1939 (...) la Police de sécurité recevait le pouvoir d'imposer à la Reichsverband des responsabilités supplémentaires, et par là de transformer l'appareil administratif juif en instrument de destruction de la communauté

juive. (...) La Reichsvereinigung allait devenir un rouage essentiel du mécanisme allemand de la déportation. Il faut bien noter que le passage s'accomplit sans changement de personnel ni de dénomination. Ce n'est pas les Allemands qui avaient créé la Reichsvereinigung, ni en avaient désigné les chefs. Le rabbin Léo Baeck, le docteur Otto Hirsch, le direktor Heinrich Sthl, comme les autres, étaient vraiment des dirigeants juifs. C'est parce qu'ils étaient représentatifs que, malgré leur participation au processus de destruction, ils conservèrent jusqu'au bout leur statut et leur prestige personnel au sein de la communauté ; c'est parce qu'ils continuèrent d'accomplir leurs tâches avec la même conscience qu'ils furent aussi efficaces au service de leurs aînés allemands qu'ils l'avaient été du temps où ils se dévouaient pour le bien du peuple juif. Ils s'engagèrent dans l'attitude de soumission en commençant par rendre à l'Office central de sécurité du Reich des décès, naissances et autres données démographiques et par informer la population des règlements allemands (...) Ils concentrèrent les Juifs dans les logements des immeubles désignés. Et ils finirent par se charger des préparatifs de la déportation en étudiant les plans d'ensemble, en établissant les cartes et les listes, en fournissant locaux d'approvisionnement et personnel.

Ainsi, le Reichsvereinigung et ses homologues de Vienne et de Prague servirent-elles de modèle au type d'institution dit Conseil juif qui allait faire son apparition en Pologne et dans d'autres territoires occupés, et dont les activités devaient mener au pire désastre. Le système permit aux Allemands d'économiser leurs ressources en homme et en argent, tout en renforçant leur emprise sur leurs victimes. Dès l'instant qu'ils contrôlaient la direction juive, ils étaient en mesure de contrôler la communauté tout entière. (...) Au moment où la bureaucratie allemande arrivait au stade des mesures décisives, la communauté juive était réduite à l'obéissance à tous ordres et règlements. (...) Quand, en septembre 1.939, l'armée allemande entra en Pologne, le processus administratif de destruction en était déjà arrivé au stade de la concentration. (...)

En réalité, la Pologne devint dès son occupation un terrain d'expérimentation où la machine de destruction eut tôt fait de rattraper et de surpasser les accomplissements de la bureaucratie berlinoise. (...) Les Juifs polonais représentaient un dixième de la population – 3,3 millions de personnes sur 33 millions. (...) Varsovie en comptait à elle seule 400.000, c'est-à-dire presque autant que l'Allemagne d'avant 1.933 (...) Les déraciner et les isoler constituait une opération d'ampleur toute différente et qui appela des solutions tout aussi différentes. (...) La bureaucratie ressuscita en Pologne le ghetto médiéval entièrement coupé du reste du monde. (...) Le 19 septembre 1.939, Heydrich, le chef de la Police de sécurité, s'entretint avec le Quartier maître général Wagner, représentant le Haut commandement (...) Décision fut prise d'éliminer les Juifs des régions majoritairement germanophones, de les chasser de toutes les campagnes polonaises et de les concentrer dans des ghettos situés dans les grandes villes. (...) dans la deuxième partie, Heydrich ordonnait d'instituer dans chaque communauté juive un « Conseil des anciens » dit aussi Judenrat, composé de personnalités influentes et de rabbins. Ces conseils seraient pleinement responsables de la parfaite exécution de toutes les instructions. (...) La ghettoïsation était une affaire de trop grande envergure pour les quelques unités équivalentes à des bataillons (...) Au cours de la première phase, on devait transférer 600.000 Juifs (...) puis rassembler deux millions de personnes dans des quartiers clos, dans des ghettos. L'armée avait exigé qu'on attendit pour entreprendre le « nettoyage » la transmission des pouvoirs aux autorités civiles (juives)

L'aspect le plus important de la concentration, avant l'établissement des ghettos, fut l'instauration des Conseils juifs (Judenräte). (...) En Pologne comme à l'intérieur du Reich, les Judenräte se composèrent pour l'essentiel de notabilités juives d'avant-guerre (...) Mais les Judenräte ainsi installés se retrouvèrent dans un contexte bien différent de celui d'autrefois. (...) Ils allaient devoir assumer une fonction radicalement différente qui consisterait à transmettre à la population juive les ordres et les règlements allemands, à utiliser une police juive pour exécuter la volonté allemande, à livrer à l'ennemi allemand des biens des Juifs, le travail des Juifs, les vies des Juifs. (...) les ghettos apparurent tout d'abord dans les territoires incorporés, durant l'hiver 1.939-40 et le premier grand à Lodz en avril 1.940. Au cours du printemps, le mouvement gagna peu à peu le Gouvernement général, om le ghetto de Varsovie fut créé en octobre 1.940.

La première grande opération, qui servit d'expérience pour toutes les suivantes, fut l'établissement du ghetto de Lodz. (...) Uebelhoer, président de la région écrivait dans son ordre : « La création du ghetto n'est évidemment qu'une mesure transitoire. Il m'appartiendra de décider à quel moment et par quels moyens le ghetto, et du même coup la ville de Lodz, seront nettoyés des Juifs. » (...) A la fin de l'année 1.941, presque tous les Juifs des territoires incorporés et du Gouvernement général se trouvaient dans les ghettos. (...) La ghettoïsation modifia fondamentalement la nature et les fonctions des Conseils juifs. (...) Dans le ghetto, le président du Judenrat se trouvait de facto constituer avec ses adjoints une véritable administration municipale (...) la police posa un problème spécifique.

Le service d'ordre du ghetto de Varsovie constituait la plus importante force de police juive de toute la Pologne occupée ; ses effectifs s'élevaient à un moment à 2000 hommes. Le 26 octobre 1.939, l'administration du Gouvernement général institua le principe général du travail forcé. (...) Un décret du 2 décembre 1.939 autorisa tous les Judenräte du territoire à organiser les détachements de travail forcé. (...) Les camps de travail furent créés en vue d'employer les Juifs en plus grande masse et à des réalisations de tout autre envergure. (...) dans les premiers temps,

on n'utilisa toute cette main d'œuvre que sur les chantiers de fossés antichars, d'aménagement hydraulique, de voies ferrées ou autres. Par la suite, des entreprises industrielles vinrent installer des ateliers dans certains camps ; corrélativement on créa d'autres camps à proximité des grandes usines. (...) Travaillant sept jours sur sept de l'aube au crépuscule, les Juifs s'effondraient physiquement. (...)

L'armée devint progressivement le principal demandeur. Ainsi, les ghettos devinrent-ils partie intégrante de l'économie de guerre. (...) L'autre courbe ascendante était celle de la mortalité. La famine ne cessant de s'aggraver, la lutte pour la vie commença à tourner à la sauvagerie. (...) Le ghetto de Lodz (..) dont la population cumulée s'éleva à environ 200.000 habitants eut plus de 45.000 morts. A Varsovie, quelques 470.000 personnes vécurent dans le ghetto (...), on en enterra 83.000. La nouvelle étape signifiait forcément que les Juifs cesseraient d'exister dans l'Europe nazie. Le vocabulaire officiel allemand dénomma le passage à ce dernier stade « solution finale de la question juive ». (...) L'anéantissement se réalisa en deux grands ensembles d'opérations.

Le premier commença dès l'invasion de l'Union soviétique, le 22 juin 1.941. De petits unités des SS et de la Police s'avancèrent en territoire occupé, avec mission de tuer sur place toute la population juive. Il ne s'écoula que peu de temps entre la mise en route de ces massacres itinérants et le lancement de la deuxième grande opération qui aboutit à transporter les Juifs d'Europe centrale, occidentale et sud orientale dans les camps munis d'installation de gazage. (...) C'est en août 1.941 que la tuerie prit un caractère massif. (...) l'accord avec la police roumaine fonctionna parfaitement. L'Einsatzgruppe et la police roumaine massacraient de concert des milliers de Juifs. Ce n'était encore rien à côté du bain de sang qui allait suivre à l'automne. Odessa, où vivait la plus importante communauté juive d'Union soviétique, fut prise par la 4^e armée roumaine le 16 octobre 1.941 après un long siège. (...) Communistes et Juifs, (...) On a avancé une estimation de 25 à 30.000 morts.

Dans son ensemble, la population slave ne fut guère tentée de participer à des actes d'une si extrême sauvagerie. (...) Au bout du compte, les Einsatzgruppen avaient quelques milliers d'hommes, et les Juifs étaient plusieurs millions. Puisqu'ils n'étaient pas préparés à se battre contre les Allemands, on est en droit de se demander pourquoi ils ne cherchèrent pas leur salut dans la fuite. (...) les Juifs étaient d'autant moins vigilants que la presse et la radio soviétiques avaient vu ce qui se passait au-delà des frontières (traité germano-soviétique oblige). (...) Ils n'avaient pas compris qu'il y avait péril à demeurer. (...) les opérations étaient organisées de telle sorte que la population s'en aperçut à peine. Même les Juifs survivants gardaient l'impression que les victimes avaient simplement été transférées ailleurs. (Dans la zone d'Ukraine, de Galicie, dans les territoires de l'est...), des Judenräte étaient organisés partout. (...) Chaque ghetto avait son service d'ordre, armé de matraques en caoutchouc et de gourdins.

Les municipalités étaient autorisées à saisir et à administrer les biens juifs. Les juifs de sexe masculin entre quinze et soixante ans étaient astreints au travail forcé. Les maires et les conseils juifs étaient déclarés responsables du recrutement. (...) Dans les ghettos, toutes les lignes téléphoniques étaient coupées, les relations postales avec l'extérieur supprimées dans les deux sens. (...) Mais les ghettos eux-mêmes commençaient à poser des problèmes, car ils devenaient des foyers de résistance. Contre les juifs des forêts l'offensive commença au début de 1.942. Pendant les mois de février et mars, Jeckeln, chef de SS et de la police au nord, mena contre les partisans des opérations qui préfiguraient celles qu'allait un peu plus tard organiser von dem Bach. (...) Les Allemands y fusillèrent 1.274 « suspects » et massacrèrent 8.350 Juifs. (...).

Il est possible de conclure que ces actions contre les juifs des forêts se soldèrent par de grands succès, même si plusieurs milliers y échappèrent, jusqu'au retour de l'armée soviétique. Dans les ghettos, les tentatives faites par les Juifs pour organiser un mouvement échouèrent presque entièrement. A Riga et dans une moindre mesure à Kaunas, les policiers juifs voulurent s'entraîner au maniement des armes à feu ; mais dans les deux cas les Allemands les capturèrent avant qu'ils aient tiré une seule cartouche. Dans le ghetto de Vilnius, où la plupart des Juifs avaient été fusillés e 1.941, une Organisation unie des partisans se forma en janvier 1.942.

Sa direction comprenait des communistes, des sionistes révisionnistes nationalistes, et des membres des autres mouvements sionistes Hasard Hatzair et Hanoar Hazoni ; cet amalgame politique peu coutumier confia le commandement au communiste Yitzhak Wittenberg. Ces partisans juifs se fixèrent pour mission de livrer ouvertement bataille le jour où le ghetto de Vilnius serait menacé d'anéantissement total. (...) En juillet 1.943, les Allemands capturèrent les dirigeants communistes polonais et lithuaniens, et découvrirent que Wittenberg était communiste. La police allemande exigea qu'il se livrât, sous menace implicite de représailles massives. (...) Wittenberg voulait combattre sur le champs ; au contraire, les partisans refusaient de croire que l'heure eût sonné pour le ghetto (...) Wittenberg sortit du ghetto pour aller à la mort. (...) Le ghetto de Vilnius disparut au cours des mois d'août et septembre 1.943. (...) Abraham Sutzkever, réfléchissant à ces événements après la guerre, concluait : « Nous devons aujourd'hui reconnaître l'erreur de la décision d'état-major qui obligea Wittenberg à s'offrir en sacrifice pour le salut de vingt mille Juifs. Nous aurions dû nous mobiliser et nous battre. »

LES DEPORTATIONS DEPUIS L'ANCIEN REICH.

Près de 73.000 Juifs vivaient à Berlin au début d'octobre 1.941. (...) Les principales figures de la Reichsvereinigung étaient Léo Baeck, président du Vorstand, et Paul Epstein, principal adjoint pour les affaires courantes. A l'échelon de la communauté, le président était Moritz Henschel, et le spécialiste de la migration Philip Kozower (...) Bien que la Gestapo de Berlin tienne de plus en plus à préserver le secret des opérations, elle avertissait invariablement les responsables juifs des dates des prochains convois. C'est ainsi que le 29 juillet 1.942, Stübbs et Prüfer informèrent Kozower que trois convois partiraient pour Theresienstadt les 17 août, 14 septembre et 5 octobre, et que deux convois « vers l'est » étaient prévus pour les 15 et 31 août. La Gestapo mit les dirigeants juifs dans le secret parce qu'elle comptait toujours sur leur concours pour effectuer le travail préparatoire. (...) Ils avaient besoin des auxiliaires juifs aux points de rassemblement pour réceptionner et encadrer les victimes jusqu'au moment du départ. (...) Les Juifs étaient également chargés du ravitaillement des convois qui partent de Berlin comme de ceux qui traversaient la capitale. (...) La direction juive fournissait non seulement le personnel, les centres de regroupement et les approvisionnements, mais elle participait à la tâche, beaucoup plus délicate, de remplir les quotas fixés pour les déportations. (...) A la fin 1.942, (...) les Ordener (service d'ordre juif), munis de brassards rouges, escortèrent la Gestapo dans la ville, de maison en maison. (...) Au moins 250.000 Juifs furent déportés (...) dont la moitié venant de l'ancien Reich (...) Les Juifs déportés vers l'Ostland furent fusillés à Kaunas, Riga et Minsk. Ceux qui furent dirigés vers les territoires occupés de Pologne périrent dans les camps de la mort de Kulmhof, Auschwitz, Belzec, Sobibor, Treblinka et Lublin (Maïdanek). (...)

L'EXTERMINATION.

Après que Hitler eut assuré le Gouverneur général Frank en mars 1.941 que son gouvernement général serait le premier territoire à être débarrassé de ses Juifs. (...) Frank déclarait au chef de la division de la santé, le Dr Walbaum, que le Ghetto de Varsovie serait le premier endroit du gouvernement général à être nettoyé de ses Juifs. (...) Kulmhof fut le premier centre de mise à mort à entrer en activité. (...) Bien qu'un demi-million de Juifs au moins eussent péri dans les ghettos, il en restait environ 2.200.000 dans la zone de déportation (...) Il fallait des renforts, on les obtint. En juillet 1.942, les 23^e et 272^e bataillons lettons furent importés de Riga pour la grande rafle du ghetto de Varsovie, et en 1.943 un bataillon d'instruction ukrainien fut déployé dans la bataille du ghetto de Varsovie. Les unités de la Waffen-SS étaient obligées de prêter main-forte (...) La police juive elle-même fut fréquemment mise à contribution. Le service d'ordre juif de Varsovie se fit particulièrement remarquer lors des déportations de l'été 1.942. Si le secret des opérations était difficile à préserver dans la zone germano-tchèque, il posait deux fois plus de problèmes en Pologne. Le territoire du Reich-Protectorat n'avait pas de camp de la mort et les transports partaient pour la plupart en direction de l'est.

La Pologne, en revanche, abritait les six centres de mise à mort et les transports polonais effectuaient dans toutes les directions de courts trajets ne dépassant pas 300 kilomètres. Beaucoup de regards étaient fixés sur ces convois et les suivaient jusqu'à leur destination. Le chef adjoint de l'Armée de l'Intérieur – la Résistance clandestine polonaise dirigée depuis Londres -, le général Tadeusz Bor-Komorowski, rapporte qu'au printemps 1.942, il détenait des informations complètes sur le centre de mise à mort de Kumhof (Chelmno), dans le Warthegau. (...) En juillet 1.942, l'Armée de l'Intérieur réunit des rapports émanant des cheminots et selon lesquels plusieurs centaines de milliers de Juifs avaient disparu à Treblinka sans laisser de trace. L'information filtrant des camps était parfois très précise. Dans le district de Lublin, elle parvint au Président du conseil du ghetto de Zamosc, Mieczyslaw Garfinkel. Au début du printemps 1.942, il apprit que les Juifs de Lublin étaient acheminés dans des trains surpeuplés jusqu'à Belzec et que les wagons repartaient à vide après chaque trajet pour aller chercher un nouveau lot de victimes. On lui demanda de recueillir d'autres faits : il contacta les communautés juives voisines de Tomaszow et de Belzec, et on lui laissa entendre que 10.000 à 20.000 Juifs étaient débarqués chaque jour dans un enclos solidement gardé, situé sur une voie de garage spéciale et entouré par des barbelés.

Les Juifs étaient tués là d'une « manière étrange ». Mieczyslaw Garfinkel, un avocat, n'ajouta pas foi à ces rapports. Quelques jours plus tard, deux ou trois étrangers juifs, qui s'étaient enfuis de Belzec, lui parlèrent de gazage dans les blocs. Mais il ne croyait toujours pas ce qu'il entendait. (...) Ce que l'Armée de l'Intérieur avait découvert en enquêtant, et Garfinkel presque involontairement, l'homme de la rue le soupçonnait, mais sans avoir beaucoup de preuves. La population fut prompte à tirer des conclusions et elle les diffusa sous la forme de rumeurs dans presque tout le territoire de la Pologne occupée. A la fin de l'été 1.942, presque tous les habitants de ce pays, à l'extérieur comme à l'intérieur des ghettos, avaient une vague idée de ce qui se passait. (...) Comment réagissaient les Juifs face à une mort certaine ? Le judaïsme se préparait-il à la résistance armée ?

Dans le Gouvernement général, les services de la propagande nazis observaient minutieusement les réactions de la population. (...) Les dirigeants juifs des ghettos polonais conduisaient le mouvement de soumission,

les chefs des ghettos étant les instruments de leur reddition. Sans cesse ils livraient des Juifs pour sauver les autres Juifs. L'administration du ghetto « stabilisait » la situation, puis elle se scindait en deux parties égales de ce qui restait de la communauté et ainsi de suite. Moses Merin, Président du Conseil central des « anciens » pour la Haute-Silésie orientale, régissait ce processus de réduction. La veille des premières déportations, Merin prit sa première décision : « Je ne craindrai pas, déclara-t-il, de sacrifier 50.000 membres de notre communauté pour sauver les 50.000 autres. » Pendant l'été 1.942, ces « autres » furent alignés pour un passage en revue massif, et la moitié envoyés à Auschwitz.

Toutefois, dans une opération d'une telle ampleur, on ne pouvait déporter tout le monde sans accroc. A mesure que le cercle des survivants s'amenuisait, la conscience de la mort s'imposait et le poids psychologique représenté par l'obéissance aux ordres d' « évacuation » allemands devint de plus en plus insupportable. Vers la fin des opérations, un nombre croissant de Juifs hésitaient à sortir de chez eux, tandis que d'autres s'échappaient des ghettos ou sautaient des trains pour se réfugier dans les bois. Dans le ghetto de Varsovie, quelques survivants se regroupèrent pour opposer une ultime résistance aux Allemands. En Galicie, les massacres alternèrent avec les déportations, en particulier pendant les Transportsperrren du début de l'été 1.942, et en décembre-janvier 1.942-43. (...) A stanislaslavow, le 12 octobre 1.941, environ 10.000 Juifs avaient été regroupés dans un cimetière et abattus. Une autre exécution massive se déroula en mars 1.942, suivie par un incendie du ghetto qui dura trois semaines.

Des convois partirent pour Belzec en avril, et l'on procéda à de nouveaux massacres en été, au cours desquels des membres du conseil juif et des hommes du service d'ordre furent pendus aux réverbères. (...) Le 10 septembre 1.942, un transport s'ébranla de Kolomya, une petite ville du sud de la Galicie. Dans ses cinquante wagons, il emportait 8.205 déportés. (...) Les Juifs enfermés dans les wagons souffraient de la chaleur (...) et essayèrent de se glisser dehors et de sauter. La Police d'ordre épuisa ses munitions sur ceux qui réussissaient à s'enfuir. Quand le train arriva à Belzec, 200 passagers étaient morts. Dans tout le district, des gens se révoltaient devant de telles scènes. (...) En octobre 1.942, la division de la propagande de Lodz rapportait : « (...) Bien que la population allemande, et aussi la population non allemande, soit convaincue de la nécessité de liquider tous les Juifs, il conviendrait de procéder à cette liquidation d'une façon qui provoque moins de scandale et moins d'écoeurement. » Ce ne fut pas le seul district où il se produisit des évasions des ghettos et des trains. Le 7 décembre 1.942, lors d'une conférence dans le Gouvernement général, le Gouverneur du district de Lublin, Zörner, déplorait qu'au cours des dernières semaines la Judenaktion soit devenue quelque peu désorganisée et qu'un grand nombre de Juifs aient quitté les ghettos et rejoint les « bandits » polonais. (...) Les Polonais et les Ukrainiens aidaient les Juifs en Galicie. Plusieurs milliers de Juifs se réfugièrent bientôt dans les bois, gagnant les rangs des partisans ou se regroupant en unités indépendantes, en réglant directement leurs comptes avec les unités de la gendarmerie allemande. (...) Le plus grand affrontement qui opposa les Juifs et les Allemands se produisit dans le ghetto de Varsovie.

Ce combat armé ne changea rien à l'évolution du processus de destruction. Mais dans l'histoire juive cette bataille est au sens propre une révolution, car, après deux mille ans d'une politique de soumission, la roue avait tourné et de nouveau les Juifs avaient recours à la force. Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement de résistance juif ne partit pas du Judenrat ; l'organisation, en effet, était précisément composée des éléments de la communauté qui avaient tout misé sur une politique de coopération totale avec l'administration allemande. Pour mobiliser les Juifs du ghetto contre les Allemands, il était nécessaire de créer une nouvelle hiérarchie, suffisamment forte pour défier avec succès le conseil et prendre le contrôle de la communauté juive. Le noyau d'une organisation si illégale était formé des partis politiques qui étaient représentés dans l'appareil de la communauté juive avant la guerre. Ces partis, qui vainement réussirent à survivre dans le ghetto en recherchant et en protégeant leurs membres, s'alliaient maintenant pour former un bloc de résistance. Tous les partis ne tournèrent pas avec la même promptitude vers une politique de résistance. Le mouvement démarra dans deux camps extrêmes qui n'avaient pas de contact l'un avec l'autre : les communistes obéissant à Moscou (PPR) et les nationalistes autonomes (Parti révisionniste).

De là, l'idée gagna les groupes de la jeunesse sioniste (Hechaloutz), les syndicalistes socialistes (Bund) et le Parti sioniste-socialiste (Poalei Zion). En avril 1.942, quand la communauté du ghetto était encore intacte, le mouvement d'opposition s'en tenait à l'action verbale. On distribua des journaux clandestins et la gestapo fusilla cinquante et une personnes en représailles. (...) Le 22 juillet à 10 heures, l'on annonça au président Czerniakow, et à quelques membres du personnel présents, que tous les Juifs, sans distinction d'âge ni de sexe, sauf quelques exemptés, seraient déportés à l'est. (...) Czerniakow demanda un verre d'eau et avala une capsule de cyanure qu'il conservait dans son tiroir. (...) Tandis que le Judenrat, impuissant, obéissait mécaniquement aux ordres allemands, les organisations des partis commençaient à déployer une activité fébrile. On créait des comités, on tenait des réunions, on mettait en place des organes de coordination. Dans l'après-midi du 23 juillet, le jour même du suicide de Czerniakow, seize représentants de tous les grands partis, sauf les révisionnistes (qui n'étaient pas invités), se rencontrèrent pour débattre d'un point crucial : la résistance immédiate.

Le vote ne fut pas favorable aux partisans de la résistance. Les participants pensaient que les Allemands déporteraient peut-être 60.000 personnes, mais pas les 380.000 Juifs du ghetto. On estimait que toute résistance

hâterait la fin du ghetto et que la masse paierait pour les actions d'une poignée d'hommes. (...) A l'automne 1.942, les partis politiques juifs finirent par se regrouper et décidèrent de résister par la force à de nouvelles déportations. Pour y parvenir, ils mirent en place une organisation complexe chargée de coordonner leurs activités. Cette organisation partait de la base. (...) Un comité de coordination fut ensuite créé pour rassembler sous la même bannière les membres du Bund, les sionistes et les communistes désormais réunis. Cet amalgame vit le jour le 20 octobre 1.942. (...) Chaque parti créa ses « groupes de combat ». (...) le 20 octobre 1.942, ces unités, vingt-deux en tout, étaient placées sous le commandement du bras militaire de l'organisation juive de combat. (...) Le commandant de l'Organisation était un responsable de l'Hashomer Hatzair, Mordecai Anielewicz. Le plus remarquable est qu'Anielewicz avait seulement vingt-quatre ans. (...) Les révisionnistes disposaient de leur propre force militaire, l'Irgoun Zvai Leumi, qui maintenait trois groupes de combat. Le premier coup porté par le mouvement de résistance visa les collaborateurs juifs de l'appareil du Judenrat.

Le 21 août 1.942, au plus fort des déportations, Itzael Kanal tira le premier coup de feu de la lutte ; le projectile faucha le chef de la police juive, Jozef Szerynski. Son successeur, Jakob Lejkin fut également abattu. Les balles de la résistance tuaient les policiers, les informateurs et les collaborateurs, dont le chef de la division économique du Judenrat, Izrael First. Sous les coups réguliers de la clandestinité juive, le Judenrat, alors présidé par l'ingénieur Marek Lichtenbaum, s'atrophia progressivement et finit par perdre son pouvoir. (...) La contribution de l'Armée de l'intérieur (polonaise) consista à leur fournir des revolvers, des fusils, quelques mitrailleuses et un millier de grenades à main, de même que des explosifs pour la fabrication des mines. (...) Himmler ordonna la déportation immédiate de 8.000 personnes. (...) Les opérations se déclenchèrent très soudainement et prirent par surprise les défenseurs du ghetto. 6.500 Juifs furent déportés et 1.171 périrent par balles.

Le 19 avril 1.943, à 3 heures du matin, le ghetto était encerclé, et trois heures plus tard les Waffen-SS y pénétraient par la rue Zamenhof. Les envahisseurs furent accueillis par un tir nourri et des bouteilles incendiaires immobilisèrent les chars. Les SS se retirèrent avec des pertes. Plus tard dans la matinée, des commandos investirent de nouveau le ghetto et procédèrent systématiquement, maison par maison. L'après-midi, ils se heurtèrent à un tir de mitrailleuse.

Maintenant, il devenait clair que le ghetto ne pouvait être nettoyé d'un coup, les Allemands se retirèrent la nuit venue pour reprendre les opérations le lendemain matin. Les 20 et 21 avril, ils ne progressèrent que lentement. Les Juifs tenaient les usines, et les Allemands décidèrent, après des négociations entre l'armée et les directeurs, de détruire les bâtiments en utilisant l'artillerie et les explosifs. Le 22 avril, l'incendie faisait rage dans plusieurs sections du ghetto, et les Juifs sautaient des étages supérieurs des immeubles en flammes après avoir jeté dans la rue des matelas et divers objets capables d'amortir le choc. Les commandos allemands essayèrent de noyer les Juifs qui se déplaçaient dans les égouts, mais ceux-ci réussirent à obstruer les passages inondés. Après le 22 avril, une quantité croissante de Juifs furent arrêtés ou tués. On fit sauter l'un après l'autre les égouts et les casemates. (...) En mai, le ghetto était un océan en flammes. Seuls quelques groupes de Juifs restaient à la surface dans les immeubles en flammes (...) Dans un sursaut désespéré, une unité, émergeant d'un égout, s'empara d'un camion et réussit à s'enfuir. Le 15 mai, les tirs devinrent sporadiques.

Les Juifs avaient été écrasés. (...) Plusieurs milliers de Juifs avaient été enterrés sous les décombres et 56.06 s'étaient rendus. (...) A l'été 1.943, Oswald Pohl, chef du Bureau central économique SS, installa un camp de concentration dans les ruines. Au moment où l'insurrection du ghetto de Varsovie se termina, seuls quelques grands ghettos subsistaient encore, notamment celui de Lwow dans le district de Galicie, le ghetto de Bialystok et le ghetto du Warthegau, Lodz. En pénétrant dans ce qu'il restait du ghetto de Lwow, le brigadeführer Katzmann, chef des Ss et de la Police de Galicie, découvrit que les 20.000 Juifs du ghetto avaient commencé à construire des abris souterrains sur le modèle de ceux de Varsovie. « Afin d'éviter des pertes dans nos rangs, rapporta Katzmann, nous dûmes agir brutalement dès le début. » Faisant sauter et incendiant les maisons, Katzmann retira 3.000 cadavres des cachettes. (...) Lorsqu'un « bloc antifasciste militant » se forma dans le ghetto de Bialystok, l'adjoint d'Eichmann, Günther, fit une apparition pour aider à découvrir le groupe du sabotage.

Comme à Varsovie, les Juifs furent pris de court. (...) La liquidation du ghetto devait commencer le 16 août. (...) Les Allemands pénétrèrent de front dans le ghetto et les Juifs se défendirent avec des pistolets, des grenades et deux armes automatiques. (...) Les Allemands amenèrent un tank et brisèrent la résistance ce même jour. Lodz était devenu le plus grand ghetto par défaut, ses 80.000 habitants survivant tant bien que mal pendant deux ans encore avec des rations alimentaires de prisonniers et des journées de travail de douze heures de travail. Puis, en août 1.944, des avis furent affichés dans le ghetto sous la rubrique « transfert du ghetto ». Les Juifs reçurent l'ordre de se présenter Verlagerung sous peine de mort.

Cette fois, les Juifs savaient où Biebow voulait les envoyer, et une sorte de grève sur le tas s'ensuivit aux ateliers I et II. Les Polonais commençaient à craindre de bientôt rejoindre les Juifs à titre de victimes. Cette considération fut exprimée dans des tracts qui circulèrent dans le district de Varsovie en août 1.942, appelant les

Polonais à aider les Juifs persécutés. (...) Les Allemands caressaient bel et bien l'idée de se débarrasser des Polonais. (...) Les SS et la Police avaient décidé de faire de Lublin un district allemand. Le 1^{er} octobre 1942, la police se livra à une razzia dans les quartiers nord de la ville. Tous les habitants furent convoqués et rassemblés à un endroit précis. On vérifia les certificats de travail, et tous les Polonais, hommes et femmes, qui ne pouvaient justifier d'un emploi furent emmenés dans un camp, tandis que les enfants de moins de quinze ans étaient envoyés dans un orphelinat. (...) Des bruits se répandirent comme une traînée de poudre dans la ville. (...) Les passants de Lublin disaient maintenant que c'était au tour des Polonais de servir, exactement comme les Juifs, à « faire du savon ». Quand les premiers déportés polonais en provenance de Lublin arrivèrent au camp de travail de Lubartow, les rumeurs reprurent de plus belle. (...)

Le chef des SS et de la Police de Lublin, Odilo Globocnik pensait à ce moment à un transport d'enfants polonais de Lublin à Varsovie. Beaucoup de ces enfants étaient condamnés à mourir de froid. Des fusillades massives se produisirent dans le complexe de Lublin, le 3 novembre 1941. Cette décision fut activée par des rapports faisant état d'une agitation des Juifs dans les camps et par une révolte qui éclata le 14 octobre au centre de mise à mort de Sobibor. (...) Frank résuma la situation en déclarant que les camps juifs avaient fini par représenter un « danger aigu » pour les Allemands. Les conséquences de ces délibérations ne tardèrent pas. A la fin octobre, on creusa des fosses dans le camp de Lublin. (...) On creusa des fosses. Le bruit des fusillades furent couverts par des flots de musique. (...) Aux Pays-Bas, l'ampleur et la minutie du processus de destruction qui frappa les Juifs sont comparables à l'implacable processus de déracinement mis en œuvre dans le Reich lui-même. (...) La communauté juive, forte d'environ 140.000 âmes, s'était principalement établie dans les provinces côtières de la Hollande du nord et du sud, surtout dans les villes. Amsterdam comptait à elle seule 80.000 Juifs. (...) Une série d'incidents survenus à Amsterdam mit à l'épreuve la capacité des Allemands d'écraser toute opposition au processus de destruction qui se mettait en place en Hollande.

Un jour de février 1941, des formations militaires du parti nazi hollandais NSB, « dans le prolongement d'exercices de manœuvres », se répandirent dans le quartier juif de la ville. (...) Les nazis hollandais, toutefois, se heurtèrent à plus de résistance à Amsterdam que leurs homologues lors des Einzelaktionen menées dans le Reich. Les commandos du NSB furent pris à partie par des ouvriers hollandais et des « hordes de jeunes Juifs qui étaient équipés de toutes sortes d'armes ». Des magasins nazis furent saccagés. (...) Le Conseil juif, nouvellement formé s'empressa d'enjoindre à tous les Juifs de rendre leurs armes. Le ghetto était né. Si les Allemands pensaient avoir la situation bien en main. Ils se trompaient. Un détachement de la Police allemande de Sécurité, patrouillant dans le quartier juif, pénétra dans un appartement situé dans Van Wormstraat et surprit un groupe de gens qui tenaient une « réunion secrète ». On tira sur les policiers et on leur jeta du vitriol. La police fit alors savoir que, à titre de représailles, 400 Juifs âgés de 20 ans à 35 ans seraient envoyés dans un camp de concentration en Allemagne.

La déportation de ces Juifs eut pour résultat toute une série de répercussions inattendues. Le 25 février 1941, une vague de grèves commença à paralyser les transports et l'industrie en Hollande septentrionale et dans la province d'Utrecht. Les trolleybus s'immobilisèrent à Amsterdam, les services publics s'arrêtèrent, les chantiers navals furent désertés et les entreprises de travaux publics Focker, la Hollandschen Draaden Kabelfabrik et le Staatsbedrijf de Hernburg cessèrent leurs opérations. A Hilversum, où les Allemands avaient arrêté dix grands médecins qu'ils retenaient en otage, 2.000 ouvriers se mirent en grève chez Philips. Au total, 8.300 ouvriers avaient cessé le travail dans les seules industries d'armement. Le deuxième jour de grève, la Police d'ordre allemande se heurta à la foule dans les rues, tandis que les Hollandais lançaient des insultes à la Wehrmacht. Des tracts révélaient que l'opposition de la population à la déportation des 400 Juifs était liée à la crainte que les ouvriers des chantiers naval hollandais ne soient transférés de force dans les camps de travail du Reich. (...) La loi martiale assortie de menaces de peine de mort en cas d'infraction, fut promulguée dans les deux provinces septentrionales, cependant que le général ordonnait aux grévistes de reprendre le travail et interdisait tout attroupement et réunion. Dans la soirée du 26 juin, le Conseil juif fut informé des déportations imminentes. (...)

On assista pendant les jours suivants à un marchandage entre les deux présidents du Joodsche Raad et aus der Fünften sur le nombre de Juifs soumis à la déportation. Les Allemands ne démordirent pas de leur chiffre plancher : 4.000 Juifs devaient avoir été déplacés à la mi-juillet. Le 14 juillet, ils arrêtèrent environ 700 Juifs dans les rues et les retinrent en otages, menaçant de les déporter à Mathausen si les 4.000 Juifs ne se présentaient pas spontanément pour partir pour les camps de travail du Reich. Le lendemain même, les premiers déportés montaient dans un convoi (...) Pour mieux faire passer les choses, des sursis furent institués pour des groupes particuliers. La catégorie la plus nombreuse comprenait les fonctionnaires du conseil juif et leurs familles (...) les Juifs des mariages mixtes (...) les Juifs convertis (...) ceux indispensables à l'industrie d'armement (...) enfin les Juifs étrangers. (...) Une grande partie de ce système de sursis reproduisait la stratégie adoptée dans le Reich. En même temps, (...) il lança les déportations sans perdre une seconde et commença par un vaste ratissage des Juifs non protégés. (...)

Le 3 mai 1943, le représentant du ministère des affaires étrangères, Bene, observant les progrès de l'opération, notait que 1.320 Juifs s'étaient présentés spontanément à Vught. « Moyennant le concours du Conseil

juif, écrivait-il, les déportations en provenance des provinces se sont déroulées sans accroc. » Le 26 mai, l'action s'étendit au quartier juif d'Amsterdam. (...) Le 20 juin, la police juive du camp de Westerbork reçut l'ordre d'aider les forces de la Police de sécurité et de la Police d'ordre pour rafler 5.500 Juifs supplémentaires dans la ville. (...) Un rapport publié dans un journal clandestin « De Oranjekrant » en janvier 1.943, selon lequel les Juifs des convois spéciaux étaient « gazés de sang-froid » pendant le trajet. (...) On évoquait parfois ce qui se passait en Pologne mais on ne disposait d'aucune preuve (...) Compte tenu de ce mutisme, beaucoup de Juifs s'en allaient vers la mort en conservant une certaine foi dans la civilisation allemande. Lors de la déportation de février 1.941, les Hollandais avaient exprimé leurs sentiments à l'égard de leurs voisins juifs par une grève générale sur laquelle on ne pouvait se méprendre ; mais une fois les grévistes matés ils ne bougèrent plus. Le fait est qu'on enregistra une coopération importante de l'administration, depuis la participation des banques hollandaises dans la cession des titres jusqu'au travail de recensement effectué par les fonctionnaires hollandais et le rôle policier des SS hollandais. Pour considérable qu'ait pu être cette collaboration, elle fut contrebalancée, au moins en partie, par l'action menée par la population pour saboter le processus de destruction en cachant massivement des milliers de Juifs dans des couvents et des orphelinats et chez des particuliers. Il y eut peu de survivants parmi les Juifs de Hollande, mais cette poignée fut sauvée au prix d'efforts acharnés, car s'il était un territoire occupé de l'Ouest où les Juifs n'avaient même pas une chance sur deux d'avoir la vie sauve, c'est bien celui-là.

En Belgique occupée, (...) le Militärbefehlshaber prit la première mesure d'ordre concentrationnaire : le recensement des Juifs. (...) Il tenta à plusieurs reprises de mettre en place un conseil juif, mais tous les dirigeants juifs, excepté deux rabbins particulièrement en vue, avaient quitté le pays au début de l'invasion. (...) La communauté juive désigna l'un des deux rabbins (le docteur Salomon Ullman, ancien directeur des aumôniers juifs de l'armée belge) pour occuper les fonctions de Grand Rabbin de Belgique. Le docteur Ullman allait prendre la tête d'un comité qui devint, le 25 novembre 1.941, l'Association des Juifs de Belgique, le Judenrat belge. Toute la communauté devait se plier aux directives de cette organisation et l'on créa des comités locaux à Bruxelles, Anvers, Liège et Charleroi. En octobre 1.941, le Militärbefehlshaber institua aussi le couvre-feu et ordonna que tous les Juifs soient assignés à résidence dans ces quatre mêmes villes. En juin 1.942, les Juifs furent marqués de l'étoile, et des milliers d'hommes âgés de seize à quarante ans furent arrêtés dans des rafles et expédiés au travail forcé pour l'Organisation Todt. (...) Les choses se compliquèrent pour l'occupant allemand lorsqu'un groupe de résistants juifs envahit, le 25 juillet 1.942, les bureaux de l'Association des Juifs pour brûler les listes des « Juifs du travail » et assassina, le 29 août 1.942, le responsable de cette section, Robert Holcinger.

A la mi-septembre, quand les premiers quotas furent remplis, von Barga signala des évasions en masse. Les Juifs se cachaient dans des familles belges. (...) Les Alliés pénétrèrent en Belgique en septembre 1.944. Jusqu'alors, les services allemands présents dans le pays avaient réussi à conduire 25.000 Juifs à leur destination ultime, Auschwitz. En France, ce fut à la bureaucratie française qu'incomba la lourde responsabilité d'accomplir une grande partie de l'œuvre de destruction, et la liste des Français qui occupèrent des postes clés dans l'appareil de destruction est d'une longueur impressionnante. (...) Il arriva que le régime de Vichy s'oublie et frappe les Juifs avec plus de rudesse que ne l'auraient exigé les Allemands. (...) Le bureau du Militärbefehlshaber était une structure qui utilisait la bureaucratie française en territoire occupé pour mettre en œuvre la politique allemande. (...) Tout cet appareil était destiné à détruire la plus grande communauté juive de l'arc occidental. A la fin de 1.939, la France comptait environ 270.000 Juifs. Plus de 200.000 vivaient dans la seule ville de Paris. En mai 1.940, (...) plus de 40.000 Juifs fuyant la Hollande, la Belgique et le Luxembourg refluèrent en France. Ensuite, plus de 50.000 Juifs quittèrent les villes du nord de la France et Paris pour se réfugier dans les régions du sud, plus sûres. Un troisième bouleversement se produisit lorsque les administrateurs allemands de l'Alsace-Lorraine décidèrent de se débarrasser de leurs Juifs.

Les Juifs d'Alsace-Lorraine furent déportés en France non occupée. Cela toucha 22.000 Juifs pour la seule Alsace. (...) 6.300 Juifs du pays de Bade et 1.150 de Sarre-Palatinat furent également déchargés en France non occupée. (...) En novembre 1.942, la ligne de démarcation fut abrogée de fait avec l'occupation de la zone sud. (...) Vers 1.941, le gouvernement de Vichy avait mis en place tout un réseau de camps dans le Sud de la France : Giurs, Risevaltes, Noé, Récébédon, Le Vernet et Les Milles. Outre les Juifs du pays de Bade et de Sarre-Palatinat, les camps recevaient les Juifs arrivés récemment du Reich, de l'Autriche, du Protectorat et de Pologne, ainsi qu'un assortiment de Juifs « apatrides » de toutes sortes. Le nombre total des internés s'élevait à 20.000. (...) Les camps d'internement étaient gérés par du personnel français. (...) Le 29 novembre 1.941, le régime de Vichy imposa de nouvelles restrictions aux Juifs en décrétant que toutes les organisations juives à l'exception des associations religieuses (dont le Consistoire) devaient être dissoutes et leurs biens remis à un nouveau conseil, l'Union générale des Israélites de France. L'UGIF était le Judenrat de la France. (...) Le 14 décembre 1.941, le Militärbefehlshaber prit pour prétexte l'assassinat d'un officier allemand pour imposer à la communauté juive une « amende » d'un milliard de francs, et le 17 décembre, il chargeait l'UGIF de recueillir l'argent. (...)

En 1.943, au moment où les Juifs commençaient à être soumis au travail forcé, les dirigeants juifs obtinrent des autorités françaises un arrêté autorisant l'UGIF à prélever annuellement une taxe individuelle sur tous

les Juifs âgés de dix-huit ans au moins. (...) A la fin de 1.943, les comptes bloqués atteignaient 485 millions de francs. (...) Au cours des rafles des 16 et 17 juillet 1942, appelées opérations « Vent printanier », la Police française – environ 900 équipes – arrêta 12.884 Juifs apatrides à Paris. Un grand nombre appartenaient (...) à la « couche la plus basse ». (...) Les Juifs qui avaient de l'argent avaient été prévenus par la Police française. Six mille personnes (...) furent envoyées directement à Drancy. Les familles avec enfants furent dirigées sur Pithiviers et Beaune-la-Rolande. (...) Au « Vel d'Hiv », un état voisin du chaos régnait avec des gens entassés qui n'avaient rien à manger, des jeunes enfants seuls et cinquante Juifs en train de mourir dans un coin du stade. Il semblerait que l'UGIF (responsable des internés sur le plan médical...) ait eu connaissance de la rafle un jour environ avant son déclenchement.

Lorsqu'il fit son apparition sur le stade dans l'après-midi du 16, André Baur directeur de la section nord de l'UGIF, fut accueilli par des huées. (...) Dès le 27 juin 1.942, le Hauptsturmführer Dannecker mentionna (...) qu'il lui faudrait « dès que possible » 50.000 Juifs de zone de Vichy. (...) Le 13 août, Legay (...) assura un représentant allemand que de nouvelles rafles avaient été lancées en zone libre afin de remplir le quota fixé par les Allemands. (...)

Le 1^{er} septembre, les autorités de Vichy avaient livré plus de 5.000 Juifs et procédé, durant le même laps de temps, à 7.100 arrestations en zone libre. (...) Comme les Juifs fuyant le sud de la France (...) commençaient à passer la frontière (...) Les autorités fédérales refoulèrent quelques-uns des nouveaux arrivants sous prétexte qu'ils ne répondaient pas aux critères leur donnant droit à l'asile politique. Il serait difficile de ventiler les chiffres (des déportés) en fonction des revenus, ni même de la fortune, mais de toute façon les Juifs pauvres et démunis constituèrent sans conteste la forte majorité des victimes. La nature de la rafle de 1.942 à Paris, les déportations à partir des résidences forcées, des brigades de travail et des camps, les arrestations dans les refuges de l'UGIF et dans ses bureaux mêmes où les gens venaient chercher des allocations de secours : tout indique un processus de sélection qui commençait invariablement et finissait souvent avec l'arrestation des éléments les plus défavorisés de la communauté. Les Juifs étrangers et apatrides tendaient à être inmanquablement plus pauvres, et ceux qui avaient été les derniers à arriver en France étaient aussi les premiers à partir.

La liquidation des centres de mise à mort et la fin du processus de destruction (...) Dans le Gouvernement général, les camps du Bug (Treblinka, Sobibor et Belzec) furent évacués à l'automne de 1.943. Le Kommando Wirth, qui les avait construits, reçut l'ordre de les détruire et de ne laisser subsister aucune trace. A Treblinka, on construisit une ferme et on invita un Ukrainien à l'exploiter. On planta des pins à Belzec. (...) Lublin fut évacué avec plus de précipitation. A la fin de juillet 1.944, des unités avancées de l'Armée rouge s'emparèrent du camp et, ce faisant, des magasins de l'Aktion Reinhard. (...) Pendant la dernière partie de 1.944, un camp seulement tournait encore à plein rendement – Auschwitz. De mai à la fin d'octobre, on procéda à la réduction de la plupart des derniers noyaux de la population juive. (...) En novembre 1.944, Himmler décida que, pour des raisons pratiques, la question juive était résolue. Le 25 de ce mois, il ordonna le démantèlement des installations de mise à mort. Ce jour-là, Auschwitz I et II fusionnèrent pour constituer le camp de concentration d'Auschwitz et Auschwitz III devint le camp de concentration de Monowitz. IG Farben se préparait déjà à quitter les lieux. Depuis le 4 avril 1.944, la zone industrielle était régulièrement photographiée par les forces aériennes alliées de la Méditerranée et le 20 août, le 13 septembre, le 18 décembre et de nouveau, les 26 décembre, Monowitz fut systématiquement bombardé. (...) Chez les détenus, l'agitation régnait. Une organisation de résistance s'était enfin créée à Auschwitz. Elle avait des liens avec le mouvement de résistance à l'extérieur du camp (...)

Les victimes juives voyaient peu de chance de survie dans l'obéissance, alors que les non-Juifs, craignant les effets des représailles allemandes et attendant le moment où elles seraient libérées par l'Armée rouge, avaient trop à perdre dans un soulèvement. L'après-midi du 7 octobre 1.944, un Sonderkommando prêt à tenter le tout pour le tout, armé d'explosifs, de trois grenades à main volées ainsi que de pinces isolantes pour couper les barbelés, risqua seul sa chance. 450 détenus et trois SS périrent dans l'affrontement et le Crématorium III fut incendié. (...) L'offensive générale de l'Armée rouge avait commencé. Le 16 janvier 1.945, les Soviétiques avaient atteint les mines de chaux de Kressendorf, et dans la soirée de ce même jour des avions soviétiques attaquèrent le camp. (...) Le 17 janvier, en fin d'après-midi, se déroula un dernier appel. Le nombre de détenus était de 31.894 à Auschwitz (Birkenau inclus) et de 35.118 à Monowitz, ce chiffre comprenant les camps satellites de la périphérie. (...) En deux jours, 58.000 prisonniers quittèrent le camp, presque tous à pied par un temps glacial. (...) Le 20, IG-Farben détruisit ses dossiers. (...) Lorsque les Soviétiques entrèrent dans le camp, (...) plus de 7.000 détenus encore vivants accueillirent leurs libérateurs -Réflexions (...) Toute la coopération juive ne fut pas une soumission réflexe aux instructions des Allemands, pas d'avantage l'acte ultime d'un peuple exsangue, abandonné. Il y eut aussi la soumission institutionnelle des conseils juifs faisant appel à des auxiliaires et à des employés de bureau, à des experts et à des spécialistes.

Pendant la phase de concentration, les conseils répercutaient les exigences allemandes sur la population juive et livraient les biens juifs aux Allemands, augmentant ainsi considérablement la pression la pression imposée par l'agent du processus. L'administration allemande ne disposait d'aucun budget spécial pour la destruction et, dans les pays occupés, elle fonctionnait avec un personnel réduit. En général, elle ne finançait pas la construction des murs

des ghettos, n'assurait pas le maintien de l'ordre dans les rues des ghettos et n'établissait pas les listes de déportation. Les chefs de bureaux allemands s'adressaient au conseil juif quand ils voulaient des informations, de la main d'œuvre ou des éléments pour veiller au maintien de l'ordre, et les conseils les leur fournissaient quotidiennement.

L'administration allemande ne négligeait pas l'importance de ce rôle. Un fonctionnaire allemand réclamait instamment que « l'autorité du conseil juif soit maintenue et renforcée en toutes circonstances. » (...) Les conseils n'étaient pas à même de perturber la progression du processus d'anéantissement. Le ghetto, en tant qu'entité, était une création allemande. Tout ce qui était conçu pour préserver sa viabilité servait simultanément un objectif allemand. De ce fait, les Allemands étaient aidés par les organismes juifs chargés de mettre en œuvre leurs décisions, mais aussi par les fabriques, les dispensaires et les cantines populaires de la communauté. (...) Les Juifs espéraient que, d'une façon ou d'une autre, la pression allemande s'émousserait. Cet espoir reposait sur deux mille ans d'expérience. (...) C'est seulement en 1.942, 1.943 et 1.944 que les dirigeants juifs comprirent que, à la différence des pogroms des siècles passés, le processus de destruction moderne, telle une machine, allait englober le monde juif européen. Mais cette prise de conscience vint trop tard. (...) Les dirigeants juifs se cramponnaient au principe qu'on ne pouvait braver les ordres des Allemands tant qu'il n'était pas clairement prouvé que les victimes se trouvent confrontées à une mort imminente. (...) Les Allemands réussirent avec tant de succès à déporter les Juifs par fournées successives parce que ceux qui restaient se disaient qu'il était nécessaire de sacrifier une petite fraction pour sauver une fraction plus grande. On voit ce raisonnement à l'œuvre dans la communauté juive de Vienne, qui passa un « accord » de déportation avec la Gestapo, dans lequel il était « entendu » que six catégories de Juifs ne seraient pas déportées. De même, les Juifs du ghetto de Varsovie se montrèrent partisans de la coopération et hostiles à la résistance, partant du principe que les Allemands déporteraient 60.000 Juifs mais pas des centaines de mille.

La division en deux fractions égales sévit aussi à Salonique où la direction juive coopéra avec les services de déportation allemands, moyennant l'assurance que seuls les éléments « communistes » des quartiers pauvres seraient déportés, tandis qu'on ne toucherait pas à la bourgeoisie. (Voir Cecil Roth, « Les derniers jours des Juifs de Salonique ») Cette fatale arithmétique fut également appliquée à Vilna, lorsque le chef du Judenrat, Gems, déclara : « Avec une centaine de victimes, je sauve un millier de gens. Avec un millier, j'en sauve dix mille. » Tout au long de la seconde guerre mondiale, le peuple juif fit sien la cause des Alliés. Il chassa de son esprit bien des arrière-pensées sur le désastre qu'il avait subi et contribua à la victoire finale. Les puissances alliées, toutefois, ne pensaient pas aux Juifs. Les pays alliés en guerre avec l'Allemagne ne vinrent pas au secours des victimes de l'Allemagne. (...) Aux Etats-Unis, les principales organisations juives s'étaient regroupées en 1.943 pour former l'American Jewish Conference qui devint bientôt le forum où purent s'exprimer bien des voix désillusionnées (...) : « Ne comptons pas sur les autres pour défendre nos intérêts. » (...) En 1.945, les organisations juives et les personnalités publiques s'efforçaient d'être représentatives des sociétés auxquelles elles appartenaient. (...) La réserve qu'observait la communauté juive (...) fut remplacée, au moins chez les Juifs du monde occidental, par des actes de militantisme en faveur d'Israël. (...) Israël est l'intense consolation du judaïsme.

C'est une vaste opération de « neutralisation » réussie, l'une des plus grandes de l'Histoire. Alors même qu'on massacrait les Juifs d'Europe, les délégués à la première session de la Conférence juive américaine tournèrent leurs pensées vers le futur Etat. (...) Le docteur Israël Goldstein, du bloc des sionistes généraux, pendant le symposium sur le sauvetage des Juifs : « Pour tous nos fleuves de larmes et océans de sang, pour nos vies détruites et nos foyers dévastés, (...) nous serons consolés lorsque Retz Israël rétabli en tant qu'Etat juif, terre nos ancêtres (...) le soleil de la liberté se lèvera. » Dans l'effort des puissances alliées pour sortir vainqueurs du conflit, (...) le désir de sauver une partie des victimes n'entraîne pas en ligne de compte. (...) Pendant la guerre, le sauvetage des Juifs en train de mourir allait à l'encontre de la doctrine « la victoire d'abord ». (...) L'occultation du processus de destruction allemand est illustré par des périodes de silence total, à partir de 1.941 et tout au long de 1.942 (...) le 1^{er} novembre 1943, la déclaration de Moscou (...) qui portait la lourde empreinte de Churchill ainsi que les signatures de Roosevelt et de Staline, réussirent à omettre toute référence au désastre juif. (...)

En 1.944, les autorités militaires britanniques stationnées en Belgique internèrent quelque 2.000 Juifs en tant qu'« étrangers ennemis ». Lorsque Sydney Silverman, membre du Parlement anglais, intervint avec Lord Halifax, on lui dit que cette mesure était dictée par les « nécessités militaires ». En Union Soviétique, des Juifs en vue qu'on s'apprêtait à éliminer au cours de purges furent attendus tout naturellement à être accusés d'« espionnage pour le compte des Allemands ». Quelques 15.000 « Juifs du travail » hongrois pris par l'Armée rouge sur le front oriental ne rentrèrent pas chez eux. Ils restèrent en captivité au titre de « prisonniers de guerre ». (...)

Nous avons souligné à maintes reprises que les Juifs ne s'attendaient pas à la « Solution finale ». Lorsqu'ils se rendirent à l'évidence, le désastre s'abattait sur eux. A l'été 1942, toutefois, le volume des déportations et des exécutions avait de loin dépassé les limites à l'intérieur desquelles une telle opération pouvait être cachée au monde extérieur. Les allusions, les rumeurs et les rapports commençaient à s'accumuler dans les organismes qui collectaient les informations de des points dispersés. (...) les Juifs n'avaient créé aucun service central de

renseignement. Ils recevaient passivement les données et n'utilisaient pas ces documents pour y trouver l'indication de ce qui se passait sur une échelle plus étendue. Voici quelques rapports significatifs qui parvinrent à la presse, aux organisations juives et aux gouvernements alliés, en même temps que les réactions qu'ils suscitèrent. (...) Pendant l'été 1941, et de façon plus intermittente par la suite, le Code an Cypher School (chiffage et décodage) du gouvernement britannique intercepta les rapports TST de la Police d'ordre concernant les fusillades dans les territoires occupés d'Union soviétique. Parmi ces rapports, où il est souvent question de Juifs, figurait notamment ce qui suit :

Un rapport d'une brigade de cavalerie SS du 17 août 1941 relatif à 7.819 « exécutions » dans la région de Minsk. Un rapport sommaire de von den Bach, daté du même jour, mentionnant une fusillade ayant fait 30.000 victimes. Un rapport du 12 septembre 1941 émanant du régiment de police Sud sur une fusillade ayant tué 1.255 Juifs à Ovruch. Le 1^{er} mars 1942, le docteur Henry Shoskes, un dirigeant juif qui avait quitté Varsovie au début de l'occupation allemande, donna les chiffres détaillés des décès des ghettos polonais. La moyenne mensuelle s'élevait, déclarait-il, à 10.000. Depuis Lisbonne, l'Office of Strategic Services reçut un rapport daté du 20 juin 1942 qui commençait par ces mots : « L'Allemagne ne persécute plus les Juifs. Elle les anéantit systématiquement. » L'information émanait d'un officier britannique qui s'était évadé de captivité en se cachant dans le ghetto de Varsovie au début de juin.

Le 5 octobre 1942, l'agence de presse juive, l'Agence télégraphique juive, faisait savoir qu'on déportait systématiquement les Juifs de Lodz qui, précisait-elle « sont empoisonnés au gaz ». Le numéro de novembre de *Jewish Frontier*, publié à New York, comportait une description exceptionnellement détaillée du traitement infligé aux Juifs à Chelmno avec des informations sur les camions à gaz. (...) Le 25 novembre, le *New York Times* publiait un article fondé sur une information émanant du gouvernement polonais en exil, qui mentionnait les camps de Belzec, Sobibor et Treblinka. Cet article était accompagné d'un autre article avec des détails sur des constructions en béton, situées sur l'ancienne frontière russe, qu'on utilisait comme chambres à gaz, et sur des crématoriums à Auschwitz. La même page donnait aussi le nombre de victimes juives : deux millions. (...) Aux Etats-Unis, la direction juive se borna à mobiliser le soutien de sa propre communauté (...) le point culminant de toute cette activité devait être une rencontre avec Roosevelt et, au bout d'un mois d'activités de couloir, le 8 décembre 1942, un groupe de cinq délégués était reçu à la Maison Blanche.

Roosevelt se montra « cordial » et assura aux délégués que leurs mémorandums seraient « pleinement considérés ». (...) Après ce bel effort, on en resta là. (...) Le 6 janvier 1943, Henry Monsky, président du B'nai Brith, convoqua une réunion préliminaire de l'American Jewish Conférence. Dans sa lettre de convocation, qui fut envoyée à trente-quatre organisations juives, il écrivait : « Le monde juif américain, à qui il sera demandé dans une large mesure d'assumer la responsabilité de représenter les intérêts de notre peuple à la Conférence de paix de la victoire, doit être prêt à exprimer l'opinion des Juifs américains en même temps que celle des autres communautés juives des pays libres en ce qui concerne le statut d'après-guerre des Juifs et la construction d'une Palestine juive. » Dans cette lettre, (...) la destruction des Juifs d'Europe n'est même pas mentionnée. (...)

On laissait se perpétrer l'Holocauste. La paralysie était totale. Le 21 janvier, le sous-secrétaire d'Etat Welles recevait le câble 482 de sa légation de Berne. Il contenait un message de Riegner qui rapportait qu'on tuait les Juifs en Pologne au rythme de 6000 par jour et qu'on faisait mourir de faim les Juifs d'Allemagne et de Roumanie. (...) Les organisations juives semblaient à présent se décider à agir. Un grand rassemblement se tint à Madison Square Garden, les organismes d'entraide redoublèrent d'efforts, une avalanche de plans de sauvetage se déversa sur les bureaux de Washington. Toute cette agitation juive inquiéta, semble-t-il, le département d'Etat. Il décréta qu'il fallait « explorer » la question. Certains de ses experts politiques décidèrent de tarir le flot d'informations (...).

Un télégramme portant le numéro 354 signé du sous-secrétaire d'Etat Welles fut le 27 mars à midi, Stephen Wise, de l'American Jewish Congress, et le juge Joseph Proskauer, de l'envoyé à Harrison à Berne : « Nous suggérons qu'à l'avenir vous n'acceptiez plus les rapports qui vous sont soumis afin d'être transmis à des personnes privées aux Etats-Unis, à moins qu'une telle action ne soit justifiée par des circonstances extraordinaires. De tels messages privés tournent les règles de censure des pays neutres et il nous semble qu'en les envoyant le risque existe peut-être de voir les pays neutres prendre des mesures pour réduire ou supprimer nos moyens de transmission pour des communications officielles et confidentielles. » Le télégramme portait les initiales des quatre responsables du service des Affaires étrangères.

American Jewish Committee, rencontraient Eden à l'ambassade de Grande-Bretagne. Reprenant la vieille tactique juive, ils suggéraient que les Alliés « émettent une déclaration publique à l'intention de Hitler lui demandant d'autoriser les Juifs à quitter l'Europe occupée. » Eden répondit que cette idée était « fantastiquement impossible ». Les représentants juifs demandèrent alors l'aide de l'Angleterre pour faire sortir les Juifs de Bulgarie : « La Turquie ne veut plus recevoir vos gens » répondit Eden à leur plaidoyer. (...) Sur ce Wise et Proskauer se rendirent au département d'Etat pour s'entretenir avec Welles. (...) Eden répondit que l'ensemble du problème des Juifs d'Europe est très difficile et que la proposition de faire sortir tous les Juifs de la Bulgarie doit être considérée

avec la plus grande prudence. Si nous le faisons, les Juifs du monde entier vont nous demander de faire des offres similaires pour la Pologne et l'Allemagne.

Hitler pourrait très bien nous prendre au mot et il n'y a tout simplement pas assez de bateaux et de moyens de transport dans le monde pour les déplacer. (...) Il déclara qu'il espérait que du côté américain il n'y aurait pas de promesses trop extravagantes qui ne pourraient pas être tenues, faute de bateaux. (Compte-rendu du secrétaire d'Etat américain Hull). Le gouvernement britannique, par l'entremise de la légation suisse de Berlin, proposa de laisser entrer en Palestine 5.000 enfants juifs en provenance du Gouvernement général et des territoires de l'Est occupés. Le ministère allemand des affaires étrangères accepta de remettre les enfants à la Grande-Bretagne en échange de prisonniers allemands. Les Britanniques refusèrent de libérer des Allemands en arguant que les enfants en question n'étaient pas des ressortissants de l'Empire Britannique. L'affaire en resta là. Le second projet de sauvetage prit forme lorsque le sous-secrétaire d'Etat Welles envoya un télégramme à Berne pour demander un supplément d'information sur la destruction des Juifs d'Europe. En réponse il reçut ce qui semble être le plan d'Antonescu qui était prêt à libérer quelques 60.000 Juifs moyennant finances. (...) Huit mois plus tard, le département d'Etat autorisait officiellement les organisations juives à effectuer des dépôts d'argent au crédit des responsables de l'Axe, dans des comptes bloqués en Suisse. (...) Une note remise à l'ambassade des Etats-Unis par le ministre britannique de la guerre économique s'inquiétait « des difficultés d'écouler un nombre de Juifs considérable » au cas où ils quitteraient l'Europe de l'Axe. L'effort de sauvetage tombait à l'eau.

Du 29 août au 2 septembre 1.943, la première session de l'American Jewish Conference qui avait été convoquée sept mois plus tôt se réunissait pour délibérer. La destruction des Juifs d'Europe ne figurait toujours pas à son ordre du jour. Lors de la réunion préliminaire, seuls deux points importants avaient été retenus : « Droits et statuts des Juifs dans le monde de l'après-guerre » et « Droits du peuple juif concernant la Palestine ». (...) A une occasion, le vice-président général de l'American Jewish Committee, Morris Waldman, dans une lettre au président du comité Proskauer, avait carrément écrit : « Rien n'arrêtera les nazis sauf leur destruction. Les Juifs d'Europe sont condamnés quoi que nous fassions. » Le secrétaire d'Etat Hull écrivait à Proskauer : « Comme vous l'indiquez, il existe une différence de point de vue considérable parmi les Juifs quant à la politique qui doit être poursuivie pour sauver et aider ce malheureux peuple et aucune initiative ne serait du goût de toutes les personnes intéressées par ce problème. » Le gouvernement américain disposait à présent d'une grande quantité d'informations. On avait obtenu des rapports décrivant Varsovie, Rawa-Ruska, Maïdanek et Treblinka. Mais le document le plus remarquable concernait Auschwitz. (...) « L'histoire, expliquait le rapport chiffré et détaillé, ne connaît pas d'équivalent d'une pareille destruction de la vie humaine. »

Au moment précis où l'OSS épluchait la description la plus détaillée d'Auschwitz qu'elle n'eût jamais eue entre les mains, deux jeunes Juifs slovaques, Rudolf Verba et Alfred Wetzler s'évadaient du camp et témoignaient longuement de ce qu'ils avaient vu devant le Conseil juif de Slovaquie de Zilina. Ces matériaux, après avoir été traduits en slovaque et dans d'autres langues, furent envoyés en Hongrie, en Palestine et en Suisse. (...) Le 4 août 1.944, un avion de reconnaissance allié apparut dans le ciel d'Auschwitz. (...) Ce vol était le premier d'une série de missions photographiques des services secrets lancée dans le but bien précis d'obtenir des renseignements sur les « Activités de IG-Farbenindustrie/Entreprises de fabrications d'huile et de caoutchouc synthétiques (...) Le bombardement d'Auschwitz III, avec des bombes d'une demi tonne, commença en août et se poursuivit à trois reprises en septembre et décembre. (...) Les quatre raids d'Auschwitz visaient tous une raffinerie d'huile et une usine de caoutchouc (et ne visaient pas à) interrompre les opérations de mise à mort. (...) Plusieurs groupes de Juifs de Bratislava et de Budapest demandèrent le bombardement des chambres à gaz d'Auschwitz et des voies ferrées conduisant au camp de la mort. Les messages, transmis par Jérusalem et par la Suisse, parvinrent aux gouvernements britannique et américain pendant la seconde moitié de juin. En Grande-Bretagne, ce furent Chaïm Weizmann (...) et Moshe Shertok (...) qui suggérèrent de bombarder Auschwitz lors d'une réunion qui se tint le 30 juin avec le sous-chef de cabinet des Affaires étrangères G.H. Hall. Ils exposèrent leur point de vue sans insister outre mesure. (...) Une note explicative juive, du 11 juillet, précisait que le bombardement des installations de mort « ne parviendrait probablement pas à sauver les victimes en quantité appréciable », mais qu'il constituerait un avertissement pour les Allemands. (...) Finalement, le 1^{er} septembre 1.944, Richard Law, ministre d'Etat au Foreign Office, envoyait une réponse officielle à Weizmann. (...) En raison des « très grandes difficultés techniques » présentées par l'opération, le Foreign Office n'avait « d'autre choix que de s'abstenir de mettre à exécution la proposition dans les circonstances présentes. »

Law déclara qu'il se rendait compte que cette décision allait constituer une « déception » pour Weizmann mais, ajoutait-il, « vous pouvez être pleinement assuré que cette affaire a été pleinement examinée. » (...) Un demi-million de Juifs furent tués à Auschwitz entre mai et novembre 1.944. (...) En avril 1.944, (...) Eichmann convoqua dans son bureau de l'Hôtel Majestic de Budapest un dirigeant du comité juif de sauvetage en Hongrie, Joel Brand (...) : « Vous voulez un million de Juifs ? (...) Un camion pour chaque centaine de Juifs. » (...) Le 7 juin 1944, Brand arrivait à Alep (avec la somme d'argent requise). (...) Brand (arrêté par les Anglais) fut conduit au Caire pour y être minutieusement interrogé par les services secrets anglais. Désormais, il était prisonnier. (...) Il n'y aurait pas de

négociation, de la même façon qu'il n'y aurait pas de bombardement. De 1.945 à 1.948, 250.000 Juifs étaient devenus des personnes déplacées. C'était l'Allemagne qui avait créé ces Juifs déplacés, mais le monde entier se chargea de prolonger leur déplacement pendant des années encore. ».

La presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme, et en fait essentiellement l'antisémitisme, constitue en quelque sorte le Grand Alibi de l'antifascisme : il est son drapeau favori et en même temps son dernier refuge dans la discussion. Qui résiste à l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires ? Qui ne s'incline devant les six millions de Juifs assassinés ? Qui ne frémit devant le sadisme des nazis ? Pourtant c'est là une des plus scandaleuses mystifications de l'antifascisme, et nous devons la démontrer. Une récente affiche du M.R.A.P. attribue au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs. Cette position, identique au « fascisme-facteur-de-guerre » des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le capitalisme lui-même la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la méchanceté des uns ou des autres.

On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces « idéalistes » passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologies.

C'est là la base même du marxisme, et pour se rendre compte à quel point nos prétendus marxistes l'ont renié il suffit de voir que chez eux tout est passé dans l'idée : le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme lui-même, ne sont plus que des états mentaux. Et du coup tous les maux dont souffre l'humanité sont dus à de méchants fauteurs : fauteurs de misère, fauteurs d'oppression, fauteurs de guerre, etc... Le marxisme a démontré qu'au contraire la misère, l'oppression, les guerres et les destructions, bien loin d'être des anomalies dues à des volontés délibérées et maléfiques, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Ceci s'applique en particulier aux guerres de l'époque impérialiste. Et il y a là un point que nous développerons un peu plus, à cause de l'importance qu'il représente pour notre sujet : c'est celui de la destruction. Lors même que nos bourgeois ou réformistes reconnaissent que les guerres impérialistes sont dues à des conflits d'intérêts, ils restent bien en deçà d'une compréhension du capitalisme. On le voit à leur incompréhension du sens de la destruction.

Pour eux, le but de la guerre est la Victoire, et les destructions d'hommes et d'installations faites chez l'adversaire ne sont que des moyens pour atteindre ce but. A tel point que des innocents prévoient des guerres faites à coup de somnifères ! Nous avons montré qu'au contraire la destruction était le but principal de la guerre. Les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres, ne sont-elles mêmes que la conséquence de la surproduction toujours croissante. La production capitaliste est en effet obligée de s'emballer à cause de la chute du taux du profit et la crise naît de la nécessité d'accroître sans cesse la production et de l'impossibilité d'écouler les produits. La guerre est la solution capitaliste de la crise ; la destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits permet à la production de redémarrer, et la destruction massive d'hommes remédie à la « surpopulation » périodique qui va de pair avec la surproduction. Il faut être un illuminé petit bourgeois pour croire que les conflits impérialistes pourraient se régler tout aussi bien à la belote ou autour d'une table ronde et que ces énormes destructions et la mort de dizaines de millions d'hommes ne sont dues qu'à l'obstination des uns, la méchanceté des autres et la cupidité des derniers. En 1.844, déjà, Marx reprochait aux économistes bourgeois de considérer la cupidité comme innée au lieu de l'expliquer, et montrait pourquoi les cupides étaient obligés d'être cupides. C'est aussi dès 1.844 que le marxisme a montré quelles étaient les causes de la « surpopulation ». « La demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme celle de n'importe quelle marchandise. Si l'offre dépasse largement la demande une partie des travailleurs tombe dans la mendicité ou meurt de faim. » écrit Marx.

Et Engels : « Il n'y a surpopulation que là où il y a trop de forces productives en général » et « nous avons vu que la propriété privée a fait de l'homme une marchandise dont la production et la destruction ne dépendait que de la demande, que la concurrence a égorgé et égorge ainsi chaque jour des millions d'hommes... ». La dernière guerre impérialiste, loin d'infirmer le marxisme et de justifier sa « remise à jour » a confirmé l'exactitude de nos explications. Il était nécessaire de rappeler ces points avant de nous occuper de l'extermination des Juifs. Celle-ci, en effet, a eu lieu non pas à un moment quelconque, mais en pleine crise et guerre impérialistes. C'est donc à l'intérieur de cette gigantesque entreprise de destruction qu'il faut l'expliquer. Le problème se trouve de ce fait éclairci ; nous n'avons plus à expliquer le « nihilisme destructeur » des nazis, mais pourquoi la destruction s'est concentrée en partie sur les Juifs. Sur ce point aussi, nazis et antifascistes sont d'accord : c'est le racisme, la haine des Juifs, c'est une « passion », libre et farouche, qui a causé la mort des Juifs.

Mais nous marxistes, savons qu'il n'y a pas de passion sociale libre, que rien n'est plus déterminé que

ces grands mouvements de haine collective. Nous allons voir que l'étude de l'antisémitisme de l'époque impérialiste ne fait qu'illustrer cette vérité. C'est à dessein que nous disons : l'antisémitisme de l'époque impérialiste, car si les idéalistes de tous poils, des nazis aux théoriciens « Juifs », considèrent que la haine des Juifs est la même dans tous les temps et en tous lieux, nous savons qu'il n'en est rien. L'antisémitisme de l'époque actuelle est totalement différent de celui de l'époque féodale. Nous ne pouvons développer ici l'histoire des Juifs, que le marxisme a entièrement expliquée. Nous savons pourquoi la société féodale a maintenu les Juifs comme tels ; nous savons que si les bourgeoisies fortes, celles qui ont pu faire tôt leur révolution politique (Angleterre, États-Unis, France), ont presque entièrement assimilé leurs Juifs, les bourgeoisies faibles n'ont pu le faire.

Nous n'avons pas à expliquer ici la survivance des « Juifs », mais l'antisémitisme de l'époque impérialiste. Et il ne sera pas difficile de l'expliquer si, au lieu de nous occuper de la nature des Juifs ou des antisémites, nous considérons leur place dans la société. Du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. Or cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital. C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est comme l'a dit Engels, « rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales, vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendument socialiste ».

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ébranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-28, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (États-Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et surmontèrent facilement la crise de « réadaptation de l'économie à la paix », le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petites et moyennes bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarianisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient même pas tomber dans le prolétariat, lui-même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise) : ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a « inventé » l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes.

À l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un « plan machiavélique » que « d'idées perverses » : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison a priori de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction. Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes : Italiens, Polonais ou autres « métèques », « bicots », nègres, etc... Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi : il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée. Et du coup elle est condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter : elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit : il est et sera la réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la « race », c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allemagne, les Juifs remplissaient les « conditions requises » et étaient seuls à les remplir : ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite-bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe. Il était en effet nécessaire que l'identification ne présentât pas de difficulté : il fallait pouvoir définir exactement qui serait détruit et qui serait épargné. De là ce décompte des grands-parents baptisés qui, en contradiction flagrante avec les théories de la race et du sang, suffirait à en démontrer l'incohérence. Mais il s'agissait bien de logique ! Le démocrate qui se contente de démontrer l'absurdité et l'ignominie du racisme passe comme d'habitude à côté de la question. Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. Bien sûr, pas de façon consciente, mais c'était cela le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnait la fermeture et le pillage des magasins Juifs.

On pourrait dire que le grand capital de son côté était ravi de l'aubaine : il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie ; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. Mais cette façon « personnalisée » de présenter le capital n'est qu'une mauvaise image : pas plus que la petite bourgeoisie, le capitalisme ne sait ce qu'il fait. Il subit la contrainte économique immédiate et

suit passivement les lignes de moindre résistance. Nous n'avons pas parlé du prolétariat allemand. C'est parce qu'il n'est pas intervenu directement dans cette affaire. Il avait été battu et, bien entendu, la liquidation des Juifs n'a pu être réalisée qu'après sa défaite. Mais les forces sociales qui ont conduit à cette liquidation existaient avant la défaite du prolétariat. Elle leur a seulement permis de se « réaliser » en laissant les mains libres au capitalisme. C'est alors qu'a commencé la liquidation économique des Juifs : expropriation sous toutes les formes, éviction des professions libérales, de l'administration, etc... Peu à peu, les Juifs étaient privés de tout moyen d'existence : ils vivaient sur les réserves qu'ils avaient pu sauver. Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en deux mots : Juden Raus ! Juifs, dehors ! On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, personne ailleurs ne voulait les laisser entrer.

Et ceci n'est pas étonnant, car personne ne pouvait les laisser entrer : il n'y avait pas un pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits bourgeois ruinés. Seule une faible partie de Juifs a pu partir. La plupart sont restés, malgré eux et malgré les nazis. Suspendus en l'air en quelque sorte. La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement, parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer entre ses mains le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe Centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves ; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe Centrale, bien que celui-ci fût plus complexe, un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit-bourgeois, dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici. En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie étaient rendues plus dures par la guerre ; les réserves des Juifs fondaient ; ils étaient condamnés à mourir de faim sous peu. En temps « normal », et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tout seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes : un tel « désordre » aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme organise leur mort. Il ne les a d'ailleurs pas tués tout de suite. Pour commencer, il les a retirés de la circulation, il les a regroupés, concentrés. Et il les a fait travailler en les sous-alimentant, c'est-à-dire en les surexploitant à mort. Tuer l'homme au travail est une vieille méthode du capital. Marx écrivait en 1.844 : « Pour être menée avec succès, la lutte industrielle exige de nombreuses armées qu'on peut concentrer en un point et décimer copieusement. » Il fallait bien que ces gens subviennent aux frais de leur vie, tant qu'ils vivaient, et à ceux de leur mort ensuite. Et qu'ils produisent de la plus-value aussi longtemps qu'ils en étaient capables. Car le capitalisme ne peut exécuter les hommes qu'il a condamnés, s'il ne retire du profit de cette mise-à-mort elle-même. Mais l'homme est coriace. Même réduits à l'état de squelettes, ceux-là ne crevaient pas assez vite. Il fallait massacrer ceux qui ne pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin parce que les avatars de la guerre rendaient leur force de travail inutilisable. Le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par humanitarisme, mais parce qu'il ne rapportait rien.

C'est ainsi qu'est née la mission de Joël Brand dont nous parlerons parce qu'elle met bien en lumière la responsabilité du capitalisme mondial. Joël Brand était un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois. Cette organisation cherchait à sauver des Juifs par tous les moyens : cachettes, émigration clandestine, et aussi corruption de S.S. Les S.S. du JudenKommando toléraient ces organisations qu'ils essayaient plus ou moins d'utiliser comme « auxiliaires » pour les opérations de ramassage et de tri. En avril 1.944, Joël Brand fut convoqué au Judenkommando de Budapest pour y rencontrer Eichmann, qui était le chef de la section juive des S.S. Et Eichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante : aller chez les Anglo-Américains pour négocier la vente d'un million de Juifs. Les S.S. demandaient en échange 10.000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100.00 Juifs dès réception de l'accord, pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse. Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande ! Non seulement les Juifs, mais les S.S. aussi, s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas, de ce million de Juifs ! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5.000, même pas pour rien. Nous ne pouvons entrer dans le détail des mésaventures de Joël Brand. Il partit par la Turquie et se débattit dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les Alliés refusaient de « prendre cette affaire au sérieux », faisaient tout pour l'étouffer et le discréditer.

Finalement Joël Brand rencontra au Caire Lord Moyne, ministre d'État Britannique pour le Proche-Orient. Il le supplie d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir : ça ferait toujours 100.000 vies sauvées : « - Et quel serait le nombre total ? Eichmann a parlé d'un million. Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferai-je de ce million de Juifs ? Où les mettrai-je ? Qui les accueillera ? Si la terre n'a plus de place pour nous, il ne nous reste plus qu'à nous laisser exterminer » dit Brand désespéré. Les S. S. ont été plus lents à comprendre : ils croyaient eux, aux idéaux de l'Occident ! Après l'échec de la mission de Joël Brand et au milieu des exterminations, ils essayèrent encore de vendre des Juifs au Joint versant même un « acompte » de 1.700 Juifs en Suisse. Mais à part eux personne ne tenait à conclure cette affaire. Joël Brand, lui, avait compris, ou presque. Il avait compris où en était la situation, mais pas pourquoi il en était ainsi. Ce n'est pas la terre qui n'avait plus de place, mais la société capitaliste. Et pour eux, non parce que Juifs, mais parce que rejetés du processus de production, inutiles à la production. Lord

Moyne fut assassiné par deux terroristes juifs, et J. Brand apprit plus tard qu'il avait souvent compati au destin tragique des Juifs. « Sa politique lui était dictée par l'administration inhumaine de Londres. » Mais Brand n'a pas compris que cette administration n'est que l'administration du capital et que c'est le capital qui est inhumain. Et le capital ne savait pas que faire de ces gens. Il n'a même pas su quoi faire des rares survivants, ces « personnes déplacées » qu'on ne savait où replacer. Les Juifs survivants ont réussi finalement à se faire une place.

Par la force, et en profitant de la conjoncture internationale, l'État d'Israël a été formé. Mais cela même n'a pu être possible qu'en « déplaçant » d'autres populations : des centaines de milliers de réfugiés arabes traînent depuis lors leur existence inutile (au capital !) dans les camps d'hébergement. Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort elle-même. Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant : voyez quels salauds sont ces Boches ! Comme nous avons raison de les combattre ! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain ! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme ; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45.000 Algériens (provocateurs fascistes !) tombaient sous les coups de la répression ; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée. En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des Juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ?

Non, au contraire : pour lui faire apprécier par contraste la vraie démocratie, le vrai progrès, le bien-être dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont indissolublement liées ! Les expériences des médecins S.S. doivent faire oublier que le capitalisme expérimente en grand les produits cancérigènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radioactivité des bombes « démocratiques ». Si on montre les abat-jours en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, la vie même de l'homme, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout.

Le commerce, et surtout le commerce de l'argent, était étranger au schéma fondamental de la société féodale, et rejeté sur des gens en dehors de cette société, généralement les Juifs. L'ostracisme qui les frappait traduisait la tentative du féodalisme de maintenir ces activités dont il ne pouvait déjà plus se passer en marge de la société. Mais le commerce et l'usure étaient les formes primaires du capital : la haine des Juifs exprimait de façon mystifiée et inadéquate la résistance que les classes de la société féodale, du paysan à l'hobereau en passant par l'artisan des guildes et le clergé, opposaient au développement irrésistible du mercantilisme qui dissolvait leur ordre social. Même après l'essor du capitalisme productif et de la grande industrie la tradition « populaire » petite-bourgeoise a souvent continué à identifier le Juif et le Capital.

LA BOURGEOISIE A VU DANS LA REVOLUTION RUSSE UN VASTE COMLOT JUIF.

Il y a eu des grands bourgeois juifs qui ont collaboré aux forces du fascisme. Prenons un exemple : Hippolyte Worms, banquier, et son associé Michel Goudchaux, tous deux juifs et tous deux capitalistes, tous deux pétainistes convaincus. Hyppolite déclarera : « Il y avait dans la banque Worms un seul aryen à 100% : Jacques Barnaud. » Cela n'empêchera pas cette banque d'être le bras financier de Pétain !

Autrefois, il faut se rappeler que la presse antisémite concentrait ses attaques sur quatre noms : Rothschild, David Weill, Louis Dreyfus et Worms. Les banques juives de France sont Lazard, Worms, Heine, Louis Dreyfus et Stern. Les administrateurs de banques juifs sont David Weill, Pereire, Fould, Bloch-Lainé, Mendelssohn, Michel Goudchaux, Georges Dreyfus, René Mayer, Marcel Bloch, futur Dassault.

Hippolyte Worms, né en 1.889, est le petit-fils du fondateur, prénommé également Hippolyte, de la société Worms spécialisée dans le fret maritime, la logistique et le commerce de gros. Il fonde les Services bancaires en 1.928 qui deviendront la banque Worms. Hippolyte Worms développe le groupe Worms dans les activités de construction navale dès 1.916, ainsi que dans les activités financières et d'investissement. Il joue un rôle majeur dans le paysage industriel français des années 1930. Malgré ses origines juives, il a été accusé de collaboration. Sous l'occupation, le directeur de la banque Worms est Gabriel Le Roy Ladurie. Bien que dénoncée comme juive, la banque prospère sous l'Occupation. De 1.938 à 1.944, les avoirs de la banque auraient été multipliés par trois. La Banque Worms était bien introduite au sein du régime de Vichy, avec notamment Jacques Barnaud (1.893-1.962), responsable

des relations économiques franco-allemandes, Jacques Guérard, président du Comité d'organisation des assurances, devenu secrétaire général du gouvernement en avril 1.942, Pierre Pucheu, employé de la banque et secrétaire d'État à l'Intérieur du gouvernement de Vichy de juillet 1.941 à avril 1.942 ou encore Gabriel Le Roy Ladurie, directeur de la banque de 1.940 à 1.944. Cette entente des cadres de la banque et de certains responsables de Vichy, partisans d'un gouvernement technocratique, avait été condamnée par des politiciens collaborationnistes, tels que Marcel Déat sous le terme de Synarchie. De 1.938 à 1.944, les avoirs de la banque auraient été multipliés par trois. L'influence très étendue de la banque Worms dans la collaboration économique industrielle et financière franco-allemande a commencé bien avant l'élection d'Hitler et s'est encore accrue ensuite avec le IIIe Reich.

Petit topo historique sur la banque qui avait un rôle pivot dans la synarchie française des années 30. La synarchie a financé des ligues fascistes puis des partis fascisants, et la banque Worms illustre parfaitement cette atmosphère de l'entre-deux-guerres, quand le capital, appelons un chat un chat, a tenté - dès les années 20 - de renverser la République avant de se rabattre sur Hitler et autres Franco, Pétain, Mussolini ou Salazar. La banque WORMS est emblématique de ce qu'on appelle la synarchie des années 20-30. La synarchie a notamment instrumentalisé les ligues fascistes et des partis d'extrême droite des années 30 (comme le Parti populaire français, PPF), qui ont tenté au moins quatre coups d'Etat fascistes en France, comme le 6 février 1.934. La synarchie, c'étaient une douzaine de gros banquiers et industriels français, résolus à peser de tout leur poids sur le gouvernement de la France.

En Angleterre, Italie, Espagne ou dans le Reich, on retrouvait le même processus, toujours piloté par des banques internationales et par les banques centrales. Rappelons que les banques centrales appartiennent à des actionnaires privés. Par exemple, en France on parlait des « 200 familles », ou du « mur de l'argent » (dixit Blum), pour évoquer le pouvoir de la Banque de France. Vichy et l'emblématique Laval étaient l'incarnation de la politique synarque en France. L'intérêt principal d'une dictature fasciste, pour ces banquiers et industriels, était que les mouvements sociaux y sont tués dans l'œuf. Ensuite, cela leur permettait de contrôler de très près les gouvernements, via des prêts concédés aux Etats. Si les gouvernements ne suivaient pas les recommandations de la synarchie, eh bien ils étaient renversés, on arrêtait les prêts et la situation devenait vite impossible (c'est ce qui est arrivé à Blum, entre autres).

En Allemagne, la synarchie a financé le parti nazi depuis le début des années 30, afin de faire monter Hitler jusqu'où l'on sait. En Angleterre, une partie des élites (Synarques) comme Lloyd Georges ou lord Halifax (ministre des Affaires étrangères de 1.937 à 1.941), voulaient trouver des arrangements avec Hitler, Franco, Mussolini, Salazar (Portugal) mais aussi Vichy. On reviendra sur les manipulations qui ont conduit à la défaite française face au Reich.

Les banques comme Rothschild, Lazard, la banque d'Indochine ou la banque Worms ont donc financé de nombreux groupuscules fascisants dans l'entre-deux-guerres. En 1.938, le PPF de Doriot appelle ainsi à s'unir avec le Reich, contre l'URSS. Revenons à la Banque Worms. Créée à la fin de la Première Guerre mondiale par Hippolyte Worms et le gouvernement français afin de financer l'effort de guerre, il s'agit en fait d'un conglomérat d'industries (dont la Lyonnaise des eaux, Saint Gobain, Air France...). Certains des membres de ce conglomérat sont ensuite présents dans le gouvernement de Vichy. Le président de la banque Worms, Gabriel Leroy-Ladurie, prend contact avec l'ancien du PCF, Jacques Doriot, en 1.936. Le Front populaire vient de remporter les élections, et l'heure est grave pour les banquiers et industriels français. Ils décident de créer un parti d'extrême droite, financé par le patronat, le Parti populaire français. Antisémite et antibolchévique, il prône la « révolution nationale ». Pacifiste afin de mieux laisser le Reich imposer sa loi, le PPF perd rapidement son prestige, ainsi que le financement du patronat. A l'origine, il regroupait d'anciens communistes et des membres des ligues fascistes interdites, comme Solidarité française (photo du haut), Action française ou les Jeunesses patriotes. Ensuite, la synarchie se repose sur la Cagoule, une sorte de regroupement de membres des anciennes ligues, et mise sur le duo Pétain-Laval jusqu'en 1.941-1.942, quand le vent commence à tourner avec l'entrée en guerre des Etats-Unis. Mais nous y reviendrons. Après cela, la synarchie se rabat sur Darlan, qui devient le n°2 du gouvernement de Vichy, successeur attendu de Pétain, avant d'être - fort opportunément - assassiné en décembre 1.942. Pendant son passage à Vichy, il a fait rentrer toute une clique de la banque Worms dans le gouvernement.

On retrouve ainsi Pierre Pucheu, directeur de plusieurs sociétés du groupe Worms, dont l'usine Japy, qui a également financé des ligues fascistes. Pucheu s'est retrouvé secrétaire d'Etat à la Production industrielle puis à l'Intérieur à Vichy. Il a été le délégué à Vichy de Worms et du Comité des Forges, le puissant lobbie patronal des industries métallurgiques et sidérurgiques, la famille Wendel, de laquelle est issu le baron Ernest Antoine Seillière, ex chef du Medef et chef aussi du fonds d'investissement Wendel, y était très importante. Ancien membre du PPF, Pucheu a été la courroie de transmission des financements du groupe Worms et de la synarchie en général vers le PPF. Il a été l'un des seuls patrons collaborationnistes fusillés, en 1.944.

A Vichy, on retrouve encore Jacques Barnaud, l'un des trois directeurs généraux de la banque Worms, au poste officiel de délégué général aux Relations économiques franco-allemandes jusqu'en décembre 1.942. Mais officieusement il semble qu'il assumait les fonctions d'autres membres du gouvernement comme par exemple celles

de René Belin au Travail. Accusé de collaborationnisme, il a bénéficié d'un non-lieu en 1.949, et rejoint la banque Worms à la demande d'Hippolyte Worms (le petit-fils du fondateur). Barnaud avait aussi créé la revue Nouveaux Cahiers à la fin des années 30. Celle-ci préconisait une collaboration économique soutenue avec le Reich. D'autres Synarques notoires et collaborationnistes y ont participé, comme Georges Albertini ou Boris Souvarine.

Nous avons aussi François Lehideux (gendre de Louis Renault, il devient directeur général des usines Renault à partir de 1.934), qui a été secrétaire d'Etat à la Production industrielle en 41-42. Emprisonné à la Libération pour actes de collaboration, il bénéficie lui aussi d'un non-lieu en 1.949. Le groupe Renault faisait également partie du conglomérat de la banque Worms.

Un autre personnage, que j'ai déjà cité parmi les collaborateurs de la revue Nouveaux Cahiers, est un dénommé Georges Albertini, ancien dirigeant de la SFIO jusqu'en 1.939, passé au Rassemblement national populaire de Marcel Déat, rassemblement antisémite, collaborationniste et raciste duquel il était le n°2. Albertini était surtout « conseiller technique permanent » de la direction du groupe Worms depuis le début de la guerre, il rejoint Hippolyte Worms à Fresnes mais aussi après avoir été libéré. Il a été emprisonné pour intelligence avec l'ennemi, relâché en 1.948 et amnistié en 1.951 pour prendre en charge différentes revues subventionnées par le patronat et y faire de la propagande anticommuniste. Parmi ces revues, citons le Bulletin d'études et d'informations politiques internationales (BEIPI), « commandité par le patronat » français (selon une note des renseignements américains), positionné à l'extrême droite et très axé sur la propagande anticommuniste. Il est aussi parmi les fondateurs de l'Institut d'histoire sociale (IHS) en 1.954, financé uniquement par la CIA comme le Sénat US le révèle en 1.967, et foncièrement antibolchévique. Après la mort de Worms en 1.952, Albertini était toujours rémunéré par le groupe. Albertini est resté dans la sphère politique jusqu'à sa mort en 1.983, très sollicité par certains membres de la droite comme Pompidou, Alain Madelin ou Marie-France Garaud. Sous le gouvernement de Vichy, il a été directeur général du cabinet de Déat au Travail et à la Solidarité nationale. Pendant l'Occupation il a été l'un des membres éminents, à l'instar de Marcel Déat, d'un certain Cercle européen auto qualifié de « centre de collaboration économique européenne », un groupe fasciste et intrinsèquement antisémite dont Louis Ferdinand Céline aurait également été membre, et c'est pour cela qu'il a été arrêté en 1.944.

Une note des services secrets US, le COI futur OSS remplacée par la CIA, citée par l'historienne Annie Lacroix Riz qui a eu le courage, disons-le, de faire des recherches au sujet de la synarchie des années 20-30 et de les publier, dit que les hommes de Worms à Vichy utilisent leur poste pour « collaborer pleinement avec les Allemands ». La note, datée de 1.942, dit ceci : « On peut s'attendre à ce que les membres de ce groupe cherchent leur propre protection en cas de victoire alliée ou allemande, et mettent leurs importantes relations internationales au service du vainqueur, quel qu'il soit. Ils oeuvreront à une paix négociée impliquant une réorganisation de l'Europe sur des bases libérales et qui les laisserait jouir de leur autorité financière, industrielle et politique. »

On pourrait continuer longtemps à énumérer les imbrications entre une certaine catégorie d'industriels et banquiers français, et la collaboration, politique et économique. Le cas de la banque Worms, bien que symptomatique, est loin d'être isolé, mais il est intéressant pour aborder la période de manière un peu réaliste, pour une fois. D'ailleurs, le grand nombre de banques nationalisées après la Libération (Crédit Lyonnais, Société Générale, BNCI, Paribas, Crédit industriel et commercial...) prouve que la collaboration économique était plus que banale pendant l'« Occupation », et les SS eux-mêmes ont dit que sans l'aide des banquiers et industriels français, il leur aurait été bien plus difficile de mettre la main sur l'économie du pays.

IL Y A EU AUSSI DES ORGANISATIONS JUIVES QUI ONT COLLABORE...

Après l'occupation de Paris, en juin 1.940, le consistoire se replie sur Lyon, laissant à Paris l'**ACIP, Association consistoriale des israélites de Paris**. Dès août 1.940, l'ACIP est sollicitée par Theodor Dannecker, le représentant de la SD (branche de la Gestapo) à Paris pour se déclarer représentante officielle de la judéité française. Les attributions du Consistoire se limitant au seul culte, l'ACIP commence par se récuser mais accepte sous la pression allemande de constituer en janvier 1.941 un Comité de coordination (CC) qui comprend, en plus de comité de bienfaisance de l'ACIP des représentants de la rue Amelot et de l'OSE. Dans les mois qui suivent sa création, le comité reste sous la direction prépondérante des hommes de l'ACIP, mais en mars, Dannecker avait imposé Israël Israëlowicz et Wilhelm Biberstein, venus de Vienne pour être ses « hommes de liaison et de contrôle personnels ». L'OSE porte secours aux enfants est une association destinée au secours des enfants et à l'assistance médicale aux Juifs persécutés. Elle a secouru plusieurs milliers d'enfants juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

André Baur, neveu du grand rabbin Julien Weill devient secrétaire général du Comité. A partir de juillet 1.941, de fortes tensions apparaissent entre le Comité et les populations immigrées : le 20 juillet pour faire face à une manifestation de 500 femmes d'internés, owicz demande la protection de Dannecker. Le Comité réussit à obtenir la libération d'un certain nombre d'internés, mais les immigrés s'éloignent de plus en plus du Comité. En août 1.941,

Dannecker exige 6.000 Juifs pour des « travaux agricoles » dans les Ardennes. Le Comité demande alors des volontaires exclusivement parmi les immigrés. Les volontaires sont peu nombreux et comme mesure de rétorsion, les Allemands organisent une rafle de 3.200 Juifs étrangers et 1.000 Juifs français qui sont internés à Drancy. Fin août, l'ACIP adhère officiellement au Comité. Rajsfus écrit :

« Les représentants les plus éminents de la bourgeoisie juive française ne se font jamais faute de se poser en maître à penser, particulièrement lorsqu'il s'agit de montrer le droit chemin à la jeunesse. Les porte-parole de l'establishment espèrent que les enfants d'immigrés, nés en France, ou encore suffisamment jeunes pour s'adapter, deviendront de bons citoyens soumis et dociles. Ainsi, le 20 décembre 1936, six mois après les grandes grèves de juin, l'un des dirigeants de l'Ecole du travail (ORT) s'adresse en ces termes aux élèves : « ... Jeunes ouvriers, vous entrez dans un milieu agité par des remous divers, où règne une effervescence souvent dangereuse. Votre devoir est de n'en rien connaître, de suivre droit votre chemin, de travailler de votre mieux en vous disant que votre avenir tient dans votre volonté et votre probité, plus que dans les cahiers de revendications. C'est à l'atelier et non dans les cortèges politiques que je veux voir les anciens de l'Ecole du travail... » L'Univers Israélite, 15 janvier 1937.

De telles prises de position éclairent d'un jour cru les intentions des Juifs français vis-à-vis de leurs « coreligionnaires » venus de l'Europe centrale. Les fils de ces grands bourgeois ne fréquentent pas l'Ecole du travail. Juifs ou pas les jeunes doivent donc apprendre très tôt que durant leur existence, il y aura toujours les patrons et les ouvriers et qu'il ne faut pas oublier cette différence sociale. Cela va tellement loin que les porte-parole les plus voyants des Juifs français, dirigeants du Consistoire, rabbins même, ne manquent pas de s'afficher avec les hommes d'ordre de l'époque et, particulièrement, les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque.

Jusqu'en 1936, on invitera ces fascistes à participer aux offices patriotiques à la synagogue de la rue de la Victoire. Il ne s'agit pas là de rencontres de circonstance et l'on verra des anciens combattants juifs participer à l'émeute fasciste du 6 février 1934. D'ailleurs, c'est avec la bénédiction du président du Consistoire de Paris, Robert de Rothschild, que sera créée, en juin 1934, l'Union patriotique des Français israélites qui ne cachera jamais ses objectifs et, particulièrement, coller à la droite française pour que les Juifs français ne puissent pas être accusés d'être moins nationalistes que les autres citoyens. Pour mieux conjurer l'antisémitisme renaissant en France, on va donc s'allier à l'extrême droite. Plusieurs représentants de la communauté juive française de Paris seront parmi les dirigeants de la section parisienne des Croix-de-Feu. Assistant à une réunion des Croix-de-Feu de Paris, le rabbin Jacob Kaplan, de la synagogue de la rue de la Victoire, ira jusqu'à déclarer : « ... Sans avoir l'honneur d'être inscrit à votre association, je ne puis m'empêcher de me considérer comme l'un des vôtres... ». Bien entendu, il n'est pas question de généraliser mais ces quelques exemples prouvent au moins que les représentants de la bourgeoisie juive française ne trahissent pas leur classe. Bien au contraire, pourrait-on dire. Il va sans dire, pourtant, que cet alignement sur les éléments purs et durs de la droite française est surtout le fait de certains porte-parole officiels. Nombreux également étaient les bourgeois juifs français qui se trouvaient dans le sillage du Parti radical-socialiste d'Edouard Herriot. Très vite, les nazis, en accord avec les hommes de Vichy, comprendront qu'il convient de réaliser « un Judenrat à la française ». Xavier Vallat, Commissaire général aux Questions juives, sera chargé de trouver les hommes et les femmes adéquats et il les trouvera. Sans trop de difficultés. Les protagonistes de cette tragédie, qui n'avaient pas encore réalisé qu'ils étaient embarqués sur le même radeau que la plupart des Juifs résidant en France, devaient prendre leur rôle au sérieux. Tous estimaient sans doute qu'ils étaient les représentants naturels de ceux qu'ils appelaient leurs coreligionnaires. Tous ces notables, presque tous français de vieille souche, étaient étroitement liés au Consistoire israélite. Tous très pratiquants.

On peut dire qu'à des degrés divers, tant en zone nord qu'en zone sud, les dirigeants de l'UGIF qui est l'ancêtre du CRIF ont été, au début de l'occupation nazie, un parfait échantillon au sens statistique du terme de la bourgeoisie juive française. Leur attitude parfois proche de la « coopération » avec les nazis et presque toujours en conformité de vue avec le gouvernement de Vichy peut paraître étonnante avec le recul des années. Pourtant, ces grands bourgeois représentaient à n'en pas douter les intérêts d'une caste qui, à aucun moment, n'a pu admettre qu'elle se faisait berner et qu'il lui faudrait partager le sort commun des Juifs immigrés qui leur étaient parfaitement étrangers. L'Union générale des israélites de France, UGIF, est un organisme créé par une loi française du 29 novembre 1941 à la suite d'une demande allemande, puis deviendra en 1944, le CRIF Conseil représentatif des institutions juives de France.

Le président du Consistoire central, Jacques Helbronner, ancien membre de l'Etat-major de Pétain à Verdun, raisonne également de la même manière, tout comme Raymond-Raoul Lambert (futur patron de l'UGIF en zone sud) ancien secrétaire de Clemenceau. Ils sont tous du meilleur monde et tiennent à le rappeler mais cette insistance constante sur leur ancienne appartenance au sérail ne sera jamais pour eux un gage de sécurité. A la limite, ils ne sont plus que des témoins gênants dont il conviendra de se débarrasser le moment venu même quand ils auront clamé bien fort leur admiration au chef bien-aimé et leur attachement au nouveau régime instauré à Vichy. Le 8 décembre 1941, alors qu'il n'y a plus d'illusion à se faire sur la docilité de Vichy envers les nazis, Jacques Helbronner

écrit à Pétain : « ... Monsieur le Maréchal, je vous en supplie, arrêtez cette campagne de haine : elle est affreuse, elle augmente injustement les souffrances des Français qui pleurent avec vous les malheurs de la patrie. Ces hommes croient en Dieu, en sa justice éternelle... Croyez, Monsieur le Maréchal à mon dévouement fidèle et à ma persistante et respectueuse affection... »

Des Juifs dans la Collaboration, ouvrage de Maurice Rajfsus, démontre que de nombreux juifs ont participé activement à la déportation de leurs coreligionnaires pendant la guerre et rend caduque l'argument, dominant aujourd'hui, selon lequel l'État français est seul responsable de la déportation des juifs. Cette distinction entre d'un côté les juifs de France, et de l'autre l'État français, donc les Français non-juifs, distinction créée par Jacques Chirac le 16 juillet 1995 au Vel d'Hiv, n'a donc pas lieu d'être. Elle se révèle être ce qu'elle est : une nouvelle discrimination raciale, 50 ans après les faits, dans ce même Vélodrome d'Hiver. Avec, faut-il l'ajouter, l'assentiment officiel des représentants de la communauté juive, comme en 1942. Aussi insupportable que cela puisse paraître, l'UGIF, ancêtre du CRIF, les juifs de France n'étaient pas représentés à l'échelon national auparavant, mis en place par Pétain et les nazis, l'UGIF était en relation directe avec la Gestapo, aidé à constituer des listes de juifs à rafler et à déporter. Maurice Rajfsus témoigne autant qu'il relate les faits. Dans la préface, Pierre Vidal-Naquet explique très clairement que c'est parce qu'aucun historien, lui le premier, n'a pas voulu réaliser ce travail qu'un journaliste ne devait pas l'entreprendre. Le livre, qui propose une somme impressionnante de documents d'archives, de témoignages et d'analyses, n'a jamais été réédité depuis 1980. **CRIF** : Conseil représentatif des Institutions juives de France.

Il n'a jamais été débattu dans les médias, par les politiques ou par la communauté juive, et depuis qu'une bombe a explosé chez l'éditeur EDI, l'auteur n'a plus jamais parlé de ce livre. Seuls quelques exemplaires sont encore disponibles à l'achat. J'ai dû déboursier la somme de 67 euros pour acquérir cet exemplaire. Cette situation est-elle normale pour un livre d'une telle valeur historique ? Notons par ailleurs qu'au moins deux autres livres sont sortis depuis sur la question, l'un en France en 2003, l'autre aux USA en 1987, le New York Times en a fait état. Aucun média français n'a jugé utile de chroniquer ces deux publications. Maurice Rajfsus développe dans son livre une analyse marxiste : à ses yeux, ce sont des juifs bourgeois qui ont aidé à faire déporter des juifs pauvres. La plupart des membres de l'UGIF, pour ne pas dire la quasi-totalité, étaient en effet des notables. Son analyse ne résiste cependant pas aux faits, car de nombreux notables juifs ont également été déportés. Sans doute Rajfsus cherchait-il à éviter toute accusation en antisémitisme, même si ce marxisme dogmatique pouvait aussi correspondre à son idéologie et, dans une large mesure, à celle de Vidal-Naquet. **En fait, la distinction est plutôt à faire entre juifs français et juifs étrangers, les responsables de l'UGIF étant tous français et ayant sacrifié les juifs étrangers pour protéger les juifs français.** **UGIF** : Union générale des israélites de France.

Ce livre lève le véritable tabou qui pèse sur la participation des organisations juives de France à la déportation. L'Histoire n'a pas d'idéologie. Elle se doit d'être une science au service de la vérité, et non une vérité d'État au service d'une dictature intellectuelle. Ce tabou devrait être levé, et ne peut être levé que par les premiers concernés, à savoir le CRIF. Le CRIF compte en effet dans ses rangs, au plus haut niveau depuis de nombreuses années, et encore aujourd'hui, une personnalité qui avait accepté la carte de l'UGIF pour être couvert par cette institution qu'il réprouvait par ailleurs. Il s'agit d'Henri Bulawko, successivement membre du comité directeur du CRIF, puis vice-président du CRIF et enfin président d'honneur du CRIF. François Mitterrand a reçu la francisque des mains même de Pétain, un fait qui lui a été reproché quand l'information a été rendue publique par Pierre Péan.

Dans le même temps, il n'y eut aucune polémique vis-à-vis de M. Bulawko, ni vis-à-vis du CRIF qui préfère mettre en avant sa création en 1943 par des groupes de résistants juifs, ce qui est tout à fait vrai aussi. Il y eut des activités de résistance au sein même de l'UGIF, de même qu'il y en avait à Vichy. Cela n'empêche pas une organisation juive comme Akadem d'écrire ceci : « On peut cependant reprocher, aux dirigeants de l'UGIF, un aveuglement quant à la réalité de la Shoah et de n'avoir pas appelé les Juifs à se défendre et à se cacher. La plus grande tâche de l'histoire de l'Union est constituée par les maisons d'enfants qui n'ont pas été dispersées à temps, et qui ont été raflées en juillet 1944 ». M. Bulawko a pu gravir tous les échelons du CRIF, jusqu'à en devenir le président d'honneur, alors qu'il avait accepté la carte d'un organisme qui a aidé à identifier puis à déporter les juifs de France, sans que cela ne dérange personne, ni au CRIF, ni dans les médias, ni parmi les politiques. Sous l'impulsion de François Mitterrand, ceux-ci ont préféré accepter de participer, année après année, au dîner annuel du CRIF.

Pourquoi la France a-t-elle dû autant se repentir devant les représentants de la communauté juive, alors que les anciens membres de l'UGIF qui, rappelons-le, cherchaient à éviter d'être déportés n'ont jamais eu à répondre devant aucune autorité, ni judiciaire, ni politique, et encore moins médiatique ou communautaire ? «Après la Libération, l'affaire sera étouffée et le procès public évité. Un jury d'honneur sera pourtant constitué, mais il se réunira à huis clos et ses conclusions ne seront jamais connues.» peut-on lire sur la 4^e de couverture du livre de Maurice Rajfsus. Ajoutons que ce jury était présidé par Léon Meiss, président du CRIF.

Serge Klarsfeld, Simon Wiesenthal, Élie Wiesel et un grand nombre d'organisations juives dont le Congrès juif mondial, dirigé par Edgar Bronfman, et, en France, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) (...), cette Épuration suscite encore aujourd'hui de nombreuses procédures judiciaires à l'encontre d'individus réputés avoir commis des « crimes contre l'humanité », c'est-à-dire, pour parler clairement, des crimes contre les juifs. (...) Les pays les plus concernés par ce type d'affaires sont les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre, l'Écosse et l'Australie. La chasse aux « collabos », comme on appelle ceux qui ont collaboré avec l'Allemagne nationale-socialiste, reste ouverte mais la chasse aux « collabos » juifs, la chasse aux « juifs bruns » reste obstinément fermée. Il reste que, dans leur volonté de chercher partout des suspects à traduire devant les tribunaux, les justiciers juifs s'abstiennent de mettre en cause ce que Maurice Rajsfus a pu appeler « une véritable internationale juive de la collaboration nécessaire, selon les Conseils juifs, avec les nazis ».

A l'exemple de Philippe Pétain et de Pierre Laval, beaucoup de responsables juifs ont collaboré par nécessité. La France avait, avec l'Angleterre, pris l'initiative d'entrer en guerre contre l'Allemagne ; l'Allemagne nous avait d'abord vaincus puis, deux ans plus tard, elle appelait tous les Européens à la croisade contre le communisme international qui, il faut bien le reconnaître, était largement d'inspiration juive. La signature d'une convention d'armistice, la nécessité de survivre, la pensée lancinante des Français retenus prisonniers en Allemagne, la lutte contre le communisme et ses méthodes terroristes, toutes ces raisons et quelques autres encore conduisaient Pétain et Laval à pratiquer une politique faite de constantes tractations avec plus fort que soi. De son côté, l'Union générale des israélites de France (UGIF) cherchait, elle aussi, à composer avec les Allemands. Pendant l'été 1.944, alors que se poursuivaient les exécutions sommaires des « collabos », commença la saison des juges, avec une justice à plusieurs vitesses : rapide pour la collaboration politique, lente pour la collaboration économique, nulle pour la collaboration juive. Pendant qu'une justice expéditive permettait de fusiller notamment des écrivains et qu'une justice selon les normes prenait tout son temps pour examiner le dossier des constructeurs du mur de l'Atlantique, de Gaulle et les communistes toléraient qu'à de rarissimes exceptions près les juifs se jugent entre eux pour faits de collaboration. Des « tribunaux d'honneur » étaient constitués pour juger et finalement acquitter tous les juifs. Dans ces tribunaux figuraient des juifs qui avaient passé toute la guerre aux États-Unis ou en Suisse.

L'AFFAIRE DE L'UGIF.--UNION GENERALE DES ISRAËLITES DE FRANCE.

L'Union générale des israélites de France (UGIF) fut fondée le 29 novembre 1.941. L'UGIF-Nord commença à fonctionner en janvier 1.942 et l'UGIF-Sud en mai 1.942. Les responsables les plus connus en furent André Baur, Georges Edinger, Raymond Geissmann, Gaston Kahn, Raymond-Raoul Lambert, Albert Lévy et Marcel Stora. Elle fut en rapports constants avec la « Gestapo », c'est-à-dire, en fait, avec le Service de sûreté allemand, notamment Theodor Dannecker et Aloïs Brunner, et avec le Commissariat général aux questions juives établi par le gouvernement du maréchal Pétain avec, pour responsables successifs, notamment Xavier Vallat et Louis Darquier de Pellepoix.

En 1.943, certains responsables de l'UGIF furent internés à Drancy pour diverses raisons, puis déportés et ne revinrent pas de déportation mais d'autres exercèrent leurs responsabilités jusqu'à la dissolution de l'UGIF en septembre 1.944, après le départ des Allemands de Paris. En août 1.944, Georges Edinger fut interné quelques jours à Drancy comme suspect de collaboration puis relâché. On pouvait – et on peut encore – reprocher à l'UGIF d'avoir contrôlé la population juive de France pour le compte des Allemands, d'avoir incité les juifs à l'obéissance aux lois allemandes et de Vichy, d'avoir coopéré à la préparation des rafles sans en prévenir les intéressés et d'avoir, en particulier, aidé les Allemands à se saisir des enfants juifs qui étaient hébergés dans des homes placés sous son contrôle, ce fut le cas, par exemple, pour les enfants d'Izieu.

A la date du 9 février 1.943, l'effectif de l'UGIF-Nord comptait, à elle seule, neuf cent dix-neuf employés ; parmi les diverses catégories de personnel appointées en zone nord se trouvaient... vingt huissiers. En 1.942, l'UGIF possédait des bureaux en quatorze villes de la zone nord, dont Paris, et en vingt-sept villes de la zone sud, dont Vichy. Il fallait également compter, à Paris et en banlieue, quelques dizaines d'établissements à caractère social, cantines, ouvriers, dispensaires, écoles, patronages, etc.... et, en zone sud, de nombreux homes d'enfants et des fermes-écoles, particulièrement dans la Creuse.

Les fonds, considérables, provenaient, pour la zone nord, principalement des biens confisqués aux juifs par les autorités allemandes ou françaises et, pour la zone sud, principalement de l'argent distribué, en pleine guerre, par le fameux American Jewish Joint Distribution Committee. Plus connu sous le nom de « Joint » (Joseph Schwartz à Lisbonne et Saly Mayer à Berne), ce comité distribua, pendant toute la guerre, avec l'assentiment des Allemands, de considérables sommes d'argent aux juifs, y compris aux juifs de Berlin en 1.944 et il envoya des colis aussi bien dans des camps de concentration que dans des ghettos. Le « Joint » avait été fondé en 1.914 par le banquier Felix Warburg. **L'UGIF, Union générale des israélites de France**, reçut également des subsides de l'État français et bénéficia de l'aide du syndicat des banques françaises. Ce fut le cas, par exemple, à la suite d'une sanction financière d'un milliard de francs imposée par les Allemands à cause d'une série de graves attentats perpétrés contre des membres

de la Wehrmacht : l'UGIF obtint un prêt qui lui permit de ne pas taxer les juifs et de ne pas recourir à son propre argent ; en fin de compte, elle ne versa aux Allemands que le quart du prêt et conserva par devers elle le reste de l'argent. Après la Libération, l'affaire de l'UGIF sera étouffée et le procès public évité. Un jury d'honneur se réunira sous la présidence de Léon Meiss, président du CRIF. Il acquittera les accusés en première instance et en appel. Les pièces du procès n'ont jamais été publiées. Personne ne sait ce que sont devenus les sept cent cinquante mille francs que s'est appropriés l'UGIF : le CRIF se les est-il, à son tour, appropriés ?

L'AFFAIRE DU CONSISTOIRE CENTRAL.

Le Consistoire central des israélites de France, fondé en 1.808, quitta Paris pour Lyon en 1.940. Il refusa d'abord toute représentation au sein de l'UGIF et voulut sauvegarder son indépendance et la maîtrise de ses propres fonds. Il conserva des liens privilégiés avec l'Aumônerie générale israélite et le grand rabbinat. Son président, Jacques Helbronner, entretint des rapports suivis avec le maréchal Pétain qu'il rencontra à vingt-sept reprises et en qui il voyait le « père de la patrie ». Il fut arrêté par les Allemands le 19 octobre 1.943 pour des raisons obscures ; il fut déporté et ne revint pas de déportation. Son successeur fut Léon Meiss (1.896-1.966) qui fonda le CRIF en 1.944. Le Consistoire multiplia, bien sûr, interventions et protestations en faveur des juifs mais tint jusqu'au bout à observer une attitude légaliste qui, à bien des Français non juifs, devait valoir, pour « collaboration avec l'ennemi », l'exécution sommaire, la potence ou la prison. On lui attribue parfois une protestation datée du 25 août 1.942 mais ce texte, que publie S. Klarsfeld dans son Mémorial de la déportation des juifs de France, d'après des documents du Centre de documentation juive contemporaine CDJC de Paris, est hautement suspect ; il ne porte, en particulier, ni en-tête, ni signature ; il s'agit d'un texte dactylographié anonyme et manifestement incomplet.

Les archives du Consistoire central sont actuellement soustraites à la communication pour la période postérieure à 1.937. Il faudrait, semble-t-il, attendre l'an 2.037 pour les voir ouvrir aux chercheurs. Elles ont été déposées aux Archives des Hauts-de-Seine, à Nanterre avec peut-être, une copie à l'Université hébraïque de Jérusalem. Maurice Moch, archiviste du Consistoire central, aurait écrit un ouvrage sur le Consistoire central pendant les années 1.939-1.944 mais ce texte, truffé de documents, nous dit-on, n'a pu encore voir le jour.

L'AFFAIRE DE DRANCY.

En 1.939, le gouvernement Daladier avait ouvert cent quatre camps d'internement en France pour les civils allemands, y compris au stade Yves-du-Manoir à Colombes et au stade Roland-Garros. Au Vel' d'hiv', douze mille femmes allemandes et autrichiennes étaient internées. En août 1.944, des milliers de Français suspects de collaboration allaient à leur tour être conduits au Vel' d'hiv' – dans des conditions, parfois, de grande violence. Les photographies, bien connues, de « juifs parqués au Vel' d'hiv' » sont d'ailleurs en réalité des photographies de « collabos », prises par l'AFP ou l'agence Keystone en août 1.944. Il en va ainsi de toutes les guerres : les Ressortissants d'une puissance belligérante hostile sont internés et l'ennemi réel ou potentiel est « neutralisé » en attendant d'être expulsé, jugé ou relâché. Les bâtiments de Drancy avaient été prévus, avant la guerre, pour être occupés par des gendarmes et leurs familles ; après la Libération, ils allaient servir à l'internement de prisonniers allemands ou de « collabos ». Entre-temps, de 1.941 à 1.944, Drancy avait servi de camp de transfert pour la déportation des juifs de France vers l'Est. Parmi les soixante-sept mille juifs ainsi déportés, seuls huit mille cinq cents ont été des Français de souche et, parmi ces derniers, figuraient des « sujets français », c'est-à-dire des juifs d'Algérie et des « protégés français » les juifs du Maroc ou de Tunisie. On doit ces précisions à Maurice Rajsfus dont le livre sur Drancy, un camp de concentration très ordinaire 1.941-1.944 développe la thèse selon laquelle les juifs ont une large part de responsabilité dans l'internement de leurs coreligionnaires à Drancy, dans l'organisation et le fonctionnement du camp et dans la préparation des convois de déportés. L'auteur reproche avec raison à Georges Wellers et surtout à Serge Klarsfeld d'avoir soit atténué, soit gommé des réalités déplaisantes pour la réputation des juifs.

Progressivement, les juifs élimineront les autorités françaises et s'empareront des leviers de commande du camp de Drancy ; ils traiteront directement avec les AA (autorités allemandes) et il s'ensuivra une étonnante collaboration dont Aloïs Brunner, en particulier, ne pourra que se féliciter.

Drancy comptera successivement sept commandants juifs : le tricoteur Asken qui sera libéré en novembre 1.942 avec les grands malades ; Max Blanor ; François Montel ; Georges Kohn, de mai 1.942 à juin 1.943 ; Robert Félix Blum ; Georges Schmidt ; Oscar Reich et Emmanuel Langberg. Le Bureau des effectifs est juif ; il établit notamment les listes de déportation. Le personnel juif se répartit en une trentaine de services. Une police juive et un tribunal juif s'installent. Une prison est sous la garde et la responsabilité de juifs. Le 24 octobre 1.942 sont créés les M.S., c'est-à-dire les membres du service de surveillance. Les cadres juifs portent un brassard blanc et les policiers juifs un brassard rouge ; trois brigades sont formées avec, pour chacune, un brigadier et sept hommes. Ces autorités juives peuvent au besoin faire appel aux gendarmes français qui, eux, gardent l'enceinte du camp. Des juifs sont, par d'autres juifs, mis à l'amende ou tondus à la suite d'une décision – affichée – du tribunal juif présidé par Pierre Masse

et Paul Léon. Ils peuvent être inscrits sur la prochaine liste de déportés. Les juifs eux-mêmes en viennent à parler de « Milice sémitique » ou de « Gestapolack ». Quand Robert Félix Blum constituera son directoire, on pourra dire : « Le ministère Blum II est constitué » par allusion au ministère constitué par Léon Blum en 1.936. Les permissions ou les libérations peuvent dépendre du CDP (Chef de la police juive). On crée des « missionnaires », c'est-à-dire un corps de juifs chargés d'aller trouver, à l'extérieur du camp, les familles d'internés et de les convaincre d'aller rejoindre volontairement les internés à Drancy ; ces « missionnaires » sont aussi appelés familièrement des « rabatteurs » ou des « piqueurs ».

René Bousquet, responsable de la police de Vichy, apprend la nouvelle et s'indigne auprès d'Oberg de pareilles méthodes (...). Des « physionomistes » juifs s'emploient à repérer des juifs ; « Ost fayer ? » (En yiddish : « As-tu du feu ? »), telle est, par exemple, la question que pose le « physionomiste » à un juif probable ; si l'homme répond, c'est qu'il est juif. En 1.943, la Côte d'Azur est devenue le refuge de très nombreux juifs. Les Allemands, qui redoutent de voir de pareils ensembles d'ennemis potentiels se constituer dans une zone de plus en plus sensible vu le développement de la guerre en Méditerranée, la situation militaire et politique en Italie et la possibilité d'un débarquement dans le sud de la France, décident de lancer des opérations de police.

Aloïs Brunner se fait accompagner d'Abraham Drucker, le médecin-chef du camp de Drancy, et de spécialistes juifs chargés de vérifier, sous les porches des immeubles, si les hommes interpellés sont circoncis ou non (après la guerre, des médecins alliés feront se dévêtir des suspects pour voir s'il ne s'agit pas de SS portant sous le bras la marque de leur groupe sanguin). Brunner est à tel point satisfait de l'administration juive du camp qu'il fait supprimer barbelés et matraques. La vie s'organise de mieux en mieux avec d'incessantes constructions nouvelles. A Drancy, on célèbre le culte ashkénaze et le culte sépharade. Il y a une école, un jardin d'enfants, des ateliers. Il y a « de l'argent dans le camp, beaucoup d'argent »

Il importe de plaire à la « hiérarchie juive » du camp, dispensatrice de faveurs et de sanctions. Si l'on déplaît, on risque la déportation pour ceux qui la redoutent ou la non déportation pour ceux qui la souhaitent. On peut demeurer à Drancy ou en être libéré ; on peut obtenir une permission ou se faire détacher dans l'une des trois annexes où la vie n'est pas trop rude : « Austerlitz », « Lévitane » ou « Rue Bassano » dans le XVI^e arrondissement. A l'hôpital Rothschild, il semble que la collaboration avec les autorités allemandes ait été particulièrement satisfaisante pour ces dernières.

Après la guerre, Oscar Reich sera condamné à mort et exécuté mais les autres responsables de Drancy ne connaîtront guère d'ennuis avec les nouvelles autorités françaises et les instances juives. Pour les non juifs, il en va tout autrement. Les gendarmes de Drancy passeront en jugement et, pour certains d'entre eux, seront condamnés. Les policiers français auront des comptes à rendre.

LES CONSEILS JUIFS EN EUROPE

Dès la fin de 1.939, les Allemands imposèrent la création de « Conseils juifs » pour l'administration des communautés juives de Pologne par villes, ghettos ou provinces. Certains Conseils s'efforcèrent de contrarier la politique allemande, mais la plupart apportèrent une importante contribution à l'effort de guerre allemand. Elles fournirent main-d'œuvre et produits manufacturés. Cette politique de collaboration résolue fut suivie par le fameux Mordechaï Chaïm Rumkowski, le « roi de Lodz », qui alla jusqu'à frapper sa propre monnaie, Jacob Gens de Vilno, Moshe Merin de Sosnowiec en Silésie et Efraïm Barasz de Bialystok. Ces Conseils juifs réprouvaient la lutte armée contre les Allemands et certains allèrent jusqu'à combattre les résistants. L'Allemagne eut sa « Représentation des juifs allemands du Reich », la France son « Union générale des Israélites de France », la Belgique une « Association des juifs en Belgique ». La Hollande, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Grèce, et la Salonique eurent leurs Conseils juifs. Ceux de Hollande, de Slovaquie et de Hongrie furent particulièrement coopératifs. Grâce à leur collaboration avec les Allemands, beaucoup de juifs assurèrent largement leur subsistance ; certains comme Joinovici et, surtout, Skolnikoff bâtirent de colossales fortunes.



LE GRAND CAPITAL FRANÇAIS

Compagnie des mines de Courrières.

La Compagnie des mines de Courrières est une compagnie minière de 2.000 actions qui a exploité des mines de charbon dans le Pas-de-Calais, en France, et qui a également possédé des usines et des lavoirs. Elle est établie au milieu du Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Elle est notamment connue pour la catastrophe de Courrières qui a causé la mort de 1.099 mineurs le 10 mars 1906.

Fondée en 1.849, elle ouvre un premier puits à Courrières dont l'exploitation commence l'année suivante. La concession est accordée le 5 août 1.852, en même temps que celle de Dourges, puis une extension le 27 août 1.854. Enfin, une dernière extension le 25 juillet 1.874 porte la superficie de la concession à 5 459 hectares. Une fosse n° 2, située plus au sud, dans un meilleur gisement, commence à produire en 1.856. À partir de là, les ouvertures de fosses s'enchaînent. De 1898 au début des années 1.910, des puits secondaires sont ouverts auprès de la plupart des fosses de la Compagnie. Ce phénomène est accentué par la catastrophe de Courrières le 10 mars 1.906, où beaucoup de mineurs survivants sont restés coincés dans les exploitations parce que les puits étaient obstrués. La fosse n° 21 - 22 est ouverte juste avant la Première Guerre mondiale, durant laquelle les installations sont détruites par l'envahisseur. La reconstruction a principalement lieu autour de 1.920. En 1.928, une fosse n° 23, dotée d'un seul puits, est commencée, et extrait à partir de 1929. Enfin, la Compagnie ouvre respectivement en 1.931 et 1.935 les puits de la fosse n° 24 - 25 à Estvelles, dans une partie encore inexploitée au nord-ouest de la concession, près des concessions des compagnies de Meurchin et Carvin.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Compagnie est nationalisée en 1.946, et intègre, avec la Compagnie des mines de Drocourt et les fosses du sud de la concession de la Compagnie des mines de Dourges, le Groupe d'Hénin-Liétard, qui par fusion à la fin des années 1960 avec le Groupe d'Oignies forme brièvement le Groupe Centre. De 1.971 à 1.978, les fosses restant en activité font partie de l'Unité de production de Courrières ou d'Ostricourt, de 1.978 à 1.980, du Secteur Ouest, et enfin, de 1.980 à 1.987, du Siège n° 3 de Courrières pour les fosses n° 3 - 15, 5 - 12 et 6 - 14. La fosse n° 24 - 25 est-elle rattachée au Siège n° 10 d'Oignies. Cette dernière cesse de fonctionner en même temps que les dernières fosses du bassin minier à la fin de 1.990.

DE LA CREATION A 1.880.

DECOUVERTE DE LA HOUILLE A COURRIERES.

Cinq sondages exécutés de 1.846 à 1.849 par la Compagnie de la Scarpe, ont démontré le prolongement du bassin houiller au-delà de Douai. Trois autres sondages, exécutés par M^{me} De Clercq et par M. Mulot, plus à l'ouest encore, ont fait voir que cette prolongation s'étend d'une manière certaine et sur une grande distance. M. Charles Mathieu, directeur des mines de Douchy, a suivi avec intérêt les recherches faites au-delà de Douai, et a été frappé de leurs résultats. De concert avec son frère, M. Joseph Mathieu et son beau-frère, M. Garlier-Mathieu, tous deux administrateurs et fondateurs comme lui des mines de Douchy, en 1.832, ils ont songé à entreprendre des recherches entre Douai et Oignies. Ils se mettent en rapport avec quelques notabilités du haut commerce de Lille, Messieurs Bigo, Crespel, L. Danel et Martin-Muiron, pour réaliser leur projet. Ceux-ci fournissent les premiers fonds nécessaires, et agissent seuls en nom devant le public.

Dès les premiers jours d'avril 1.849, ils établissent, sur les indications de M. Charles Mathieu, un sondage n° 7 à Courrières, qui atteint au bout de quelques mois le terrain houiller à 148 mètres de profondeur, puis la houille à 151 mètres.



DRAME DE COURRIERE EN 1.906.

Co-propriétaires des Mines : Messieurs Bigo, Crespel, L. Danel et Martin-Muiron.

Maintenant, un clin d'œil sur cette période de transition fasciste 1.920/40 ou les puissances de l'argent juif ou non en Europe, cohabiteront sans problème avec les nazis, sans complexe et avec fierté.

Maxime Weygand est né à Bruxelles le 21 janvier 1.867 de parents inconnus. Ses origines familiales, aussi obscures que mystérieuses, ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Certains avancent qu'il serait le fils illégitime du souverain Léopold II – ce qui ne surprendrait personne !!.....

Elevé à Marseille par une famille juive, les Cohen de Léon, Maxime Denimal ou de Nimal, c'est le nom qu'il porte à l'époque poursuit ses études à Paris aux lycées Louis-le-Grand et Henri IV avant d'entrer à Saint-Cyr d'où il sortira en 1.887. Le comptable de son tuteur David Cohen, l'adoptera et lui donnera son patronyme de Weygand, en même temps que la nationalité française. Aussi, les relations entre les deux hommes s'envenimèrent très vite jusqu'à un point de non-retour depuis l'armistice, largement soutenu par le Généralissime qui, aux yeux de Charles de Gaulle, fut le principal instigateur de cette faute suprême.

Pour Weygand, nouveau ministre de la Défense nationale, de Gaulle est un traître et il n'hésite pas à le faire traduire devant le tribunal militaire de Clermont-Ferrand qui le condamnera à la peine de mort, à la dégradation et à la confiscation de tous ses biens. Libéré en 1.945 par la 1^{ère} Armée du général de Lattre de Tassigny, il est aussitôt arrêté en France sur ordre du général de Gaulle, l'Histoire se répète ! et traduit devant la commission d'instruction de la haute Cour de justice qui rendra finalement un non-lieu trois ans plus tard.

Revenu à sa carrière littéraire, profondément antigauilliste, surtout après la publication des *Mémoires* du Général, il meurt en 1.965 à l'âge de 98 ans. On ne s'étonnera pas que, Charles de Gaulle, Président de la République, ait refusé que ses obsèques se déroulent aux Invalides malgré la demande de la famille.





PETAIN ET WEGAND

**EN MEMOIRE A PHILIPPE SEGUIN...
CONTRE LE TRAITE DE MAASTRICHT POURQUOI... ?**

EN VOICI UN DEBUT DE REPOSE.

WALTER HALLSTEIN OU LE REGNE NAZI POUR L'ETERNITE..... ???

**MON HORREUR POUR LE MONDE NAZI EST TELLE, QU'AVANT D'ACHEVER MON MEMOIRE
SUR LA FIN DE L'ESCLAVAGISME PAR LA CREATION MONETAIRE
JE VOULAIS DIRE QUE TOUT CE QUI TOUCHE A CE
MONDE LA, JE NE LE SUPPORTE PAS COMME
L'UE, LA CED, L'OTAN, L'UNESCO, ETC.....**

WALTER HALLSTEIN

UN ALLEMAND NAZI



Walter Hallstein, né le 17 novembre 1901 à Mayence et mort le 29 mars 1982 à Stuttgart, est un professeur, Haut fonctionnaire, puis, après 1950, diplomate et homme politique **chrétien-démocrate**. Il fut le premier président de la Commission de la Communauté économique européenne et est également considéré comme l'un des Pères de l'Europe. Hallstein a commencé sa carrière académique nazi avant la Seconde Guerre mondiale en devenant le plus jeune professeur de droit d'Allemagne à 29 ans, puis nommé Doyen de l'université de Rostock à l'âge de 34 ans en 1936.

Durant la guerre, il fût *officier SS* durant la deuxième guerre mondiale. Lors de la bataille de Cherbourg il est fait prisonnier par les américains en uniforme nazi. Libéré à la fin de la guerre, il fait son entrée en politique au sein de la CDU –**Démocrate-chrétien ?** -, en République fédérale allemande. En 1951, il devient le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ... Capturé par les troupes américaines en 1944, il passa le reste de la guerre dans un camp de prisonniers de guerre aux États-Unis. Après la guerre, il revint en Allemagne où il reprit sa carrière académique jusqu'à ce qu'il commence une carrière diplomatique en 1950. Il devint alors le principal fonctionnaire de l'office des Affaires étrangères où il donna son nom à la doctrine Hallstein, la politique ouest-allemande visant à isoler diplomatiquement la République démocratique allemande.

L'Auteur a conclu, peut-être de manière hâtive, que l'opposition française au traité de MAASTRICHT était liée à l'absence totale de dénazification de l'Allemagne, par la présence d'anciens nazis devenus des hauts fonctionnaires aux côtés de C. Audenauer.

Il suffit de lire en page no 388 l'évolution du pouvoir d'achat des Européens de l'UE/Zone € pour se rendre compte que seul « Berlin décide en ruinant au passage les Communautés grecque et italienne et créant en France le mouvement des « Gilets jaunes ».

Défenseur d'une Europe fédérale, Hallstein a joué un rôle clef dans l'intégration européenne et dans la réhabilitation de l'Allemagne de l'Ouest après la guerre, s'opposant au Ministre fédéral de l'Économie Ludwig Erhard sur le chemin à prendre pour promouvoir l'intégration européenne. Il fut l'un des architectes de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et premier président de la Commission de la Communauté économique européenne, qui deviendra plus tard l'Union européenne. Il occupa cette fonction de 1.958 à 1.967 et resta le seul Allemand à avoir exercé cette fonction.

Hallstein démissionna après un désaccord avec le Président français Charles de Gaulle, et se tourna vers la politique interne allemande en devenant membre du Bundestag. Il devint, parallèlement, président du Mouvement européen. Il est l'auteur de livres, d'articles et de discours sur l'intégration européenne et sur les Communautés européennes d'inspiration nationale socialiste.

**UNE FOIS DE PLUS SEUL CHARLES DE GAULLE LUI TIENDRA TETE, ALORS
QUE TOUS LES AUTRES CHEFS D'ETATS SE SONT COUCHES
DEVANT CE HAUT FONCTIONNAIRE NAZI.**

JEUNESSE ET CARRIERE PRE-ACADEMIQUE NAZIE -1.920-1.942-.

Walter Hallstein est né le 17 novembre 1.901 à Mayence. Après avoir fait son école primaire à Darmstadt, il entra dans un gymnasium à Mayence où il resta de 1.913 jusqu'à son diplôme d'études secondaires en 1.920.

A partir de 1.920, Hallstein a étudié le droit à l'université de Bonn puis entra à l'université Louis et Maximilien de Munich et par la suite à l'université Humboldt de Berlin. Il se spécialisa dans le droit international privé et écrivit sa thèse de doctorat sur les aspects commerciaux du Versailles. Il obtint son doctorat de l'université Frédéric-Guillaume de Berlin en 1.925– à l'âge de 23 ans. De 1.923 à 1.926, il devint clerc à la Kammergericht et en 1.927, après avoir passé l'examen d'assesseur, il devint brièvement juge.

CARRIERE ACADEMIQUE NAZI ET PERIODE D'AVANT-GUERRE.



De 1.958 à 1.967, il devient le premier Président de la Commission européenne que l'on appelait la commission Hallstein. En 1.965 il présente le plan Hallstein où il préconise de créer une Europe fédérale sans frontière pour libérer le marché et empêcher une bonne fois pour toute une guerre en Europe. Ce projet suscite immédiatement un veto du Général de Gaulle qui pratique la politique de « la chaise vide ». A l'époque toute la presse qui soutenait très largement le projet Hallstein reprochait la position du général De Gaulle d'aller à l'encontre de la paix.

A l'époque Walter Hallstein était perçu comme un des pères fondateurs de la paix en Europe et donc comme quelqu'un d'intouchable. Le général de Gaulle quant à lui était, l'homme de l'enfermement, l'homme des frontières cloisonnées et du siècle dernier... Ainsi toute la rhétorique du IIIème Reich avait été adoptée suite à la reprise du projet de « la nouvelle Europe ». La différence était que la propagande exercée était accompagnée de deux nouveaux concepts de communication importés des USA : le marketing politique et le story telling. Cette nouvelle force de communication était facilitée par le soft power, développé par l'américain Joseph Nye. La propagande se transforme alors en communication.



Il est de notoriété publique qu'à cause du danger communiste, les USA n'ont jamais hésité à retourner un certain nombre de dignitaires nazis possédant des compétences variées et qui pouvaient servir l'intérêt des Etats-Unis. Ainsi, ce sont des scientifiques, certains SS spécialisés dans la traque des communistes, des ingénieurs, des juristes... qui sont arrêtés, retournés et libérés au profit de la puissance américaine. Walter Hallstein fait ainsi parti de ceux qui autrefois était au service de l'aigle hitlérien et qui devient serviteur de l'aigle américain. Il deviendra président du mouvement européen dont on sait de façon certaine que c'était un mouvement soutenu et financé par la CIA à partir des années 50 comme le prouve l'article du Daily Telegraph datant du 19 septembre 2000. On retrouve dans des documents déclassifiés des personnages comme Walter Hallstein, Jean Monnet ou encore Robert Schuman considérés comme des employés par la CIA.

CONCLUSION.

Le projet européen a été voulu par Hitler et Mussolini et conçu par Walter Hallstein. Lorsque les américains ont « libéré » l'Europe de l'ouest, ils se sont efforcés de relancer ce plan en retournant Walter Hallstein afin de vassaliser l'Europe de l'Ouest conformément à ce qui était convenu avec Staline sur le partage de l'Europe lors des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam. A noter l'absence d'un représentant français légitime lors de ces événements. Et pour cause, De Gaulle en cohérence à l'appel du 18 juin a toujours souhaité l'indépendance de la France en refusant catégoriquement la nouvelle Europe d'Hitler et la construction européenne portée par les USA.

Le traité transatlantique qui se négocie en catimini a vocation à créer un espace de libre échange entre USA et Europe créant ainsi une zone de 850 millions de consommateurs.

C'est aujourd'hui la pierre angulaire de cette stratégie qui a pour but de neutraliser les puissances d'Europe afin de conserver une hégémonie sur le monde qui repose sur une thalassocratie anglo-saxonne et non, une terrassocratie allemande/ russes.-travaux du géographe britannique Mackinder. Il est également intéressant d'étudier la relation entre l'Allemagne et les Etats-Unis depuis la capitulation allemande du 8 mai 1945 en montrant du doigt un certain « pacte germano-américain pour le 21ème siècle » qui lie celui qui a capitulé sans condition à son dominant jusqu'en 2099, cf.-site officiel de la Maison Blanche :

-Bien entendu, je traite avec Darlan, puisque Darlan me donne Alger ! Demain, je traiterai avec Laval si Laval me donne Paris ! Franklin Roosevelt.

-De Gaulle, dites-vous bien que quand nous aurons à choisir entre les Français et les Américains, nous préférerons toujours les Américains ! Winston Churchill.

-Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! Charles de Gaulle.

-M'associer à la commémoration d'un jour où on demandait aux Français de s'abandonner à d'autres qu'à eux-mêmes, non ! Charles de Gaulle.

-Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie pour nous faire plaisir. Charles de Gaulle.

-Les Américains ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne. Charles de Gaulle.

-Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. Charles de Gaulle.

-Roosevelt, c'était pareil, il ne traitait qu'avec des gens qui étaient mes ennemis. Il avait autour de lui, à Washington, des types comme Chautemps. Charles de Gaulle.

-La politique de Roosevelt, c'était exactement celle qu'ont aujourd'hui les Américains dans le Sud-Est asiatique. Ils ne peuvent pas en imaginer d'autre. Des marionnettes, « c'est ça qu'ils veulent en face d'eux. ». Charles de Gaulle.

Il devint alors professeur à l'Institut de l'Empereur Guillaume pour le droit privé étranger et international à Berlin, où il se spécialisa dans le droit commercial comparé et le droit des entreprises en travaillant pour Martin Wolff, un académicien spécialisé dans le droit commercial. Il y resta jusqu'à en 1.930. En 1.929, il obtint son habilitation universitaire de l'université de Berlin, à la suite d'une thèse en droit des entreprises. En 1.930, à l'âge de 29 ans, il fut nommé professeur de droit privé et de droit des entreprises à l'université de Rostock, devenant ainsi le plus jeune professeur de droit d'Allemagne. En 1.935, à l'âge de 34 ans, il effectue un service militaire volontaire dans l'artillerie, alors qu'il est déjà Vice-Doyen d'Université. Il resta à Rostock jusqu'en 1.941 y devenant en 1.936 en qualité de Doyen.

Hallstein n'était pas membre du Parti national-socialiste ni du Sturmabteilung. Il était en revanche, à l'instar de beaucoup d'autres juristes, membre de diverses organisations professionnelles prises en mains par le régime nazi, telle que l'Association national-socialiste des enseignants -Nationalsozialistischer Lehrerbund-, l'Association des juristes nationaux-socialistes -Nationalsozialistischer Rechtswahrerbund-, l'Association allemande national-socialiste des maîtres de Conférence -Nationalsozialistischer Deutscher Dozentenbund- et l'Association national-socialiste de protection des civils face aux raids aériens -Nationalsozialistischer Luftschutzbund-. Cette appartenance résulte de la prise de contrôle par le régime nazi des associations professionnelles et civiques lors de la Gleichschaltung -« mise au pas » ou « alignement »-. De ce fait, la simple appartenance à une association professionnelle signifiait qu'il était membre d'une association contrôlée par le régime nazi. En 1.941, des officiers nazis se sont opposés à sa nomination comme professeur de droit à l'université de Francfort, mais sa candidature fut soutenue par les autres Professeurs et universitaires nazis et il devint finalement recteur de la faculté en 1.946.

CARRIERE ACADEMIQUE D'APRES-GUERRE 1.945-1.950. CARRIERE DIPLOMATIQUE 1.950-1.957.

En novembre 1.945, Hallstein revint en Allemagne où il milita pour la réouverture de l'Université de Francfort. Refusant une offre de Ludwig Erhard pour devenir Vice-ministre au sein du ministère bavarois de l'économie, il devint conférencier à l'université de Francfort le 1^{er} février 1.946 et, en avril, fut élu Recteur. Il conserva cette fonction jusqu'en 1.948. Il fut président de la Conférence des recteurs du sud de l'Allemagne, qu'il fonda. De 1.948 à 1.949, il passa une année comme professeur associé à l'Université de Georgetown à Washington.

HALLSTEIN CO-FONDA LE COMITE NATIONAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE ET FUT SON PREMIER PRESIDENT DE 1.949 A 1.950.

Le Palais Schaumburg en 1.950, alors siège de la Chancellerie fédérale, où travaillait Hallstein avant que l'office des Affaires étrangères ne soit créé. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un conflit qui avait causé une destruction massive et qui avait entraîné la division du continent par le rideau de fer, des appels furent lancés afin d'augmenter la coopération en Europe. Le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, mit en avant un plan, sur les propositions de Jean Monnet, pour établir une Communauté européenne du charbon et de l'acier qui unifierait le contrôle de la production franco-allemande de charbon et d'acier et des discussions commencèrent à cette fin. L'Allemagne n'avait pas encore regagné sa souveraineté après sa défaite durant la Seconde Guerre mondiale, et était représentée à l'International par la Haute Commission alliée. Il n'y avait donc pas de ministère des Affaires étrangères et, pendant un temps, celles-ci étaient gérées par la Chancellerie fédérale.

Konrad Adenauer, alors chancelier, appela Hallstein, un nazi, à Bonn sur une suggestion de Wilhelm Röpke et, en juin 1.950, il le nomma à la tête de la délégation allemande pour les négociations du plan Schuman à Paris qui allait mener à la création de la Communauté d'échange charbon acier. Jean Monnet à la tête de la délégation française et Hallstein, négocièrent le plan Schuman, à la base de la Communauté d'échange charbon acier, dont le traité fondateur fut signé à Paris en 1.951.

En août 1.950, à la surprise générale, Hallstein prit la tête de l'office des Affaires étrangères au sein de la Chancellerie fédérale.

A cette époque, peu de choses étaient connues à propos d'Hallstein, à l'exception du fait qu'il n'avait pas été membre du parti nazi –**mais il partageait totalement l'idéologie du national-socialisme dès 1.920 ce qui est pire-** et qu'il était en bons termes avec les Officiels américains ?

SECRETAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ETRANGERES DE 1.951 A 1.958.



L'Allemagne de l'Ouest rejoint l'Organisation du traité de l'atlantique nord : Walter Hallstein -à gauche- avec Konrad Adenauer -au centre- et l'Ambassadeur Herbert Blankenhorn -à droite- à la conférence de l'Organisation du traité de l'atlantique nord à Paris en 1.954, place du Trocadéro.

**SECONDE LECTURE DES TRAITES DE PARIS AU PARLEMENT OUEST-ALLEMAND
LE 25 FEVRIER 1.955.**

Après une modification du statut d'occupation, l'office des Affaires étrangères fut rétabli le 15 mars 1.951. Toutefois, la fonction de Ministre des Affaires étrangères fut occupée par Adenauer lui-même. Le 2 avril, Hallstein devint le principal fonctionnaire du nouvel office des Affaires étrangères. Les affaires étrangères étaient menées par Adenauer lui-même avec un groupe de conseillers, dont Hallstein, Blankenhorn et d'autres. Par beaucoup d'aspects, Hallstein était le Ministre des Affaires étrangères sans pour autant en avoir le titre. Cependant, le besoin d'avoir un Ministre des Affaires étrangères distinct du chancelier se fit rapidement sentir. Adenauer aurait alors considéré Hallstein, le nazi, pour cette fonction, bien qu'il ne soit membre d'aucun parti politique.

Hallstein a joué un rôle important afin de promouvoir les objectifs ouest-allemands de regagner la souveraineté et de créer la Communauté européenne de défense, dont l'Allemagne de l'Ouest serait membre. Les négociations résultèrent en la signature de deux accords internationaux :

Le 26 mai 1.952 : le traité de Bonn qui fut signé par l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni et qui, après ratification, rétablirait la souveraineté de la République fédérale d'Allemagne de facto l'Allemagne de l'Ouest, sans pour autant inclure Berlin-Ouest, qui garda un statut spécial.

Le 27 mai 1.952 : le traité de Paris signé par l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, les États-Unis, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas et qui, après ratification, aurait établi la Communauté européenne de défense.

Toutefois, le traité de Paris instituant la Communauté européenne de défense n'a pas été approuvé par le Parlement français. Afin de pallier cet échec, une solution impliquant l'Union de l'Europe occidentale fut acceptée, et l'Allemagne de l'Ouest devint membre de l'Organisation du traité de l'atlantique nord, -l'OTAN-. Les efforts visant à résoudre cette question ont culminé en 1.954 lors de deux conférences à Londres et Paris. L'Allemagne était représentée par Adenauer, le chancelier allemand, et les principaux fonctionnaires de l'office des Affaires étrangères allemand, Hallstein, Blankenhorn et Grewe. Hallstein aida à la rédaction de plusieurs traités à la conférence des Neuf Puissances qui s'est déroulée à Londres du 23 septembre au 3 octobre 1.954. Ceux-ci furent finalisés entre le 20 et le 23 octobre 1.954 à Paris. Les conférences de Paris se sont subdivisées en une réunion des parties de la conférence des Neuf Puissances de Londres -20 octobre-, une réunion des sept membres de l'Union européenne de l'Ouest, une rencontre des Quatre Puissances pour mettre fin à l'occupation de l'Allemagne -21-22 octobre-, et une rencontre des quatorze membres de l'Organisation du traité de l'atlantique nord pour approuver l'adhésion de l'Allemagne.

Après la ratification des accords de Paris le 5 mai 1.955, le traité général –Deutschlandvertrag-, qui rétablit la souveraineté ouest-allemande, entra en vigueur et la République fédérale d'Allemagne adhéra à l'Organisation du traité de l'atlantique nord, **alors que l'Allemagne n'est pas encore dénazifiée.** Une fois que les principaux objectifs de la politique étrangère furent rapatriés en Allemagne, Hallstein rétablit le service diplomatique et réorganisa l'office des Affaires étrangères sur la base du rapport du SS Maltzan, un rapport demandé par Hallstein le 26 juin 1.952 et publié un mois plus tard par Vollrath von Maltzan, un ancien diplomate alors détaché du ministère de l'économie. **De 1.942 à 1.945, sur décision d'Hitler, Vollrath von Maltzan représente la section commerciale de l'entreprise chimique productrice du gaz Zyklon B utilisé dans les camps de la mort. Puis Il a été ambassadeur de la RFA en France de 1.955 à fin 1.958... ?**

Il y eut des critiques liées au manque d'information et de consultation ainsi que de l'atmosphère de secret, résultant probablement de la méfiance d'Adenauer envers les anciens de l'office des Affaires étrangères, les vétérans de la Wilhelmstrasse, et de sa volonté de donner les fonctions à des personnes de l'extérieur qui n'avaient pas été diplomates durant le régime nazi. Il y aurait des suppositions de déconnexion entre le haut de la hiérarchie, comprenant Adenauer et un petit groupe de proches conseillers dont Hallstein et Blankenhorn d'une part, et les chefs de divisions de l'office des Affaires étrangères et les missions diplomatiques d'autre part. Hallstein était également critiqué par la presse après le rejet de la Communauté européenne de défense par l'Assemblée nationale française alors que cela avait été prédit par la Mission diplomatique allemande à Paris.

Le 6 juin 1.955, Adenauer, qui avait jusqu'alors été chancelier et ministre des Affaires étrangères, nomma Heinrich von Brentano à cette dernière fonction et il y eut une réorganisation des responsabilités. Toutefois, Hallstein conserva la confiance d'Adenauer et continua d'assister aux réunions du cabinet. Herbert Blankenhorn, qui était jusqu'alors le chef du département politique de l'office des Affaires étrangères, devint le représentant permanent de l'Allemagne à l'Organisation du traité de l'atlantique nord à Paris ; Wilhelm Grewe prit sa place au département politique et devint le second d'Hallstein. Hallstein fut également impliqué dans des discussions avec les Français au sujet du retour de la Sarre, une région riche en charbon, sous contrôle allemand. En octobre 1.955 eut lieu le référendum qui permit de lancer les plans visant à la réintégration de la Sarre en République fédérale allemande. L'intégration politique eut lieu avant le 1^{er} janvier 1.957 et l'intégration économique devait avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1.960. En septembre 1.956, Hallstein annonça que la France avait accepté de transférer le contrôle de la Sarre à l'Allemagne et, le 27 octobre 1.956, le traité sur la Sarre fut signé.

DOCTRINE HALLSTEIN.

En 1.955, l'Allemagne avait, dans une large mesure, récupéré sa souveraineté et intégra les organisations de défense occidentales : l'Union européenne de l'Ouest et l'Organisation du traité de l'atlantique nord ; le processus d'intégration européenne avec l'établissement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; et la question de la Sarre allait être réglée lors du référendum d'octobre 1.955. Hallstein a joué un rôle majeur dans chacune de ces questions. Dès lors, les nouveaux enjeux de la politique étrangère allemande étaient la réunification allemande et la politique étrangère de l'Allemagne de l'Ouest vis-à-vis de ses voisins de l'est, dont l'Allemagne de l'Est. Impliqué dans l'intégration européenne, Hallstein délégua une partie de ce travail à Wilhelm Grewe. Cependant, en dépit de cela, la politique étrangère allemande devint associée à Hallstein.

En 1.955, Hallstein et Grewe accompagnèrent Adenauer au sein d'une délégation à Moscou, où l'établissement de relations diplomatiques entre Bonn et Moscou fut accepté. C'est sur le vol retour depuis Moscou que la politique, qui deviendra plus tard connue sous le nom de doctrine Hallstein, fut élaborée, bien que l'office des Affaires étrangères eût déjà mis en œuvre certains éléments de cette politique. L'idée sur laquelle repose la doctrine Hallstein vint de son second, Wilhelm Grewe. La doctrine deviendra un des principaux éléments de la politique étrangère d'Allemagne de l'Ouest à partir de septembre 1.955 jusqu'à la reconnaissance officielle de la République démocratique allemande en octobre 1.969.

Sur la base de la Loi fondamentale, la constitution de facto de la RFA du fait de son caractère initialement transitoire, l'Allemagne de l'Ouest revendiqua le mandat exclusif pour représenter la totalité de l'Allemagne, dont l'Allemagne de l'Est communiste, qui était alors encore sous contrôle soviétique. L'un des premiers objectifs de la politique étrangère de la République fédérale allemande était d'isoler diplomatiquement l'Allemagne de l'Est. En 1.958, des journalistes nommèrent cette politique la « doctrine Hallstein Grewe », laquelle fut ensuite raccourcie en « doctrine Hallstein ». Grewe lui-même écrivit qu'il avait élaboré les lignes directrices de cette politique, qu'il considérait comme une option parmi d'autres, mais que les décisions étaient prises par le Ministre des Affaires étrangères Brentano et le Chancelier Adenauer. Dans tous les cas, le nom de « doctrine Hallstein » apparaît comme la mauvaise dénomination.

Aucun texte officiel de cette doctrine ne fut rendu public, mais la politique elle-même fut publiquement expliquée lors d'une interview à la radio par son principal architecte, Wilhelm Grewe. Adenauer a également

expliqué les grandes lignes de cette politique dans une déclaration au parlement allemand le 22 septembre 1955. La politique signifiait également que le gouvernement ouest-allemand considérerait la reconnaissance ou le maintien de relations diplomatiques avec la République démocratique allemande par un État tiers comme un acte inamical. La seule exception était l'Union soviétique car il s'agissait de l'une des quatre puissances responsables de l'Allemagne. La réponse à ce type d'acte inamical était la rupture des relations diplomatiques. Cet aspect n'était pas listé parmi les réponses automatiques de la doctrine, mais restait un ultime ratio.

INTEGRATION EUROPEENNE ET LES TRAITES DE ROME.



Konrad Adenauer, **Walter Hallstein –ancien général SS-** et Antonio Segni, signant l'Union douanière européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en 1957 à Rome.

Les Membres du Gouvernement allemand avaient différentes positions sur l'intégration européenne. Hallstein et son équipe, à l'office des Affaires étrangères, défendaient une solution fédérale avec une forme d'« intégration constitutionnelle » basée sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier avec une portée agrandie par étape afin d'ajouter de nouveaux secteurs, et avec une vraie représentation parlementaire de la population européenne. Hallstein affirmait que l'intégration institutionnelle était dans l'intérêt d'une industrie allemande forte à l'exportation. Ludwig Erhard et le ministère de l'économie considéraient eux qu'il fallait une intégration fonctionnelle plus souple et défendaient la coopération économique intergouvernementale. Erhard était opposé aux structures supranationales et considérait les propositions de l'office des Affaires étrangères sur une Europe fédérale comme méconnaissant les réalités économiques. Dans ce différent, Adenauer soutint finalement Hallstein mettant un terme au conflit acrimonieux et public entre Hallstein et Erhard. **Sur la photo, le Représentant italien fait manifestement la « gueule » pour être photographié au côté d'un nazi.**

En 1955, les Ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne du charbon et de l'acier se sont réunis à la conférence de Messine, notamment pour nommer un nouveau membre de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et pour nommer son nouveau président et Vice-président pour la période allant jusqu'au 10 février 1957. La conférence, qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juin 1955 dans la ville italienne de Messine conduira à la signature du traité de Rome en 1957. Peu avant la conférence, Adenauer avait abandonné son double poste en tant que Ministre des Affaires étrangères et, puisque Brentano n'avait pas encore pris ses fonctions, Hallstein mena la Délégation allemande. L'agenda comprenait également des discussions sur un programme d'action pour relancer l'intégration européenne après l'échec, en août 1954, de la Communauté politique européenne et la Communauté européenne de défense.

Le 6 septembre 1955, peu avant le voyage d'Adenauer pour Moscou, Hallstein, remplaçant Brentano, a assisté à la conférence de Noordwijk réunissant les ministres des Affaires étrangères afin d'évaluer les progrès du comité Spaak. Le 9 novembre 1955, Hallstein transmet ses résultats au gouvernement ouest-allemand, où les

Ministres de l'économie et de l'agriculture s'opposèrent aux plans visant à créer un marché commun à la place d'une zone de libre-échange. Le Ministre de l'économie craignait qu'une union douanière signifiait la mise en place du protectionnisme tandis que le Ministre de l'Agriculture craignait que les intérêts des agriculteurs allemands soient trahis. Franz Josef Strauss s'est également opposé à ce qu'il pensait être une discrimination envers les entreprises allemandes dans l'accès à l'uranium. A nouveau, le chancelier Adenauer mit fin à la dispute entre les Ministres en soutenant la vision d'Hallstein et de l'Office des Affaires étrangères.

En juillet 1.956, le Royaume-Uni fit des propositions pour l'Organisation de coopération et de développement économiques pour examiner les possibilités d'une zone de libre-échange pour les biens industriels. Les Français, principalement intéressés par l'Euratom, tentèrent de diviser le débat en deux sujets et proposèrent un traité de compromis selon lequel, seuls les principes généraux du marché unique seraient acceptés, laissant les détails pour la suite mais l'Allemagne demanda que les négociations sur l'Euratom soient dépendantes du marché unique.

A la conférence de Venise, le ministre des Affaires étrangères français Christian Pineau accepta des négociations intergouvernementales avec trois objectifs : une communauté économique serait établie en plusieurs étapes ; les tarifs douaniers seraient réduits de 30 % ; et les gouvernements nationaux ne devront pas être trop limités en termes de politique économique. Hallstein avertit contre l'acceptation des termes français, qui selon lui voudraient dire que les Français pousseraient pour une prise de décision rapide en faveur de l'Euratom et remettraient à plus tard les discussions sur le marché commun Hallstein fut soutenu par les ministres des Affaires étrangères néerlandais et luxembourgeois, opposés à la France, et exigea une date limite fixe et un agenda pour l'établissement du marché commun. L'Assemblée nationale française approuva le début des négociations intergouvernementales en juillet 1.956, après que le Premier ministre Guy Mollet ait donné des garanties que l'Euratom n'imposerait pas des restrictions sur le programme nucléaire français.

Une autre cause de désaccord fut l'inclusion de la France d'outre-mer dans les projets de marché commun. Erhard s'y opposa fortement, en partie car il craignait que la France ne cherche à impliquer les autres États membres dans ses responsabilités coloniales. L'office des Affaires étrangères partageait cette crainte jusqu'à un certain point mais Hallstein et Carstens étaient prêts à accepter les conditions françaises, espérant que cela permettrait d'obtenir le soutien de l'Assemblée nationale française. Hallstein accepta aussi l'argument de son homologue français, Maurice Faure, selon lequel cela serait bénéfique pour l'Allemagne. Hallstein aida à obtenir un accord selon lequel les importations et exportations des territoires d'outre-mer seraient considérées comme des produits de la métropole et que les investissements privés et les branches des compagnies des autres États membres y seraient autorisés. Il ouvrit de ce fait le marché de l'outre-mer aux exportations allemandes. Hallstein répondit à cela lors de deux conférences avec les ministres des Affaires étrangères, la première les 26 et 27 janvier 1.957 et l'autre le 4 février.

Le 25 mars 1.957, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signèrent les traités de Rome instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom. Le Ministre des Affaires étrangères, Brentano, avait délégué des négociations à Hallstein, donc la signature des traités représentait un succès majeur pour Hallstein, le nazi. C'est également Hallstein qui présenta ces traités au Bundestag le 21 mars 1.957, avant leur signature le 25 mars 1.957.

CHOIX DU PRESIDENT DE LA COMMISSION.

Des suggestions avaient été faites selon lesquelles Hallstein deviendrait président de la Cour de justice mais il fut par la suite mis en avant comme candidat allemand pour la présidence de la Commission européenne, bien que le ministre de l'économie belge Jean Rey et le ministre de l'agriculture néerlandais Sicco Mansholt fussent considérés comme les candidats les plus susceptibles d'accéder à cette fonction. La conférence des Ministres des Affaires étrangères du 20 décembre 1.957 ne parvint pas à prendre de décision, par conséquent, à l'entrée en vigueur des traités le 1^{er} janvier 1.958, la fonction n'avait pas encore été attribuée.

A la conférence des ministres des Affaires étrangères des 6 et 7 janvier 1.958, Hallstein fut finalement choisi comme premier président de la Commission de la Communauté économique européenne. Le choix d'Hallstein à la tête d'une organisation internationale européenne majeure, une décennie après la fin de la Seconde Guerre mondiale, fut un succès important dans la réhabilitation de l'Allemagne.

Walter Hallstein fût le premier Président de la Commission européenne. Concepteur de la construction européenne, il reste aux yeux de l'histoire un des pères fondateurs de cette Europe de la paix et a toujours été associé aux Robert Schuman et Jean Monnet. Ce qui est surprenant c'est que c'était un juriste proche d'Adolphe Hitler. Qui est Walter Hallstein ? un nazi ou une pute tout simplement. Pour l'Auteur, ces Personnages sont tous des ordures, des assassins ainsi que tous ceux, Intellectuels et autres « Patrons » des trois religions monothéistes qui n'ont jamais réagi au nazisme.

PRESIDENCE DE LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE 1.958-1.967.

Il est le premier Président de la Commission européenne de 1.958 à 1.967. En 1.965, il présente le plan Hallstein dans lequel il préconise l'organisation d'une Europe fédérale. Ce projet suscite un veto immédiat de Charles de Gaulle à l'occasion du vote de la politique agricole commune pour s'opposer à la modification des règles tendant à remplacer **le vote à l'unanimité par le vote à la majorité qualifiée** : première étape nécessaire à la mise en œuvre du plan Hallstein. **Ce veto de la France entraînera la politique de la chaise vide et son remplacement par le Belge Jean Rey qui exercera la présidence de la Commission de 1.967 à 1.970. Le compromis de Luxembourg résulte de cette crise dans la construction européenne.**

MISE EN PLACE DE LA COMMISSION.



En 1.961, le Premier ministre Harold Macmillan et son gouvernement envoyèrent la demande d'adhésion à la Communauté économique européenne. Edward Heath mena les négociations de l'adhésion.

En 1.957, près d'une décennie après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemand Walter Hallstein fut unanimement élu comme premier président de la Commission de la Communauté économique européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie atomique, devenue depuis la Commission européenne, à Bruxelles. Il fut élu le 7 janvier 1.958, et occupa cette fonction jusqu'en 1.967. La première commission Hallstein a organisé sa première réunion le 16 janvier 1.958. Elle comprenait 9 membres, deux pour l'Allemagne, la France et l'Italie et un pour la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. En plus de mettre en place la pratique institutionnelle et d'organiser son fonctionnement, ses fonctions étaient de mettre en œuvre l'union douanière, les Quatre libertés, les règles de concurrence, la politique commerciale, des transports et agricole.

La CEEA Communauté Européenne de l'Energie Atomique ou Euratom est une communauté qui vise à mettre en commun des connaissances, infrastructures et financements dans le domaine de l'énergie nucléaire pour une durée « illimitée » par le traité Euratom, signé le 25 mars 1.957 par les six pays membres de la Communauté ...

Depuis 1.967, elle repose sur le « triangle institutionnel » Conseil, Commission et Parlement européen qui est responsable de la mise en œuvre du traité.

L'Agence d'approvisionnement d'Euratom contresigne les contrats d'achat et de vente d'uranium, de thorium et de plutonium des pays européens.

Euratom promeut une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par le biais d'« accords Euratom » conclus entre la Commission européenne et des pays tiers.

Bien que la vision d'Hallstein pour une Europe fédérale fût claire, le traité instituant la CEE laissait beaucoup de questions ouvertes. Ainsi, les opinions divergeaient sur l'efficacité d'un marché commun sans

l'existence d'une politique économique ou encore sur l'élargissement de la Communauté – en particulier au sujet du Royaume-Uni – et si l'objectif final devait être une union politique dans le sens des « États-Unis d'Europe ». Du fait des intérêts différents et des différentes traditions dans les États membres, les consensus étaient encore difficiles à trouver. Les désaccords qui avaient précédé la création des Communautés continuaient après son établissement et cela se refléta sur la Commission. Par exemple, la politique agricole commune, de nature protectionniste, était à la charge de Sicco Mansholt, le commissaire à l'agriculture, tandis que la politique étrangère commerciale, menée par le commissaire aux relations extérieures Jean Rey, était de tendance libérale.

Le Royaume-Uni s'était opposé dès le départ à la formation des Communautés, préférant une zone de libre-échange moins encadrée, et proposa par la suite une telle zone incluant la Communauté et les autres États européens. Le gouvernement et les industries allemandes – en particulier le ministre de l'économie Ludwig Erhard, souhaitaient que le Royaume-Uni fasse partie de l'Europe intégrée. A l'inverse, Hallstein s'opposa à l'idée d'une zone de libre-échange élargie à cette période afin de permettre un important degré d'intégration entre un petit groupe de pays. Les discussions sur la possibilité d'établir une zone de libre-échange plus large, afin d'éviter la persistance d'une barrière tarifaire entre les membres de la CEE et ce des membres de l'Association européenne de libre-échange continuèrent mais, au milieu des préparatifs pour les négociations, le gouvernement français, suivant les instructions de de Gaulle, se retira. Cette action unilatérale des Français en novembre 1.958 mécontenta les autres membres de la CEE et mit fin aux négociations. Les hommes politiques allemands, dont Erhard, estimaient que Hallstein et sa Commission n'avaient pas fait assez pour soutenir la zone de libre-échange.

Les six États de la Communauté économique européenne décidèrent la mise en place d'une union douanière, c'est-à-dire la suppression des tarifs douaniers entre eux dans une période de 12 ans, et en parallèle la mise en place d'un tarif douanier commun entre eux et les États tiers. Sept des États européens exclus -l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse- répondirent par la création d'une zone de libre-échange, qui mit également fin aux tarifs douaniers entre ses membres sans pour autant imposer la mise en place d'un tarif douanier commun. La convention établissant la zone de libre-échange fut signée en janvier 1.960. Le 3 mars 1.960, Hallstein annonça les projets visant à accélérer la mise en œuvre du marché commun, ce que les commentateurs ont perçu comme une tentative de sabotage de la mise en place d'une zone de libre-échange entre cette dernière et la Communauté économique européenne

Ceci souleva l'opposition, non seulement des États de l'Association européenne de libre-échange, mais également du Ministre allemand de l'économie Erhard. Les commentateurs parlaient ainsi du « zèle religieux » « ou nazi » d'Hallstein. En 1.961, le Premier ministre britannique Harold Macmillan abandonna finalement l'idée d'une large zone de libre-échange et le Royaume-Uni déposa une demande d'adhésion à la Communauté économique européenne. Edward Heath, alors lord du sceau privé du gouvernement Macmillan, mena les négociations de la première tentative d'adhésion britannique à la Communauté économique européenne. Hallstein, en tant que président de la Commission de la Communauté économique européenne, était prudent, estimant que la demande britannique était prématurée. Parmi les hommes politiques britanniques, seul Heath fut capable d'établir des rapports avec Hallstein. Le journal Financial Times du 2 août 1.961 écrivit que Hallstein était l'un des moins enthousiastes au sujet de l'adhésion britannique. A l'origine, les cercles du gouvernement britanniques estimaient qu'Hallstein partageait la position du gouvernement français et de de Gaulle, face au Royaume-Uni et aux cinq autres États membres de la Communauté économique européenne, et qu'il privilégiait la position protectionniste de la France. La presse britannique, notamment le Daily Express, était critique vis-à-vis d'Hallstein et de ce qu'il représentait.

C'est en 1.961 que de Gaulle proposa le plan Fouchet, un plan pour une « union d'États » intergouvernementale, comme alternative aux Communautés européennes. Il obtint peu de soutien de la part des autres États européens et les négociations furent abandonnées le 17 avril 1.962.

Alors qu'Hallstein avait une vision fédérale de l'Europe, et percevait la Commission comme un organe quasi-fédéral, la vision de de Gaulle était celle d'une confédération. Dès le début, Hallstein ne croyait pas que l'approche de de Gaulle quant à la coopération d'États-nations souverains serait capable de créer une Europe puissante qui pourrait jouer un rôle à part sur la scène internationale. De Gaulle envisageait un partage de souveraineté dans certains domaines, tels que la défense extérieure, l'harmonisation de la production industrielle, les affaires étrangères, la monnaie, l'exploitation des ressources dans les territoires d'outre-mer et le développement scientifique et culturel, mais dans le même temps il développait la force de frappe qu'il percevait comme une capacité de défense européenne indépendante des États-Unis. L'indépendance vis-à-vis des États-Unis était l'un des principaux objectifs de de Gaulle.

Il était contre une intégration poussée de l'Europe dès lors qu'elle se faisait sous le chapiteau de l'intégration transatlantique. En 1.962, la Commission Hallstein proposa un agenda et un programme pour la mise en place de l'Union monétaire et économique. Il la proposa au Conseil des Communautés européennes et au Parlement européen en octobre 1.962, sans succès.

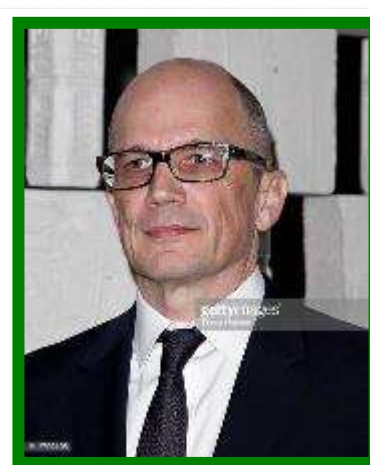
La deuxième tentative de de Gaulle visant à établir une union politique en Europe, indépendante des États-Unis, fut le traité bilatéral franco-allemand sur la coopération politique. Le traité entre l'Allemagne et la France, signé le 22 janvier 1963, fut critiqué par les autres États membres comme étant incompatible avec les traités établissant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et la Communauté économique européenne. Hallstein et les autres membres de la Commission émirent également des critiques vis-à-vis du traité et s'énervèrent à l'encontre de de Gaulle. Quand le traité fut ratifié par l'Allemagne de l'Ouest, le Bundestag ajouta unilatéralement un préambule dans lequel il rappelait son attachement aux liens transatlantiques, à l'élargissement des Communautés européennes existantes et à l'adhésion du Royaume-Uni.

Puisque le Royaume-Uni avait fermement exprimé son opposition à une défense européenne autonome et indépendante de l'Amérique, de Gaulle perçut le traité comme un échec.

De nouvelles tentatives de de Gaulle visant à renforcer la coopération militaire avec l'Allemagne en excluant l'Amérique furent rejetées par Erhard, alors chancelier fédéral et son ministre des affaires étrangères Gerhard Schröder. En 1963, de Gaulle opposa le veto français à la demande d'adhésion du Royaume-Uni, entraînant l'antagonisme des autres membres de la Communauté économique européenne.

De 1942 à 1945, Vollrath Freiherr Von Maltzan, nazi-national socialiste, représente la section commerciale de la compagnie IG Farben qui fabrique le gaz zyklon B. En 1946, il est nommé au ministère de l'économie du Land de Hesse, puis par les autorités américaines de la zone d'occupation américaine en Allemagne sous-préfet, chargé des affaires interzones et extérieures, puis il dirige la section des affaires administratives en matière économique. La RFA ne voit le jour qu'en 1949. De 1950 à 1953, il dirige au ministère des Affaires étrangères le département du commerce extérieur et des relations économiques et de 1953 à 1955 le département des affaires politiques. Il termine sa carrière comme Ambassadeur à Paris de 1955 à fin 1958, au moment où le GI de Gaulle, le vire sans ménagement « avec un bon coup de pied au cul ».Incroyable.....mais vrai..... !!!!!!!!!!!!!

CONFRONTATION AVEC DE GAULLE.



Le Président français Charles de Gaulle

Vollrath Freiherr Von Maltzan, pendant la guerre et après.

Ils s'opposèrent si fortement que le GI. de Gaulle obtiendra la fin à sa carrière diplomatique.

De Gaulle prit une position très prononcée au sujet de la politique agricole commune et, le 21 octobre 1964, le ministre français de l'information Alain Peyrefitte annonça que la France quitterait la Communauté économique européenne si le marché agricole européen n'était pas mis en œuvre au 15 décembre 1964. Le 1^{er} décembre 1964, Erhard, alors à la tête du gouvernement allemand, annonça que l'Allemagne accepterait les exigences françaises pour un marché commun du blé et, le 15 décembre, le Conseil des ministres établit un prix commun du grain valable à partir du 1^{er} juillet 1967 et demanda à la Commission de soumettre des propositions sur le financement de la politique agricole commune avant le 1^{er} juillet 1965.

Les différences entre la France et la Commission – particulièrement entre de Gaulle et Hallstein et Vollrath Freiherr Von Maltzan – se réaffirmèrent quand la France occupa la présidence du Conseil, de janvier à juin 1965.

Le Conseil des Ministres demanda à la Commission de soumettre ses propositions avant le 1^{er} avril 1965 au sujet du financement de la politique agricole commune à partir de juillet 1965. Cette proposition devait inclure son financement par levées directes plutôt que par des contributions nationales. Ceci entraînerait donc un transfert de revenu à la Communauté. Les ministres représentant d'autres pays, en particulier les Pays-Bas, indiquèrent

que leurs Parlements nationaux n'approuveraient pas le transfert de revenus à la Communauté tant que les droits du Parlement européen ne seraient pas renforcés.

Le 20 janvier 1.965, le Parlement européen adopta une résolution appelant les gouvernements à faire les premières avancées vers une Europe démocratique et fédérale. Hallstein soutenait cela. Hallstein reçut des indications selon lesquelles les autres pays partageaient son point de vue et décida de risquer une confrontation avec de Gaulle, interprétant les recommandations du Conseil dans un sens large, avec le soutien du commissaire à l'agriculture néerlandais Sicco Mansholt. La majorité des membres de la Commission soutenait Hallstein, le nazi.

Le 24 mars 1.965, Hallstein présenta les propositions de la Commission pour le financement de la PAC au Parlement européen. Il fut proposé que les tarifs douaniers collectés aux frontières de la CEE reviennent au budget communautaire et que la PAC soit mise en œuvre comme prévu à partir du 1^{er} juillet 1.967 – mais l'union douanière pour les produits industriels devrait également être mise en œuvre de la même façon, deux ans et demi avant la date prévue dans le traité de Rome. Les propositions auraient permis à la Communauté de développer ses propres ressources financières indépendamment des États membres et auraient donné plus de pouvoir budgétaire au Parlement européen. A partir du 1^{er} janvier 1.966, les votes au Conseil devaient être faits à la majorité simple, retirant ainsi la possibilité d'apposer un veto unique pour un pays. Le gouvernement français déclara qu'il ne pouvait accepter cela.

Comme la législation allait augmenter non seulement les pouvoirs de la Commission, mais aussi ceux du Parlement, Hallstein avait le soutien du Parlement, qui avait longtemps souhaité obtenir plus de pouvoirs. Avant que la proposition ne soit présentée au Conseil, elle devint publique, et Hallstein les présenta au Parlement européen le 24 mars, une semaine avant de les présenter au Conseil. Quand Hallstein mit en avant ses propositions, le Conseil était déjà inquiet. La France rejeta l'idée d'augmenter les pouvoirs du Parlement européen et d'accorder des revenus propres à la Communauté, insistant toutefois sur le fait que ce qui avait été accepté au niveau du Conseil au sujet du financement de la PAC devait entrer en vigueur le 30 juin 1.965. Il accusa Hallstein d'agir comme s'il était un chef d'État. La France souhaitait protéger la PAC car, dans un système majoritaire, elle serait mise en cause par les autres membres.

Après des discussions entre l'Allemagne et la France, un compromis fut atteint, retardant la mise en œuvre des levées agricoles jusqu'en 1.970, mais, à une réunion du Conseil le 28 juin, le Ministre des affaires étrangères néerlandais Joseph Luns, et son homologue italien, Amintore Fanfani, insistèrent sur le fait que toutes les propositions de la Commission soient discutées en paquet. Les diplomates allemands soutenaient cette proposition, et le Bundestag adopta une résolution déclarant que les propositions de la Commission n'allaient pas assez loin. L'Allemagne ne voulait pas donner son accord aux plans de financement agricole sans obtenir des assurances sur le fait que la France n'allait pas menacer la réduction générale des tarifs douaniers du Kennedy Round.

Le comité des représentants permanents produisit un rapport recommandant un compromis dans lequel les levées agricoles et les tarifs douaniers seraient utilisés pour permettre à la Communauté d'atteindre ses buts sans pour autant centraliser le processus. Cependant, Hallstein refusa cet accord, et suggéra de suspendre le processus tant que la question n'était pas réglée. Sous la pression de Couve de Murville, qui exerçait alors la présidence du Conseil pour la France, Hallstein accepta finalement, le 30 juin 1.965, de mettre en avant ce compromis. Le même jour, toutefois, après avoir consulté de Gaulle, Couve de Murville annonça qu'aucun accord n'avait été atteint durant le délai et que les négociations avaient failli. La présidence française prit fin le 30 juin 1.965.

CRISE DE LA CHAISE VIDE-POLITIQUE DE LA CHAISE VIDE.

Quelques jours plus tard, suivant les instructions de de Gaulle, la France cessa de participer aux réunions du Conseil des ministres et du Comité des représentants permanents dès lors que de nouvelles décisions étaient sur l'agenda. La participation de la France à plusieurs groupes de travail cessa également et le représentant permanent de la France auprès de l'Union, Jean-Marc Boegner fut appelé avec 18 hauts fonctionnaires et diplomates.

Afin de résoudre cette situation, Hallstein, suivi par Robert Marjolin, le vice-président de la Commission –français-, élaborait un nouveau plan continuant l'arrangement provisoire des finances agricoles jusqu'au 1^{er} janvier 1970. La proposition fut présentée au Conseil le 22 juin 1.965.

De Gaulle resta dans la confrontation envers Hallstein et ce qu'il qualifiait de « technocrate bruxellois ». En septembre 1.965, il déclara publiquement son opposition au vote à la majorité et au rôle politique de la Commission. Puisqu'un changement au traité nécessitait l'unanimité, il y eut une impasse car aucune disposition du traité ne prenait en compte la possibilité de boycotter le fonctionnement de la Communauté. Au moins aux yeux d'Hallstein, il s'agissait d'une infraction aux obligations du traité et il n'était pas préparé pour un tel scénario. Le 20 octobre 1.965, Couve de Murville, à l'Assemblée nationale, poussa pour une révision des traités. Ceci fut rejeté par les cinq autres États membres. Lors d'une réunion du Conseil des 25 et 26 octobre, ils passèrent une résolution déclarant qu'une solution « doit être trouvée dans les dispositions existantes des traités ». En guise de compromis, toutefois, ils maintinrent la

possibilité d'une réunion extraordinaire du Conseil pour discuter de « la situation générale des Communautés » – sans toutefois inviter la Commission.

Après les élections présidentielles françaises des 5 novembre et 19 décembre 1.965, de Gaulle accepta l'offre. Durant ces négociations des 17 et 18 janvier 1.966, le ministre français des affaires étrangères, Couve de Murville, abandonna la plus importante des exigences françaises :

En janvier 1.966, les six Ministres des affaires étrangères s'accordèrent pour suggérer à la Commission que les représentants permanents des ministres devaient être consultés avant toute proposition importante. De même, de telles propositions ne devaient pas être publiées avant qu'elles ne soient discutées au Conseil des ministres. Les cinq autres États prirent note – sans toutefois l'accepter officiellement – de l'opinion de la délégation française selon laquelle, pour des questions d'intérêt national, les discussions doivent durer jusqu'à ce qu'un accord unanime soit trouvé.

Ceci prit le nom de compromis de Luxembourg. L'intérêt national qui pouvait être invoqué n'était toutefois pas précisé et la façon de résoudre les différends non plus. Par conséquent, les décisions à la majorité furent évitées et il devint un veto de facto, puisque l'unanimité était nécessaire, jusqu'à ce qu'il fût aboli par l'Acte unique européen. Des concessions furent également faites aux sensibilités françaises, par exemple les diplomates ne devaient plus seulement présenter leur lettre de créance à Hallstein seul mais de manière conjointe aux Présidents de la Commission et du Conseil.

Quand la « **crise de la chaise vide** » prit fin, elle avait duré environ sept mois, du 30 juin 1.965 au 29 janvier 1.966, le Ministre français des affaires étrangères Couve de Murville retourna à la table des négociations après la date prévue de fin de mandat de Hallstein en janvier 1.966, il insista pour qu'Hallstein parte et qu'une autre personne prenne sa place à la tête de la Commission, qui serait, à l'avenir partagée par les trois Communautés. Puisqu'il n'y eut pas d'accord pour remplacer Hallstein quand son mandat prit fin le 8 janvier 1.966, il resta en fonction afin d'expédier les affaires courantes, sur la base de l'article 159 du traité de la communauté économique européenne. Cela impliquait également que la fusion des trois Communautés, qui aurait dû avoir lieu le 1^{er} janvier 1.966, fut repoussée.

Au regard de sa confrontation avec le Gl. de Gaulle, il y eut une proposition pour qu'Hallstein soit nommé pour un mandat prolongé de six mois. Le chancelier allemand Kurt Georg Kiesinger accepta ce compromis, mais Hallstein le nazi considérait qu'il s'agissait d'une infraction au traité et, le 5 mai 1.967, il demanda à ne pas être reconduit. De cette façon, les Gouvernements nationaux avaient refusé d'accepter la transformation de la Commission en un exécutif européen.

RAISONS DE LA CONFRONTATION AVEC DE GAULLE.

De Gaulle reconnaissait les services d'Hallstein à l'idée européenne, mais l'attribuait davantage au patriotisme allemand servant les intérêts de l'Allemagne afin qu'elle retrouve le respect et un statut en Europe. De Gaulle n'appréciait pas le statut que Hallstein, le nazi, pour lui un simple technocrate, se voyait accordé par des États étrangers. Hallstein, de son côté, était attentif à ce que, lorsqu'il représentait la Commission, il se voit accorder le statut normalement accordé au chef d'État.

De Gaulle se plaignait du fait que, selon lui, la Commission usurpait le rôle politique réservé aux gouvernements et qu'Hallstein usurpait le rôle réservé aux chefs de gouvernement ou aux chefs d'État. Il attaqua Hallstein personnellement, déclarant qu'il essayait de transformer la Communauté économique européenne en un super État, avec Bruxelles comme capitale tandis que lui essayait de défendre la démocratie française contre un « aréopage technocratique, apatriote et irresponsable ». Dans ses mémoires, de Gaulle décrivit Hallstein comme :

« Il épouse ardemment la thèse du super état et emploie toute son habile activité à obtenir que la communauté en prenne le caractère et la figure. De Bruxelles, où il réside, il a fait comme sa capitale. Il est revêtu des aspects de la souveraineté, dirigeant ses collègues entre lesquels il répartit les attributions, disposant de plusieurs milliers de fonctionnaires qui sont nommés, affectés, promus, rétribués, en vertu de ses décisions, recevant les lettres de créance d'ambassadeurs étrangers, prétendant aux grands honneurs lors de ses visites officielles, soucieux, d'ailleurs, de faire progresser l'assemblage des six dont il croit que la force des choses fera ce qu'il imagine. »

D'après Der Spiegel, les plaintes du Gl de Gaulle concernaient :

-le fait que Hallstein était fréquemment reçu par les Présidents américains, bien que la Commission n'eût alors pas de mandat explicite en termes de relations extérieures ;

- le fait que Hallstein revendiquait un rôle de « Premier ministre européen,
- le rang d'Ambassadeur détenu par les représentants des 65 États accrédités auprès de la Commission européenne,
- la présentation des lettres de créance des ambassadeurs -représentant permanent- à Hallstein,
- la participation de l'équipe de la Commission au Kennedy Round à Genève, aux négociations avec l'AELE et aux négociations avec les États non européens, en particulier latino-américain.

Le rôle politique de la Commission, Hallstein déclara dans un entretien au Der Spiegel :

« En principe, nous n'avons pas de compétences politiques ... parce qu'il n'y a rien de cette nature dans le traité de Rome. Mais nous avons une responsabilité politique parce que nous sommes une entreprise politique – pas économique. Le marché commun a pour but d'unifier politiquement l'Europe. »

Spiegel - 14 juillet 1.965.

La question soulevée par la crise de la chaise vide était celle du financement de la politique agricole commune, qui était un intérêt critique pour la France : en effet, de 1.962 à 1.964, la France reçut 46 millions de dollars américains de fonds agricoles, soit 85 % des revenus dans ce secteur. Le conflit entre Hallstein et de Gaulle démontrait un conflit entre deux visions de l'Europe. Ces différences incluent notamment :

- le débat sur l'inclusion du Royaume-Uni,
- le financement de la politique agricole commune,
- les compétences du Parlement européen, particulièrement concernant le budget,
- la question du vote à la majorité au sein du Conseil des ministres.

Sur la plupart de ces questions, de Gaulle voyait Hallstein comme un opposant. La réponse d'Hallstein aux attaques de de Gaulle était également agressive, comparant les actions du Gl. de Gaulle à celles d'Hitler. Et puis quoi encore. ?

RETOUR EN POLITIQUE NATIONALE ET RETRAIT DE LA VIE PUBLIQUE -1.967-1.982. HALLSTEIN QUITTA LA COMMISSION A LA FIN DE 1.967.

Le 20 janvier 1.968, Hallstein fut élu président du Mouvement européen, une organisation privée créée en 1.948 comme organisation parapluie de diverses organisations européennes en faveur de l'intégration européenne, où il continua à promouvoir sa vision d'États-Unis d'Europe. Hallstein tint son poste jusqu'en 1.974, date à laquelle il ne se présenta pas à sa réélection. Il fut suivi par Jean Rey, qui lui avait précédemment succédé à la présidence de la Commission.

Lors des élections fédérales de 1.969, Helmut Kohl, le Ministre président et chef de la CDU du Land de Rhénanie-Palatinat offrit à Hallstein l'opportunité de se présenter directement comme candidat dans la circonscription électorale Neuwied dans la région du Westerwald et d'être également tête de liste en Rhénanie-Palatinat. A l'époque, la CDU dirigée par Kurt Georg Kiesinger était le parti au pouvoir. Au congrès « Euroforum 68 » de la CDU à Sarrebruck en janvier 1.968, Hallstein fut accueilli comme prochain ministre des Affaires étrangères, si le parti gagnait les élections fédérales de 1.969. Il proposa de s'opposer à de Gaulle et de contrer ses tentatives de dévaluer et d'affaiblir les Communautés européennes. Toutefois, le parti perdit les élections et Hallstein devint membre du Bundestag mais sans aucun gouvernement en fonction.

Comme le rapporta le Der Spiegel, Hallstein fut plus tard approché par Kohl comme candidat potentiel pour remplacer Heinrich Lübke à la présidence fédérale, mais cette tentative ne fut pas fructueuse. De 1.969 à 1.972, il fut membre du Bundestag, pour l'Union démocratique chrétienne, dans lequel il siégeait dans la commission sur les affaires étrangères et où il était l'un des porte-parole du parti pour les affaires européennes, aux côtés d'Erik Blumenfeld et Carl Ludwig Wagner. Au sein du parti, il soutenait la Junge Union, l'organisation pour la jeunesse de la CDU. Hallstein avait peu de contact personnel avec sa circonscription, le travail étant principalement fait par son assistant Christian Franck. Aux prochaines élections de 1.972, il ne fut pas réélu. Dans ses discours au Bundestag, il continuait d'exprimer sa vision de l'unité européenne. Il parlait en faveur des élections directes du Parlement européen en Allemagne.

Après avoir quitté le Bundestag en 1.972 et la présidence du Mouvement européen en 1.974, Hallstein se retira de la vie politique active mais continua à écrire et à donner des conférences. Il déménagea de sa maison de campagne à Westerwald à Stuttgart, et continua son travail d'auteur.

VISION DE L'EUROPE.

Les idées centrales d'Hallstein sur l'Europe étaient sa vision d'une Europe fédérale. Il qualifiait l'intégration européenne d' « entreprise révolutionnaire » qui aurait pris du temps. D'après son analyse de la situation, l'intégration européenne était favorisée par les menaces extérieures du bloc soviétique et les menaces internes d'un conflit entre les États d'Europe centrale et de l'Ouest ainsi que la fragilité économique et politique des démocraties européennes. Hallstein et son équipe à l'Office des affaires étrangères souhaitaient un cadre constitutionnel de type fédéral – une conception supranationale qui était critiquée par l'école de pensée proche de Ludwig Erhard, ministre de l'Économie, qui défendait une coopération économique intergouvernementale basée sur le libre-échange.

Hallstein s'est exprimé tôt en faveur de la Communauté européenne de défense, qui n'a jamais vu le jour, et l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Occident, qu'il percevait comme la solution nécessaire aux autres problèmes, dont la réunification allemande. Dans un discours de 1.953, donné à Londres, Hallstein distingue trois dimensions à l'intégration européenne :

- L'intensité exprimée par le degré avec lequel les États membres transfèrent une partie de leur souveraineté individuelle pour créer une communauté supranationale,
- L'étendue exprimée par la taille de la Communauté, c'est-à-dire le nombre d'États membres,
- Le temps exprimé par l'ordre et la vitesse vers l'intégration complète.

Il estimait qu'il y avait une sorte d'échange entre les différentes dimensions, par exemple : plus le nombre de membres était élevé, moins l'intégration serait possible à une période donnée. Son modèle incluait la coexistence de différentes organisations européennes de différentes tailles et avec différents degrés d'intégration. De telles considérations étaient pertinentes pour le Royaume-Uni, qui soutenait les organisations intergouvernementales telles que le Conseil de l'Europe et portait un intérêt moindre pour les organisations supranationales telles que la Communauté européenne du charbon et de l'acier et le projet de Communauté européenne de défense.

Bien qu'Hallstein ait d'abord eu comme but l'intégration économique, il déclara que ce n'était pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre l'union politique qui « partagerait les fonctions appropriées des États membres ». Le plan Schuman était une façon de permettre à l'Europe de devenir un partenaire égal aux États-Unis et non dépendant d'eux – et une façon de permettre à l'Allemagne de rejoindre une « communauté organisée de peuples libres ». Il envisagea un projet, une évolution graduelle impliquant un certain nombre de projets, s'unissant pour produire un tout cohérent. Au début, il parlait de l'« aspect dynamique des plans constitutifs »-dynamischer Aspekt der Teilpläne-, mais il parla ensuite de « logique matérielle »-allemand : Sachlogik, « une force anonyme qui ne travaille qu'au travers de la volonté humaine... une logique interne, qui est plus forte que le diktat capricieux des politiciens.-

Ceci impliquait la mise en place d'une situation où le but désiré serait atteint car les peuples, confrontés à un problème futur et aux choix qui en découlent, choisiraient naturellement la voix désirée – pas automatiquement, mais parce que la logique inhérente de la situation favoriserait le choix en question. Par exemple, la mise en place d'un tarif douanier commun entraînerait naturellement le besoin d'une politique commerciale commune, de la libre circulation des personnes, des services et du capital qui tendrait à une infrastructure commune, dont une politique fiscale commune, une politique budgétaire commune et une monnaie commune. Le plan Schuman était la première étape, appliquée dans le champ de l'économie ; l'étape suivante devait être la défense, qui rendrait nécessaire l'intégration dans des domaines liés aux relations industrielles, à la politique sociale, à la politique énergétique et aux affaires étrangères.

Hallstein soutenait une Europe basée sur le principe de l'État de droit, c'est-à-dire que le droit est en position de force. Son concept d'union européenne était celui d'une communauté basée sur la démocratie et l'État de droit – pas une fédération -car il ne s'agissait alors pas d'un État, et la pensée fédéraliste n'était pas encore associée à une forme de structure organisationnelle -et donc, indépendante du concept d'État-, ni une confédération. En tant qu'avocat et expert en droit international, Hallstein avait une importante connaissance juridique. Son modèle d'Europe fédérale empruntait des éléments aux structures fédérales allemands, américains et suisses. Hallstein écrivit plus tard que l'expérience de l'Allemagne nazie l'avait conduit à se méfier non seulement de l'idée de souveraineté nationale absolue et inaliénable, mais aussi de la vision britannique d'un équilibre européen des pouvoirs.

Suite à son expérience en tant que prisonnier de guerre aux États-Unis Hallstein développa un certain intérêt pour la constitution des États-Unis et l'histoire américaine entre l'indépendance en 1.776 et la ratification de la constitution en 1.788, quand les États-Unis étaient une confédération d'États. Les problèmes que les États-Unis rencontrèrent étaient, selon lui, partiellement dus au fait que les États défendaient leur souveraineté. Il rejeta le concept d'État-nation unitaire préféré par les Français, en faveur d'une solution fédérale, et conclut que l'Europe devait suivre

une voix similaire à celle des Américains vers une solution fédérale. Cependant, il espérait maintenir la diversité de l'Europe et s'opposait au fait que l'Europe devienne un « melting pot ».

**CE NAZI A SA MORT, NE REÇU AUCUN HOMMAGE DE LA FRANCE,
NI TITRE, NI DISTINCTION.**

**L'AUTEUR APPORTE ICI LA PREUVE QU'IL Y A BIEN EU JONCTION ENTRE LES
NAZIS DE LA REUNION SECRETE DE STRASBOURG EN NOVEMBRE 1.944 ET
LES NAZIS DE L'APRES GUERRE POUR LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE ET
LA PRISE DE CONTROLE DE L'ORGANISATION DE L'ONU.**

**MITTERRAND N'A-T-IL PAS « SONNE LA PAIX FINALE » DEPUIS LE WAGON DU TRAIN
QUI L'A CONDUIT DE VICHY A L'ÉLYSEE, AVEC BOUSQUET EN CHEF DE GARE.**

DE WALTER HALLSTEIN POUR L'EUROPE A KURT WALDHEIM POUR L'ONU.



**Kurt Waldheim a occupé les fonctions de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
de 1.972 à 1.981, puis Président de l'Autriche de 1.986 à 1.992.**

M. Kurt Waldheim a entamé son deuxième mandat de cinq ans en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 1er janvier 1.977. Sur recommandation unanime du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale l'avait, par acclamation, réélu à ce poste le 8 décembre 1976.

**La diaspora juive ne dit rien, depuis sa première nomination à ce poste
et de plus elle approuve cette nomination, par le vote à l'unanimité du Conseil de sécurité.**

INCROYABLE MAIS VRAI... !!!!!!!!!!!!!!!

L'élection de Kurt Waldheim au deuxième tour de la présidentielle autrichienne de 1.986 à 1.992 survient dans un climat de controverse. La victoire de l'ex-secrétaire général des Nations unies (ONU) est en effet obscurcie par des révélations portant sur son passé au sein d'une unité allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale.

A l'approche de la présidentielle en Autriche, le candidat Kurt Waldheim, appuyé par le Parti populaire autrichien (PPA), est au centre d'une polémique. En mars 1.986, la presse écrite et le Congrès mondial juif font en effet des révélations sur le passé moins connu de l'ex-secrétaire général de l'ONU qui a publié récemment son autobiographie. Celui-ci aurait été lié à une unité de la Wehrmacht qui aurait commis des atrocités pendant la guerre. Malgré cela, Waldheim, qui nie avoir eu connaissance de ces événements, obtient presque 50% des voix lors du premier tour, le 4 mai. Il défait ensuite le socialiste Kurt Steyrer lors du deuxième tour, le 8 juin 1.986. Cette élection de Waldheim à la présidence, un poste essentiellement symbolique, s'accompagne d'une montée de la droite et de l'extrême droite lors des législatives qui se déroulent le même jour. Prenant acte du verdict populaire, le premier ministre Fred Sinowatz quitte ses fonctions. Un autre membre du Parti socialiste autrichien (PSA) dirigera le gouvernement, à la tête d'une coalition avec le PPA. Loin de s'atténuer, la controverse se poursuit, mettant en relief la troublante question de l'antisémitisme en Autriche. Des demandes de démission sont formulées et une Commission d'enquête est chargée de faire la lumière sur le passé de Waldheim. Elle conclut que le président ne peut être accusé de participation personnelle, mais qu'il porte néanmoins une responsabilité morale pour les gestes posés par son unité

pendant la guerre. **En 1.987, les États-Unis placeront le chef d'État autrichien sur une liste de surveillance, lui interdisant d'entrer sur le territoire américain comme personne privée.**

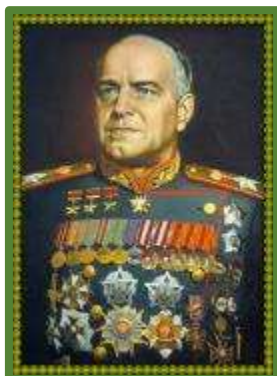
L'affaire Kurt Waldheim est un débat international sur l'implication présumée de l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kurt Waldheim, dans des crimes de guerre pendant la période du nazisme. Ce débat a commencé en 1.986, lors de sa campagne électorale pour la présidence fédérale de l'Autriche, et a duré jusqu'à la fin de son mandat en 1.992.

Waldheim, qui de 1.942 à 1.944 avait été officier de renseignement des forces armées, démentait toute implication dans des crimes nazis. Les médias nationaux et étrangers, ainsi que le Congrès juif mondial, l'accusaient d'avoir participé à plusieurs activités du régime nazi. Le Congrès juif mondial affirma même avoir trouvé son nom sur une liste de criminels de guerre nazis présumés établie par l'armée américaine. Face à ce qu'ils considéraient être une ingérence étrangère dans la campagne, les défenseurs de Waldheim condamnèrent l'opportunisme de ses accusateurs.

Waldheim ne sollicitera pas un deuxième mandat lorsque son premier arrivera à terme, en 1.992.

M. Waldheim est décédé le 14 juin 2.007 à Vienne à l'âge de 88 ans.

Que ce chien descende aux enfers.



JOUKOV A BERLIN



Annie Lacroix-Riz -née le 18 octobre 1.947- est une historienne française, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII - Denis Diderot. Ancienne élève de l'école normale supérieure à Sèvres, élève de Pierre Vilar, agrégée d'histoire, docteur ès lettres, elle est spécialiste des relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle. Elle a notamment écrit sur l'histoire politique, économique et sociale de la Troisième République et de Vichy, sur la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale, sur les relations entre le Vatican et l'Allemagne nazie ainsi que la stratégie des élites politiques et économiques françaises avant et après le conflit mondial. Ses publications, tant sur la période 1.939-45 que sur le régime stalinien en URSS, ont entraîné diverses polémiques et ont vu leur objectivité fortement remise en cause.

HISTOIRE DE LA COLLABORATION ET DE L'EPURATION.

Dans les années 1.980, elle oriente ses travaux sur les relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle, de la guerre de 1.914-1.918 à la guerre froide. En 1.983, dans le cadre d'une recherche sur les nationalisations d'après-guerre, elle commence à travailler sur les archives de la Commission nationale interprofessionnelle d'épuration, un travail dont elle tire, en 1.986, un article sur « Les grandes banques françaises : de la collaboration à l'épuration, 1.940/1.950 ».

Dans les années 1.990, ses recherches l'amènent à étudier la collaboration économique : Industriels et banquiers français sous l'Occupation, puis le choix de la défaite et de Munich à Vichy : l'assassinat de la Troisième République.

Sur plusieurs de ces sujets, les travaux de Lacroix-Riz ont donné lieu à des controverses. L'historien Olivier Dard observe que les années 1.930 tiennent fréquemment le rôle de « repoussoir » mais qu'il convient de tenir compte « des représentations, largement négatives, portées sur des élites qui se caractériseraient par leur incompétence, leur veulerie et leur corruptibilité. Ainsi, toutes ces dernières années, une historienne, isolée dans le monde universitaire, Annie Lacroix-Riz, a prétendu démontrer dans différents ouvrages, notamment dans l'un intitulé **Le Choix de la défaite**, que les élites françaises, largement corrompues et gangrenées, avaient délibérément provoqué la défaite de 1.940, présentée comme une « divine surprise » dont elles auraient profité. La thèse n'est pas nouvelle et se retrouve illustrée dans une prose abondante des années 1.930 et 1.940.»

Rendant compte de la nouvelle édition d'Industriels et banquiers français sous l'Occupation -2013-, l'historien Hubert Bonin, professeur émérite d'histoire économique contemporaine, salue la première partie de l'étude, « tableau approfondi des cercles d'hommes d'affaires (...) impliqués, dans la collaboration économique » mais se montre plus critique devant le reste de l'ouvrage :

Affaiblissant ces acquis, Annie Lacroix-Riz ne peut s'empêcher de dériver fort loin de ces analyses consistantes. Elle confond notamment le plus souvent la Haute Banque et les maisons de banque familiales d'affaires et de gestion de fortune et d'actifs, et l'ensemble des grandes banques, les banquiers et les banques compromis avec Vichy et les pillards nazis et l'ensemble de la communauté bancaire, dénonçant le tout comme engagé uniformément dans une guerre contre la démocratie, le patriotisme et les intérêts économiques français. Un inventaire précis des noms cités dans le livre et des grands patrons impliqués par les faits cités par les archives ne dépasse pas quelques dizaines de personnes... Beaucoup de pages de l'ouvrage sont ainsi solides et enrichissantes, car leurs sources complètent utilement les histoires concernant les hommes d'affaires de droite extrême ou pire. Mais encore plus de pages sont beaucoup moins convaincantes car elles entremêlent les hommes, les banques, les entreprises sans suffisamment d'intelligence discriminante, au seul nom d'un « anticapitalisme » que l'on peut juger « primaire ». Et le nombre des hommes d'affaires que l'ouvrage regroupe dans une dénonciation impitoyable, et justifiée par ailleurs, constitue qu'une

cohorte d'une cinquantaine environ ! Des études d'entreprises précises à propos de banques, par exemple, et une synthèse d'un spécialiste historien ont déjà prouvé que les communautés de banquiers et d'hommes d'affaires étaient partagées de nombreux courants d'idées, d'influence et d'action, sans aucune unité, même si une large majorité a été effrayée du Front populaire en 1.936/1.938, de la poussée du syndicalisme de masse et de la percée du Parti communiste, ce qui ne les a pas empêchées, à ce moment-là ou plus tard, de faire preuve de patriotisme économique et d'attachement à la démocratie. »

NON. Pour l'Auteur lequel a fait toute sa carrière dans une Institution bancaire d'abord banque d'émission du Franc Outre-mer en 1.852 et du F.cfa en 1.946, puis banque de crédit/dépôts et de conseils, Annie Lacroix-Riz ne confond pas les Banques d'affaires, familiales, d'émission, de crédits et dépôts qui sont par leur nature et leur fonds de commerce les mêmes. En revanche, après la guerre durant la période d'épuration, il fallait fusiller ou emprisonner les Dirigeants de ces Banques qui ont collaborés avec les nazis, SANS POUR AUTANT FAIRE DISPARAITRE LES INSTITUTIONS BANCAIRES, INDISPENSABLES POUR RELANCER L'ECONOMIE ET RECONSTRUIRE LE PAYS. Nous précisons que la gestion de patrimoine, actions obligations etc..., ne relève pas des Banques mais seulement des Agents de Changes pour éviter la confusion du genre entre le risque d'insolvabilité sur la Banque, et risque des chutes boursières entre spéculateurs à la Bourse des valeurs mobilières.

LA CONTROVERSE SUR LA PRODUCTION FRANÇAISE DE ZYKLON B.

Zyklon B à Auschwitz. En avril 1.994, « Les Élités françaises et la collaboration économique », une contribution d'Annie Lacroix-Riz commandée, selon elle, par la revue **Études et Documents** et qui, selon Vivian Curran, met au jour la complicité de banquiers et industriels français avec les nazis au seul motif du profit suivie d'une « falsification » après-guerre, est refusée par le comité de lecture de cette revue, ce que l'historienne interprète comme une censure. La fabrication française de Zyklon B et le refus de publication de l'article de Lacroix-Riz sont révélés par deux articles publiés fin 1.996. La publication du second de ces articles, dans **L'Humanité** du 8 octobre 1.996, lance la controverse publique, dont la presse internationale se fait l'écho. S'appuyant sur des archives allemandes, britanniques et américaines, **Annie Lacroix-Riz** soutient que le groupe Ugine avait investi dans sa filiale à 51% Durferrit-Sofumi, codétenue à 49 % par la société allemande Degesch du groupe IG Farben, pour produire du gaz Zyklon B.

Annie Lacroix-Riz tire argument de l'intervention de techniciens allemands et d'un « accroissement disproportionné » de la production qui, selon elle, ne pouvait être expliqué par celui de la demande d'insecticide. Dans un article publié en 1.997, Annie Lacroix-Riz soutient que le Zyklon B ainsi produit en France était « entièrement destiné à l'Allemagne et à des fins exclusivement militaires ». Elle reconnaît cependant que « nous n'avons pas encore de documents prouvant formellement que le Zyklon fabriqué dans l'Oise était destiné aux camps ». Elle reprend cette thèse dans son livre *Industriels et banquiers sous l'Occupation -1.999-*, décrit par Jon Henley, journaliste au quotidien britannique *The Guardian*, comme « extrêmement bien documenté » et par l'historien Kenneth Moure de l'université de Santa Barbara en Californie, comme « agressivement marxiste ».

Robert Paxton reproche à Annie Lacroix-Riz de s'être principalement appuyée sur les archives de la Délégation française auprès de la Commission d'armistice à Wiesbaden. En revanche, selon les journalistes Paul Webster et Stella Hughes, elle s'est appuyée sur des sources allemandes, britanniques et américaines. Denis Peschanski, rapproche la production de Zyklon B de l'usine française, qui aurait atteint 37 tonnes en mai 1.944, de la consommation du camp d'Auschwitz, qui n'en avait commandé que 14 tonnes en 1.943 et n'avait pas eu de difficultés d'approvisionnement auprès d'usines allemandes. Il considère que la réponse à la question de l'éventuelle fourniture par Ugine de Zyklon B à Auschwitz se trouve sans doute dans les archives de la Degesch qui a fabriqué le Zyklon B pour les chambres à gaz difficiles d'accès, mais qu'Annie Lacroix-Riz n'a pas essayé d'avoir et, surtout, dans les archives d'Auschwitz, qui, elles, sont accessibles. Selon Hervé Joly *, le rapprochement fait par Annie Lacroix-Riz entre les augmentations de capital de la Durferrit-Sofumi intervenues en 1.943 et les nouveaux débouchés du Zyklon B dans les camps d'extermination n'a donc pas de sens. Seule la société mère Degesch aurait directement vendu 50 tonnes de cyanure de sodium aux Allemands entre 1.940 et 1.944, ce qui correspondrait à 1,9 % de la production totale.

Au contraire la société a réinvesti les bénéfices sur ces ventes de Zyklon B. L'analyse d'Annie Lacroix-Riz est donc parfaitement correcte. De plus, l'Auteur a trouvé dans les archives de la BAO son Employeur, des transferts d'Allemagne, via la Suisse, en faveur d'Ugine pour des montants très conséquents. A cette époque la Banque était sous l'administration d'un Officier SS, qui a parfaitement géré cette Institution financière.

Selon cet auteur, * « d'après toutes les indications concordantes [...] la préoccupation des Allemands est seulement de développer la structure de commercialisation et d'application des antiparasites gazeux en France » pour réaliser « les nombreuses fumigations commandées par les troupes d'occupation », l'activité de la filiale commune avec Ugine étant « expressément limitée à la France, aux colonies françaises et aux pays de protectorat et

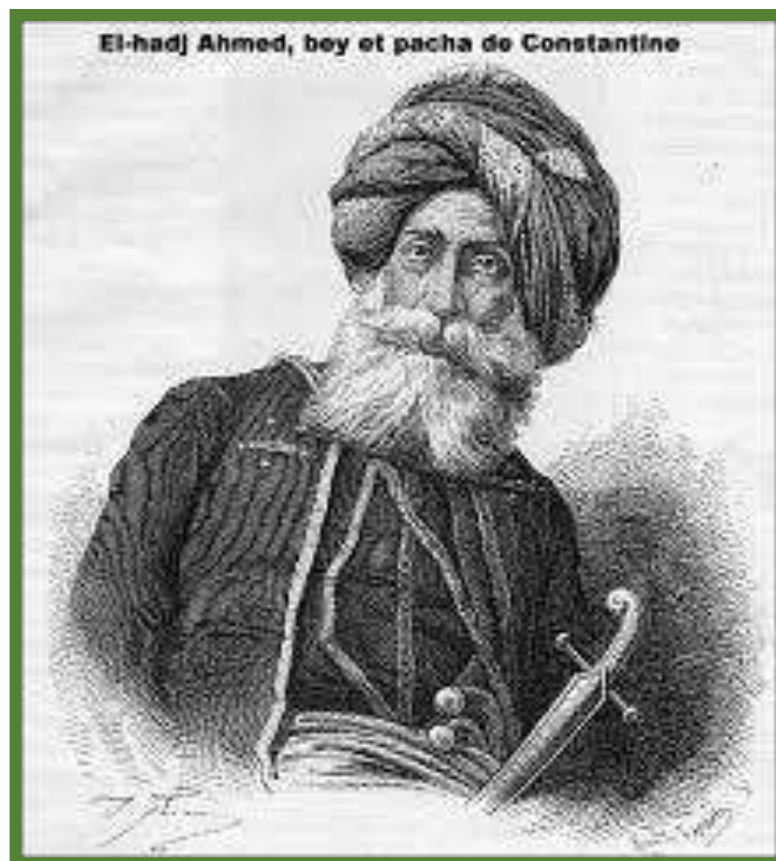




MAROC



ALGERIE



TUNISIE. MAISONS TRADITIONNELLES.



MAURITANIE.



BEDOUIN.



FEMMES AUX TRAVAUX DES CHAMPS. SENEGAL.



PECHE TRADITIONNELLE.



TRAVERSEE DE LA FORET TROPICALE CAMEROUNAISE



ENFANT MUTILE VOLONTAIREMENT PAR LES PARENTS POUR LE FAIRE MENDIER.



GHANA. PLATEFORME OFF-SHORE.



CONSEIL DES SAGES



CHARMEUR DE SERPENTS EN SIERRALEONAIS.



TRANSPORT DES PRODUITS AGRICOLES AU CAMEROUN.



CHUTES DU ZAMBEZE



HIPPOPOTAME



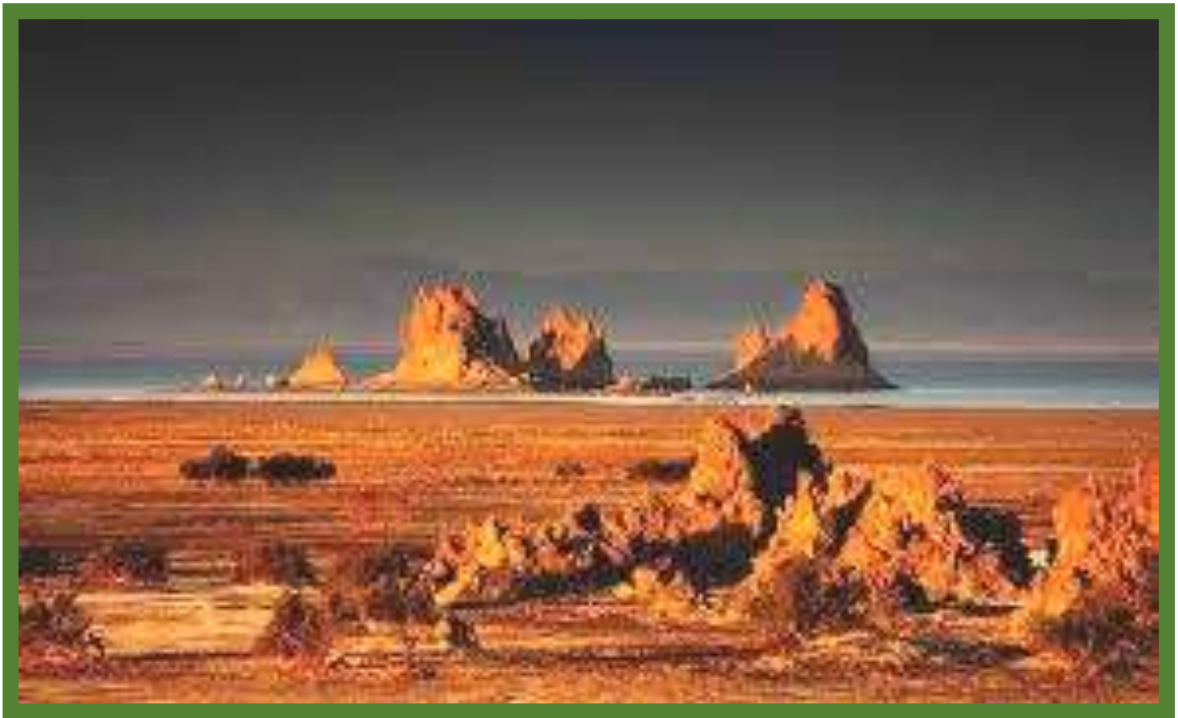
ZAMBEZE. RHINOCEROS



PERROQUETS.



ETHIOPIE.



ETHIOPIE.



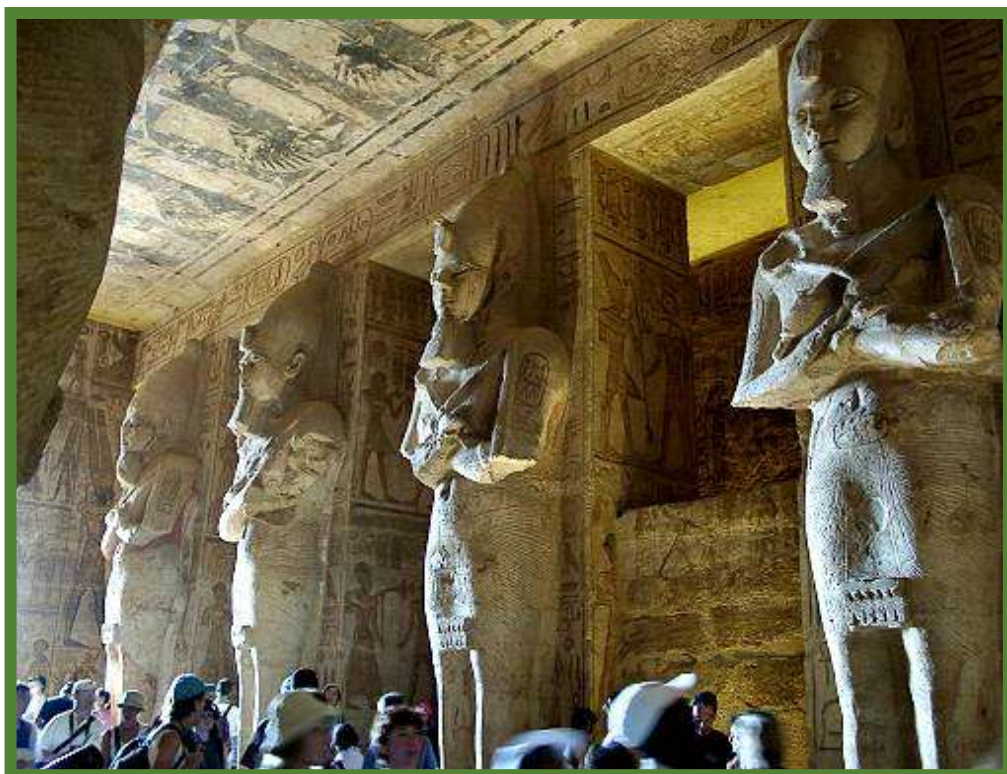
ETHIOPIE.PAYSAGE PRES D'ADDIS ABEBA.



LE SPHINX DE GIZEH.



TEMPLE D'ABOU SIMBEL.



LE CAIRE.



GABON



LIBREVILLE CAPITALE DU GABON.

FLAMBOYANT EN PLEINE FLORAISON.



ANGOLA





NAMIBIE





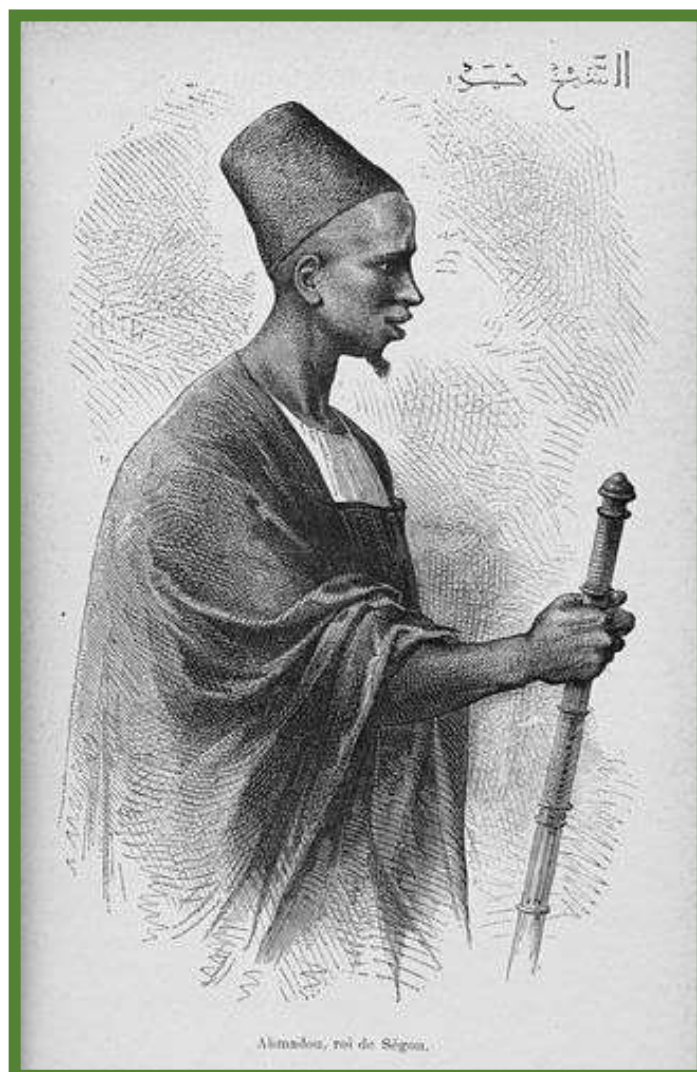
MOZAMBIQUE.



CITE LACUSTRE.



SEKOU. MALI.



AHMADOU TALL, ROI DE SEGOU.



MADAGASCAR





CAP VERT





PENINSULE INDOCHINOISE PENDANT LA GUERRE DE 1.946 A 1.954.



PONDICHERY AU TEMPS DE LA COLONISATION FRANCAISE.

LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE MER.



MARTINIQUE.





GUADELOUPE



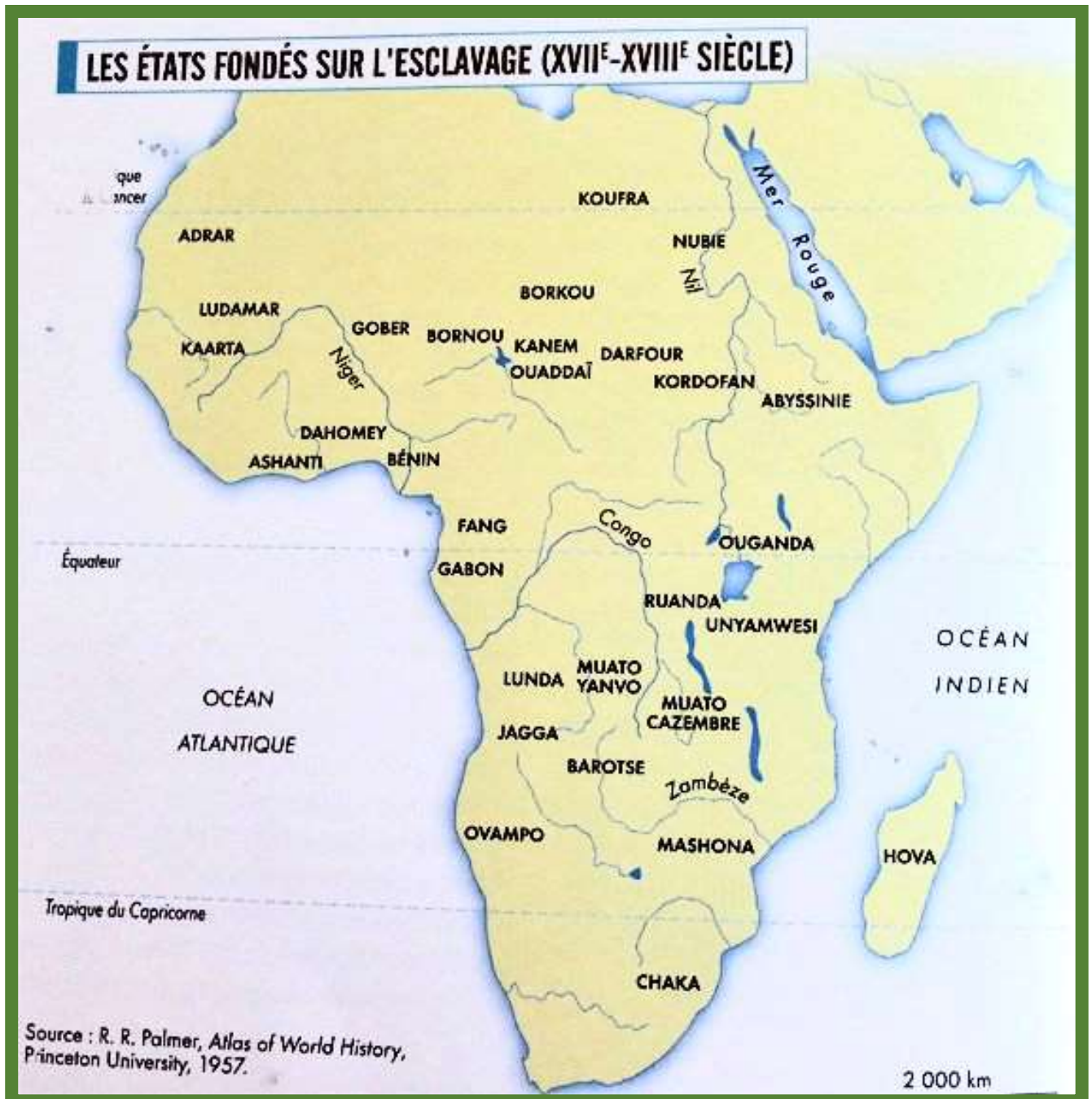
GUYANE



POLYNESIE



ILE DE LA REUNION



Pays auxquels, il faut ajouter tous les pays d'Afrique du Nord du Maroc à l'Égypte, associés pour le transport par caravanes des esclaves des pays sud-sahariens jusqu'aux pays asiatiques par la prétendue route de la soie.









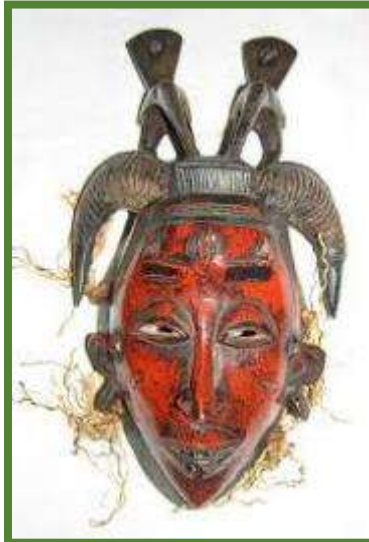
TRADITIONS AFRICAINES.



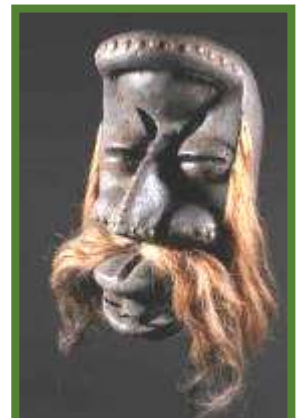
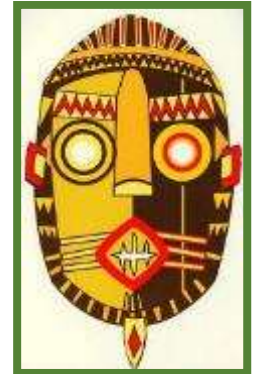




L'ART PREMIER—LES MASQUES.



L'ART PREMIER—LES MASQUES. SUITE.



L'ART PREMIER—LES MASQUES. SUITE.



Philippe Blancard 

*Docteur ès sciences économiques. Ancien Consul Honoraire de Belgique.
Fondateur de pouvoirs Hors Classe Ad/ Directeur Général Honoraire de Banque.
Expert agréé près la Banque Mondiale et de l'Union européenne.
Fondateur du Festival de musique et du Conservatoire d'Avvers sur Oise.*

8 A Avenue Jean Curabet 63.170 Aubière Tél 04 73 78 61 32 Mob 06 42 97 80 32

E-mail : blancard.philippe@orange.fr

Mise à jour Avril 2.018

ACTIVITES ANTERIEURES. - DOMAINE DE COMPETENCES.

La connaissance et l'expérience des principaux métiers de la Banque au niveau de la Direction Générale, d'un grand groupe Bancaire international, BIAO/COFIFA, sis à Paris, pour l'Afrique, ex Afn, Aof, Aef, de Madagascar et de l'Océan indien, qui fût antérieurement le 1^{er} Institut d'émission pour la Zone franc outre-mer, puis du F. cfa, depuis 1.852, à 1.954. A compter de cette date, ce Groupe bancaire occupe auprès des nouvelles Banques d'émission pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale jusqu'en 1.965, les fonctions d'Assistant technique. Puis il devient Banque de Dépôts et de Crédits, tout en conservant ses dossiers de Banque d'Affaires et de Conseils auprès des Autorités locales, des Chefs d'Entreprises et de Multinationales pour les études des projets liés au développement des économies africaines. Georges Pompidou a été l'Administrateur de références de cette Banque de 1.950 à 1.957. Puis, Il restera très proche de la BIAO lorsqu'il recevra les Chefs d'Etat africains au cours de ses fonctions de Premier Ministre à Matignon, et de Pdt de la République, au Palais de l'Elysée.

En 1.965, je suis devenu l'un des plus proches Collaborateurs du Président de la Banque, P. Roques, Inspecteur Général des finances, Ancien Conseiller du G1 de Gaulle à l'Elysée, chargé de préparer les dossiers de ses rencontres en Afrique auprès des Chefs d'Etat. A l'arrivée de Jean Dromer en 1.974 Inspecteur Général des finances, lui aussi, ancien Conseiller du G1 de Gaulle et de G. Pompidou à l'Elysée, Pdt de l'Association française des banques, puis ultérieurement Conseiller du Pdt de J. Chirac, j'ai conservé les mêmes responsabilités, puis habilité à représenter les intérêts la Banque au cours de mes Missions en Afrique sur les ordres express du Président.

Ses principaux actionnaires furent, la Banque Guy de Rothschild/Paris, le Groupe d'assurances Drouot/Paris, le Crédit commercial de France/Paris, la First National City Bank, NY, l'Union de Banque Suisse à Zurich, le Banco do Brazil, à Rio, la Banque Centrale de l'Ouest Africain à Dakar. La COFIFA holding de contrôle cotée à la Bourse de Paris au premier marché. Elle contrôlait la BIAO, cet ensemble bancaire classé, 16^{ème} /452, sur la liste des banques françaises, et 40^{ème}, tous secteurs confondus. Ma fonction m'a amené à effectuer de multiples missions, plus de trois cents hors de France, en l'Europe, Afrique, Moyen Orient, et aux Caraïbes, dont 10 ans à résidence au Niger, Tchad, Côte d'Ivoire et Cameroun, et en missions durant 12 ans, soit 22 ans en temps cumulé, sur une période de 39 ans, dans 29 pays des 4 continents cités supra, de 1.973 à 2.011, et ce durant 52 ans de carrière bancaire de 1.960 à 2.011. Il continue cette alternative entre la France, l'Europe et l'Afrique au cours de sa retraite.

La capacité à : --gérer des dossiers complets et complexes,
--négocier des conventions et transactions internationales, lors des sommets des Chefs d'état.
--diriger des équipes, et animer des réunions de travail.

La maîtrise de l'environnement de la banque dans des pays et sur des continents très différents, Europe, Amérique du Nord, Afrique, sur les plans économique, politique, juridique, m'a permis d'adapter et de déterminer la stratégie de la banque en fonction des marchés et des contraintes locales.

-A-. En 1.990-Fevrier. - sur l'invitation des plus Hautes Autorités Françaises et Tchadiennes, j'ai remis un mémoire, au cours d'une audience privée, au Pape Jean-Paul II, concernant mes notes et réflexions, sur l'évolution prochaine des rapports entre les pays les plus industrialisés et ceux dont les économies sont les moins avancées, et confirme l'apport positif des Banques dans la lutte contre l'esclavagisme, par la création monétaire. Ce document sera préfacé par Alain Decaux, et Simone Veil.

-B-. En 1.990-Mars. -, un plaidoyer rédigé par une dizaine de Chef d'Etat africains de la Zone franc me fût remis en mains propres, pour être transmis à M. Rocard Premier Ministre afin d'infléchir la décision de F. Mitterrand de liquider la BIAO. Je rencontrerai le Premier Ministre à l'hôtel Matignon, sans succès, car cette Institution financière avait commis le crime de lèse-majesté, en refusant d'intervenir dans les financements de Jean-Christophe Mitterrand pour plusieurs opérations sulfureuses en Afrique, depuis 1.986. En décembre 2.000, Jean-Christophe Mitterrand sera écroué à la prison de la Santé est libéré contre le versement d'une caution de 770.000 francs. Elle avait de même, en son temps refusé de financer les opérations : Foccart, Pasqua, Bongo, Elf...Etc....

En 1.990-Avril. -, à la demande des Autorités françaises, -Cf. lettre ci-après, de Pierre Bérégofoy, Ministre d'Etat, Ministre des Finances-, j'accepte de collaborer avec le sulfureux escroc chypriote/zambien Andreas Sardanis, Homme de la BNP qui connaît sa réputation, et qui néanmoins lui vend le réseau Afrique de la BIAO. Mais qq mois plus tard, **je refuse de transférer sans raison, aux Bahamas via le Luxembourg, 2 milliards de F.cfa ou 9,4 Mns € et démissionne.**

Je rentre du Tchad en France après avoir prévenu le Chef de l'Etat de la nature de ma décision, et adresse aux **Gouverneurs** des Banques Centrales des zones Frs Cfa UDEAC et CEDEAO, soit 14 pays, mon rapport de la fin de mes activités en Afrique. Sur les bases de mes informations, **Andreas Sardanis**, à l'occasion de l'un de ses nombreux A/R des Bahamas/usa sera arrêté, à Miami et incarcéré.

-C-. En 1.986, Mr Michel Aurillac, Ministre de la Coopération, demande à J. Dromer de désigner l'un de ses Collaborateurs pour mettre en place le moratoire bancaire de 5 ans signé, initialement entre la France, la République du Tchad, le Gouverneur de la Banque Centrale, pour la remise en ordre monétaire et économique du Tchad après la guerre avec la Libye de janvier 1.980 à juin 1.986. **Je serai désigné, pour effectuer cette mission qui sera accomplie en 4 ans au lieu de 5 ans, avec succès.**

-D-. En août 1.983, le Capitaine Sankara prend le pouvoir au Burkina Faso, par un coup d'Etat militaire. Son premier objectif, c'est de sortir de la Zone Cfa. Il a déjà fait imprimer de nouveaux billets de banque par les Camarades du Vietnam du Nord. L'ancien sénateur socialiste Guy Penne qui a conseillé le président Mitterrand sur les questions africaines de 1.981 à 1.986, est envoyé en urgence au Faso. J'ai reçu l'ordre en liaison avec R. Kaboré Dg de notre filiale bancaire à Ouagadougou et actuellement Président de la République du Faso, de dissuader Sankara de faire cette opération monétaire ; et nous y parvenons. **Il me restera de joindre G. Penne dans son avion personnel, pour le prévenir que Sankara avait changé d'avis, avant de descendre de son avion afin de réécrire son allocution au Pdt. Il maintient le Faso dans la Zone Cfa, à notre grand soulagement.**

-E-. La même année Roch Marc Christian Kaboré effectuera son stage d'entreprise à la Banque Internationale pour l'Afrique occidentale, BIAO à Paris sous la Pce de Jean Dromer qui me confiera la responsabilité de le former aux Métiers de la Banque. La Banque internationale du Burkina, étant sous contrat d'assistance technique avec la BIAO partenaire à 49%, et sur mes propositions à la Présidence de cette dernière, puis sur décision du Conseil d'administration de la BIB, accepté par le Chef d'Etat du Faso Z. Zerbo, Roch Marc Christian Kaboré sera nommé SG de la Banque, puis DG, et Blancard Ad. Vice Pce du CA.

De la Banque, il deviendra plus tard SG du Ministère des finances, puis Ministre des finances, 1er Ministre, Pdt de l'Assemblée Nationale, puis Chef d'Etat du Faso depuis 2.015.

-F-. Cette année-là, -1.983-, J'ai remis à Mr Edmond Maire SG de la CFDT, mon projet de TVA sociale au taux de 8 %, en concertation bilatérale avec les Instantes dirigeantes du Patronat. Cette étude prévoit une harmonisation des taux de TVA sur les 122 articles qui forment le « panier de la ménagère » et une modification profonde des charges de la SS, et de leur suppression, assortie en option, de la taxe Tobine, si nécessaire. Depuis, cette réforme a été envisagée sérieusement mais, n'a jamais abouti.

-G-. En 1.982, dans le cadre de la nationalisation du secteur bancaire, Jean Dromer Pdt de l'Association française des banques et de la BIAO, est consulté par le Gouvernement, pour donner son avis, sur la nationalisation de 137 sur 452 banques que compte le secteur. Au regard du coût à la charge des contribuables et des nombreux procès, je suis chargé de trouver les ratios de gestion indiscutables, pour limiter le nombre de banques concernées. Sur la base entre autres des 2 milliards de francs étrangers sur des comptes de dépôts, seules les Banques et Ets financiers atteignant ce seuil, et plus, seront nationalisables. Pierre Mauroy, Premier Ministre, acquiesce ce critère de 2 Mlds de ffirs et plus. Ainsi, elles seront 44 banques qui deviendront la propriété de l'Etat, sur les 137 proposées par le programme commun de la gauche, sur un total de 452 banques opérant en France.

-H-. En 1.981, sur intervention du Secrétaire Général de l'Elysée Mr P. Bérégofoy, celui-ci demandera à J. Dromer, Ancien Conseiller pour les affaires économiques du Gl. C. de Gaulle et Rapporteur de la

- A- Du Pdt L. Senghor pour le versement de royalties à verser à ses descendants par les produits laitiers « Président »,
- B -Du Pdt H. Boigny en 1.977 et 1.993, pour les réformes des paiements des exportations de cacao, appelée « Procédure Concorde » et la réhabilitation de la filière ananas à son niveau de 300.000/T.
- C -Des Autorités françaises et tchadiennes en 1.986, pour la mise en place du règlement du Moratoire bancaire. Retour des Investisseurs étrangers aux Tchad, Renault, Michelin, Filialisation de notre Agence par dilution du capital social, pour une prise de participation d'intérêts tchadiens. Durée de cette intervention 7 ans de résidence à Ndjama de 1.986 à 1.990, puis de 1.991 à 1992, Conseiller du Pdt Idriss Deby, Chef de l'Etat, pour le dossier « Pétrole tchadien ».
- D - Du Conseil d'administration de la Banque BIAO, pour la création de banques ; Obtention des agréments des Banques Centrales pour les pays suivants : Guinée/Conakry, Tchad, Guinée/Equatoriale, Bénin, Comores, Burkina Faso, et Cameroun.
- E – Des Autorités camerounaises, pour la mise en place de prêts internationaux au bénéfice de la République du Cameroun en 1.977/78 pour 5 milliards de f cfa non dévalués.
- F - Du Groupe Bancaire Rothschild pour la mise en place d'un projet de 3 millions de hec de plantation de graines de Jatropha pour la transformation en biocarburant (Sénégal, Mali, Mauritanie) est mis à l'étude en 1.973 mais trop tôt pour sa réalisation. Les esprits ne sont pas prêts.

PARIS ET A L'ETRANGER.

1.987 à 1.992. Administrateur Directeur Général de la BIAO au Tchad, auteur du traité du moratoire de guerre en 1.986 entre le Tchad et la Libye pour la démonétisation du dinar libyen au nord du 16ème parallèle. Ce traité d'une durée de 5 ans sera respecté et les objectifs atteints au terme de 4 ans.

-Règlement du Moratoire bancaire, suite à la guerre entre la Libye et le Tchad. Filialisation de notre Agence avec dilution du capital social, pour une prise de participation d'intérêts tchadiens.

-Réalisation des études d'implantation d'une zone industrielle destinée à accueillir de P.M.E.-P.M.I. dans les secteurs de l'alimentation, de la petite industrie ainsi que des entreprises de maintenance et de sous traitance.

-Création chèques de voyage en riyals saoudiens pour les pèlerins de la Mecque au départ de N'Djamena.

1.975 – 1.986 A PARIS. DIRECTEUR DES ETUDES ECONOMIQUES.

Pour les pays suivants : Sénégal, Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Niger, Tchad, Cameroun, Guinée Equatoriale, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Togo, Bénin, Ghana.

-Directeur des projets bancaires au Moyen orient et Afrique. Application des textes de la réglementation bancaire pour les zones de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, protocole d'accord, convention d'établissement et fiscale, rédaction des statuts et pactes d'actionnaire avec ou sans management. Budgets prévisionnels pour les investissements et d'exploitation.

-Obtention des agréments de banques pour les pays suivants : Guinée Conakry, Tchad, Guinée Equatoriale, Bénin.

-Administrateur de plusieurs filiales du groupe.

-Administrateur et Vice-Président de la Banque Internationale du Burkina Faso.

-Administrateur Directeur Général de Banque au Niger, en 1.983.

-Gestion de personnel et plans de formation (Cadres dirigeants).

-Relation clientèle avec les grands Groupes internationaux. Encaissements des factures export Café/cacao de Côte d'Ivoire/Europe/USA. Mise en exploitation de la « procédure Concorde ».

-Directeur des projets bancaires au Moyen orient et Afrique. Application des textes de la réglementation bancaire pour les zones de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, protocole d'accord, convention d'établissement et fiscale, rédaction des

statuts et pactes d'actionnaire avec ou sans management. Budgets prévisionnels pour les investissements et d'exploitation.

-Directeur des crédits pour les secteurs de : l'agro/alimentaire, l'industrie, l'énergie/mines et transports ».

-Correspondant des Autorités de tutelle. (A.F.B., B.D.F, C.N.C., C.C.B, BC. DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE).

1.960 – 1.974 A PARIS. CADRE D'EXPLOITATION.

-Coordinateur d'actions marketing, pour la collecte de l'épargne des particuliers, et des Entreprises,

-Chef de service pour la gestion des crédits domestiques et internationaux, en francs et en devises.

-Chef de projet au Bureau d'organisation, pour les procédures comptables informatisées ou non.

-Contrôleur de gestion : élaboration et exécution des budgets d'exploitation et d'investissements.

-Gestion de Trésorerie et Patrimoine privé : -Monaco, Nice, Luxembourg, Athènes, Beyrouth-

Trésorier Général Adjoint pour les placements sur les marchés monétaires.

Chef du projet de la réorganisation de la chambre de compensation.

Réforme du code civil sur les ouvertures de comptes bancaires.

Responsable de la cellule « informations » à l'arrivée des nouveaux actionnaires.

1.993 – 2.015 A PARIS EN STRUCTURE LIBERALE. DIRECTEUR ASSOCIE.

-**Expert honoraire** près la Banque Mondiale à Washington et l'Union Européenne à Bruxelles en collaboration avec Agral International filiale de la Caisse Nationale du Crédit Agricole à Paris.

2.014/15. Mise au point des dossiers **d'études industrielles et financières** pour des plantations de Jatropha Curcas, en Afrique et en Asie, pour la production de biocarburant agricole « **sans particule fine** » à la combustion et d'un coût inférieur à celui d'origine pétrolière.

2.013. Elaboration d'un nouveau schéma pour la Banque postale au Cameroun, **suite à l'échec du plan financier proposé, fin décembre 2.010, par la Poste française à la Banque Centrale**, aux Ministres des finances, des Postes et Télécommunications.

« « **En décembre 2.017 la Banque Postale est impliquée par les Autorités françaises de contrôles pruden-** tiels et de résolution à Paris, (Banque de France), pour les financements des réseaux terroristes en Syrie au travers des procédures de Western Union. Cette dernière, Parteners de la Banque postale, depuis 1.995 et dont les procédures comptables et d'exploitations pour les transferts d'argent, **par « Mandats-Cash »** relèvent de la plus hautement fantaisie, **selon mes analyses en 2.010/11. Elles entraîneront mon refus à la demande de mon Employeur, de mettre en place de telles pratiques, et je démissionne en Mars 2.011, et aussi après avoir mis la main sur une fausse facture de 183.000 €. Ces pratiques concernent**, entre autres, l'absence totale des renseignements pris sur leurs Clients. La Banque Postale à Paris est visée par une enquête préliminaire pour soupçons de manquement dans la lutte contre le blanchiment d'argent d'origine criminelle et le financement du terrorisme. » » »

« « En France, le contrôle des banques et des assurances est exercé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution L'ACPR. Elle est une autorité administrative dont le code monétaire et financier établit l'indépendance pour l'exercice de ses missions et l'autonomie financière. Pour son fonctionnement, l'ACPR est adossée à la Banque de France, qui lui procure ses moyens, notamment humains et informatiques. Cela est aussi valable pour **la Zone Franc CFA** placée sous le contrôle du **Ministère français des finances**, dont le Cameroun fait partie à cause de la présence au Nigéria et au nord-Cameroun des Boko Aram (frères musulmans), et du transit d'Amérique latine vers le Nigéria puis l'Europe de drogues dures, et des 3.500 kms de frontière entre les 2 pays. » » »

2.012. Etude finalisée pour le développement de la culture de biocarburant à partir de la Jatropha, en Afrique Centrale.

2.010/Mars 2.011. Directeur financier de la Campost à Yaoundé pour la création et l'agrément par la BEAC de la Banque postale camerounaise pour le développement rural, sous contrat de deux ans avec la Poste française. Mise en exploitation des règlements financiers par téléphone portable sur l'ensemble du Cameroun. En octobre 2.010 je rencontre à Yaoundé Mr Dayan Pdt exécutif de la Poste universelle à Zurich qui approuve mon projet de Banque postale. Il occupe également les fonctions de SG adjoint de l'ONU. Je démissionne en mars 2.011 mon Employeur, la Sofrepost, refusant catégoriquement de prendre en compte mes observations citées au § **-2.013- ci-dessus**.

Mr Béril, ès qualité DG de Sofrepost, elle-même contrôlée majoritairement par la Banque postale est retenu au Cameroun afin de comparaître devant une Cour d'assises dénommée « Tribunal criminel spécial » lorsque qu'il s'agit de détournements de fonds publics. Son passeport lui a été retiré. Il a tenté à deux reprises de franchir la frontière, sans succès. Son adjoint M'Vogo vient d'être condamné à 10 ans de réclusion criminelle par le TCP de Yaoundé pour détournements de fonds publics.

2.008. Dépôt d'une lettre SOLEAU concernant une procédure informatique bancaire dénommée « Haute Confidentialité » entre la Banque et ses Clients.

2.004/07. -Expert du huit clos au sommet du CEN/SAD à Niamey sous la Présidence du Niger Mamadou Tandja, et Conseiller financier de la Présidence d'Africarail au Niger. Projet d'extension, de connexion et de rénovation des lignes de chemin de fer de l'Afrique de l'Ouest. Règlements amiables ou par voie de droit de contentieux commerciaux liés à des engagements pris par certaines Banques installées en Afrique, auprès de leur clientèle particulière ou d'entreprises et non tenus par la suite.

2.003. Participation à la rédaction au rapport du Conseil Economique et Social section Finances/Banques sur la nécessité du renforcement des Autorités de régulations financières et de concurrence concernant les banques et les bourses des valeurs mobilières. Rapport adopté. Sur 185 votants, pour : 182, abstenus 3.

2.002/2.005. Missions en Guadeloupe pour le sauvetage réussi d'un complexe privé de cliniques chirurgicale, médicale.

1.998/2.001. Négociations avec succès pour réaliser la construction de plusieurs complexes pétrochimiques en Sibérie dont les règlements sont assurés par des contrats pétroliers nantis à cet effet.

1.997. Participation à la rédaction au rapport du Conseil Economique et social section Finances/Banques sur « L'avenir du système bancaire en France dans le contexte de la monnaie unique ». Rapport adopté, pour : 102, contre 13.

1.994/96. Ingénierie financière, missions en Côte d'Ivoire, Angola, Ghana, Maroc, Suisse, Danemark, pour le compte de grandes entreprises françaises de l'Union Européenne, Banque Mondiale, Fonds monétaire International, P.N.U.D., Banque Européenne d'investissements, dont plusieurs missions en Afrique en RCA et au Burkina pour la réhabilitation des Banques, et la création d'un marché boursier « jumelé » à celui de Paris.

1993. Mise en place d'un guichet de Banque agricole pour la réhabilitation de la filière ananas en Côte d'Ivoire et d'un plan de commercialisation en Europe.

1.993. Réalisation d'une étude de factibilité pour développer des activités financières et boursières (O.P.C.V.M.) à l'étranger, sur la base des marchés boursiers européens, et du continent nord-américain.

AUTRES ACTIVITES.

- Cofondateur du Festival de musique d'Auvers-sur-Oise avec G. Cziffra, et de l'école de musique.
- Premier prix de violon, du Conservatoire National de Boulogne/seine, en 1.962, et Prix d'excellence, en 1.963.
- Création de la Fondation Félix Eboué pour l'émission des pièces d'« or » et l'attribution de bourses aux Etudiants.
- Mise en place des structures du Conseil National du Patronat Tchadien, 160 entreprises nationales et multinationales.

REPRESENTATION DIPLOMATIQUE. DISTINCTIONS.

- Consul honoraire de Belgique.
- Grand Officier dans l'Ordre National de la Cote d'Ivoire.
- Officier de l'Ordre de la Couronne de Belgique.
- Chevalier dans l'Ordre national du Tchad.
- Chevalier de l'Ordre National du Mérite Français.
- Chevalier de l'Ordre du Mérite civique du Tchad.

- DIPLOMES.

-Docteur ès sciences économiques. -1.991-
Université catholique de Yaoundé soutenance de thèse « la fin de l'esclavagisme par la création monétaire »
Pdt du Jury : Père Philippe Dubin, Polytechnicien, Jésuite, Docteur en théologie et médecine.
En 1.990 le Pape Jean Paul II charge le Père Dubin de fonder l'Université catholique du Cameroun.

- LETTRES DE CONFORT.

--Pierre, Bérégovoy, Ministre d'Etat de l'économie, des finances, lettre d'avril 1.990.
--Mrs Félix. Mamalepot Gouverneur de la BEAC, lettre de janvier 1.991.
--Deux rapports de la Cour des comptes du Cameroun, d'octobre 2.010.

DIVERS.

-Membre du Lions club de N'Djamena, du Club de Padouk de Yaoundé.
--En 1.983, il corédigera lors du 130^{ème} anniversaire du Groupe BIAO/COFIFA, « De la vie coloniale au défi international » édité par Chotard et Associés. -337 pages-.
-Conservation à son domicile de l'unique planche à billets "**spécimen**" de la Banque de l'Afrique Occidentale, 1^{er} Institut d'émission de la Zone Franc de 1.852 à 2.002 date, de la fin de circulation des billets B.A.O.

En retraite depuis 2.003, Philippe Blancard est né à Paris en 1.942, s'est installé, avec toute sa famille, en Bretagne pour se rapprocher de la mer tout en appréciant le bocage breton. Sa connaissance et son expérience des principaux métiers de la banque au niveau de la Direction Générale, d'un grand Groupe bancaire international sis à Paris 75.008, -16^{ème} banque française- antérieurement 1^{er} Institut d'émission de la zone franc depuis 1.852, puis du F. Cfa en 1.946, dont les principaux actionnaires furent la Banque Rothschild, le CNEP, le CCF, l'Union de Banque Suisse, le Banco do Brazil. Sa fonction l'a amené à effectuer de multiples missions, plus de trois cents hors de France, en l'Europe, Afrique, Moyen Orient, et aux Caraïbes, dont 10 ans à résidence au Niger, Tchad, Cote d'Ivoire et Cameroun, et en missions durant 20 ans, soit 30 ans en temps cumulé, sur une période de 39 ans, dans 29 pays des 4 continents cités supra, de 1.973 à 2.011, et ce durant 52 ans de carrière bancaire de 1.960 à 2.011. Il continue cette alternative entre la France, l'Europe et l'Afrique au cours de sa retraite.

Fondé de Pouvoirs Honoraire Hors Classe de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale, a consacré toute sa carrière de 1.960 à 1.992 cette Institution, et à l'ensemble de la profession bancaire, plus particulièrement à partir de 1.973 à 2.011. En 1.983, pour le 130^{ème} anniversaire du Groupe BIAO/COFIFA, il copubliera « De la vie coloniale au défi international ». A la suite des événements de Kolwezi le Gouvernement zaïrois en remerciement envers la France, il mettra en place le compte pivot entre la France et le Zaïre pour gérer 20% des exportations mondiales du cuivre du Zaïre de la Gécamines, 1^{er} Producteur mondial, avec l'appui du Général Alain de Gaigneron de Marolles, Conseiller VGE à la Présidence. De 1.986 à 1.992, Ph. Blancard dirigera au Tchad la Mission du « Moratoire de guerre » entre la Lybie et le Tchad pour réhabiliter les filières commerciales, financières et monétaires par le retrait des dinars libyens au seul bénéfice du F.cfa.

A l'occasion du 150^{ème} anniversaire de la création de la zone franc en Afrique, en 2.002, il publiera sa thèse sur le rôle fondamental de la Création monétaire dans la lutte contre l'esclavagisme dans les Colonies françaises, et son influence sur l'économie de la France. --2.504 pages Format A5--. Auteur également des ouvrages suivants :

-En 1.982, De la vie coloniale au défi international. --En 1.990, La Fin de l'esclavagisme par la création monétaire remis au Pape Jean-Paul II, qui sera préfacée par Alain Decaux, et Simone Veil.

-En 2.002, Mémoires sur la mondialisation. -- Situation économique de la France et des Français de 1.900/2.000.

Il participera aux travaux pour la publication de deux rapports du Conseil Economique et Social des années 1.997 et 2.003, lesquels en leur temps avaient déjà mis en évidence la faillite du système bancaire français, tant sur les plans des gestions de l'administration générale et financière, depuis les années 1.990/95. Il faudra attendre de septembre 2.008 à janvier 2.012 avec la crise de l'euro et les faillites de plusieurs pays européens ainsi qu'un bon nombre de Banques américaines et européennes, pour que notre Gouvernement se rendent compte enfin des erreurs de gestion des Patrons de banques françaises avant de les révoquer, mais pas Tous ? En, 2.004 cette année-là il sera le Conseiller du « huit clos » confidentiel du Président du Niger pour le projet Africarail lors du sommet des 12 Chefs d'Etats du Sahel.

MON AUDIENCE PRIVEE AVEC LE PAPE JEAN PAUL II, EN FEVRIER 1.990.

Au cours de l'audience, je lui ai dit avec beaucoup de conviction en fixant ses yeux bleus-clair que nous vivions la fin d'un monde, la fin d'une civilisation qui pourrait bien nous conduire à la fin du monde, si nous n'assumons pas d'ici là, l'avènement d'une nouvelle société fondée sur des bases de valeurs universelles. Cette nécessité



indispensable, d'une révolution culturelle et morale pour passer à une civilisation mondialiste et universaliste, m'est apparue dans mes réflexions depuis les années 1.980, c'est à dire au moment du retour du capitaliste ultra libéral de type Ricardo/Sayiste que j'ai combattu avec autant de vigueur que le communisme, après un siècle et demi de mise en sommeil, avec l'interdiction à la BdF par VGE d'accorder des avances au trésor public en 1.973 au profil des Banques et des marchés au lieu de bénéficier aux épargnants français au travers de la CDC. Auparavant en 1.971 Reggan prend la décision de démonétiser le dollar de l'or. Puis, se seront les Accords de la Jamaïque de 1.976 qui confirment officiellement l'abandon du rôle légal international de l'or. Ils chasseront définitivement le capitalisme

de type Maltuso-Sismondien, et sont les seules causes actuelles, de l'endettement des Etats, de la misère des peuples au bord de la révolte, au seul profit égoïste des détenteurs de biens de production, pour leurs fortunes personnelles. Le Souverain Pontife m'a répondu positivement en posant lentement ses mains sur ses genoux et en approuvant de la tête. Puis par sa voix d'une tonalité grave à l'accent rugueux polonais il m'a apparu stigmatisé par la souffrance et les malheurs de l'humanité qu'il semblait porter en lui et avec lui, illuminé par une intelligence pure et authentique, animée par le souffle de la recherche.

De 1.993 à 2.004, sous statut de profession libérale, en association avec la CNCA, la Poste il effectuera des missions d'études pour le compte de la B.M., l'U.E. et diverses Entreprises pour des projets agroalimentaires et industriels en Europe, Afrique, Moyen-Orient et aux Caraïbes. En partenariat avec les plus importantes Banques françaises, il élaborera des projets d'assistance technique et financière pour des Banques de développement, dans les pays du tiers monde jusqu'en 2.012. Par ses fonctions et pour ses réflexions sur l'avenir du système bancaire français et de l'Outre-mer, il sera nommé à 47 ans, Officier de l'Ordre de la couronne de Belgique, Chevalier de l'Ordre national



du mérite français, Chevalier de l'Ordre du mérite civique du Tchad et Chevalier de l'Ordre national du Tchad, puis ultérieurement. Grand Officier dans l'Ordre National de la Cote d'Ivoire. Ci-contre Jean Dromer Enarque, promotion 1.957 France-Afrique, Ancien Conseiller du Général de Gaulle à l'Elysée pour les affaires économiques, financières et monétaires, Inspecteur Général des finances. En 1.967, il est nommé DGA de la BNP. Puis Pdt de la Banque Internationale de l'Afrique Occidentale (Groupe COFIFA/BIAO) de 1.974 à 1.986. A compter de cette date, il assumera les plus hautes fonctions à la tête de très importantes multinationales françaises. Pdt de la Banque de l'Union Européenne. Pdt de Gras et Savoye. Pdt de l'UAP puis Pdt d'honneur. Pdt de la financière

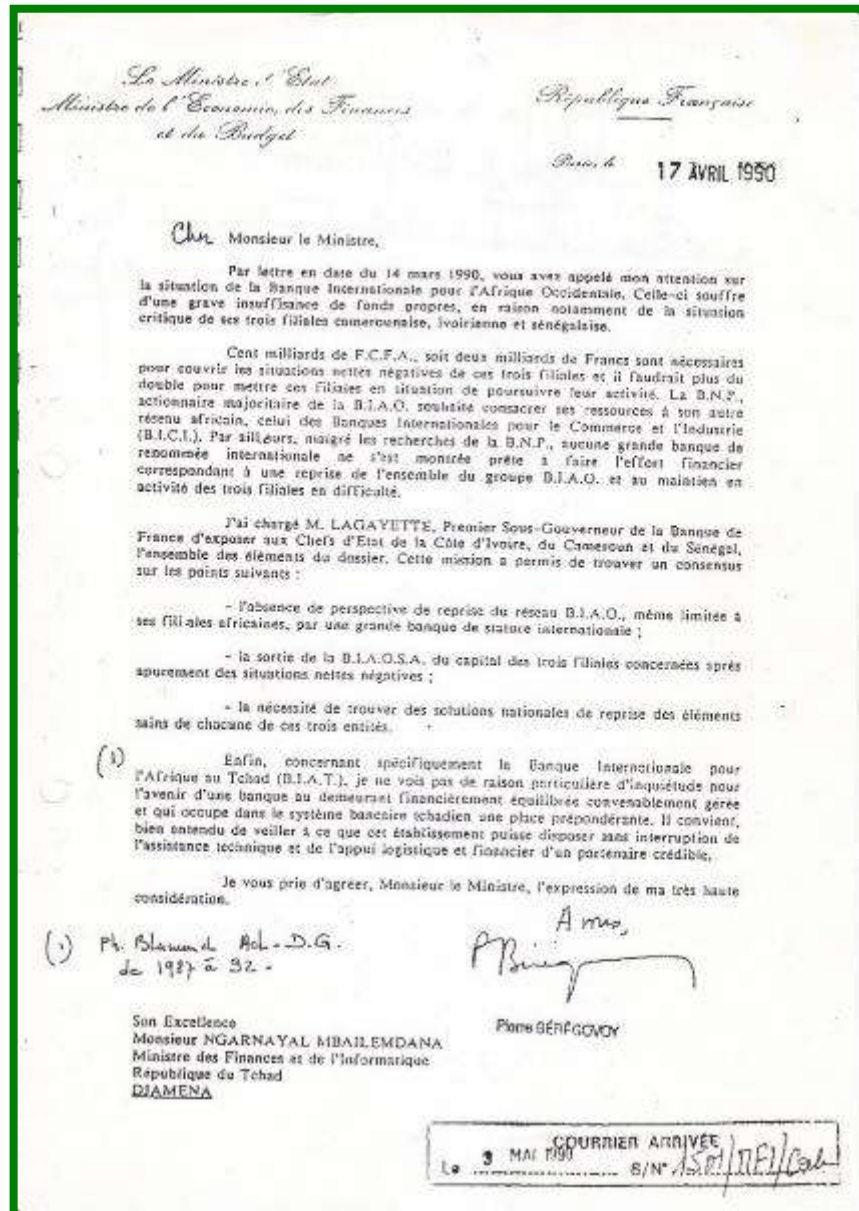
Agache. Pdt de LV et LVMH, Pdt de la financière LVMH. Administrateur de la Lyonnaise eaux Dumez. Administrateur d'Air liquide. Administrateur du Club MED. Pdt de la Sté d'Electricité de Monaco. Vice Pdt du CNPF International. Pdt de la Fondation de Médecins sans frontière. Pdt de la fondation Claude Pompidou. Pdt du Club « Le Siècle » en 1.998, jusqu'à sa mort en novembre la même année.

Après un cycle d'études supérieures au Conservatoire national de Boulogne sur Seine, sous la direction de Marcel Landowski, Pianiste et Prix de Rome de composition, il exécutera plusieurs concerts et récitals de violon aux bénéfices d'œuvres caritatives en France et Afrique. Il joue sur un violon de 1.645 du luthier de Crémone Nicolaus Amatus, élève de Stradivari.

Il cofondera en 1.976 avec les pianistes Eliane Richepin et Gyorgy Cziffra le Festival de musique d'Auvers-sur-Oise. Elève de Gérard Jarry et d'Yehudi Menuhin, puis de Maurice Fuéri dont il en deviendra son élève et ami, il obtiendra en 1.962 et 63 ses premiers Prix et Prix d'excellence par le Jury du Conservatoire national de Boulogne sur Seine, présidé par Arthur Grumiaux.

Il créera également l'Ecole de musique d'Auvers. Enfin, il sera Président d'honneur de l'Orchestre régional de l'Ile de France de 2.005 à 2.012, en succédant à Marcel Landowski, Prix de Rome de composition, Conseiller pour l'enseignement musical d'André Malraux, Ministre de la Culture, qui fut mon Directeur de Conservatoire à Boulogne sur Seine.

Ces deux Personnalités ont validé mes travaux bancaires,
Pierre Bérégovoy, Ministre d'Etat, Ministre des Finances, de l'Economie et du Budget
et Jean-Félix Mamalepot, Gouverneur de la Banque Centrale.

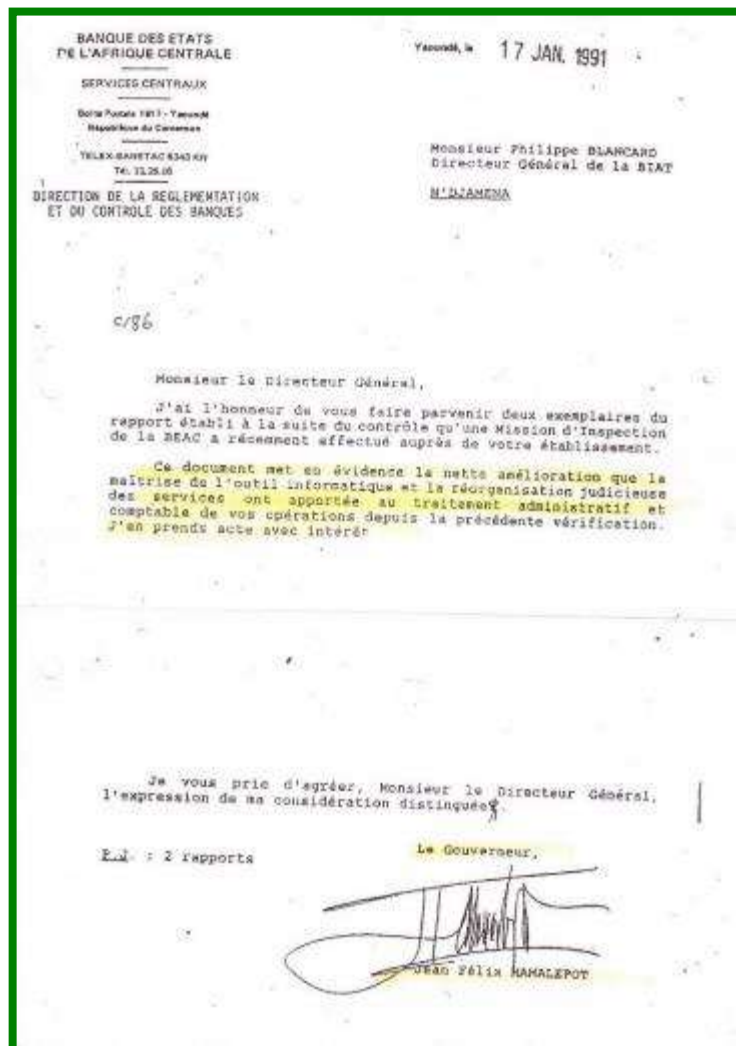


Cette lettre valide la qualité de gestion de la Banque alors que j'en étais
l'Administrateur et D.G. de 1.987 à 1.992.

Le « règne » de ce Dirigeant à poigne, même autoritaire, va durer 17 ans. Il prendra fin de manière abrupte en avril 2007, en raison de ces relations exécrables qu'il entretenait avec plusieurs Présidents des Pays Membres de la Banque Centrale pour l'Afrique équatoriale. Retour au pays en juin, pour être nommé Haut-commissaire à la Présidence de la République du Gabon, puis il sera chargé de la mise en place de la zone franche de l'île Mandji. Je peux témoigner de cette autorité négative. Je l'ai obligé à respecter les Accords de Coopération avec la France pour la « Zone Franc » en matière de contrôle des changes, qui garantit la parité fixe de l'€/F.cfa, par le Trésor public.

En effet lors des conclusions du moratoire de guerre du Tchad, Mr Jean-Félix Mamalepot refusait de reconnaître la guerre internationale de 1980 à 1986 entre le Tchad et la Lybie et la démonétisation du F.cfa par le dinar libyen au nord du 16^{ème} parallèle.

JEAN-FELIX MAMALEPOT GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE.



Lettre de félicitations qui m'a été adressée par le Gouverneur de la BC après l'inspection des Services de la Banque dont j'étais l'Ad. /D.G.

Conclusions 28 10 2010, des services de la Cour des Comptes camerounaises, publiées au JO le 17 11 2011 reçues le 25 11 2013 à mon domicile, sur les bases de mes informations transmises au Chef de l'Etat et après vérifications par leurs soins. Extraits.

25 Nov 2013

CAMPOST	AUDIT DU SYSTEME INFORMATIQUE	Date : 28/10/2010
	COMPTE RENDU D'INTERVIEW	
PERSONNE RENCONTREE : M. BLANCARD Philippe		FONCTION : Directeur des services financiers postaux - DSFP

M. BLANCARD est un cadre retraité des banques, il a une longue et riche expérience dans ce domaine et plusieurs réalisations à son actif.
Il est à **CAMPOST** depuis mai 2010 et occupe actuellement les fonctions de Directeur des services financiers postaux.

Dans le cadre du contrat **SOFREPOST**, il a reçu la mission de remettre en ordre les finances de **CAMPOST**.

La situation est effectivement critique; si l'on ne considère que l'endettement et les investissements prioritaires, on atteint des sommes considérables: (130 Milliards d'endettement et 2 Milliards pour l'investissement informatique). L'urgence au niveau des problèmes financiers est telle que si l'on n'entreprend rien dans les 12 mois à venir, **CAMPOST** ne pourra plus faire face à ses engagements (remboursement de la dette, paiement des salaires,...)

Ce trou se creuse un peu plus chaque jour au rythme de 1 Milliard par an du fait notamment des failles du système informatique et des problèmes de gestion.
S'agissant du système informatique, le bilan est nul et le fonctionnement est loin d'être satisfaisant. La déliquescence du système est telle qu'il n'y a pas d'amélioration possible; il faut tout recommencer en gardant à l'esprit les contraintes du métier de la banque :

- Sécurisation des valeurs confiées à la banque,
- fiabilité des transactions,
- confidentialité.

Parmi les raisons de cette déliquescence, il cite :


- Les conditions d'acquisition des progiciels et autres composants du système,
- Le manque de professionnalisme des compétences locales appelées à la rescousse.

Malgré les défaillances du système informatique, il reconnaît toutefois que le fonctionnement semble s'être amélioré depuis le mois d'avril 2010.

En rapport avec sa mission et parmi les objectifs prioritaires, il y a le projet de création d'une banque postale. C'est un sujet qu'il maîtrise bien pour en avoir monté quatre en Afrique.
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la recherche de solutions pour sortir **CAMPOST** de la crise.
La solution qu'il propose consacre l'éclatement de **CAMPOST** et la création d'entités viables et rentables sans perdre de vue le caractère social et 'service publique' de la poste.
Dans ce cas de figure, la **CAMPOST** va évoluer vers une structure avec quatre entités :

- Une entité de suivi et control des trois autres entités,
- Une entité qui va récupérer toute l'activité 'poste' de **CAMPOST**,
- Une entité banque 'postale' qui sera un véritable établissement de crédit tourné vers le développement rural.
- Une entité de recouvrement chargé de liquider le passif de **CAMPOST**.

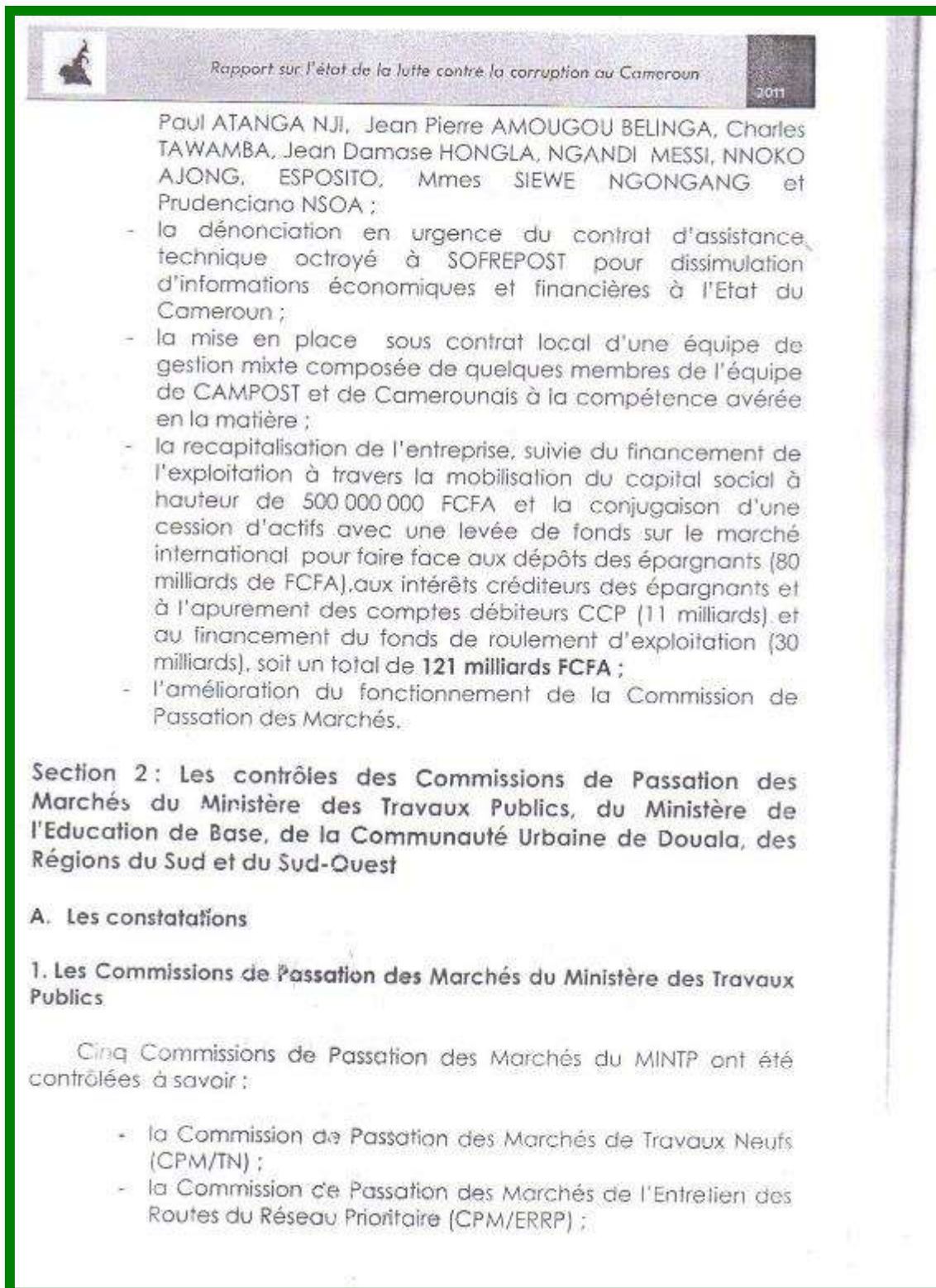
La réalisation d'un tel projet nécessite des fonds, **M. BLANCARD** est optimiste ; si le projet est bien monté il saura le défendre pour trouver les financements nécessaires.

<p><u>OBSERVATIONS SUR LE COMPTE-RENDU</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDATION DU COMPTE-RENDU</u></p> <div style="text-align: center;">  <p>DATE : NOM : SIGNATURE</p> </div>
--	--

CIS/Conseils. Tel : 99-84- 41-55
Audit du système informatique

Financement du fonds de roulement 121 milliards de F.cfa ou 185 millions €, soit 25 % du budget de l'Etat.

Conclusions 28 10 2.010, des services de la Cour des Comptes camerounaises, publiées au JO le 17 11 2.011 reçues le 25 11 2.013 à mon domicile, sur les bases de mes informations transmises au Chef de l'Etat et après vérifications par leurs soins. Extraits.



Financement du fonds de roulement 121 milliards de F.cfa ou 185 millions €.

A l'échelle des PIB camerounais et français ce montant de faillite correspond à celui du Crédit Lyonnais de 130 à 140 milliards de francs en 1.993 ou 21,4 milliards d'€.

Jean, Philippe, Dromer,

Inspecteur des Finances, en 1.980 nommé Inspecteur Général des Finances,
Né le 2 septembre 1.929 à Paris 16^e,
Décédé le 29 novembre 1.998,
Marié à Melle Eliane Dhombres, le 20 décembre 1.952,
1 Garçon et 4 Filles : Alain, Françoise, Lucie, Claire, Pascale.

Etudes : Ecole Sainte Geneviève à Versailles.

Diplômes : Etudes supérieures d'économie politique et de sciences économiques, Certificat d'aptitude de statisticien, Ecole libre des Sciences politiques. Enarque 3^eme de sa promotion 1.957 France-Afrique il choisit l'Inspection Générale des finances.

1.957. Inspection Générale des Finances,
1.959. Secrétaire Général du Comité Armand Rueff, retour vers l'étalon OR.
1.961. Chargé de missions au cabinet de V. Giscard d'Estaing Secrétaire d'Etat aux finances,
1.962.1.963. Conseiller Technique au cabinet de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, puis S.G. adjoint du MAF.
1.964 à 1.967. Conseiller Technique au Secrétariat de la Présidence de la République, (Ils sont huit au total) et SG du Comité interministériel pour les affaires économiques, financières et monétaires européennes.
1.968 à 72. DGA de la BNP.
1.969. Membre du Directoire de la Banque pour l'expansion industrielle, Banexi, et PDG de Nation –Bail.
Membre du Conseil de surveillance de la SNIAS, pour le compte de la BNP,
Président du Comité des pays ACP du Conseil national du Patronat français.
Membre du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale de coopération économique, représentant la BIAO.
1.973. Administrateur de la :
BIAO, et de la COFIFA, la holding de contrôle.
Soudure Autogène Française.
Cie internationale pour le développement Interfinexa.
Cie navale Worms.
Centre national pour l'information et la productivité des entreprises françaises.
Administrateur Délégué de l'Association des grandes entreprises ayant recours à l'épargne financier.
Président de l'Association française des établissements de crédits.
Membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.
Administrateur du Centre national pour l'information et la productivité des entreprises.

1.974-1.987. P.D.G. de la Cie financière France-Afrique et de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale, 15^e/452 banques opérant en France, pour un total de bilan consolidé de 20 milliards d'euro.

1.982 à 1.986.
1.982. Président de l'Association Professionnelle des Banques.
1.982. Administrateur du Laboratoire Roger Bellon.
1.982. Membre du Conseil supérieur des Français de l'étranger.
1.982. Membre du Conseil national du crédit.
1.986. Administrateur de la Cie française Philips.

1.986 à 87.

Pdt de la financière du CIC, et Pdt au CA du CIC.

1.986. Membre de l'European advisory Committee of New York exchange.
1.988 à 1.998.
Administrateur Havas-Paribas.
Pdt de la Banque de l'Union Européenne.
Pdt de Gras et Savoye.
Pdt de l'UAP puis Pdt d'honneur.
Pdt de la financière Agache.
Pdt de LV et LVMH, Pdt de la financière LVMH.
Administrateur de la Lyonnaise eaux Dumez.

Administrateur d'Air liquide.
Administrateur du Club MED.
Administrateur de Robeco Royal Belge.
Censeur d'Eurafrance.
Pdt de Planinter.
Pdt de la Sté d'Electricité de Monaco.
Vice-Pdt du MEDEF International.
Pdt de la Fondation de Médecins sans frontière.
Pdt de la fondation Claude Pompidou.
Pdt du Club Le Siècle en 1.998, jusqu'à sa mort en novembre 1.998.

En gras, les principaux postes administratifs décisionnels et exécutifs dans les secteurs publics et privés.



SALLE D'ORDINATEURS POUR CALCULS SCIENTIFIQUES.



PLUS JAMAIS CELA.... !!!!

BIBLIOGRAPHIE

- François-Xavier Verschave
O. Pétré-Grenouilleau
C. Bouchinet-Serreulles
Ph. Blancard-J. Alibert
Gl. Alain Gaigneron de Marolles
Raymond Aron
Simone Veil
C.F.A.O.
Larousse
Gallimard
Malthus
Pierre Péan
Sedillot
Jacques Delpuesch
Jacques Delarue
Keynes
Hachette
Meunier
Auvers sur Oise
Hanotaux Martineau
Lefèvre
Banque de France
- La Découverte
Larousse
L. de Redmetten
Catherine Nay.
Bryan M. Rigg
Jacques Calvet
S. Wiesenthal
Henri Baquiast
Jean d'Ormesson
J.P. Moussy/Ph. Blancard
- Union de Banque Suisse/Blancard
F. Calvi/MJ. Masurovsky
Pascale Froment
Ph. Blancard
Internet
Traité géographique vers 1.860
L'Atlas des esclavages
Andrée Viollis
André Malraux
- Adam Hochschild
- Eric Panthou
Tran Tu Binh
Annie Lacroix-Riz
Cardinal Baubillard
- Noir Silence.
Les traites négrières.
Nous étions faits pour être libres.
De la vie coloniale, au défi mondial.
L'Ultimatum fin du monde ou fin d'un monde.
Mémoires.
Sa lettre en réponse à celle de Ph. Blancard.
Panorama du Centenaire.
Encyclopédie – Cartographie.
Journal de la France et des Français.
Essai sur les principes de population.
Une erreur de jeunesse.
Le drame des monnaies.
Le trafic de piastres.
La Gestapo.
Théorie de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie.
Grandes signatures du Figaro.
Archives personnelles prêtées à l'auteur. (I)
Monographie communale.
Histoire des Colonies.
Droit fiscal et comptabilité.
Rapports annuels des Gouverneurs aux Présidents de la République et aux Présidents des deux Assemblées.
Annuaire économiques.
Grand atlas mondial. Histogramme des Civilisations.
La faillite des monnaies.
Le rouge et le noir.
La tragédie des soldats juifs d'Hitler.
La grande faillite.
Les assassins sont parmi nous.
Quelle place pour la France ?
Correspondances avec l'auteur.
-L'avenir du système bancaire en France dans le contexte de la monnaie unique. Rapport du CES de 1.977.
-Des Autorités de régulations financières et de concurrence, pourquoi et comment ? Rapport du CES de 2.003.
Prix, salaires et pouvoir d'achat dans le monde.
Le Festin du Reich.
Biographie de René Bousquet.
Archives et documentations personnelles et professionnelles. pour diverses informations et documentations.
Auteur inconnu.
M. Dorigny et B. Gainot.
Indochine S.O.S. en 1.931.
essais de théorie littéraire, comptes rendus critiques et premières proses.
Les Fantômes du Roi Léopold II.
La terreur coloniale au Congo belge de 1.884/1.908.
Une histoire sociale 1.925 – 1.940.
Phu – Riêng Récit d'une révolte. Plantation de Michelin.
Pour ses recherches historiques contemporaines.
Son engagement pour le National-socialisme.

(1) petit fils du Général Largeau, Commandant le Territoire militaire du Tchad laissera son nom à la grande oasis de Faya dans le Tibesti. Ami et compagnon d'armes du Général Mangin.
Il mourut au champ d'honneur, lors de la bataille de la Somme.

TABLE DES MATIERES.

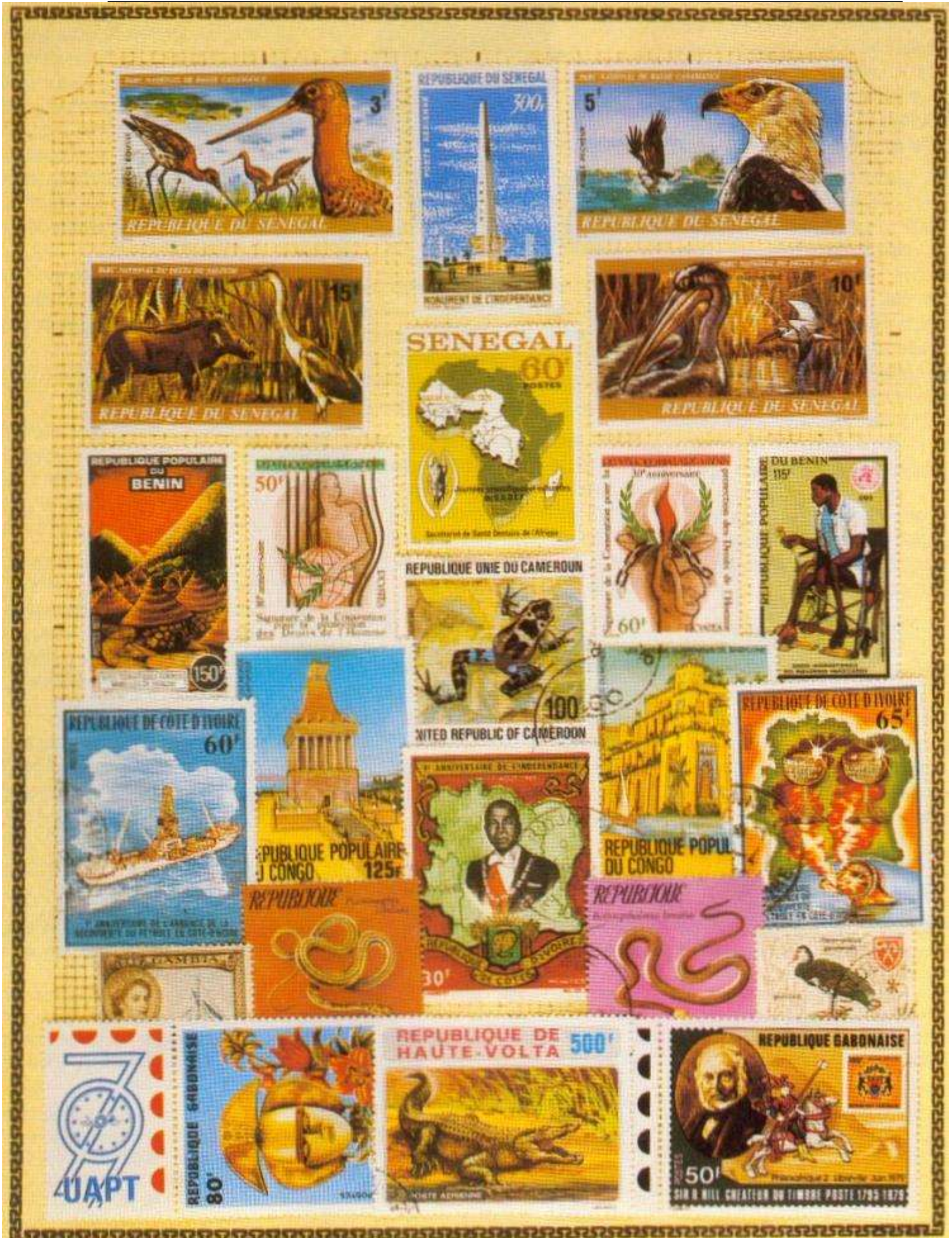
TOME NO 1.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.	3
TAUBIRA, CHIRAC. LOI DUR LA RECONNAISSANCE DE L'ESCLAVAGISME.	6
DIVERSES ILLUSTRATIONS	9
PREFACE D'ALAIN DECAUX.	23
CORRESPONDANCE A S. VEIL.	24
AVANT PROPOS.	30
HOMMAGES A JEAN D'ORMESSON ET E. ORSENNA	31
CONFERENCE DE BERLIN.	33
LES PRINCIPAUX PROTAGONISTES	49
AVANT-PROPOS, SUITE.	64
A LA MEMOIRE.	69
UN SOUVENIR PARTICULIER à	70
FIN DE LA CIRCULATION DES BILLETS « BAO ».	72
INTRODUCTION.	74
NOTES DIVERSES ET SOMMAIRE ECONOMIQUE SUR LES STRUCTURES EUROPEENNES.	93
PRESENTATION DU PROJET DE BIOCARBURANT.	94
PROLOGUE.	96
CHAPITRE I.	
LES EMPIRES. LES RELIGIONS.	112
CHAPITRE II.	
LA FRANCE. SON UNITE. SON ROYAUME.	129
CHAPITRE III.	
L'EXPANSION CIVILISATRICE DE LA FRANCE.	136

CHAPITRE IV.	
LES DEBUTS DE LA MONDIALISATION.	153
CHAPITRE V.	
LA FRANCE : SON ADMINISTRATION COLONIALE.	156
CHAPITRE VI.	
L'III^e REPUBLIQUE ET LES CONSEQUENCES.	167
CHAPITRE VII.	
LA CREATION MONETAIRE. DETTE PUBLIQUE.	184
CHAPITRE VIII.	
DEMOGRAPHIE. ECONOMIE SOCIALE.	252
CHAPITRE IX.	
LA VIE DE TROIS BANQUES.	264
CHAPITRE X.	
TOME II	335
CONCLUSION GENERALE. TABLEAUX D'ECONOMETRIE	336
NOVEMBRE/DECEMBRE 2.018 : NOUS ECRIVONS UNE PAGE	363
D'HISTOIRE DE NOTRE PAYS.	
EURO	368
CHAPITRE XI.	
ABOLITION DE L'ESCLAVAGISME.	422
FELIX EBOUE.	451
DISCOURS DE BRAZZAVILLE.	456
DISCOURS DE LA BAULE.	458
RELATIONS AVEC LE TCHAD ET LA LIBYE.	465
DISCOURS DE DAKAR.	468
ANGOLAGATE.	474
ILLUSTRATIONS DIVERSES.	479
GUERRE D'ALGERIE.	500
GUERRE D'INDOCHINE.	512
PIASTRE INDOCHINOISE.	520

GUERRE OUBLIEE DU CAMEROUN.	523	
GUERRE DE MADAGASCAR.	526	
GUERRE ET GENOCIDE DU NIGERIA/ BIAFRA.	527	
GUERRE ET GENOCIDE DU RWANDA.	539	
L'APARTHEID.	548	
PHOTOS D'UN MARCHÉ D'ESCLAVES AU NIGER EN 1.982.	561	
CHAPITRE XII.		
LA FUITE DES CAPITAUX ET DES NAZIS HORS D'ALLEMAGNE ET D'AUTRICHE.	563	
LE CAPITALISME ULTRA LIBERAL.	591	
TVA SOCIALE.	604	
CHAPITRE XIII.		
HISTOIRE DU TEMPS DU TRAVAIL.	611	
PIERRE MESSMER.	624	
TOME III		626
TRAITE GEOGRAPHIQUE – AFRIQUE.	627	
UNION EUROPEENNE.	726	
DIVERSES ILLUSTRATIONS.	730	
FELIX HOUPHOUËT BOIGNY.	731	
L'AUTEUR.	732	
CONCLUSION FINALE SUR LA CREATION MONETAIRE.	746	
DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME.	747	
MISE EN GARDE		
LES AVENTURES DU CAPITAL ULTRA LIBERAL DE L'ECOLE DE CHIGACO.	755	
BANQUE « ROTHSCHILD FRERES ».	778	
BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR.	794	
LES PLUS GRANDS SCANDALES POLITICO FINANCIERS DE LA REVOLUTION A LA 5^{EME} REPUBLIQUE.	795	
CONSTRUCTION DU CANAL DE PANAMA.	800	

LES EMPRUNTS RUSSES.	805
TROIS PAGES HISTORIQUES INCONNUES DE LA FRANCE L'UNION FRANCO-BRITANNIQUE 1.940. L'ACCORD DARLAN CLARCK DE NOVEMBRE 1.942. LES CARTES DES ESCLAVAGISMES.	833
TORTURES EN ALGERIE.	862
MAGISTERE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE	875
DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE.	915
L'ŒUVRE FINALE D'HOUPHOUET BOIGNY : RECONCILIER LES DEUX RELIGIONS DE SON PAYS	916
TOME IV	919
L'AFRIQUE AUSTRALE.	920
L'AFRIQUE DU SUD.	928
CAMP DES HARKIS INDOCHINOIS de Sainte Livrade sur Lot.	955
GENOCIDE AU CONGO BELGE.	972
LA FABRICATION DU PNEUMATIQUE, UN GENOCIDE ET CRIME FRANCAIS OUBLIE CONTRE L'HUMANITE.	981
ERIC PANTHOU. LES PLANTATIONS MICHELIN EN INDOCHINE.	984
ANTI THESE.	1.000
LES RACINES NAZIES DE L'UNION EUROPEENNE.	1.027
EN MEMOIRE A PHILIPPE SEGUIN...	1.100
ANNIE LACROIX-RIZ	1.117
DIVERSES ILLUSTRATIONS INDO-AFRICAINES.	1.119
NOTE SUR L'AUTEUR.	1.156
C.V. DE JEAN, PHILIPPE, DROMER.	1.168
BIBLIOGRAPHIE.	1.171
TABLE DES MATIERES	1.172 /75
ANNEXES	1.176 à 1.180
PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA.	1.181
LES SULFUREUX LIENS MAFIEUX FINANCES/POLITIQUES.	1.189
ILLUSTRATIONS AFRICAINES VERS 1.900.	1.197
ALGARATH, ILLUMINATI, NAZIS, ET ISRAËL.	1.212 à 1.252.



Les 100 meilleures universités au classement de Shanghai
HARVARD, STANFORD ET CAMBRIDGE TOUJOURS AU TOP

1	Harvard University	1
2	Stanford University	2
3	University of Cambridge	3
4	Massachusetts Institute of Technology (MIT)	4
5	University of California, Berkeley	5
6	Princeton University	6
7	University of Oxford	7
8	Columbia University	8
9	California Institute of Technology	9
10	University of Chicago	10
11	University of California, Los Angeles	12
12	Cornell University	14
12	Yale University	11
14	University of Washington	13
15	University of California, San Diego	15
16	University of Pennsylvania	17
17	University College London	16
18	Johns Hopkins University	18
19	Swiss Federal Institute of Technology Zurich	19
20	Washington University in St. Louis	20
21	University of California, San Francisco	21
22	The University of Tokyo	24
23	University of Toronto	23
24	Imperial College London	27
25	Northwestern University	22
26	Duke University	26
27	University of Michigan-Ann Arbor	24
28	University of Wisconsin - Madison	28
29	University of Copenhagen	30
30	Rockefeller University	36
30	University of North Carolina at Chapel Hill	33
32	New York University	29
32	The University of Edinburgh	32
34	The University of Manchester	38
35	Kyoto University	35

36	Sorbonne University	40
37	University of Minnesota, Twin Cities	34
38	The University of Melbourne	39
38	University of Colorado at Boulder	43
40	The University of Texas at Austin	51
41	University of Illinois at Urbana-Champaign	37
42	University of Paris-Sud (Paris 11)	41
43	University of British Columbia	31
44	Karolinska Institute	44
45	Tsinghua University	48
46	University of California, Santa Barbara	45
47	Heidelberg University	42
48	Technical University Munich	50
48	The University of Texas Southwestern Medical Center at Dallas	48
50	Vanderbilt University	52
51	University of Maryland, College Park	53
51	Utrecht University	47
53	University of Munich	57
54	University of Zurich	58
55	The University of Queensland	55
56	King's College London	46
57	Peking University	71
57	University of Helsinki	56
59	University of Geneva	60
60	University of Southern California	54
61	Ghent University	69
62	University of Oslo	62
63	Uppsala University	63
64	Ecole Normale Supérieure - Paris	69
65	Aarhus University	65
66	University of Groningen	59
67	Zhejiang University	-
68	University of Sydney	83
69	The Australian National University	97
70	Boston University	80

70	McGill University	67
70	Purdue University - West Lafayette	77
70	Rice University	74
74	Leiden University	88
74	Pennsylvania State University - University Park	85
74	University of Bristol	61
77	Stockholm University	74
77	Technion-Israel Institute of Technology	93
79	Erasmus University Rotterdam	73
79	Georgia Institute of Technology	85
81	Mayo Medical School	71
81	Swiss Federal Institute of Technology Lausanne	76
83	Nagoya University	84
83	University of California, Irvine	64
85	National University of Singapore	91
86	KU Leuven	90
86	McMaster University	66
86	Moscow State University	93
86	University of Florida	88
90	University of Pittsburgh, Pittsburgh Campus	68
91	Carnegie Mellon University	80
91	Monash University	78
93	The University of Western Australia	91
94	The Ohio State University - Columbus	80
95	The Hebrew University of Jerusalem	-
96	Nanyang Technological University	-
96	University of Basel	-
96	University of California, Davis	85
99	University of Goettingen	95
100	The University of Texas M. D. Anderson Cancer Center	

Les meilleures universités françaises au classement de Shanghai
SORBONNE UNIVERSITÉ EN TÊTE

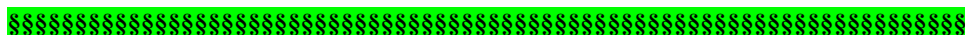
2	Université Paris-Sud	42
3	Ecole Normale Supérieure (Paris)	64
4	Université d'Aix-Marseille	101-150
5	Université de Strasbourg	101-150
6	Université Paris Diderot	101-150
7	Université Grenoble Alpes	151-200
8	Université Paris Descartes	151-200
9	Université Claude Bernard (Lyon)	201-300
10	Université Paul Sabatier (Toulouse)	201-300
11	Université de Bordeaux	201-300
12	Université de Lorraine	201-300
13	Université de Montpellier	201-300
14	Université de Toulouse 1	201-300
15	Ecole Normale Supérieure (Lyon)	301-400
16	ESPCI ParisTech	301-400
17	Paris Dauphine Université	301-400
18	Ecole Polytechnique	401-500
19	MINES Paris	401-500

En France, c'est donc Sorbonne Université qui prend la tête du classement national, porté principalement par l'excellence de ses recherches en sciences « dures » (physique chimie, mathématiques...) qui faisait déjà la réputation des enseignants-chercheurs de l'UPMC les années précédentes. L'Université Paris-Sud garde une place sensiblement équivalente aux années précédentes et l'ENS progresse de cinq places.

En revanche, il faut descendre aux **18ème et 19ème rangs français** pour trouver les très prestigieuses écoles d'ingénieurs Mines Paris et Polytechnique, qui sont toutes les deux classées entre les **400 et 500ème places mondiales**.

TOP 100 DES PLUS GRANDES UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES, 2.017.

1	USA	48
2	G.B.	6
3	AUSTRALIE	6
4	SUISSE	5
5	CANADA	4
6	ALLEMAGNE	4
7	PAYS BAS	4
8	CHINE	3
9	FRANCE	3
10	JAPON	3
11	SUEDE	3
12	BELGIQUE	2
13	DANEMARK	2
14	ISRAEÏL	2
15	SINGAPOUR	2
16	NORVEGE	2
17	RUSSIE	2



PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA

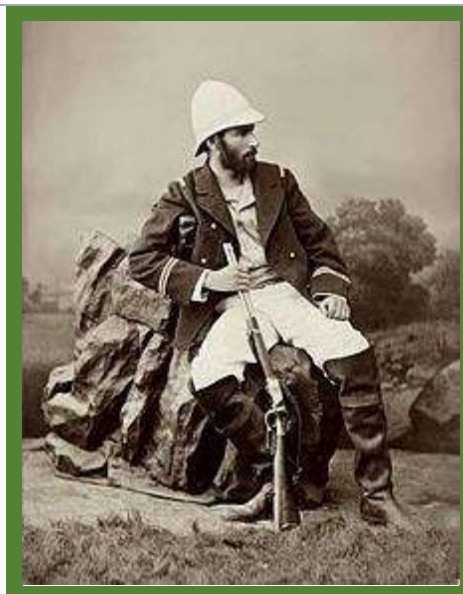
Pierre Savorgnan de Brazza, né le 26 janvier 1.852 à Castel Gandolfo et mort le 14 09 1.905 à Dakar est un explorateur italien, naturalisé français, officier de marine qui a ouvert la voie à la colonisation française en Afrique centrale.

Elevé à Rome, sous le nom de Pietro Paolo Savorgnan di Brazza, le futur explorateur est le septième des treize enfants du comte Ascanio Savorgnan di Brazza, un noble d'Udine, issu des Savorgnan, famille patricienne de la République de Venise. Cet homme cultivé et voyageur avait de nombreux amis français, dont l'Amiral Louis de Montaignac, ministre de la marine. Avec son soutien et celui de son précepteur, Pietro vient à Paris et suit les cours du collège Sainte-Geneviève pour préparer le concours d'entrée à l'École navale de Brest. Il y entre à 17 ans, en sort enseigne de vaisseau et embarque sur la Jeanne d'Arc pour l'Algérie. Là-bas, il est horrifié par la violence de la répression de la révolte kabyle par les troupes françaises. La guerre de 1.870 est alors déclarée : il veut être affecté dans une unité combattante. Il en profite pour demander la naturalisation française¹ et se retrouve sur le cuirassé la Revanche, dans l'une des escadres de la mer du Nord.

Avec l'avènement de la III^e République, sa deuxième affectation est la frégate Vénus, qui faisait régulièrement escale au Gabon. En 1.874, Brazza remonte deux fois le fleuve Ogooué. Il propose ensuite au gouvernement d'explorer l'Ogooué jusqu'à sa source, afin de démontrer que ce fleuve et le Congo ne font qu'un. Avec l'aide d'amis bien placés, comme Jules Ferry et Léon Gambetta, il obtient des subsides, qu'il n'hésite pas à compléter avec ses propres ressources. Selon les documents, la famille de Brazza a contribué aux deux premières expéditions de l'explorateur avec une somme d'un million de francs, et le gouvernement français n'a donné que 200 000 francs, soit un million €. À la même époque il est naturalisé français et adopte la francisation de son nom. Il doit cependant revenir quelques mois à Paris pour passer son diplôme de capitaine au long cours, afin de demeurer dans la Marine nationale et y poursuivre son dessein.

Pour cette expédition, qui dure de 1.875 à 1.878, il se munit de toiles de coton et d'outils pour le troc. Il est seulement accompagné d'un médecin, d'un naturaliste et d'une douzaine de fantassins sénégalais. Brazza s'enfonce dans l'intérieur des terres et réussit à nouer de bonnes relations avec la population locale, grâce à son charme et son bagout. Son expédition est toutefois un échec du point de vue de son but d'origine, mais une réussite d'exploration, car il a bien démontré que les deux fleuves sont différents. En tout état de cause, le 11 août 1.878, Brazza et ses compagnons d'exploration, fatigués et malades, décident de faire demi-tour.

Fondation de la future ville de Brazzaville.



Brazza dans les années 1.870, photographié par Fratelli Vianelli à Venise.

Sous l'impulsion du ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, le gouvernement français autorise alors une deuxième mission (1879-1882) en collaboration avec Antoine Mizon, pour faire pièce aux visées coloniales belges sur le continent africain. Financée par la Société française de géographie ainsi que par les ministères de la Marine, des Affaires étrangères et de l'Instruction publique représentés par François Paul de Dufourcq, officier de marine et délégué du ministère de l'Instruction publique, la deuxième mission est nettement plus fructueuse. Parti le 27 décembre 1.879, en compagnie notamment de Jean-Noël Savelli, Brazza atteint le fleuve Congo en 1.880. Il propose à Illoy I^{er}, Makoko de Mbe, roi des Tékés, de placer son royaume sous la protection de la France. Le roi Makoko, poussé par des intérêts commerciaux et par la possibilité d'affaiblir ses rivaux, signe le traité, permettant aussi un établissement français à Nkuna sur le Congo, endroit appelé plus tard Brazzaville. En tentant de rallier l'océan depuis Franceville, Brazza tombe par hasard sur le but premier de ses recherches : les sources de l'Ogooué.

De retour en France, il popularise ses découvertes grâce à de multiples réunions publiques et articles de presse. Le 30 novembre 1.882, la loi ratifiant le traité d'amitié, signé entre Illoy I^{er} et Brazza, est promulguée. Les régions découvertes sont, de fait, placées sous protectorat français. Un mois plus tard, de nouveaux crédits sont votés pour une troisième expédition. En novembre 1.885, il est nommé commissaire général du Congo français. Des journalistes font état des salaires décents et des conditions humaines qui contrastaient avec le régime personnel de Léopold II sur l'autre rive du Congo. Mais son succès lui procure aussi des inimitiés et il est soumis à une intense campagne de dénigrement.

En 1.888, il est initié en franc-maçonnerie dans la Loge de J. Ferry « Alsace-Lorraine » du Grand Orient de France à Paris. Mais, en 1.904, il donne sa démission en invoquant les responsabilités de la franc-maçonnerie dans la gestion de la colonie de l'Afrique-Équatoriale française.

NAISSANCE D'UNE LEGENDE.



Pierre Savorgnan de Brazza en indigène, photographié par Paul Nadar en 1.882.



Gravure parue dans L'Illustration du 23 février 1.895.

Le 12 août 1.895, Pierre de Brazza épouse Thérèse Pineton de Chambrun (1.860-1.948 Alger), fille de Charles-Antoine de Chambrun et de Marie-Henriette Tircuy de Corcelle, et descendante de La Fayette. Le mariage est célébré dans la chapelle privée de l'hôtel du comte de Chambrun, rue Monsieur à Paris. Le couple aura quatre enfants : Jacques, né en 1899, décédé quatre ans plus tard d'une crise d'appendicite, Antoine agriculteur (1.900-1.947), Charles, artiste peintre (1.901-1.962) et Marthe, auteur d'une biographie (1.903-1.949).

En 1.897, Brazza s'oppose à la décision du ministre des Colonies, André Lebon, de soumettre les territoires qu'il a gagnés à la France au régime de la concession, déjà en vigueur au Congo belge, et qui livrerait les populations à la cupidité des sociétés capitalistes privées chargées de « mettre en valeur » ce territoire de 650 000 km² composé du Gabon, du Congo et de l'Oubangui-Chari. Dans un régime de concession, un État confie la mise en valeur et l'administration d'un territoire sous sa souveraineté à des sociétés privées. En échange de leurs investissements, censés servir les intérêts locaux de la puissance délégataire ainsi que ceux des populations locales, elle tirent profit de l'exploitation des ressources du territoire et, dans le cas des empires des puissances occidentales, des populations.

Il a été en particulier appliqué au Congo belge qui fut, avant de devenir une colonie de l'Etat belge, la propriété privée du roi Léopold II ; le territoire avait été conquis par le journaliste et aventurier américain Henry Morton Stanley pour le compte du roi. En 1.897, le ministre des colonies Français, André Lebon, y soumettait aussi la partie française du Congo ainsi que les autres territoires récemment conquis par la France, Gabon et Oubangui-Chari, partageant 650.000 km² entre une quarantaine de sociétés concessionnaires.

En avril 1.898, touché par un « dégageant des cadres », Brazza est écarté de la marine nationale et placé à la retraite d'office. Marchand et ses officiers, Baratier, Mangin, Largeau fils, futur fondateur du Tchad, etc. l'ont déclaré responsable du retard de la mission Congo-Nil. Marchand décrit la colonie du Congo français géré par Brazza comme un « marécage puant » dirigé par des « gloires en baudruche ». Selon les documents, Brazza s'oppose à l'expédition Marchand à cause de la présence d'un grand nombre de soldats, ce qui témoignait de l'esprit de soumission des populations qui inspirait cette entreprise. Brazza lui-même avait proposé depuis six ans d'organiser une expédition sur le même parcours pour ouvrir une voie de connexion entre le Congo et l'Afrique du nord. L'expédition Marchand ne s'arrêta pas devant l'opposition de Brazza, et termina avec le honteux épisode de Fachoda, qui a sérieusement affaibli la réputation internationale de la France et sa position stratégique en Afrique.

Victor Largeau, explorateur du Sahara et du Congo et administrateur de Loango et dépendances sous les ordres de Brazza, fit dans ses correspondances un portrait peu flatteur de Brazza, le surnommant « farniente » compte tenu de sa propension à circuler en hamac porté par des noirs et de son absence de décision. « Le désordre que l'on remarque autour de lui, le débraillé de sa tenue, sont les répercussions de son état intellectuel, il n'a aucun plan arrêté, change d'idées 20 fois par jour et le moment d'agir venu, il cède à l'impulsion de ce moment-là. Le même désordre règne dans toutes les branches du service : le gaspillage est épouvantable : on va de l'avant parce que le ministère l'exige, mais sans rien organiser... », lettre du 5 novembre 1.891 à son fils. De l'autre côté, Brazza accuse Largeau d'être corrompu par les agents commerciaux désireux de mettre en place un régime d'exploitation sans se préoccuper des droits des indigènes. Selon les documents, le manque d'organisation de la colonie était dû en partie au budget très limité. A cette époque, l'État français se trouvait dans de sérieuses difficultés économiques dues aux indemnités que la France devait payer à l'Allemagne après la désastreuse guerre de 1.870.

Brazza est forcé de se retirer à Alger. Le territoire de l'Afrique équatoriale française est divisé entre environ 40 compagnies concessionnaires. Les sociétés qui se partagent l'exploitation de ces pays déciment les populations, soumises aux violences et aux brutalités : portage, travaux forcés, réquisitions et répression de toute tentative de résistance.



Transport de Brazza à l'hôpital de Dakar en 1.905.

En 1.905, à la suite du scandale de l'affaire Toqué-Gaud, -voir pages suivantes-, on lui demande d'inspecter les conditions de vie dans les colonies, conditions qui s'étaient détériorées pendant son absence. De cette mission, il tire un rapport baptisé le rapport Brazza, qui dénonce les influences de l'intérêt privé dans la politique coloniale, et qui restera pendant longtemps inaccessible au public. Mais sa santé se détériore. Au retour de sa mission, atteint de fortes fièvres, il est contraint de débarquer à Dakar. Le 14 septembre 1.905, veillé par sa femme et le capitaine Mangin, il décède à six heures du soir. La photo de Jacques, son enfant de cinq ans, disparu deux ans auparavant, a été placée à sa demande sur sa table de nuit.

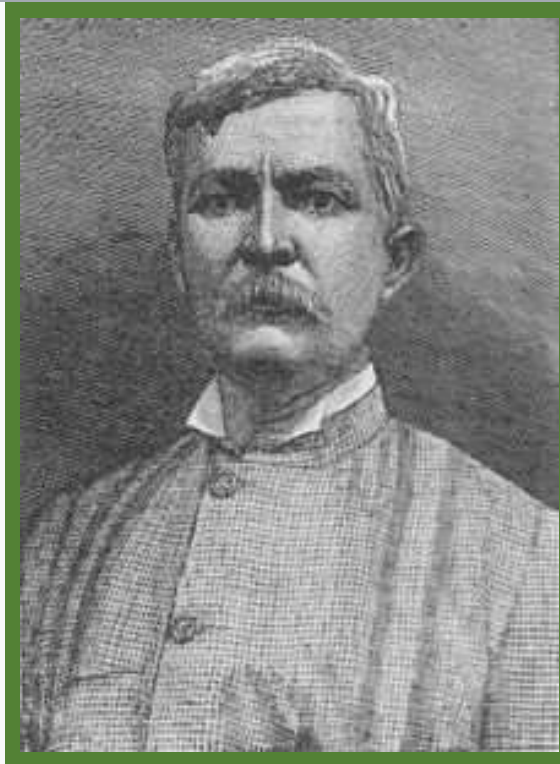
Le bruit court qu'il a été empoisonné. Quant à l'Assemblée nationale, elle s'empresse de mettre son embarrassant rapport sous l'éteignoir. Son corps est d'abord réclamé par le gouvernement français. La Troisième

République cherche en effet ses nouveaux héros. Brazza, officier de marine aristocrate, élégant, héroïque, révolté par l'esclavagisme, apôtre de la paix, et surtout désintéressé, a un profil parfait à tous ces égards. On pense donc pour lui au Panthéon et à la récupération de sa gloire intacte. Mais Thérèse refuse l'honneur. Son corps est alors inhumé au Père-Lachaise, puis déplacé, trois ans plus tard, à Alger, où vivent sa veuve et ses enfants. Sur sa tombe, l'épithète, rédigée par son ami Charles de Chavannes, indique que « Sa mémoire est pure de sang humain. Il succomba le 14 septembre 1905 au cours d'une dernière mission entreprise pour sauvegarder les droits des indigènes et l'honneur de la nation ». Après sa mort, sa femme recevra une petite rente du gouvernement français puis les revenus d'un débit de tabac après une importante campagne de presse.

La maison des Brazza, la villa Dar-es-Sangha à Alger fut donnée par Charles dernier des enfants survivants à l'initiative du général de Chambrun, son oncle, au Gouverneur d'Algérie pour devenir un musée qui fut inauguré le 15 février 1952 lors des cérémonies du centenaire de la naissance de son père. La maison comprenait des meubles, des objets, une importante bibliothèque et d'innombrables documents. Son fils Charles essaya sans succès d'alerter les autorités françaises pour leur préservation à la fin de la Guerre d'Algérie.

Malheureusement, après l'indépendance (3 janvier 1962) le gouvernement français ne prit aucune mesure pour protéger le musée du pillage et de la destruction. Et c'est à la suite d'une agression que son fils Charles décéda en novembre 1962.

BRAZZA CONTRE STANLEY.



Henry Morton Stanley, alias « Mbula Matari » une expression qui veut dire « Cogne la pierre ».

Partisan des palabres, farouchement opposé à la violence, il garde comme modèle Livingstone et s'oppose en cela à Stanley, surnommé « Boula Matari » -briseur de roches -, qui s'est vanté d'avoir livré 32 combats. D'abord peu méfiant, voire admiratif à son égard, Stanley s'apercevra trop tard qu'il a été roulé dans la farine par le Français, qui ne l'informe pas du traité qu'il a signé avec le Makoko. La réputation de Stanley en souffrira durablement, en France, où il sera vertement critiqué, et en Angleterre, où l'on raillera sa naïveté.

Un an après la signature du traité entre Brazza et le Makoko, le chef téké des tribus de la rive gauche, Ngaliema, signe le « traité de l'amitié » avec Stanley, ne se considérant plus soumis au Makoko de Mbé. Il place ainsi la rive droite du fleuve sous la protection de l'Association internationale africaine.

TRANSFERT DE LA DEPOUILLE DE L'EXPLORATEUR.

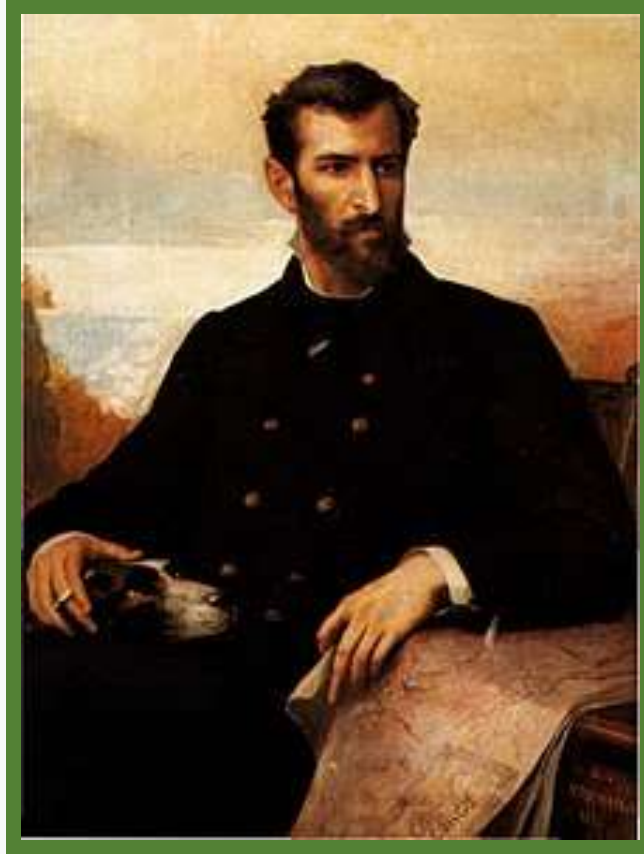


Tableau de Savorgnan de Brazza arborant la rosette par Alphonse Monchablon, 1.886.

Un peu plus de cent ans après son décès et à la demande de ses descendants, les corps de l'explorateur français, de son épouse et de leurs quatre enfants, ont été exhumés, le 1^{er} octobre 2.006, du cimetière chrétien des Brus, dans le quartier d'El Madania sur les hauteurs d'Alger, où ils reposaient⁹, pour être transférés vers Brazzaville.

Trois membres de la famille de l'explorateur, Niccolo di Brazza, Roberto Pirzio-Biroli et Pietro di Serego Alighieri, ainsi qu'un membre de la famille de sa femme, Pierre-Antoine de Chambrun, assistaient à l'exhumation des corps.

L'ambassadeur du Congo, Jean-Baptiste Dzangue, et le consul de France en Algérie, Francis Heude, les ambassadeurs de France, Hubert Colin de Verdière, du Sénégal Saïdou Nourou Ba, d'Italie, Battista Verderame, et un représentant du ministère algérien des Affaires étrangères, étaient également présents. Le cercueil de Savorgnan de Brazza était recouvert du drapeau français

Les restes ont ensuite été embarqués à bord d'un avion-cargo spécialement affrété par le Congo, à destination de Franceville puis de Brazzaville, où ils ont été réinhumés le 3 octobre 2.006, en présence des présidents congolais, Denis Sassou Nguesso, centrafricain, François Bozizé, et gabonais, Omar Bongo Ondimba, du ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, et du successeur du roi Makoko Ilo qui avait signé le traité avec Brazza, Auguste Nguempio, accompagné par la cour royale. Les représentants des Teké ont été invités à la cérémonie à la demande de la plupart des descendants de l'explorateur, qui sont liés aux Teké par un lien de sang.

Le caveau familial de Savorgnan de Brazza à Alger, monument le plus élevé du cimetière, était surmonté d'un buste de bronze de l'explorateur. Situé près de la Mairie Centrale, le mausolée qui a reçu ses cendres à Brazzaville n'est pas moins imposant. Constitué d'une coupole en acier et verre, recouvert de 500 tonnes de marbre blanc de Carrare, il est décoré à l'intérieur par une grande fresque représentant les grands moments de la vie de l'explorateur, réalisée par des artistes de l'école de peinture de Poto-Poto. Le buste de bronze d'Alger, restauré, va accompagner les restes de Brazza dans son nouveau mausolée.

Bientôt, débutera une nouvelle tranche de travaux et la construction d'un musée, d'un centre de conférences et d'une bibliothèque, axés sur les explorations de Savorgnan de Brazza.

POLEMIQUE.

Lors d'un colloque à Franceville, organisé par la fondation Savorgnan de Brazza, des universitaires gabonais et congolais se sont notamment insurgés contre le fait que « des colonisés puissent faire l'apologie du colonisateur ». Selon l'historien gabonais Anges Ratanga Atoz, « De Brazza n'était rien d'autre qu'un agent de l'impérialisme colonial, mais il n'était pas aussi brutal que les autres ».

Belinda Ayessa, directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza en 2013, prend acte d'une partie de ces critiques, mais refuse de diaboliser le débat : « L'inconscient collectif peut se faire des convictions. Il suffit de lui expliquer ce qui est et non ce qu'on entend dire [...] Les Congolais se sont approprié cet espace qui, désormais, est devenu incontournable » Le Congo entend, explique-t-elle, assumer la totalité de son passé. Interrogée sur la spécificité du Centre, elle répond dans la même interview : « Nous avons travaillé pour donner une âme au site en allant au-delà d'un simple cimetière, en réalisant des activités culturelles, scientifiques, des ateliers, de nombreuses rencontres de jeunes, des visites des écoles, etc. ». Des dirigeants étrangers venus en visite se sont déclarés tentés par une expérience semblable dans leur pays (même interview).

MEMORIAL DE BRAZZA.

Le coût du monument, plus de 5 millions d'euros, financé par le gouvernement congolais et par certaines compagnies françaises, a également été critiqué. La plupart des descendants de l'explorateur ont manifesté des réserves sur le déroulement du transfert des restes de Brazza dans le mausolée. Ces descendants ont demandé et obtenu d'ouvrir un dialogue avec les autorités congolaises. Le Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a signé un accord qui prévoit la restructuration du lycée Savorgnan de Brazza, qui était connu comme un des plus prestigieux d'Afrique, la présence du roi Makoko et des représentants du peuple Teké à la cérémonie d'inauguration du mausolée et l'amélioration des conditions de vie de la population de Mbé, capitale du royaume Teké. Après plus d'un an, les descendants attendent la réalisation des engagements.



SITES MEMORIAUX

Rue Savorgnan-de-Brazza dans le 7^e arrondissement de Paris, en 2.012. Etonnamment, on trouve des palmiers dans les jardins alentour.

Un aviso colonial français ayant combattu dans les FNFL porta son nom, le Savorgnan de Brazza. Brazzaville, capitale de la République du Congo, a été nommé ainsi en l'honneur de Pierre Savorgnan de Brazza, son fondateur.

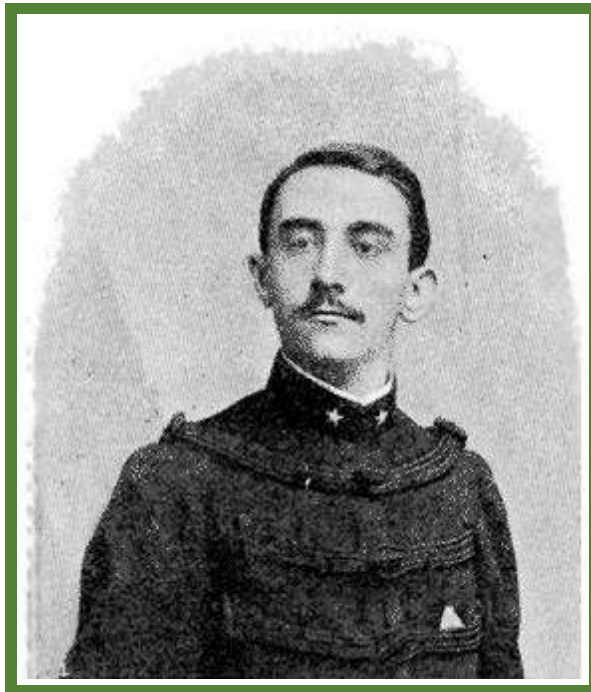
A Brazzaville, outre le récent mémorial de Brazza, s'élève, depuis 1.944, un phare commémoratif dominant largement le fleuve du haut du promontoire de Bacongo face à la "Case de Gaulle". On y lisait « A Savorgnan de Brazza et ses compagnons ». Roger Erell en est l'architecte. Le phare a été inauguré par la fille de Brazza, Marthe de Brazza, le 30 janvier 1.944, en présence du Général de Gaulle, avant l'ouverture de la Conférence de Brazzaville. L'édifice n'a été achevé qu'en 1.952. Les bas-reliefs en terre cuite de Barroux ont été vandalisés dans les années 1.960.

A Bordeaux, un quai porte son nom. Il s'agit du prolongement du quai des Queyries vers Lormont, nommé en l'honneur de l'explorateur en 1.906.

A Paris, seule une petite rue de 95 m de long, la rue Savorgnan-de-Brazza reliant le Champ-de-Mars à l'avenue de la Bourdonnais, rappelle le souvenir de l'explorateur.

En 2.007, le nom de Pierre Savorgnan de Brazza a été donné à l'aéroport international de Ronchi dei Legionari-Trieste (GO) - Italie.

Une curiosité à propos de Savorgnan de Brazza : une des plus importantes entreprises anglaises du XIX^e siècle de fabrication de plumes métalliques pour l'écriture, Leonardt & Cie de Birmingham, a honoré l'explorateur, en produisant une plume portant son nom « Plume de Brazza ». Sur la boîte, on trouve le portrait de l'explorateur vêtu en Arabe, et sur la partie inférieure, on peut lire une partie de la lettre que l'explorateur a adressée à Monsieur Leonardt : « Paris, le 13 avril 1.886. J'accepte avec plaisir la dédicace de votre excellente plume. Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée. ».



Georges Toqué, né le 3 février 1.879 à Lorient et mort fusillé à Vincennes le 15 mai 1.920, est un colonial français.

Considéré comme compromis avec les Allemands pendant la Première Guerre mondiale, il est condamné à mort par le Conseil de guerre de Paris le 25 juillet 1.919.

L'AFFAIRE DE FORT CRAMPEL DE 1.903.

Le 14 juillet 1.903, à Fort Crampel, en Oubangui-Chari, Georges Toqué, et un commis des affaires indigènes, Fernand Gaud, décident de faire exécuter Pakpa, ancien guide, en lui attachant un bâton de dynamite autour du cou. Au procès, les accusés rappellent qu'ils ont déclaré avant cette action épouvantable : « Ça a l'air idiot ; mais ça médusera les indigènes. Si après ça ils ne se tiennent pas tranquilles ! ». Gaud dira à son procès qu'il voulait faire constater autour de lui l'étrangeté de cette mort : « Ni trace de coup de fusil, ni trace de coup de sagaie : c'est par une sorte de miracle qu'est mort celui qui n'avait pas voulu faire amitié avec les Blancs propos rapportés par Félicien Challaye, qui accompagna Brazza dans sa mission d'inspection. Ils sont condamnés à des peines légères, à cinq ans de réclusion, mais le scandale est tel qu'il conduit au lancement d'une enquête administrative, enquête dont sera chargé Savorgnan de Brazza, et qui sera à l'origine de son dernier voyage au Congo.



LES SULFUREUX LIENS MAFIEUX FINANCES/POLITIQUES

FAMILLE GRADIS

C'EST UNE FAMILLE JUIVE SEFARADE D'ORIGINE, DE NATIONALITES PORTUGAISE ET ESPAGNOLE, QUI S' ETABLIE A BORDEAUX, SANS DOUTE VERS 1.495. ELLE DEVIENDRA FRANCAISE AU COURS DU 18^e SIECLE.

Elle a fondé au XVIII^e siècle, la Société française pour le commerce avec l'outre-mer (SFCO), par le biais de laquelle elle a joué un rôle important dans le commerce avec les possessions françaises d'Amérique.

Elle figurait en 1.936 parmi les 200 familles les plus fortunées de France.

Diego I^{er} Gradis (v. 1.625-1.704) --. Le fondateur de la famille, Diego Gradis, naît à Bordeaux et s'installe comme simple marchand d'articles variés à Toulouse, mais l'hostilité du clergé catholique l'oblige à quitter la ville rose pour revenir vers 1.685 s'établir à Bordeaux où il fonde la Maison Gradis installée cours des Fossés, aujourd'hui, cours Victor-Hugo une maison de commerce de toile. Il habite la paroisse de Sainte-Eulalie avec son épouse Sara Rodriguez Bocarro et ses quatre enfants : Jacob Antoine, Samuel, David et Marie.

Il devient veuf et transmet son petit négoce en 1.695 à son troisième fils, David. C'est celui-ci qui rend le nom des Gradis célèbre.

Juif observant, il était syndic de la « nation portugaise » depuis 1.738. Il fonde, pour sa communauté, la première caisse mutuelle d'assurances maladie de Bordeaux, **ce qui constitue un acte raciste**. Les archives montrent qu'il reçoit aussi des demandes de soutien de communautés juives victimes de discriminations. En 1.763, le Ministre de la Marine Choiseul lui confia le commerce des possessions françaises d'Afrique occidentale, où il avait acheté l'île de Gorée, puis de Cayenne et des Antilles.

David et Abraham Gradis pratiquèrent aussi la traite négrière. Tous deux arrivent en 7^e position des armateurs ayant armé à Bordeaux pour la traite, avec 10 expéditions négrières de 1.730 à 1.786, soit 5% de leur flotte marchande, sur plus de 500 expéditions bordelaises entre les XVII^e et XIX^e. **Ce qui constitue, aussi, un crime contre l'humanité.**

David Gradis commerça aussi avec la Hollande et l'Angleterre. Pour recouvrer une partie de ses créances, il fut poussé par son neveu et beau-frère Moïse à faire l'acquisition d'habitations à Saint-Domingue et en Martinique en 1.776 et 1.777. En 1.779, Abraham Gradis bénéficia d'exceptionnelles lettres patentes royales le naturalisant français, lui octroyant les mêmes droits que les autres Français et l'autorisant donc à posséder et transmettre des terres dans les colonies.

Durant sa vie, Abraham Gradis fraya avec les plus grands de France et d'ailleurs, qui étaient souvent ses obligés reconnaissants et élogieux à son endroit. Il fit à maintes reprises acte de générosité et la population lui témoigna de grands égards. A son décès, sa fortune est évaluée à 8 millions de livres tournoises, soit +/- 10 millions €, qu'il répartira entre ses quatre neveux et la population indigente bordelaise, tant juive que chrétienne. Il tint à ce que ses

successeurs ne recouvrent pas les créances en souffrance qu'il avait contractées de son vivant. Un canton Gradis lui rend hommage dans la région du Nord-du-Québec.

Abraham I^{er} et Moïse I^{er} étant morts tous deux sans postérité, c'est leur neveu commun David II Gradis (1.742-1.811) qui succéda à la tête de la maison de commerce et d'armement avec ses trois autres frères. Mais Jacob et Abraham II meurent respectivement en 1.791 et 1.790, tandis que Moïse II, impliqué dans la cause girondiste, fuit en 1.793-1.794, dans un premier temps à Philadelphie, où il reste environ 8 ans avant de se rendre à Saint-Domingue et à la Martinique pour reprendre possession des propriétés de la famille qui avaient été confisquées à la suite de la Révolution de Saint-Domingue en 1.791.

David II Gradis se livra parallèlement à la réflexion philosophique et politique, publiant des écrits tels que l'Essai de philosophie rationnelle. (1.811).

En 1.785, comme il était syndic des Juifs de Bordeaux, Malesherbes le choisit pour présider la commission chargée d'examiner le statut des juifs en France. Membre du Conseil général de la commune de Bordeaux, il fut aussi, sous le règne de Napoléon I^{er}, président du consistoire israélite de la ville.

Fils de Benjamin III Gradis (1.789-1.858), Henri Gradis fut président du Consistoire israélite de Bordeaux de 1.892 à 1.905. Nommé par l'empereur, il occupa les fonctions d'adjoint au maire de Bordeaux de 1.862 à 1.865 et fut trésorier de la Chambre de Commerce, mais il fut surtout connu comme historien.

On a de lui : Histoire de la révolution de 1.848 (1.872), Le peuple d'Israël, Polyxène (1.881) drame en 4 actes, Jérusalem (1.883) tragédie en 5 actes, Histoire de Bordeaux (1888).

Il fit construire en 1.860 le château des Lauriers à Mormont en Gironde.

En 1.893, Henri I Gradis est fait commandeur du Christ du Portugal et en 1.895, il fonde la Société de secours aux blessés militaires et est nommé membre du bureau du comité départemental de la Croix-Rouge. Le nom de « Gradis » est donné à une salle du dépôt de mendicité de Bordeaux en juillet 1.899

Fils de Raoul Gradis (1.861-1.943) et de Suzanne Fould, Gaston Gradis eut une vie hors du commun. Il fut président de la société Nieuport-Astra, de la Compagnie générale transsaharienne, des Brasseries du Maroc ; ainsi qu'administrateur de la SFCO, de Maurel et Prom, etc.

Polytechnicien, ingénieur, capitaine d'artillerie et explorateur, il dirige en 1924 l'expédition Gradis de la première traversée en voiture du Sahara du nord au sud, à laquelle prirent part Henri de Kerillis, le maréchal Louis Franchet d'Espèrey, le commandant Ihler.

Après le Président de la Chambre des Députés, c'est le Président de la République qui invite Gaston Gradis chez lui en 1.925.

Il était officier de la Légion d'honneur et fut décoré de nombreuses médailles.

Il épouse en premières noces en 1.918, Georgette Deutsch de la Meurthe, la fille de Henry Deutsch de la Meurthe, puis en secondes noces la fille du général Koechlin.

Résident au Maroc, il vient se ressourcer au domaine de Margarance à Saint-Louis-de-Montferrand en Gironde et y cultive la vigne lors de ses séjours en France.

Il décède à Rabat et repose dans le caveau familial du cimetière de Lormont.

Jean Gradis. -- Né à Paris, le 14 décembre 1.900, il est le fils de Raoul Gradis (1.861-1.943) et de Suzanne Fould. Il a été agent de change, fondé de pouvoir de la banque Neuflyze et administrateur de la SFCO et de sociétés marocaines (Société chérifienne de participations, Sochepar), Société de participations africaines et de coopération financière, Société financière Nord-Africaine, Société française d'investissements et de participations, etc.....

Membre du Parti social français (PSF), il est donné dans les financiers de « la Cagoule » parti fasciste qui organise des assassinats des syndicalistes, et prend part au sabotage des avions dans l'aérodrome de Toussus-le-Noble en Yvelines, destinés à l'Espagne, en août 1.937.. ?.... Il servit comme officier d'artillerie. Il est chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la croix de guerre 1.939-1.945. En 1.931, il acquit le château de la Cour-au-Berruyer en Indre-et-Loire, qui fut classé monument historique. **Il épousa Lucienne Gouïn en 1.925,**

la fille d'Edouard Gouin. Ils eurent deux enfants : Isabelle, qui épousa Pierre Leroy-Beaulieu, et Hubert, né à Paris le 12 décembre 1.933, devenu prêtre.

FONDATEUR DE LA DYNASTIE Ernest-Alexandre Gouin, est né le 22 7 1.815 à Tours et mort le 24 mars 1.885.

Il est un ingénieur, Constructeur créatif, il réalise de nombreuses locomotives, ouvrages d'arts métalliques et infrastructures ferroviaires en France et à travers le monde. Il est également le fondateur de l'entreprise Ernest Gouin et C^{ie}, qu'il fait évoluer sous le nom de Société de construction des Batignolles, origine du groupe Spie Batignolles, après avoir été dirigée par trois autres générations de Gouin. **Il est au centre du plus grand génocide patronal des 19^e et 20^e siècles.** Rappel de nos pages nos 75 et la suite :

« Après Isaac Crémieux, c'est Jules Ferry qui confirme le racisme d'Etat, puisqu'entre 1.848/1.962 la traite des Noirs est interdite, mais a été remplacée par la traite des Jaunes en particulier celle en provenance des cinq comptoirs indiens et d'Indochine. Cette traite des Jaunes entre dans le cadre du code de l'indigénat cessera définitivement en 1.952, 54 et 1.962, dates de l'accession à l'indépendance de nos Colonies. »

« Le code de l'indigénat permettra de prélever dans les Antilles françaises les ouvriers pour construire le canal de Panama qui fera **84.000 morts** sous l'autorité de F. de Lesseps. Ce code a été approuvé les Députés et les Sénateurs sur proposition de J. Ferry, le 28/06/1.881 et qui sera appliqué partir de 1.887 dans tout l'Empire colonial jusqu'aux indépendances, malgré la promesse de son abolition lors de la conférence de Brazzaville de 1.944, par le Gl. de Gaulle sur les propositions du Gouverneur Félix Eboué. **Ce Code de l'indigénat impose le travail forcé et autres sévices corporels infligée aux récalcitrants par l'Administration française à la demande des Employeurs jusqu'en 1.946 année de son abolition. Autant dire qu'il ne suffit pas de changer les noms des codes, lorsqu'ils produisent les mêmes crimes.** »

« Mais ce constat ne doit pas faire oublier la mortalité dans les populations indigènes due à la fièvre jaune et au paludisme et surtout **à la négligence et à l'incompétence des conducteurs de travaux** durant la construction du canal de Panama. Son défaut de conception, voulu par F. de Lessep à savoir un canal au fil de l'eau au lieu d'un canal à étages avec des écluses en amont et en aval et son passage par le lac supérieur, a causé la mort de **112.000 ouvriers dont 84.000** sous l'autorité de la Cie financière de Panama, et **28.000** sous celle de l'armée américaine qui achèvera le chantier en 1.914. Pour la construction du Canal de Suez par la SPIE/Batignolles elle engagera sa responsabilité pour les +/- **70.000** morts du chantier. **Il faut ajouter 12 à 13.000 morts pour la construction de la tour Eiffel, selon les dossiers du consortium bancaire, dont mon Employeur qui finança cette réalisation.** »

« La construction en 1.921 de cette ligne de chemin de fer Pointe Noire/Brazzaville fut **un véritable charnier** pour réaliser cet ouvrage par la Société française de construction des Batignolles, créée en 1.850 aujourd'hui propriété de Bouygues BTP. Cela fait froid dans le dos..... ? Il n'y aura aucune poursuite contre les dirigeants de cette entreprise puisque le code de l'indigénat de Ferry et les décrets racistes de Crémieux autorisent les travaux forcés dans les Colonies françaises. **C'est sous l'autorité de Jean Victor Augagneur, Gouverneur de l'Afrique équatoriale française et Député socialiste de Lyon** que la ligne a été mise en service le 10 juillet 1.934. La longueur des travaux est due aux capitaux limités et à un manque de technologie moderne, lequel conduit à une utilisation massive de main d'œuvre indigène recrutée de force au Tchad. »

« Cette ligne de chemin de fer longue de 800 kms a entraîné la mort de plus de **17.000 personnes**. Pour pallier la mortalité élevée des travailleurs africains, due aux imprudences et à l'incompétence des Dirigeants de cette Société, celle-ci avait fait appel à des travailleurs indochinois. Elle avait construit également en 1.902, la ligne de chemin de fer reliant les possessions françaises en Chine au Viet Nam, était responsable déjà à l'époque de la **mort de 19.000 ouvriers, soit pour ces deux chantiers 36.000 morts**, sans une inculpation pour coups et blessures ayant entraîné la mort. A ces morts s'ajoutent ceux du canal de Panama soit un total pour ces trois chantiers de plus de **248.000 morts, en incluant les 30.000 morts de la Martinique, soit au total 148.000** sous la seule responsabilité de la SPIE/Batignolles...Bravo... !! Enfin en tenant compte des massacres du Congo belge et d'Indochine, guerre plus esclavagisme dans les plantations d'hévéas et de riz, nous avons comptabilisé le **chiffre de 2.232.000 morts, auquel s'ajoute celui des blessés pour un million. De plus pour la France, un très mauvais exemple pour ma notoriété, pour un pays des droits de l'homme.** »

« En 1.930, la France, celles des anticléricaux, francs-maçons, la République des Instituteurs en blouses grises, et l'Espagne ainsi que le Portugal, avaient refusé de ratifier la convention internationale présentée par la SDN contre le travail forcé. Pour un pays, dirigé par une coalition radicale socialiste et communiste, qui se réclame celui des droits de l'Homme, c'est un comble, une ironie... ? »

Henri II Gradis (16 11 1.920) --.Fils de Gaston (1.889-1.968), il est diplômé d'HEC et président-administrateur de sociétés. Il est Président d'Honneur de la SFCO dont il a été PDG (la présidence effective en est confiée à Jean Schwob d'Héricourt(1.900-1.980), comme il l'a été de la Société d'études de gérance et de commission (SEGECO), de la Société de gérance d'intérêts privés, et président délégué de la Société chérifienne de participations (Sochepar) de 1.968 à 1.981, administrateur des Brasseries et Glacières Internationales (Groupe BGI), etc.

RAPPROCHEMENT DES DEUX FAMILLES.

Henri II David Edmond Gradis épouse en 1.949, Bernadette Servan-Schreiber (1.928), secrétaire général d'Avenir et Patrimoine, fille d'Émile Servan-Schreiber et sœur de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ils ont quatre enfants : Patricia (épouse Michael Gallagher), Diego (épouse Christiane Johannot), Yvan et Corinne, avant de divorcer en 1.985.

Diego II Gradis (1.955) --. Fils de Henri (1.920-) et de Bernadette Servan-Schreiber, Diego Gradis est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Service public), détient une maîtrise en droit de l'Université Paris II et un LL.M. (Master of Law) de la New York University School of Law. Il est PDG de la SFCO. Après avoir été collaborateur dans divers cabinets d'avocats à New York et à Paris, il fonde et dirige l'ONG internationale Traditions pour Demain 25. Il est Vice-président de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et membre du Comité de Liaison ONG-UNESCO.

Il épouse Christiane Johannot (1.951), Vice-présidente de Traditions pour Demain fondé en 1.986, fille de Louis Johannot (1.920-2.009), ancien directeur de l'Institut Le Rosey (Suisse) et d'Anne-Marie Meyer de Stadelhofen (2.013). Diego et Christiane ont un fils, Cyril (1.989-), Avocat et vice-président de la SFCO.

JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER

né le 13 février 1.924 à Paris, mort le 7 novembre 2.006 à Fécamp en Seine-Maritime, est un journaliste, essayiste et homme politique français.

Issu d'une famille influente aux origines prussienne et juive, Jean-Jacques Servan-Schreiber naît en 1924. Il est le fils aîné d'Émile Servan-Schreiber, codirecteur du journal Les Échos, et de Denise Brésard qui lui fait croire en son destin.

Jouissant de toute l'attention de sa mère, Jean-Jacques Servan-Schreiber est un enfant doué et travailleur. Dès l'adolescence, son père l'entraîne avec lui dans les réunions de son cercle où se rencontrent des personnalités comme le ministre Raoul Dautry.

Reçu à l'Ecole polytechnique en 1.943, il rejoint de Gaulle avec son père et choisit la filière américaine en étant formé comme pilote de chasse dans l'Alabama. Obtenant son brevet en avril 1.945, il ne participe cependant à aucun combat aérien. Dans Le Huron de la famille (1.979) son cousin Jean-Claude, gaulliste engagé dans la cavalerie blindée et rapidement envoyé au combat, ironise sur le choix d'une formation longue dans l'aviation, qui permettait de gagner le prestige de l'uniforme sans grand risque de partir au front immédiatement.

Terminant Polytechnique à la Libération, il n'exerce jamais son métier d'ingénieur. Il tente l'aventure au Brésil en 1.948 où il est représentant d'un avion français, le Courlis, puis gérant d'un hôtel à São Paulo, sans franc succès. Passionné par les sciences et la politique, Jean-Jacques Servan-Schreiber se découvre un goût pour l'écriture et le journalisme, écrivant des articles pour Les Échos et la presse locale brésilienne. Très brillant, il est engagé au Monde par Hubert Beuve-Méry en personne et devient à 25 ans éditorialiste en politique étrangère. Sa bonne connaissance des États-Unis lui permet de se spécialiser sur la guerre froide.

Fondateur de L'Express. Ayant compris que la décolonisation était inéluctable et nécessaire, il signe une série d'articles sur le conflit indochinois. Cela lui permet une rencontre qui change le cours de sa vie avec Pierre Mendès France (PMF), député de l'Eure et opposé, pour les médias, mais en privé farouchement pour à la poursuite de l'effort militaire français en Indochine, pour les approvisionnements des usines Michelin en France.

Considérant Mendès France comme le seul homme capable de sortir la France de l'enlèvement et de la médiocrité du personnel politique de la IV^e République, JJSS crée en 1.953 le journal L'Express avec la journaliste Françoise Giroud. D'abord simple supplément du week-end des Échos, ils en font un journal généraliste indépendant affichant pourtant clairement son but d'amener Pierre Mendès France et/ou ses idées au pouvoir. Malgré des débuts difficiles, L'Express devenu un quotidien en 1.955 est rapidement le journal de toutes les innovations, séduisant ou agaçant la jeunesse et les intellectuels des années 1.950 et 1.960. Le journal pratique cependant un tri

sélectif des informations : ainsi, L'Express garde par exemple le silence sur la répression sanglante du soulèvement de Budapest par l'Armée rouge.

A seulement 30 ans, JJSS il est le premier à se désigner sous ses initiales, selon l'usage américain, est le directeur de son propre journal, où écrivent Albert Camus, Jean-Paul Sartre, André Malraux et François Mauriac. Entre saisies et censures, le succès de L'Express est grandissant. Au bout d'un an d'existence, l'objectif de la jeune équipe est atteint puisque P. Mendès France, à la suite du désastre de Ðiên Biên Phủ, est nommé Président du Conseil. JJSS devient un de ses conseillers.

Proche de F. Mitterrand comme de Valéry Giscard d'Estaing, qu'il a connu à Polytechnique et qui disait de lui qu'il « avait une case en trop », JJSS est un éditorialiste virulent et influent. Son réseau comprend également des hommes tels que Simon Nora et Jacques Duhamel, ou encore Lazare Rachline (Lucien Rachtel).

Lorsque débudent les événements d'Algérie, JJSS et L'Express combattent de nouveau certaines exactions de l'armée française et une guerre coloniale qui ne veut pas dire son nom. Il est mobilisé en tant que lieutenant et est mis sous les ordres du colonel Roger Barberot, adjoint du général Jacques Pâris de Bollardière, seul général français ayant dénoncé publiquement la torture en Algérie, par une lettre datée du 7 mars 1.957, adressée à son commandement, puis publiée trois semaines plus tard dans L'Express, publication qui l'oblige à quitter son poste de commandement. De son expérience algérienne, JJSS tire son premier ouvrage, Lieutenant en Algérie, pour lequel il sera accusé un moment d'atteinte au moral de l'armée.

En 1.958, il réussit à fédérer trois associations d'anciens d'Algérie, avec la sienne, celle des « rappelés et maintenus », pour fonder, le 21 septembre, la Fédération Nationale des Anciens d'Algérie (FNAA) qu'il préside jusqu'en 1.965. Guidé par l'exemple du général Paris de Bollardière, il agit pour la paix en Algérie et on le retrouve aux côtés de Pierre Mendès France contre les exactions de l'OAS.

A la fin des années 1.950, la notoriété de L'Express s'étend bien au-delà de la France. Ses prises de position réformatrices l'amènent à être contacté par le sénateur américain John Fitzgerald Kennedy, qui s'intéresse de près aux problèmes de décolonisation dont le cas de l'Algérie est typique. L'Express est le premier journal européen à faire sa « Une » sur John Fitzgerald Kennedy en 1.957. Plus tard, Kennedy prépare sa visite officielle en France en contactant Mendès France et JJSS afin de connaître les dispositions du général de Gaulle à son égard. JJSS et Kennedy se retrouvent une dernière fois au début de l'année 1.963 à la Maison-Blanche. JJSS apporte au président américain un livre de Jules Roy sur le conflit en Indochine. Son but était de mettre en garde le président sur un enlèvement au Viêt Nam. JJSS garde par la suite de très bonnes relations avec la famille Kennedy, dont il espérait peut-être copier le modèle avec sa propre famille. Cela lui valut d'ailleurs le sobriquet de « Kennedillon », lancé par François Mauriac.

Opposé au retour du général de Gaulle en 1.958, JJSS voit son journal perdre de son audience au début des années 1.960, passant de 300.000 à 50.000 exemplaires : il en revient à une formule hebdomadaire. C'est une période de gros bouleversements personnels pour le fondateur de L'Express. A la suite d'une guerre de succession familiale entre Robert, sa fille Marie-Claire et Émile Servan-Schreiber, les Servan-Schreiber perdent le contrôle des Échos et JJSS se fâche avec son mentor Mendès France, ce qui était inévitable.

Il divorce de sa première épouse Madeleine Chapsal et se sépare de sa maîtresse Françoise Giroud. En épousant Sabine Becq de Fouquières, fille du colonel de Fouquières et engagée comme stagiaire à L'Express, il a quatre fils : David, Émile, Franklin et Edouard.

En 1.964, JJSS décide après une étude qu'il a commandée à son frère Jean-Louis Servan-Schreiber, de transformer son journal en un news magazine sur le modèle de Time Magazine et de Der Spiegel. Visant le lectorat des nouvelles classes moyennes (cadres notamment) et participant au transfert de modèles sociétaux nord-américains, L'Express décolle de nouveau et se généralise de plus en plus : nouvelles technologies, libération de la femme... L'Express devient le reflet des changements de la société française et le tirage augmente semaine après semaine.

Le déclic du Défi américain. Jean-Jacques Servan-Schreiber est au milieu des années 1.960 un riche patron de presse et un éditorialiste politique toujours à l'affût des nouvelles idées. Par ses brillantes analyses et synthèses, il attire à lui les cerveaux de sa génération. L'Express est le principal journal d'opposition au général de Gaulle et compte dans ses rangs quelques barons de la presse des décennies à venir : Claude Imbert, Jean-François Kahn, Catherine Nay, Michèle Cotta ou encore Ivan Levai.

Atlantiste et pro-américain, JJSS devient de plus en plus anti-gaulliste. Persuadé que le vieux Général n'est plus l'homme d'une France moderne, il ne veut plus se contenter de son rôle d'observateur politique.

Il est influent dans une partie de la gauche anti-communiste. Il essaie par exemple de pousser son ami Gaston Defferre à se présenter à l'élection présidentielle de 1.965. Mais la campagne de « Monsieur X » est un échec. Il suit ensuite de près la formation de la FGDS, créée afin de réunir dans une seule structure la gauche non communiste française autour de Mitterrand et de Mendès France. Mais JJSS est avant tout un agitateur d'idées. Il considère que ses éditoriaux ne suffisent pas à éveiller ses concitoyens sur les défis que la France va devoir relever à l'avenir. Il réfléchit donc à une possible entrée en politique.

Il fait à cette époque la rencontre de Michel Albert, haut fonctionnaire travaillant à Bruxelles pour le Marché Commun. Celui-ci lui fournit énormément de documentations et de rapports économiques que JJSS utilise de plus en plus dans ses éditoriaux. L'un d'eux bouleverse JJSS : les États-Unis et l'Europe se livreraient une guerre économique silencieuse où l'Europe semble totalement dépassée, tant au niveau des méthodes modernes du management que de l'équipement technologique et de la capacité de recherche. En fait, ce thème du « fossé technologique » est déjà un lieu commun qui inspire des politiques gouvernementales dans les principaux pays européens. Mais Servan-Schreiber y trouve l'occasion de développer un argumentaire en faveur d'un fédéralisme européen, dans un livre choc destiné au marché des classes moyennes supérieures – les cadres qui lisent l'Express. Son livre *Le Défi américain*, paru en 1.967, reste aujourd'hui le plus gros succès de librairie pour un essai politique. Le livre est traduit en quinze langues, se vend à des millions d'exemplaires partout dans le monde et est unanimement reconnu comme très brillant. Même s'il y prédit que le Concorde serait bientôt dépassé par « des avions de ligne américains supersoniques en service courant »...

Il est alors invité aux quatre coins de la France et de l'Europe. Il remplit les salles et commence à prôner une Europe fédérale ayant une monnaie commune et une France décentralisée – programme fédéraliste européen développé par plusieurs auteurs depuis l'entre-deux guerres.

La démission du Général de Gaulle en 1.969 le persuade qu'il a sa place dans le nécessaire renouvellement du personnel politique. C'est ainsi qu'il devient secrétaire général du Parti radical-socialiste en octobre 1.969 et entre de plain-pied dans l'arène politique. Par la suite, il est à deux reprises (17 octobre 1.971-4 juillet 1.975 et 15 mai 1.977-16 oct. 1.979) Président du parti. Il sera 10 jours ministre dans le gouvernement Chirac.

Une carrière politique contrastée. En 1.962, JJSS fait ses premiers pas en politique dans le Pays de Caux qu'il aime tant. Il se présente aux élections législatives, dans la 8^e circonscription de la Seine-Maritime, correspondant alors à Yvetot, Cany-Barville et Saint-Valery-en-Caux. Mais il est battu par Roger Fossé qui devient plus tard président du Conseil régional de Haute-Normandie.

Coauteur avec Michel Albert du Manifeste radical en 1.970, Jean-Jacques Servan-Schreiber est un homme politique atypique. Sa carrière est faite de grands combats avant-gardistes dans une France sociologiquement conservatrice au sein du Parti radical-socialiste. Il lutte prioritairement pour la décentralisation par la régionalisation, pour l'arrêt du programme Concorde afin de concentrer les efforts sur l'Airbus, plus rentable économiquement, pour l'arrêt des essais nucléaires, pour une réforme des grandes écoles et des concours, pour une plus juste progressivité de l'impôt sur le revenu, pour l'informatisation.

Ses positions sont très proches des sociaux-démocrates suédois. Il rencontre d'ailleurs le premier ministre suédois Tage Erlander et son successeur Olof Palme. Que ce soit François Mitterrand au PS ou Michel Rocard au PSU, la gauche non communiste française de 1.969-1.970 est assez éloignée des sociaux-démocrates européens et utilise un vocabulaire proche du marxisme. JJSS apporte donc un style nouveau dans le paysage politique français. Il est cependant clairement de centre-gauche, puisqu'il dénonce une économie qui est en train de « traiter l'homme avec la loi qu'elle applique à toutes choses : la loi de la rentabilité. Déjà elle nous mutile » écrit-il.

En juin 1.970, Roger Souchal, député (UDR) de Meurthe-et-Moselle (circonscription de Nancy-Nord), démissionne en raison du tracé d'une autoroute jugée trop favorable à Metz. Roger Souchal pense être réélu dans un fauteuil. Pourtant, à l'invitation du directeur charismatique de L'Est républicain Léon Chadé, et de plusieurs notables nancéiens, JJSS se présente. L'affaire semble impossible, surtout qu'il s'agit d'un duel entre un Parisien « parachuté » contre l'enfant du pays, héros de la Résistance. Néanmoins, les Nancéiens semblent flattés qu'un homme influent s'intéresse à la Lorraine. JJSS entame une campagne d'un style nouveau, utilisant sa force de frappe médiatique. C'est un succès puisqu'en ayant tous les partis de gauche comme de droite contre lui, JJSS arrive en tête au premier tour. Il obtient ensuite 55 % des suffrages dans un second tour en triangulaire puisque le candidat communiste, Michel Antoine, s'était maintenu et le candidat de l'UDR obtint 25 % des suffrages. Cette élection est un choc **dans la classe politique française.**

Le 20 septembre de la même année, il se présente contre Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux. Voulant à tout prix en découdre avec la majorité UDR et le Premier ministre en exercice, JJSS se désole du manque de combativité de la gauche. Après que François Mitterrand a convaincu Robert Badinter de ne pas se présenter, JJSS se retrouve seul dans la bataille. Malgré son élection à Nancy, il se présente de nouveau. Alors

qu'il volait de succès en succès, il est nettement défait à Bordeaux, ne recueillant que 16 % des suffrages, ce qui porte un rude coup à son image de marque.

Il est cependant réélu à Nancy en 1.973. En 1.978, il voit en revanche son élection invalidée par le Conseil constitutionnel et perd l'élection partielle contre le socialiste Yvon Tondon le 24 septembre Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1.973 lors d'un congrès du Mouvement réformateur.

Au niveau national, Servan-Schreiber refuse tout accord avec le Parti communiste de Georges Marchais et ne veut donc pas faire alliance avec François Mitterrand. Sa stratégie centriste, marquée par la création d'une coalition avec le Centre démocrate et plusieurs petites formations de centre-gauche au sein du Mouvement réformateur ne fonctionne jamais et brise peu à peu le Parti radical dont il est devenu président.

JJSS est un orateur ayant une vraie capacité à convaincre. Il essaie d'amener dans le débat public des thèmes novateurs contre ce qu'il appelle « l'État-UDR », c'est-à-dire la mainmise des gaullistes sur tout l'appareil politique français. Mauvais négociateur, il n'arrive jamais à entrer dans les jeux du pouvoir pour y avoir un rôle. Il est brièvement ministre des Réformes du 27 mai au 9 juin 1.974 mais est écarté par Jacques Chirac, qui le surnomme « le turlupin », pour son opposition à la reprise des essais nucléaires. Il est cependant président du conseil régional de Lorraine de 1.976 à 1.978 en battant Pierre Messmer.

Ne voulant plus diriger au quotidien son journal L'Express, qu'il a beaucoup utilisé pour financer son action politique et pour diffuser ses idées, il décide de le vendre en 1.977 à l'homme d'affaires James Goldsmith. Sans cet appui précieux, sa carrière politique sombre rapidement. Il est pourtant le père fondateur de l'UDF pour aider le président Giscard d'Estaing à contrer la montée en puissance de Jacques Chirac aux élections législatives de 1.978. Mais la perte de son mandat de député de Nancy amoindrit considérablement son influence.

En 1.979, JJSS remet son mandat de président du Parti radical, au moment des élections européennes, pour présenter, avec Françoise Giroud, la liste « Emploi, Égalité, Europe ». N'obtenant que 1,84 % des voix, Jean-Jacques Servan-Schreiber met un terme à sa carrière politique. Financièrement, il est quasiment ruiné. La fortune qu'il avait retirée de la vente de L'Express a été totalement dépensée pour ses dernières campagnes.

JJSS écrit en 1.980 un second livre à succès, Le Défi mondial. Il y résume l'histoire contemporaine avec l'imagination du romancier, raconte avec talent les chocs pétroliers et leurs conséquences, décrit le décollage technologique du Japon par l'informatisation et la robotisation, la capacité financière nouvelle qu'ont acquise les pays exportateurs de pétrole pour développer le Tiers-Monde, et les merveilles qu'il faut attendre de la micro-informatique. L'ouvrage révèle que JJSS jouit d'un cercle international de relations, prestigieux mais restreint aux grands de ce monde, et n'a qu'une connaissance des livres ou journalistique des réalités sociales, notamment du temps long nécessaire aux évolutions, et disserte sur la micro-informatique sans savoir ce qu'est un micro-ordinateur.

JJSS joue alors de son influence auprès de Gaston Defferre afin de convaincre Mitterrand de créer un institut d'informatisation de la France. C'est le Centre mondial informatique et ressource humaine (CMIRH) dirigé, lors de sa création, par Nicholas Negroponte et Seymour Papert. JJSS est, comme il l'était avec Mendès France et Giscard d'Estaing, un conseiller de l'ombre du Président, un éveilleur et même dit-on un « visiteur du soir »

Malgré la venue à Paris de plusieurs grands chercheurs en informatique et quelques succès à l'Éducation nationale et dans l'agriculture, le Centre informatique est un gouffre financier, très critiqué pour son inefficacité par la communauté scientifique et sanctionné dans un rapport de la Cour des comptes. Il est fermé en 1.986 après un rapport d'audit effectué par un expert de l'industrie informatique. Il a cependant permis à quelques jeunes Français de s'intéresser à l'informatique. Le Centre lui-même n'a à son actif aucune découverte, aucun développement, aucune création d'entreprise.

JJSS s'envole alors pour les États-Unis avec ses quatre fils pour qu'ils soient formés à l'Université Carnegie-Mellon à Pittsburgh, haut lieu de la recherche informatique et des sciences neurocognitives. Il dirige brièvement les relations internationales de l'Université et y donne des cours de « réflexion stratégique » avant de revenir en France. Il rédige dans le même temps deux tomes de mémoires parus en 1.991 et 1.993, dont les récits sont à considérer avec les précautions d'usage.

Atteint d'une dégénérescence neurologique affectant sa mémoire, JJSS écrit son dernier article en 1.996 avant d'abandonner toute activité de premier plan. Il a toutefois tenu à assister en avril 2.001 à la diffusion publique d'un documentaire, toujours inédit en France, sur le Général de Bollardière. La reconnaissance du courage exemplaire de son ancien compagnon d'armes fut son dernier engagement. **Il fait ensuite une toute dernière apparition publique en janvier 2.003 lors des obsèques de Françoise Giroud.**

EXTRAITS - Dans L'Abécédaire de Raymond Aron, la sociologue Dominique Schnapper, qui est aussi la fille du philosophe, et le journaliste Fabrice Gardel ont regroupé un florilège de sa pensée. L'occasion de redécouvrir un auteur d'une modernité sidérante.

L'auteur de L'Opium des intellectuels, grand penseur antitotalitaire à l'heure du communisme triomphant, a été à contre-courant de la pensée dominante de son époque. Il demeure l'un des intellectuels les plus importants du XXe siècle. À l'heure de la crise de la démocratie, de la montée de l'islamisme, du manichéisme des réseaux sociaux, la pensée de Raymond Aron, mort en 1983, reste plus que jamais d'actualité. Celui qui a été, pendant trente ans, éditorialiste au Figaro a toujours refusé le simplisme, l'utopie et les idéologies. Fort de cette conviction : « La politique est le choix entre le préférable et le détestable. »

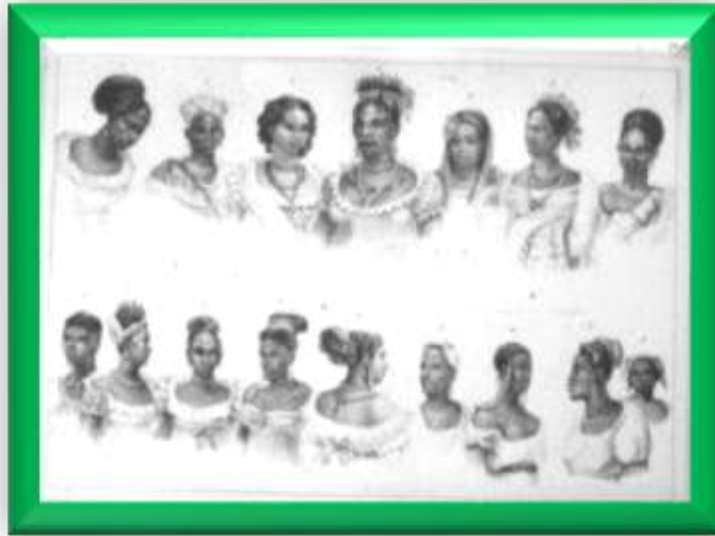
DIVERSES ILLUSTRATIONS AFRICAINES VERS 1.900.











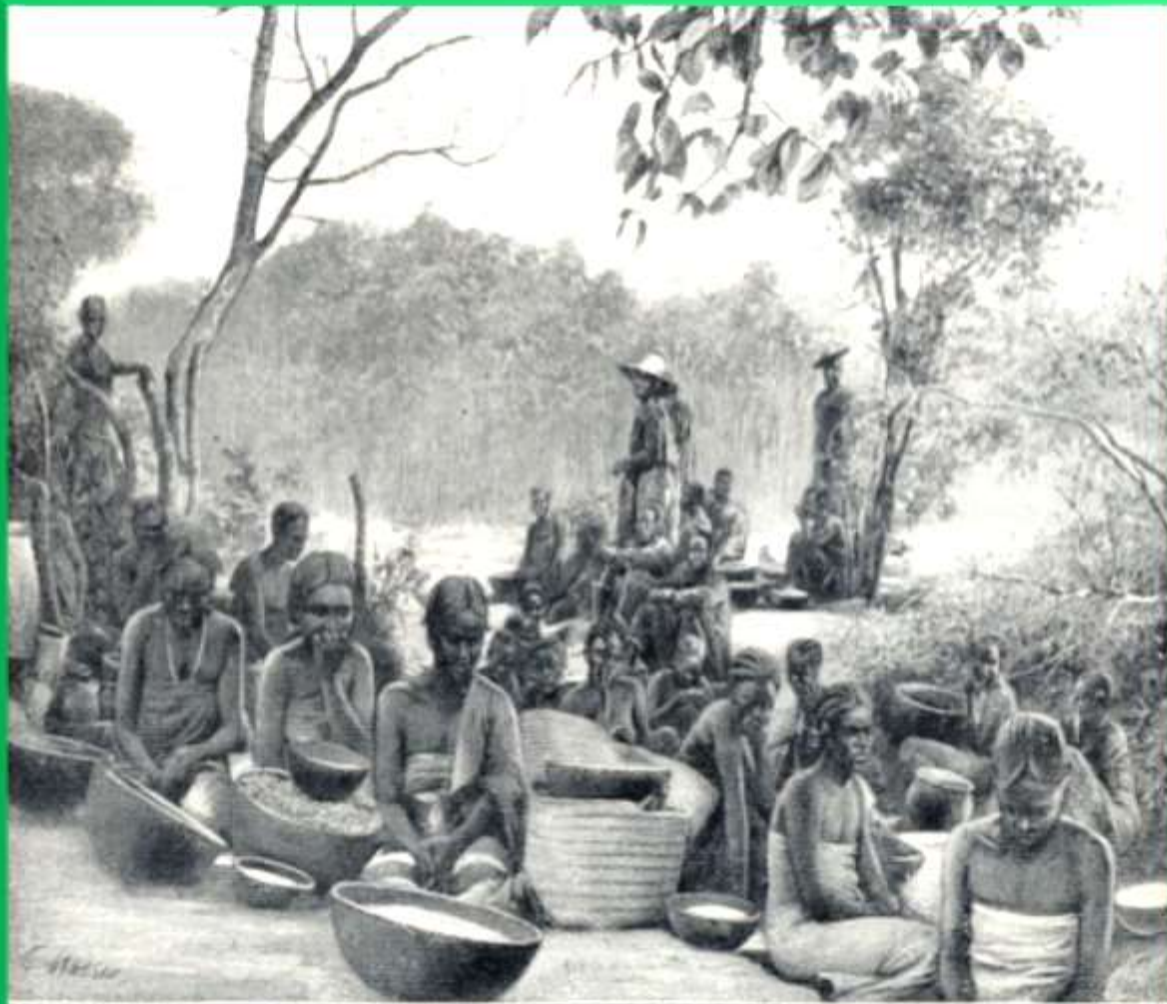
ESCLAVES CREOLES



Esclavage : La Caze de Jacob Gabaye dit Samuel 32 ans, Rachel sa femme 31 ans, Rachel sa mère 71 ans, Jacob 4 ans, Ester 9 ans, Sara 8 ans Ricque 6 ans, Bienvenu 2 ans, Judie 6 mois,

Possession : 1 nègre de 41 ans, 3 nègres de 21 à 61 ans, et une négrillonne de 8 ans.

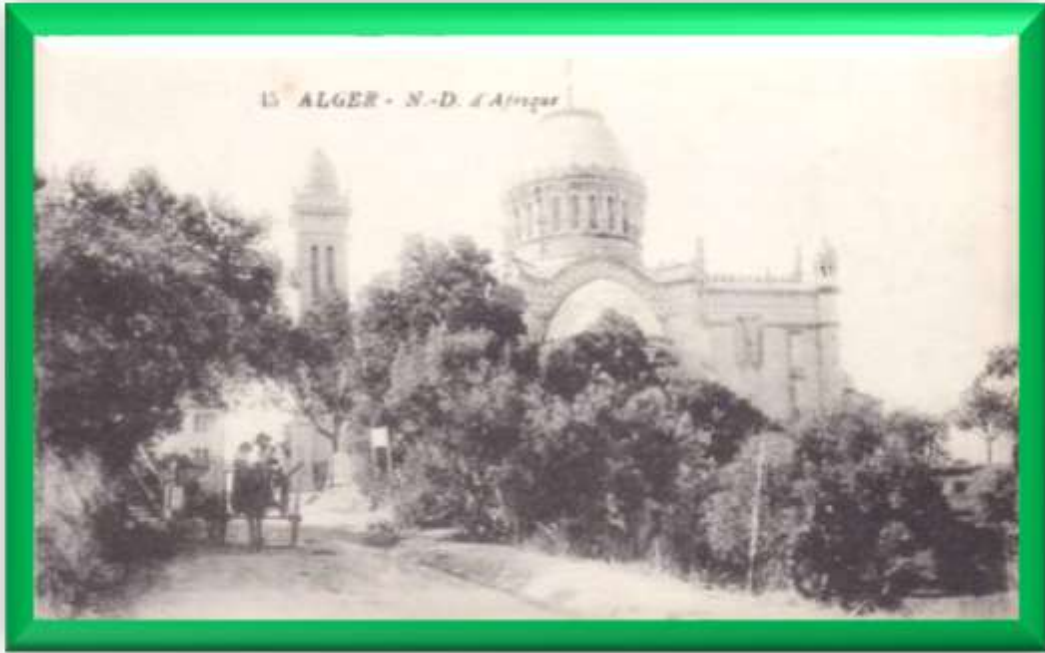
L'on ignore trop souvent que les juifs figurent parmi les tous premiers colons de la Martinique, après que Belain d'Esnambuc eut pris possession de l'île au nom de la France. Quelques juifs hollandais fuyant le Brésil, à partir de Recife, principalement, après sa conquête par les Portugais en 1.694, trouvèrent refuge dans la partie nord-est de la Martinique, qui porte encore le nom de petit Brésil. Ces anciens marranes furent l'objet de persécution officielles. En 1.659, sous la pression des Jésuites, le droit de commerce leur fut dédié. En 1.695. Louis XIV ordonna l'expulsion de l'île. Quelques-uns s'enfuirent vers la Barbade et d'autres devinrent des « Conversos », c'est-à-dire des chrétiens sous la contrainte.



UN MARCHÉ À MADÉ, DANS LE BAGUIRMI.

Sur les marchés indigènes de la pacifique région du Baguirmi, où ils arrivèrent après un voyage de deux ans, Gentil et ses compagnons purent enfin s'approvisionner sans crainte d'être massacrés. Souvent en effet il leur avait fallu, pour se ravitailler, entrer en rapports avec les tribus cannibales de la forêt.

A LA CONQUÊTE DU TCHAD

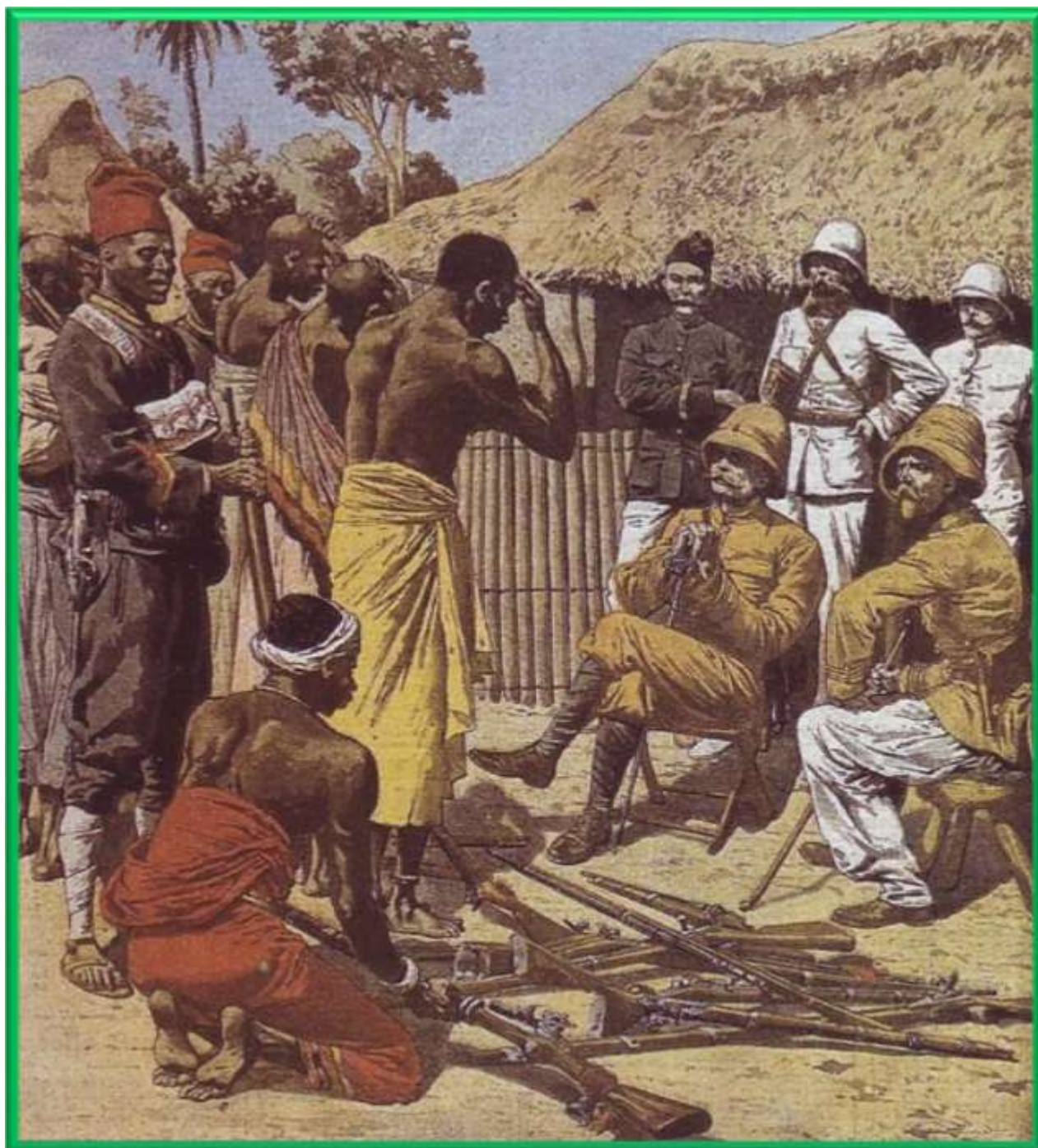






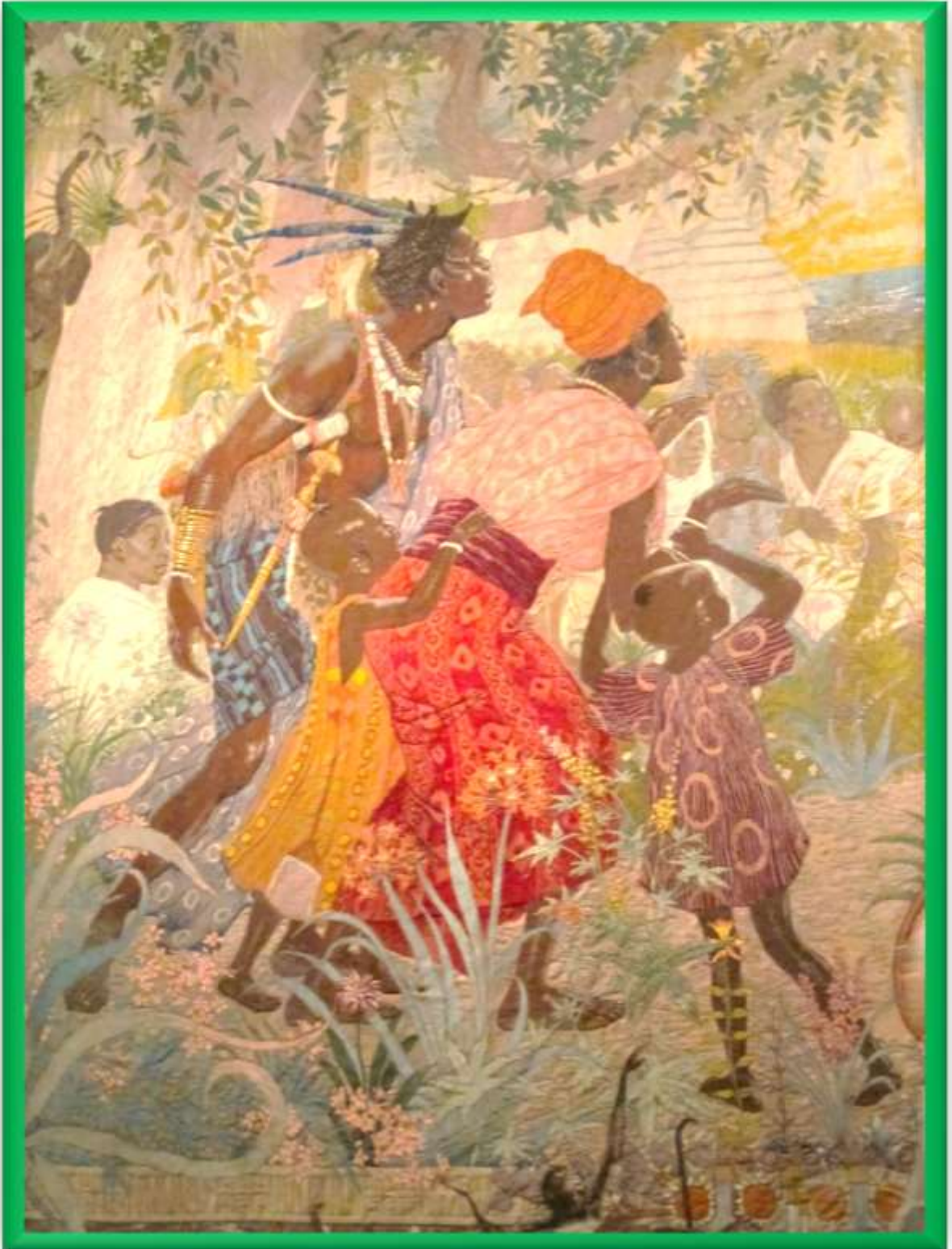






AN 2.016.....CELA CONTINU.....
AU YEMEN FACE A LA CORNE DE L'AFRIQUE.
ELLE MOURRA AU COURS DE L'ANNEE 2.017.





LES ROTHSCHILD ET L'APPARENTE OPPOSITION ENTRE CAPITALISME, NAZISME ET COMMUNISME

Alga Rath, Illuminati, Nazis, et Israël.

Les pages qui suivent expliquent bien à l'Auteur les raisons des présences de :

--**René Bousquet, SG** de la toute puissante Banque de l'Indochine à Paris en 1.975, ancienne Banque d'émission de la « **piastre** » en Indochine, des « **francs océan indien et pacifique** », auquel j'ai serré la main « **sans le savoir ce qu'il avait été de 1.935 à 45 ?.....** », lors d'une réunion de travail pour le financement des futures lignes de TGV. Devant ma répugnance de ce « **serrage de mains** », j'ai demandé à la Pce de la Banque de me dessaisir de ce dossier pour « **clause de conscience** ». La Banque me donne raison et se retire elle-même du dossier.

--**Jacques Alibert, fils de Raphaël Alibert, Ministre de la justice de Pétain en juillet 1.940, auteur des lois antijuives, lui-même maurassien, SG** de 1.945 à 1.975 de la Banque de l'Afrique Occidentale, ancienne Banque d'émission du franc français d'outre-mer depuis 1.852, puis du franc cfa de 1.946 à 1.954, avant de devenir une banque de crédits et de dépôts.

Cette dernière sera l'Employeur de l'Auteur, lequel cherchera pendant près de 50 ans les raisons de la présence **de J. Alibert « son grand patron direct » de 1.970 à 75, date de son départ à la retraite.**

Ces deux institutions bancaires étaient la propriété de la famille Rothschild avant leurs disparitions en 1.982 et 1.989.

LES JUIFS EN EUROPE.

I^{ERE} PARTIE.

SITE INERTNET. Alga Rath, Illuminati, Nazis et Israël.

Cet article-ci n'attaque pas Israël, mais donne des précisions historiques. Israël a prouvé et prouve tous les jours qu'ils sont capables et de se défendre tous seuls et de pourfendre ceux qui osent se mettre sur leur chemin.

Si nous voulons mettre fin au conflit israélo-palestinien, nous devons savoir qui a créé Israël et pourquoi. En 1.917, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Arthur Balfour, écrivit une lettre à Second Lord, Lionel Walter Rothschild, dans laquelle il exprimait son soutien à une patrie juive sur des terres sous contrôle palestinien au Moyen-Orient.

La déclaration de Balfour de 1.917 est une lettre ouverte datée du 2 novembre 1.917 et signée par Arthur Balfour, du Foreign Secretary britannique. Elle est adressée à Lord Lionel Walter Rothschild (1.868-1.937), Eminence de la communauté juive britannique et financier du mouvement sioniste, aux fins de retransmission au peuple juif.

Balfour justifiait la future saisie brutale de terres palestiniennes pour l'établissement d'Israël. Israël servirait non pas comme une « patrie juive », mais comme un des piliers du contrôle exercé par « **Rothschild/Les 8 Familles** » sur les réserves mondiales de pétrole. Le baron Edmond de Rothschild, --né à Boulogne-Billancourt le 19 août 1.845 et mort à Boulogne-Billancourt le 2 novembre 1.934 --, a construit le premier oléoduc allant de la mer Rouge à la Méditerranée pour acheminer le pétrole iranien de BP vers Israël. Il a fondé la Banque générale israélienne, Paz Oil, qui sont considérés comme les « Pères » d'Israël moderne.

Les Rothschild sont un clan de 8 familles les plus riches de la planète, d'une valeur estimée à 100.000 milliards de dollars ou 115.000 Mds € soit 7 fois le PIB des USA en 2.018. Ils contrôlent Royal Dutch/Shell, BP, Anglo-Américain, BHP Billiton, Rio Tinto, Bank of America et de nombreux autres groupes et banques du monde. Les Rothschild sont les principaux actionnaires de la Banque d'Angleterre, de la Réserve fédérale et de presque toutes les banques centrales privées du monde. Ils avaient besoin d'une empreinte au Moyen-Orient pour protéger leurs nouvelles concessions pétrolières, qu'ils avaient acquises par le biais de quatre fronts de cavaliers, tels que le Consortium iranien, Iraqi Petroleum Company et Saudia ARAMCO.

Les Rothschild, Shell et BP, ont formé ces cartels avec la moitié des quatre cavaliers – Exxon, Mobil, Chevron, Texaco/Rockefeller. Cette nouvelle alliance nécessitait une « relation spéciale » entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui existe encore aujourd'hui. Rothschild et d'autres riches actionnaires européens pouvaient désormais utiliser l'armée américaine comme une force mercenaire messianisée, déployée pour protéger leurs intérêts pétroliers et payée par les contribuables américains. Israël aurait le même objectif à proximité des champs de pétrole. Le Mossad israélien est moins une agence de renseignement nationale qu'une force de sécurité de la famille Rothschild/Rockefeller.

Le terme « Hessians » fait référence aux quelque 30.000 soldats allemands engagés par les Britanniques pour participer au combat pendant la révolution américaine. Ils venaient principalement de l'Etat allemand de Hesse-Cassel, bien que des soldats d'autres Etats allemands aient également assisté, à des actions en Amérique.

Les Rothschild exercent un contrôle politique au travers de la secrète Business Round table, qu'ils ont créée en 1.909 avec l'aide de Lord Alfred Milner et Cecil Rhodes, dont la bourse Rhodes est octroyée par l'Université de Cambridge, dont dépend le propagandiste de l'industrie pétrolière, Cambridge Energy Research. Rhodes a fondé De Beers et Standard Chartered Bank.

La table ronde tire son nom du chevalier légendaire King Arthur (le roi Arthur), dont le récit du Saint Graal est synonyme de la notion Illuminati selon laquelle les Huit Familles possèdent du sang sacré – une justification de leur domination sur les peuples et les ressources de la planète.

Selon John Coleman, ancien officier des services de renseignements britanniques, qui a écrit Committee of 300 (le comité des 300), les « Round Tablers » armés d'une immense richesse tirée des monopoles de l'or, des diamants et de la drogue, se déployaient dans le monde entier pour prendre le contrôle des politiques budgétaire et monétaire et du leadership politique exploité. Rhodes et Oppenheimer ont été déployés en Afrique du Sud pour lancer le conglomérat anglo-américain. Kuhn et Loeb partaient recoloniser l'Amérique avec Morgan et Rockefeller.

Rudyard Kipling a été envoyé en Inde. Schiff et Warburg ont malmené la Russie. Rothschild, Lazard et Israël Moses Seif ont poussés jusqu'au Moyen-Orient. A Princeton, **la table ronde a fondé l'Institut d'études avancées (IAS)** en tant que partenaire du All Souls College à Oxford. **L'IAS --International Association of Scientologists--** a été financé par le Rockefeller General Education Board. **Les Membres de l'IAS, Robert Oppenheimer, Neils, Bohr et Albert Einstein ont créé la bombe atomique.**

En 1.919, la table ronde des entreprises de Rothschild a donné naissance à **l'Institut royal des affaires internationales (RIIA)** à Londres, appelé aussi le Chatham House, voir photo ci-dessous. **La RIIA** a parrainé des organisations sœurs du monde entier, notamment le US Council on Foreign Relations. **La RIIA** est un organisme de bienfaisance enregistré de la Reine et, selon ses rapports annuels, est financé en grande partie par les **Quatre cavaliers**.

L'ancien secrétaire britannique aux Affaires étrangères et cofondateur de Kissinger Associates, Lord Carrington, est à la fois président des RIIA -l'Institut royal des affaires internationales- et des Bilderberg. Le cercle intérieur de RIIA est dominé par les **Quatre cavaliers ? qui sont : les Chevaliers de Saint-Jean Jérusalem, les Chevaliers de Malte, les Chevaliers Templiers, et les francs-maçons de rite écossais du 33e degré.**



Les Chevaliers de Saint-Jean ont été fondés en 1.070 et relèvent directement de la British House of Windsor. Leur lignée principale est la dynastie des Villiers, à laquelle **Philippe de Villiers, né le 25 mars 1.949 à Boulogne, est un haut fonctionnaire, homme politique et essayiste français. Chef de la famille --Le Jolis de Villiers--, il porte le titre de vicomte ;** ainsi que la famille **Hong Kong Matheson** s'est mariée, avec le propriétaire de la blanchisserie à opium, la banque dénommée la HSBC. La famille **Lytton** s'est également mariée au sein du gang **de Villiers**.

Le Colonel Edward Bulwer-Lytton dirigeait la société secrète anglaise Rosicrucian, que Shakespeare qualifiait de manière opaque de Rosencranz, tandis que les francs-maçons étaient symbolisés par Guildenstern. Lytton était le père spirituel du RIIA -l'Institut royal des affaires internationales- et du fascisme nazi. En 1.871, il écrit un roman intitulé *Vril : Le pouvoir de la race à venir*. Soixante-dix ans plus tard, la Société du Vril a reçu de nombreuses citations dans *Mein Kampf* d'Adolf Hitler. Le fils de Lytton devint vice-roi en Inde en 1.876, juste avant l'augmentation de la production d'opium dans ce pays. Son bon ami Rudyard Kipling a présenté la croix gammée en Inde et a ensuite travaillé sous la direction de Lord Beaverbrook en tant que ministre de la Propagande, aux côtés de Sir Charles Hambro, de la dynastie bancaire des Hambros.



Les enfants de l'élite de la table ronde sont membres d'un culte dionysiaque connu sous le nom d'enfants du soleil. Les initiés incluent Aldous Huxley, T.S. Eliot, D.H. Lawrence et H.G. Wells. Wells dirigea les services de renseignements britanniques pendant la Première Guerre mondiale. Ses livres parlent d'un « cerveau mondial » et d'une « police de l'esprit ». William Butler Yeats, un autre membre de Sun, était un copain d'Aleister Crowley. Les deux hommes ont formé un culte Isis basé sur un manuscrit de Madame Blavatsky, qui invitait l'aristocratie britannique à s'organiser pour former un sacerdoce aryen. La Société théosophique de Blavatsky et les Rosicruciennes de Bulwer-Lytton ont uni leurs forces pour former la Société Thulé, à l'origine de laquelle les nazis ont émergé.

ONT SOUTENU LES NAZIS.

Ci-dessus, l'usine I.G. Farben d'Auschwitz, pour fabriquer de quoi gazer les concentrationnaires. Max



et Paul Warburg siégeaient au conseil d'administration de I.G. Farben, tout comme H. A. Metz, administrateur de la Warburg Bank de Manhattan – plus tard Chase Manhattan. C. E. Mitchell, administrateur de la Bank of Manhattan et membre du conseil de la Réserve fédérale, siégeait au conseil d'administration de la succursale américaine de I. G. Farben. En 1.936, Avery Rockefeller s'associa à la famille allemande Schroeder, qui était le banquier personnel de Hitler. **Le magazine Time a qualifié le nouveau Schroeder, Rockefeller & Company de « moteur économique de l'axe Rome-Berlin ».** **Morgan Guaranty Trust et Union Banking Corporation (UBC) ont également financé les nazis, Membre du CA de l'UBC Prescott Bush, est le grand-père de Georges Bush Junior.**

En 1.933, chez le banquier Kurt von Schroeder, un banquier, un accord fut conclu pour amener Hitler au pouvoir. Les frères John Foster et Allen Dulles-Rockefeller, cousins et partenaires du cabinet d'avocats Sullivan & Cromwell, qui représentait la Schroeder Bank, ont assisté à la réunion. Schroeder, directeur général T. C. Tiarks, était administrateur de la Banque d'Angleterre contrôlée par Rothschild.

Au printemps 1.934, le président de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, convoqua une réunion des banquiers londoniens qui décidèrent de financer secrètement Hitler.

Sir Henri Deterding, président de Royal Dutch/Shell, a contribué à cet effort. Même après que les États-Unis soient entrés en guerre avec l'Allemagne, le président d'Exxon, Walter Teagle, était toujours membre du conseil d'administration de I. G. Chemical – la filiale américaine I. G. Farben. Exxon a joué un rôle essentiel dans l'approvisionnement des nazis en plomb, le tétra éthyle, composant important du carburant aviation. Seuls Exxon, Du Pont et GM ont fabriqué le matériel. Teagle a également fourni aux Japonais son produit.

Exxon et IG Farben étaient si étroitement associés que, en 1.942, Thurman Arnold, chef de la division antitrust du département de la justice des États-Unis, produisit des documents montrant que « Standard et Farben, en Allemagne, avaient littéralement coupé les marchés mondiaux, avec des monopoles pétroliers et chimiques établi sur toute la carte. »

En 1.912, la veuve du magnat des chemins de fer Edward Harriman rejoignit John D. Rockefeller pour financer un laboratoire de recherche en eugénisme à Cold Spring Harbor, dans l'État de New York. La même année, le premier congrès international d'eugénisme se réunit à Londres sous la présidence de Winston Churchill. En 1932, la conférence a eu lieu à New York. La compagnie maritime Hamburg-Amerika, appartenant à George Walker et Prescott Bush, a amené le contingent allemand à la fête du gène. Le membre de la délégation allemande était le Dr Ernst Rudin de l'Institut de généalogie Kaiser Wilhelm à Berlin. Il a été élu à l'unanimité président pour son travail dans la fondation de la Société allemande pour l'hygiène de la race, précurseur des instituts de la race de Hitler.

En 1.998, de nombreuses poursuites judiciaires étaient en cours contre Ford, Chase Manhattan, J.P. Morgan, la Deutsche Bank, Allianz AG et plusieurs banques suisses pour leurs relations avec les nazis.

Les sociétés secrètes Germanordern (les frères de Skale & Bones de Yale), la Société Thulé et Vrill se trouvaient au cœur de l'intérieur du cercle hitlérien. Les concepts de « grands maîtres », d'« adeptes » et de « grande fraternité blanche », que les nazis ont utilisés pour justifier leur idée de la supériorité aryenne, étaient des idées anciennes inspirées des écoles de mystères égyptiennes par les chevaliers teutoniques, les Illuminati et l'hébreu et Cabalistes.

Ces mêmes concepts se retrouvent dans le New Age Mouvement d'aujourd'hui, dont le magazine New Age a été publié pour la première fois par le Grand Orient Masonic Lodge de Washington, DC. Henry Kissinger était l'un des premiers partisans.

Les occultistes nazis croyaient que les anciennes tribus allemandes étaient les véritables gardiens des anciens mystères qui avaient leur origine dans l'Atlantide, lorsque sept races d'hommes-hommes furent introduites sur Terre. Thule était une Atlantide teutonique qui, de l'avis des nazis, hébergeait ces races vaincues depuis longtemps, qui perdaient leurs pouvoirs divins Annunaki en se métissant avec des humains. Au cœur de la société thuléenne se trouvaient des satanistes qui pratiquaient la magie noire.

HITLER A DEJA ETE DECRIT COMME UN « ENFANT DE L'ILLUMINISME ».

Selon le Dr. Walter Langer, auteur de la psychanalyse de Hitler pendant la guerre pour l'OSS, son prédécesseur à la CIA, Hitler était également un Rothschild. Langer découvrit un rapport de police autrichien prouvant que le père de Hitler était un fils illégitime de la cuisinière paysanne nommée Maria Anna Schicklgruber, qui, à l'époque, était servante chez le baron Rothschild à Vienne. En mai 1.941, Rudolf Hess est parachuté dans la propriété du duc de Hamilton, affirmant qu'une force surnaturelle lui avait dit de négocier avec les Britanniques.

Hitler a apparemment été visité par cette même apparition et s'est soudainement tourné avec véhémence contre l'occultisme. Il a ordonné une répression contre les francs-maçons, les templiers et la société théosophique. Soudainement, la foule des banquiers internationaux a coupé court aux finances de Hitler et a commencé à le dénoncer. Six mois plus tard, l'armée américaine messianisée est entrée dans la Seconde Guerre mondiale.

Le destin de Hitler n'était pas différent de celui de Saddam Hussein ou de Manuel Noriega. Le mode de fonctionnement des banquiers Illuminati consiste à utiliser des hommes de faible intégrité pour faire leur sale boulot, avant de se jeter commodément et de s'éloigner d'eux.

L'horreur de l'Holocauste qui a suivi a assuré la sympathie pour l'État d'Israël déjà planifié. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, les banquiers meurtriers Haganah et Stern Gangs ont été déployés par les banquiers Rothschild pour terroriser les Palestiniens et leur voler leurs terres. Les Juifs qui ont échappé aux chambres à gaz de Hitler étaient ceux qui achetaient le sionisme. Pour un montant de 1.000 dollars – beaucoup d'argent à cette époque – ces personnes de droite ont acheté un passage pour Israël et ont échappé au destin des pauvres Juifs, Serbes,

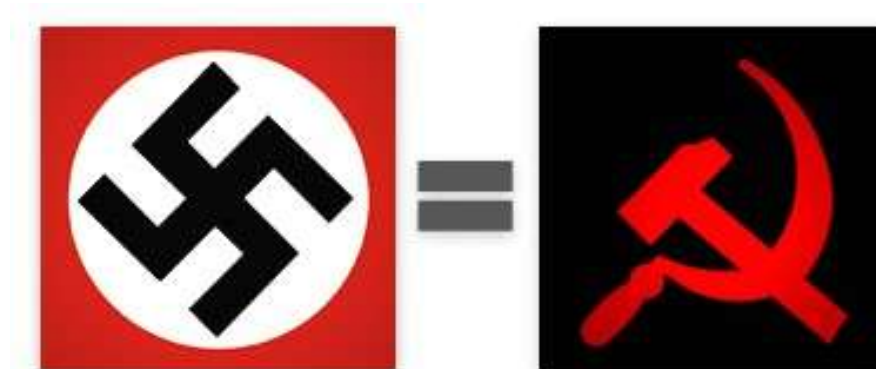
Communistes et Tsiganes. Cette affaire sanglante était un projet eugénique massif. Cela avait plus à voir avec l'abattage du troupeau le long des classes, qu'avec l'ethnie ou la religion.

LA CLE DE CE PUZZLE HISTORIQUE EST DE COMPRENDRE QUE LES BANQUIERS INTERNATIONAUX ROTHSCHILD/ROCKEFELLER ONT SOUTENU A LA FOIS LA MONTEE DES NAZIS ET LA CREATION D'ISRAËL. TOUT CELA N'A RIEN A VOIR AVEC LA RELIGION, MAIS UNIQUEMENT DANS LE CONTROLE DES PUITTS DE PETROLE, DES ARMES, LA DROGUE, L'ARGENT ET PRINCIPALEMENT LE POUVOIR.

Les Rothschild disent qu'ils sont juifs. Les Rockefeller prétendent être chrétiens. Ce sont des écrans de fumée non pertinents. Tout démagogue, qui attribue l'injustice à une religion ou à une race, est malheureusement mal informé. Au cours de l'histoire, les satanistes Illuminati ont sacrifié des personnes de toutes les races et de toutes les religions pour promouvoir leur programme de contrôle planétaire total.

Israël n'est pas une « patrie juive ». C'est un pivot du monopole pétrolier. Les quatre cavaliers et leurs propriétaires de huit familles sont mis à mal par ses citoyens, qui les utilisent comme pions géopolitiques dans une ponction internationale de ressources.

LES ROTHSCHILD ET L'APPARENTE OPPOSITION ENTRE CAPITALISME, NAZISME ET COMMUNISME



Hitler était devenu une menace plus grande que Staline qui n'avait pas touché à la monnaie. La mission actuelle de Rakovsky était de convaincre Staline de signer un pacte avec Hitler et de retourner l'agression d'Hitler contre l'ouest. L'objectif était de faire l'Allemagne et les nations occidentales s'épuiser les unes les autres avant qu'un autre front ne soit ouvert à l'est.

Selon Walter Kravitsky, le chef des services de renseignements militaires soviétiques en Europe qui fit défection vers l'ouest et fut assassiné en 1.941, Staline était déterminé à faire un pacte avec Hitler dès 1.934. Il n'avait aucun désir de combattre les nazis. Est-il possible que Rakovsky et ses commanditaires ne le savaient pas ? « On Stalin's Secret Service » (Kravitsky, 1.939). Rakovsky pressa les russes d'utiliser la tactique qui consiste à « tromper en disant la vérité. » Les russes devaient impressionner Hitler avec leur véritable désir de paix. Hitler ne devait pas suspecter qu'il était en train de se faire embarquer dans une guerre sur deux fronts. Un choix fut offert à Staline. S'il acceptait de partager la Pologne avec Hitler, l'ouest ne déclarerait la guerre qu'avec un seul agresseur, l'Allemagne. S'il refusait, les banquiers aideraient Hitler à le déposer.

Kus'min exigea quelque confirmation de haut niveau. Rakovsky lui dit de voir Joseph Davies, l'ambassadeur US à Moscou, un camarade franc-maçon et représentant de l'administration Internationale Communiste de Roosevelt. Quelqu'un fut envoyé voir Davis qui confirma qu'il y avait beaucoup à gagner si Rakovsky obtenait une amnistie. Le 2 mars 1.938, un puissant message radio fut envoyé à Moscou dans le code encrypté de son ambassade de Londres. « Une amnistie ou le danger nazi va grandir » dit-il. Davies assista au procès de Rakovsky et lui fit un salut maçonnique. Le même jour, le 12 mars 1.938, Hitler marchait sur l'Autriche. La condamnation à mort de Rakovsky fut commuée.

Certains pensent qu'il poursuivit sa vie sous un nom d'emprunt. Une autre source avance qu'il a été tué en 1.941. Des négociations secrètes furent engagées avec Hitler. Le résultat fut le pacte Ribbentrop-Molotov signé en août 1.939, juste une semaine avant l'invasion de la Pologne. L'interrogatoire semble avoir créé un accord entre Staline et les Illuminati. **LA RUSSIE LUTTE CONTRE L'EMPRISE DES ROTHSCHILD.** L'Europe et les Etats-Unis ont succombé au contrôle des Illuminati depuis longtemps. En Russie, il y a encore quelques spasmes avant la mort. Récemment, Vladimir Poutine a fait arrêter Mikhaïl Khordordovsky, le patron de Yukos, la plus grande compagnie pétrolière russe, et l'homme le plus riche en Russie. Poutine annonça que la Russie allait saisir ses 12 milliards de dollars représentant 26% de ses parts dans la compagnie pétrolière, un des nombreux actifs nationaux pillés dans la réorganisation du communisme il y a 15 ans. Nous avons alors appris que les parts avaient déjà été transférées vers nul autre que Jacob Rothschild dans le cadre d'un « accord inconnu jusqu'alors » prévu pour une telle circonstance. Les deux compères se connaissaient depuis des années « par leur amour commun des arts. » Rakovsky avait dit à Kus'min que les Illuminati ne prenaient jamais de positions politiques ou financières. Ils utilisent toujours des « intermédiaires. » -- « Les banquiers et les politiciens sont toujours des hommes de paille... même s'ils occupant les places importantes et apparaissent être les auteurs des plans qui sont mis en œuvre... »

Evidemment, Khodordovsky est un « intermédiaire » pour Rothschild. De même que le sont Richard Perle, Henry Kissinger et Ariel Sharon qui chacun s'exprimèrent contre les actes de Poutine. Perle, l'architecte de la guerre en Irak, appela à l'exclusion de la Russie du G8. Sharon exprima son inquiétude sur « la persécution de l'homme d'affaires juif. » Khodordovsky est juif comme l'est Simon Kukes son successeur. Comme Perle et comme Kissinger. Beaucoup de juifs servent les Illuminati et c'est une des causes de l'antisémitisme. Mais Tony Blair et George W. Bush les servent aussi et ne sont pas juifs. Les membres du groupe de Bilderberg et des Skull and Bones ne sont pas juifs pour la plupart d'entre eux. Les Illuminati sont une alliance entre les Rothschild et les élites mondiales riches unies par la franc-maçonnerie, dont le Dieu est Lucifer. L'humanité, la magnifique expérience de Dieu, a été détournée et compromise. Depuis les soldats US en Irak jusqu'aux contribuables qui payent la dette nationale US, nous sommes tous des « hommes de paille. » a révélation finale de la franc-maçonnerie par Henry Makow Ph.D., rédigée le 16 novembre 2.003. Les francs-maçons « doivent mourir avec la révolution qui a été engendrée avec leur coopération » selon C.G. Rakovsky, un des fondateurs de l'Internationale Communiste. « Le vrai secret de la maçonnerie est le suicide de la franc-maçonnerie en tant qu'organisation et le suicide physique de chaque franc-maçon important. »

Cette révélation vient du compte rendu de l'interrogatoire par la police staliniste de 1.938 intitulé « The Red Symphony. » (Transcription dans le livre de Des Griffin, « Fourth Reich of the Rich », page 254). « Il est clair que je connais ceci, pas en tant que franc-maçon mais en tant qu'individu qui leur appartient [aux Illuminati] » dit Rakovsky, un camarade de Léon Trotsky arrêté pour complot contre Staline. Le but de Rakovsky était de convaincre Staline, un nationaliste, de coopérer avec l'Internationale Capitalo-Communiste. J'ai présenté ce document la semaine dernière dans mon article « Les Rothschild conduisent la Symphonie Rouge **PROTOCOLES DE SION ET SYMPHONIE ROUGE.** La franc-maçonnerie est la société secrète le plus grande du monde avec plus de cinq millions de membres, dont trois millions aux Etats-Unis. Elle est un instrument de la conspiration totalitaire.

Dans « Les protocoles des sages de Sion », l'auteur (que je pense être Lionel Rothschild) écrit. La maçonnerie non juive sert aveuglément d'écran, à nous et à nos objectifs, mais le plan d'action de notre force, même sa localisation très stable, reste pour la majorité des gens un mystère inconnu... Qui ou quoi est en position de contrecarrer une force invisible ? » (Protocole 4) Il écrit encore : « Nous créerons et multiplierons les loges franc-maçonniques... nous y ferons entrer tous ceux qui peuvent devenir ou qui sont importants dans leur activité publique, car dans ces loges nous trouverons notre principale source de renseignement et les moyens de notre influence... Les complots politiques les plus secrets seront connus de nous et tomberons sous nos mains dirigeantes... Nous connaissons le but final... alors que les goyim n'auront connaissance de rien... » (Protocole 15) Dans son interrogatoire, Rakovsky dit que des millions rejoignent la franc-maçonnerie pour en tirer avantage. « Les régnants de toutes les nations alliées étaient francs-maçons, à très peu d'exceptions près. »

Toutefois, l'objectif réel est de « créer tous les prérequis nécessaires pour le triomphe de la révolution communiste ; c'est le but évident de la franc-maçonnerie ; il est clair que tout ceci fait sous des prétextes variés ; mais ils se cachent toujours derrière leur triple slogan bien connu [Liberté, Egalité, Fraternité]. Vous comprenez ? » Les maçons devraient se souvenir de la leçon de la Révolution Française. Bien que « ils aient joué un rôle révolutionnaire

colossal, il en coûta la vie de la majorité d'entre eux... » Puisque la révolution requiert l'extermination de la bourgeoisie en tant que classe, de sorte que toute la richesse soit détenue par les Illuminati sous couvert de l'état, il en résulte que les francs-maçons devaient être liquidés. La vraie signification du communisme est une tyrannie des Illuminati.

Quand ce secret sera révélé, Rakovsky imagine « la stupeur affichée sur le visage d'un franc-maçon quand il réalisera qu'il doit mourir des mains des révolutionnaires. Comme il criera pour demander qu'on récompense ses services à la révolution ! C'est un spectacle face auquel on peut mourir ... mais de rire ! ». Rakovsky parle de la franc-maçonnerie comme une supercherie : « une maison de fous mais en liberté ».

Comme les maçons, d'autres candidats à la principale classe de l'utopie humaniste (néoconservateurs, libéraux, sionistes, activistes gais et féministes) pourraient en être pour une désagréable surprise. Ils pourraient être laissés de côté après avoir été bien exploités. **QUI SONT-ILS ?** Quand l'interrogateur presse Rakovsky de livrer des notables Illuminati pour approcher une de leurs initiatives, Rakovsky n'est sûr que de deux qui sont décédés : Walter

Rathenau, le ministre des affaires étrangères de Weimar, et Lionel Rothschild. Il dit que Trotsky est sa source d'information. Les autres, insiste-t-il, ne sont que spéculation: « En tant qu'institution, la banque Kuhn Loeb & Company de Wall Street: [et] les familles Schiff, Warburg, Loeb et Kuhn; je dis familles pour souligner plusieurs noms puisqu'ils sont tous reliés ... par mariages; puis Baruch, Frankfurter, Altschul, Cohen, Benjamin, Strauss, Steinhardt, Blom, Rosenman, Lippmann, Lehman, Dreifus, Lamont, Rothschild, Lord, Mandel, Morgenthau, Ezekiel, Lasky... quiconque avec un des noms que je viens d'énumérer, même de ceux qui n'appartiennent pas à 'Eux' pourraient toujours conduire à 'Eux' avec toute affaire à caractère important. » (Page 272) En accordant aux banquiers le privilège de créer la monnaie, nous avons créé un insatiable vampire. Si vous pouviez fabriquer l'argent, imaginez la tentation que vous auriez de vouloir tout posséder ! **REVOLUTION CACHEE** Rakovsky parle du crash de 1.929 et de la grande dépression comme une « révolution américaine. » Elle a été délibérément précipitée par les Illuminati pour leur profit, pour casser « l'américain classique » et pour prendre le pouvoir politique. « L'homme à travers lequel ils firent usage d'une telle puissance était Franklin Roosevelt. Avez-vous compris ? ... En cette année 1.929, la première année de la révolution américaine, en février, Trotsky quitte la Russie ; le crack se passe en octobre... Le financement de Hitler est validé en juillet 1929.

Vous pensez que ceci s'est passé par hasard ? Les quatre années de gouvernement de Hoover furent utilisées pour la préparation de la prise de pouvoir aux Etats-Unis et en URSS : ici au moyen d'une révolution financière, et là-bas [Russie] à l'aide d'une guerre [Hitler, seconde guerre mondiale] et la défaite qui devait suivre. Un roman plein d'imagination débordante pouvait-il être vous apparaître plus évident ? ». Rakovsky propose que Staline coopère avec les Illuminati (ce qu'il fit ensuite). La première condition est qu'il arrête d'exécuter les trotskystes. Puis « plusieurs zones d'influence » seront établies éloignant « le communisme formel du communisme réel. » Il y aura « des concessions mutuelles pour une entraide réciproque pour la durée du déroulement du plan... Des personnes influentes apparaîtront à tous les niveaux de la société, même à très haut niveau, qui soutiendront le communisme formel de Staline... ». Rakovsky souligne que les Illuminati prévoient d'allier communisme et capitalisme. Dans chaque cas, les Illuminati contrôleront toute la richesse et la puissance. « A Moscou, il y a le communisme, à New York, le capitalisme. **C'est tout comme la thèse et l'antithèse.** Analysez les deux. Moscou est un communisme subjectif mais [objectivement] un état capitaliste. New York est un capitalisme subjectif mais un communisme objectif. Une synthèse personnelle, la vérité : la finance internationale et le capitalisme communisme ne font qu'un Eux. »

CONCLUSION La symphonie rouge (The Red Symphony) confirme que nos leaders politiques et culturels sont la plupart des dupes ou des traîtres. La subversion des Etats-Unis fait partie d'un plan pour une tyrannie planétaire. Je n'en ai pas encore découvert tous les composants. Les gens me pressent de pousser mes recherches vers le Vatican et les jésuites, et je vais le faire. Mais évidemment une cabale occulte de banquiers et d'autres personnes riches est déterminée à asservir l'humanité. Beaucoup sont des juifs qui semblent suivre les injonctions talmudiques primitives et usurent toute leur richesse, comme mis en évidence dans les « Protocoles des Sages de Sion. » Une manifestation de la tyrannie luciférienne émergente des Rothschild basée à Jérusalem est le design maçonnique du nouvel immeuble de la Cour Suprême israélienne. La plupart des juifs ne sont pas impliqués dans ce plan, ils s'y opposeraient, et en sont eux-mêmes les victimes. L'antisémitisme est utilisé pour nous détourner de la vraie question, la création d'un état policier global dédié à asseoir la richesse des Illuminati.

La « guerre contre le terrorisme » sert à établir ce contrôle autoritaire. Que sont-ils en train de manigancer qui soit nécessaire ? Une autre grande dépression ? Une autre attaque « terroriste » ? Les attentats du 11 septembre montrent qu'ils massacreront des américains innocents sans remords. Dans le système satanique, tout le monde est dupé. Les sionistes sacrifient leur vie pour Israël, les communistes pour une justice sociale, les féministes pour l'égalité et les américains pour le pétrole irakien. Nous sommes tous dupés pour nous éloigner de Dieu, pour penser que la religion et la moralité sont démodées. Les lois morales universelles existent et doivent être observées

pour notre propre bien. Dieu simplement est Réalité. Nous sommes gâchés, absents, dévirilisés [déféminisés] et futiles. Comme les francs-maçons, nous sommes des moutons conduits vers l'abattoir. Hitler ne voulait pas la seconde guerre mondiale par Henry Makow Ph.D., rédigé le 21 mars 2.004. Hitler ne voulait pas la seconde guerre mondiale, il n'avait pas l'audace de combattre l'Angleterre, selon Louis Kilzer, le journaliste lauréat du prix Pulitzer, auteur de « Churchill's Deception » (Simon & Schuster, 1.994).

Hitler croyait que le futur de la civilisation occidentale dépendait de la coopération de l'Allemagne avec ses cousins aryens : l'Angleterre et les Etats-Unis. Ses cibles territoriales étaient limitées à la Russie communiste. Il était déterminé à éviter de faire la guerre sur deux fronts. Le « miracle de Dunkerque » était en fait une extraordinaire ouverture pacifique pour l'Angleterre. Normalement, nous n'associons pas Hitler avec une telle magnanimité. En mai 1.940, les britanniques étaient au bord de la défaite. L'armée anglaise était encerclée à Dunkerque. Plutôt que de les faire prisonniers, Hitler stoppa ses généraux pendant trois jours, permettant à 330.000 hommes de s'échapper. « Le sang de chaque anglais a trop de valeur pour couler » dit Hitler. « Nos deux peuples s'apparentent racialement et traditionnellement. C'est et cela a toujours été mon but, même si nos généraux ne peuvent pas le comprendre. ». Ce n'est pas une volonté d'exonérer Hitler. Son idéologie de suprématie de la race aryenne et l'esclavagisme/l'extermination des « races inférieures » (principalement juives et slaves) me répugnent. Ai-je besoin de le dire ?

Mes propres grands-parents furent tués par les nazis. Je pense que des gens peuvent tirer fierté de leur race ou de leur nationalité sans chercher à dominer les autres. Néanmoins, nous devons comprendre que notre vision d'Hitler est influencée par la propagande. Les alliés étaient tout aussi coupables d'atrocités et de crimes de guerre. En outre, Hitler fut créé, manipulé et détruit par la même clique d'Illuminati qui règne aujourd'hui sur le monde.

« **LA SUPERCHERIE DE CHURCHILL** » D'après le livre bien documenté de Kilzer, Hitler essayait de convaincre les anglais de faire la paix. En échange, il était prêt à se retirer de l'Europe de l'Ouest et d'une bonne partie de la Pologne. Kilzer décrit comment les services de renseignement britanniques (une branche des Illuminati) utilisa à son avantage l'idéologie raciste d'Hitler pour détourner ses forces contre la Russie et le piéger dans une guerre sur deux fronts. Ils purent le convaincre qu'un parti de la paix pro-nazi (anti communiste) était préparé à déposer le « va-t-en-guerre » qu'était Churchill. Ce parti était formé du duc de Windsor (l'ancien roi Edouard VIII) et d'autres élitistes à la volonté d'apaisement connus comme étant le « Cliveden Set » Les nazis avaient des liens sociaux de longue date avec ce groupe et avaient confiance en lui.

Hitler semblait surestimer le fait que le duc de Windsor alla séjourner au château des Rothschild à Enzesfeld en Autriche après qu'il eut abdiqué. Rudolph Hess, le leader en second de l'Allemagne nazie, était en contact avec le groupe Cliveden et s'envola vers l'Angleterre le 10 mai 1.941 pour négocier la paix. Selon Kilzer, Hess avait la bénédiction d'Hitler. Coïncidence, ce fut la pire nuit de la Blitzkrieg. Ensuite, il y eut une longue accalmie dans les raids aériens nazis et britanniques. Il apparaît que les nazis pensèrent avoir un accord avec les britanniques et portèrent leur attention sur l'invasion de la Russie le mois suivant, 22 juin 1.942. Hitler ne comprit pas que les élites anglo-américaines étaient et sont encore intimement liées avec la finance internationale, c'est-à-dire avec les Rothschild.

L'impérialisme anglo-américain est en fait un front pour les familles qui possèdent la banque d'Angleterre et réserve fédérale US. Ces familles juives et non-juives sont connectées par l'argent, les mariages et le culte de Lucifer, c'est-à-dire la franc-maçonnerie. Roosevelt et Churchill étaient tous deux leurs laquais comme tous nos « dirigeants » le sont. En 1.771, Mayer Rothschild finança les Illuminati, une société secrète maçonnique qui à son tour engendra les révolutions majeures de l'ère moderne, y compris la révolution bolchevique en 1.917. Le but ultime est d'établir une dictature mondiale des banquiers, qui est à un stade avancé aujourd'hui. Dans les années 30, leur objectif était d'inciter à une guerre sur deux fronts qui aurait terrassé les grands Etats/nations, Angleterre, Allemagne et Russie). Comme toutes les guerres, l'objectif était de tuer des millions de gens, de traumatiser l'humanité, d'augmenter la dette publique et le profit privé, et de faire apparaître un « gouvernement mondial » (la future Organisation des Nations Unies) comme essentiel pour la « paix. » La politique d'apaisement britannique des années 30 visait probablement à encourager les tendances expansionnistes d'Hitler et à provoquer la guerre. Douglas Reed, correspondant à Berlin du Times, de Londres, fut le premier à déceler quelque chose de louche quand son journal supprima ses avertissements de la menace d'Hitler.

Les Rothschild conduisent la Symphonie Rouge. Aussi incroyable et bizarre que cela puisse paraître, l'humanité est vraiment victime d'une conspiration diabolique. Les guerres, les dépressions et les génocides du siècle passé n'étaient pas accidentels ou inévitables mais le résultat d'un dessein malveillant. Une preuve choquante est l'interrogatoire en 1938 par la police staliniste (le NKVD) d'un des fondateurs de l'Internationale Communiste, Christian G. Rakovsky, 65 ans, qui était menacé d'exécution pour un complot visant à renverser Staline. La transcription des 50 pages de son interrogatoire, surnommée « The Red Symphony (la symphonie rouge) » n'était pas censée devenir publique. Elle confirme que les Rothschild (Illuminati) planifiaient d'utiliser le communisme pour établir une dictature mondiale au profit des élites riches.

C'est peut-être le document politique le plus explosif de l'histoire moderne. Il révèle pourquoi les Illuminati ont créé Hitler et ensuite pourquoi ils ont cherché à le détruire, et pourquoi Staline fit un pacte avec Hitler en 1.939. Christian Rakovsky était un ancien initié communiste. Né Chaim Rakeover en 1.873, il étudia la médecine en France avant de devenir un révolutionnaire. Il était le leader d'un groupe terroriste qui attaquait les officiels gouvernementaux. En 1.919, Lénine le mit en charge du gouvernement soviétique de l'Ukraine. Il défendit avec succès la zone pour les bolcheviks pendant la guerre civile. Staline le nomma ambassadeur de Russie à Paris en 1.925. Rakovsky appartenait à la puissante faction trotskyste qui prenait ses ordres auprès des Rothschild. Beaucoup de membres de cette faction furent tués lors de la purge par Staline du parti communiste en 1.937.

INTERROGATOIRE NOCTURNE. Les circonstances de son interrogatoire dans la nuit du 26 janvier 1.938 furent très dramatiques. Que pouvait bien dire Rakovsky pour sauver sa vie ? Rakovsky semble utiliser la tactique qui consiste à « tromper en disant la vérité. » Il gagne la confiance en révélant la vérité mais il en omet quelques aspects. Il essaye d'impressionner son interrogateur en disant que lui et Trotsky représentent une puissance invincible qu'il appelle « L'Internationale Financière Capitalo-Communiste. » Il confirme que le « mouvement révolutionnaire » était conçu pour gagner du soutien en prétendant servir la morale de l'humanité et les idéaux collectifs.

Toutefois, le but réel était de donner un pouvoir mondial total aux banquiers en divisant la société et en sapant l'autorité établie. « Révolution » signifiait réellement « renversement » de la civilisation occidentale. « La chrétienté est notre seul vrai ennemi puisque les phénomènes politiques et économiques des états bourgeois n'en sont que ses conséquences » dit Rakovsky. La paix est « contre-révolutionnaire » puisque c'est la guerre qui trace la route pour la révolution. Rakovsky, dont la langue était déliée grâce à une drogue douce mise dans son vin, se réfère aux Illuminati par « ils » ou « eux » Il en était un membre mais il ne faisait pas partie du premier cercle. Il que l'Ordre des « Illuminati » est une société secrète maçonnique dédiée au communisme. De manière significative, son fondateur Adam Weishaupt prit le nom de « la seconde conspiration anti-chrétienne de cette ère, le gnosticisme ».

COMMENT CE RECIT PASSIONNANT FIT SURFACE. L'interrogateur était un des agents stalinistes parmi les plus intelligents, Gavriil Kus'min connu sous le nom de « Gabriel. » A part lui et un technicien fiable caché, le docteur Jose Landowsky était la seule autre personne présente. Enrôlé par le NKVD pour aider « à délier les langues des détenus », le docteur Landowsky était écoeuré par les nombreuses tortures dont il fut témoin.

Toutefois, l'interrogatoire de Rakovsky fut cordial. Le docteur Landowsky doutait que le doux euphorisant qu'il versa dans le verre de Rakovsky eut beaucoup d'effet. L'interrogatoire de Rakovsky, conduit en français, dura de minuit jusqu'à 7 heures du matin. Ensuite, Kus'min ordonna à Landowsky de traduire l'entrevue en russe et d'en faire deux copies. Le contenu laissait tellement rêveur que Landowsky mit un carbone de plus pour lui-même. « Je ne suis pas désolé d'avoir eu le courage de faire ça » écrivit-il. Les Bolcheviks avaient tué le père de Landowsky, un colonel tsariste, lors de la révolution de 1.917. Plus tard, un volontaire fasciste espagnol trouva le manuscrit sur le cadavre de Landowsky dans une cabane sur le front de Petrograd pendant la seconde guerre mondiale. Il le rapporta en Espagne où il fut publié sous le titre « Sinfonia en Rojo Mayo » en 1.949. Le texte complet de « The Red Symphony » a été mis en ligne par Peter Myers. La transcription fut publiée en anglais en 1.968 sous le titre « The Red Symphony : X-Ray of Revolution. » Vous pouvez la trouver dans l'ouvrage de Des Griffin « Fourth Reich of the Rich ». Je recommande ce livre et tout ce que ce brillant auteur a écrit.

REVELATIONS. Rakovsky donne à son interrogateur une vision étonnante de l'intérieur de l'histoire moderne afin de prouver que ses commanditaires contrôlent le monde. « L'argent est à la base du pouvoir » dit Rakovsky et les Rothschild le fabriquent grâce au système bancaire

Christian Gueorguievitch Rakovski (né Khristo Gheorghev Stantchev, 13 août 1.873, Kotel, Bulgarie – 11 septembre 1.941, Orel, URSS) est un médecin, homme d'État, citoyen roumain d'origine bulgare, socialiste révolutionnaire devenu ensuite homme politique et diplomate soviétique. Militant connu de la Deuxième Internationale avant la Première Guerre mondiale, principale figure du mouvement socialiste roumain, ce médecin polyglotte, journaliste et militant traversa de nombreux pays d'Europe et fut expulsé de plusieurs d'entre eux pour ses activités politiques. Ami de Léon Trotski durant toute sa vie, il participa à la conférence de Zimmerwald. Emprisonné par les autorités roumaines, il s'enfuit vers la Russie où il rejoignit le parti bolchévique après la révolution d'octobre 1.917. Par la suite, il fut l'un des membres fondateurs de l'Internationale communiste, il devint chef du gouvernement de la République socialiste soviétique ukrainienne. Il prit part à la conférence de Gênes en 1.922. Il fut ambassadeur soviétique à Londres et à Paris. Il s'opposa à Joseph Staline et rallia l'Opposition de gauche. Se soumettant à l'autorité de Staline en 1.934, il fut brièvement réintégré. Rakovski fut néanmoins impliqué dans le procès des vingt et un (une partie des procès de Moscou), **emprisonné et exécuté par le NKVD pendant la Seconde Guerre mondiale.**

Le « Mouvement Révolutionnaire » était une tentative par Mayer Rothschild et ses alliés de protéger et d'étendre ce monopole en établissant un Nouvel Ordre Mondial totalitaire. Selon Rakovsky, « les Rothschild n'étaient

LES JUIFS D'AFRIQUE ET D'ORIENT.

2^{EME} PARTIE.

Les Falachas ou Falashas --ge'ez ፈላሽ, hébreu פלאשים--, également appelés Beta Israël --ge'ez ቤተ ጳጳሳት, hébreu ביתא ישראל-- ou Bétä Esraél, sont des habitants d'Éthiopie, maintenant qualifiés en Israël de « juifs éthiopiens ».

Le terme Falasha est rarement utilisé par les juifs éthiopiens qui emploient plutôt Beta Israël la « maison d'Israël », au sens de la « famille d'Israël ». Falasha signifie en amharique « exilé » ou « immigrés » et est généralement considéré comme péjoratif. On trouve aussi, selon les régions d'Éthiopie, les termes Kayla d'étymologie toujours discuté) et esra'elawi israélite avec lesquels ils se désignaient entre eux. Depuis l'immigration en Israël, le terme Beta Israël tend à y être remplacé et au sein de la communauté elle-même, par « juifs éthiopiens » ou plus simplement par Etiopim « Ethiopiens ».

Les Beta Israël ont une origine mal définie. Ils ont vécu pendant des siècles dans le nord de l'Éthiopie, en particulier les provinces du Gondar et du Tigré. Après avoir constitué de petits États indépendants jusqu'au XVIIe siècle, ils ont été conquis par l'empire d'Éthiopie et sont devenus une minorité marginalisée, à laquelle il était interdit de posséder des terres et qui était accusée d'avoir le « mauvais œil ».

Le judaïsme occidental entre en contact avec eux à la fin du XIXe siècle. A compter du début du XXe siècle, une redéfinition en profondeur de l'identité de la communauté se fait jour et l'amène à se considérer désormais comme juive, et plus seulement comme Beta Israël. Cette évolution réduit progressivement les forts particularismes religieux originels et rapproche la religion des Beta Israël du judaïsme orthodoxe.

En 1.975, le gouvernement israélien reconnaît la judaïté des Beta Israël. Ceux-ci vont alors mener une difficile émigration vers Israël dans les années 1.980 et 1.990, notamment à travers la mise en place d'un pont aérien. En 2.009, ils étaient environ 110.000 en Israël, et en 2.014, ils sont environ 138.200.

Religion.

Dans la définition de l'identité spécifique Beta Israël, la religion est déterminante tant vis-à-vis des autres Éthiopiens que des autres Juifs. La description qui suit était valide en Éthiopie, mais évolue rapidement en Israël.

Ancien livre saint des Beta Israël en Ge'ez.

La religion des Falashas était basée sur la même version du Pentateuque que celle qu'utilisaient les chrétiens éthiopiens, rédigée en guèze, la langue liturgique de ces derniers. Outre les cinq livres du Pentateuque, leur version de la Bible comprend les « livres propres à la Septante grecque, Tobie, Judith, le Siracide, ainsi que le Livre d'Hénoch et le Livre des Jubilés ». La version des Septante a quelques différences avec le canon hébraïque actuel. Ils n'utilisaient pas de Pentateuque en hébreu, langue qu'ils ne connaissaient d'ailleurs pas jusqu'au XXe siècle. Joseph Halévy rapporte d'ailleurs que les Falashas de 1.868 achetaient parfois des Bibles chrétiennes qu'ils raturaient pour en expurger des formules chrétiennes. Au côté du Pentateuque, on trouvait aussi « une vaste littérature sacrée en guèze », en partie d'origine chrétienne, mais expurgée. Toute la littérature rabbinique, en particulier le Talmud, était ignorée.



Les Beta Israël ne pratiquaient pas les fêtes juives dont il n'est pas fait mention dans leur version de la Bible, comme Hanoucca, Pourim, le Jeûne de Guedalia ou Sim'hat Torah. Ils pratiquaient par contre les fêtes de Pâque, de la Moisson, le jeûne d'Av (Tisha Beav), le jeûne d'Esther, le Nouvel An, le Grand Pardon, les Tabernacles. Les Beta Israël avaient enfin des fêtes spécifiques : Arfeasärt, Lesa et surtout le Segd.

Une ancienne « synagogue » (masgid) des Beta Israël, abandonnée lors de l'émigration de ses occupants en 1.991 et devenue depuis un site touristique. Les pratiques de pureté étaient sensiblement plus strictes que dans le judaïsme orthodoxe. Il existait ainsi des « huttes du sang », où la femme devait s'isoler pendant ses règles, période d'impureté. Il existait aussi des « huttes de naissance » où la femme devait s'isoler 40 jours après la naissance d'un garçon, et 80 jours après celle d'une fille. Les hommes chargés d'un enterrement devaient rester isolés sept jours et se purifier avant de revenir dans le village. Enfin, après tout contact avec des personnes extérieures à la communauté, un Beta Israël devait se soumettre à des cérémonies de purification pour être réintégré dans le groupe. Ce commandement d'évitement physique avait pour nom *attenkuññ* « ne me touchez pas ».



Les communautés Beta Israël n'avaient pas de synagogue ni de rabbin. Leur lieu de culte était appelé *masgid*. On y lisait la Bible, et on y sacrifiait l'agneau pascal, coutume biblique abandonnée par les autres communautés juives. L'officiant était le *qes* ou *qés* ou *kés* -prêtre-réf. souhaitée, parfois assisté d'un *däbtära* ou *awäddach* -chantre-, un clerc lettré n'ayant pas reçu la prêtrise. Bien qu'il n'y ait pas de dirigeant religieux central, il existe quelques *telleq kahlen* (grand prêtre) avec un

poids régional particulier. Jusqu'au XXe siècle, la communauté Beta Israël possédait une importante tradition monacale, probablement empruntée au monachisme des chrétiens d'Éthiopie. Cette institution a disparu dans la seconde moitié du XXe siècle, et il n'y a plus de moines Beta Israël. Enfin, les communautés Beta Israël n'utilisaient pas l'étoile de David, celle-ci étant un symbole de la royauté chrétienne (les *négus* affirmaient en effet descendre de Salomon).

Le terme « juif » (*ayhoud* en amharique) n'était pas inconnu de la société éthiopienne, mais il semble avoir été plus utilisé (ponctuellement) par leur entourage chrétien que par les Beta Israël eux-mêmes. Les spécificités religieuses Beta Israël ont été combattues tout au long du XXe siècle par les représentants des Juifs européens en Éthiopie, et n'ont cessé de régresser au profit des pratiques du judaïsme rabbinique, mais sans disparaître. En Israël, sous l'influence du judaïsme orthodoxe, leurs particularités semblent très menacées, malgré une certaine résistance des anciennes pratiques.

Origines.

Traditions Beta Israël. L'origine des Beta Israël est obscure, car ils ne sont pas mentionnés dans les textes avant le XIIIe siècle.



Poterie au village falasha de Gondar.

Les Beta Israël eux-mêmes ont deux principaux récits concernant leurs origines. Selon le premier, « la plus répandue dans la tradition orale », les Beta Israël descendraient des Israélites ayant accompagné le prince Menelik, fils du roi Salomon et de la reine de Saba lorsqu'il apporta l'arche d'alliance en Éthiopie, au Xe siècle av. J.-C. On peut noter que ce récit est étroitement connecté à la légende des chrétiens d'Éthiopie concernant l'Arche d'alliance. Il en est peut-être une adaptation.

Le second récit présente les Beta Israël comme les descendants de la tribu de Dan, une des « Dix tribus perdues » (déportées par les Assyriens en 722 avant Jésus-Christ). En Israël, ce récit tend à devenir dominant, sans doute parce qu'il est officiellement accepté par le grand rabbinat israélien en 1.973. On trouve aussi des récits moins répandus et qui tendent à disparaître de la tradition orale Beta Israël : les Falashas descendraient d'un groupe d'Hébreux ayant refusé de suivre Moïse lors de la sortie d'Égypte ; selon un récit du XIXe siècle, qui semble aujourd'hui disparu, les Falashas seraient des Éthiopiens convertis par Moïse lors d'une ancienne visite dans le pays ; les Falashas seraient venus en Éthiopie à la suite de la fuite d'Israélites après la prise de Jérusalem en 587 avant Jésus-Christ par les Babyloniens. On peut retenir deux choses de ces traditions diverses : les Beta Israël se considèrent comme les descendants des Hébreux ; ils n'ont pas une perception claire et unique du lien entre eux-mêmes et leurs ancêtres supposés.

Deux familles d'hypothèses sont avancées par les historiens pour l'apparition des communautés Beta Israël. Une hypothèse chrétienne, aujourd'hui privilégiée par la majorité des historiens, et une hypothèse juive.

Hypothèse chrétienne.

D'après cette hypothèse, les Beta Israël seraient issus de groupes chrétiens fondamentalistes ne considérant comme authentique que le Pentateuque et rejetant le reste de la Bible, en particulier le Nouveau Testament. De telles attitudes sont connues dans d'autres groupes : Soubbotniks russes ou Hébreux noirs américains. Un rejet de la religion dominante aurait été facilité par le refus du pouvoir impérial par les populations du Nord, pouvoir légitimé par la religion copte.

Plusieurs éléments corroborent cette hypothèse : le caractère déjà très judaïsant du christianisme copte éthiopien : ancienne observation du sabbat, circoncision, interdits alimentaires, origine supposée juive de la dynastie chrétienne. Cette forte légitimation de l'Ancien Testament a peut-être incité certains à relativiser puis à rejeter le Nouveau Testament. L'origine chrétienne de la version du Pentateuque utilisée par les Beta Israël, et l'utilisation du guèze comme langue liturgique, la présence de moines, de prêtres (Kés), et non de rabbins, la non-utilisation du nom traditionnel « Juif », de certaines fêtes juives, l'absence des symboles juifs traditionnels comme l'étoile de David, l'ignorance du terme « synagogue », remplacé par un dérivé de « Mosquée ». En règle générale, tout ce qui relève de la tradition juive mais qui n'est pas présent dans le Pentateuque est ignoré.

Les conversions ultérieures de chrétiens à la foi des Beta Israël, attestées par les textes chrétiens. Ces conversions montrent une certaine attractivité des Beta Israël sur les chrétiens, ce qui ne signifie pas pour autant que les premiers Beta Israël venaient des milieux chrétiens. Les études génétiques, qui ne montrent pas de liens entre les Beta Israël et les autres communautés juives, mais insistent sur la similarité génétique avec les populations locales. Cependant, si la génétique démontre l'origine locale des populations Beta Israël, elle ne tranche pas quant à l'origine ou le type de leur religion : conversion au judaïsme ou évolution depuis le christianisme.

Hypothèse juive.

Selon ces hypothèses, les Beta Israël seraient la continuation d'un groupe juif présent avant le Ve siècle, qui se serait élargi par mariage et conversion. La présence de juifs en Éthiopie au Ve siècle, avant le tarissement des sources documentaires, soutient cette hypothèse. Au XVIIe siècle, Manuel de Almeida, un diplomate et voyageur portugais, écrivait dans son Histoire de la haute Éthiopie ou Abassia : « Les Falashas, ou Juifs, sont [...] de race [...] arabe [et parlent] hébreu, bien qu'il soit très corrompu. Ils ont leurs Bibles hébraïques et chantent les psaumes dans leurs synagogues ». L'utilisation de l'hébreu au XVIIe siècle laisserait penser à une connaissance plus ancienne, certainement due à un apport extérieur. Cependant, le témoignage de Manoel de Almeida est douteux sur de nombreux points, et celui-ci demanderait donc aussi à être confirmé. En l'absence de preuves formelles, les deux hypothèses demeurent, et peuvent même se mélanger.

Sources textuelles.

Aucune présence juive n'est attestée en Éthiopie durant l'Antiquité. À compter du XIIe siècle, les sources textuelles, indiquent l'existence de Beta Israël, mais ne parlent plus de la présence de Juifs pratiquant la religion classique. Dans le Kebra Nagast, un texte éthiopien du XIIIe siècle, il est fait allusion à Yodit (Judith) une reine juive. La première référence relativement claire concernant les Beta Israël date seulement du XIVe siècle, dans un texte nommé les glorieuses victoires de Amda-Syon. Pendant le règne de ce roi chrétien (1.314-1.344), probablement au début de 1.332, des campagnes dans les régions du nord-ouest de Semien, Wegera, Tsellem, Tsegédé et Bégemedér (ou Gondar) sont mentionnées contre des « renégats qui sont comme des Juifs » (en guèze : kama ayhud). Un moine chrétien du XIVe siècle, Zena Marqos, neveu du roi Yekouno Amlak (1.270-1.285) a écrit un compte rendu assez précis de l'histoire et de la religion des Beta Israël, obtenu d'une source unique, un converti. Celui-ci indique en particulier que les Falashas sont venus dans le pays avec Menelik Ier, fils de la reine de Saba et du roi Salomon, qu'ils connaissent la Bible mais ne croient pas à l'enfantement du Christ par Marie.

Histoire médiévale et moderne.



Croquis d'une femme Beta Israël, publiée dans Lefebvre (Charles, Théophile), Voyage en Abyssinie accompli durant les années 1.839-1.843.

L'histoire des Beta Israël ne devient vraiment accessible par les textes qu'à compter du XIVe siècle. C'est essentiellement à travers des textes chrétiens que sont connus les événements de l'époque, ce qui pose évidemment le problème de l'exhaustivité et de la neutralité des sources. Malgré cette réserve, ces textes permettent de décomposer l'histoire

ancienne des Beta Israël en trois périodes.

Perte graduelle de l'indépendance – du XIVe siècle à 1624.

Les textes éthiopiens présentent une longue période de guerre entre l'empire d'Éthiopie et les petits États indépendants du Nord. Ceux-ci étaient Beta Israël, chrétiens, musulmans ou païens, généralement parlant des langues Agäw. La poussée impériale ne s'est donc pas faite uniquement contre les Beta Israël.

Il n'y a pas à cette époque un seul État Beta Israël dans le Nord, mais un ensemble de petits royaumes, dont on ne connaît d'ailleurs que peu de chose. Les chroniques éthiopiennes brossent le tableau d'une communauté Beta Israël relativement ouverte sur son environnement chrétien. Elles rapportent en effet d'assez nombreuses conversions de chrétiens à la religion des Beta Israël, ce qui indique à la fois que ceux-ci avaient une certaine activité prosélyte, et d'autre part que celle-ci rencontrait un certain succès. Il a été posé comme hypothèse qu'une partie de ce succès s'expliquait par la volonté d'un certain nombre de chrétiens du Nord d'échapper à la tutelle impériale. C'est ainsi au XVe siècle qu'un monachisme Beta Israël est organisé par Abba Sabra, un ancien moine chrétien. Le monachisme Beta Israël semble être plus ancien, mais c'est bien Abba Sabra qui lui a donné toute son importance. On note également que de nombreux éléments liturgiques chrétiens pénètrent la religion Beta Israël, après avoir été « épurés » de leurs aspects chrétiens, sans doute toujours sous l'influence des convertis.

Malgré cette attractivité, les Beta Israël ne cessent de perdre du terrain face aux troupes impériales. Dès le début du XVe siècle, le roi Yeshaq Ier d'Éthiopie décrète « celui qui est baptisé dans la religion chrétienne peut hériter de la terre de ses ancêtres ; sinon, qu'il soit un falasi » (errant, exilé). Le terme ne désigne pas uniquement les Beta Israël, mais tous les non chrétiens. A terme, il ne désigne plus que les Beta Israël. En perdant le droit de posséder de la terre dans les zones conquises par l'empire, ceux-ci se transforment progressivement en une classe de paysans sans terre, travaillant les domaines des grands féodaux. De nombreux massacres et conversions plus ou moins forcées ou volontaires (selon les lieux et les époques) sont rapportées, et la population Beta Israël semble fortement diminuer dès cette période, à partir d'une population originelle estimée de façon très approximative à 500.000 personnes. Les langues Agäw commencent également à régresser au profit de l'amharique.

Intégration à l'empire – 1.624-1.769.

En 1.624, les derniers Beta Israël indépendants sont battus par l'armée chrétienne éthiopienne, soutenue par les Portugais, lesquels étaient présents dans la Corne de l'Afrique depuis le XVIe siècle. Le diplomate portugais Manoel de Almeida parle d'eux dans son Histoire de la haute Éthiopie ou Abassia.

La destruction des bases institutionnelles Beta Israël dans le Nord de l'Éthiopie a sans doute entraîné la destruction de leurs archives et de leurs livres, effaçant ainsi la mémoire de leur histoire et de leurs origines.



Château de Fasiladas d'Éthiopie, Négus de 1.632 à 1.667 et fondateur de la ville de Gondar, à laquelle contribuèrent de nombreux Falashas.

La population Beta Israël est concentrée dans les deux provinces du Nord, surtout le Gondar, et dans une bien moindre mesure le Tigré. Avec l'indépendance, les Falashas du Gondar perdent les caractéristiques d'une société diversifiée. Il n'y a plus de nobles ou de hiérarchie sociale. Subsiste maintenant une classe de paysans sans terre, avec cependant une petite classe moyenne liée à l'administration impériale. Celle-ci a installé sa nouvelle capitale dans le Gondar, l'ancien territoire des Beta Israël. C'est en particulier dans le domaine de la construction de bâtiments gouvernementaux que cette classe moyenne se spécialise. Les Beta Israël du Tigré conservent par contre le droit de posséder la terre, et leur

situation sociale s'en trouve moins dépréciée.

En 1.769, l'explorateur écossais James Bruce, à la recherche des sources du Nil, a estimé leur population à encore 100.000 personnes. Il note aussi « la langue parlée est le falasha, bien qu'elle ne soit plus maintenant utilisée que par les Juifs [...]. Anciennement, c'était la langue de toute la province de Dembea ». La langue rapportée par Bruce est manifestement une forme de l'Agäw, la langue originelle des populations du Nord. L'amharisation, c'est-à-dire l'acculturation linguistique au groupe dominant de l'empire, les Amharas, est d'après Bruce déjà bien avancée pour les populations du Nord, sauf pour les Falashas, ce qui confirme le statut de groupe isolé qui est le leur.

Disparition de l'État central - 1769-1855.

De 1.769 à 1.855, l'État central s'efface. Le pays devient dominé par les seigneurs de la guerre et les grands féodaux, et la situation générale des campagnes se dégrade fortement. Les constructions publiques cessent, et la classe moyenne Beta Israël disparaît. En compensation, certains Beta Israël se spécialisent dans l'artisanat, plus spécifiquement dans le couple forgerons (pour les hommes) et potiers (pour les femmes). Or, en Éthiopie comme dans une partie de l'Afrique, les forgerons et les potiers sont considérés comme des sorciers. En Éthiopie, on parle de Buda. Le Buda a le mauvais œil, peut se transformer en hyène pour dévorer des êtres humains, « mange les âmes » des vivants. Tout contact avec lui doit donc être évité.

Au XIXe siècle, la société Beta Israël a été radicalement modifiée. D'une société indépendante et diversifiée, elle est devenue une caste de paysans sans terre, de forgerons et de potiers, avec quelques religieux. Elle vit dans des villages réservés (environ 500 avant l'immigration en Israël), et est évitée par tous. Loin de son précédent prosélytisme, elle s'est repliée sur elle-même pour survivre, insistant toujours plus sur ses pratiques de purification et d'évitement des non Juifs. Tout Beta Israël en contact avec des non Juifs doit ainsi se purifier avant de pouvoir réintégrer la communauté. La population plus restreinte du Tigré vit une réalité sociale un peu meilleure : elle a gardé le droit de posséder des terres, et sa mise à l'écart est moins poussée.

Histoire contemporaine.



Régions où les falashas vivaient à l'époque moderne, en tant que minorité.

L'histoire contemporaine des Beta Israël commence avec la réunification de l'Éthiopie sous le règne de Théodore II (ou Théodoros II), en 1855. À cette époque, la population Beta Israël est estimée entre 50 000 et 100 000 personnes.

Missions protestantes et contre-mission juive.

Le nouveau Chrétien allemand Henri Aaron Stern prêchant les Beta Israël à Sarghee. La même illustration se trouve dans la publication sur les missions chrétiennes américaines du « Presbyterian Monthly » de mars 1868, p. 59, sans légende autre que "Falashas".

Malgré les contacts épisodiques précédents par le biais de Jésuites portugais ou de voyageurs aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'Occident n'a vraiment connaissance de l'existence des Falashas que lorsque les Beta Israël entrent en contact d'abord avec la mission st-Chrischona et l'Allemand Martin Flad envoyé Gondar en 1.856 puis surtout, avec des missionnaires protestants de la « London Society for Promoting Christianity Among the Jews » (1.856).

Cette société était spécialisée dans la conversion des Juifs, L'annonce de l'implantation de la London Society dans le Nord de l'Éthiopie, sous la direction active en 1.859, d'un Juif allemand converti au christianisme du



nom de Henri Aaron Stern qui se présente à eux comme un « Falasha blanc », suscite une certaine émotion dans le monde juif occidental. On offre une Bible en amharique contenant le Nouveau Testament ou la possibilité d'une scolarisation dans les écoles de missionnaires, quelquefois de l'argent. Cette mission est aussi suivie par l'Eglise d'Ecosse avec une « mission Falashas » qui s'implante à Gondar en 1.862 pour revivifier l'Eglise orthodoxe éthiopienne. Les nouveaux convertis deviennent alors des missionnaires locaux chargés à leur tour d'évangéliser les leurs. En réaction, plusieurs rabbins proclament la judaïté des Beta Israël, et l'Alliance israélite universelle décide d'une contre mission en Éthiopie, dont est chargé Joseph

Halévy en 1.867-1.868.

Halévy fait un rapport très favorable aux Beta Israël. Il demande la mise en place d'écoles juives, et propose même de « ramener en Palestine des milliers de colons falashas », une douzaine d'années avant la formation de la première organisation sioniste. Mais après la brève émotion suscitée par la médiatisation de la mission de la London Society, les Beta Israël sont de nouveau ignorés. Des doutes sérieux subsistent sur leur judaïté, et l'Alliance israélite universelle ne donne pas suite aux recommandations de Halévy.

Jusqu'en 1.904, les seuls contacts continus avec les Occidentaux qu'ont les Beta Israël sont ceux établis avec les missionnaires de la London Society. Entre 1.859 et 1.922, celle-ci ne convertit au christianisme copte (et non au protestantisme, en vertu d'un accord passé avec le pouvoir éthiopien) qu'environ 2.000 Beta Israël. Ce résultat est modeste, et s'explique en partie par une forte réaction religieuse des moines Beta Israël, mais il a trois conséquences :

« D'une part, la London Society considère les Beta Israël comme des Juifs, et son discours semble avoir eu pour conséquence involontaire de favoriser l'apparition d'un certain sentiment de communauté avec un judaïsme mondial jusqu'alors totalement inconnu ;

« D'autre part, les conversions participent à une certaine déstructuration de la société Beta Israël, les convertis sont exclus de la communauté, des villages et des familles se coupent en deux ; enfin, un nouveau groupe de convertis se crée, rejetés par les Beta Israël, mais pas vraiment acceptés par les chrétiens car toujours soupçonnés d'être Buda ; la situation de ce groupe coincé entre deux mondes semble avoir été difficile. On y trouve une des origines des actuels Falash Mura.

« Mauvais jours »

Entre 1.888 et 1.892, le Nord de l'Éthiopie connaît une série de catastrophes : famines dévastatrices, invasion des derviches soudanais du Madhi, épidémies. Le nombre des morts est très important. « Des mères ont cuit et mangé leurs propres enfants. D'horribles choses sont faites, qui sont indicibles ». Les Beta Israël, en tant que groupe minoritaire très pauvre, sont particulièrement touchés. On estime qu'entre la moitié et les deux tiers de la communauté disparaissent, coup terrible dont elle ne se relève que très difficilement. Les monastères juifs semblent avoir particulièrement souffert[38], et ce à l'approche d'un XXe siècle qui leur est fatal, du fait de la ferme opposition du judaïsme mondial. La période a gardé le nom de Kefu-qän, les « Mauvais jours ».

Etablissement de liens permanents avec le judaïsme occidental.



Jacques Faitlovitch en 1.955.



Lettre de 1.921 du grand rabbinat d'Eretz-Israël, alors Palestine mandataire, validant la judaïté des Beta Israël. Falashas, plus probablement Falash Mura, préparant le plat traditionnel, l'Injera dans le Gondar.

En 1.904, Jacques Faitlovitch, juif et ancien élève de Joseph Halévy à l'École des hautes études de Paris, décida de mener une nouvelle mission dans le Nord de l'Éthiopie. Il obtient un financement du philanthrope juif Edmond de Rothschild. A la suite de son voyage, Faitlovitch mène une



intense activité, avec trois objectifs : faire reconnaître les Beta Israël comme Juifs ; faire accepter aux Beta Israël leur appartenance au peuple juif ; « réformer » leur pratique religieuse pour la rapprocher du judaïsme orthodoxe. Il entend en particulier lutter contre les moines, les strictes règles de pureté et les sacrifices d'animaux. A ce titre, Faitlovitch va dans le même sens que les missionnaires protestants, même si l'objectif final n'est évidemment pas le même.

Ces objectifs ne vont pas d'eux-mêmes. En effet, si les Beta Israël suivent le Pentateuque et se considèrent comme descendants des Hébreux, il existe de substantielles différences entre les pratiques religieuses des deux groupes, et le terme « Juif » n'est alors pas utilisé par les Beta Israël. Au XIXe siècle et pendant une bonne partie du XXe siècle, les différences de couleur de peau ont aussi été perçues comme porteuses de différences fondamentales.

Dans la première moitié du XXe siècle, Faitlovitch crée un comité international en faveur des Beta Israël, popularise leur existence grâce à son livre Notes de voyage chez les Falashas, et collecte des fonds qui lui permettent d'implanter des écoles dans leurs villages, à partir de 1.910. Il encourage aussi la formation d'une élite Beta Israël (numériquement peu nombreuse) dans des institutions juives occidentales sympathisantes. Dès 1.905, il ramène en Europe celui qui est le grand leader des Beta Israël dans la première moitié du XXe siècle, Taamrat Emmanuel, un des premiers Éthiopiens éduqués à l'occidentale, qui est dans les années 1.940 et 1.950 un des conseillers du Négus.

Cette élite joue un rôle important, une fois rentrée au pays, pour rattacher les Beta Israël au judaïsme orthodoxe, introduction de l'étoile de David, de certaines fêtes juives, acceptation par les Beta Israël de leur appartenance au peuple juif. Une certaine « modernisation » culturelle en découle, encore qu'elle ne soit pas seulement liée à l'influence des communautés juives extérieures, mais aussi aux efforts des différents gouvernements éthiopiens. **L'excision des femmes, assez répandue dans la Corne de l'Afrique, aurait ainsi quasiment disparu des communautés Beta Israël au début des années 1.980.**

La question de la judaïté des Beta Israël est reçue avec une certaine sympathie au sein du judaïsme occidental dans l'entre-deux guerres. Le congrès juif mondial ou le Joint ont ainsi des actions en faveur des falashas. Le rav Kook, père spirituel du courant sioniste religieux et grand rabbin de Palestine, les reconnaît comme Juifs en 1.921.

Langues parlées par les Beta Israël.

Lorsqu'il les rencontre en 1.867, Joseph Halévy note une cohabitation entre l'amharique et l'agäw : « Ils parlent à la fois deux langues [...] l'amharique [...] et] un dialecte de la langue agaou [...]. Ils s'en servent ordinairement au sein de leurs familles ».

Quarante ans plus tard, Jacques Faitlovitch constate les progrès de l'amharisation. « Le dialecte quouarena [...] n'est plus parlé que dans la province de Quouara et aux environs, ou les autres populations le parlent également. Dans le Dembea et le Siemen [...] la jeune génération l'ignore complètement ».

Au cours du XXe siècle, les langues traditionnelles du Nord disparaissent totalement des communautés Beta Israël, remplacées par l'amharique dans le Gondar, et le tigrigna dans le Tigré. Au début des années 1.990, cependant, « une langue agäw, le quarennia était encore parlé par [...] les 2.000 Beta Israël très isolés de la région de Quara [...], de même que par leurs voisins, également d'origine agäw ». La langue liturgique est par contre le guèze pour les trois groupes linguistiques survivants au XXe siècle. L'hébreu a fait une timide apparition en Éthiopie sous l'influence des écoles juives, surtout à partir des années 1.950.

Baryas Falasha.

Articles détaillés : Esclavage dans la Corne de l'Afrique et Esclavage en Ethiopie.

La société Beta Israël comprend un sous-groupe de statut inférieur, véritable minorité de la minorité, les Baryas, ou captifs. Le statut de Barya n'est pas spécifique à la communauté falasha, et on trouve également des Baryas d'autres religions dans les autres communautés religieuses du Nord de l'Éthiopie. Leur origine n'est pas datée, mais ils sont bien attestés à l'époque moderne au sein de la communauté Beta Israël, et existent toujours aujourd'hui en Israël. Les Baryas descendent de serviteurs achetés par des Beta Israël sur les anciens marchés d'esclaves de la Corne de l'Afrique, et convertis à la religion de leurs maîtres. Ils sont considérés comme « noirs » (t'equr, ou shanqilla, un mot d'origine Agäw qui référence les peuples nilotiques très noirs) par les Falashas.

« Les Beta Israël se perçoivent eux-mêmes comme qey [rouge] ou t'eyem [brun] - jamais comme le racialement inférieur t'equr ». En effet, les populations chamito-sémitiques (ou afro-asiatiques) de la Corne de l'Afrique (somalis, afars, abyssins) se sont toujours distingués, de par leurs traits physiques européens et leurs structures traditionnelles similaires à celles des peuples du Sahara, du Nil et du Maghreb, des autres Africains noirs. De fait, leur peau est plus claire, et les traits du visage plus « moyen-orientaux » que ceux des populations de l'intérieur du continent. Ainsi, les classes d'esclaves étaient principalement composées d'individus d'origine nilotique et bantoue qui étaient collectivement regroupés sous le nom de Shanqella et Adoun (tous deux signifiant « Nègre »). Ces populations de rang social inférieur étaient désignées comme tsalim barya en contraste avec les saba qayh (« hommes rouges »), castes nobles parlant des langues afro-asiatiques (hamites et sémites).

Les Baryas ont des traits plus classiquement africains que les peuples couchitiques et éthico-sémitiques, encore que d'après Hagar Salamon, « la prolifération des relations conjugales maître-esclave » (normalement prohibées) aient progressivement estompé les différences. Ils sont endogames, et ne sont pas autorisés à se marier avec les familles Beta Israël non Baryas. Par opposition à l'exogamie, l'**endogamie** est observable dans les sociétés où

l'on choisit son partenaire à l'intérieur du groupe (non seulement social — homogamie — mais aussi géographique, professionnel, religieux), à l'exclusion des personnes touchées par un interdit. Elle ne concerne jamais la famille même si elle pousse à un mariage préférentiel dans le clan.

Il existe également une notion de demi baryas et quart de baryas, contraints de se marier entre eux. Ils sont victimes de divers préjugés, étant supposés être « primitifs ». Ils n'avaient en Éthiopie qu'un accès restreint aux lieux de culte (Masgid), variable selon les régions. Hagar Salomon rapporte ainsi que selon celles-ci, ils devaient rester dans la cour du Masgid, ou devaient la quitter pendant la lecture de l'Orit (la Bible), ou ne pouvait y pénétrer qu'après plusieurs années. Ils n'avaient en général pas le droit d'être enterrés dans les mêmes cimetières que les autres Falashas, et ceux-ci ne consommaient pas la viande des animaux qu'ils abattaient. Jusqu'à leur immigration en Israël, les Baryas ont conservé un statut de serviteur, malgré l'abolition officielle de l'esclavage en 1.924. Ils étaient « de facto une part de la propriété familiale et continuaient à être légués d'une génération à une autre. Il y avait même une vision générale des baryas comme [...] non-humains ».

Refus israélien, adhésion Beta Israël.

Lors de la création de l'État d'Israël, le grand rabbinat israélien décide de ne pas suivre ses prédécesseurs, et refuse de reconnaître comme Juifs les Beta Israël. Le gouvernement, qui n'avait pas suivi le rabbinat dans le cas des Samaritains ou des Karaïtes, accepte cette position, leur refusant le droit d'immigrer en Israël. Cette position est cependant appliquée avec une certaine ambiguïté. L'Agence Juive maintient ainsi des écoles juives en Éthiopie. Elles sont fermées en 1.958 pour raisons budgétaires, mais l'une d'elles reste ouverte, symbole d'acceptation partielle et de rejet dominant. Les organisations juives américaines qui aidaient les Beta Israël depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale stoppent également l'essentiel de leurs opérations au début des années 1.960.

Paradoxalement, malgré ce rejet grandissant, les années 1.950 et 1.960 voient la population Beta Israël se rapprocher du judaïsme orthodoxe. L'appartenance au judaïsme mondial est maintenant acceptée et fortement affirmée. L'étoile de David pénètre rapidement, et remplace sur le toit des lieux de culte les anciens symboles : un pot rouge ou un symbole phallique. Certaines fêtes juives commencent à être pratiquées. Dans les années 1.950, un petit livre résumant les pratiques rabbiniques est diffusé dans la communauté. Une nouvelle génération de Késotch sort des écoles juives et diffuse également ces pratiques.

Révolution éthiopienne de 1.974.

En 1.974, un groupe de militaires procommunistes, le Derg, ou Därg, prend le pouvoir en Éthiopie. Les conséquences pour les Beta Israël sont importantes. D'une part, les anciennes prescriptions contre la possession de la terre disparaissent, et une vaste redistribution des terres féodales est organisée au bénéfice des paysans sans terre, chrétiens, musulmans ou Beta Israël. D'autre part, le régime prend progressivement des positions anti-religieuses et anti-israéliennes qui heurtent les Beta Israël.

Enfin, les anciens féodaux s'organisent au sein de l'EDU (Ethiopian Democratic Union), et déclenchent la lutte armée contre le nouveau régime. Les paysans bénéficiant de la réforme agraire sont alors souvent victimes de massacres. Les populations refusant à la fois l'EDU et le nouveau régime soutiennent l'opposition armée de gauche, l'EPRP (Ethiopian People Revolutionary Party) et le TPLF (Tigrean People Liberation Front). Un certain nombre de jeunes Beta Israël rejoignent les troupes gouvernementales ou les rebelles de gauche. Tout le Nord du pays bascule dans la guerre civile. Au début des années 1980, la famine s'installe de façon durable. La situation des populations du Nord, et pas seulement des Beta Israël, devient intenable. Des centaines de milliers d'Éthiopiens tentent de fuir guerre et la famine vers le Soudan voisin.

Emigration.

Dès la fin des années 1940, on trouve quelques Falashas en Israël. Ce sont des femmes ayant épousé des soldats juifs yéménites de l'armée britannique, et quelques étudiants. En 1955, une vingtaine d'adolescents sont scolarisés à Kfar Batya, en vue de devenir enseignants en Éthiopie. La plupart y retournent effectivement au début des années 1.960

L'immigration en Israël par année

Année	Pop.	±%
1948	0	—
1949	1	+inf%
1950	5	+400.0%
1951	1	-80.0%
1952	0	-100.0%
1953	3	+inf%
1954	13	+333.3%
1955	25	+92.3%
1956	1	-96.0%
1957	5	+400.0%
1958	4	-20.0%
1959	3	-25.0%
1960	3	+0.0%
1961	2	-33.3%
1962	11	+450.0%
1963	17	+54.5%
1964	8	-52.9%
1965	9	+12.5%
1966	21	+133.3%
1967	13	-38.1%
1968	17	+30.8%
1969	14	-17.6%

Immigration en Israël par année

Année	Pop.	±%
1970	13	—
1971	7	-46.2%
1972	40	+471.4%
1973	41	+2.5%
1974	24	-41.5%
1975	19	-20.8%
1976	10	-47.4%
1977	90	+800.0%
1978	37	-58.9%
1979	45	+21.6%
1980	259	+475.6%
1981	850	+228.2%
1982	950	+11.8%
1983	2 393	+151.9%
1984	8 327	+248.0%
1985	1 888	-77.3%
1986	238	-87.4%
1987	231	-2.9%
1988	595	+157.6%
1989	1 448	+143.4%

Emigration clandestine et reconnaissance par Israël.



Carte des migrations Beta Israël au début des années 1.980.

Entre 1.962 et 1.975 se met en place une petite émigration Beta Israël vers Israël. Elle est surtout le fait d'hommes, très peu nombreux, ayant fait des études, qui viennent en Israël avec un visa de tourisme (l'Éthiopie, pays officiellement chrétien, connaît un flux de pèlerins visitant la Terre sainte), puis qui y restent illégalement. Ils trouvent sur place des sympathisants, qui les reconnaissent comme Juifs et les aident. Ces sympathisants s'organisent en association, sous la direction entre autres d'Ovadia Hazzi, juif yéménite et ancien sergent de l'armée israélienne, marié à une Beta Israël depuis la seconde guerre mondiale. Certains obtiennent une régularisation de leur situation grâce à ces soutiens. Certains acceptent de se « convertir » au judaïsme, ce qui règle leur problème personnel, mais pas la situation de leur communauté. Les personnes qui obtiennent leur régularisation font souvent venir leur famille.

Le Rav Ovadia Yosef.

En 1.973, Ovadia Hazzi de la judaïté des Beta Israël Ovadia Yosef. Le grand rabbinique égyptienne du (Rabbi David ben Zimra, thèse selon laquelle les Beta perdue de Dan, reconnaît Celle-ci est initialement ashkénaze Shlomo Goren, en 1.974.

En avril 1.975, le accepte officiellement le leur ouvre le bénéfice de la tout Juif dans le monde



pose officiellement la question au grand rabbin séfaraide d'Israël rabbin, citant une décision XVIIe siècle, celle du Radbaz 1.462.–1.572), et reprenant sa Israël descend de la tribu leur judéité en février 1.973. rejetée par le grand rabbin qui finit cependant par s'y rallier

gouvernement de Yitzhak Rabin caractère juif des Beta Israël, et loi du retour (loi permettant à d'immigrer en Israël).

Emigration de masse des Beta Israël.

Mémorial de Kiryat Gat en mémoire des Beta Israël morts sur la route vers Israël

L'émigration Beta Israël vers Israël reste officiellement interdite par le gouvernement éthiopien de 1.973 à 1.990. Il s'agit d'abord de la conséquence de la rupture des relations diplomatiques par Haïlé Sélassié Ier en 1.973 entre Israël et l'Éthiopie Kippour. Il s'agit ensuite de la de 1974, qui oriente la marqué à compter de 1.976, et ce diplomatiques en 1.989. Malgré émigration a lieu, se déroulant en 500 villages Beta Israël du Nord

1.977-1.978 - Cent vingt-et-un l'accord du gouvernement secret de fourniture d'armes par gouvernement révolutionnaire contre la Somalie pour le rompu par l'Éthiopie après sa en février 1.978. Il mettait en « anti-impérialiste » et pro-éthiopienne, Israël étant l'allié des États-Unis.



Beta Israël émigrent en Israël avec éthiopien, dans le cadre d'un accord le gouvernement israélien au nouveau éthiopien, lequel était alors en guerre contrôle de l'Ogaden. L'accord est révélation à la presse par Moshe Dayan effet à mal le nouveau positionnement soviétique de la diplomatie

Secours avec le soutien de l'Association américaine pour les Juifs éthiopiens (AAEJ), 1.983.

1980-1984 - Chassés par la guerre civile, des Éthiopiens du Nord, parmi lesquels des Beta Israël, se réfugient au Soudan du Sud. D'après le Jerusalem Post du 15 mai 1986, 6 649 personnes, surtout des Tigréens, gagnent Israël par des voies détournées entre janvier 1980 et l'automne 1984 (le gouvernement soudanais, officiellement en guerre avec Israël, ferme plus ou moins les yeux sous la pression des États-Unis), avec l'aide des services spéciaux israéliens. Au-delà de la guerre, les Falashas du Tigré partent aussi sous l'influence du bouche à oreille : les familles arrivées en Israël les premières informent leurs proches de la réussite de leur émigration, entraînant de nouveaux départs.

Automne 1.984 - printemps 1.985 - En partie motivés par les informations sur le succès de l'émigration tigréenne, les réfugiés juifs du Gondar, bien plus nombreux que les Tigréens, affluent au Soudan à partir de 1983, et les canaux clandestins d'évacuation ne suffisent plus. La grande famine de 1.984-1.985 (300 000 morts selon Médecins sans frontières[59]) déplace des centaines de milliers d'Éthiopiens du Nord vers les camps de réfugiés de l'Éthiopie du Nord et du Soudan. Des dizaines de milliers d'Éthiopiens meurent de faim lors de véritable « marches de la mort », et la mortalité explose dans les camps du Soudan. Parmi ces victimes, on estime que 3 à 4.000 sont des Falashas. Fin 1.984, le gouvernement soudanais, à la suite de l'intervention des États-Unis d'Amérique, laisse secrètement partir les 7.200 réfugiés Beta Israël restants vers l'Europe, d'où ils gagnent immédiatement Israël.

Il y a deux vagues : l'opération Moïse du 20 novembre 1.984 au 4 janvier 1.985, concernent 6.500 personnes. Cette opération est interrompue par le Soudan lorsque la presse la révèle ; l'opération Reine de Saba, menée par la CIA quelques semaines plus tard, pour évacuer 650 personnes restant au Soudan.

Cette seconde opération est le fruit de pressions américaines très importantes. Vingt pour cent des arrivants doivent être hospitalisés, les autres sont généralement dans un état sanitaire catastrophique.

1985-1989 - Le régime éthiopien bloque l'émigration, et la stabilisation relative de la situation dans le Nord arrête l'exode vers les camps soudanais. Une petite émigration clandestine subsiste, toujours assistée par le Mossad. Son envergure est très modeste.

1990-1991 - Soumis à une forte pression des rebelles tigréens et érythréens, et perdant son soutien militaire soviétique dans le cadre de l'effondrement du bloc de l'Est, le gouvernement éthiopien laisse partir 6.000 Beta Israël vers Israël, par petits groupes, dans l'espoir de se rapprocher des États-Unis d'Amérique, alliés d'Israël. De nombreux Beta Israël gagnent Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, espérant échapper à la guerre civile qui ravage le Nord du pays (leur région d'origine), et espérant pouvoir partir pour Israël. Ils s'entassent dans des camps à la périphérie de la ville.

Arrivée en Israël en 1.991 des avions de l'opération Salomon.

Difficile immigration des Falash Mura

Lors de l'effondrement du régime communiste éthiopien, les 14 324 Beta Israël réfugiés à Addis-Abeba sont évacués en deux jours vers Israël par un pont aérien (opération Salomon). Il y a 34 rotations d'avions d'El Al, dont on avait retiré les sièges pour y charger plus de personnes. De nouveau, de fortes pressions américaines ont facilité l'opération, ainsi qu'un transfert de 35 millions de dollars vers les comptes des derniers représentants du régime.

1.991-1.994 - Les derniers Éthiopiens émigrent vers de la région de Quara ou le Soudan), en 1.992, qui leurs villages en Israël réfugiés.

Falash Mura - A partir de émigration irrégulière, politique en Israël, celle cette année-là et 2.013, Mura arrivent en Israël ». « une fois en Israël, ils conversion complète au de recevoir une pleine



Beta Israël restés en Israël, en particulier ceux Qwara (entre le lac Tana et sont les seuls à passer de sans le filtre de camps de

1.992 commence une soumise à l'évolution des Falash Mura. Entre « plus de 35.000 Falash Officiellement non juifs, doivent entreprendre une judaïsme orthodoxe avant citoyenneté ».

L'immigration en Israël par année

Année	Pop.	±%
1990	4 121	—
1991	20 014	+385.7%
1992	3 648	-81.8%
1993	863	-76.3%
1994	1 197	+38.7%
1995	1 311	+9.5%
1996	1 411	+7.6%
1997	1 661	+17.7%
1998	3 110	+87.2%
1999	2 290	-26.4%
2000	2 201	-3.9%
2001	3 274	+48.8%
2002	2 658	-18.8%
2003	3 029	+14.0%
2004	3 695	+22.0%
2005	3 571	-3.4%
2006	3 595	+0.7%
2007	3 591	-0.1%
2008	1 582	-55.9%
2009	240	-84.8%
2010	1 655	+589.6%



Un nouveau vocable apparaît pour désigner ce groupe : les Falash Mura. Ces personnes, qui n'appartiennent pas aux communautés Beta Israël constituées, ne sont pas reconnues comme Juives par Israël, et ne sont initialement pas autorisées à émigrer. Elles sont en principe d'origine Beta Israël (avec des doutes pour certaines), mais ont quitté les communautés organisées, parfois depuis deux ou trois générations.

Les autorités israéliennes considèrent que ces personnes sont désormais chrétiennes et ne peuvent bénéficier de la loi du retour en tant que juifs. Elles affirment aussi que beaucoup ne sont même pas d'ascendance Beta Israël, mais sont des chrétiens cherchant à émigrer en Occident. Elles considèrent donc les Falash Mura comme des émigrants économiques. Les intéressés affirment être des Juifs assimilés, qui ne mettaient pas en avant leur appartenance dans un milieu où être Beta Israël était dévalorisé. Ils nient toute conversion au christianisme, ou l'admettent comme la réponse à une contrainte.

Depuis longtemps existaient d'ailleurs des groupes de convertis. Il ne s'agissait pas vraiment de conversions forcées, mais plutôt de conversions visant à échapper à une situation sociale douloureuse. Bon nombre de ces groupes continuaient à pratiquer leur religion en privé. L'anthropologue Simon Messing a ainsi mené une enquête en 1.962 au sein des Maryam wodadj (les amis de Marie), un groupe ostensiblement chrétien (leurs femmes se tatouent des croix sur le visage), mais pratiquant toujours la religion Beta Israël en privé, strictement endogame (ne se mariant pas avec les chrétiens) et vivant dans le Dembea (entre la ville de Gondar et le lac Tana). « Au début des années 1.980, G. J. Abbink recense d'autres groupes de convertis » judaïsants : les Färäs muqra, les Chämmané (« gens du Chämma ») à l'ouest du lac Tana, les Tä'biban (« hommes sages », ou « magiciens »), un groupe de forgerons vivant à Ankober et Addis-Abeba, et dont Faïtlovitch avait déjà parlé. Yona Bogale, un des principaux dirigeants Beta Israël du Gondar, « connaissait personnellement à Addis-Abeba un groupe de Falashas [...]. Ils s'étaient assimilés, [...] et ne présentaient aucun des signes distinctifs des Falashas tout en continuant à se considérer comme Beta Israël dans l'intimité ».

Les Falash Mura ne sont cependant pas un groupe homogène, et c'est seulement leur volonté d'émigrer qui les regroupe sous ce vocable. On trouve semble-t-il de nombreux cas, depuis des Beta Israël assimilés mais jamais convertis, jusqu'à des chrétiens de souche mentant sur leur origine, en passant par des personnes issues de familles converties plus ou moins par obligation, ou plus ou moins par conviction, sans compter des familles issues de mariages mixtes.

Soldat falasha au Mur des Lamentations, 2006.



Par ailleurs, la loi religieuse juive (mais pas la loi israélienne) considère que, même converti, un Juif reste Juif. Pour les rabbins, un retour au judaïsme du converti ou de ses enfants (si au moins la mère était Juive) reste donc possible. Sous réserve de prouver son ascendance Beta Israël, ce qui n'est pas toujours simple, même quand c'est vrai.

Compte tenu de ces points de vue divergents, et de la difficulté à trancher, un débat assez vif s'est élevé en Israël, et au sein même de la communauté Beta Israël israélienne, entre partisans et opposants à l'émigration des Falash Mura. La position gouvernementale est restée globalement assez restrictive, mais a été soumise à de nombreuses critiques, y compris de certains religieux qui veulent favoriser le retour (quand il

y a bien eu conversion, ce qui n'est sans doute pas toujours le cas) au judaïsme de ces groupes dits « Falash Mura ». Les laïcs israéliens, réticents à une définition purement religieuse de l'identité juive, ont souvent été plus réticents que les religieux à la reconnaissance des Falash Mura.

Au cours des années 1.990, le gouvernement a finalement autorisé la plupart de ceux qui s'étaient réfugiés à Addis-Abeba à émigrer en Israël. Certains ont pu le faire grâce à la loi du retour, qui permet à un parent non Juif d'un Juif israélien d'émigrer, d'autres ont été accueillis à titre humanitaire.

Le gouvernement israélien espérait régler le problème, mais l'information selon laquelle les personnes d'origine Beta Israël pouvaient émigrer vers Israël a attiré une vague de réfugiés encore plus importante vers Addis-Abeba, ce qui a conduit le gouvernement israélien à durcir sa position vers la fin des années 1.990. Début 2.003, il y avait un peu moins de 20.000 Falash Mura réfugiés à Addis-Abeba, parfois depuis des années. On parle (de façon très imprécise) d'un nombre équivalent de Falash Mura qui vivaient toujours dans le Nord de l'Éthiopie. En avril 2.005, le Jerusalem Post a annoncé avoir mené une enquête en Éthiopie, à la suite de laquelle il arrivait à la conclusion que des dizaines de milliers de Falash Mura vivaient toujours dans les campagnes du nord de l'Éthiopie, non recensés par les organisations juives, mais tentés par l'émigration vers Israël.

En février 2.003, le gouvernement israélien a décidé d'accepter que les autorités religieuses israéliennes organisent les conversions officielles au judaïsme des personnes réellement d'origine Beta Israël, et que ces personnes puissent ensuite émigrer en tant que juives vers Israël. La nouvelle position, plus ouverte, des autorités israéliennes gouvernementales et religieuses doit en théorie permettre l'émigration vers Israël de la majorité des Falash Mura le désirant (ceux dont l'origine Beta Israël est reconnue). En pratique, cependant, cette immigration reste lente, et le gouvernement israélien a continué à limiter, de 2.003 à 2.006, l'entrée des Falash Mura à environ 300 émigrants par mois. En 2.004, les services du ministère israélien chargés de l'immigration ont ainsi indiqué que 3.700 Éthiopiens seulement avaient émigré vers Israël.

Le gouvernement israélien a cependant confirmé en janvier 2005 que l'objectif restait bien d'amener tous les Falash Mura d'origine juive en Israël, et que le rythme passerait de 300 à 600 personnes par mois à compter de juin 2.005. Mi 2.007, cependant, le quota de 300 immigrants par mois reste en vigueur, et a même encore été réduit par la suite. **Pendant l'année hébraïque 5.769** (septembre 2.008 - septembre 2.009), seuls 130 Éthiopiens ont pu immigrer. **En 5.770** (septembre 2.009 - septembre 2.010), il y a eu 1.320 immigrants « en raison du changement dans la politique du gouvernement permettant aux Falash Mura de venir dans le pays ».--**2.018 l'année hébraïque 5.778.**

En décembre 2.010, le gouvernement a donné son feu vert à l'immigration de 8 000 nouveaux Falash Mura, en quatre ans, au rythme de 200 par mois, en prévenant que cette immigration de groupe serait la dernière. « Dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de 2.010 [...] plus de 6.500 Éthiopiens ont immigré en Israël » à fin juin 2.013, et quelques centaines sont encore prévus à cette date pour émigrer jusqu'au 28 août 2.013, nouvelle date officielle de la fin de l'immigration de masse fixée par le gouvernement israélien.

Cependant, en novembre 2.015, le gouvernement israélien décidait d'approuver un programme pour l'immigration de 9 000 juifs d'Éthiopie. L'alyah des « derniers » 9.000 juifs d'Éthiopie doit commencer en juin 2.016 et durer environ cinq ans.

Les nouveaux immigrants ne sont généralement pas considérés comme juifs, et n'obtiennent donc pas automatiquement la citoyenneté israélienne. L'état les accueille dans des centres d'absorption [réf. souhaitée] et favorise un processus de conversion au judaïsme orthodoxe permettant d'obtenir la citoyenneté plus rapidement qu'en passant par une demande de naturalisation.

Devant les variations fréquentes des politiques gouvernementales, le Jerusalem Post peut ainsi parler en 2010 d'« un processus qui a été arrêté et relancé par l'État au cours des cinq dernières années, selon la personne qui dirigeait le ministère de l'Intérieur ».

Une des explications de la réticence israélienne face à cette immigration est la difficulté à définir la réalité des revendications des Falash Mura à une ascendance Beta Israël. Les articles de la presse israélienne rapportent que des Éthiopiens désireux d'émigrer paient des Beta Israël ou des Falash Mura éligibles à l'émigration pour les déclarer comme membres de leur famille.

En 2.005, il y avait environ 105.000 personnes d'origine éthiopienne en Israël, dont 30.000 nées dans le pays, et 138.200 en 2.014. Elles regroupent en majorité des Falashas ainsi que d'anciens Falash Mura. Ces derniers, qui seraient une trentaine de milliers en 2.010, insistent généralement sur leur judaïté. Un petit groupe reste cependant chrétien, et a même des activités prosélytes vivement dénoncées par la communauté.

Malgré cette forte insistance de la quasi-totalité des Éthiopiens (toutes origines confondues), sur leur judaïsme et leur attachement à Israël, l'intégration concrète pose certains problèmes.

Choc culturel. Intégration en Israël.

Un soldat israélien d'origine éthiopienne à Naplouse, en 2.006.

Le premier contact avec Israël a généralement été un choc assez violent pour les nouveaux immigrants. Pour une population rurale avec un niveau scolaire très faible, l'univers urbain israélien a posé des problèmes d'adaptation. Bon nombre des nouveaux immigrants, surtout ceux des villages les plus reculés, ne connaissaient pas l'électricité, les ascenseurs ou la télévision. L'adaptation à la nourriture israélienne a été particulièrement difficile. L'éclatement des familles lors de l'exode, et parfois lors de la répartition entre centres d'insertion israéliens, a causé de nombreux traumatismes. Les changements de noms ont provoqué une rupture symbolique avec le passé. En effet, l'administration hébraïque les prénoms, et exige des noms de famille, qui n'existent pas dans la société éthiopienne (en). Ces changements de noms ont créé un système à deux niveaux, où anciens et nouveaux noms se superposent, s'utilisent et se concurrencent. L'immersion dans l'hébreu n'a pas été simple, une majorité d'immigrants n'arrivant pas, même après des années en Israël, à le maîtriser, ce qui entraîne une forte marginalisation sociale. Enfin, la remise en cause des pratiques religieuses traditionnelles par le rabbinat a été un moment de désarroi.



Les sociologues israéliens ont noté divers problèmes d'adaptation, entraînant chez une minorité des problèmes psychologiques aigus, voire des suicides dans les années suivant immédiatement l'immigration. A la fin des années 1.980, « la proportion de suicides chez les Juifs éthiopiens a ainsi dépassé celui de toutes les autres communautés nationales immigrées », avant de baisser.

Les nouvelles générations se sont par contre rapidement fondues dans la culture israélienne, avec quelques spécificités : « le développement d'une sous culture israélo-afro-américaine, et l'identification avec la musique noire comme le reggae et le rap, servent à structurer leur identité ». Cette identification aux codes vestimentaires et musicaux des noirs américains participe aussi d'un « choc des générations » avec les adultes immigrés d'Éthiopie.

Regroupement communautaire.

Le problème du logement est un problème récurrent à chaque immigration massive en Israël, et ce depuis les années 1950. Dans le cas des Éthiopiens, différentes solutions ont été mises en œuvre, en particulier des camps de mobile home[réf. nécessaire]. Satisfaisantes pour le confort, ces solutions « provisoires », mais qui ont parfois tendance à durer, ont eu deux inconvénients. D'une part, elles repoussent à la périphérie des villes les nouvelles populations, créant des groupes ethniquement assez homogènes et freinant leur intégration. D'autre part, ces zones sont parfois loin des emplois offerts par l'économie israélienne, sont mal ou pas desservies par les transports en commun, amplifiant ainsi les problèmes de chômage.

Avec le temps, les Éthiopiens s'installent en ville, créant des enclaves ethniques ou des familles étendues se regroupent volontairement avec le risque à terme de constitution de ghettos.

Evolution religieuse.



Protestation de nouveaux immigrants, en 1.985, contre les exigences de conversion du rabbinat.

Femmes falashas en prière au Mur des Lamentations. Hommes falashas en prière au Mur des Lamentations (Kotel).



Kessim priant en 2.010 pour les Beta Israël morts au Soudan sur la route vers Israël.

Certains haredim (ultra-orthodoxes) ne reconnaissent toujours pas les Beta Israël comme Juifs, et pas seulement ceux d'origine falash mura.

Sans aller jusque-là, le rabbinat israélien a toujours exprimé des doutes sur la validité des mariages et des conversions effectuées par les Beta Israël, ceux-ci étant jugés non conformes à la Halakha. Il a ainsi été demandé des conversions simplifiées avant chaque mariage, afin de sécuriser le statut de Juif des nouveaux immigrants. Acceptée par les premiers immigrants du Tigré, cette cérémonie a été majoritairement refusée à partir de 1.985 par les immigrants du Gondar, entraînant un long conflit avec le grand rabbinat. Celui-ci a finalement accepté de limiter le nombre de ces conversions symboliques aux seuls cas les plus douteux. Paradoxalement, les Falash Mura étant souvent convertis en bonne et due forme lors de leur immigration peuvent avoir moins de problème de statut personnel.

Concernant l'encadrement religieux, la soixantaine de kessim (prêtres) éthiopiens émigrés en Israël ont été salariés par le ministère des cultes, et continuent à animer nombre de cérémonies religieuses. Ils ne sont cependant pas reconnus comme rabbins et n'ont donc par exemple pas le droit de célébrer des mariages (monopole des rabbins en Israël, au moins pour les Juifs). Pour ceux qui étaient les garants de la communauté, la perte de prestige et de statut social est donc importante, et généralement mal vécue. Beaucoup de rabbins les associent cependant encore aux mariages de la communauté. Une nouvelle génération de rabbins d'origine éthiopienne est également en train d'apparaître, reprenant progressivement le pouvoir religieux aux kessim, après avoir été formée dans les yechivot israéliennes. En 2.005, on comptait néanmoins 8 nouveaux kessim ordonnés en Israël depuis le début de l'immigration. Eux ne sont pas reconnus par le ministère des cultes, qui souhaite un alignement à terme des pratiques religieuses éthiopiennes sur celles des Juifs orthodoxes. Les anciens et les nouveaux kessim rejettent généralement avec plus ou

moins de vigueur les règles rabbiniques tirées du Talmud, dont ils considèrent qu'elles ne sont pas prescrites par l'Orit (la Bible).

Encore plus en rupture avec le rabbinat israélien sont les disciples d'Abba Beyene, qui se présente comme le dernier moine beta Israël éthiopien (cf. supra). Celui-ci, emprisonné en Éthiopie pour sionisme [réf. souhaitée], « n'accepte pas la position rabbinique quand elle est en conflit avec sa propre compréhension de la pratique juive, qui est d'abord basée sur les cinq livres de Moïse (Pentateuque), et non sur le Talmud »[78]. Ses pratiques ascétiques et communautaires attirent de jeunes Israéliens d'origine éthiopienne, qui aspirent à retrouver leurs racines religieuses, face à l'assimilation culturelle de la majorité de leur communauté. Sa démarche s'inscrit aussi dans une volonté de voir renaître l'antique pratique des moines juifs éthiopiens.

Malgré cet attachement de certains aux pratiques éthiopiennes, les traditions religieuses beta Israël semblent rapidement reculer, combattues par le rabbinat et le mode de vie israélien. La grande majorité des élèves issus de l'immigration ont été pris en charge par le réseau scolaire religieux d'État[79], lequel promeut les pratiques juives « orthodoxes ». « Ce décalage intergénérationnel entraîne un fossé entre les jeunes, qui prient en hébreu selon le rite juif orthodoxe, et les parents, qui tentent tant bien que mal de ne pas abandonner les structures du culte traditionnel »[80]. Cependant, avec le temps, « les adolescents [...] sont de moins en moins scolarisés dans [...] le réseau éducatif religieux »[81], et la sécularisation progresse.

La fête du Sigd.

Les lois extrêmes de pureté régressent fortement, même si on a pu noter des femmes s'isolant encore pendant leurs règles. En l'absence de « hutte du sang », cet isolement a pu se faire dans une chambre, sur un balcon,



et parfois même dans un placard. Les sociologues ont noté que, parallèlement à la régression des pratiques traditionnelles (déjà amorcée en Éthiopie depuis les années 1950), des sentiments de perte, de culpabilité et même des phobies se développaient chez les nouveaux immigrants. Selon les paroles du qés Maru, « en Israël, [...] les enfants font ce qu'ils veulent [...] nous ne pouvons pas conserver notre religion, tout est détruit ici ». L'abandon des pratiques de pureté choque particulièrement les adultes immigrés. En Éthiopie, ces pratiques différenciaient les Beta Israël des chrétiens. Le comportement « impur » des Juifs israéliens apparaît donc comme particulièrement blâmable. Le refus de consommer de la viande cacher, considérée

comme impure, car non abattue selon les coutumes Beta Israël, est particulièrement fort dans l'ancienne génération.

Le judaïsme orthodoxe israélien a accepté certaines pratiques peu nombreuses, comme le festival du Sigd (ou Seged, ou Segd). Le 29 du mois hébreu de heshvan, les membres de la communauté juive éthiopienne jeûnent et se rendent à Jérusalem en pèlerinage, où les kessim récitent des parties de l'Orit. La fête a cependant perdu une partie de sa signification religieuse, et est devenue également un rassemblement communautaire et politique, où se pressent les représentants de l'État.

Conversion des Falash Mura.

Depuis 1.992, ce sont près de 40 à 50.000 Falash Mura qui ont émigré en Israël. Si certains ont pu obtenir la reconnaissance de leur judaïté, la plupart n'ont pas été dans ce cas, leur émigration étant obtenue au titre de leur ascendance juive ou de leurs liens familiaux en Israël, mais pas de leur statut de juif à part entière. Cette situation n'est pas sans rappeler l'émigration de l'ex-URSS, puisqu'en 2.013, ces immigrants et leurs enfants sont « plus de 320 000 à vivre dans le pays sans [...] reconnaissance rabbinique du fait qu'ils sont juifs ».

Pourtant, bien plus nombreux que les Falash Mura, ces « russophones et leurs enfants ne sont pas [systématiquement] envoyés vers des programmes de conversion organisés ». De leur côté, les Falash Mura le sont systématiquement depuis les années 2.000. Leur « conversion est intégrée dans le processus d'absorption, et en constitue même une condition ». D'ailleurs, « encore en Éthiopie, tous les immigrants signent un engagement à suivre une conversion en Israël ».

Cette différence provient du fait que l'émigration des Falash Mura ne se fait pas sous l'emprise des mêmes lois que celle des émigrés ex-soviétiques. Ces derniers, s'ils ont un lien familial proche avec une personne reconnue comme juive, ont un droit à l'immigration fondé sur la loi du retour, alors que les Falash Mura, dont l'origine juive est ancienne et souvent improuvable, ne peuvent bénéficier de cette loi. Leur immigration ne relève donc que d'une demande de conversion au judaïsme, actée par écrit et acceptée par l'État et le rabbinat. De son côté, la loi du retour n'implique aucune conversion pour les personnes considérées comme non-juives mais ayant un droit familial à l'immigration en Israël.

La conversion des Falash Mura est le « projet de conversion le plus massif de l'histoire de l'Etat ». Par exemple, en 2.007, 5.538 certificats de conversion ont été attribués à des Éthiopiens, 2.269 en 2.012, et un nombre similaire est attendu pour 2013. Depuis le premier programme de conversions étatique de 1.995, ce sont quelque 45.000 Éthiopiens qui se sont convertis.



Si elles sont validées par le rabbinat et l'État, certains groupes, en particulier les ultra-orthodoxes haredim refusent de reconnaître ces conversions, qu'ils estiment être trop souples. Dans le passé, « les anciens grand-rabbins d'Israël Meir Lau et Eliyahu Bakshi Doron en considéraient que les Falash Mura ne devaient pas être considérés comme juifs et s'opposaient à leur immigration, mais une attitude plus ouverte a été mise en place par le rabbin Shlomo Amar durant son mandat en tant que grand-rabbin de Tel-Aviv-Jaffa, et plus tard comme grand-rabbin [séfarade] d'Israël » de 2.003 à 2.013. C'est cette ouverture du rabbinat officiel (sous l'influence de l'ancien grand rabbin Ovadia Yosef, une référence absolue dans le monde religieux séfarade) qui a permis l'actuel processus de conversion de masse, dont il est espéré qu'elle permettra de faciliter l'intégration des nouveaux immigrants et de leurs enfants.

Il n'y a pas de mariage civil en Israël, les rabbins ont le monopole des mariages impliquant au moins un juif, et ils refusent tout mariage mixte. La conversion est donc importante pour permettre aux nouveaux immigrants de passer des mariages officiels avec d'autres israéliens juifs, d'origine éthiopienne ou non.

Jusque dans les années 2.000, il y a eu des conversions en Éthiopie même, mais depuis cette période le processus officiel se déroule en Israël. Cependant, « encore dans le camp de transit en Éthiopie, les immigrés commencent le processus d'étude. [...] Il] inclut la familiarisation avec le Shabbat et les jours fériés, les prières, les croyances, les objets rituels, etc. Environ un mois après qu'ils ont atterri à l'aéroport international de Tel Aviv-David Ben Gourion, les nouveaux arrivants prennent des cours dans différentes matières, principalement en hébreu et en judaïsme [...]. Le processus est presque toujours réalisé dans le cadre de la famille et non pas individuellement, comme c'est le cas avec d'autres convertis[84] ». Une fois en Israël, la conversion dure en général un an. Ce cadre familial et cette durée relativement courte sont critiqués par les ultra-orthodoxes comme bien trop souples. De fait « personne ne conteste que l'État d'Israël ait rendu le processus de conversion convivial pour les Falash Mura ». Cette souplesse est justifiée par le « département des conversions » par le fait que « les Éthiopiens viennent d'une « culture traditionnelle » qui s'accorde plus facilement avec les valeurs religieuses ».

Mais s'il est relativement souple, le processus de conversion n'en est pas moins exigeant. Car « ce ne sont pas des immigrés ordinaires - leur absorption dépend de leur conversion. [...] Leur esprit est totalement engagé avec cette question. [Cela place les immigrants] sous une énorme pression, et il y a beaucoup de familles qui se brisent ».

La fin de la conversion, « est similaire à celle des autres convertis, en gros : la circoncision pour les hommes qui n'en ont pas », pour les autres une incision symbolique, « suivie par une immersion dans un mikvé (bain rituel) et la délivrance d'un certificat de conversion. Les couples mariés doivent se soumettre à une cérémonie de mariage abrégée, conformément à la « religion de Moïse et d'Israël » [...] - une exigence qui, selon des sources au rabbinat, est remplie d'une amertume particulière pour les immigrants éthiopiens ». Mais le point qui pose le plus souvent problème est celui de l'incisions symbolique au prépuce. La majorité des hommes Falash Mura sont en effet circoncis (comme beaucoup d'éthiopiens) et l'exigence d'une circoncision symbolique « est la chose la plus sensible ». « Il y a des gens qui ne veulent pas subir une circoncision rituelle et cela bloque toute la famille. Parfois, les gens restent au centre d'absorption, même après la fin du processus, seulement parce que le père n'a pas subi une circoncision ».

Aux problèmes d'intégration économique, culturel et social que connaissent tous les immigrants éthiopiens s'ajoute pour beaucoup de Falash Mura, surtout des jeunes, des problèmes d'identité, même après la conversion. Si la majorité des israéliens les acceptent comme juifs, ce n'est pas toujours le cas des Beta Israël de la première vague d'immigration, dont beaucoup les voient toujours, conversion ou non, comme des chrétiens. « Il y a beaucoup de confusion parmi les jeunes sur cette question ».

Situation socio-économique.

Présentation d'un programme de formation soutenu par l'armée. Tshal est une voie d'intégration au sein de la société. La plus grande difficulté des Éthiopiens réside sans doute dans le niveau de formation très bas des immigrants. A quelques exceptions près, ceux-ci n'avaient à leur arrivée aucune formation utilisable par une économie développée

comme celle d'Israël, et ne connaissaient pas l'hébreu. L'analphabétisme était très répandu (90 % chez les adultes de 37 ans ou plus, selon une estimation), même si les jeunes étaient mieux formés et qu'une minorité avait fréquenté les établissements secondaires en Éthiopie. Concernant l'immigration plus récente des Falash Mura, des ONG (comme la North American Conference on Ethiopian Jewry) tentent de donner à ceux qui attendent des années en Éthiopie leur immigration une formation (assez basique) utilisable en Israël, et des notions d'hébreu. Quatre-vingts pour cent des adultes Falash Mura deviendraient cependant chômeurs en Israël.

Compte tenu de cet écart important entre les qualifications des Beta Israël et les besoins des entreprises israéliennes, un chômage important est constaté chez les immigrants : 65 % des plus de 45 ans en 2.005. Ce chômage structurel participe à l'ancrage au bas de la pyramide sociale des Beta Israël. Les jeunes générations nées ou grandies en Israël réussissent mieux leur insertion dans le tissu économique israélien, grâce à une éducation « moderne », mais les niveaux de formation constatés restent en moyenne plus modestes (en 2.000, le taux de réussite au bac était de 33 %, contre 45 % pour la jeunesse juive en général), et freinent l'apparition d'une véritable classe moyenne d'origine éthiopienne. En 2.005, 3.000 jeunes sont cependant déjà diplômés de l'éducation supérieure, et 1.500 autres sont à l'université. Mais même les diplômés ont souvent du mal à trouver un emploi.

Niveau d'éducation faible, niveau de vie très modeste, habitat défavorisé et parfois dégradé ou isolé, cet ensemble de situations liées entre elles expliquent sans doute le développement de la délinquance chez les jeunes d'origine éthiopienne : son taux en 2.005 serait trois fois celui constaté chez les jeunes Israéliens toutes origines confondues.

Problème du racisme.

Manifestation de Beta Israël contre le racisme, 2012.



Des réactions de racisme sont constatées, surtout là où des concentrations importantes de Beta Israël existent. L'anthropologue Lisa Anteby-Yemini rapporte un événement raciste au sein des centres d'intégration entre nouveaux immigrants éthiopiens et ex-soviétiques : « vous saviez qu'en Éthiopie ils habitaient dans les arbres ? Ce sont des sauvages, et l'on veut nous faire croire qu'ils sont Juifs ! » avait déclaré un participant d'un programme du centre d'intégration. En 2.005, le maire d'Or Yehuda avait refusé d'accepter pendant quelques jours, une douzaine d'élèves Beta Israël dans les écoles de sa commune, en accusant ses élèves de faire baisser le niveau scolaire et en

guise de protestation face au gouvernement qui « les avait envoyés vers sa commune » et selon lui, ferait baisser le niveau de vie et hausser la délinquance. Le maire de la commune de Ramat Ha-Sharon les avait acceptés, leur avait offert le bus et avait jugé que le maire d'Or Yehuda devrait être arrêté.

Un Juif éthiopien, avait notamment déclaré : « Israël est l'un des États les plus racistes au monde envers les Noirs [...]. Quand j'étais plus jeune, j'ai essayé de me connecter à la musique israélienne, d'aller dans des clubs avec des amis blancs, mais on ne me laissait pas entrer. Aujourd'hui, les Éthiopiens fréquentent des clubs avec des musiques auxquels ils peuvent s'identifier ». De façon moins abrupte, le même article indique que « beaucoup d'Éthiopiens de 20 ou 30 ans, qui sont nés en Israël ou y ont immigré jeunes, admettent que bien qu'ils soient passés par « le creuset » du service militaire, ils se sentent toujours différents et non désirés dans les lieux de rencontre des Israéliens et préfèrent traîner dans leurs propres endroits pour Éthiopiens seulement ». La chanteuse israélienne Aveva Dese, d'origine éthiopienne. Confirmant ce sentiment d'exclusion, un sondage publié par le Jerusalem Post en 2.005 indiquait que 43 % des Israéliens ne souhaitaient pas qu'eux-mêmes ou leurs enfants épousassent un ou une Beta Israël.

L'utilisation aujourd'hui courante du terme « Éthiopien », en lieu et place de Beta Israël ou même de « Juif d'Éthiopie », et ce tant par les intéressés que par leur environnement israélien, confirme la structuration ethno-communautaire des jeunes générations autour d'une couleur de peau et d'une origine[réf. nécessaire]. C'est aussi le cas pour tous les autres groupes ethniques juifs (Irakiens, « Yemeni », Français, Marocains, etc.).

Si le terme « noir » commence à être revendiqué par la jeune génération, il a par contre été rejeté par ses parents, car en Éthiopie, dans « le système de perceptions raciales qui domine le monde des Beta Israël » les « noirs » (t'equ) étaient les Barya, minorité Beta Israël méprisée d'origine servile. Les Barya vivent maintenant en Israël, et sont officiellement reconnus comme Juifs, mais les distinctions sociales existent toujours, et des préjugés racistes virulents existent à leur encontre chez beaucoup de Beta Israël (sales, ignorants, sauvages, maudits, impurs), et pas seulement dans l'ancienne génération. Les mariages avec eux restent normalement prohibés. Les nouvelles réalités israéliennes ayant rendu les baryas indépendants de leurs anciens maîtres, on voit aussi apparaître une

revendication barya, parfois pleine de colère, contre l'exclusion par les autres Beta Israël.

Début 2.013, est révélée l'affaire des contraceptifs de longue durée injectés à des émigrantes falashas dans les années 2.000. Selon Gal Gabbay, l'auteur du documentaire israélien « Vacuum », qui reprend le témoignage de 35 femmes falashas, ayant reçu une injection de Depo-Provera dans des camps de transit en Éthiopie avant d'immigrer en Israël : « Il faut comprendre que ces femmes dans les camps de transit sont très vulnérables. Elles veulent quitter l'Éthiopie et venir en Israël. Donc elles sont dans une position délicate. Et puis, elles viennent d'une culture d'obédience très forte. Avant de quitter leur pays, quelqu'un leur a dit que la vie serait difficile en Israël (...) et on leur a fortement recommandé de prendre cette injection. ». Le contraceptif avait un effet d'une durée de trois mois. Une infirmière israélienne aurait avoué que ces femmes n'avaient pas réellement compris les implications de l'injection, du fait de la barrière linguistique. Armin Arefi, journaliste, après avoir visionné le documentaire, va jusqu'à accuser Israël, d'avoir « forcé » l'administration du contraceptif « à leur insu ». Notamment en se basant sur le témoignage d'une femme qui avait déclaré qu'on ne lui avait pas dit que ce n'était pas un vaccin. A la suite de leurs plaintes, une enquête a été menée et n'a pas pu trouver de preuve permettant d'établir qu'elle aurait été contrainte et le gouvernement israélien a démenti ces accusations. Le gouvernement israélien a aussitôt publié un



communiqué à l'attention des gynécologues leur demandant de ne pas administrer de Depo-Provera à des patients s'ils n'en comprennent pas tous les effets.

Associations et revendications.

Très rapidement, l'auto-organisation des Éthiopiens a émergé comme une réalité politique en Israël. Elle est plus le fait des immigrés du Gondar que de ceux du Tigré ou des Falash Mura, plus discrets. Dès la fin de 1985 ont été menées des protestations collectives contre les exigences du rabbinat de pratiquer une cérémonie de conversion simplifiée avant tout mariage. Les associations n'ont depuis lors cessé de se multiplier, à tel point qu'on a pu dire, en exagérant beaucoup, qu'il y en avait autant que de familles. Lisa Anteby-Yemini parle d'« amour du litige ». La société Beta Israël est en effet basée sur le village et la famille élargie, et bâtir des solidarités transcendant les anciennes divisions semble encore difficile. L'émiettement des associations reste important, même si la majorité en est regroupée au sein de l'Organisation des juifs éthiopiens en Israël. Ces divergences n'empêchent pas des mouvements de revendication assez réguliers.

Le plus important a été celui de 1996, quand il a été découvert que les dons de sang faits par les Éthiopiens étaient discrètement et systématiquement détruits par les services de santé, pour cause de contamination d'une minorité par le virus du Sida[102]. La colère fut très vive, et les accusations de racisme particulièrement virulentes, ponctuées de manifestations de masse et d'une forte mobilisation de la communauté.

Membres du parlement israélien. Shlomo Molla, député Kadima, en 2.009.

Les partis politiques israéliens ont tenté de séduire cet électorat. De 1.996 à 1.999, le juriste Addisu Messele a ainsi siégé au sein de la 14e Knesset sous les couleurs du parti travailliste. En 2.008, Mazor Bahaina, membre de Shas entre à la Knesset, en remplacement de Shlomo Benizri. Après les élections de 2.009, Shlomo Molla, du parti Kadima, est élu parlementaire, il faisait partie de la Knesset depuis 2.008.



En 2012, Alali Adamso, membre du Likud est entré à la Knesset en remplacement de Yossi Peled.

Globalement, l'électorat « éthiopien » se montre plutôt sensible aux thèses de la droite israélienne, en particulier du fait de l'attitude plus favorable de celle-ci en faveur de leur immigration, et ce à partir du gouvernement de Menahem Begin en 1.977.

Pnina Tamano-Shata et Shimon Solomon du parti Yesh Atid sont élus à la Knesset en 2013.

Avraham Nagossa, membre du Likud est élu à la Knesset en 2.015 où il préside la commission parlementaire chargée de l'intégration et de la diaspora.

THEORIES DU COMLOT ILLUMINATI

Les théories du complot Illuminati sont des théories conspirationnistes qui prétendent que la « société de pensée » allemande des Illuminés de Bavière, historiquement dissoute en 1.785, aurait perduré dans la clandestinité et poursuivrait un plan secret de domination du monde. Ces théories, dont la première mention remonte à l'ouvrage de John Robison, *Proof of a Conspiracy*, publié en 1.797, se confondent avec les théories du complot maçonnique en avançant que les Illuminati réalisent leur plan en infiltrant les différents gouvernements, en particulier ceux issus de révolutions, et les autres sociétés initiatiques dont la franc-maçonnerie.

Si les études historiques estiment que les derniers Illuminati n'ont pas survécu au-delà du XVIII^e siècle la dénomination « Illuminati » reste utilisée comme terme générique dans le folklore du complot, pour synthétiser des théories identifiant comme conspirateurs des groupes divers (francs-maçons, sionistes, CIA, communistes, sociétés secrètes diverses, organisations internationales) et pour désigner, dans le système qui en résulte, le noyau des « maîtres du monde ». Le réalisateur américain Myron Coureval Fagan, ancien indicateur du FBI et réputé pour ses saillies racistes et antisémites, fut un des premiers propagateurs de ces théories impliquant les Illuminati, s'inspirant des essais de John Thomas Flynn.

Pour l'historien Stéphane François, cette théorie du complot « a beaucoup de similitudes avec un autre mythe important : Les Protocoles des Sages de Sion,-voir pages suivantes- qui seraient le plan écrit d'agitateurs juifs pour asservir le monde. De fait, nous sommes en présence de mythologies contemporaines et de mythes « agglutinants », c'est-à-dire de mythes différents qui s'agrègent et fusionnent entre eux ». Les Protocoles des Sages de Sion ayant été à l'origine rédigé à Paris en 1.901, par un informateur de l'Okhrana (la police secrète de l'Empire russe), Mathieu Golovinski...

Selon le philosophe Philippe Huneman, les Illuminati « sont comme une « superthéorie du complot » qui viendrait toutes les synthétiser. Ils figureraient l'archétype des conspirateurs : leur toute-puissance est à la mesure de leur opacité. Le complot apparaît ici comme pur de tout préjugé : tandis que les conspirationnistes usuels cachent plus ou moins mal des motivations antisémites ou racistes — le complot judéo-bolchévique des années 1930, les complots maçonniques, l'attribution du 11-Septembre à la CIA, etc. —, on ne saurait réduire le complot illuminati à une affaire d'antisémitisme ou d'antiaméricanisme, puisque, justement, les Illuminati n'existent pas. En tant que forme pure de théorie du complot, la légende des Illuminati permet de comprendre ces étranges récits alternatifs dont la présence dans le débat public — avant tout sur Internet — sème le doute sur les faits annoncés par les médias et alimente la méfiance à l'égard des institutions démocratiques ».

Allégations. Gouvernement américain.

La théorie du complot Illuminati déclare que certains Pères fondateurs des États-Unis, dont certains étaient francs-maçons, ont été corrompus par les Illuminati. Cette très ancienne théorie du complot est encore soutenue de nos jours, notamment par l'écrivain américain Antony Cyril Sutton qui considère que l'influence des Illuminati sur le gouvernement américain se fait à travers la fraternité étudiante de l'université Yale : le Skull and Bones. George Washington lui-même avait à son époque reçu un exemplaire du livre conspirationniste *Proof of a Conspiracy* de John Robison. Dans une lettre de remerciements qu'il écrivit à l'expéditeur le 25 septembre 1.798, le premier président nia que les Illuminés de Bavière aient réussi à gagner de l'influence dans aucune des loges maçonniques américaines.

Grand sceau des États-Unis Grand sceau des États-Unis et Œil de la Providence.



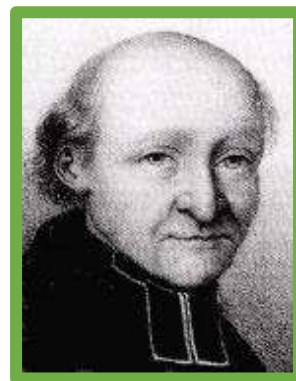
Symbole de l'œil surmontant la pyramide sur le billet d'un dollar US.

Le revers du Grand sceau des États-Unis, notamment visible sur le billet de 1 dollar américain, représente une pyramide tronquée dont le sommet est éclairé par l'Œil de la Providence. Au-dessus est inscrite la devise *Annuit cœptis*, et au-dessous, *Novus ordo seclorum*. L'inscription (MDCCLXXVI) en numération romaine à la base de la pyramide correspond à 1.776, année de la déclaration d'indépendance des États-Unis.

Ces symboles sont cités par les théoriciens du complot comme exemples de la présence et du pouvoir des Illuminati. D'après eux, le sceau affiche un œil lucide — qui représenterait l'aboutissement de l'illumination : La Connaissance — dominant une base aveugle : symbole d'une élite omnisciente contrôlant le peuple.

Annuit cœptis « ce que nous entreprenons sera couronné de succès » ou, selon la traduction, « Il approuve ce qui a été commencé » serait le cri de victoire des conspirateurs, tandis que *Novus ordo seclorum* « Nouvel ordre des siècles » ou "Ère Nouvelle d'Ordre", « *seclorum* » étant la forme génitive plurielle du mot « *saeculum* » indiquerait le régime nouveau, rebelle, indépendant de l'Église ; la mention MDCCLXXVI renverrait, elle, à l'année de la Fondation des Illuminés de Bavière, maîtres secrets du gouvernement américain. De par cette interprétation, la présence de triangles ou d'œils uniques dans des photos et vidéos de personnalités politiques ou médiatiques est souvent interprétée comme une preuve de leur appartenance aux illuminati, de même que les personnes impliquées dans la réalisation d'une œuvre de fiction faisant apparaître ces formes.

Ces symboles ésotériques sont apparus antérieurement aux Illuminati. L'œil dans le triangle est une représentation de Dieu datant de la Renaissance. Quant à la pyramide non terminée, suggérée par Francis Hopkinson au comité qui dessina le Grand Sceau des États-Unis, elle représente la nouvelle nation, vouée à durer des siècles à l'instar des fameuses pyramides d'Égypte. Elle comporte 13 rangées de pierres, représentant les 13 colonies d'origine, sous l'Œil de la Providence, image de Dieu veillant sur elles. Enfin, l'inscription (MDCCLXXVI) à la base de la pyramide n'est pas là pour marquer l'année de la fondation des Illuminés de Bavière, mais celle de la déclaration d'indépendance des États-Unis.



John Robison (à gauche) en 1.797 et Augustin Barruel (à droite) en 1.798 lancent les théories du complot Illuminati.

Selon le philosophe Philippe Huneman, les théories du complot Illuminati ont « connu un regain au XXe siècle à l'époque de la diffusion des grandes théories conspirationnistes concomitantes au développement du fascisme et du communisme. Mais, vers les années 1.990, on note un net accroissement du phénomène. Ceci s'explique tant par la première guerre du Golfe, en 1.991, qui, deux ans après la fin de l'empire soviétique est l'occasion pour Bush père d'annoncer la formation d'un « nouvel ordre mondial » ; que par l'arrivée d'Internet, média sans filtre où quiconque soutient une théorie aussi délirante soit-elle peut la publier et attirer l'attention sur elle [...] ; ou par la diffusion de l'imagerie illuminati dans les réseaux de la contre-culture et dans la communauté afro-américaine via la musique de Rap ».

D'après l'historien Stéphane François, le mythe des Illuminati réapparaît « sur Internet à dater des années 2.000 ». En effet, « les publications à connotation paranoïaque/conspirationniste parlant des Illuminati étaient jusqu'à présent très peu lues, et surtout peu diffusées. Elles restaient donc confidentielles. Internet, en dématérialisant les supports, a permis une diffusion accrue de ces thèses [...] ». Philippe Huneman relève que les sites véhiculant les théories du complot Illuminati « sont innombrables, tout comme les vidéos sur YouTube — l'une de celles-ci a été vue plus d'un milliard de fois : elle explique les plans illuminati pour tuer une bonne partie de l'humanité via un tsunami sur New York en 2.015 ».

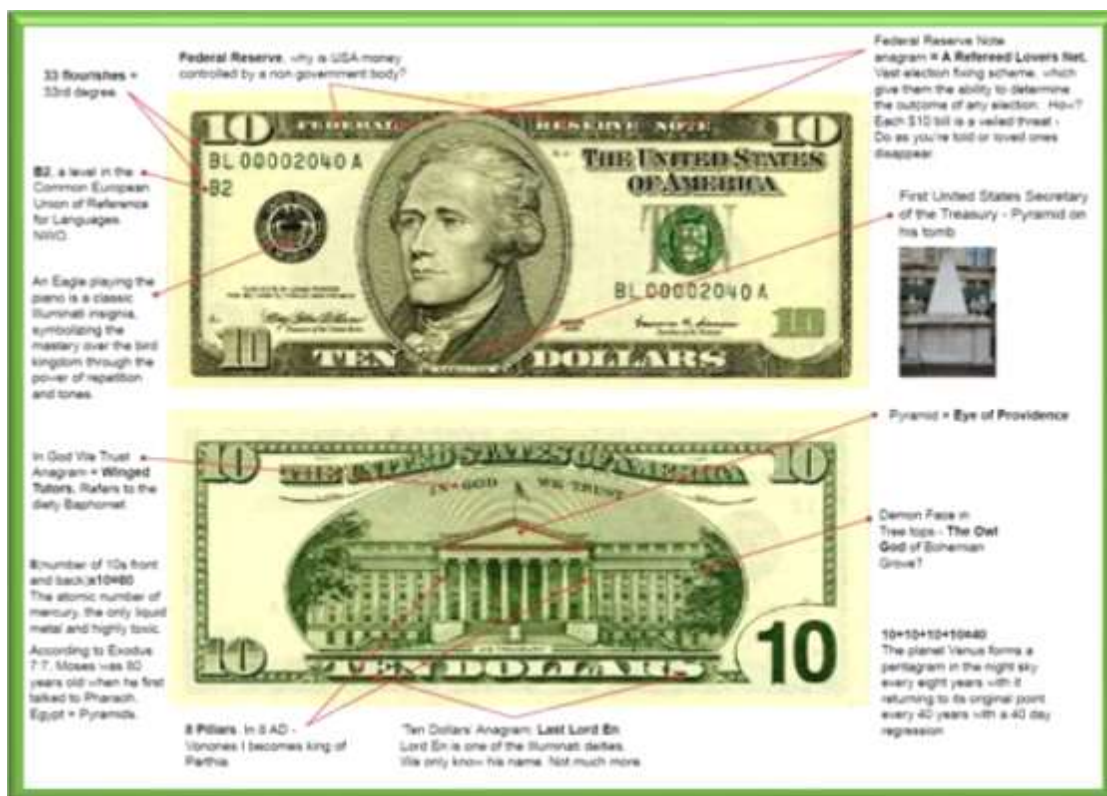
En France, la théorie du complot Illuminati provient principalement des milieux catholiques intégristes et de la contre-révolution, notamment d'Augustin Barruel et de ses Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme (1.798-99). D'après Stéphane François, la théorie du complot Illuminati a été véhiculée par « les milieux d'extrême droite ésotérique marqués par le new-age ». Elle l'est aujourd'hui par une association d'extrême droite comme Égalité et Réconciliation, mais aussi « chez les altermondialistes et dans le milieu du hip-hop », ainsi que par Laurent Glauzy, ancien chroniqueur de Rivarol qui lui a consacré un livre largement cité à l'extrême droite (Rivarol, Radio Courtoisie, plusieurs sites officiels du Front national).

Monde anglo-saxon.

Dans le monde anglo-saxon, les théories du complot Illuminati sont lancées par Les Preuves d'une conspiration, ouvrage publié par l'Écossais John Robison en 1.797.

SYMBOLE DU COMLOT DES ILLUMINATI :

LES BILLETS DE BANQUE DES USA, QUI FONT REFERENCES A DIEU ET AUX FRANCS MACONS.



Les Protocoles des Sages de Sion.

Les Protocoles des Sages de Sion.
Couverture d'une édition russe de 1.912, réalisée par Sergueï Nilus.
Empire russe.

Протоколы сионских мудрецов ou
Сионские протоколы
1.901

Les Protocoles des Sages de Sion, en russe : Протоколы сионских мудрецов ou Сионские протоколы, est un faux qui se présente comme un plan de conquête du monde établi par les juifs et les francs-maçons.

Ce document a été rédigé à Paris en 1.901, par un informateur de l'Okhrana (la police secrète de l'Empire russe),



Mathieu Golovinski. Il plagie le Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu de Maurice Joly, pamphlet satirique décrivant un plan fictif de conquête du monde par Napoléon III, pour décrire un programme élaboré par un conseil de sages juifs afin d'anéantir la chrétienté et dominer le monde.

L'auteur et ses commanditaires veulent convaincre Nicolas II et son gouvernement des méfaits d'une trop grande ouverture à l'égard des juifs de l'Empire, réputés comme les chantres inconditionnels de la vie moderne et intéressés au premier chef par un changement libéral de régime depuis que leur statut a été dégradé par les gouvernements conservateurs d'Alexandre III. L'empereur refuse de l'utiliser, estimant que ce texte discréditerait son action.

L'ouvrage réunit les comptes-rendus d'une vingtaine de prétendues réunions secrètes exposant un plan de domination du monde qui utiliserait violences, ruses, guerres, révolutions et s'appuierait sur la modernisation industrielle et le capitalisme pour installer un pouvoir juif mondial.

Adolf Hitler y fait référence dans Mein Kampf comme argument justifiant à ses yeux la théorie du complot juif et en fait ensuite l'une des pièces maîtresses de la

propagande du Troisième Reich. Cet opuscule joue également un rôle clé dans la théorie du ZOG apparue dans les milieux suprémacistes blancs d'extrême droite aux États-Unis. Il est devenu aujourd'hui tout à la fois une figure emblématique de l'antisémitisme et de la falsification.

Historique.

Les Protocoles des Sages de Sion, parfois surnommés Programme juif de conquête du monde, paraissent en Russie en deux temps et deux versions : d'abord des extraits en 1.903 dans le journal Znamia (en) (Знамя), puis une version complète en 1.905 éditée par le moine mystique Serge Nilus et, en 1.906, par Gueorgui Boutmi, officier et écrivain nationaliste. Dès avril 1.902, ils avaient fait l'objet d'un article dans Novoié Vrémia. Il est possible qu'ils circulèrent d'abord sous forme manuscrite ou en impression artisanale.

Les Protocoles sont traduits en allemand en 1.909 et lus en séance au Parlement de Vienne. Avec la Révolution d'Octobre en 1.917 et la fuite de Russes antirévolutionnaires vers l'Europe de l'Ouest, leur diffusion s'élargit. Ils deviennent internationalement connus en 1.920 lorsqu'ils paraissent en Allemagne en janvier.

La notoriété de l'ouvrage s'accroît à la faveur d'un article du quotidien britannique The Times. Dans son édition du 8 mai 1920, un éditorial titré Le Péril juif, un pamphlet dérangeant. Demande d'enquête évoque ce « singulier petit livre », et tend à démontrer le caractère authentique du texte en insistant sur sa nature de prophétie réalisée. Cet article est publié alors que les Russes blancs sont en train de perdre la guerre civile et que les « durs » du parti conservateur veulent discréditer les nouveaux maîtres du Kremlin en dénonçant une « Pax Hebraica ». Les thèmes des Protocoles sont repris au cours des années suivantes dans de nombreux ouvrages antisémites (polémistes, savants ou de fiction) publiés à travers l'Europe.

Les premières traductions françaises sont publiées en 1920 et 1922 par le prêtre catholique Ernest Jouin dans la Revue internationale des sociétés secrètes sous le titre Les Protocoles de 1901 puis en 1921 par l'écrivain monarchiste Roger Lambelin et en 1924 par le journaliste antisémite Urbain Gohier sous le titre Les Protocoles des sages d'Israël.

Adolf Hitler y fait référence dans Mein Kampf comme argument justifiant à ses yeux la théorie du complot juif et en fait ensuite l'une des pièces maîtresses de la propagande du Troisième Reich.

Aux États-Unis, le constructeur automobile Henry Ford les diffuse à travers son journal The Dearborn Independent. Pour Ford les Protocoles des Sages de Sion sont un ouvrage « trop terriblement vrai pour être une fiction, trop profond dans sa connaissance des rouages secrets de la vie pour être un faux ». Les protocoles joueront également un rôle clé dans la théorie du ZOG apparue dans les milieux suprémacistes blancs d'extrême droite aux États-Unis.

Un faux.

Article dans The Times du 16 août 1921 expliquant au public britannique que Les Protocoles est un faux.

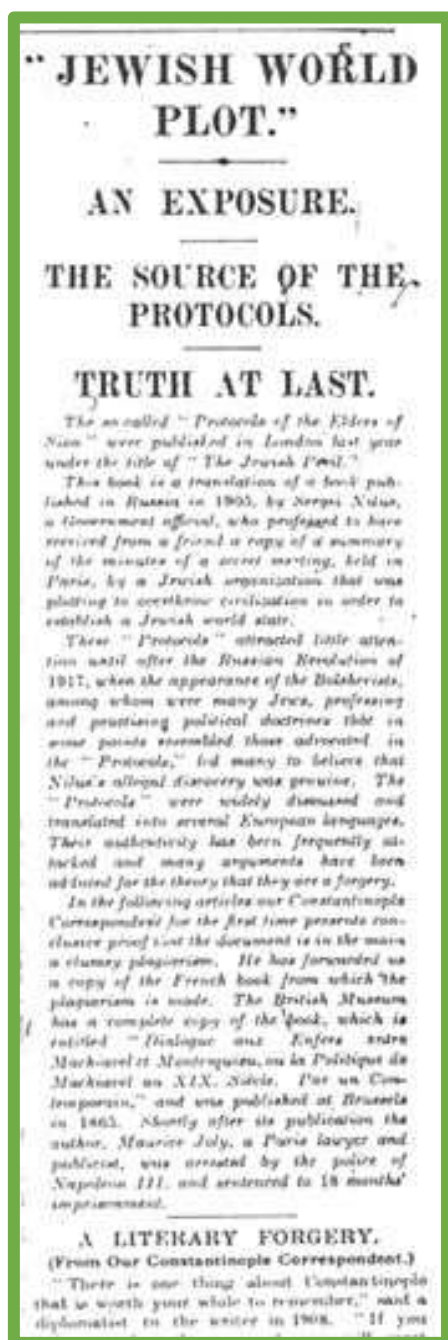
Dès leur publication, Les Protocoles sont suspectés d'être un faux : un an après avoir présenté l'opuscule comme véridique, le Times de Londres revient sur le sujet, mais cette fois pour publier la preuve du faux sous le titre La fin des Protocoles. Jacques Bainville, dans l'Action française, reconnaît la falsification vers 1921. Henri Rollin, membre du deuxième bureau français, publie en 1939 un ouvrage intitulé L'Apocalypse de notre temps qui montre le processus de création puis d'utilisation de ce texte par les courants d'abord pro-tsaristes, puis fasciste et nazi. Lors du procès de Berne de 1933 à 1935, les juges suisses reconnaissent la fausseté des Protocoles.



FONDATEUR: ADAM WEISHAUP à gauche.

CHARLES-THEODORE DE BAVIERE à droite.

La confirmation définitive de la falsification des Protocoles est fournie en 1.999 par l'identification de leur auteur, Mathieu Golovinski, dans les archives russes, par l'historien de littérature russe Mikhaïl Lepekhine.



masque qui cache notre but. »

Rédaction. Maurice Joly était l'auteur d'un pamphlet contre Napoléon III intitulé : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu, publié à Bruxelles en 1.864. L'ombre de Nicolas Machiavel est le porte-parole de l'empereur Napoléon III qui explique son complot pour la domination du monde.

En 1.897, un cambriolage exécuté par l'Okhrana dans la villa suisse de l'exilé russe Elie de Cyon entraîne le vol d'un grand nombre de documents. Parmi ceux-ci figure un pamphlet rédigé par Élie de Cyon contre le comte de Witte, ministre de Nicolas II, à l'imitation du pamphlet de Maurice Joly.

Il est maintenant établi que le pamphlet de De Cyon, sans doute fourni comme modèle à Mathieu Golovinski par l'Okhrana, constitue la source des Protocoles. Napoléon III est remplacé par un conseil de sages juifs qui projette d'anéantir la chrétienté et dominer le monde.

Les historiens universitaires sont d'accord sur l'identification du faussaire, la structure du texte falsifié et l'analyse des causes de la falsification et il ne subsiste plus de doute sur ce document. Malgré tout, Les Protocoles des Sages de Sion sont encore mentionnés par des groupes antisémites, voire certains régimes, comme preuve de l'existence d'un complot juif international

Origine et causes.

Les Protocoles des Sages de Sion ont été rédigés à Paris en 1.901 par un informateur de l'Okhrana (la police secrète de l'Empire russe), Mathieu Golovinski. Envoyé à Paris à l'époque de l'Alliance franco-russe, Mathieu Golovinski travaille au Figaro avec Charles Joly, le fils de Maurice Joly ; il exerce aussi ses talents auprès de Pierre Ratchkovski agent de la police politique russe (l'Okhrana) en France. Mathieu Golovinski connaît bien les techniques de la propagande pour avoir travaillé dans les années 1.890 pour le Département de la presse à Saint-Pétersbourg.

Le tsar Alexandre II avait promu, au milieu du xixe siècle, une politique assez libérale, avec l'abolition du servage ou l'allègement des restrictions imposées au Juifs. Son successeur, Alexandre III revient, dans tous les domaines, à une politique autoritaire, pro-russe et pro-slave.

En particulier, le statut des Juifs est de nouveau durci. C'est l'époque où la Russie connaît un extraordinaire développement industriel et financier qui devrait lui donner rapidement une puissance comparable à celle des États-Unis. Le fils d'Alexandre III, le faible Nicolas II, montre de la mollesse dans l'application d'une politique autoritaire. Les milieux conservateurs à la tête de la Russie veulent conforter l'empereur dans une politique de fermeté, en particulier à l'égard des Juifs, voire l'inciter à la durcir.

L'entourage conservateur de Nicolas II envisage divers procédés pour influencer le tsar. C'est ainsi que Ratchkovski commande à Golovinski un faux, Les Protocoles, destinés à l'origine à l'empereur seulement. Le texte, « authentifié » par le ministère de l'Intérieur malgré la réticence du plus proche conseiller de Nicolas II, le comte de Witte se présente comme une preuve décisive d'un plan juif de domination du monde reposant sur la modernisation industrielle et financière.

L'antisémitisme du propos va de pair avec l'antimaçonnisme. Selon Pierre-André Taguieff, le titre en russe d'une des deux premières éditions en 1.905 était Extraits des protocoles anciens et modernes des Sages de Sion de la société mondiale des francs-maçons » : il s'agissait de promouvoir l'image de « Sages de Sion, figures fictives du mythe anti-judéo-maçonnique ». L'auteur des Protocoles fait en effet dire aux Juifs : « La Loge maçonnique joue, inconsciemment, dans le monde entier, le rôle d'un

La supercherie est évidente par comparaison ligne à ligne des deux textes. C'est ce que fait Pierre Charles dans son étude critique et comparative. Le discours de Machiavel dans le dialogue est transposé ; l'internationale juive y remplace l'empereur des Français.

L'auteur. L'identité de l'auteur, Mathieu Golovinski n'a été découverte qu'à la fin du XXe siècle par un historien en littérature russe, Mikhaïl Lepekhine, grâce à l'ouverture des archives soviétiques à partir de 1992. Le faussaire était devenu compagnon de route des Soviétiques. La découverte de 1999 ne vint donc que corroborer ce qu'on savait déjà.

Modèles. Selon Umberto Eco, le Protocole des Sages de Sion et de façon plus générale le mythe du complot juif, trouve son origine littéraire dans le roman-feuilleton français du XVIIIe siècle : « le texte des Protocoles révèle son origine romanesque car il est peu crédible, sauf dans l'œuvre de Sue, que les « méchants » expriment de façon si voyante et si éhontée leurs projets maléfiques [...] : « nous avons une ambition sans limites, une cupidité dévorante, nous sommes acharnés à une vengeance impitoyable et brûlante de haine. » ». Le modèle du pamphlet de Maurice Joly contre Napoléon III, copié par Golovinski, est le complot jésuite de Monsieur Rodin dans *Le Juif errant* et *Les Mystères du peuple* d'Eugène Sue. Un autre modèle littéraire se trouve dans Joseph Balsamo d'Alexandre Dumas (1.849) : Cagliostro y rencontre les Illuminés de Bavière pour ourdir le complot maçonnique de l'affaire du collier de la reine.

En 1.868, un auteur de libelles calomnieux, Hermann Goedsche publie, sous le pseudonyme de sir John Retcliffe, un roman populaire, *Biarritz*, où il plagie Dumas, en mettant en scène le Grand Rabbin annonçant son plan de conquête du monde aux représentants des douze tribus d'Israël réunis dans le cimetière juif de Prague. En 1.873, le roman est repris par un pamphlet russe, *Les Juifs, maîtres du monde*, présenté comme une vraie chronique. En 1.881, *Le Contemporain* le publie comme venant d'un diplomate anglais, sir John Readcliff. En 1.896, c'est le Grand Rabbin qui se nomme John Readcliff, dans *Les Juifs, nos contemporains* de François Bourmand. Le plan jésuite de Sue, mêlé à la réunion maçonnique de Dumas, attribué par Joly à Napoléon III, devient ainsi le complot juif, et sera repris sous diverses formes, avant le faux de Golovinski.

Les dernières années du xixe siècle sont marquées par l'antisémitisme qui culmine en France de façon passionnelle avec l'affaire Dreyfus. En 1.889 paraît *Le Juif selon le Talmud*, traduction du *Talmudjude* d'August Rohling avec une préface d'Édouard Drumont. Cet ouvrage a une influence considérable. Il prétend prouver que les Juifs ont ordre de blesser et tuer les Chrétiens chaque fois que possible en vue d'assurer leur domination sur le monde. Selon Jacques Halbronn, les Protocoles constituent une tentative d'élaboration d'un Talmud laïc — d'où l'usage du mot Sages qui a une connotation talmudique — permettant d'inclure les juifs non religieux au sein du champ antijuif. Rohling serait donc, au moins indirectement, une source des Protocoles, son cadre, qu'il faudrait croiser avec le pamphlet de Joly qui en constitue le contenu.



Utilisations. Le Serpent symbolique du troisième protocole, dessin paru en France, environ 1.920.

Au terme d'une de ses études sur les Protocoles, Pierre-André Taguieff propose cinq fonctions qu'ils peuvent remplir dans l'imaginaire — et dans la réalité, puisque la mise au jour d'un complot (n'existant que dans l'esprit de ses découvreurs) est souvent suivie de l'organisation bien réelle d'un contre-complot : identifier les forces occultes à l'origine du prétendu complot — et confirmer qu'elles sont impitoyables ; lutter contre ces forces en révélant les secrets qui les rendent puissantes ; justifier la contre-attaque contre l'ennemi désormais identifié ; mobiliser les foules (et/ou les autorités) en faveur de la cause opposée au complot ; recréer un monde enchanté.

Les Protocoles remplissent ces fonctions depuis leur diffusion dans les années 1.920. Leur utilisation sans cesse réactualisée montre la recherche permanente d'explications prétendument rationnelles à la marche du monde : rédigés pour appuyer la politique autoritaire du tsar Nicolas II, les Protocoles ont servi depuis aux politiques antisémites, antisionistes, antiméricaines ou antimondialistes.

Dans l'Allemagne nazie. Couverture d'une édition polonaise.

Dans *Mein Kampf*, Adolf Hitler écrit : « Les Protocoles des sages de Sion, que les Juifs renient officiellement avec une telle violence, ont montré d'une façon incomparable combien toute l'existence de ce peuple

repose sur un mensonge permanent. « Ce sont des faux », répète en gémissant la Gazette de Francfort et elle cherche à en persuader l'univers ; c'est là la meilleure preuve qu'ils sont authentiques. Ils exposent clairement et en connaissance de cause ce que beaucoup de Juifs peuvent exécuter inconsciemment. C'est là l'important. ».

Pendant de nombreuses années, Joseph Goebbels n'utilise pas les Protocoles dans la propagande antisémite qu'il orchestre. Ce n'est qu'après une lecture du texte et une discussion du 13 mai 1943 avec Hitler qu'il

pense pouvoir les utiliser. Dans la recension qu'il fait de la discussion, Goebbels se dit « stupéfait » à la fois par la modernité du texte et par la rigueur dans l'exposition du projet juif de domination mondiale.

En Union soviétique.

Dans l'Union soviétique de Staline, dans les années 1933-1935, les journaux soviétiques font totalement silence sur l'arrêt du procès de Berne qui conclut à la fausseté des Protocoles.

Pourtant les Izvestia dépêchent sur place Ilya Ehrenbourg. Celui-ci est chargé de suivre les développements du nazisme et de l'antisémitisme, questions spécialement débattues alors à la Société des Nations. L'article d'Ehrenbourg, dûment écrit et transmis, n'est jamais paru.

Dans le monde arabe.

La première traduction des Protocoles des Sages de Sion en arabe, à partir d'une version française est publiée au Caire en 1925 puis à Jérusalem en 1926. Selon Gilbert Achcar, ils n'ont « néanmoins connu qu'une diffusion marginale dans les pays arabes avant 1948 » ; il souligne qu'elle a été le fait de chrétiens et non de musulmans.

Muhammad Rashid Rida, que Gilbert Achcar décrit comme « le père spirituel de l'intégrisme islamique arabe moderne » s'en inspire dans un texte qui fait suite



aux émeutes de 1929 en Palestine mandataire : son « argumentaire anti-juif [...] y puis à toutes les sources en combinant des arguments conformes à la tradition musulmane la plus hostile aux juifs ».

Une traduction de 1951 est diffusée dans le monde musulman après « l'intense exacerbation du conflit palestinien de 1948 » et de la Nakba (« catastrophe », exode palestinien de 1948). En 1967, les Presses islamiques de Beyrouth publient la version française de Roger Lambelin sous le titre Protocoles des Sages de Sion : texte complet conforme à l'original adopté par le congrès sioniste réuni à Bâle (Suisse) en 1897.

Pour Achcar, les « insanités que contient ce pamphlet ont connu une diffusion beaucoup plus vaste que le pamphlet lui-même » et elles ont largement contribué à la « diffusion de l'antisémitisme dans le monde arabe ». Il insiste sur les différences de motivation des propagandistes des Protocoles en Europe, qui n'avaient que des desseins antisémites, et celle de leurs diffuseurs dans le monde arabe qui cherchaient à « excuser la défaite infamante [...] des États arabes devant le mouvement sioniste et à expliquer pourquoi ce dernier avait pu gagner le soutien de l'ensemble des puissances du camp victorieux de la Seconde Guerre mondiale ».

Des personnalités arabes font référence aux Protocoles dans des rencontres officielles ou dans des écrits :

Par exemple, en 1929, à la suite de sa comparution devant la Commission Shaw chargée d'étudier les causes des émeutes de 1929 en Palestine mandataire, le mufti de Jérusalem Mohammed Amin al-Husseini se réfère aux Protocoles pour démontrer que les sionistes ont attaqué les Arabes.

Tom Segev rapporte le cas d'un notable palestinien qui, bien que conscient du discrédit qui pèse sur les Protocoles, ne peut expliquer la défaite arabe dans la guerre de 1948 sans une collusion entre le sionisme et le communisme dans le cadre d'un plan visant à la domination du monde.

En septembre 1.958, le président égyptien Gamal Abdel Nasser demande à un journaliste, lors d'un entretien, s'il connaît les Protocoles et lui en conseille la lecture car ils démontreraient que « 300 sionistes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent le destin du continent européen et élisent leurs successeurs parmi leur entourage ».

En 2.003, la nouvelle bibliothèque d'Alexandrie inaugure son musée de manuscrits où figure une traduction en arabe des Protocoles à côté de manuscrits de la Torah. Le directeur le justifie en déclarant : « Il se peut que le livre des Protocoles des Sages de Sion soit plus important pour les juifs que la Torah, puisqu'ils gèrent leur vie selon ses principes ».

Usages et références actuels. La charte du Hamas fait référence aux Protocoles et à d'autres poncifs antisémites. L'article 32 y indique que « le plan sioniste [...], après la Palestine [...] ambitionne[] de s'étendre du Nil à l'Euphrate [...] [comme stipulé] dans « Les Protocoles des Sages de Sion » ».

Gilbert Achcar rapporte cependant que la charte serait en cours d'amendement en se référant à Azzam Tamimi, un proche du Hamas qui, « sensible au dommage causé à l'image du mouvement palestinien [par l'antisémitisme de la charte] » a déclaré dans The Jerusalem Post en février 2006 que : « Toutes ces absurdités sur Les Protocoles des Sages de Sion et les théories du complot – toutes ces bêtises – seront éliminées » dans la version amendée.

Le propos des Protocoles est également popularisé dans le monde arabe par divers feuilletons télévisés :

un feuilleton télévisé égyptien, repris par de nombreuses télévisions arabes, Le cavalier sans monture, évoque de façon centrale dans l'intrigue les Protocoles des Sages de Sion présentés comme un écrit tenu secret par des Juifs mais supposé authentique ; le feuilleton Diaspora, diffusé par Al-Manar, la télévision du Hezbollah ; une série télévisée Al-Sameri wa Al-Saher, sur Al-Alam Télévision, la télévision iranienne, comprenant non seulement une dénonciation du supposé pouvoir des Juifs sur le monde, mais un négationnisme ouvertement exprimé à l'égard des crimes commis envers les Juifs.

En Afrique. Dans le documentaire Général Idi Amin Dada : Autoportrait du réalisateur suisse Barbet Schroeder, le dictateur ougandais Idi Amin Dada fait référence au livre et présente les Protocoles des Sages de Sion en sa possession pour prétendre à l'existence d'un complot juif mondial.

Influence des Protocoles dans le temps. Plusieurs auteurs, dont Pierre-André Taguieff et Catherine Nicault, ont mis en évidence les multiples utilisations des Protocoles à travers le temps : dénonciation de prétendus complots judéo-bolchéviques ou judéo-capitalistes, propagande nazie. Alain Goldschläger écrit en 1.989 que bien que leur fausseté soit reconnue, les Protocoles n'en demeurent pas moins pour certains une « vérité intrinsèque ». Le texte est encore diffusé, en particulier dans les milieux antisémites et/ou antisioniste et dans le monde arabo-musulman.

En droit français. Article détaillé : Liste de livres censurés en France # Contestations contentieuses de l'article no 14 ou des interdictions.

Les Protocoles ont été interdits de diffusion en France pendant une vingtaine d'années à la suite de l'arrêté du 25 mai 1.990 du ministre de l'Intérieur français Pierre Joxe, « considérant que la mise en circulation en France de cet ouvrage est de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de son caractère antisémite ». Cette interdiction n'est plus en vigueur : la diffusion des Protocoles des Sages de Sion est légale en France. Leur dernière publication est celle de 2.010, éditée et présentée par Philippe Randa, éditeur et militant politique d'extrême droite.



All Seeing Eye - In perfect proportion to ear, nose and forehead. Coincidence?

Two is spelled out 6 times on the front of the dollar bill. The number two (2) appears 5 times. Repeating the number 8 five times gives us 66000. That's 666 plus two more - which makes it 40%, more powerful.

Thomas Jefferson - Jefferson's ties to the number 8 are numerous and reveal his membership in the Illuminati. He had six children. His wife Martha dies on September 8th. His statue in the Jefferson Memorial is 10 feet tall - which converts to 6 meters (Illuminati prefer the metric system).

Stephen Hopkins - Note that he is the only one wearing a hat. Illuminati worshipful masters see the only man that neat hats at meetings.

George Clinton - George Clinton is the direct ancestor to President Bill Clinton, a known member of the Illuminati.

Why is Baphomet overlooking this monumental event?

13 Stars - 13 Illuminated colonies. 13 Illuminati bloodlines. Genesis 13:4 - "Twelve years they served Chedorlaomer, and the thirteenth year they REBELLED."

1789 - The Illuminati make a bold move towards world domination, installing George Washington as President - Starting French Revolution - Pope Pius VI appoints first Illuminati Catholic Bishop in US, John Carroll.

23 - Eris, goddess of discord. 23 enigmas refers to the belief that most incidents and events are directly connected to the number 23.

The enigma of Two Dollars is "To Ours Laird" - code to subliminally recruit new members to the Illuminati, instructing them to go towards the back to find the laird, which at the time of our nation's founding, was a sign of wealth. Ours are an Illuminati deity worshipped at the Balthusian Grove.

The shield contains a key - Keys represent the ability to unlock your mind, opening it to the influence of the Illuminati.

Scale = Balance of power between the old world Illuminati and New-World Brotherhood.

Jefferson - Was NOT a Freemason. But he was a member of the Balthusian Illuminati.

Crossed legs - right over left - Known symbol of Conservative Illuminati dominating liberal common man. This is also a way to let other know "where you stand."

Illuminati hand signs.

Pillars of Solomon's Temple on Throne - Why would this be represented in a New America? NYFO

This image comes from a painting by John Trumbull. The original painting had 47 men, but the bill only has 42. Those five were known opponents of the Illuminati who mysteriously disappeared after the Declaration of Independence. The Illuminati removed their pictures from the two dollar bill in an attempt to remove all evidence of their existence.

